LENINE

œuvres

tome
15

mars
1908
août
1909

LÉNINE

les matières inflammables de la politique mondiale • léon tolstoï, miroir de la révolution russe • une manifestation pacifiste des ouvriers anglais et allemands • conférence de la rédaction élargie du "prolétaire"

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

LÉNINE

ŒUVRES

15

L'ÉDITION RUSSE EST PUBLIÉE
PAR DÉCISION DU IXe CONGRÈS DU P.C.(b)R.
ET DU IIe CONGRÈS DES SOVIETS DE L'U.R.S.S.

ИНСТИТУТ МАРКСИЗМА-ЛЕНИНИЗМА ПРИ ЦК КПСС

В. И. ЛЕНИН

СОЧИНЕНИЯ

Издание четвертое

ГОСУДАРСТВЕННОЕ ИЗДАТЕЛЬСТВО
ПОЛИТИЧЕСКОЙ ЛИТЕРАТУРЫ
МОСКВА

V. LÉNINE

ŒUVRES

TOME
15

Mars 1908 – août 1909

ÉDITIONS SOCIALES * PARIS
ÉDITIONS DU PROGRÈS * MOSCOU
1967

PRÉFACE

Le tome 15 contient les œuvres écrites par Lénine de mars 1908 à août 1909.

On y trouve reproduits les articles et les notes rédigés par Lénine pour le *Prolétari* et le *Social-Démocrate*, ainsi que les documents de la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. et de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*.

Dans ses articles « Sur le droit chemin », « Pour bien juger de la révolution russe », « A propos de la « nature » de la révolution russe », « Réflexions sur la période actuelle », « Dans la bonne voie », Lénine caractérise le coup d'Etat du 3 juin, dégage les objectifs et précise la tactique du parti pour la période de la réaction stolypinienne et dénonce le courant liquidateur des mencheviks.

Les articles « A propos de deux lettres », « A propos de l'article « Sur les questions actuelles », « Une caricature du bolchevisme », « La liquidation en voie d'être liquidée », ainsi que les documents de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* sont dirigés contre le « courant liquidateur de gauche » : otzovisme, ultimatisme et idéologie des constructeurs de Dieu.

Dans ses essais « La question agraire en Russie à la fin du XIX^{e} siècle », « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe. Exposé », « La crise d'hystérie de P. Maslov », « Quelques remarques à propos de la « Réponse » de P. Maslov », « Note de la rédaction » et « Comment Plékhanov et compagnie défendent le révisionnisme », Lénine soutient et développe la théorie marxiste sur le problème agraire.

Les articles « Les matières inflammables de la politique mondiale », « Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », « Les événements des Balkans et de Perse », « La session du Bureau socialiste international » sont consacrés à des événements internationaux de première importance et définissent la tactique que doit suivre la social-démocratie révolutionnaire dans sa lutte contre le militarisme.

Dans le présent tome sont publiés six documents inédits. Dans l'article « Une manifestation pacifiste des ouvriers anglais et allemands », Lénine dénonce l'esprit de conquête des capitalistes, leurs préparatifs de guerre et montre le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire. « La déclaration des bolcheviks » et l'adresse « A la direction du Parti ouvrier social-démocrate allemand » concernent la lutte menée par les bolcheviks contre les mencheviks liquidateurs lors de la Cinquième conférence du P.O.S.D.R. Les deux discours prononcés à la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* et le « Projet de lettre du Centre bolchevique au Conseil de l'école de Capri » sont dirigés contre l'otzovisme, l'ultimatisme et l'idéologie des constructeurs de Dieu.

SUR LE DROIT CHEMIN [1]

Paru le 19 mars (1er avril) 1903 dans le numéro 26 du « Prolétari »

Conforme au texte du journal

La dissolution de la deuxième Douma et le coup d'Etat du 3 juin 1907 [2] ont marqué un tournant dans l'histoire de notre révolution, le début d'une nouvelle période, d'une nouvelle péripétie de son développement. Nous avons déjà parlé à plusieurs reprises de la signification de cette nouvelle péripétie du point de vue du rapport général des forces de classe en Russie et des tâches posées à la révolution bourgeoise inachevée. Ce sont les problèmes posés par ce tournant à l'action de notre Parti que nous voulons examiner aujourd'hui.

Plus de six mois se sont écoulés depuis le coup d'Etat réactionnaire du 3 juin, et il est indéniable que, pendant ces premiers six mois, on a assisté à un déclin et à un affaiblissement considérables de toutes les organisations révolutionnaires et en particulier de l'organisation social-démocrate. Flottements, désorientation, désagrégation, tels sont les traits caractéristiques généraux de ce semestre. Il va sans dire qu'il ne pouvait en être autrement : l'extrême renforcement et le triomphe provisoire de la réaction, à un moment où la lutte ouverte de classes est mise en veilleuse, ne peuvent manquer de s'accompagner d'une crise des partis révolutionnaires.

Mais d'ores et déjà, on peut remarquer toute une série d'indices qui manifestent clairement que cette crise touche à sa fin, que le plus dur est passé, que la voie juste a déjà été tracée et que le parti s'avance à nouveau sur le droit chemin qui consiste à diriger de façon ferme et conséquente la lutte révolutionnaire du prolétariat socialiste.

Prenons la désertion des intellectuels. C'est l'une des manifestations les plus symptomatiques de la crise du

parti. Ce n'en est, bien sûr, pas l'une des plus profondes, mais c'en est assurément une des plus spectaculaires. Dans le premier numéro de l'Organe central de notre Parti[3], sorti en février dernier et fort riche en éléments d'appréciation de la vie intérieure du Parti — nous en reproduisons la plus grande partie —, les caractéristiques de cette fuite sont particulièrement mises en évidence. « Au cours de la dernière période, *faute* d'intellectuels, l'organisation de notre district est morte », écrit le correspondant de l'usine Koulébatski (organisation du district de Vladimir de la région industrielle centrale). « Nos forces idéologiques fondent comme neige au soleil, écrit-on de l'Oural. Les éléments qui ont l'habitude de fuir les organisations illégales... et qui ont adhéré au parti à un moment d'essor révolutionnaire et où il existait dans de nombreux endroits une liberté de fait, ont quitté nos organisations. » Quant à l'article de notre Organe central consacré aux « Questions d'organisation », il tire la conclusion de ces correspondances (et d'autres encore qui n'ont pas été publiées) en indiquant que « les intellectuels, comme on le sait, ont déserté en masse au cours de la dernière période ».

Mais le fait que le parti soit débarrassé des intellectuels à un chemin entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, commence à éveiller à *une nouvelle vie* de nouvelles forces *purement prolétariennes* qui se sont accumulées au cours de la période de la lutte héroïque des masses ouvrières. Cette même organisation Koulébatski, qui, comme l'indique l'extrait de la lettre du correspondant que nous venons de citer, se trouvait dans une situation désespérée, était même pratiquement « morte », est en train de ressusciter. Dans cette lettre on peut lire en effet : « De très nombreux noyaux d'ouvriers membres du parti disséminés dans l'ensemble du district et qui, dans la majorité des cas, sont privés d'intellectuels et ne disposent ni de matériel de propagande ni même de liaisons avec les centres du parti, ne veulent pas mourir... Le nombre des organisés, loin de diminuer, augmente... Comme il n'y a pas d'intellectuels, ce sont les ouvriers les plus conscients qui doivent eux-mêmes faire le travail de propagande. » La conclusion générale qui se dégage de cela, c'est que « par suite de la fuite des intellectuels, dans de très nombreux endroits

(*S-D*, n° 1, p. 28), les responsabilités passent aux mains des ouvriers d'avant-garde ».

Il va sans dire que ce renouvellement des organisations du parti sur une base nouvelle, sur une base de classe pour ainsi dire, est une chose ardue qui ne se fera pas sans hésitation. Mais il n'y a que le premier pas qui coûte et ce premier pas a déjà été fait : le parti s'est engagé sur le droit chemin, celui de la direction des masses ouvrières par des « intellectuels » d'avant-garde issus des rangs ouvriers.

Le travail dans les syndicats et les coopératives, qui s'est d'abord effectué à l'aveuglette, emprunte des formes tout à fait régulières et stables. Les deux résolutions sur les syndicats et les coopératives que le Comité central a adoptées *à l'unanimité* découlaient déjà du renforcement du travail local. Former des cellules du parti dans toutes les organisations de masse ; diriger ces organisations dans le sens des objectifs de combat du prolétariat et de la lutte de classe révolutionnaire; « de l'apolitisme à l'esprit de parti » (*S-D*, n° 1, p. 28), telle est la voie dans laquelle le mouvement ouvrier, ici aussi, s'est déjà engagé. Le correspondant d'une organisation du parti de Minsk, cette petite ville perdue de province, nous communique : « Les ouvriers les plus révolutionnaires s'en écartent [des associations légales trafiquées par les patrons] et accordent de plus en plus leur sympathie à la formation d'associations illégales. »

Il y a un autre domaine, tout différent, où le travail progresse dans cette même direction, savoir : de « l'apolitisme à l'esprit de parti », et ce domaine c'est la fraction social-démocrate à la Douma. Cela peut paraître étrange, mais c'est un fait : de même que dans les coopératives il nous a fallu un certain temps avant que notre activité ne devienne vraiment une activité de parti, de même nous ne pouvons obtenir que le travail de nos parlementaires corresponde d'emblée aux exigences du parti. Nos social-démocrates de la Douma ont été élus avec une loi électorale qui falsifie la volonté du peuple ; ils appartiennent à ceux des social-démocrates qui étaient demeurés dans la légalité et dont les rangs s'étaient considérablement éclaircis après les persécutions déclenchées contre les deux premières Dou-

mas ; il était donc inévitable qu'au début, ils se conduisent *dans la pratique*, plutôt en social-démocrates sans-parti qu'en véritables membres du parti.

Cela est affligeant mais c'est un fait et il ne peut guère en être autrement dans un pays capitaliste ligoté par des milliers de liens féodaux et où le parti ouvrier n'a vécu au grand jour que deux années en tout et pour tout. Et c'est sur ce fait que les intellectuels socialisants, non seulement sans-parti, mais aussi « sans tête » qui se sont agglutinés à la fraction parlementaire comme des mouches sur un pot de miel, ont voulu édifier leur tactique tendant à créer une social-démocratie non révolutionnaire. Mais on dirait que les efforts de ces honorables bernsteiniens sont actuellement réduits à néant. On dirait que dans ce domaine aussi l'activité des social-démocrates retrouve son assiette. Nous ne voulons pas prophétiser ni fermer les yeux sur les efforts gigantesques que nous aurons encore à fournir pour organiser de façon à peu près convenable, dans nos conditions, le travail de la fraction parlementaire social-démocrate, mais nous remarquerons que le premier numéro de notre Organe central contient une critique de la fraction faite dans un esprit de parti et une *résolution explicite* du Comité central visant à imprimer une plus juste orientation à son travail. Nous ne prétendons nullement que toutes les lacunes aient été comblées par le document que publie notre Organe central ; nous pensons, par exemple, qu'il ne fallait voter en aucun cas ni pour la remise des impôts fonciers en priorité aux zemstvos [4], ni pour le *rachat* à bas prix des terrains urbains loués par les pauvres (voir le n° 1 de notre Organe central, p. 36). Mais toutes ces questions sont déjà, si l'on peut dire, des questions secondaires. Le fait capital, c'est que la transformation du groupe parlementaire en une véritable organisation du parti tend à devenir un élément essentiel de notre travail et que par conséquent le parti l'accomplira malgré toutes les difficultés, les épreuves, les hésitations, les crises partielles, les conflits de personnes, etc... qui ne manqueront pas de s'accumuler.

Que le travail soit en train de prendre un caractère véritablement social-démocrate, qu'il soit en train de devenir un véritable travail de parti, un autre fait en témoigne

avec éloquence : c'est le renforcement de l'édition illégale. Voici en effet ce que dit notre Organe central : « L'Oural édite huit journaux, la Crimée deux, Odessa un, on va bientôt en sortir un à Ekatérinoslav ; au Caucase, à Pétersbourg et dans les organisations nationales l'activité est considérable dans le domaine de l'édition. » En plus des deux journaux social-démocrates qui sont publiés à l'étranger, notre Organe central paraît en Russie malgré tous les obstacles policiers. Un organe régional, le *Rabotchéié Znamia* [5] est en préparation dans la zone industrielle centrale.

La voie dans laquelle le Parti social-démocrate s'avance d'un pas ferme est définie sans équivoque par les faits que nous avons rapportés au cours de cet article. Une solide organisation illégale des centres du parti, des publications illégales qui paraissent de façon systématique, et, ce qui est le plus important, des cellules locales et surtout des cellules d'entreprises dirigées par des gens d'avant-garde directement issus des ouvriers, vivant dans un contact étroit avec les masses, telle est la base sur laquelle nous avons installé le noyau d'une fermeté à toute épreuve du mouvement ouvrier social-démocrate et révolutionnaire. Et ce noyau illégal étendra *ses* ramifications, propagera *son* influence d'une façon incomparablement plus large qu'autrefois, aussi bien par l'intermédiaire de la Douma que dans les syndicats, dans les coopératives, dans les sociétés d'éducation et de culture.

Au premier abord, il y a une ressemblance frappante entre cette organisation du travail du parti et celle que les Allemands avaient mise sur pied au moment de la loi d'exception (1878-1890 [6]). Le chemin que le mouvement ouvrier allemand a parcouru pendant les trente ans qui ont suivi la révolution bourgeoise (1848-1878), le mouvement ouvrier russe le parcourt en trois années (1905-1908). Mais sous cette ressemblance de façade, se dissimule une profonde différence interne. En Allemagne, au cours des trois décennies qui ont suivi la révolution démocratique bourgeoise, les tâches objectivement nécessaires de *cette* révolution ont été entièrement réalisées. La révolution en effet a perdu sa raison d'être avec le parlement constitutionnel du début des années soixante, les guerres dynasti-

ques qui ont unifié la majeure partie des pays allemands et la création de l'empire grâce au suffrage universel. En Russie, non seulement les tâches de la révolution démocratique bourgeoise n'ont pas été menées à bien pendant la période de moins de trois ans qui s'est écoulée depuis sa première grande victoire et sa première grande défaite, mais au contraire, c'est au cours de cette période que, pour la première fois, les *larges* masses du prolétariat et de la paysannerie ont pris conscience de ces objectifs. Ces deux années et quelque ont marqué la fin des illusions constitutionnelles et de la confiance dans l'orientation démocratique des valets libéraux du tsarisme Cent-Noirs.

Les tâches objectives de la révolution bourgeoise n'ayant pas été réalisées, une crise est inévitable en Russie. La conjoncture purement économique, la situation financière, les péripéties de la politique intérieure ou extérieure peuvent conférer à cette crise un caractère aigu. Le parti du prolétariat, quant à lui, a pris le droit chemin : il est en train de créer une solide organisation social-démocrate illégale disposant de moyens plus nombreux et plus variés d'influence légale et semi-légale que par le passé. Il saura affronter cette crise mieux préparée au combat décisif qu'en octobre et en décembre 1905.

A PROPOS DE LA « NATURE » DE LA RÉVOLUTION RUSSE

« Chassez le naturel, il revient au galop », peut-on lire dans un récent éditorial du journal cadet *Retch* [7]. Ce précieux aveu de l'organe officiel de nos libéraux contre-révolutionnaires mérite tout particulièrement d'être souligné, car en l'occurrence, ce dont il s'agit, quand on parle de naturel, c'est de la *nature* de la révolution russe. Et s'il y a une chose sur laquelle on n'insistera jamais assez, c'est bien la manière éclatante dont les événements ont confirmé l'analyse de fond que le bolchevisme a faite de cette « nature » de la révolution bourgeoise *paysanne*, qui ne peut vaincre que *contre* le libéralisme bourgeois hésitant, versatile et contre-révolutionnaire.

Au début de 1906, avant la première Douma, M. Strouvé écrivait : « le paysan à la Douma sera cadet. » Une telle affirmation était alors *audacieuse* venant d'un libéral qui *pensait encore* à la rééducation du moujik, à sa transformation, de monarchiste naïf, en un partisan de l'opposition. A la même époque, le *Rousskoïé Gossoudarstvo* [8], journal des laquais de M. Witte, assurait en effet que le secours viendrait du moujik, c'est-à-dire qu'une grande partie des représentants paysans se montrerait favorable à l'autocratie. Et en ce temps-là (temps bien lointain, dont deux longues années nous séparent), ce genre d'opinion était si

répandu qu'on en retrouvait des échos jusque dans les discours mencheviques au congrès de Stockholm [9].

Mais dès la première Douma, les illusions des monarchistes *aussi bien que celles des libéraux* ont été définitivement dissipées. Le moujik le plus ignorant, le plus arriéré, le plus vierge politiquement, le plus inorganisé s'est trouvé *infiniment plus à gauche* que les cadets [10]. La lutte des cadets contre l'esprit et la politique des troudoviks [11] a constitué l'essentiel de l'« activité » libérale au cours des deux premières Doumas. Et quand M. Strouvé, qui est un personnage d'avant-garde parmi les contre-révolutionnaires libéraux, a déversé, après la dissolution de la deuxième Douma, sa colère sur les troudoviks et a lancé la croisade contre les « intellectuels radicalisants » qui dirigent la paysannerie, il a exprimé par là même la *faillite complète* du libéralisme.

L'expérience des deux Doumas s'est soldée par un fiasco sur toute la ligne pour le libéralisme qui *n'a pas réussi* à « apprivoiser le moujik », à le rendre effacé, accommodant, prêt au compromis avec l'autocratie des propriétaires fonciers. Le libéralisme des avocats, des professeurs bourgeois et autres salmigandis d'intellectuels n'a pas pu s'« adapter » au moujik « troudovik ». Politiquement et économiquement, il s'est trouvé *en retrait* sur lui. La signification historique de la première phase de la révolution russe peut être résumée ainsi : le libéralisme a *d'ores et déjà* fait la preuve définitive de son caractère contre-révolutionnaire, de son incapacité à prendre la tête de la révolution paysanne ; la paysannerie ne comprend *pas encore* tout à fait qu'elle ne peut remporter une victoire véritable que si elle prend la voie républicaine et révolutionnaire, sous la direction du prolétariat socialiste.

La faillite du libéralisme a marqué le triomphe de la réaction seigneuriale. Le libéralisme, effrayé, humilié et vilipendé par cette réaction qui fait de lui un complice servile de la comédie constitutionnelle de Stolypine, se prend maintenant à verser des larmes sur le passé. Bien sûr, la lutte a été dure, incroyablement dure contre l'esprit troudovik..., mais ne gagnerons-nous pas la seconde manche si cet esprit reprend de la force ? Ne jouerons-nous pas alors notre rôle de courtier avec plus de succès ?

Цѣна 20 сант.
Prix : 20 centimes.
Preis: 20 Pfennig.
Price: 2½ d.

LE PROLÉTAIRE, organe russe social-démocrate. Bibliographie

№ 27.

ЕЖЕНЕД ГАЗЕТА ВЫХОДИТЪ ПО СРЕДАМЪ

ПРОЛЕТАРІЙ

Российская Социалъ-демократическая Рабочая Партія.

GENEVE СРЕДА, (8 апр.) 26 МАР. 1908 г.

Органъ С.-Петербургскаго и Московскаго комитетовъ Р. С. Д. Р. П.

О „природѣ" русской революціи.

Къ дебатамъ о расширеніи бюджетныхъ правъ Думы.

Première page du journal *Prolétari* n° 27 (8 avril) 26 mars 1908 avec les articles de Lénine « A propos de la «nature» de la révolution russe » et « A propos des débats sur l'octroi à la Douma des droits plus larges en matière budjétaire ».

Réduction.

Notre vénérable, notre célèbre P. Strouvé n'a-t-il pas écrit, dès avant la révolution, que les partis du centre profitaient toujours de l'aggravation de la lutte entre les extrêmes ?

Et voici que les libéraux qui se sont épuisés dans la lutte contre les « troudoviks » misent contre la réaction sur la renaissance de l'esprit troudovik ! « C'est le vieil esprit troudovik que l'on retrouve dans les projets agraires qui viennent d'être déposés à la Douma d'État par les paysans de droite et par les prêtres. Nous disons bien l'esprit troudovik et non l'esprit cadet », écrit cet éditorial de la *Retch* que nous avons déjà cité. « Le premier de ces projets émane des paysans et a été signé par quarante et un députés. L'autre émane des prêtres. Le premier est plus radical que le second, pourtant même ce dernier, sous certains rapports (écoutez bien ce que dit l'organe des cadets), va bien plus loin que le projet cadet de réforme agraire .» Les libéraux sont donc contraints de reconnaître qu'après tous les criblages électoraux que permet la célèbre loi du 3 juin, ce fait n'est pas fortuit mais, comme nous l'avons déjà noté dans le numéro 22 du *Prolétari*, témoigne de la *nature* de la révolution russe *.

Pour les paysans, écrit la *Retch*, le fonds agraire n'est pas un simple organe de transmission, mais une « institution permanente ». Tout en faisant cette constatation, les libéraux gardent un silence discret sur le fait qu'au moment du passage de la première à la deuxième Douma ils ont, pour gagner les bonnes grâces de la réaction, rejeté de leur programme le fonds agraire (qui équivaut plus ou moins de près ou de loin à reconnaître la nationalisation de la terre) et adopté le point de vue de Gourko [12] qui défend l'entière propriété privée de la terre.

Le projet des paysans, poursuit la *Retch*, stipule que la terre sera acquise après avoir été estimée de façon équitable (c'est-à-dire comme le veulent les cadets) mais (et ce « mais » vaut qu'on s'y arrête) que ce sont des organismes agraires locaux, « élus par toute la popula-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 475-479. [*N.R.*]

tion de la localité » qui procéderont à cette estimation.

Et de nouveau, messieurs les cadets sont obligés de passer un fait sous silence, à savoir que ces élections par toute la population rappellent étrangement le célèbre projet « troudovik », présenté aux deux premières Doumas, de comités agraires locaux élus au suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret. Ils doivent passer sous silence la lutte honteuse que les libéraux des deux premières Doumas ont menée contre ce projet qui était le seul possible du point de vue démocratique ; ils doivent passer sous silence les lamentables échappatoires et circonlocutions auxquelles ils ont recouru pour *ne pas dire* à la tribune de la Douma tout ce qu'ils disaient dans l'éditorial de la *Retch* que Milioukov a produit par la suite (voir *Une année de lutte*), dans le projet de Koutler, et dans l'article de Tchouprov (voir l'ouvrage cadet : *La question agraire*, tome 2). Et justement ce qu'ils avouaient dans leur presse, c'est que, selon leur plan, les comités agraires locaux devaient comprendre à égalité des représentants des propriétaires fonciers et des paysans, avec un *représentant du gouvernement* pour arbitrer. En d'autres termes, les cadets livraient les moujiks aux propriétaires fonciers en assurant partout la majorité à ces derniers (en effet, les propriétaires fonciers et le représentant de l'autocratie auraient toujours formé une majorité contre les paysans).

Les escrocs du libéralisme parlementaire bourgeois *ne peuvent pas faire autrement* que de passer toutes ces choses sous silence et nous comprenons fort bien les raisons de leur mutisme. Leur seule erreur est de penser que les ouvriers et les paysans sont capables d'oublier ces étapes essentielles de la révolution russe.

Même les prêtres, ces ultra-réactionnaires, ces obscurantistes Cent-Noirs que le gouvernement entretient à dessein, ont un projet agraire qui va plus loin que celui des cadets. Même eux disent que les prix de la terre sont « artificiellement gonflés » et qu'il faut les abaisser ; même eux parlent d'un impôt foncier progressif comportant l'exonération totale des parcelles ne dépassant pas la norme de consommation. Pourquoi le pope de campagne, ce sous-fifre de l'ortodoxie bureaucratique est-il *plus favorable* aux

paysans que le bourgeois libéral ? Parce qu'il vit côte à côte avec le moujik, que dans des milliers de cas il dépend de lui et que parfois même, avec la petite exploitation paysanne des popes sur les terres de l'église, il est littéralement dans la peau du moujik. A quelque Douma aussi zoubatovienne [13] qu'il appartienne, le prêtre doit retourner ensuite dans son village ; or, les expéditions punitives de Stolypine et les cantonnements militaires qu'il y a installés en permanence ont eu beau épurer les campagnes, *retourner* au village est une chose *impossible* pour celui qui a pris le parti des gros propriétaires fonciers. Cela explique qu'il est plus difficile à un pope ultra-réactionnaire qu'à un avocat ou à un professeur éclairés de livrer les moujiks aux seigneurs.

Bien sûr ! Si on chasse le naturel, il revient au galop. Et la grande révolution bourgeoise a une nature telle dans la Russie paysanne qu'elle ne pourra triompher, en dépit du caractère foncièrement contre-révolutionnaire du libéralisme bourgeois, que si l'insurrection paysanne est victorieuse, ce qui est inconcevable si le prolétariat n'en assume pas la direction.

Les libéraux n'ont plus que deux possibilités : ou bien ne pas croire à la force de l'esprit troudovik, et cela est exclu puisqu'elle est inscrite dans les faits, ou bien espérer en un nouveau tour de passe-passe politique. Et voici le schéma de ce tour de passe-passe tel qu'il est exposé dans la conclusion de l'éditorial de la *Retch* : « La population ne peut être guérie des velléités utopiques que si ce genre de réforme (à savoir la réforme agraire « sur la base démocratique la plus large ») est organisée de façon sérieuse et pratique. » Ce qui veut dire en clair : Monsieur Stolypine, Votre Excellence n'a pas réussi, malgré tous ses gibets et toutes ses lois du 3 juin, à « guérir » la population de « l'utopique esprit troudovik ». Permettez-nous donc d'essayer encore une fois : nous promettrons au peuple la réforme démocratique la plus large, mais en réalité nous le « guérirons » en donnant aux gros propriétaires fonciers des avantages lors du rachat de leur terre et la prédominance dans les organismes agraires locaux !

Quant à nous, nous remercions du fond du cœur messieurs Milioukov, Strouvé et compagnie pour le zèle qu'ils

déploient « à guérir » la population de sa confiance « utopique » dans les voies constitutionnelles et pacifiques. Avec de tels remèdes, la « guérison » a bien des chances d'être effective.

« Prolétari » n° 27, 26 mars (8 avril) 1908

Conforme au texte du journal

MARXISME ET RÉVISIONNISME

Ecrit au plus tard le 3 (16) avril 1908.
Publié entre le 25 septembre et le 2 octobre (8 et 15 octobre) 1908 dans le recueil « Karl Marx (1818-1883) », St-Pétersbourg, éd. O. et M. Kédrov.
Signé : Vl. I l i n e

Conforme au texte du recueil

Un adage bien connu dit que si les axiomes géométriques heurtaient les intérêts des hommes, on essayerait certainement de les réfuter. Les théories des sciences naturelles, qui heurtaient les vieux préjugés de la théologie, ont suscité et suscitent encore une lutte forcenée. Rien d'étonnant si la doctrine de Marx, qui sert directement à éclairer et à organiser la classe avancée de la société moderne, indique les tâches de cette classe et démontre que par suite du développement économique, le régime actuel sera inévitablement remplacé par un nouvel ordre de choses, rien d'étonnant si cette doctrine a dû conquérir de haute lutte chaque pas fait sur le chemin de la vie.

Inutile de parler de la science et de la philosophie bourgeoises desséchées qu'enseignent des professeurs desséchés pour abêtir la jeune génération des classes possédantes et la « dresser » contre les ennemis du dedans et du dehors. Cette science-là ne veut même pas entendre parler du marxisme qu'elle proclame réfuté et anéanti. Jeunes érudits, qui se font une carrière à réfuter le socialisme, et vieillards décrépits, gardiens du legs de tous les « systèmes » surannés possibles, attaquent Marx avec un zèle égal. La montée du marxisme, la propagation et l'affirmation de ses idées dans la classe ouvrière rendent nécessairement plus fréquentes et plus aiguës ces attaques de la bourgeoisie contre le marxisme qui, après chaque « exécution » par la science officielle, devient plus ferme, plus trempé et plus vivant que jamais.

Mais, même parmi les doctrines rattachées à la lutte de la classe ouvrière et répandues principalement dans le prolétariat, le marxisme est bien loin d'avoir, d'emblée,

affermi sa position. Dans les cinquante premières années de son existence (à compter de 1840), le marxisme combattit les théories qui lui étaient foncièrement hostiles. De 1840 à 1845, Marx et Engels règlent leur compte aux jeunes hégéliens radicaux, qui s'en tenaient en philosophie à l'idéalisme. Vers la fin de la décade 1840-1850, la lutte s'engage dans le domaine des doctrines économiques, contre le proudhonisme [14]. Les années 1850-1860 achèvent cette lutte : critique des partis et des doctrines qui se manifestèrent pendant la tourmente de 1848. De 1860 à 1870, la lutte passe du domaine de la théorie générale dans un domaine plus proche du mouvement ouvrier proprement dit : le bakouninisme [15] est chassé de l'Internationale. Au début de la décade 1870-1880, en Allemagne, le proudhonien Mühlberger réussit quelque temps à se faire valoir ; vers 1880, c'est le tour du positiviste Dühring. Mais cette fois l'influence que l'un et l'autre exercent sur le prolétariat est tout à fait insignifiante. Dès lors le marxisme l'emporte indéniablement sur toutes les autres idéologies du mouvement ouvrier.

Aux environs de 1890 cette victoire, dans ses grandes lignes, est un fait accompli. Même dans les pays latins, où les traditions proudhoniennes se sont maintenues le plus longtemps, les partis ouvriers édifient en fait leurs programmes et leur tactique sur la base marxiste. L'organisation internationale du mouvement ouvrier ressuscitée sous forme de congrès internationaux périodiques se place, d'emblée et presque sans lutte, dans toutes les questions essentielles, sur le terrain du marxisme. Mais lorsque le marxisme eut supplanté les théories adverses tant soit peu cohérentes, les tendances que ces théories traduisaient recherchèrent des voies nouvelles. Les formes et les motifs de la lutte avaient changé mais la lutte continuait. Et dès le second demi-siècle d'existence du marxisme, commence (après 1890) la lutte d'un courant hostile au marxisme au sein du marxisme.

L'ancien marxiste orthodoxe Bernstein, qui fit le plus de bruit et donna l'expression la plus complète des rectifications apportées à Marx, de la révision de Marx, du révisionnisme, a donné son nom à ce courant. Même en Russie où naturellement — par suite du retard économique du pays et de la prédominance de la population paysanne écrasée

sous les survivances du servage —, le socialisme non marxiste se maintint plus longtemps qu'ailleurs, même en Russie il dégénère manifestement, sous nos yeux, en révisionnisme. Dans la question agraire (programme de municipalisation des terres) comme dans les questions générales de programme et de tactique, nos social-populistes remplacent de plus en plus par des « rectifications » de Marx les restes moribonds de leur système cohérent à sa manière, et foncièrement hostile au marxisme, mais désormais caduc.

Le socialisme prémarxiste est battu. Il poursuit la lutte, non plus sur son terrain propre, mais sur le terrain général du marxisme, en tant que révisionnisme. Voyons donc quelle est la substance idéologique du révisionnisme.

En matière de philosophie, le révisionnisme a toujours marché à la remorque de la « science » professorale bourgeoise. Les professeurs « revenaient à Kant », et le révisionnisme d'emboîter le pas aux néo-kantiens. Les professeurs reprenaient les platitudes mille fois ressassées par les curés contre le matérialisme philosophique, et les révisionnistes, avec un sourire condescendant, marmonnaient (mot à mot selon le dernier *Handbuch* *) que le matérialisme est depuis longtemps « réfuté ». Les professeurs traitaient Hegel en « chien crevé » [16] et, prêchant eux-mêmes l'idéalisme, un idéalisme mille fois plus mesquin et plus plat que celui de Hegel, haussaient les épaules d'un air de mépris devant la dialectique, aussitôt les révisionnistes allaient s'embourber derrière eux dans le marais de l'avilissement philosophique de la science, en remplaçant la dialectique « subtile » (et révolutionnaire) par une « évolution simple » (et de tout repos). Les professeurs assuraient leurs fins de mois en accommodant leurs systèmes idéalistes et « critiques » à la « philosophie » médiévale en vogue (c'est-à-dire à la théologie), et les révisionnistes de suivre s'efforçant de faire de la religion une « affaire privée », non pas à l'égard de l'Etat contemporain, mais à l'égard du parti de la classe avancée.

Inutile de parler du véritable sens de classe qu'avaient ces « rectifications » de Marx, la chose est claire par elle-même. Constatons seulement que, dans la social-démocratie

* Manuel. (*N.R.*)

internationale, Plékhanov fut le seul marxiste qui, du point de vue du matérialisme dialectique conséquent, ait fait la critique des incroyables platitudes débitées ici par les révisionnistes. Cela, il est d'autant plus nécessaire de le souligner avec force que, de nos jours, des tentatives foncièrement erronées sont accomplies pour faire passer le vieux fatras d'une philosophie réactionnaire sous le couvert d'une critique de l'opportunisme tactique de Plékhanov *.

En matière d'économie politique, notons avant tout que les « rectifications » apportées par les révisionnistes furent beaucoup plus variées et circonstanciées ; on s'efforça d'agir sur le public par les « récentes données du développement économique ». On prétendit que la concentration de la production et l'évincement de la petite production par la grande ne s'observaient pas du tout dans l'agriculture, et que dans le commerce et l'industrie, ils ne s'effectuaient qu'avec une extrême lenteur. On prétendit que les crises se faisaient plus rares aujourd'hui, plus faibles, et que vraisemblablement les cartels et les trusts permettraient au capital de les supprimer tout à fait. On prétendit que la « théorie de la faillite » vers laquelle s'acheminait le capitalisme était inconsistante, les antagonismes de classe ayant tendance à s'émousser, à s'atténuer. On prétendit enfin qu'il serait bon de corriger aussi la théorie de la valeur de Marx d'après Böhm-Bawerk [17].

La lutte contre les révisionnistes, dans ces questions, a donné à la pensée théorique du socialisme international une impulsion aussi féconde que la polémique d'Engels avec Dühring vingt ans plus tôt. Les arguments des révisionnistes furent examinés, faits et chiffres en main. Il fut démontré que les révisionnistes s'attachaient systématiquement à peindre en rose la situation de la petite production moderne. Des données irréfutables attestent la supériorité technique et commerciale de la grosse *production* sur la

* Voir les *Essais de philosophie marxiste* par Bogdanov, Bazarov et autres. Il n'y a pas lieu d'analyser ici cet ouvrage. Je me borne donc pour l'instant à déclarer que, dans un avenir prochain, je montrerai dans une série d'articles ou dans une brochure spéciale, que *tout* ce qui est dit dans le texte des révisionnistes néo-kantiens vaut, en fait, également pour ces « nouveaux » révisionnistes néo-humistes et néo-berkeleyistes. (Voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 14. — *N.R.*)

petite, dans l'industrie comme dans l'agriculture. Mais, dans cette dernière, la production marchande est beaucoup moins développée; les statisticiens et les économistes contemporains ne savent guère, ordinairement, mettre à part les branches spéciales (parfois même les opérations) de l'agriculture qui traduisent l'intégration progressive de celle-ci dans le système d'*échanges* de l'économie mondiale. Sur les ruines de l'économie naturelle, la petite production se maintient au prix d'une sous-alimentation de plus en plus accentuée, d'une disette chronique, de l'allongement de la journée de travail, d'une baisse de la qualité du bétail et de son entretien, bref avec les moyens par lesquels la production artisanale tint tête à la manufacture capitaliste. Chaque pas fait en avant par la science et la technique sape inéluctablement, inexorablement, la base de la petite production dans la société capitaliste. La tâche de la science économique socialiste est donc d'analyser ce processus dans toutes ses formes, souvent complexes et enchevêtrées, de démontrer au petit producteur l'impossibilité pour lui de se maintenir en régime capitaliste, l'absence de perspectives de l'exploitation paysanne sous le capitalisme, la nécessité pour le paysan d'embrasser le point de vue du prolétaire. Sur ce point les révisionnistes péchaient, sous le rapport scientifique, par une généralisation superficielle de faits pris tendancieusement en dehors de leur liaison avec l'ensemble du régime capitaliste ; et sous le rapport politique, ils péchaient en appelant ou en poussant invariablement, qu'ils le voulussent ou non, le paysan à embrasser le point de vue du propriétaire (c'est-à-dire le point de vue de la bourgeoisie), au lieu de lui faire adopter le point de vue du prolétaire révolutionnaire.

Les choses allaient encore plus mal pour le révisionnisme en ce qui concerne la théorie des crises et la théorie de la faillite. Ce n'est que pendant un laps de temps très court, que seuls les moins clairvoyants ont pu songer à une refonte des principes de la doctrine de Marx, sous l'influence de quelques années d'essor et de prospérité industriels. La réalité ne tarda pas à montrer aux révisionnistes que l'époque de crises n'était pas révolue : une crise succéda à la prospérité. Les formes, la succession, la physionomie de certaines crises s'étaient modifiées ; mais les crises demeu-

raient partie intégrante inéluctable du régime capitaliste. Les cartels et les trusts, en unifiant la production, aggravaient en même temps aux yeux de tous l'anarchie de la production, l'incertitude du lendemain pour le prolétariat et l'oppression du capital ; ils envenimaient ainsi, à un degré inconnu jusque-là, les antagonismes de classe. Les formidables trusts modernes ont précisément démontré d'une façon saisissante et à une vaste échelle, que le capitalisme allait vers la faillite, tant au point de vue des différentes crises politiques et économiques qu'au point de vue de l'effondrement total de l'ordre capitaliste. La récente crise financière en Amérique, l'aggravation effroyable du chômage dans toute l'Europe, sans parler de la crise industrielle imminente qu'annoncent de nombreux symptômes, ont abouti à ceci que les récentes « théories » des révisionnistes sont oubliées de tous, voire, paraît-il, de beaucoup de révisionnistes eux-mêmes. Seulement, il ne faut pas oublier les leçons que la classe ouvrière a tirées de cette instabilité typique d'intellectuel.

En ce qui concerne la théorie de la valeur, il suffit de dire que, hormis des soupirs et des allusions très nébuleuses à Böhm-Bawerk, les révisionnistes n'ont absolument rien donné et n'ont, par conséquent, laissé aucune trace dans le développement de la pensée scientifique.

En matière politique, le révisionnisme a tenté de réviser en fait le principe fondamental du marxisme : la théorie de la lutte des classes. La liberté politique, la démocratie, le suffrage universel privent de tout terrain la lutte de classe, nous a-t-on affirmé, et démentent le vieux principe du *Manifeste du Parti communiste* : les ouvriers n'ont pas de patrie. Dès l'instant où, dans la démocratie, c'est la « volonté de la majorité » qui prévaut, on ne saurait, paraît-il, ni envisager l'Etat comme un organisme de domination de classe, ni refuser les alliances avec la bourgeoisie progressive, social-réformatrice, contre les réactionnaires.

Il est incontestable que ces objections des révisionnistes se résumaient en un système de conceptions assez cohérent, savoir : de conceptions bourgeoises libérales connues de longue date. Les libéraux ont toujours prétendu que le parlementarisme bourgeois supprimait les classes et les divisions en classes, puisque tous les citoyens sans distinction bénéfi-

ciaient du droit de vote, du droit de participation à la chose publique. Toute l'histoire européenne de la seconde moitié du XIX^e siècle, toute l'histoire de la révolution russe du début du XX^e siècle, montrent à l'évidence l'absurdité de ces conceptions. Avec la liberté du capitalisme « démocratique », les distinctions économiques, loin de se relâcher, s'intensifient et s'aggravent. Le parlementarisme n'empêche pas les républiques bourgeoises les plus démocratiques d'être des organes d'oppression de classe, il le fait apparaître avec plus d'évidence. Aidant à éclairer et organiser des masses de la population infiniment plus grandes que celles qui, autrefois, participaient activement aux événements politiques, le parlementarisme prépare ainsi non la suppression des crises et des révolutions politiques, mais une aggravation maximum de la guerre civile pendant ces révolutions. Les événements du printemps de 1871 à Paris et ceux de l'hiver 1905 en Russie ont montré, de toute évidence, que cette aggravation se produit inévitablement. La bourgeoisie française, pour écraser le mouvement prolétarien, n'a pas hésité une seconde à passer un marché avec l'ennemi national, avec l'armée étrangère qui venait de ruiner sa patrie. Quiconque ne comprend pas l'inéluctable dialectique interne du parlementarisme et du démocratisme bourgeois, laquelle conduit à une solution du conflit encore plus brutale qu'autrefois, faisant davantage intervenir la violence de masse, ne saura jamais mener sur le terrain de ce parlementarisme une propagande et une agitation conformes à nos principes et susceptibles de préparer en fait les masses ouvrières à participer victorieusement à ces « conflits ». L'expérience des alliances, des accords, des blocs avec le libéralisme social-réformateur en Occident, avec le réformisme libéral (les cadets) dans la révolution russe, a montré de façon convaincante que ces accords ne font qu'émousser la conscience des masses, qu'au lieu d'accentuer, ils atténuent la portée véritable de leur lutte, en liant les combattants aux éléments les moins aptes à combattre, les plus prompts à la défaillance et à la trahison. Le millerandisme [18] français — l'expérience la plus considérable en matière d'application de la tactique politique révisionniste, sur une grande échelle, à une échelle vraiment nationale—, a donné du révisionnisme

une appréciation pratique que le prolétariat du monde entier n'oubliera jamais.

Le complément naturel des tendances économiques et politiques du révisionnisme a été son attitude à l'égard du but final du mouvement socialiste. Le maître mot de Bernstein : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout », traduit la nature du révisionnisme mieux que quantité de longues dissertations. Définir sa conduite en fonction des circonstances, s'adapter aux événements du jour, à la versatilité de menus faits politiques, oublier les intérêts vitaux du prolétariat et les traits essentiels de l'ensemble du régime capitaliste, de toute l'évolution capitaliste, sacrifier ces intérêts vitaux au nom des avantages réels ou supposés de l'heure : telle est la politique révisionniste. Et de l'essence même de cette politique découle ce fait évident qu'elle peut varier ses formes à l'infini, et que chaque question un peu « nouvelle », chaque changement un peu inattendu ou imprévu des événements — ce changement dût-il ne modifier la ligne essentielle du développement qu'à un degré infime et pour le plus court délai, — engendreront, inévitablement et toujours, telles ou telles variétés du révisionnisme.

Ce qui rend le révisionnisme inévitable, ce sont les racines sociales qu'il a dans la société moderne. Le révisionnisme est un phénomène international. Pour tout socialiste un peu averti et pensant, il ne saurait y avoir le moindre doute que les rapports entre les orthodoxes et les bernsteiniens en Allemagne, entre les guesdistes et les jauressistes (aujourd'hui les broussistes surtout) en France [19] ; entre la Fédération social-démocrate et le Parti ouvrier indépendant en Angleterre [20] ; entre de Brouckère et Vandervelde en Belgique, entre les intégralistes [21] et les réformistes en Italie, entre les bolcheviks et les mencheviks en Russie, sont au fond partout de même nature, en dépit de l'immense diversité des conditions nationales et des facteurs historiques dans l'état actuel de tous ces pays. La « démarcation » au sein du socialisme international contemporain s'établit, en fait, dès aujourd'hui, suivant la *même* ligne dans les divers pays du monde, attestant par là un grand pas en avant, en comparaison de ce qui se passait il y a trente ou quarante ans alors que, dans les divers pays, des tendances dissemblables s'affrontaient au sein d'un socialisme inter-

national unique. Le « révisionnisme de gauche » qui apparaît aujourd'hui dans les pays latins comme un « syndicalisme révolutionnaire[22] », s'adapte lui aussi au marxisme en le « corrigeant ». Labriola en Italie, Lagardelle en France, en appellent à tout bout de champ de Marx mal compris à Marx bien compris.

Nous ne pouvons nous attarder ici à l'analyse de la substance idéologique de *ce* révisionnisme, qui est encore loin de s'être développé comme le révisionnisme opportuniste, ne s'est pas internationalisé et n'a pratiquement soutenu aucune bataille importante avec les partis socialistes d'aucun pays. Nous nous bornerons donc au « révisionnisme de droite », esquissé plus haut.

Qu'est-ce qui le rend inévitable dans la société capitaliste ? Pourquoi est-il plus profond que les particularités nationales et les degrés de développement du capitalisme ? Mais parce que, dans chaque pays capitaliste, à côté du prolétariat se trouvent toujours les larges couches de la petite bourgeoisie, des petits patrons. La petite production a engendré et continue d'engendrer constamment le capitalisme. Celui-ci crée inéluctablement de nouvelles « couches moyennes » (appendice de la fabrique, travail à domicile, petits ateliers disséminés dans tout le pays, en raison des nécessités de la grosse industrie, par exemple celle du cycle et de l'automobile, etc.). Ces nouveaux petits producteurs sont inéluctablement rejetés à leur tour dans les rangs du prolétariat. Dès lors il est parfaitement naturel que des conceptions petites-bourgeoises ne cessent de surgir dans les rangs des grands partis ouvriers. Dès lors il est parfaitement naturel qu'il doive en être et qu'il en sera toujours ainsi jusqu'aux péripéties mêmes de la révolution prolétarienne. Car ce serait une grave erreur de croire que pour que cette révolution s'accomplisse, une prolétarisation « intégrale » de la majorité de la population soit nécessaire. Ce que nous traversons aujourd'hui, le plus souvent dans l'ordre des idées seulement, à savoir les mises en cause des rectifications théoriques de Marx, ce qui, à l'heure présente, ne se manifeste dans la pratique que pour certaines questions particulières du mouvement ouvrier, comme les divergences tactiques avec les révisionnistes et les scissions qui se produisent sur ce terrain, la classe ouvrière

aura nécessairement à le subir dans des proportions incomparablement plus vastes, lorsque la révolution prolétarienne aura aggravé toutes les questions litigieuses, concentré toutes les divergences sur des points d'une valeur immédiate pour la détermination de la conduite des masses, nous aura obligés, dans le feu de la lutte, à séparer les ennemis des amis, à rejeter les mauvais alliés pour porter à l'ennemi des coups décisifs.

La lutte idéologique du marxisme révolutionnaire contre le révisionnisme, à la fin du XIX^e siècle, n'est que le prélude de grands combats révolutionnaires du prolétariat en marche vers la victoire totale de sa cause, en dépit de toutes les hésitations et faiblesses des éléments petits-bourgeois.

EN SUIVANT LES SENTIERS BATTUS

Porter un jugement sur la révolution russe, c'est-à-dire sur les trois premières années de cette révolution, est à l'ordre du jour. Si on ne montre pas clairement la nature de classe de nos partis politiques, si on ne définit pas de façon précise les intérêts et la place de chacune des classes dans notre révolution, on ne pourra pas faire avancer d'un pas la mise au point des objectifs immédiats et de la tactique du prolétariat. Dans le présent article, nous voulons attirer l'attention de nos lecteurs sur une des tentatives qui ont été faites pour parvenir à une telle définition.

Dans le numéro 3 du *Goloss Sotsial-Démokrata* [23], F. Dan donne une appréciation d'ensemble sur la révolution, et G. Plékhanov fait un bilan d'ensemble de la tactique du parti ouvrier. L'idée de Dan, c'est qu'espérer la dictature du prolétariat et de la paysannerie ne pouvait être qu'illusoire. « La possibilité d'une nouvelle grande action révolutionnaire du prolétariat... dépend dans une large mesure de la position de la bourgeoisie. » « Au cours des premières étapes du nouvel essor, tant que le réveil du mouvement ouvrier révolutionnaire n'aura pas mis en mouvement la petite bourgeoisie urbaine, et que le développement de la révolution dans les villes n'aura pas enflammé les campagnes, le prolétariat et la bourgeoisie seront les principales forces politiques en présence. »

F. Dan passe sous silence les conclusions tactiques qui découlent de ce genre de « vérité ». Visiblement, il n'a pas osé mettre par écrit ce que ses paroles impliquent : une

recommandation à la classe ouvrière de suivre la tactique bien connue des mencheviks qui consiste à soutenir la bourgeoisie (rappelons pour mémoire les blocs avec les cadets, l'appui apporté au mot d'ordre de ministère cadet, la Douma souveraine de Plékhanov, etc...). Mais Plékhanov, lui, s'est chargé de réparer les lacunes de Dan. Son feuilleton paru dans le n° 3 de *Goloss Sotsial-Démokrata* se termine en effet de la façon suivante : « C'eût été une bonne chose pour la Russie que les marxistes russes aient su éviter en 1905-1906 les erreurs commises par Marx et Engels en Allemagne il y a plus d'un demi-siècle » (ces erreurs consistant à sous-estimer les capacités de développement du capitalisme de l'époque et à surestimer les possibilités révolutionnaires du prolétariat).

Voilà qui est clair. Avec toutes sortes de précautions et en évitant d'appeler les choses par leur nom, Dan et Plékhanov essayent de justifier la politique menchevique qui place le prolétariat sous la tutelle des cadets. Examinons donc les « arguments théoriques » sur lesquels ils fondent leur entreprise.

Dan raisonne de la façon suivante : « le mouvement paysan » dépend « de la croissance et du développement de la révolution urbaine dans ses deux composantes, bourgeoise et prolétarienne ». L'essor de la « révolution dans les villes » a donc été suivi d'un essor du mouvement paysan. Par contre, à la suite du déclin de la révolution, on a assisté à une « recrudescence des antagonismes internes de la campagne qui s'étaient estompés au cours de la période d'essor » et « la politique agraire du gouvernement, qui tend à désunir la paysannerie, etc., a connu un relatif succès ». D'où la conclusion, déjà citée par nous, que la bourgeoisie et le prolétariat seront les principales forces politiques pendant les premières étapes du nouvel essor. Toujours selon Dan, « cette situation peut et doit être utilisée par le prolétariat en vue d'un développement de la révolution qui lui permette de s'avancer *loin de son point de départ* et qui conduise à une démocratisation complète de la société sous le signe (sic) d'une solution radicale (! !) de la question agraire ».

Il est facile de voir que ce raisonnement est tout entier construit à partir d'une incompréhension *radicale* de la

question agraire dans notre révolution et que les phrases creuses et d'un effet facile sur une « démocratisation complète » qui s'accomplirait « sous le signe » d'une « solution » de la question réussissent fort mal à masquer cette incompréhension.

Selon Dan, « espérer la dictature du prolétariat et de la paysannerie », c'était (et c'est encore) être victime de préjugés populistes, c'est oublier les antagonismes internes de la campagne et le caractère individualiste du mouvement paysan. Ce sont des thèses classiques des mencheviks, que tout le monde connaît depuis longtemps. Mais jamais peut-être, toute l'absurdité de ces thèses n'avait été exposée de façon aussi évidente que dans l'article de Dan que nous sommes en train d'analyser. Notre honorable publiciste s'est arrangé *pour ne pas remarquer* que *les deux « solutions »* de la question agraire qu'il oppose, étaient *l'une et l'autre* conformes au « caractère individualiste du mouvement paysan » ! Que la solution stolypinienne qui, selon Dan, remporte un « succès relatif », repose sur l'individualisme des paysans, c'est indubitable. Mais l'autre solution, celle que Dan appelle « radicale » et qui est liée à une « démocratisation complète de la société », ne pense-t-il pas que *ce n'est pas* sur cet individualisme qu'elle *est fondée* ?

Voilà bien le malheur : derrière sa phrase vide sur « la démocratisation complète de la société, sous le signe d'une solution radicale de la question agraire », Dan dissimule un manque radical de réflexion. Comme un aveugle, *il se heurte* inconsciemment à deux « solutions » objectivement possibles de la question agraire, entre lesquelles l'histoire n'a pas encore opéré de choix définitif ; il est incapable de se représenter de façon claire et précise les caractéristiques de ces *deux* solutions et les conditions que sous-entend chacune d'entre elles.

Pourquoi la politique agraire de Stolypine remporte-t-elle un « succès relatif » ? Parce que depuis longtemps déjà, le développement capitaliste a créé dans notre paysannerie deux classes ennemies : la bourgeoisie paysanne et le prolétariat paysan. La politique agraire de Stolypine peut-elle remporter un succès complet, et dans ce cas, quelle en serait la signification ? Un tel succès est possible si Stolypine bénéficie de circonstances exceptionnellement favo-

rables ; la « solution » de la question agraire qui interviendrait alors dans la Russie bourgeoise signifierait une consolidation *définitive* (jusqu'à la révolution prolétarienne) du régime de propriété privée *sur la totalité* des terres, qu'elles soient aux propriétaires fonciers ou aux paysans. C'est là une « solution » de type *prussien*, et, effectivement, elle garantirait le développement capitaliste de la Russie. Mais elle est extrêmement lente, elle sous-entend que le pouvoir reste pendant une longue période entre les mains des junkers, et elle est mille fois plus douloureuse pour le prolétariat et la paysannerie que l'autre « solution », objectivement *possible* et également capitaliste, de la question agraire.

Cette autre solution, Dan, sans voir plus loin, la qualifie de « radicale ». C'est là se payer de mots, et cette définition ne contient pas une once de pensée réfléchie. Car enfin, la solution stolypinienne, qui brise radicalement la vieille communauté paysanne et le vieux régime agraire de la Russie, est, elle aussi, extrêmement radicale. Ce qui fait véritablement la différence entre la solution *paysanne* de la question agraire dans la révolution bourgeoise russe et la solution de *Stolypine et des cadets* c'est que la première abolit totalement la grande propriété foncière privée et que très vraisemblablement, elle abolira aussi la propriété paysanne (pour l'instant, nous laisserons de côté la question particulière des lots de terre des paysans car tout le raisonnement de Dan est incorrect, même au point de vue du programme agraire « municipalisateur » qui est le nôtre actuellement).

La question qui se pose maintenant est la suivante : cette deuxième solution est-elle objectivement possible ? Elle l'est sans aucun doute. Tous les marxistes qui pensent sont d'accord sur ce point, *car s'il n'en était pas ainsi*, l'appui apporté par le prolétariat aux petits propriétaires qui aspirent à exproprier les gros propriétaires fonciers ne serait que charlatanisme réactionnaire. Aucun marxiste d'aucun autre pays n'établirait un programme soutenant la revendication *paysanne* qui demande l'expropriation des grands domaines. En Russie par contre, les bolcheviks aussi bien que les mencheviks s'accordent à reconnaître la nécessité d'un pareil soutien. Pour quelle raison ? Parce

qu'*objectivement*, une *autre* voie de développement agraire capitaliste, non pas « prussienne », mais « américaine », est possible pour la Russie ; elle se place non pas sous le signe de la bourgeoisie latifundiaire (ou junker), mais sous le signe de la bourgeoisie paysanne.

Qu'il soit nécessaire de procéder à un « nettoyage » capitaliste du régime agraire suranné de la Russie, et que cela doive s'effectuer par le maintien de la grosse propriété foncière, c'est un point sur lequel s'accordent aussi bien Stolypine que les cadets, l'autocratie que la bourgeoisie, Nicolas II que Piotr Strouvé. Ils ne divergent que sur les moyens à employer pour assurer au mieux ce maintien et sur ce qui doit être maintenu.

Quant aux ouvriers et aux paysans, aux social-démocrates et aux populistes (y compris les troudoviks, les socialistes-populistes, les socialistes-révolutionnaires), ils sont d'accord sur la nécessité d'un « nettoyage » *capitaliste* du régime agraire suranné de la Russie empeignant la suppression violente de la grosse propriété foncière. Leurs divergences portent sur le point suivant : alors que les social-démocrates comprennent le caractère capitaliste que revêt, dans la société actuelle, toute révolution agraire si radicale soit-elle, toute municipalisation, toute nationalisation, toute socialisation et tout partage, les populistes ne le comprennent pas. Ils masquent par des phrases d'un utopisme petit-bourgeois sur l'égalitarisme la lutte qu'ils mènent pour que ce soit la bourgeoisie paysanne, et non la bourgeoisie latifundiaire, qui imprime son caractère à l'évolution agraire.

Toute la confusion, toutes les omissions de Dan proviennent de ce qu'il n'a absolument rien compris à la base économique de la révolution bourgeoise russe. Au-delà des désaccords qui, en Russie, opposent le socialisme marxiste au socialisme petit-bourgeois sur la question du contenu économique et de la portée du combat mené par les paysans pour la terre lors de la révolution, Dan *n'« a pas remarqué »* la lutte menée par des forces sociales réelles pour que l'évolution agraire capitaliste objectivement possible prenne l'une ou l'autre voie. Et c'est cette incompréhension totale qu'il masque en faisant des phrases sur le « relatif succès » de Stolypine, et sur une « démocratisation complète de la

société sous le signe d'une solution radicale de la question agraire ».

En fait, la question agraire en Russie se pose à l'heure actuelle de la façon suivante : pour que la politique de Stolypine réussisse, il faut qu'on réprime avec violence et qu'on extermine pendant de longues années les masses paysannes qui ne veulent ni mourir de faim ni être expulsées de leur village. L'histoire connaît des exemples de la *réussite* d'une telle politique. Et nous ferions des phrases démocratiques vides et stupides si nous disions que le succès de Stolypine est « impossible » en Russie. Il est possible. Mais nous devons montrer clairement au peuple quel est le prix de ce succès et lutter de toutes nos forces pour que le développement agraire capitaliste prenne une voie plus courte et plus rapide *qui passe par* la révolution paysanne. En pays capitaliste, la révolution paysanne sous la direction du prolétariat est difficile, très difficile, mais elle est possible et c'est pour elle qu'il faut lutter. Trois années de révolution nous ont appris, à nous et à l'ensemble du peuple, non seulement la nécessité de cette lutte mais aussi les moyens de la mener. Et tous les manœuvres des mencheviks visant à promouvoir une politique de soutien aux cadets ne pourront jamais effacer ces leçons de la révolution de la conscience des ouvriers.

Poursuivons. Que se passera-t-il si, en dépit de la lutte des masses, la politique stolypinienne est poursuivie assez longtemps pour assurer le succès de la voie « prussienne » ? Le régime agraire de la Russie sera alors complètement bourgeois, les paysans riches accapareront presque tous les lots de terre, l'agriculture sera capitaliste, et aucune « solution », radicale ou pas, de la question agraire ne sera plus possible tant que *subsistera le capitalisme.* Les marxistes de bonne foi abandonneront alors franchement et sans détour toute espèce de « programme agraire » et diront aux masses : les ouvriers ont fait tout ce qu'ils ont pu pour assurer à la Russie un capitalisme qui soit de type américain et non pas junker. Ils vous appellent maintenant à la révolution sociale du prolétariat, car *depuis que* la question agraire a été « résolue » dans l'esprit de Stolypine, *aucune autre révolution n'est en mesure* de changer sérieusement les conditions de vie économique des masses paysannes.

Telle est la façon dont se pose la question du rapport entre la révolution bourgeoise et la révolution socialiste en Russie, question qui a été particulièrement embrouillée par Dan dans la version allemande de son article russe (*Neue Zeit* [24], n° 27).

En Russie, la voie empruntée dans le domaine agraire par Stolypine et les cadets peut, elle aussi, mener à des révolutions bourgeoises. Elle les rend même inévitables. Mais avec de *telles* révolutions, de même qu'avec celles qui ont eu lieu en France en 1830 et en 1848, il sera impossible de parler de « démocratisation complète de la société sous le signe d'une solution radicale de la question agraire ». Plus précisément, dans de telles révolutions, seuls les *quasi* socialistes petits-bourgeois bavarderont encore sur la « solution » d'une question agraire (et surtout sur une « solution radicale ») qui ne se posera déjà plus dans un pays où le capitalisme se sera pleinement instauré.

Mais en Russie, les formes capitalistes sont encore bien loin d'avoir triomphé dans l'agriculture. Cela est clair non seulement pour nous, mencheviks et bolcheviks, non seulement pour les gens qui sympathisent avec la révolution et qui veulent la voir prendre un nouvel essor, mais même pour des amis de l'autocratie Cent-Noirs, pour des ennemis de la révolution aussi conséquents, aussi conscients, aussi déclarés et aussi sûrs d'eux que M. Piotr Strouvé. Si ce dernier clame à tout vent que nous avons besoin d'un Bismarck, qu'il faut que la réaction se transforme en révolution par en haut, c'est bien parce qu'il *ne voit* chez nous ni Bismarck ni révolution au sommet. Pour Strouvé, il est clair que la réaction stolypinienne et des milliers de potences ne suffiront pas à créer une solide Russie féodalo-bourgeoise, une solide Russie du *knecht* *. Pour cela, il faut quelque chose d'autre, quelque chose qui ressemble à la solution (fût-elle bismarckienne) des problèmes historiques de la nation, à l'unification de l'Allemagne, à l'instauration du suffrage universel. Mais la seule unification réalisée par Stolypine, c'est celle de Doumbadzé et des héros du musée de Riga [25]. Même la loi électorale promulguée par Witte le 11 décembre 1905 [26] *a dû* être abolie.

* En Allemagne, paysan sans terre, ouvrier agricole. [*N.R.*]

Et au lieu d'avoir affaire à des paysans satisfaits d'une politique agraire qui, selon Dan, remporte un « relatif succès », Stolypine doit entendre des revendications « troudoviks » jusque parmi les paysans siégeant à la troisième Douma.

Comment Piotr Strouvé ne clamerait-il pas, ne verserait-il pas de larmes, ne gémirait-il pas quand il voit clairement que la Russie n'arrive décidément pas à se doter d'une « constitution » ordonnée, modeste, modérée et exacte, étriquée et solide ?

Strouvé sait fort bien où il va. Quant à Dan, il n'a rien appris ni rien oublié en trois ans de révolution. Comme un aveugle, il continue à vouloir mener le prolétariat sous l'aile de Strouvé et consorts. Il continue à bredouiller les mêmes discours mencheviques réactionnaires selon lesquels le prolétariat et la bourgeoisie peuvent représenter chez nous « les principales forces politiques » : mais contre qui, très honorable Dan ? contre Goutchkov ? contre la monarchie ?

Comme le montre son article en allemand, F. Dan en arrive avec ces idées à présenter les libéraux sous un jour incroyablement favorable. Il n'hésite pas en effet à raconter au public allemand que la petite bourgeoisie des villes a élu à la III[e] Douma des « grands-électeurs progressistes » (c'est-à-dire des cadets) tandis que les paysans auraient donné 40% de grands-électeurs réactionnaires ! Vive donc Strouvé et Milioukov, ces progressistes qui applaudissent Stolypine ! Et vive l'union des Dan et des Milioukov contre les paysans « réactionnaires » qui introduisent l'esprit troudovik à la troisième Douma !

Quant à Plékhanov, il falsifie Engels pour étayer toutes ces théories mencheviques réactionnaires. Ce que dit Engels, c'est que la tactique suivie par Marx en 1848 était *juste* et qu'elle est la seule dont le prolétariat ait effectivement tiré des leçons justes, durables, inoubliables. Ce qu'il dit encore, c'est que cette tactique n'a pas réussi, *bien qu*'elle ait été la seule juste, parce que le prolétariat était insuffisamment préparé et le capitalisme insuffisamment développé [27]. Et Plékhanov, comme s'il voulait se moquer d'Engels et amuser les Bernstein et les Streltsov [28], donne d'Engels une interprétation qui laisse à penser que

ce dernier s'est « repenti » de la tactique de Marx, qu'il a reconnu ultérieurement qu'elle était erronée et qu'il lui a préféré la tactique consistant à soutenir les cadets allemands.

Demain, ne verrons-nous pas monsieur Plékhanov nous dire qu'Engels pensait, à propos des insurrections de 1849, qu'il « ne fallait pas prendre les armes » ?

La tactique que Marx et Engels ont enseignée au prolétariat est une tactique révolutionnaire qui consiste à développer la lutte jusqu'à ses formes les plus élevées, à entraîner la paysannerie à la suite du prolétariat et non à mettre le prolétariat à la remorque des traîtres libéraux.

« Prolétari » n° 29,
16 (29) avril 1908

Conforme au texte du journal

VERS UN BLOC DES CADETS ET DES OCTOBRISTES ?

Le *Frankfurter Zeitung* [29] du 1er (14) avril publie une correspondance privée en provenance de Pétersbourg dans laquelle on peut lire ce qui suit : « Depuis la fin du mois de mars, les octobristes [30], la droite modérée, les cadets et le Parti de la rénovation pacifique [31] mènent en secret des pourparlers exploratoires sur l'éventuelle constitution d'un *bloc*. Ce plan émane des octobristes qui ne peuvent plus compter sur le soutien de l'extrême-droite. Cette dernière est en effet particulièrement mécontente des octobristes à cause de l'interpellation concernant Doumbadzé et elle a l'intention de voter avec l'opposition contre le centre. Une telle manœuvre compliquerait le travail de la Douma car l'alliance de l'extrême-droite et de l'opposition donne 217 voix contre 223 au centre et à la droite modérée. La première réunion (au sujet du bloc), à laquelle participaient 30 mandataires élus à la proportionnelle, a eu lieu le 12 avril (30 mars selon l'ancien calendrier). Cette réunion n'a abouti à aucun résultat, et il a été décidé d'en tenir une seconde au cours de la semaine prochaine. »

Nous ne savons pas jusqu'à quel point cette nouvelle est digne de foi. En tout état de cause, le silence observé par la presse russe à son sujet ne prouve pas qu'elle soit fausse. Nous pensons donc qu'il est nécessaire de faire connaître à nos lecteurs cette information de la presse étrangère.

Du point de vue des principes, il n'y a rien d'invraisemblable à ce que des pourparlers secrets soient en cours. Toute l'histoire politique des cadets, depuis la visite de Strouvé à Witte en novembre 1905 jusqu'aux conversations de coulisse qu'ils ont menées avec Trépov et compagnie au cours de l'été [32] 1906, etc., *prouve* en effet que l'essence de leur tactique est de monter chez le maître en empruntant l'escalier de service. Mais, même si la nouvelle des pourparlers est fausse, un fait reste indubitable : c'est qu'*en pratique, il existe* à la IIIe Douma un bloc tacite des octobristes et des cadets et que ce bloc est fondé sur le tournant à droite effectué par les cadets. Cela est prouvé de façon irréfutable par la manière dont les cadets ont voté sur toute une série de problèmes, sans parler du contenu de leurs discours et du caractère de leurs interventions politiques.

Il y a *deux* majorités à la IIIe Douma, disions-nous, avant même qu'elle se soit réunie (voir le *Prolétari* et la résolution de la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. de novembre 1907) *. Et dès cette époque, nous démontrions que se refuser à reconnaître ce fait (comme le faisaient les mencheviks) et, surtout, éviter de porter un jugement de *classe* sur la majorité *cadets-octobristes* revenait à se mettre à la remorque du libéralisme bourgeois.

La nature de classe des cadets se révèle chaque jour davantage. Et ceux qui n'avaient pas voulu le voir en 1906, les faits les obligent aujourd'hui à le *reconnaître* ou à passer entièrement à l'opportunisme.

«Prolétari» n° 29, 16 (29) avril 1908

Conforme au texte du journal

* Voir V. Lénine, Œuvres Paris-Moscou, t. 13, pp. 126-136, 150-152. (*N.R.*)

POUR BIEN JUGER DE LA RÉVOLUTION RUSSE[33]

Aujourd'hui, plus personne ne pense en Russie qu'il faille faire la révolution suivant Marx. C'est ce qu'a déclaré récemment, ou à peu de chose près, un journal libéral, presque démocrate, presque social-démocrate même (menchevique) la *Stolitchnaïa Potchta* [34]. Et il faut rendre justice aux auteurs : ils sont parvenus à exprimer la *substance* des préoccupations politiques actuelles des plus larges couches de l'intelligentsia, de la petite bourgeoisie semi-cultivée et peut-être bien aussi de couches nombreuses de la petite bourgeoisie complètement inculte, ainsi que leur attitude la plus commune à l'égard des leçons de notre révolution.

Ce n'est pas seulement au marxisme en général, à sa foi inébranlable en la mission révolutionnaire du prolétariat au fait qu'il est constamment prêt à soutenir sans réserve tous les mouvements révolutionnaires des larges masses, à accentuer la lutte et à la mener jusqu'à son terme, que va la haine exprimée dans cette phrase. Elle va également à la façon dont la lutte a été menée, aux méthodes d'action et à la tactique qui ont été *tout récemment* expérimentés *en fait* dans la révolution russe. Toutes les victoires — ou plutôt les demi-victoires, les quarts de victoires — remportées par notre révolution sont entièrement et uniquement dues à la pression révolutionnaire directe du prolétariat marchant à la tête des éléments non prolétariens de la population travailleuse. Toutes les défaites proviennent d'un affaiblissement de cette pression, elles sont liées à une tac-

tique qui s'en méfiait, qui supposait son absence et qui parfois même (chez les cadets) ne tendait à rien moins qu'à la faire disparaître.

Et maintenant, à l'heure où la répression contre-révolutionnaire se déchaîne, la petite bourgeoisie s'accommode peureusement des nouveaux maîtres de vie ; elle s'adapte aux détenteurs du pouvoir momentanément en place ; elle renie le passé et s'efforce de l'oublier, elle veut se persuader elle-même, et les autres avec elle, qu'aujourd'hui en Russie personne ne pense plus qu'il faille faire la révolution selon Marx, que personne ne songe à la dictature du prolétariat, et *ainsi de suite*.

Dans les autres révolutions bourgeoises également, la victoire physique de l'ancien pouvoir sur le peuple insurgé a toujours provoqué dans de larges couches de la « société cultivée » abattement et débandade. Mais, dans les partis bourgeois qui luttaient effectivement pour la liberté et qui avaient joué un rôle tant soit peu important dans des événements réellement révolutionnaires, naissaient toujours des illusions diamétralement opposées à celles qui règnent aujourd'hui dans la petite bourgeoisie intellectuelle de Russie. On nourrissait l'illusion que le triomphe de « la liberté, de l'égalité et de la fraternité » était inévitable, qu'il serait rapide *et* complet ; on nourrissait des illusions sur la république qu'on voyait non pas bourgeoise mais universelle, et qui apporterait la paix sur la terre aux hommes de bonne volonté. On nourrissait l'illusion qu'il n'y avait pas d'antagonisme de classe à l'intérieur du peuple opprimé par la monarchie et l'ordre moyenâgeux ; qu'il était impossible de vaincre « l'idée » par la violence ; qu'il y avait une opposition absolue entre le féodalisme périmé et le nouvel ordre libre, républicain et démocratique dont le caractère bourgeois n'était nullement reconnu (ou seulement de façon extrêmement confuse).

C'est ce qui explique que dans les périodes contre-révolutionnaires, les représentants du prolétariat, qu'un travail acharné avait amené au point de vue du socialisme scientifique, aient dû (comme par exemple Marx et Engels en 1850) lutter contre les illusions des républicains bourgeois, contre la conception idéaliste de la révolution et de sa nature, contre les phrases superficielles que l'on substi-

tuait à un travail sérieux et conséquent à l'intérieur d'une classe déterminée [35]. Chez nous, c'est tout le contraire. Les illusions du républicanisme primitif, susceptibles de freiner cette tâche essentielle qu'est la continuation du travail révolutionnaire dans des conditions nouvelles, différentes, nous ne les voyons pas. Nous ne voyons pas qu'on *exagère* l'importance de la république, qu'on fasse de ce mot d'ordre nécessaire de la lutte contre le féodalisme et la monarchie, le mot d'ordre de toutes les luttes libératrices menées par tous les travailleurs et tous les exploités en général. Les socialistes-révolutionnaires [36] et les groupes apparentés qui défendaient des idées *de ce genre* sont restés une poignée ; et les trois années de tempête révolutionnaire (1905-1907), au lieu de les faire déboucher sur un vaste progrès du républicanisme, y ont fait apparaître un nouveau parti de la petite bourgeoisie *opportuniste*, les socialistes-populistes, et ont apporté un nouveau renforcement de l'anarchie et de la révolte antipolitique.

Dans l'Allemagne petite-bourgeoise, au lendemain de la première offensive révolutionnaire de 1848, les illusions de la démocratie républicaine petite-bourgeoise se sont manifestées avec beaucoup d'éclat. Ce qui s'est manifesté avec éclat dans la Russie petite-bourgeoise au lendemain de l'offensive révolutionnaire de 1905, et qui continue à se manifester, ce sont les illusions de l'opportunisme petit-bourgeois qui espérait parvenir sans lutte à un compromis, qui craignait la lutte et qui, après la première défaite, s'est empressé de renier son passé et a empoisonné l'atmosphère politique de sa faiblesse, de sa lâcheté et de ses reniements.

Il est évident que cette différence provient de ce que le régime social et la conjoncture historique des deux révolutions ne sont pas les mêmes. Mais il ne faudrait pas croire qu'en Russie la contradiction opposant la masse de la population petite-bourgeoise au vieil ordre soit moins aiguë. C'est justement le contraire. Dès la première période de la révolution russe, notre paysannerie a donné naissance à un mouvement agraire incomparablement plus fort, plus résolu, plus conscient sur le plan politique que lors des révolutions bourgeoises précédentes, au XIX^e siècle. La raison de cette différence, c'est que la couche sociale (artisanat corporatif des villes, bourgeoisie et petite bour-

geoisie urbaines) qui, en Europe, constituait le noyau de la démocratie révolutionnaire, *était obligée* en Russie de tourner au libéralisme contre-révolutionnaire. Le niveau de conscience du prolétariat socialiste qui marchait la main dans la main avec l'armée internationale de la révolution socialiste en Europe, d'une part, la mentalité foncièrement révolutionnaire du moujik que le joug séculaire du servage avait réduit à une situation désespérée et qui en était arrivé à exiger la confiscation des terres seigneuriales, d'autre part, voilà les circonstances qui expliquent que le libéralisme russe se soit jeté dans les bras de la contre-révolution avec beaucoup plus de force que le libéralisme européen. A cause de cela, il y a une tâche qui se pose à la classe ouvrière russe avec une acuité toute particulière : celle de sauvegarder les traditions de la lutte révolutionnaire que les intellectuels et la petite bourgeoisie renient à qui mieux mieux, de développer et de renforcer ces traditions, de les implanter dans la conscience des larges masses du peuple, de les porter jusqu'au prochain essor inévitable du mouvement démocratique.

C'est précisément cette ligne que les ouvriers suivent spontanément. Ils ont vécu trop passionnément la grande bataille d'octobre et de décembre 1905. Ils ont vu trop clairement que *seule* la lutte révolutionnaire directe était susceptible de changer leur situation. A présent, tous parlent ou tout au moins sentent comme cet ouvrier tisserand qui déclarait dans une lettre à son journal syndical : les patrons nous ont repris tout ce que nous avions conquis, les contremaîtres recommencent à nous faire subir leurs vexations, *mais patience, il y aura un autre 1905*.

Patience, il y aura un autre 1905. Voilà ce que pensent les ouvriers. Pour eux, cette année a fourni le modèle *de ce qu'il faut faire*. Pour les intellectuels et les petits bourgeois renégats au contraire, elle est une « année folle », l'exemple *de ce qu'il ne faut pas faire*. Pour le prolétariat, reprendre et assimiler de façon critique l'expérience de la révolution, revient à apprendre à *mieux* appliquer les méthodes de lutte *utilisées alors*, et cela afin d'élargir, de concentrer et de rendre plus consciente une grève comme celle d'octobre ou une lutte armée comme celle de décembre 1905. En revanche, pour le libéralisme contre-révolution-

naire qui traîne à sa remorque les intellectuels renégats, la prise en considération de l'expérience de la révolution consiste à se débarrasser pour toujours de l'emportement « naïf » de la lutte « sauvage » des masses, et à la remplacer par un travail *constitutionnel* « civilisé et intelligent » dans le cadre du « constitutionnalisme » de Stolypine.

A l'heure actuelle, tout le monde parle de reprendre et de passer au crible l'expérience de la révolution. On en parle aussi bien chez les socialistes que chez les libéraux, chez les opportunistes que chez les social-démocrates révolutionnaires. Mais on ne remarque pas toujours que c'est précisément entre les deux positions contraires *que nous venons d'indiquer* qu'hésitent toutes les recettes proposées pour assimiler l'expérience de la révolution. Et souvent, la question n'est pas posée clairement de savoir si c'est l'expérience de la lutte révolutionnaire que nous devons assimiler et aider les masses à étudier afin de rendre la lutte plus conséquente, plus opiniâtre et plus décisive, ou bien si ce que nous devons faire nôtre et transmettre aux masses, c'est l'« expérience » de la trahison des cadets ?

Cette question a été examinée par Karl Kautsky sous son aspect théorique fondamental. Dans la deuxième édition de son célèbre ouvrage *la Révolution sociale*, qui a été traduit dans toutes les grandes langues européennes, Kautsky a apporté plusieurs modifications et additions qui concernent l'expérience de la révolution russe. Sa préface à la deuxième édition date d'octobre 1906. Kautsky disposait donc déjà des éléments nécessaires pour apprécier non seulement le *Sturm und Drang* révolutionnaire de 1905, mais aussi les principaux événements de la « période cadette » de notre révolution, période pendant laquelle a régné un engouement général (ou presque) pour les victoires électorales des cadets et pour la première Douma.

Quels sont, dans l'expérience de la révolution russe, les problèmes que Kautsky considère comme étant assez importants, assez fondamentaux pour donner une matière *nouvelle* à un marxiste qui fait une étude *générale* de « la forme de la révolution sociale et des armes dont elle dispose » (c'est là le titre du paragraphe VII de l'ouvrage de Kautsky, celui-là même qu'il a complété pour rendre compte de l'expérience des années 1905-1906) ?

L'auteur a distingué deux questions.

Premièrement, la question de savoir à quelles classes appartiennent les forces *capables* de remporter la victoire dans la révolution russe, de faire que cette révolution soit vraiment victorieuse.

Deuxièmement, la question de l'importance des formes, supérieures par l'orientation qu'elles ont donnée à l'énergie révolutionnaire et par leur caractère offensif, qu'a prises la lutte des masses au cours de la révolution russe : celles de la lutte de décembre 1905, c'est-à-dire l'insurrection armée.

Tout socialiste (et surtout s'il est marxiste) qui considère de façon tant soit peu réfléchie le déroulement de la révolution russe devra reconnaître qu'effectivement ce sont là les problèmes fondamentaux pour qui veut porter une appréciation sur cette révolution ainsi que sur la ligne tactique imposée au parti ouvrier par la situation actuelle. Si en effet nous ne réussissons pas à déterminer clairement et sans équivoque quelles classes les conditions économiques objectives rendent *aptes* à mener en Russie la révolution bourgeoise à la victoire, tout ce que nous dirons sur notre volonté de faire triompher cette révolution ne sera que phrase creuse et verbiage démocratique. Quant à notre tactique dans la révolution bourgeoise, elle sera inévitablement sans principes et chancelante.

D'autre part, il est évident que pour mettre au point la tactique du parti révolutionnaire pendant les moments les plus agités de la crise nationale que traverse un pays, il ne suffit pas d'indiquer quelles classes sont en mesure de *mener* une action visant à la victoire complète de la révolution. Ce qui distingue les périodes révolutionnaires des périodes dites de développement pacifique, où les conditions économiques sont telles qu'elles ne provoquent ni crises graves ni puissants mouvements de masse, c'est le fait que dans les périodes du premier type, la lutte prend inévitablement des *formes beaucoup plus variées* que dans celles du second type, et qu'il y a prédominance du combat directement révolutionnaire des masses sur l'action de propagande et d'agitation menée par les dirigeants au parlement, dans la presse, etc. De ce fait, si nous nous bornons, quand nous portons une appréciation sur les périodes révo-

lutionnaires, à définir la *ligne* d'action des différentes classes sans analyser les *formes* de leur lutte, nous aboutirons à un raisonnement qui, du point de vue scientifique, sera incomplet et antidialectique et qui du point de vue politique pratique dégénérera en une *logomachie sans vie* (ce dont, soit dit entre parenthèses, le camarade Plékhanov se contente pour les neuf dixièmes, dans les écrits qu'il consacre à la tactique de la social-démocratie dans la révolution russe).

Pour apprécier la révolution d'une façon qui soit réellement marxiste, pour la juger du point de vue du matérialisme dialectique, il faut la considérer comme un combat mené par des forces sociales vivantes, lesquelles sont placées dans des conditions objectives déterminées, agissent de telle ou telle manière et appliquent avec plus ou moins de succès telles ou telles formes de lutte. Sur la base d'une telle analyse et sur sa base seulement, l'étude du côté *technique* de la lutte, des questions techniques qu'elle pose est parfaitement à sa place et même indispensable pour un marxiste. Admettre une forme de lutte sans juger nécessaire d'en étudier la technique, c'est une attitude semblable à celle que nous aurions si, pensant qu'il faut participer à *une* élection *donnée*, nous ne tenions pas compte de la loi électorale qui fixe le déroulement de *cette* élection.

Examinons maintenant la réponse donnée par Kautsky aux questions posées plus haut. Comme on le sait, ces questions ont provoqué parmi les social-démocrates russes des discussions longues et passionnées pendant *toute* la période de la révolution : du printemps 1905, date à laquelle le troisième congrès bolchevique du P.O.S.D.R. à Londres [37] et la conférence menchevique de Genève [38] définissaient simultanément dans des résolutions précises les bases de leur tactique, jusqu'au Congrès d'Unification du P.O.S.D.R. qui s'est tenu à Londres au printemps 1907 [39].

A la première question, Kautsky donne la réponse suivante. En Europe occidentale, dit-il, le prolétariat comprend une grande masse de la population. De ce fait, la victoire de la démocratie dans l'Europe actuelle signifie la domination politique du prolétariat. « En Russie, étant donné la prépondérance de la population paysanne, on ne peut s'attendre à un phénomène semblable. Il n'est bien

sûr pas exclu que dans un avenir proche (en allemand : *absehbar*, c'est-à-dire visible à l'œil nu), la social-démocratie remporte la victoire en Russie. Mais, seule l'alliance (*Koalition*) du prolétariat et de la paysannerie pourrait amener cette victoire. » Et Kautsky va jusqu'à dire qu'un tel succès donnerait inévitablement une vigoureuse impulsion à la révolution prolétarienne en Europe occidentale.

On voit donc que le concept de révolution bourgeoise ne suffit pas à définir quelles sont les forces qui peuvent triompher dans une telle révolution. Il peut y avoir et il y a eu des révolutions bourgeoises où la bourgeoisie commerçante ou commerçante-industrielle jouait le rôle de principale force motrice. Quand ces révolutions triomphaient, cela signifiait que ces couches de la bourgeoisie remportaient la victoire sur leurs adversaires (la noblesse privilégiée ou la monarchie absolutiste, par exemple). Il en va tout autrement en Russie : chez nous, la victoire de la révolution bourgeoise *en tant que victoire de la bourgeoisie* est impossible. Cela paraît paradoxal, mais pourtant c'est un fait. La prédominance de la population paysanne, l'oppression effrayante que font peser sur cette population les gros propriétaires fonciers féodaux (ou mieux, semi-féodaux), la force et le niveau de conscience du prolétariat déjà organisé en parti socialiste, autant de faits qui donnent à *notre* révolution bourgeoise un caractère *particulier*. Cette particularité ne retire pas à la révolution son caractère bourgeois (ainsi que Martov et Plékhanov ont tenté de le faire croire dans les remarques plus que malheureuses qu'ils ont consacrées aux positions de Kautsky). Elle détermine seulement le caractère contre-révolutionnaire de notre bourgeoisie et la nécessité de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pour parvenir à la victoire dans une *telle* révolution. Car en effet, une « coalition du prolétariat et de la paysannerie » *triomphant* dans une révolution bourgeoise, ce n'est pas autre chose que la dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie.

C'est de cette situation que partent toutes les divergences tactiques qui ont divisé la social-démocratie au moment de la révolution. Une fois seulement cela admis, il devient possible de comprendre toutes les discussions qui se sont élevées sur des points particuliers (à propos du sou-

tien à apporter ou non, en général, aux cadets, à propos du bloc des gauches et de son caractère, etc.), tous les conflits qui ont surgi à partir de cas isolés. La *source* des divergences qui ont opposé bolcheviks et mencheviks au cours de la première période de la révolution (1905-1907), c'est seulement dans ce désaccord tactique fondamental qu'elle se trouve, et nullement, comme le pensent parfois des gens incompétents, dans le « combattisme » ou le « boycottisme ».

On n'insistera jamais assez sur la nécessité d'analyser avec la plus grande attention cette source des divergences, d'étudier *du point de vue que nous avons indiqué* l'expérience des deux Doumas et de la lutte directe des paysans. Si nous ne faisons pas ce travail *maintenant*, nous serons incapables lors du prochain essor du mouvement de faire un pas en avant dans le domaine tactique sans réveiller les anciennes querelles, provoquer des conflits de fraction et semer la désunion à l'intérieur du parti. Ce qui doit déterminer l'attitude de la social-démocratie envers le libéralisme et la démocratie bourgeoise paysanne, c'est l'expérience de la révolution russe. Autrement, nous n'aurons pas de tactique prolétarienne rigoureusement conforme aux principes. Remarquons à ce propos que l'« alliance du prolétariat et de la paysannerie » ne doit en aucun cas être comprise comme une fusion de ces deux classes ou de leurs partis. Ce n'est pas seulement la fusion, c'est également tout accord prolongé qui serait néfaste pour le parti socialiste de la classe ouvrière et qui *affaiblirait* la lutte démocratique révolutionnaire. Que la paysannerie hésite inévitablement entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat, c'est un fait qui découle de sa situation de classe et dont notre révolution a donné une masse d'exemples dans les domaines les plus divers de la lutte (le boycottage de la Douma de Witte ; les élections ; les troudoviks à la première et la seconde Douma, etc.). Le prolétariat ne pourra détacher la paysannerie des libéraux, la soustraire à leur influence, l'entraîner derrière lui dans le cours de la lutte et réaliser ainsi l'« alliance » *en pratique* (cette alliance se faisant au moment et dans la mesure où la paysannerie mène la lutte révolutionnaire) qu'en suivant sa propre politique d'avant-garde de la révolution. Ce n'est pas en faisant des avances aux troudoviks, mais en critiquant sans pitié leurs

faiblesses et leurs atermoiements, en popularisant l'idée d'un parti paysan républicain et révolutionnaire que l'on pourra réaliser l'« alliance » du prolétariat et de la paysannerie pour la *victoire* contre l'ennemi commun, et non pour le plaisir de constituer des blocs et de signer des accords.

De par les traits que nous avons indiqués, la révolution bourgeoise russe se distingue des autres révolutions bourgeoises des temps modernes pour se rapprocher des *grandes* révolutions bourgeoises d'autrefois, où la paysannerie jouait un rôle révolutionnaire de premier plan. A cet égard, l'article si riche et si profond d'Engels intitulé « Sur le matérialisme historique » mérite la plus grande attention (il constitue l'introduction de l'édition anglaise de *Socialisme utopique et socialisme scientifique* et a été traduit en allemand par Engels lui-même dans *Neue Zeit*, 1892-1893, année XI, tome I). « Il est assez curieux », dit Engels, « que dans les trois grandes révolutions de la bourgeoisie » (la Réforme en Allemagne et la Guerre des paysans du XVI^e^ siècle ; la Révolution anglaise du XVII^e^ ; la Révolution française du XVIII^e^) « la paysannerie fournisse les armées pour soutenir le combat et qu'elle soit précisément la classe qui doive être le plus sûrement ruinée par les conséquences économiques de la victoire. Un siècle après Cromwell, la *yeomanry* [paysannerie anglaise] avait vécu. Cependant, sans cette *yeomanry* et sans l'élément plébéien des villes, jamais la bourgeoisie livrée à ses propres forces n'aurait pu continuer la lutte jusqu'à la victoire et n'aurait pu faire monter Charles I^er^ sur l'échafaud. Pour que ces conquêtes de la bourgeoisie, qui étaient mûres et prêtes à être moissonnées, puissent être assurées, il fallut que la révolution dépassât de beaucoup le but — exactement comme en France en 1793 et comme en Allemagne en 1848. Il semble que ce soit là une des lois de l'évolution de la société bourgeoise. » Et, dans la suite de ce texte, Engels montre que la Révolution française fut « le premier soulèvement qui poussa la lutte jusqu'à l'anéantissement de l'un des combattants, l'aristocratie et jusqu'au complet triomphe de l'autre, la bourgeoisie » [40].

Ces deux constatations ou conclusions d'Engels ont été remarquablement vérifiées par le déroulement de la révo-

lution russe. Il a été également confirmé que seule l'intervention de la paysannerie et du prolétariat, « l'élément plébéien des villes », pouvait faire sérieusement avancer la révolution bourgeoise. (Si en Allemagne au XVI^e siècle, en Angleterre au XVII^e siècle et en France au XVIII^e, on pouvait mettre la paysannerie au premier plan, en Russie au XX^e, il est absolument indispensable d'inverser ce rapport, car sans l'initiative et la direction du prolétariat, la paysannerie n'est rien.) Il a été vérifié que pour atteindre vraiment ses objectifs immédiats, ses objectifs bourgeois déjà tout à fait mûrs, pour assurer définitivement les conquêtes bourgeoises minimum, la révolution *devait dépasser de beaucoup* ces objectifs. On peut imaginer le mépris qu'aurait eu Engels pour les recettes petites-bourgeoises qui, d'avance, voulaient maintenir la révolution dans son cadre purement et étroitement bourgeois, afin que « la bourgeoisie ne se détourne pas », comme disaient les mencheviks caucasiens dans leur résolution de 1905, ou, comme le disait Plékhanov à Stockholm, afin qu'il y ait « une garantie contre la restauration ».

L'autre question, celle du jugement à porter sur l'insurrection de 1905, Kautsky l'examine dans la préface à la deuxième édition de sa brochure. « Aujourd'hui, écrit-il, je ne peux plus affirmer aussi nettement qu'en 1902 que les insurrections armées et les barricades ne joueront pas un rôle décisif dans les révolutions à venir, car l'opinion que je défendais est trop manifestement démentie par l'expérience des batailles de rue qui se sont déroulées à Moscou. Au cours de ces batailles, en effet, on a vu une poignée d'hommes tenir une semaine sur les barricades contre toute une armée. Et ces hommes auraient presque remporté la victoire si l'insuccès du mouvement révolutionnaire dans les autres villes n'avait pas permis qu'on envoie à l'armée des renforts tels que les insurgés se trouvèrent opposés à une concentration de force infiniment supérieure à la leur. Ce relatif succès de la lutte de barricades n'a bien sûr été possible que parce que la population de Moscou soutenait énergiquement les révolutionnaires, tandis que les troupes étaient complètement démoralisées. Mais qui peut affirmer de façon certaine qu'un phénomène semblable est impossible en Europe occidentale ? »

Ainsi donc, près d'un an après l'insurrection, alors que le jugement ne risque plus d'être influencé par le désir d'apporter un soutien direct moral des insurgés, un analyste aussi prudent que Kautsky reconnaît sans équivoque que l'insurrection de Moscou a été un « succès relatif » de la lutte de barricades ; il estime indispensable de corriger la thèse qu'il défendait, et selon laquelle les combats de rue ne pourraient pas jouer un rôle important dans les révolutions futures.

La bataille de décembre 1905 *a fait la preuve* qu'une insurrection armée *pouvait* être victorieuse dans les conditions créées par la technique et l'organisation militaires modernes. Qu'il soit probable que dans les prochaines révolutions prolétariennes on emploie de semblables méthodes de combat, c'est le fait dont tout le mouvement ouvrier international doit tenir compte depuis cette bataille. Telles sont les conclusions qu'impose l'expérience de notre révolution ; telles sont les leçons qui doivent être assimilées par les plus larges masses. Comme ces conclusions et ces leçons sont éloignées de la *ligne* que Plékhanov a tracée en prononçant sur l'insurrection de décembre le fameux jugement digne d'Erostrate selon lequel « il ne fallait pas prendre les armes » ! Quel déferlement de reniements a entraîné cette appréciation ! Combien de libéraux malpropres se sont emparés de ces paroles pour porter dans les masses ouvrières la corruption et l'esprit de compromis petit-bourgeois !

Le jugement de Plékhanov ne contient pas une once de vérité historique. Marx qui, six mois avant la Commune, avait dit qu'une insurrection serait une folie, a su néanmoins qualifier cette « folie » de plus grand mouvement de masse du prolétariat au XIX^e^ siècle. Aujourd'hui, les social-démocrates russes doivent convaincre les masses (et ils ont pour cela mille fois plus de raisons que n'en avait Marx) que la bataille de décembre est le plus nécessaire, le plus légitime et le plus grand des mouvements prolétariens qui aient eu lieu depuis la Commune. Et c'est précisément dans cette idée que la classe ouvrière de Russie va être éduquée, malgré tout ce que pourront dire certains intellectuels social-démocrates, malgré toutes les lamentations qu'ils pourront répandre.

Etant donné que cet article est écrit pour les camarades polonais, il est peut-être nécessaire ici de faire une

remarque. Comme malheureusement, je ne connais pas le polonais, tout ce que je sais des conditions de la Pologne, je l'ai appris par ouï-dire. Et l'on pourra facilement me répliquer qu'en Pologne, précisément, tout un parti s'est cassé le cou à mener une guérilla impuissante, à organiser des attentats et des flambées insurrectionnelles qui s'effectuaient justement au nom des traditions insurrectionnelles et de la lutte commune du prolétariat et de la paysannerie (cf. la « droite » du Parti socialiste polonais [41]). Il se peut très bien en effet, que de ce point de vue, les conditions de la Pologne diffèrent radicalement de celles du reste de la Russie. Je ne puis en juger. Je dois cependant remarquer que nulle part on ne s'est éloigné de la tactique révolutionnaire de façon aussi insensée qu'en Pologne, ces déviations donnant lieu à une résistance et à une lutte justifiées. Et ici, on ne peut s'empêcher de penser que c'est justement en Pologne qu'il n'y a pas eu de lutte de masse armée au mois de décembre 1905 ! Et la tactique insensée et pervertie d'un anarchisme « faiseur » de révolution n'a-t-elle pas justement prévalu en Pologne (et en Pologne seulement) parce que les conditions n'ont pas permis que la lutte de masse armée se développe, ne fût-ce que pour un court moment ? Reprendre la tradition d'*une telle* lutte, la tradition de l'insurrection armée de décembre, n'est-ce pas parfois le seul moyen sérieux de surmonter les tendances anarchistes à l'intérieur du parti ouvrier, un moyen qui ne s'inspire pas de la morale figée des petits bourgeois philistins, mais qui fait déboucher la violence sans but, absurde, dispersée, sur une violence tournée vers des objectifs précis, sur une violence de masse liée à un large mouvement, à l'intensification d'une lutte vraiment prolétarienne ?

La question du jugement à porter sur notre révolution ne se limite en aucune façon au domaine théorique. Elle a une importance pratique, elle concerne directement l'actualité. A l'heure actuelle en effet, tout notre travail de propagande, d'agitation et d'organisation est indissolublement lié au processus d'assimilation des leçons de ces trois grandes années par les plus larges masses de la classe ouvrière et de la population semi-prolétarienne. En ce moment, nous ne pouvons pas nous borner à déclarer sans commentaires (comme le font les résolutions du X^e^ congrès de la « gauche » du

Parti socialiste polonais) que nous n'avons pas de données suffisantes pour décider si la voie à prendre est celle des explosions révolutionnaires ou si au contraire nous devons suivre une voie où la progression sera longue et lente, où la marche en avant se fera à petits pas. Il va de soi qu'à l'heure actuelle aucune statistique au monde ne pourra résoudre cette alternative. Il va de soi également que nous devons faire en sorte que sur le plan général, le contenu de notre travail soit entièrement imprégné d'esprit *socialiste*, quelles que soient les épreuves que nous réserve l'avenir. Mais cela ne suffit pas. Si on s'arrête à cela, c'est qu'on est incapable de diriger en fait le parti prolétarien. La question que nous devons poser franchement et résoudre sans équivoque est la suivante : dans quel sens allons-nous maintenant travailler à repenser l'expérience des trois années de la révolution ? Nous devons déclarer ouvertement et publiquement, pour servir de leçon aux hésitants et à ceux qui ont perdu courage, pour couvrir d'opprobre les renégats qui abandonnent le socialisme, que le parti ouvrier considère la lutte révolutionnaire directe des masses, les batailles d'octobre et de décembre 1905 comme les plus grands mouvements prolétariens qui aient eu lieu depuis la Commune ; que le développement de ces formes de combat est le seul gage des succès futurs de la révolution ; que ces modèles de lutte doivent servir de phare à notre travail d'éducation de nouvelles générations de combattants.

Si notre travail quotidien suit cette voie, si nous nous rappelons que seule une activité préparatoire sérieuse et conséquente menée durant plusieurs années a permis au parti d'influencer complètement le prolétariat en 1905, nous parviendrons au résultat que, quels que soient le tour pris par les événements et la vitesse de décomposition de l'autocratie, la classe ouvrière ne cessera de se renforcer et de se transformer en une force social-démocrate révolutionnaire consciente.

Publié en avril 1908 dans la revue « Przeglad Socjaldemokratyczny » n° 2. Signé : N. Lénine. Publié en russe (en traduction du polonais) dans le « Prolétari » n° 30 du 10 (23) mai 1908

Conforme au texte du « Prolétari », collationné avec le texte polonais

LES CADETS SECONDE MOUTURE

L'article que nous envoie un correspondant de Russie et que nous publions dans ce numéro sous le titre « Chronique scientifique » mérite une attention toute particulière de la part de nos lecteurs. En effet, juste avant la sortie de notre journal, les faits dont parle notre correspondant nous ont été confirmés et nous devons nous y arrêter plus en détail.

Une nouvelle organisation politique est en train de naître ; on assiste en quelque sorte à un nouveau tournant du mouvement social. Des éléments de la démocratie bourgeoise se regroupent : ils veulent être « plus à gauche » que les cadets et attirent les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Il semble que l'on soit en train de prendre conscience de façon confuse du fait que l'opposition cadette à la troisième Douma est un cadavre en pleine décomposition et qu'il est nécessaire de « faire quelque chose » en dehors d'elle.

Tels sont les faits. Ils ne sont pas très précis, tant s'en faut. Mais d'ores et déjà, ils préfigurent des phénomènes qui, du point de vue des leçons des trois premières années de la révolution, sont compréhensibles et inévitables.

Les cadets première mouture sont apparus sur la scène de la révolution au cours de l'été 1905. Il leur a fallu moins de trois années pour s'étioler, sans avoir jamais réussi à s'épanouir. Aujourd'hui ils sont relevés par les cadets de la seconde mouture. Quelle est la signification de cette relève ? Quelles sont les tâches qui en découlent pour le parti ouvrier ?

Les cadets de la première époque ont fait du tapage aux banquets de l'année 1904, ils ont mené la campagne des zemstvos [42], ils ont exprimé le début de l'agitation sociale, alors que les différentes classes n'avaient encore nullement fixé leurs rapports entre elles et à l'égard de l'autocratie, et tant que ces rapports n'ont pas été précisés par la lutte au grand jour des masses et la politique des classes (et non de petits groupes). Les cadets rassemblaient alors tous les éléments de la société bourgeoise dite cultivée, depuis les propriétaires fonciers préoccupés davantage de l'esturgeon au raifort que de la constitution, jusqu'aux intellectuels salariés. Ils s'apprêtaient à *servir de médiateur* entre le « pouvoir historique » (c'est-à-dire l'autocratie tsariste) et les masses de la classe ouvrière et de la paysannerie en lutte. La députation qu'ils envoyèrent au tsar au cours de l'été 1905 marqua le début de leur servilité : la servilité, en effet, est la seule médiation que puissent concevoir les libéraux russes. Depuis lors, il n'y a littéralement pas eu une seule étape tant soit peu importante de la révolution où le libéralisme bourgeois n'ait proposé son « arbitrage », cet « arbitrage » se faisant toujours selon la même méthode de courbettes à l'autocratie et à ses valets de la clique Cent-Noirs des propriétaires fonciers. En août 1905, il a mené la lutte contre la tactique révolutionnaire du boycottage de la Douma de Boulyguine. En octobre 1905, il a donné naissance au parti ouvertement contre-révolutionnaire des octobristes, et dans le même temps il a envoyé Piotr Strouvé dans l'antichambre de Witte et prôné la modération et la correction. En novembre 1905, il a condamné la grève des postes et télégraphes et déploré les « excès » des insurrections de soldats. En décembre 1905, il a pris peur et s'est réfugié dans le giron de Doubassov [43] pour lancer dès le lendemain ses foudres (il serait plus juste de dire ses ruades) contre le « déferlement de la déraison ». Au début de 1906, il s'est défendu avec acharnement contre les soupçons « infamants » de ceux qui prétendaient que les libéraux étaient capables de mener à l'étranger une campagne contre l'emprunt d'un milliard destiné à renforcer l'autocratie. A la première Douma, le libéralisme, tout en faisant des phrases sur la liberté populaire, se dirigeait en catimini chez Trépov par « l'escalier de service » et menait la lutte contre les trou-

doviks et les députés ouvriers. En publiant le manifeste de Vyborg [44], il a essayé de courir deux lièvres à la fois, de manœuvrer de façon à rendre sa conduite, selon le cas, susceptible d'une double interprétation, tantôt comme favorable à la révolution, tantôt comme s'opposant à elle. Il va sans dire qu'à la deuxième et à la troisième Douma le libéralisme des cadets a révélé en pleine lumière sa nature octobriste.

En trois années, les cadets ont fait tant et si bien que, dès le début, les tentatives de renouvellement sont liées au mot d'ordre suivant : « Plus à gauche que les cadets » ! Les cadets première mouture *se sont rendus impossibles*. En trahissant continuellement la liberté populaire, ils ont creusé eux-mêmes leur propre tombe.

Mais les cadets de la seconde génération qui viennent prendre la relève ne sont-ils pas touchés du même virus mortel que leurs aînés ? Ces « social-cadets » que sont messieurs les socialistes-populistes, qui mènent si grand bruit autour de la nouvelle organisation n'ont-ils pas l'intention de parcourir à nouveau le chemin que nous a déjà fait connaître l'expérience de ces trois années ?

C'est par une analyse du passé et non par des conjectures sur l'avenir qu'il faut répondre à cette question. Or cette analyse montre irréfutablement que les « mencheviks social-révolutionnaires », MM. les socialistes-populistes, ont véritablement joué le rôle de cadets dans le milieu de l'organisation politique troudovik, paysanne, ou mieux dans le milieu du mouvement politique dans lequel ils ont agi dans leurs « meilleurs jours », par exemple à l'époque de la première Douma. Qu'on se rappelle les principaux faits de l'histoire du « parti » (ou du groupe ?) des socialistes-populistes dans la révolution russe. Ils ont reçu leur baptême au sein de l'« Union de l'*Osvobojdénié* [45] ». Hésitant perpétuellement entre les cadets et les socialistes-révolutionnaires, ils ont défendu en décembre 1905, au congrès du parti socialiste-révolutionnaire une absurde position hybride par laquelle ils voulaient tout à la fois s'unir aux socialistes-révolutionnaires et se séparer d'eux. Pendant la période des libertés d'octobre, ils ont fait bloc avec les socialistes-révolutionnaires dans les journaux politiques. Leur attitude a été la même à l'époque de la première Douma :

c'était toujours de la « haute diplomatie », de la dissimulation astucieuse » de leurs divergences aux yeux du monde. Après la dissolution de la première Douma, l'échec de la deuxième vague d'insurrections et la répression de Sveaborg [46], ces honorables gentlemen *se décident*... à virer à droite. Ils « légalisent » leur parti, et il va de soi que c'est uniquement pour discréditer légalement dans la presse l'idée d'insurrection et pour tenter de démontrer l'inopportunité d'une propagande républicaine active. Devant les députés paysans à la première Douma ils remportent une victoire sur les social-révolutionnaires en recueillant 104 signatures sous leur projet agraire [47] alors que les socialistes-révolutionnaires n'en recueillent que 33 [48]. L'aspiration bourgeoise « raisonnable » des paysans propriétaires à une nationalisation de la terre l'emporte sur les brumes de la « socialisation ». Les social-cadets aspirent non point à doter les paysans d'une organisation politique révolutionnaire faite pour l'insurrection, ils aspirent à jouer à la légalité et au parlementarisme, à se confiner dans les petits cénacles d'intellectuels. Entre les cadets, l'opportunisme typique d'intellectuel des socialistes-populistes, d'une part, et le manque de fermeté révolutionnaire, bien caractéristique lui aussi de l'intelligentsia, manifesté par le parti socialiste-révolutionnaire, d'autre part, le paysan russe hésite. Ces hésitations reflètent la situation ambiguë du petit cultivateur, son incapacité de mener une lutte de classe conséquente sans la direction du prolétariat.

Et si aujourd'hui messieurs les socialistes-populistes recommencent à « fricoter » avec les cadets de gauche et à entraîner derrière eux ces niais de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires, cela signifie que tout ce beau monde n'a rien appris en trois années de révolution. Ils insinuent que les revendications économiques sont un facteur de désunion. Ils veulent s'unir sur des revendications plus proches, sur des revendications politiques. Ils n'ont absolument rien compris au déroulement de la révolution, qui a montré, en Russie, comme dans les autres pays, que seule la lutte de masse était efficace et une telle lutte ne pouvait se déclencher que pour des transformations économiques importantes.

Que les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires

se mettent tout et plus à la remorque des cadets de gauche, ce n'est pas une nouveauté. Il en fut ainsi à Pétersbourg pour les élections à la deuxième Douma. Pour les uns, il en fut ainsi dans la question du ministère cadet et de la souveraineté de la Douma, pour les autres, il en fut ainsi dans le bloc secret avec les socialistes-populistes. Il y a évidemment des causes profondes qui provoquent chez les intellectuels petits-bourgeois une attirance maladive pour l'aile protectrice de la bourgeoisie libérale.

Comme d'habitude, ils tendent naturellement de masquer cette attirance par des discours sur leur volonté de mettre à profit un nouvel essor ou un nouveau regroupement des forces, etc.

Oh ! oui, messieurs, nous aussi nous voulons tirer profit du... cadavre. Seulement, ce n'est pas pour le faire « revivre », c'est pour qu'il fertilise le terrain, ce n'est pas pour encourager des théories pourries et une mentalité de philistin, mais pour lui faire remplir le rôle d'avocat du diable. Le nouveau, le remarquable, le magnifique exemple que nous fournissent les socialistes-populistes et les cadets de gauche nous servira à montrer au peuple ce qu'il ne faut pas faire, à lui apprendre à éviter également la trahison des cadets et la mollesse petite-bourgeoise. Nous allons suivre attentivement la croissance et le développement de ce nouvel avorton (si toutefois il n'est pas mort-né). Et ce faisant, nous rappellerons constamment que dans la Russie actuelle l'apparition d'un tel phénomène, *s'il n'est pas mort-né*, signifie immanquablement qu'on est au seuil d'une lutte de masse de la classe ouvrière et de la paysannerie. L'« Union de l'*Osvobojdénié* » est en train de ressusciter. S'il en est ainsi, cela veut dire que le haut du pavé a pressenti quelque chose ; cela veut donc dire qu'il y aura une suite, qu'après l'agitation des intellectuels viendra la lutte prolétarienne.

Et à l'occasion de l'entrée en scène des cadets deuxième mouture, nous allons enseigner au peuple les leçons de la lutte, les leçons du rapprochement révolutionnaire qui ne peut se faire que dans la bataille et uniquement avec les masses paysannes qui mènent une lutte révolutionnaire.

« Prolétari » n° 30,
10 (23) mai 1908

Conforme au texte du journal

LA QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE À LA FIN DU XIXe SIÈCLE [49]

Rédigé dans la première moitié de 1908.
Publié pour la première fois en 1918 sous forme de brochure aux Ed. « Jizn i Znanié »

Conforme au texte de la brochure

Le but de cet article est de donner un bref aperçu de l'ensemble des rapports économiques et sociaux existant dans l'agriculture russe. Un tel travail ne peut avoir le caractère d'une étude spécialisée. Il doit dresser un bilan de la recherche marxiste, indiquer la place qu'occupe dans l'organisation d'ensemble de l'économie nationale russe chacun des aspects tant soit peu importants de l'économie agricole, montrer quelle est l'orientation générale du développement des rapports agraires en Russie et révéler quelles sont les forces de classes qui d'une façon ou d'une autre déterminent ce développement. C'est pourquoi nous allons examiner, en partant du point de vue que nous venons d'indiquer, la propriété foncière en Russie ; puis nous considérerons les exploitations des gros propriétaires et celles des paysans ; enfin nous tirerons des conclusions générales sur la situation à laquelle a abouti l'évolution suivie au XIX[e] siècle et sur les tâches que cette évolution a léguées au XX[e] siècle.

I

D'après les données de la récente statistique agraire de 1905 (édition du Comité central de la statistique, St-Pétersbourg 1907) [50] nous pouvons dresser un tableau de ce qu'était la propriété foncière dans la Russie d'Europe à la fin du XIX[e] siècle.

Suivant cette étude, la superficie totale des terres inventoriées était de 395,2 millions de déciatines. Ces 395,2 millions de déciatines se répartissaient en trois groupes fondamentaux de la façon suivante :

I^er groupe — terres privées	101,7	millions de déciatines
II^e groupe — lots concédés aux paysans . . .	138,8	— » —
III^e groupe — terres du Domaine et autres . .	154,7	— » —

Total pour la Russie d'Europe 395,2 millions de déciatines

Il faut dire que dans le groupe des terres du Domaine, notre statistique fait entrer plus de cent millions de déciatines qui se trouvent dans le grand nord, c'est-à-dire dans les provinces d'Arkhangelsk, d'Olonetz et de Vologda. Si on veut parler du fonds agraire de la Russie d'Europe tel qu'il est en réalité, il faut donc retrancher une très grande partie de ces terres. Dans mon ouvrage sur le programme agraire des social-démocrates dans la révolution russe (ouvrage qui fut écrit à la fin de 1907, mais dont la publication a été retardée pour des raisons indépendantes de ma volonté), j'établis que le fonds agraire réel de la Russie est approximativement de 280 millions de déciatines *. Et dans ce total, les terres du Domaine occupent en tout et pour tout non pas 150 mais 39,5 millions de déciatines. En dehors de la grosse propriété foncière et de la propriété paysanne, il reste par conséquent en Russie d'Europe *moins d'un septième* de la surface totale. Les six autres septièmes se trouvent entre les mains de deux classes antagonistes.

Examinons maintenant la propriété foncière de ces deux classes, qui forment aussi deux castes distinctes. En effet, la majorité des terres privées est à la noblesse, tandis que les terres communautaires sont aux paysans. Sur les 101,7 millions de déciatines des terres privées, 15,8 millions appartiennent à des sociétés et groupements et 85,9 millions sont la propriété de particuliers. Le tableau suivant donne parallèlement la répartition de ces derniers en catégories sociales pour 1905 et 1877.

On voit qu'en Russie, les principaux propriétaires sont les nobles. Ils possèdent une énorme étendue de terre. Maîs la tendance du développement est à la diminution de la pro-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 231. [*N.R.*]

Condition sociale des propriétaires	Etendue de leurs possessions				Augmentation +ou diminution—de ces possessions en 1905	
	En 1905		En 1877			
	En millions de déciatines	En pourcentage	En millions de déciatines	En pourcentage	En millions de déciatines	Taux d'accroissement ou de diminution
Noblesse	53,2	61,9	73,1	79,9	—19,9	—1,40
Clergé	0,3	0,4	0,2	0,2	+ 0,1	+1,74
Marchands et citoyens d'honneur	12,9	15,0	9,8	10,7	+ 3,1	+1,30
Petits bourgeois	3,8	4,4	1,9	2,1	+ 1,9	+1,85
Paysans	13,2	15,4	5,8	6,3	+ 7,4	+2,21
Autres catégories sociales	2,2	2,5	0,3	0,3	+ 1,9	+8,07
Ressortissants étrangers	0,3	0,4	0,4	0,5	— 0,1	—1,52
Total pour tous les propriétaires	85,9	100,0	91,5	100,0	—5,6	—1,09

priété nobiliaire. On assiste à une chute extraordinairement rapide de l'influence de l'appartenance sociale sur la propriété foncière. C'est à la rubrique « autres catégories sociales » que correspond, pendant la période qui va de 1877 à 1905, le plus fort accroissement (de huit fois en 28 ans) : viennent ensuite les paysans (plus de deux fois). On voit, par conséquent, émerger du sein de la paysannerie toujours plus d'éléments sociaux qui se transforment en propriétaires de terres privées. C'est là un fait général. Quand nous analyserons les exploitations des paysans, nous devrons donc mettre en lumière les mécanismes économiques et sociaux qui sont à l'origine de ce phénomène. Pour l'instant, il faut établir avec toute la rigueur voulue le fait qu'en Russie, le développement de la propriété foncière fait de plus en plus échapper celle-ci au critère de caste. A la fin du XIX^e siècle, la propriété foncière de la noblesse, qui est de type féodal ou basée sur le servage, domine encore de façon écrasante, mais on évolue très nettement vers la création d'une propriété foncière de type bourgeois. On assiste au déclin de la propriété privée transmise héréditairement depuis les teneurs de fiefs médiévaux, etc... Un nouveau

mode de propriété du sol s'instaure, fondé sur le versement d'argent. Le pouvoir de la terre diminue, le pouvoir de l'argent augmente. La terre est de plus en plus entraînée dans le circuit commercial ; dans la suite de notre exposé, nous verrons que ce phénomène est encore beaucoup plus profond qu'il n'apparaît à la seule lecture des statistiques sur la propriété foncière.

Mais, les statistiques sur la répartition de la propriété privée selon l'étendue des domaines montrent avec une grande netteté à quel point le « pouvoir de la terre », c'est-à-dire le pouvoir moyenâgeux des seigneurs nostalgiques du servage reste fort en Russie à la fin du XIX^{e} siècle. Les sources que nous utilisons nous fournissent des données particulièrement détaillées sur la grosse propriété foncière privée. Voici donc la répartition générale de la terre selon l'étendue des domaines :

Groupes de domaines	Nombre de domaines	Superficie (en déciatines)	Superficie moyenne d'un domaine (en déciatines)
10 déciatines et moins . . .	409 864	1 625 226	3,9
De 10 à 50 déciatines	209 119	4 891 031	23,4
De 50 à 500 »	106 065	17 326 495	163,3
De 500 à 2 000 »	21 748	20 590 708	947
De 2 000 à 10 000 »	5 386	20 602 109	3 825
Plus de 10 000 »	699	20 798 504	29 754
Ensemble des domaines dépassant 500 déciatines	27 833	61 991 321	2 227
Total pour la Russie d'Europe	752 881	85 834 073	114

Comme on le voit sur ce tableau, les petites exploitations jouent un rôle infime dans la propriété privée individuelle. Les six septièmes du nombre total des propriétaires, soit 619 000 sur 753 000 possèdent en tout et pour tout six millions et demi de déciatines. On trouve en revanche des latifundia gigantesques : il y a *sept cents* propriétaires qui, *en moyenne*, possèdent chacun *30 000 déciatines*. Ces sept cents individus ont donc trois fois plus de terre que les 600 000 petits propriétaires. D'une façon gé-

nérale, les latifundia constituent un caractère distinctif de la propriété foncière privée en Russie. Si on considère tous les domaines qui dépassent cinq cents déciatines, on voit qu'ils sont répartis entre vingt-huit mille propriétaires, qui possèdent ensemble 62 millions de déciatines, soit en moyenne 2 227 déciatines chacun. Les trois quarts de la propriété privée sont donc entre les mains de 28 000 personnes *. Ce sont essentiellement des nobles qui possèdent ces immenses latifundia. Sur 27 833 domaines, 18 102, soit près des deux tiers, appartiennent à des nobles, qui détiennent ainsi 44 500 000 déciatines, c'est-à-dire plus de 70% de la superficie totale des latifundia. Il est donc clair qu'à la fin du XIXe siècle, en Russie, une énorme quantité de terre — et du point de vue qualité, ces terres sont les meilleures — est concentrée, comme autrefois (comme au Moyen Age) entre les mains de la noblesse privilégiée, entre les mains des gros propriétaires fonciers hier possesseurs de serfs. Dans la suite de cet exposé, nous parlerons plus en détail des formes économiques en vigueur dans les latifundia. Pour l'instant, nous nous contenterons d'attirer brièvement l'attention sur un fait qui est connu de tous et qui a été clairement décrit par monsieur Roubakine: les hauts dignitaires de la bureaucratie figurent jusqu'au dernier sur la liste des propriétaires de ces latifundia nobiliaires [51].

Passons maintenant aux lots accordés en partage aux paysans. Mis à part 1 900 000 déciatines non classées selon l'étendue du lot, le reste, soit 136,9 millions de déciatines, appartient à 12 250 000 foyers paysans. Cela donne en moyenne 11,1 déciatines par feu. Mais la terre communautaire n'est pas également répartie : près de la moitié, soit 64 millions de déciatines sur 137, est entre les mains de 2 100 000 familles riches en terre, soit *un sixième* du nombre total.

Voici les statistiques d'ensemble concernant la répartition des lots en Russie d'Europe :

* Pour ne pas surcharger notre texte de citations, signalons dès l'abord que la majorité de nos données sont tirées de l'ouvrage déjà cité et d'un autre intitulé *Le développement du capitalisme en Russie*, 2e éd., St-P., 1908. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3. — *N.R.*)

Groupe de foyers	Nombre de foyers	Nombre de déciatines	Moyenne pour un foyer
Jusqu'à 5 déciatines	2 857 650	9 030 333	3,1
De 5 à 8 déciatines	2 317 601	21 706 550	6,5
Total pour les moins de 8 déciatines	6 175 251	30 736 883	4,9
De 8 à 15 déciatines	3 932 485	42 182 923	10,7
De 15 à 30 déciatines	1 551 904	31 271 922	20,1
Plus de 30 déciatines	617 715	32 695 510	52,9
Total pour la Russie d'Europe	12 277 355	136 887 238	11,1

Il y a donc plus de la moitié des foyers paysans nantis d'un lot (6 200 000 sur 12 300 000) qui possèdent moins de 8 déciatines. Si on considère la Russie dans son ensemble, cela est absolument insuffisant pour entretenir une famille. Pour juger de la situation économique de ces foyers, nous devons nous rappeler les recensements de chevaux effectués par l'administration militaire (ce sont les seules statistiques qui paraissent régulièrement et qui englobent l'ensemble de la Russie). Pendant la période qui va de 1896 à 1900, on comptait dans 48 provinces de la Russie d'Europe (c'est-à-dire mis à part la région du Don et la province d'Arkhangelsk) 11 112 287 foyers paysans. Sur ce nombre, 3 242 462, soit 29,2%, n'avaient pas de cheval et 3 361 778, soit 30,3%, avaient un seul cheval. On sait ce que c'est qu'un paysan sans cheval en Russie (nous prenons ici évidemment des données d'ensemble, et non pas tel ou tel district exceptionnel, comme les zones suburbaines d'élevage de vaches laitières, les régions où l'on cultive le tabac, etc.). On sait aussi dans quel état d'indigence et de misère se trouve un paysan quand il ne possède qu'un seul cheval. Or 6 millions de foyers, cela représente une population de 24 à 30 millions de personnes. Nous avons donc autant de déshérités, de miséreux, dotés de minuscules parcelles avec lesquelles on ne peut vivre, avec lesquelles on ne peut que mourir de faim. Si l'on admet que pour joindre les deux bouts, une exploitation agricole solvable doit disposer d'un minimum de 15 déciatines, nous voyons qu'il y a dix millions de foyers paysans qui n'atteignent pas ce niveau et qui totalisent 72,9 millions de déciatines.

Poursuivons. Il y a une particularité très importante de la propriété foncière communautaire qu'il est indispensable de noter quand on étudie ce type de propriété. Les lots sont répartis de façon beaucoup moins inégale que la terre privée. En revanche, entre les paysans propriétaires de lots, il y a une masse de différences, de divisions, de cloisonnements d'un autre type. Ce sont les différences entre les catégories de paysans qui se sont constituées historiquement au cours des siècles. Pour montrer concrètement quels sont ces cloisonnements, commençons par prendre les statistiques d'ensemble pour la Russie d'Europe. La statistique de 1905 donne les catégories suivantes : paysans anciens serfs d'un propriétaire foncier: en moyenne 6,7 déciatines de terre communautaire par foyer ; anciens serfs du Domaine : 12,5 déciatines ; les anciens serfs des apanages : 9,5 déciatines ; les colons : 20,2 déciatines ; les tchinchéviks : 3,1 déciatines ; les rezechs : 5,3 déciatines; les Bachkirs et les Teptiars [52] : 28,3 déciatines ; les paysans baltes : 36,9 déciatines ; les Cosaques : 52,7 déciatines. D'ores et déjà, on peut voir que la propriété foncière communautaire est proprement moyenâgeuse. Dans cette multitude de divisions qui subsistent entre les paysans, le servage est toujours vivant. Et ce n'est pas seulement par la quantité de terre qui leur est impartie que ces catégories diffèrent. C'est également par les sommes qu'elles doivent payer, les conditions de rachat, le caractère de la propriété, etc... Si maintenant nous laissons les statistiques d'ensemble pour prendre une statistique qui concerne une seule province, nous allons voir ce que ces divisions signifient. Voici par exemple le recueil statistique des zemstvos de la province de Saratov [53]. En plus des catégories valables pour l'ensemble de la Russie, que nous venons d'énumérer, les chercheurs locaux distinguent les catégories suivantes : détenteurs gratuits, paysans pleins propriétaires, paysans du Domaine avec possession communautaire, paysans du Domaine avec possession d'un *tchetvert*, paysans du Domaine ex-seigneuriaux, fermiers de lots du Domaine, colons propriétaires, colons, affranchis, paysans exempts de redevances, libres laboureurs, paysans anciennement de corvée dans une fabrique [54]. Ce réseau de différenciations moyenâgeuses est poussé tellement loin que parfois, à l'intérieur d'un seul

et même village, on divise les paysans en deux catégories complètement différentes : il y a ceux qui appartenaient autrefois à Madame X et ceux qui appartenaient à M. Y. Ce fait est habituellement méconnu par nos écrivains libéraux populistes qui sont incapables de considérer les rapports économiques existant en Russie du point de vue de l'évolution en cours, d'y voir le remplacement de l'ordre féodal par l'ordre bourgeois. Et effectivement, l'histoire de la Russie au XIX^e^ siècle et, plus encore, les événements du début du XX^e^ qui en sont l'aboutissement direct, ne peuvent être compris si on ferme les yeux sur ce processus de substitution. Un pays où le volume des échanges est en accroissement, et où le capitalisme se développe, est inévitablement exposé à traverser toutes sortes de crises, si dans la branche essentielle de son économie, existent des rapports moyenâgeux qui jouent à chaque instant le rôle de frein, d'obstacle. Cette fameuse communauté rurale [55] dont nous aurons encore l'occasion de parler n'a pas empêché le paysan de se prolétariser, et, en fait, elle joue le rôle d'une barrière médiévale qui sépare les paysans en les attachant à de petites associations et à des catégories qui ont perdu toute raison d'être.

Avant de conclure sur la propriété foncière en Russie d'Europe, il nous reste encore à examiner un autre aspect de la question. Ni les statistiques sur la quantité de terre dont disposent respectivement les trente mille propriétaires fonciers les plus riches et les millions de foyers paysans, ni les données concernant les cloisonnements moyenâgeux au sein de la propriété foncière paysanne, ne suffisent à faire sentir dans ses dimensions réelles la façon dont nos paysans sont ligotés, étranglés, écrasés par les survivances du servage. Tout d'abord, les lots qui ont été attribués aux paysans après l'expropriation dont ils ont été victimes au profit des seigneurs et que l'on appelle la grande réforme de 1861 [56], sont incomparablement plus mauvais que les terres des gros propriétaires fonciers. On en a un témoignage dans l'énorme quantité de textes fournis par les zemstvos dans le domaine de la statistique et de la description des conditions locales. Cela est prouvé par une masse de chiffres qui montrent de façon irréfutable que le rendement est moins élevé sur les terres des paysans que sur celles des

gros propriétaires fonciers. Et tout le monde s'accorde pour reconnaître que cette différence s'explique en premier lieu par la mauvaise qualité des lots et ensuite seulement par le bas niveau du travail cultural et les insuffisances des exploitations des paysans miséreux. Ensuite, au moment où les paysans attachés à la terre ont été « libérés » en 1861 par les gros propriétaires fonciers, on a délimité les terres qui leur ont été allouées de façon telle que, dans une foule de cas, ils se sont trouvé pris au piège par leur seigneur. Les statistiques fournies par les zemstvos ont enrichi l'économie politique en décrivant une façon tout à fait originale de gérer la grosse propriété foncière, une façon spécifique à la Russie et qui n'a peut-être encore jamais été employée ailleurs. Cette méthode, c'est celle qui consiste à gérer une exploitation *au moyen des « otrezki »*. En 1861, les paysans se sont vu « libérés » des abreuvoirs, des pâturages nécessaires à leurs fermes. Leurs terres ont été enclavées entre celles des gros propriétaires, si bien que ces derniers se voient assurés d'une source de revenus particulièrement sûre — et particulièrement noble — à savoir les amendes qu'ils font payer aux paysans pour les dommages causés sur leur terre par le bétail, etc... « Les poulets même n'ont où picorer » : cet aveu amer, cet « humour de pendu » donne de cette particularité de la propriété paysanne, dont les statistiques ne peuvent rendre compte, une idée plus juste qu'une longue citation. Il est inutile de dire que tant par son origine que par son influence sur le mode de gestion de la grosse propriété foncière, cette particularité relève purement et simplement du servage.

Passons maintenant aux conclusions sur la propriété foncière en Russie d'Europe. Nous avons indiqué quelles étaient les conditions de la grosse propriété foncière et de la propriété paysanne prises isolément. Considérons-les maintenant dans leur rapport. Pour cela, voyons comment sont répartis entre les divers types d'exploitations les 280 millions de déciatines qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, constituent approximativement le fonds agraire de la Russie. Dans la suite de notre exposé, nous indiquerons en détail quels sont ces divers types. Pour l'instant, nous allons anticiper quelque peu et supposer admis les types fondamentaux. Les exploitations de moins de 15 déciatines,

nous les rangerons dans le premier groupe : celui des paysans ruinés et écrasés par l'exploitation féodale. Le second groupe sera celui des paysans moyens qui ont entre 15 et 20 déciatines. Dans le troisième groupe prendront place la paysannerie aisée (la bourgeoisie paysanne) et la propriété foncière capitaliste, c'est-à-dire les exploitations qui vont de 20 à 500 déciatines. Le quatrième groupe enfin, celui des latifundia féodaux, comprendra les domaines qui dépassent 500 déciatines. En mettant ensemble dans ces groupes la grosse propriété foncière et la propriété paysanne, en arrondissant quelque peu les chiffres * et en se limitant à des calculs approximatifs (dans l'ouvrage mentionné plus haut, je les indique en détail), on obtient le tableau suivant de la propriété foncière russe à la fin du XIX^{e} siècle :

La propriété foncière en Russie d'Europe à la fin du XIX^{e} siècle

	Nombre de propriétés	de déciatines (en millions)	Superficie moyenne des propriétés en déciatines
a) paysannerie ruinée, écrasée par l'exploitation féodale	10,5	75,0	7,0
b) paysannerie moyenne	1,0	15,0	15,0
c) bourgeoisie paysanne et propriété foncière capitaliste	1,5	70,0	46,7
d) latifundia féodaux	0,03	70,0	2 333
Total	13,03	230,0	17,6
Reliquat non classé selon la superficie des propriétés		50,0	
Total	13,03	280,0	21,4

Répétons-le : dans la suite de notre exposé, nous prouverons que du point de vue économique notre façon de définir les groupes cités est parfaitement justifiée. Nous demande-

* Ainsi, par exemple, pour les latifundia, il a été ajouté aux 62 millions de déciatines de terres seigneuriales 5,1 millions de déciatines d'apanages et 3,6 millions de déciatines appartenant à 272 associations commerciales et industrielles, qui possèdent chacune plus de 1 000 déciatines.

rons à nos lecteurs de veiller à ce que les critiques de détail qui peuvent être faites à notre tableau (qui effectivement ne peut être qu'approximatif) ne soient pas utilisées pour faire passer en contrebande une attaque contre le *fond.* Et ici, le fond, c'est qu'à l'un des pôles de la propriété foncière russe nous avons 10 500 000 foyers (soit environ 50 millions d'individus) qui détiennent 75 millions de déciatines, tandis qu'à l'autre pôle nous trouvons *30 000 familles* (soit environ 150 000 personnes) qui possèdent à elles seules 70 millions de déciatines.

Pour en finir avec la question de la propriété foncière, il nous reste maintenant à sortir des limites de la Russie proprement européenne et à prendre une vue générale de ce que signifie la colonisation. Pour donner à nos lecteurs une idée du fonds agraire total de l'empire russe (Finlande exceptée), nous utiliserons les chiffres fournis par M. Mertvago. Nous présenterons ces chiffres sous forme de tableau, de façon à rendre notre exposé plus clair, et nous y joindrons ceux de la population, tels que nous les trouvons dans le recensement de 1897.

Ces chiffres nous montrent clairement à quel point nous sommes encore mal informés sur les territoires périphériques de la Russie. Penser « résoudre » la question agraire à l'intérieur de la Russie grâce à une migration de la population vers ces régions périphériques serait, bien entendu, le comble de l'absurdité. Il n'y a pas le moindre doute à avoir, ceux qui proposent une telle « solution » ne peuvent être que des charlatans ; les contradictions dont nous avons parlé plus haut, et qui opposent, en Russie d'Europe, les vieux latifundia aux nouvelles conditions de vie et d'économie, ne pourront être « résolues » que par un changement radical, intervenant d'une manière ou d'une autre non pas hors mais *à l'intérieur de la Russie d'Europe.* Il n'est pas question de sauver les paysans du servage en les déplaçant. Il existe en effet un problème agraire de la colonisation parallèlement au problème agraire qui se pose dans le centre. Et ce qu'il faut faire, c'est non pas utiliser la question de la colonisation pour masquer la crise existant en Russie d'Europe, mais bien mettre en lumière les effets ruineux des latifundia féodaux, *aussi bien* dans le centre de la Russie *que* dans les régions périphériques. Les vestiges du servage qui sub-

	Superficie totale de la terre		Répartition de cette superficie		Répartition en terres exploitées (millions de déciatines)				Population en 1897	
	Verstes carrées (en milliers)	Déciatines (en millions)	Terres sur lesquelles nous ne possédons aucun renseignement (en millions de déciatines)	Terres recensées (en millions de déciatines)	Labours	Prairies	Forêts	Total	Total (en milliers d'habitants)	Pour une verste carrée
10 provinces du royaume de Pologne.	111,6	11,6	—	11,6	7,4	0,9	2,5	10,8	9 402,2	84,3
38 provinces à l'ouest de la Volga .	1 755,6	183,0	—	183,0	93,6	18,7	34,0	146,3	—	—
12 provinces au nord et à l'est de la Volga.	2 474,9	258,0	—	258,0	22,3	7,1	132,0	161,4	—	—
Total pour 50 provinces de la Russie d'Europe	4 230,5	441,0	—	441,0	115,9	25,8	166,0	307,7	93 442,9	22,1
Caucase	411,7	42,9	22,1	20,8	6,5	2,2	2,5	11,2	9 289,4	22,6
Sibérie	10 966,1	1 142,6	639,7	502,9	4,3	3,9	121,0	129,2	5 758,8	0,5
Asie centrale.	3 141,6	327,3	157,4	169,9	0,9	1,6	8,0	10,5	7 746,7	2,5
Total pour la Russie d'Asie. . . .	14 519,4	1 512,8	819,2	693,6	11,7	7,7	131,5	150,9	—	—
Total pour l'Empire russe.	18 861,5	1 965,4	819,2	1 146,2	135,0	34,4	300,0	469,4	125 640,0	6,7

sistent dans le centre de la Russie *freinent* la colonisation. *La seule chose* qui pourra affranchir et régulariser la colonisation, c'est un changement radical du système agraire de la Russie d'Europe, c'est la libération des paysans du joug des latifundia féodaux. Régulariser la colonisation, cela doit consister non pas à « se préoccuper » de l'émigration d'une façon toute bureaucratique, non pas à « organiser l'émigration », comme aiment à dire les écrivains libéraux populistes, mais à faire disparaître les conditions qui condamnent le paysan russe à l'ignorance, à l'hébétude et à la sauvagerie sous le joug séculaire des propriétaires de latifundia.

Dans la brochure *Combien y a-t-il de terre en Russie, et comment l'utilisons-nous* (Moscou 1907), écrite en collaboration avec M. Prokopovitch, M. Mertvago fait justement remarquer que le progrès des techniques agricoles a pour effet de transformer les terres impropres à la culture en bonnes terres. En 1845, les académiciens Baer et Helmersen, experts en la matière, écrivaient : « étant donné le climat et le manque d'eau, les steppes de Tauride seront *toujours* parmi les plus pauvres et les plus impropres à la culture [57] ». A cette époque, la population de Tauride produisait 1 800 000 *tchetverts* de blé. Soixante ans plus tard, la population a doublé et produit 17 600 000 *tchetverts*, soit près de dix fois plus.

Ce que dit monsieur Mertvago est tout à fait juste et extrêmement important, mais il a oublié de dire que c'est *l'abolition du servage* dans le centre de la Russie qui a été le facteur essentiel de la colonisation rapide de la Nouvelle Russie. C'est seulement parce qu'il s'est produit un bouleversement radical dans le centre qu'il a été possible de peupler et d'industrialiser le sud à une cadence rapide, sur une grande échelle, à l'américaine (et on sait le nombre de paroles qui ont été dites sur ce développement *américain* du sud de la Russie après 1861). A l'heure actuelle, le seul moyen d'ouvrir *vraiment* une ère nouvelle à la colonisation, c'est de procéder à un changement radical en Russie d'Europe, de la débarrasser entièrement des restes du servage et de libérer les paysans des latifundia moyenâgeux.

Le problème de la colonisation en Russie est subordonné au problème agraire qui se pose dans le centre du pays.

La fin du XIX^e siècle nous a laissés devant l'alternative suivante : ou bien liquider complètement le servage dans les « vieilles » provinces de la Russie, ce qui assurerait un développement rapide, étendu, américain de la colonisation dans les territoires de la périphérie. Ou bien faire traîner la solution de la question agraire dans le centre, ce qui provoquerait inévitablement un grand retard dans le développement des forces productives et le maintien des traditions féodales même dans le domaine de la colonisation. Dans le premier cas, l'agriculture sera aux mains de fermiers libres, dans le second, de moujiks asservis et de seigneurs basant leur exploitation sur les *otrezki*.

II

Passons maintenant à l'organisation économique des grands domaines. Tout le monde sait que la caractéristique fondamentale de cette organisation réside dans une combinaison du système capitaliste (libre embauche) et du système des prestations de travail. En quoi consiste exactement ce dernier ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'examiner brièvement de quelle façon était organisée la grosse propriété foncière au temps du servage. Personne n'ignore ce qu'était le servage, tant du point de vue juridique et administratif que de celui du mode de vie des paysans. Mais on ne s'interroge que très rarement sur la nature des rapports économiques entre paysans et gros propriétaires fonciers au temps du servage. A cette époque, c'étaient les gros propriétaires qui accordaient des terres aux paysans. Parfois, ils leur prêtaient également d'autres moyens de production comme par exemple des bois, du bétail, etc... Quelle était la signification de cette attribution ? Le lot de terre que recevait le paysan était alors *une forme de salaire*, pour employer un terme qui s'applique aux rapports actuels. Dans la production capitaliste, le salaire est payé à l'ouvrier en argent. Le profit du capitaliste se réalise également en espèces. Le travail nécessaire et le surtravail (c'est-à-dire le travail qui paie l'entretien de l'ouvrier et celui qui four-

nit au capitaliste la plus-value qu'il ne paie pas) sont fondus en un seul et même processus, en une seule et même journée de travail effectuée par l'ouvrier à l'usine. Il en va autrement dans une économie fondée sur la corvée. Là aussi il y a travail nécessaire et surtravail, ainsi d'ailleurs qu'en économie esclavagiste. Mais ils sont séparés dans le temps et dans l'espace. Pendant trois jours, le serf travaille pour son seigneur et pendant trois autres jours il travaille pour lui. Le travail qu'il effectue pour le seigneur, il le fait sur les terres ou pour la récolte de ce dernier. Le travail qu'il effectue pour lui-même, il le fait sur le lot qui lui a été accordé, afin d'obtenir pour lui et pour sa famille le pain nécessaire à l'entretien d'une force de travail destinée au seigneur.

Partant, le système économique fondé sur le servage ou la corvée a ceci de commun avec le système capitaliste que, dans l'un comme dans l'autre, le travailleur ne reçoit que le produit du travail nécessaire et cède gratuitement le produit du surtravail au propriétaire des moyens de production. Par contre, il y a trois domaines où les deux systèmes diffèrent. Tout d'abord, l'économie fondée sur le servage est une économie naturelle, alors que l'économie capitaliste est une économie marchande. Ensuite, ce qui constitue, dans l'économie basée sur le servage, l'instrument d'exploitation, c'est le fait que le travailleur est *attaché* à la terre, qu'on lui a accordé un lot ; dans l'économie capitaliste, c'est le fait qu'il n'est pas attaché à la glèbe. Pour obtenir un revenu (c'est-à-dire un surproduit), le gros propriétaire foncier féodal doit avoir sur sa terre des paysans qui possèdent une parcelle, des instruments aratoires, du bétail, etc. Un paysan sans terre, sans cheval, sans moyens de travail ne convient pas à une exploitation fondée sur le servage. Pour obtenir un revenu (un profit), le capitaliste doit au contraire avoir affaire à des travailleurs sans terre ni moyens de travail, contraints de vendre leur force de travail sur le marché libre de l'emploi. Enfin, le paysan à qui il a été accordé un lot doit *dépendre personnellement* du propriétaire, car puisqu'il a une parcelle, il n'ira faire le travail du seigneur que *contraint et forcé*. Ici, le système économique engendre une « contrainte extra-économique » : le servage, la dépendance juridique, le fait, pour les ex-

ploités, de ne pas jouir de droits civiques, etc. Le capitalisme « idéal », au contraire, est la liberté complète pour le propriétaire et le prolétaire de passer des contrats sur un marché libre.

On ne peut comprendre la place historique et la signification des prestations de travail que si l'on a une idée claire de la nature de l'économie fondée sur le servage ou, ce qui est la même chose, sur la corvée. Les prestations de travail sont une survivance directe des corvées. Elles marquent le passage de la corvée au capitalisme. Leur nature est la suivante : les paysans vont cultiver *avec leur propre matériel* les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers, et cela pour un salaire dont une partie leur est payée en espèces et une autre partie en nature (terres, *otrezki*, droit d'utiliser les pâturages, prêt pour l'hiver, etc). La forme d'économie connue sous le nom de métayage est l'une des variétés des prestations de travail. La grosse propriété foncière fondée sur les prestations de travail *implique nécessairement* qu'il y ait des paysans à qui il a été accordé de la terre et qui possèdent du cheptel vif et mort, si mauvais soit-il. Elle implique également que ce paysan n'en puisse plus de misère et qu'il vienne lui-même se placer sous le joug. La servitude au lieu de la libre embauche, tel est le corollaire obligatoire des prestations de travail. Dans ce système, le gros propriétaire agit non pas comme un entrepreneur capitaliste qui possède l'argent et la totalité des instruments de travail, mais comme un usurier qui profite de la misère de son voisin paysan pour acheter son travail à des prix dérisoires.

Pour donner une idée plus concrète de cette situation, nous prendrons les statistiques fournies par le département de l'agriculture, qu'on ne peut guère suspecter de malveillance envers les gros propriétaires fonciers. L'ouvrage connu intitulé *Le travail salarié dans l'agriculture*, etc. (5e fascicule, « Informations agricoles et statistiques *fournies par les exploitants* », St-Pétersbourg, 1892 [58]) nous donne sur la zone centrale des terres noires, les renseignements suivants, qui couvrent une période de huit années (1883-1891) : pour cultiver de bout en bout avec son propre matériel, une déciatine de blé d'hiver, un paysan touche une moyenne de six roubles. Si on calcule le prix du même travail

quand il est effectué par un salarié, on obtient, toujours selon la même publication, six roubles dix-neuf kopecks rien que pour ce qu'effectue le paysan à lui seul, *sans compter* le travail du cheval qui ne peut s'élever à moins de 4 roubles 50 kopecks (cf. cit. page 45 ; *Le développement du capitalisme en Russie*, p. 141 *). On voit donc que le prix du travail salarié est de 10 roubles 69 kopecks, contre 6 roubles quand il s'agit d'un travail effectué au titre des prestations. Comment expliquer ce phénomène, s'il est non pas fortuit, accidentel, mais au contraire normal, habituel ? Des mots comme « servitude », « usure », « extorsion », etc..., nous décrivent bien la forme et le caractère de cette transaction, mais ils ne nous expliquent pas sa nature économique. Comment le paysan peut-il effectuer pendant de longues années pour 6 roubles un travail qui vaut 10 roubles 69 kopecks ? Il *peut* le faire parce que le lot qui lui a été attribué couvre une partie des dépenses de sa famille et *permet* de le payer à un taux plus bas que la norme fixée pour les salaires. Il y est obligé parce que justement sa misérable parcelle l'enchaîne à son voisin le gros propriétaire foncier sans lui donner la possibilité de vivre de sa propre ferme. Et l'on comprend qu'un tel phénomène ne puisse être « normal » que s'il est un des maillons du processus d'élimination de la corvée par le capitalisme. Dans de telles conditions, en effet, le paysan court inévitablement à la ruine et se transforme lentement mais sûrement en prolétaire.

Nous avons une autre statistique du même genre, un peu plus complète seulement, pour le district de Saratov. Le prix moyen pour la culture d'une déciatine, moisson, transport et battage du blé compris, est de 9,6 roubles si le contrat est passé en hiver, 80% à 100% de la somme étant payés à l'avance. Ce prix est de 9,4 roubles quand il s'agit de prestations de travail couvrant la location de labours. Il est de 17,5 roubles quand il s'agit d'un travail salarié. La moisson et le transport du blé sont payés 3,8 roubles ou 8,5 roubles la déciatine suivant qu'il s'agit de prestations ou d'un travail salarié, etc... Dans chacun de ces chiffres est inscrite la longue histoire de l'infinie misère, de la

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, p. 167. [*N.R.*]

servitude et de la ruine des paysans. Chacun de ces chiffres montre à quel point l'exploitation féodale et les survivances de la corvée sont solidement *implantées* en Russie à la fin du XIX^e^ siècle.

Il est très difficile de déterminer exactement à quel point le système de prestations de travail est répandu. Dans les gros domaines, il y a en général combinaison de ce système et du système capitaliste, qui sont appliqués à des domaines différents de l'agriculture. Une petite partie de la terre est cultivée avec du matériel appartenant au gros propriétaire foncier par des ouvriers salariés. La majeure partie est louée à des métayers, en échange de prestations de travail. Pour illustrer notre propos, nous nous permettrons de faire quelques emprunts à l'ouvrage détaillé de M. Kaufmann, qui a rassemblé toute une série de données nouvelles sur l'agriculture privée *. Province de Toula (ces renseignements concernent les années 1897-1898): «Les gros propriétaires continuent à y pratiquer l'assolement triennal... les terres éloignées sont prises par les paysans », la façon dont sont cultivées les terres des gros propriétaires fonciers n'est absolument pas satisfaisante. Province de Koursk : ... « le fait que la terre a été distribuée aux paysans par lots d'une déciatine, ce qui était lucratif étant donné les prix élevés..., a entraîné un appauvrissement du sol. » Province de Voronèje : ... « Dans leur majorité, les petits et moyens propriétaires exploitent leurs terres avec le seul matériel appartenant aux paysans ou louent leurs domaines... ce qui distingue les procédés employés dans la majorité des domaines, c'est l'absence de toute espèce d'amélioration. »

De tels jugements confirment la validité, à la fin du XIX^e^ siècle, de la description générale que M. Annenski a faite des diverses provinces de la Russie d'Europe dans son livre *L'influence des moissons, etc.*, en ce qui concerne la prédominance du système des prestations ou du système capitaliste. Nous allons résumer cette description par un tableau.

---

* *La question agraire*, éd. Dolgoroukov et Pétrounkévitch, tome II, M., 1907, pp. 442-628 : « Sur la question de l'importance économique de la propriété privée ».

	Nombre de provinces			Superficie totale de la terre ensemencée détenue par des propriétaires privés (en milliers de déciatines)
	Dans la zone des terres noires	Dans les autres zones	Total	
I. provinces où prédomine le système capitaliste	9	10	19	7 407
II. provinces où prédomine le système mixte	3	4	7	2 222
III. provinces où prédomine le système de prestations de travail	12	5	17	6 281
Total	24	19	43	15 910

On voit donc que les prestations de travail prédominent très largement dans la région des terres noires, mais qu'elles n'arrivent qu'en seconde position si l'on prend l'ensemble des 43 provinces du tableau. A noter d'autre part que les régions qui viennent se ranger dans le premier groupe (celui du système capitaliste) ne sont pas représentatives du centre agricole : ce sont en effet les provinces baltes, du sud-ouest (région où l'on cultive la betterave), du sud et des deux capitales.

Les données que M. Kaufmann a rassemblées dans son ouvrage montrent clairement quelle est l'influence du système de prestations de travail sur le développement des forces productives de l'agriculture. « Il n'y a aucun doute à avoir : le petit fermage et le métayage sont l'un des facteurs qui freinent le plus le progrès de l'agriculture... » Dans la description consacrée à la province de Poltava, l'auteur ne cesse d'indiquer que « les métayers travaillent mal, qu'ils emploient des semences de mauvaise qualité et qu'ils gâtent les terrains ».

Dans la province de Moguilev (1898) « toutes les améliorations sont freinées par l'économie de métayage ». En raison, principalement, de la *skopchtchina* [59], « dans le district du Dniepr, l'agriculture est dans une situation telle qu'il ne peut être question d'y introduire des améliorations ou des innovations ». « Les matériaux que nous avons rassemblés, écrit M. Kaufmann (p. 517), montrent de façon précise qu'à l'intérieur d'un même domaine, on continue à employer sur les terres affermées des procédés anciens et dépassés

alors qu'en faire-valoir direct, des méthodes nouvelles et plus perfectionnées ont déjà été introduites ». C'est ainsi, par exemple, que sur les terres louées, l'assolement triennal est toujours en vigueur, parfois même sans fumage, tandis que sur les autres terres la rotation de cultures multiples a été introduite. Le métayage freine le développement des semis d'herbages ; il fait obstacle à la diffusion des engrais ; il retarde la mise en application d'instruments aratoires de qualité supérieure. Les statistiques concernant les récoltes montrent clairement quel est le résultat de tout cela. Prenons par exemple un latifundium de la province de Simbirsk: sur la terre exploitée par le propriétaire, on récolte par déciatine 90 pouds de seigle, 60 pouds de froment, 74 pouds d'avoine. Sur les terres louées à des métayers le rendement de ces cultures est respectivement de 58, 28 et 50 pouds par déciatine. Voici maintenant une statistique générale qui concerne l'ensemble d'un district (celui de Gorbatov, dans la province de Nijni-Novgorod):

Rendement du seigle en pouds par déciatine

Catégories des terrains	Sols concédés	Terres privées en faire-valoir direct	Terres privées Exploitées par des métayers	Terres privées Louées
I	62	74	—	44
II	55	63	49	—
III	51	60	50	42
IV	48	69	51	51
Pour l'ensemble des catégories	54*	66	50	45*

Les terres qui *appartiennent aux gros propriétaires fonciers* et qui sont exploitées selon des méthodes féodales (métayage et petit fermage) ont donc un rendement *moins élevé* que les terres communautaires ! C'est un fait d'une très grande importance, car il prouve de façon irréfutable que la cause essentielle du retard agricole de la Russie, de la stagnation de son économie et du dénuement invraisemblable de ses agriculteurs *est le système des prestations de travail*, survivance directe du servage. Aucun crédit, aucune mesure de fertilisation, aucune « aide » au paysan,

* Il y a visiblement faute d'impression pour ces deux chiffres dans l'ouvrage de M. Kaufmann (p. 521).

aucune des mesures d'« assistance » qu'affectionnent tant les bureaucrates et les libéraux ne donnera le moindre résultat sérieux tant que subsistera le joug des latifundia féodaux, des traditions et des systèmes d'économie seigneuriaux. En revanche, une révolution agraire qui détruirait la grosse propriété foncière et briserait la vieille communauté rurale moyenâgeuse (en nationalisant la terre, par exemple, on parviendrait à la briser d'une façon qui ne serait ni bureaucratique ni policière) ne manquerait pas d'entraîner un progrès d'une très grande ampleur et d'une étonnante rapidité. Si le rendement des terres qui sont louées ou confiées à des métayers est si incroyablement bas, cela tient au système des travaux à effectuer « pour le seigneur ». Et ce n'est pas seulement sur ces terres que le rendement s'élèverait si le paysan actuel était libéré du travail qu'il doit faire « pour son seigneur ». Il croîtrait aussi, et inévitablement, sur les terres communautaires, par le simple fait que seraient écartés les obstacles féodaux qui entravent l'économie.

Dans la situation actuelle, il y a naturellement un progrès de type capitaliste dans les exploitations privées ; mais ce progrès est extrêmement lent et il maintient inévitablement la Russie pour une longue période sous la domination politique et sociale des « hobereaux sauvages » [60]. Nous allons maintenant examiner comment ce progrès se manifeste, puis nous tâcherons de définir quelques-uns de ses résultats généraux.

Le fait que les terres des gros propriétaires fonciers qui sont exploitées suivant le système capitaliste aient un rendement supérieur à celles des paysans montre qu'il y a dans l'agriculture un progrès technique de type capitaliste. Ce progrès est lié au fait que le système des prestations de travail est remplacé par la libre embauche. Face à la ruine de la paysannerie, à son manque de chevaux et d'outils, à sa prolétarisation, les gros propriétaires sont de plus en plus *obligés* d'avoir leur propre matériel pour faire valoir leurs terres. Les machines agricoles sont donc plus nombreuses, ce qui entraîne inévitablement une élévation de la productivité du travail et un développement des rapports de production purement capitalistes. On a importé en Russie pour 788 000 roubles de machines agricoles de 1869 à 1872 ; pour 2 900 000 roubles de 1873 à 1880 ; pour 4 200 000 rou-

bles de 1881 à 1888 ; pour 3 700 000 roubles de 1889 à 1896 ; pour 15 200 000-20 600 000 roubles en 1902-1903. D'autre part, la Russie en a produit pour 2 300 000 roubles en 1876, pour 9 400 000 roubles en 1894 et pour 12 100 000 roubles en 1900-1903 (ces chiffres sont approximatifs et proviennent des statistiques assez rudimentaires fournies par les usines et les fabriques). Il est indiscutable que ces chiffres sont l'indice d'un progrès et, plus précisément, d'un progrès de type capitaliste. Mais il est non moins indiscutable que ce progrès est extrêmement lent par rapport à ce qui est possible dans un Etat capitaliste moderne, en Amérique par exemple. D'après le recensement du 1er juin 1900, les fermes des U.S.A. couvraient une superficie de 838,6 millions d'acres, soit environ 324 millions de déciatines. Il y avait 5 700 000 fermes dont la superficie moyenne était de 146,2 acres (environ 60 déciatines). Et la production des instruments aratoires pour ces fermiers a atteint *157,7 millions de dollars* en 1900 (145,3 millions en 1890 et 62,1 millions en 1880) *. Comparés à cela, les chiffres russes sont ridiculement petits, et s'ils sont petits, cela provient de la grandeur et de la force de nos latifundia féodaux.

Vers le milieu des années 90 du siècle dernier, le ministère de l'agriculture a procédé à une enquête spéciale pour déterminer à quelle échelle on utilisait les outils agricoles perfectionnés chez les propriétaires et, en regard, chez les paysans. Les résultats de cette enquête sont exposés en détail par M. Kaufmann. Nous pouvons les donner ici sous forme de tableau :

Régions	Pourcentage de réponses indiquant un large emploi d'outillage.	
	Chez les propriétaires	Chez les paysans
Centre agricole	20—51	8—20
Moyenne Volga	18—66	14
Nouvelle-Russie	50—91	33—65
Biélorussie	54—86	17—41
Région des lacs	24—47	1—21
Environs de Moscou	22—51	10—26
Zone industrielle	4—8	2

* *Abstract of the Twelfth Census*, 1900; Third Edition, Washington, 1904, pages 217 and 302 agricultural implements.

Nous obtenons la moyenne suivante pour l'ensemble de ces régions : 42% des gros propriétaires fonciers contre 21% des paysans déclarent utiliser des instruments agricoles perfectionnés sur une grande échelle.

Pour ce qui est de l'emploi des engrais naturels, tous les chiffres des statistiques sont formels : « dans ce domaine, les exploitations des propriétaires ont de tout temps été, et elles le sont encore, bien en avance sur celles des paysans » (Kaufmann, page 544). Il y a mieux encore : dans la Russie d'après la réforme, il était assez courant de voir les paysans vendre leur fumier aux gros propriétaires fonciers. Et s'ils le faisaient, c'est qu'ils y étaient contraints par leur extrême pauvreté. Ces derniers temps, ce phénomène tend à disparaître.

Pour ce qui concerne le niveau de la technique agricole dans les gros domaines et chez les paysans, il existe enfin des statistiques aussi précises qu'abondantes sur l'extension des semis d'herbage (Kaufmann, page 561). En voici l'essentiel :

	Superficie des cultures fourragères en Russie d'Europe	
Années	Chez les paysans	Chez les gros propriétaires
1881	49 800 déciatines	491 600 déciatines
1901	499 000 déciatines	1 046 000 déciatines

Quel est le résultat de toutes ces différences entre les exploitations des gros propriétaires fonciers et celles des paysans ? La seule chose qui nous permette d'en juger, ce sont les statistiques concernant le rendement. Voici le rendement moyen (*en tchetvert*) pour l'ensemble de la Russie d'Europe et pour une période de 18 années (1883-1900)

	Seigle	Blé d'hiver	Blé de printemps	Avoine
Chez les gros propriétaires	6,0	5,75	5,0	8,5
Chez les paysans	5,0	5,0	4,25	7,0
Différence	16,7%	13,0%	15,0%	17,6%

M. Kaufmann a tout à fait raison quand il dit que cette différence « est très peu importante » (page 592). Il y a

néanmoins deux choses que nous ne devons pas oublier : d'une part qu'en 1861 on a laissé aux paysans *les terres les plus mauvaises*, et d'autre part que les moyennes générales pour l'ensemble de la paysannerie dissimulent (comme nous allons le voir) une grande diversité.

La conclusion à laquelle aboutit notre examen de la grosse propriété foncière est que, dans ce domaine, le capitalisme va incontestablement de l'avant. L'économie fondée sur la corvée est en train d'être remplacée par une économie reposant sur le salariat. Par rapport à la petite agriculture et à l'agriculture basée sur les prestations de travail, le progrès technique de l'agriculture capitaliste est absolument évident dans toutes les directions. Mais ce progrès est d'une lenteur extrême pour un pays capitaliste moderne. Et le XIX^e^ siècle finissant trouve la Russie en proie à la contradiction la plus aiguë entre les exigences de l'ensemble du développement social et l'agriculture féodale. Cette dernière, qui se manifeste dans les latifundia appartenant aux nobles et dans le système des prestations de travail, entrave le développement économique et engendre l'oppression, la barbarie et les innombrables formes prises par l'héritage tatare dans la vie russe.

III

En Russie, ce sont les exploitations paysannes qui constituent de nos jours le point crucial de la question agraire. Nous avons déjà montré quelles étaient les conditions de l'agriculture paysanne. Nous devons maintenant nous occuper de la façon dont sont organisées les exploitations paysannes et ce, non pas du point de vue technique, mais de celui de l'économie politique.

Le premier problème qui se pose c'est celui de la communauté rurale. Une multitude d'ouvrages lui a déjà été consacrée, et le courant populiste de la pensée sociale russe fonde des éléments capitaux de sa doctrine sur les particularités nationales de cette institution « égalitaire ». La première chose que nous devons noter, c'est que, dans les ouvrages qui traitent de la communauté rurale, deux aspects de la question sont constamment embrouillés et bien

souvent confondus : d'une part celui qui concerne les méthodes agricoles et les conditions de vie, et d'autre part celui qui relève de l'économie politique. La majorité des ouvrages qui traitent de la communauté (V. Orlov, Trirogov, Keussler, V. V. [61]) consacrent une telle place et une telle attention au premier point qu'ils laissent le second complètement dans l'ombre. Cette façon de voir, néanmoins, est profondément erronée. Que les rapports agraires en Russie aient leur caractère propre qui les distinguent des rapports agraires existant dans les autres pays, c'est indiscutable. Mais si on compare deux pays purement capitalistes et unanimement reconnus comme tels, on s'aperçoit qu'ils ont entre eux des différences aussi importantes pour ce qui concerne les méthodes agricoles et les conditions de vie, l'histoire des rapports agraires, la forme de la propriété et de la jouissance foncières. Ce qui a donné au problème de la communauté agraire russe tant d'importance et tant d'acuité, ce qui a divisé depuis la seconde moitié du XIXe siècle notre pensée sociale en deux courants fondamentaux : le courant marxiste et le courant populiste, ce n'est nullement l'aspect du problème qui concerne l'agronomie ou les conditions de vie. Il est possible que les chercheurs locaux dussent accorder beaucoup d'attention à cet aspect pour avoir une vue exhaustive des particularités locales du mode de vie des cultivateurs et mettre en lumière les tentatives effrontées d'une bureaucratie ignare pour introduire une réglementation tatillonne, d'esprit policir. Mais, en toute occurrence il est inadmissible qu'un économiste fasse passer après l'étude des divers modes et de la technique de la redistribution la question des *types d'économie* qui existent à *l'intérieur* de la communauté rurale, de l'évolution de ces types, des rapports entre ceux qui engagent des ouvriers et ceux qui se louent pour les gros travaux, entre les paysans aisés et les paysans pauvres, entre ceux qui améliorent leur exploitation et introduisent des perfectionnements techniques et ceux qui se ruinent, abandonnent leur ferme et quittent la campagne. C'est sans doute parce qu'ils ont pris conscience de cette vérité qu'au cours des années 80, les statisticiens des zemstvos, qui fournissent un matériel inappréciable à qui veut étudier l'économie de la Russie, ont abandonné la façon *officielle* de classer les paysans se-

lon la communauté, les lots de terre qui leur sont accordés, le nombre d'« âmes recensées » [62] ou existant réellement du sexe masculin, pour adopter la seule méthode de classement qui soit scientifique, à savoir celle qui consiste à grouper les foyers paysans selon leur *situation économique*. Rappelons qu'à cette époque où l'on s'intéressait tout particulièrement à l'étude économique de la Russie, même un écrivain comme M. V.V., dont on sait pourtant à quel point, sur ce problème, il était un « homme de parti », salua avec enthousiasme « le nouveau type de statistique locale » (c'est là le titre d'un de ses articles parus dans le *Séverny Vestnik* [63] n° 3, 1885). Et le même V.V. déclarait : « Il est indispensable que les statistiques se rapportent non pas à un ensemble tel que le village ou la communauté, qui rassemble des catégories économiques hétérogènes de la paysannerie, mais à ces catégories elles-mêmes. »

Le caractère fondamental de notre communauté rurale, ce qui lui donne une importance toute particulière aux yeux des populistes, c'est qu'elle tend à la jouissance égalitaire du sol. Nous laisserons de côté la question de savoir comment elle parvient à ce nivellement pour nous occuper des faits économiques et des résultats de cet égalitarisme. Nous l'avons déjà montré en nous appuyant sur des faits précis : la répartition de l'ensemble des lots en Russie d'Europe n'a rien d'égalitaire. N'a rien d'égalitaire non plus la répartition entre les catégories de paysans, entre les paysans des différents villages et même entre les paysans d'un même village qui appartenaient « autrefois » à des propriétaires différents. Ce n'est qu'à l'intérieur des petites communautés fermées qu'un nivellement est créé par cet appareil de redistribution. Voyons donc les statistiques des zemstvos qui concernent la répartition de la terre communautaire. Il va de soi que ce n'est pas selon le nombre de personnes ou le nombre de travailleurs que nous devons classer les foyers paysans, mais que c'est selon leur *richesse économique* (surface cultivée, nombre de bêtes de trait, nombre de vaches, etc...). Toute l'essence de l'évolution capitaliste de la petite agriculture réside, en effet, dans la création et le renforcement d'une inégalité de fortune à l'intérieur des associations patriarcales et, par la suite, dans la transformation de cette simple inégalité en rapports capitalistes.

Par suite, si nous ne nous étions pas fixé pour but d'étudier spécialement les différences de situation économique à l'intérieur de la paysannerie, nous aurions perdu de vue les particularités de la nouvelle évolution économique.

Nous prendrons d'abord un district typique (les études sur les foyers paysans que la statistique des zemstvos nous fournit et qui comprennent des tableaux à plusieurs entrées très détaillés, se rapportent à des districts bien déterminés), puis nous dirons pour quelles raisons nous nous permettons d'étendre les conclusions qui nous intéressent à l'ensemble de la paysannerie russe. Nous emprunterons nos renseignements au *Développement du capitalisme en Russie*, chapitre II *.

Dans le district de Krasnooufimsk, province de Perm, où la propriété paysanne du sol est entièrement communautaire, les lots sont répartis de la façon suivante :

	Pour un foyer	
	Nombre de personnes des deux sexes	Superficie des lots en déciatines
Foyers ne cultivant aucune terre	3,5	9,8
» cultivant jusqu'à 5 déciatines . .	4,5	12,9
Foyers cultivant de 5 à 10 déciatines	5,4	17,4
» » de 10 à 20 »	6,7	21,8
» » de 20 à 50 »	7,9	28,8
» » plus de 50 »	8,2	44,6
Total	5,5	17,4

On voit que l'amélioration de la situation économique des familles s'accompagne d'une façon absolument régulière de l'augmentation du nombre de leurs membres. Il est donc clair que, pour les paysans, une nombreuse famille est un facteur de bien-être. Cela est indiscutable. La seule question est de savoir à quels rapports économiques et sociaux conduit ce bien-être, dans la situation actuelle de l'ensemble de l'économie. Pour ce qui concerne la terre communautaire accordée en partage, nous voyons qu'elle est distribuée de façon inégale encore que cette inégalité ne soit pas très importante. Plus un foyer est aisé, plus il y a de terre accordée *à chacun des membres du foyer*. Dans le

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 48-154. [*N.R.*]

groupe le plus défavorisé il y a moins de 3 déciatines par personne des deux sexes. Dans les autres groupes, les chiffres sont respectivement les suivants : près de 3 déciatines, 3 déciatines, près de 4 déciatines, 4 déciatines, et enfin dans le dernier groupe plus de 5 déciatines par personne. Si *une petite minorité* de paysans se trouve dans l'aisance, cela provient par conséquent à la fois de ce qu'ils ont une nombreuse famille et de ce qu'il leur a été accordé plus de terre. Nous disons petite minorité, car les deux groupes les plus favorisés ne représentent qu'*un dixième* du nombre total des foyers paysans. Voici d'ailleurs, en pourcentage, le lapport entre le nombre des foyers, la population et les rots alloués :

Groupes de foyers	Pourcentage des foyers	Pourcentage de la population des deux sexes	Pourcentage des lots
Foyers ne cultivant pas de terre . .	10,2	6,5	5,7
Foyers cultivant jusqu'à 5 déciatines	30,3	24,8	22,6
» » de 5 à 10 déciatines	27,0	26,7	26,0
» » » 10 à 20 »	22,4	27,3	28,3
» » » 20 à 50 »	9,4	13,5	15,5
» » plus de 50 »	0,7	1,2	1,9
Total	100,0	100,0	100,0

Ces chiffres montrent clairement que la terre communautaire est répartie de façon proportionnelle et que nous tenons compte des résultats du nivellement communautaire. Dans chacun des groupes, il y a assez peu de différence entre le pourcentage de la population et celui de la terre. Cependant, on commence à sentir les effets de l'aisance économique de certains foyers : dans les groupes les plus défavorisés, le pourcentage de la terre est *moins élevé* que celui de la population, alors que dans les groupes les plus favorisés il est *plus élevé*. Et ce n'est pas là un cas isolé, valable seulement pour un district : il en est de même pour toute la Russie. Mon ouvrage déjà cité réunit des chiffres similaires pour 21 districts répartis dans 7 provinces choisies dans les régions les plus diverses de la Russie. Ces chiffres, portant sur un demi-million de foyers paysans, montrent que les rapports sont partout les mêmes. Il y a 20% de foyers aisés qui rassemblent de 26,1% à 30,3% de la population et qui

détiennent entre 29,0% et 36,7% de la terre communautaire. Par contre, les foyers misérables dont le pourcentage est de 50% rassemblent entre 36,6 et 44,7% de la population et ont de 33,0 à 37,7% de la terre communautaire. Partout la terre a été répartie de façon proportionnelle, mais partout on observe que la communauté *favorise* la bourgeoisie paysanne ; toutes les fois que la répartition proportionnelle cesse d'être respectée, c'est toujours à l'avantage des groupes les plus aisés de la paysannerie.

Ce serait donc une grave erreur de croire qu'en classant les paysans selon leur situation économique, nous méconnaissons l'influence « égalisatrice » de la communauté. Bien au contraire, ce que nous cherchons justement à faire ressortir à l'aide de données précises, c'est la signification économique réelle de cet égalitarisme. Et ce que nous montrons, c'est jusqu'où il s'étend et où conduit, en *dernière analyse*, tout le système de redistribution. Il se peut que ce système soit celui qui permette la meilleure répartition des terres exploitables des différentes catégories, mais il n'en reste pas moins indéniable que dans la répartition des terres communautaires *comme dans les autres domaines*, les groupes aisés de la paysannerie sont plus favorisés que les groupes pauvres. Nous allons voir que la répartition des autres terres, des terres qui ne sont pas communautaires, est infiniment plus inégale.

On sait quelle est l'importance du fermage dans l'agriculture paysanne. Si on considère ces fermages, on voit que le manque de terre engendre les formes de servitude les plus variées. Comme nous l'avons dit plus haut, l'affermage de la terre n'est souvent rien d'autre qu'une forme des prestations de travail, c'est-à-dire une méthode féodale destinée à procurer des ouvriers au seigneur. Le caractère féodal des fermages tenus par nos paysans est donc indubitable. Mais, puisque nous avons affaire à un pays qui connaît une évolution capitaliste, nous devons examiner spécialement s'il y a des rapports *bourgeois* qui se manifestent dans le fermage et comment ils se manifestent. Pour ce faire, nous aurons à nouveau besoin de statistiques qui se rapportent non pas aux villages ou aux communautés considérés comme un tout mais aux divers groupes économiques de la paysannerie. Un exemple : dans son ouvrage sur *les Bilans*

de la statistique des zemstvos, M. Karychev a dû reconnaître qu'en règle générale, le prix des fermages en nature (c'est-à-dire de ceux qui sont payés non pas en argent mais en produits ou en travail), est *partout* plus élevé que le prix des fermages acquittés en espèces. Et la différence est considérable, puisque parfois cela varie du simple au double. Il a dû reconnaître également que c'est *dans les groupes les plus pauvres* de la paysannerie que les fermages naturels *sont le plus répandus*. Quand ils sont un tant soit peu aisés, les paysans s'efforcent d'obtenir que leurs fermages soient payables en espèces. « Dès qu'il y a la moindre possibilité que le fermage soit payé en espèces, le locataire s'en saisit, car le prix de la location s'en trouve automatiquement diminué » (Karychev, ouvrage cité, page 265 [64]).

Cela veut dire que toute la rigueur féodale de notre système d'affermage retombe sur les paysans les plus pauvres. Les paysans aisés s'efforcent d'échapper à ce joug moyenâgeux, et ils n'y réussissent que dans la mesure où ils disposent de sommes d'argent suffisantes. Si on a de l'argent, on peut louer la terre en payant comptant, au prix ordinaire du marché. Si on n'en a pas, on est obligé « d'entrer en servitude » et de payer la terre trois fois plus cher sous forme de produits ou de travail. Nous avons vu dans quelle mesure le prix du travail effectué au titre des prestations était moins élevé que celui du travail salarié. Si les conditions de fermage diffèrent selon la situation économique des paysans, il est donc clair que nous ne pouvons pas nous borner (comme ne cesse de le faire Karychev) à classer ces derniers selon le lot de terre qui leur a été accordé. Un tel classement revient en effet à réunir *artificiellement* des foyers dont l'aisance n'est pas la même et à mélanger le prolétariat rural et la bourgeoisie paysanne.

Nous prendrons, pour illustrer notre propos, les chiffres suivants, qui portent sur le district de Kamychine, province de Saratov. Cette province est presque entièrement sous le régime de la communauté (sur les 2 455 communautés qu'elle compte, il y en a 2 436 où la terre est communautaire). Voici donc quels sont les rapports entre les divers groupes pour ce qui concerne le fermage :

Groupes d'agriculteurs	Superficie dont dispose chaque foyer (en déciatines)		
	Pourcentage de foyers	Terre communautaire Labours	Terre affermée
Ne possédant aucune bête de trait . .	26,4	5,4	0,3
Possédant 1 bête de trait	20,3	6,5	1,6
» 2 » »	14,6	8,5	3,5
» 3 » »	9,3	10,1	5,6
» 4 » »	8,3	12,5	7,4
Possédant 5 bêtes de trait et plus .	21,1	16,1	16,6
Total	100,0	9,3	5,4

Nous savons déjà comment sont répartis les lots et que la superficie de terre qui revient à chaque individu est plus grande dans les foyers aisés que dans les foyers pauvres. L'inégalité est *décuplée* dans la répartition de la terre affermée. Dans le groupe supérieur, il y a trois fois plus de terre communautaire (16,1 contre 5,4) et *cinquante fois plus* de terre affermée (16,6 contre 0,3) que dans le groupe inférieur. On voit donc que loin d'atténuer les différences de situation existant entre les paysans, le fermage les accentue et les intensifie considérablement. Dans les écrits des économistes populistes (V. V., Nik-on [65], Maress, Karychev, Vikhlaev, etc.), on rencontre très souvent une conclusion opposée, qui provient de l'erreur suivante. Ils classent les paysans selon le lot concédé et ils montrent que ceux qui détiennent peu de terre ont des fermages plus grands que ceux qui en détiennent beaucoup. Quand ils en sont arrivés là, ils s'arrêtent, sans indiquer que ce sont surtout les paysans aisés des communautés où il y a peu de terre qui prennent des fermages et que, par conséquent, l'égalitarisme de façade de la communauté ne fait que dissimuler les énormes inégalités existant en son sein. D'ailleurs Karychev lui-même reconnaît que « c'est a) dans les catégories les moins pourvues de terre, mais b) dans les groupes les plus aisés de ces catégories que l'on trouve les plus gros fermages » (ouvrage cité, p. 139). Malgré cela, il ne fait aucune étude systématique de la façon dont sont répartis les fermages parmi les différents groupes.

Pour mieux faire apparaître l'erreur des populistes, nous prendrons un exemple : celui de M. Maress (dans son livre : *L'influence des récoltes et des prix des céréales*, tome 1, p. 34). Il déduit des statistiques concernant le district de Mélitopol qu'« à chaque individu revient sensiblement la même superficie de terre affermée ». Comment en arrive-t-il à cette conclusion ? De la manière suivante : si on classe les foyers paysans selon le nombre de travailleurs du sexe masculin qu'ils comptent, il apparaîtra que les foyers où il n'y en a pas louent « en moyenne » 1,6 déciatine de terre, que les foyers où il y a un travailleur du sexe masculin en louent 4,4 déciatines, que ceux où il y en a deux louent 8,3 déciatines et que ceux où il y en a 3 en louent 14,0 déciatines. L'ennui, c'est qu'avec ces « moyennes » on met ensemble des foyers paysans dont la situation est absolument différente ; que parmi les foyers qui ne comptent qu'un travailleur, par exemple, il y en a qui louent 4 déciatines et qui en cultivent de 5 à 10 avec 2 ou 3 bêtes de trait, et d'autres qui louent 38 déciatines et en cultivent plus de 50 avec 4 bêtes de trait et plus. On voit donc que l'égalité dont parle M. Maress est *fictive*. La vérité c'est que dans le district de Mélitopol, les paysans riches, soit 20% du total, détiennent 66,3% soit les deux tiers de la terre affermée (tout en étant mieux pourvus en terre communautaire et en terre qu'ils ont achetée) et qu'ils n'en laissent que 5,6% aux foyers les plus pauvres qui constituent *la moitié* du total.

Poursuivons. Il est clair qu'entre un foyer qui loue une déciatine ou même moins d'une déciatine alors qu'il ne possède pas de cheval ou qu'il n'en possède qu'un seul, et un foyer qui loue de 7 à 16 déciatines alors qu'il possède 4 chevaux et plus, la différence n'est pas seulement quantitative mais qu'elle devient qualitative. Dans le premier cas, le fermage est dû à la misère, il est une source de servitudes. Les conditions dans lesquelles est placé le « fermier » le condamnent à être exploité, soit par les prestations de travail, soit par la louée d'hiver [66], soit par des emprunts d'argent, etc. Prenons maintenant un foyer qui détient déjà entre 12 et 16 déciatines de terre communautaire et qui, *en plus*, loue de 7 à 16 déciatines ; il est bien évident que s'il prend ce fermage, ce n'est pas parce qu'il

est pauvre, mais parce qu'il est riche, ce n'est pas pour se nourrir, mais pour s'enrichir, « faire » de l'argent. Dans ce cas, nous assistons à la transformation du fermage en exploitation capitaliste, à la naissance de l'entreprise capitaliste dans l'agriculture. Et par la suite, nous verrons que dans les foyers de ce type, il est nécessaire d'embaucher des ouvriers.

La question qui se pose maintenant est de savoir : dans quelle mesure ce fermage d'entreprise est généralisé ? Dans la suite de notre exposé nous donnerons des chiffres qui montrent que le développement de ces exploitations capitalistes varie selon les différentes régions d'agriculture marchande. Pour l'instant, nous prendrons encore quelques exemples, puis nous tirerons des conclusions générales sur le fermage.

Dans le district du Dniepr, province de Tauride, les foyers qui cultivent 25 déciatines et plus constituent 18,2% du total. Chacun détient de 16 à 17 déciatines de terre communautaire et loue entre 17 et 44 déciatines. Dans le district de Novoouzensk, province de Samara, il y a 24,7% du nombre total des foyers qui ont au moins 5 bêtes de trait. Chacun d'entre eux cultive en moyenne 25,53 ou 149 déciatines ; chacun loue respectivement 14,54 et 304 déciatines de terre non communautaire (le premier chiffre concerne le groupe de foyers qui possèdent de 5 à 10 bêtes de trait, soit 17,1% du total ; le second, ceux qui possèdent de 10 à 20 bêtes de trait, soit 5,8%, et le troisième, ceux qui ont 20 bêtes de trait et plus, soit 1,8%). Ils louent également des lots : une moyenne de 12,29 et 67 déciatines dans d'autres communautés que la leur et une moyenne de 9,21 et 74 déciatines dans leur propre communauté. Dans le district de Krasnooufimsk, province de Perm, 10,1% des foyers exploitent un minimum de 20 déciatines. Ils détiennent de 28 à 44 déciatines de terre communautaire chacun et louent de 14 à 40 déciatines de terre arable et de 118 à 261 déciatines de prairie. Dans le district d'Eletz et dans celui de Troubtchevsk, province d'Orel, les foyers qui ont au moins 4 chevaux constituent 7,2% du total. Alors qu'il leur revient à chacun 15,2 déciatines de terre communautaire en moyenne, ils réussissent, en prenant des fermages et en achetant de la terre, à porter la superficie

de leur exploitation jusqu'à 28,4 déciatines. Dans le district de Zadonsk, province de Voronèje, les chiffres sont les suivants : 3,2% des foyers ont en moyenne 17,1 déciatines de terre communautaire et 33,2 déciatines au total à leur disposition. Dans trois districts de la province de Nijni-Novgorod (celui de Kniaguinine, celui de Makariev et celui de Vassil), il y a 9,5% des foyers qui ont au moins 3 chevaux. Chacun d'entre eux dispose de 13 à 16 déciatines de terre communautaire, sur 21—34 déciatines de superficie totale de leur exploitation.

Bien loin d'être isolé ou occasionnel, le fermage d'entreprise est donc un phénomène général. Partout on voit émerger de la communauté des foyers aisés, qui constituent toujours une toute petite minorité et que le fermage aide à organiser une agriculture de type capitaliste. C'est pourquoi les phrases générales sur le fermage de subsistance et le fermage capitaliste ne peuvent élucider aucune des questions posées par notre économie paysanne : ce qu'il faut, c'est étudier des *chiffres concrets* qui portent sur le développement des caractères féodaux du fermage et sur la formation de rapports capitalistes *au sein même* de ce fermage.

Nous avons précisé plus haut le pourcentage de terre communautaire et de population représenté par les foyers les plus aisés, qui constituent 20% du nombre total. Nous pouvons ajouter maintenant qu'ils détiennent entre 50,8% et 83,7% de la superficie totale de la terre affermée par les paysans et qu'ils n'en laissent que 5 à 16% aux foyers les plus pauvres, qui constituent 50% du nombre total des foyers. La conclusion à en tirer est claire : si on nous demande si c'est le fermage de subsistance ou le fermage d'entreprise, le fermage dû à la misère ou le fermage des paysans aisés, le fermage féodal (payé en travail et fondé sur la servitude) ou le fermage bourgeois qui prédomine en Russie, il ne peut y avoir qu'une réponse. Une chose est certaine : la majorité des foyers qui louent de la terre le fait parce qu'elle y est contrainte par la misère. Pour une écrasante majorité de paysans, en effet, le fermage c'est la servitude. Mais il ne fait aucun doute qu'au moins la moitié de la terre affermée est entre les mains de la paysannerie aisée, de la bourgeoisie ru-

rale, qui est en train d'organiser une agriculture capitaliste.

En règle générale, les chiffres dont nous disposons sur le prix des locations de la terre sont des « moyennes » calculées sur l'ensemble des fermiers et de la terre. Or ces moyennes *dissimulent* la misère sans nom et l'asservissement des paysans ; nous nous en apercevons en consultant les statistiques du zemstvo du district du Dniepr, province de Tauride, qui, heureuse exception à la règle, distinguent les prix payés par les diverses catégories de paysans.

	Pourcentage des foyers qui tiennent un fermage	Nombre de déciatines de terre arable louée par chaque famille	Prix pour une déciatine (en roubles)
Foyers cultivant jusqu'à 5 déciatines	25	2,4	15,25
Foyers cultivant de 5 à 10 déc.	42	3,9	12,00
» » de 10 à 25 »	69	8,5	4,75
» » de 25 à 50 »	88	20,0	3,75
» » plus de 50 »	91	48,6	3,55
Total	56,2	12,4	4,23

Le prix « moyen » de 4 roubles 23 kopecks payé pour la location d'une déciatine donne donc de la réalité une image complètement déformée et masque les contradictions qui constituent pourtant l'essentiel de cette réalité. Les paysans pauvres sont contraints de payer leur fermage à des prix ruineux, deux ou trois plus élevés que le prix moyen. Les riches, en revanche, achètent de la terre «en gros» et à des prix avantageux ; quand l'occasion se présente, ils la cèdent à leurs voisins nécessiteux avec un bénéfice de 275%. Il y a donc fermage et fermage. Il y a la servitude féodale, le fermage irlandais et il y a le commerce de la terre, l'exploitation capitaliste des fermiers.

La mise en location par les paysans des lots qui leur ont été concédés est encore plus révélatrice des rapports capitalistes existant à l'intérieur de la communauté, de la ruine des paysans pauvres et de l'enrichissement d'une

minorité au dépens de la masse ruinée. Fermage et mise en location sont des phénomènes étrangers à la communauté et à ses principes égalitaires. Quelle signification cet égalitarisme peut bien avoir dans la vie réelle si les pauvres sont contraints de *louer aux riches* la terre qui leur a été accordée sur une base égalitaire ? Et peut-on imaginer réfutation plus éclatante des théories « communautaires » que cette manière de la vie elle-même de *tourner* le nivellement des parcelles vu par les textes et les statistiques officiels ? L'impuissance de l'égalitarisme devant le développement du capitalisme ressort nettement de la mise en location de leurs lots par les paysans pauvres et de la concentration des fermages entre les mains des riches.

La mise en location des terres communautaires est-elle un phénomène répandu ? D'après les statistiques éditées par les zemstvos au cours des années 80 du siècle dernier, statistiques qui ont vieilli mais auxquelles nous devons nous borner, le nombre des foyers qui mettent leurs parcelles en location et le pourcentage de terre communautaire que cela représente sont peu élevés. Dans le district du Dniepr, province de Tauride, 25,7% d'ensemble des agriculteurs louent à d'autres 14,9% de la superficie totale de la terre communautaire. Dans le district de Novoouzensk, province de Samara, 12% des foyers mettent leur terre en location. Dans le district de Kamychine, province de Saratov, la superficie de la terre mise en location représente 16% du total. Sur les 23 500 agriculteurs du district de Krasnooufimsk, 8 500, soit plus d'un tiers, louent la terre arable qui leur a été concédée. En superficie, cela représente 50 500 déciatines sur 410 000, soit environ 12%. Dans le district de Zadonsk, province de Voronèje, sur 135 500 déciatines de terre communautaire, il y en a 6 500, soit moins de 5% qui sont mis en location. Dans trois districts de la province de Nijni-Novgorod, il y en a également moins de 5% : 19 000 déciatines sur 433 000. Mais si ces chiffres semblent peu élevés, ce n'est qu'une apparence. En effet, ils laissent entendre que dans tous les groupes les agriculteurs mettent à peu près pareillement leur terre en location, ce qui est absolument contraire à la réalité. Le fait que ce sont principalement les pauvres qui mettent

leur terre en location et que ce sont les paysans aisés qui prennent les plus grands fermages, est bien plus important que les chiffres absolus sur le fermage et la mise en location, que les pourcentages moyens concernant les agriculteurs qui louent leur terre à d'autres et la superficie qu'ils louent ainsi. Et ce fait est prouvé de façon irréfutable par les statistiques des zemstvos. Les foyers les plus aisés, qui constituent 20% du nombre total, fournissent entre 0,3% et 12,5% du total de la terre mise en location. En revanche, les foyers des groupes les plus pauvres, qui constituent 50% du nombre total, en fournissent de 63,3 à 98,0%. Et cette terre mise en location par les pauvres, ce sont naturellement les paysans aisés qui la prennent à bail. On voit à nouveau clairement que la mise en location n'a pas la même signification dans les différents groupes de la paysannerie : les pauvres louent leur terre à d'autres parce qu'ils y sont poussés par la misère, qu'ils n'ont pas les moyens de l'exploiter, qu'ils manquent de semence, de bétail et de matériel, parce qu'il leur faut coûte que coûte trouver de l'argent. Les riches, en revanche, mettent peu de terre en location : ou bien ils échangent une parcelle contre une autre dans l'intérêt de leur exploitation ou bien, alors, ils font franchement le commerce de la terre.

Voici d'ailleurs des chiffres concrets, qui concernent le district du Dniepr, province de Tauride :

	Pourcentage	
	Les agriculteurs qui mettent leurs lots en location	Lots mis en location
Foyers ne cultivant pas de terre	80	97,1
Foyers cultivant jusqu'à 5 déciatines . .	30	38,4
» » de 5 à 10 déciatines .	23	17,2
» » de 10 à 25 » .	16	8,1
» » de 25 à 50 »	7	2,9
» » plus de 50 »	7	13,8
Pour l'ensemble du district	25,7	14,9

Ces chiffres ne montrent-ils pas clairement que, dans leur masse, les paysans se prolétarisent et abandonnent

leur terre, mais qu'en corrélation avec ce phénomène, il y a une petite poignée de riches qui fait le commerce de la terre ? N'est-il pas caractéristique que le pourcentage de terre communautaire mise en location augmente précisément chez les gros exploitants qui détiennent en moyenne 17 déciatines à titre de lot concédé, 30,0 déciatines de terre achetée et 44,0 déciatines de terre qu'ils ont prise en fermage ? Dans l'ensemble du district du Dniepr, le groupe pauvre, soit 40% du nombre total des foyers, détient 56 000 déciatines de terre communautaire ; il prend à ferme 8 000 déciatines et met 21 500 déciatines en location. Le groupe aisé en revanche, soit 18,4% des foyers, qui détient 62 000 déciatines de terre communautaire, en met 3 000 déciatines en location et en prend 82 000 déciatines en fermage. Dans trois districts de la province de Tauridè, les trois cinquièmes des lots mis en location, soit 150 000 déciatines, sont pris en fermage par le groupe aisé ! Dans le district de Novoouzensk, province de Samara, 47% des paysans qui n'ont pas de cheval et 13% de ceux qui n'en ont qu'un mettent en location leurs lots. En revanche, ceux qui possèdent un minimum de 10 bêtes de trait, soit 7,6% du nombre total des foyers, prennent en fermage chacun 20-30-60 ou 70 déciatines de terre *communautaire.*

Ce que nous avons à dire des achats de terre est très voisin de ce que nous avons dit du fermage. Entre les deux phénomènes, il y a cependant une différence : le fermage conserve des caractères féodaux ; il lui arrive selon les circonstances d'être source d'asservissement ; il constitue, pour les propriétaires, un moyen de s'attacher de la main-d'œuvre qu'ils prennent parmi leurs voisins, les paysans misérables. Au contraire, quand des paysans à qui il a été accordé un lot achètent de la terre et deviennent propriétaires, c'est un phénomène purement bourgeois. En Occident, il arrive qu'on attache à la glèbe des ouvriers agricoles ou des journaliers en leur vendant de petites parcelles. Chez nous, en Russie, il y a longtemps qu'une opération analogue a été effectuée par voie bureaucratique, se traduisant par la « grande réforme » de 1861. De nos jours, quand des paysans achètent des terres, il s'agit d'un phénomène de départ de la communauté des représentants de la bourgeoi-

sie rurale. Nous avons déjà vu, en examinant les statistiques foncières, de quelle façon les achats de terre s'étaient développés après 1861. Il nous faut maintenant attirer l'attention sur l'énorme concentration de terre achetée entre les mains d'une minorité de paysans. Les foyers aisés, qui constituent 20% du nombre total, ont effectué de 59,7 à 99% des achats. Les foyers les plus pauvres, qui constituent 50% du nombre total, ne détiennent que de 0,4 à 15,4% de la terre qui a été mise en vente. Nous pouvons affirmer sans crainte d'être contredit que, sur les 7 500 000 déciatines acquises par des paysans entre 1877 et 1905 (voir plus haut), deux tiers à trois quarts se trouvent entre les mains d'une infime minorité de foyers aisés. Il va sans dire que, pour les achats effectués par les associations et les sociétés paysannes, la situation est analogue. En 1877, les sociétés paysannes avaient déjà acheté 765 000 déciatines. En 1905, elles possédaient 3 700 000 déciatines. A la même date, les associations paysannes étaient propriétaires de 7 600 000 déciatines. Ce serait une erreur de croire que la terre achetée ou prise en fermage par les sociétés est répartie autrement que lorsqu'il s'agit d'achats ou de fermages individuels. Les faits nous prouvent le contraire. Dans les trois districts continentaux de la province de Tauride, par exemple, nous possédons des statistiques sur la répartition de la terre louée au Domaine *par les sociétés* paysannes. D'après ces statistiques, 76% de la terre affermée est détenue par le groupe aisé (environ 20% du nombre total des foyers) ; tandis que les foyers les plus pauvres (soit 40%) n'en ont que 4%. On voit donc que l'argent est le seul critère dont se servent les paysans pour partager la terre, qu'elle soit affermée ou qu'elle ait été achetée.

IV

La répartition réelle des *terres au sein de la paysannerie* s'écarte toujours plus de celle qui a été prévue par la bureaucratie dans le cadre de la communauté. Telle est la conclusion qui découle des chiffres que nous avons fournis sur la terre communautaire, la terre louée, la terre achetée

et la terre mise en location par les paysans. Si l'on prend des chiffres globaux ou des « moyennes », on a évidemment l'impression que les mises en location de lots sont contrebalancées par les fermages, que le reliquat de la terre affermée et la terre achetée sont répartis équitablement entre l'ensemble des foyers et que la répartition réelle des terres ne diffère pas sensiblement de la répartition communautaire évoquée par les descriptions officielles. Mais une telle impression est un leurre car c'est *justement dans les groupes extrêmes* que l'on s'écarte le plus de l'égalitarisme initial de la communauté. De sorte que si on utilise des « moyennes » on aura inévitablement une vision fausse de la réalité.

En fait, les paysans des groupes inférieurs ont relativement et parfois même absolument moins de terre en jouissance qu'il ne leur en a été concédé (cela provient des mises en location et du fait que dans ces groupes on prend très peu de fermage). Par contre, étant donné la concentration des achats et des fermages, les groupes supérieurs disposent toujours, sur le plan relatif comme dans l'absolu, d'une superficie supérieure à celle du lot de terre communautaire qui leur a été alloué. Nous avons vu qu'il y avait de 33 à 37% de la terre communautaire qui revenait aux groupes les plus pauvres (50% des foyers). Or, ces groupes ne détiennent que de 18,6 à 31,9% de l'ensemble des terres exploitées. Dans certains cas, cette différence va presque du simple au double : c'est ainsi, par exemple, que dans le district de Krasnooufimsk, province de Perm, le groupe le plus pauvre détient 37,4% des lots et 19,2% de la superficie totale des terres exploitées. Par contre, les foyers aisés (20% du total) possèdent entre 29 et 36% des lots et de 34 à 49% de la surface totale. Voici quelques chiffres concrets pour illustrer ces rapports. Dans le district du Dniepr, province de Tauride, alors qu'il a été alloué aux foyers les plus pauvres (40% du total) 56 000 déciatines de terre communautaire, ils n'en exploitent que 45 000 déciatines soit 11 000 de *moins*. Par contre, le groupe aisé (18% des foyers), qui s'était vu attribuer 62 000 déciatines, en exploite 167 000, soit 105 000 de plus. Voici maintenant des chiffres qui portent sur 3 districts de la province de Nijni-Novgorod.

	Pour un foyer	
	Lots concédés	Superficie totale de l'exploitation
	en déciatines	
Foyers ne possédant pas de cheval . . .	5,1	4,4
Foyers possédant 1 cheval	8,1	9,4
» » 2 chevaux	10,5	13,8
» » 3 »	13,2	21,0
» » 4 » et plus	16,4	34,6
Total	8,3	10,3

Dans le groupe le plus pauvre, le rapport des fermages et des mises en location aboutit à une diminution en valeur absolue de la surface exploitée. Et ce groupe inférieur, c'est-à-dire celui des paysans sans cheval, représente 30% du nombre total des foyers. C'est donc près d'un tiers des paysans qui, par suite du fermage et des mises en location, subit une *perte absolue*. Quant aux paysans qui n'ont qu'un cheval (37% des foyers), si la surface totale de leur exploitation a augmenté par rapport aux lots qui leur ont été concédés, c'est dans des proportions infimes, inférieures à l'augmentation moyenne qui est de 8,3 à 10,3 déciatines. C'est ce qui explique que *la part* qui revenait à ce groupe dans l'ensemble des terres cultivées a diminué : alors que dans les trois districts, il détenait 36,6% de la terre communautaire, il n'a plus que 34,1% de la superficie totale des terres exploitées. En revanche, dans les groupes supérieurs, qui constituent une toute petite minorité, l'augmentation est bien supérieure à la moyenne. Les paysans qui ont trois chevaux (7,3% des foyers) ont vu leur exploitation passer de 13 à 21 déciatines, ce qui représente un accroissement d'une fois et demie ; quant à ceux qui ont plus de trois chevaux (soit 2,3% des foyers), la superficie de terre dont ils disposent est passée de 16 à 35 déciatines, c'est-à-dire qu'elle a plus que doublé.

Le rôle du lot concédé dans l'exploitation paysanne diminue donc en importance. C'est là un phénomène général qui se manifeste aux deux pôles de la paysannerie, mais sous des aspects différents. Si le rôle de la terre communautaire diminue chez les pauvres, c'est parce qu'ils *sont obligés* de la mettre en location et de l'abandonner du fait de leur misère croissante et de leur impuissance, de *réduire*

l'étendue de leur exploitation par suite du manque de bétail, de matériel, de semences et d'argent, de prendre un travail salarié ou de s'en aller... *ad patres*. Les groupes inférieurs de la paysannerie disparaissent physiquement : la disette, le scorbut, le typhus font leur œuvre. Dans les groupes supérieurs, la terre communautaire voit son rôle diminuer pour les raisons suivantes : du fait de son extension, l'exploitation en vient à déborder très largement le lot concédé ; elle doit être fondée sur un mode de propriété nouveau, qui soit non pas taillable mais libre, qui repose non pas sur des droits patrimoniaux mais sur des opérations de commerce — l'achat et la location. Plus les paysans sont riches en terre, moins il y a de survivances du servage. Plus le développement économique est rapide, et plus on s'émancipe des lots, plus grandit la tendance à mettre la totalité de la terre dans le circuit commercial, plus s'affirme l'organisation d'une agriculture commerciale sur la terre affermée. Nous en avons un exemple avec la Nouvelle Russie. Dans cette région, comme nous venons de le voir, les paysans aisés exploitent moins de terre communautaire que de terre achetée ou affermée. Cela peut paraître paradoxal, mais pourtant c'est un fait : dans la région de Russie où il y a le plus de terre, c'est chez les paysans aisés à qui ont été concédés les plus grands lots (de 16 à 17 déciatines par foyer) que *la terre non communautaire* joue le rôle principal dans l'exploitation.

C'est donc aux deux pôles de la paysannerie où la progression est la plus rapide, que le rôle des lots diminue. Ce fait est d'une énorme importance pour qui veut apprécier les conditions de la restructuration agraire que le XIX^e^ siècle a léguée au XX^e^ et qui est cause de la lutte des classes dans notre révolution. Il prouve de façon irréfutable qu'il est devenu *absolument nécessaire au point de vue économique* que le vieux système de propriété foncière soit *brisé*, et ce aussi bien pour les grands domaines que pour la propriété paysanne. Ce système sera brisé, c'est absolument inévitable, aucune force au monde ne pourra y faire obstacle. L'enjeu de la lutte est le suivant : quelles seront les formes de cette opération, quelle méthode emploiera-t-on pour la mener à bien ? Est-ce que ce sera la méthode de Stolypine, qui aboutit au maintien de la grosse propriété

foncière et au pillage de la communauté par les koulaks, ou bien la méthode paysanne, qui détruit la grosse propriété foncière et fait disparaître toutes les barrières moyenâgeuses en nationalisant la terre ? Mais nous reparlerons de cela en détail plus tard. Pour l'instant, il y a un phénomène important sur lequel nous devons attirer l'attention : c'est l'énorme inégalité dans la répartition des impôts et des charges à laquelle conduit la diminution du rôle de la terre communautaire.

On sait que les impôts et les charges payés par la paysannerie russe ont conservé des caractères moyenâgeux très développés. Nous ne pouvons pas entrer ici dans des détails qui concernent l'histoire financière de la Russie. Mais il suffit de mentionner le rachat, qui est une survivance directe de la redevance moyenâgeuse, un tribut payé aux gros propriétaires féodaux et au recouvrement duquel l'Etat policier prête son concours. Il suffit de rappeler que les terres des nobles et des paysans ne sont pas également imposées, d'évoquer les redevances en nature, etc. Nous nous contenterons d'indiquer quel est le montant des impôts et des charges en nous basant sur les statistiques de Voronèje qui traitent des *budgets paysans* [67]. Le revenu global moyen d'une famille paysanne (ces chiffres portent sur 66 budgets paysans typiques) s'élève à 491 roubles 44 kopecks. Les frais globaux sont de 443 roubles. Le revenu net est donc de 48 roubles 44 kopecks. Quant aux impôts et aux charges que doit payer une famille « moyenne », ils s'élèvent à 34 roubles 35 soit 70% *du revenu net*. Les impôts n'ont donc d'impôts que la forme. En fait, ils relèvent de la taille que l'ancienne exploitation féodale faisait peser sur la « *catégorie taillable* ». Le revenu monétaire net d'une famille moyenne est en effet de 17 roubles 83 kopecks ; les impôts que payent les paysans russes sont donc *deux fois plus élevés* que leur revenu monétaire net. Et ceci se passe non pas en 1849, mais bien en 1889.

Mais dans ce domaine comme dans les autres, les moyennes masquent la misère des paysans et présentent leur situation sous un jour bien meilleur qu'elle n'est en réalité. Les chiffres sur la répartition des impôts et des charges entre les différents groupes montrent en effet que chez les paysans qui n'ont pas de cheval ou qui n'en ont qu'un

(soit *les trois cinquièmes* des familles paysannes russes), ce n'est pas seulement le revenu monétaire net, mais également le revenu global net qui est de beaucoup inférieur aux impôts. Voici ces chiffres :

Statistiques budgétaires (en roubles par famille)

	Revenu global	Frais	Impôts et charges	Impôts et charges en % par rapport au total des frais
a) foyers ne possédant pas de cheval	118,10	109,08	15,47	14,19
b) foyers possédant un cheval	178,12	174,26	17,77	10,20
c) foyers possédant deux chevaux	429,72	379,17	32,02	8,44
d) foyers possédant trois chevaux	753,19	632,36	49,55	7,83
e) foyers possédant quatre chevaux	978,66	937,30	67,90	7,23
f) foyers possédant cinq chevaux et plus	1 766,79	1 593,77	86,34	5,42
Moyenne	491,44	443,00	34,35	7,75

Les impôts constituent donc *un septième* des frais globaux des paysans qui n'ont pas de cheval et *un dixième* des frais *globaux* de ceux qui ont un cheval. Il est douteux que du temps du servage les redevances aient été aussi élevées, car les gros propriétaires fonciers n'avaient pas avantage à ce que la masse des paysans qu'ils possédaient fussent inéluctablement ruinés. Quant à l'inégalité des impôts, elle est énorme ; proportionnellement à leur revenu, les paysans aisés paient de deux à trois fois moins que les autres. D'où vient cette inégalité ? De ce que le critère dont se servent les paysans pour déterminer combien doit payer chacun d'entre eux, c'est le lot concédé. Pour les paysans en effet, la part de terre communautaire et la part d'impôts qui reviennent à chacun se fondent en un seul et même concept : celui d'« âme ». Et si nous calculons, dans l'exemple que nous avons pris, la somme d'impôts et de charges due dans chacun des groupes pour une déciatine

de terre concédée, nous obtenons les chiffres suivants : a) 2,6 roubles; b) 2,4 roubles ; c) 2,5 roubles ; d) 2,6 roubles ; e) 2,9 roubles ; f) 3,7 roubles. On voit donc qu'à l'exception du groupe supérieur où l'on trouve des installations industrielles qui relèvent d'impositions particulières, la répartition est à peu près égale. Dans l'ensemble, la somme à payer correspond au lot. Ce phénomène est une survivance directe du caractère féodal de notre communauté (et il en est la preuve éclatante). De par la nature même d'une économie basée sur les prestations de travail les propriétaires fonciers n'eussent pu astreindre pendant un demi-siècle après la « libération » les paysans environnants à travailler pour eux à des conditions désavantageuses si ces paysans n'avaient été attachés à leurs lots de disette, s'ils n'avaient été obligés de les payer un prix fou. Il ne faut pas oublier qu'*à la fin du XIXe siècle*, il n'était pas rare qu'en Russie les paysans fussent obligés de verser de l'argent pour *s'affranchir* des lots, de payer une sorte d'amende quand ils refusaient les parcelles qui leur étaient allouées, c'est-à-dire de verser une certaine somme à celui qui prenait leur terre quand ils s'en allaient. C'est ainsi par exemple que dans le livre de M. Jbankov *Le pays des femmes* (Kostroma, 1891 [68]), qui décrit la vie des paysans de Kostroma, on peut lire ce qui suit : « Il est rare que parmi les paysans de Kostroma qui vont se louer au dehors, il y en ait qui recouvrent en échange une partie, si petite soit-elle, des impôts qu'ils ont à payer sur cette terre. En règle générale, tout ce qu'ils demandent à leurs locataires c'est de s'occuper tant bien que mal du terrain qu'ils leur cèdent. Mais la totalité des impôts, ce sont eux, les propriétaires, qui la paient. » On trouve des remarques analogues dans le « *Répertoire de la province de Yaroslavl* » qui a paru en 1896, et dans lequel il est indiqué à plusieurs reprises que les paysans qui quittent leur communauté doivent payer une certaine somme pour être libérés de leur lot.

Il va de soi que dans les provinces purement agricoles le « pouvoir de la terre » n'est pas *aussi* grand. Mais il est indubitable que la diminution du rôle des lots aux deux pôles de la paysannerie est un phénomène qui s'applique également, encore que sous une autre forme, à ces

provinces. C'est là, en effet, un phénomène général. Et s'il en est ainsi, la répartition des charges selon les lots entraîne inévitablement une inégalité croissante des impôts. De toutes parts et par les voies les plus diverses, le développement économique conduit à la destruction des formes moyenâgeuses de propriété foncière, à la disparition des divisions de castes (terres communautaires, terres nobiliaires, etc.), et à la naissance de nouvelles formes d'économie qui se dégagent indifféremment des fragments de l'un ou de l'autre des types de propriété. Le XIX^e^ siècle a légué au XX^e^ une tâche impérative, que celui-ci sera absolument obligé d'accomplir. Cette tâche consiste à mener jusqu'à son terme le « nettoyage » des formes moyenâgeuses de la propriété foncière. La lutte a pour enjeu la forme que prendra ce nettoyage : celle d'une nationalisation paysanne ou celle d'un pillage accéléré de la communauté par les koulaks, avec transformation de la grosse propriété foncière en propriété de junkers.

Poursuivons l'examen des statistiques concernant l'organisation actuelle des exploitations paysannes, et passons maintenant de la question de la terre à celle de l'élevage. Il y a une règle générale que nous devons ici aussi poser pour principe : c'est que la répartition du bétail entre les exploitations paysannes est *beaucoup plus inégale* que celle des lots. Voici par exemple des chiffres concernant les paysans du district du Dniepr, province de Tauride :

	Pour un foyer	
	Nombre de déciatines de terre communautaire	Nombre de têtes de bétail
Foyers ne cultivant pas de terre	6,4	1,1
» cultivant moins de 5 déciat. . .	5,5	2,4
» » de 5 à 10 » . .	8,7	4,2
» » de 10 à 25 » . .	12,5	7,3
» » de 25 à 50 » . .	16,6	13,9
» » plus de 50 » . .	17,4	30,0
Moyenne	11,2	7,6

La différence entre les groupes extrêmes est *10 fois* plus grande quand il s'agit du bétail que lorsqu'il s'agit de la terre concédée. Quand on étudie les statistiques con-

cernant l'élevage, on s'aperçoit donc une fois de plus que l'étendue réelle d'une exploitation a très peu à voir avec ce qu'on croit d'habitude, si on s'en tient aux chiffres moyens et si on accorde au lot un rôle déterminant. On peut prendre n'importe quel district : la répartition du bétail sera toujours beaucoup plus inégale que celle de la terre communautaire. Les foyers aisés (20% du total) qui ont, suivant les districts ou groupes de districts, entre 29% et 36% de la terre communautaire possèdent de 37% à 57% du bétail qui revient aux paysans ; ils n'en laissent qu'entre 14% et 30% aux foyers des groupes inférieurs qui constituent pourtant 50% du total.

Mais si on veut apprécier les différences réelles dans toute leur étendue, ces chiffres sont loin d'être suffisants. A côté du problème de la quantité de bétail, se pose en effet un autre problème, tout aussi important, et parfois même plus important : c'est celui de la *qualité* de ce bétail. Il est facile à comprendre qu'un paysan à demi ruiné, qui possède une exploitation de misère et qui est pieds et poings lié par la servitude, n'est en mesure ni d'acquérir ni d'entretenir un bétail de bonne qualité. Si le maître (triste maître en vérité) a faim, le bétail a faim aussi, il ne peut en être autrement. Les statistiques de la province de Voronèje portant sur les budgets des familles mettent en évidence à quel point l'élevage est misérable chez les paysans qui n'ont pas plus d'un cheval, soit les *trois cinquièmes* du nombre total. Voici un extrait de ces statistiques, qui nous aidera à caractériser l'élevage paysan :

	Total des bêtes d'une exploitation évalué en têtes de gros bétail	Moyenne des dépenses annuelles (en roubles) Pour l'acquisition et l'entretien du matériel et du bétail	Pour le fourrage
a) foyers ne possédant pas de cheval	0,8	0,08	8,12
b) foyers possédant 1 cheval .	2,6	5,36	36,70
c) » » 2 chevaux	4,9	8,78	71,21
d) » » 3 »	9,1	9,70	127,03
e) » » 4 »	12,8	30,80	173,24
f) » » 5 » et plus	19,3	75,80	510,07
Moyenne	5,8	13,14	98,91

De 1896 à 1900, il y avait en Russie d'Europe 3 250 000 foyers qui ne possédaient pas de cheval. On peut imaginer ce qu'est leur « exploitation », s'ils consacrent annuellement *8 kopecks* au cheptel mort ou vif. Si les 3 millions 1/3 de foyers qui ne possèdent qu'un cheval, consacrent 5 roubles par an au matériel et au bétail, on comprendra qu'avec de tels « investissements » ils n'ont pas d'autres perspectives que de croupir indéfiniment dans la misère. Même les foyers qui ont deux et trois chevaux (ils sont respectivement 2 500 000 et 1 000 000) ne dépensent qu'entre 9 et 10 roubles par an pour le matériel et le bétail. Ce n'est que dans les deux groupes supérieurs (soit 1 million de foyers paysans sur les 11 millions que compte la Russie) que les sommes investies arrivent plus ou moins au niveau requis pour qu'une exploitation fonctionne normalement.

Il va de soi que dans de telles conditions on ne peut pas avoir la même qualité de bétail dans tous les groupes. La valeur d'un cheval de trait, par exemple, est de 27 roubles quand son propriétaire est du groupe b, de 37 roubles dans le groupe c, de 61 roubles dans le groupe d, de 52 roubles dans le groupe e et de 69 roubles dans le groupe f. Il y a donc une différence de plus de 100% entre les groupes extrêmes. On retrouve ce phénomène dans tous les pays capitalistes où il y a une grosse et une petite propriété. Dans mon livre *La question agraire* (1re partie, St-Pétersbourg, 1908) * j'ai montré que les travaux de Drechsler consacrés à l'agriculture et à l'élevage allemands [69] arrivaient à des conclusions absolument identiques. Le poids moyen d'une bête moyenne était de 619 kilos dans les grands domaines (1884, ouvrage cité, page 259) ; de 427 kilos dans les exploitations paysannes égales ou supérieures à 25 hectares ; de 382 kilos dans les exploitations paysannes allant de 7,5 à 25 hectares ; de 352 kilos dans les exploitations paysannes ayant de 2,5 à 7,5 hectares et enfin de 301 kilos dans les exploitations possédant moins de 2,5 hectares.

De la quantité et de la qualité du bétail dépend également la façon dont la terre est cultivée et amendée. Nous

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 193-204. [*N.R.*]

avons déjà montré que toutes les statistiques d'ensemble attestent qu'en Russie, on engraisse mieux les terres des grands domaines que celles des paysans. Mais nous voyons maintenant que cette division qui était légitime et fondée au temps du servage a vieilli. Il y a en effet un abîme entre les divers types d'exploitation paysanne. Et toutes les études, toutes les théories, tous les ouvrages qui partent de l'idée selon laquelle il existerait une exploitation paysanne « moyenne » conduisent, dans cette question, à des conclusions complètement erronées. En règle générale, les statistiques des zemstvos s'en tiennent malheureusement à des chiffres concernant les communautés considérées comme un tout et n'étudient que très rarement les divers groupes de foyers. Mais il y a une exception : c'est celle de la province de Perm (district de Krasnooufimsk) où des chiffres précis ont été rassemblés, qui nous renseignent sur la façon dont les divers types de foyers paysans utilisent les engrais.

	Pourcentage des exploitations qui utilisent des engrais naturels	Nombre de charretées de fumier utilisées par foyer (quand ces derniers se servent d'engrais naturels)
Foyers cultivant jusqu'à 5 déciatines .	33,9	80
» » de 5 à 10 » .	66,2	116
» » de 10 à 20 » .	70,3	197
» » de 20 à 50 » .	76,9	358
» » plus de 50 » .	84,3	732
Moyenne	51,7	176

Dans ce district nous avons des types d'agriculture différents selon l'importance des exploitations. Et les chercheurs qui se sont intéressés à cette question dans d'autres régions sont parvenus à des conclusions analogues. C'est ainsi que selon les statisticiens d'Orel un bovin donne près de deux fois plus de fumier chez les paysans aisés que chez les paysans pauvres. Les foyers qui ont une moyenne de 7,4 animaux récoltent 391 pouds de fumier et ceux qui ont une moyenne de 2,8 animaux en récoltent 208 pouds. Or, on estime la qualité « normale » à 400 pouds. On

voit donc qu'il n'y a qu'une petite minorité de paysans aisés qui atteint cette norme. Les pauvres, en revanche, sont obligés d'utiliser la paille et les engrais naturels comme combustible et parfois même de vendre leur fumier.

Ce problème nous amène à soulever celui de l'accroissement du nombre des paysans sans cheval. Entre 1888 et 1891, sur les 10 100 000 foyers paysans que comptaient les 48 provinces de la Russie d'Europe, il y en avait 2 800 000, soit 27,3%, qui n'avaient pas de cheval. Une dizaine d'années plus tard, entre 1896 et 1900, sur un total de 11 100 000 foyers, le nombre de ceux qui n'avaient pas de cheval atteignait 3 200 000, soit 29,2%. Il est donc indéniable qu'il y a eu un accroissement des expropriations dans la paysannerie. Mais si on considère ce processus du point de vue de l'agronomie, on parvient à une conclusion qui à première vue paraît paradoxale. Cette conclusion, c'est celle qui a été adoptée dès 1884 par le célèbre écrivain populiste V. V. (*Vestnik Evropy* [70], 1884, n° 7) après comparaison de la surface de labours par cheval dans une exploitation paysanne russe et dans une exploitation pratiquant l'assolement triennal et « normale » du point de vue agronomique. Il s'est avéré que les paysans avaient *trop de chevaux* — un pour une superficie de 5 à 8 déciatines alors que l'agronomie n'en préconise un que pour 7 à 10 déciatines. « Par conséquent, a conclu M. V.V., le fait qu'une partie de la population de ce district (la zone centrale des terres noires) ne possède plus de chevaux doit être considéré, jusqu'à un certain point, comme un rétablissement du rapport normal entre le nombre de bêtes de trait et la surface cultivée. » En fait, le paradoxe s'explique de la façon suivante : en même temps que le nombre des chevaux diminue, il y a concentration de la terre entre les mains des foyers aisés où le rapport « normal » est respecté. Ce rapport « normal » entre le nombre de chevaux et la superficie cultivée n'est pas « rétabli », car il n'a jamais existé dans notre économie paysanne. Seule la bourgeoisie paysanne est en train d'y parvenir. Le non-respect du rapport normal signifie donc un morcellement des moyens de production dans les petites exploitations. Soit, par exemple, une quantité de terre cultivée par un million de paysans

possédant chacun un cheval. Le nombre de chevaux employé sera d'un million. Si cette terre était cultivée par des paysans aisés, il leur suffirait de la moitié ou des trois quarts de ce nombre et les résultats seraient meilleurs.

Pour ce qui est du matériel agricole, nous devons distinguer d'une part le matériel courant et de l'autre les instruments agricoles perfectionnés. En gros, la répartition du matériel courant correspond à celle des bêtes de trait ; les statistiques qui portent sur ce point ne nous apporteraient donc rien de nouveau. Quant aux instruments perfectionnés, qui coûtent beaucoup plus cher, ils ne sont rentables que dans les exploitations plus conséquentes, ils ne sont utilisés que dans les fermes prospères et, de ce fait, la concentration en est beaucoup plus poussée. Les chiffres qui portent sur cette concentration sont extrêmement importants, car ce sont les seuls qui nous permettent de juger exactement du sens et des conditions sociales du *progrès* dans les exploitations paysannes. Il est certain que depuis 1861, un pas en avant a été accompli dans cette direction. Mais il est très fréquent que le caractère capitaliste de ce progrès soit contesté ou mis en doute, et cela non seulement quand il s'agit des grands domaines, mais également quand il s'agit des exploitations paysannes.

Voici des statistiques des zemstvos sur la répartition du matériel perfectionné parmi les paysans :

	Nombre d'instruments agricoles perfectionnés pour 100 exploitations	
	Dans 2 districts de la province d'Orel	Dans 1 district de la province de Voronèje
Foyers ne possédant aucun cheval	0,01	—
Foyers possédant 1 cheval	0,2	0,06
Foyers possédant 2-3 chevaux . .	3,5	1,6
» » 4 » et plus	36,0	23,0
Moyenne	2,2	1,2

On voit que parmi les paysans de cette région les instruments agricoles perfectionnés sont peu répandus et que le pourcentage des foyers qui en possèdent est insignifiant. Mais si, dans les groupes inférieurs, on ne trouve pratique-

ment pas d'outillage moderne, dans les groupes supérieurs, en revanche, il est utilisé de façon systématique. Dans le district de Novoouzensk, province de Samara, le pourcentage de ceux qui utilisent des instruments agricoles perfectionnés n'est que de 13%. Mais dans le groupe de ceux qui ont de 5 à 20 bêtes de trait, ce pourcentage s'élève à 40% et il atteint 62% dans le groupe de ceux qui ont plus de 20 bêtes de trait. Dans les 3 arrondissements du district de Krasnooufimsk, province de Perm, la moyenne générale est la suivante : 10 instruments perfectionnés pour 100 exploitations. Dans les exploitations qui ont de 20 à 50 déciatines, ce chiffre monte à 50, et il atteint 180 pour les exploitations qui ont plus de 50 déciatines. Si nous prenons les rapports en pourcentage auxquels nous avons déjà eu recours pour comparer les données concernant des districts différents, nous trouvons que 20% des foyers possèdent de 70 à 86% de l'outillage perfectionné, n'en laissant que de 1,3 à 3,6% à la disposition des 50% de foyers pauvres. Il est donc indubitable que c'est du progrès de la paysannerie aisée que provient l'extension de l'emploi des instruments agricoles perfectionnés (on trouvera des renseignements sur cette extension dans le livre de M. Kaufmann publié en 1907 et que nous avons déjà cité). Les trois cinquièmes des foyers paysans, qui ne possèdent pas de cheval ou qui n'en possèdent qu'un seul, sont en effet pratiquement privés de toute possibilité d'utiliser cet équipement.

V

Jusqu'à présent, nous avons considéré les paysans essentiellement en tant que propriétaires; et ce faisant, nous avons indiqué que les groupes inférieurs étaient systématiquement éliminés de la catégorie des propriétaires. Mais où sont-ils rejetés ? Dans les rangs du prolétariat, évidemment. Il nous faut donc examiner en détail de quelle façon se forme le prolétariat, et en particulier le prolétariat rural, et comment s'établit le marché du travail dans l'agriculture. Dans une économie qui repose sur le système des prestations de travail, le rapport de classe typique est le

suivant : d'une part nous avons le gros propriétaire féodal et de l'autre le paysan asservi à qui il a été accordé une parcelle de terre. Dans une économie capitaliste, les types caractéristiques sont d'une part le patron-fermier et de l'autre ouvrier agricole salarié ou le journalier. Nous avons déjà montré comment les gros propriétaires fonciers et les paysans aisés se transformaient en patrons capitalistes. Nous allons nous occuper maintenant de la transformation du paysan en ouvrier salarié.

Les paysans aisés utilisent-ils le travail salarié sur une grande échelle ? Si on prend (comme on le fait habituellement) le pourcentage moyen des foyers qui emploient des ouvriers agricoles par rapport au nombre total des foyers paysans, on obtient des chiffres très peu élevés : 12,9% dans le district du Dniepr, province de Tauride, 9% dans le district de Novoouzensk, province de Samara, 8% dans le district de Kamychine, province de Saratov, 10,6% dans le district de Krasnooufimsk, province de Perm, 3,5% dans deux districts de la province d'Orel, 3,8% dans un district de la province de Voronèje, 2,6% dans trois districts de la province de Nijni-Novgorod. Mais comme ces pourcentages sont calculés par rapport à l'ensemble des foyers, y compris ceux qui précisément fournissent les ouvriers agricoles, ils ne veulent rien dire. Dans toute société capitaliste la bourgeoisie constitue toujours une infime minorité et les foyers qui emploient des ouvriers salariés seront toujours « peu nombreux ». La question qui se pose est la suivante : un type particulier d'économie est-il en train de se former ou bien au contraire le recours à des ouvriers salariés est-il un phénomène accidentel ? Les statistiques des zemstvos fournissent à cette question une réponse extrêmement précise. Elles montrent en effet que partout le pourcentage des foyers qui emploient des ouvriers est infiniment plus élevé dans les groupes aisés que si on prend les moyennes de district. Voici donc les statistiques du district de Krasnooufimsk de la province de Perm. Exceptionnellement, elles nous fournissent des renseignements non seulement sur l'embauche d'ouvriers agricoles mais également sur celle des journaliers. Or, le travail à la journée est le plus caractéristique de l'agriculture.

	Nombre de travailleurs masculins dans chaque foyer	Pourcentage des exploitations qui embauchent des ouvriers: Pour la saison	Pour la fenaison	Pour la moisson	Pour le battage
Foyers ne cultivant pas de terre	0,6	0,15	0,6	—	—
Foyers cultivant jusqu'à 5 déciat.	1,0	0,7	5,1	4,7	9,2
» de 5 à 10 » . . .	1,2	4,2	14,3	20,1	22,3
» de 10 à 20 » . . .	1,5	17,7	27,2	43,9	25,9
» de 20 à 50 » . . .	1,7	50,0	47,9	69,6	33,7
» plus de 50 » . . .	2,8	83,1	64,5	87,2	44,7
Moyenne	1,2	10,6	16,4	24,3	18,8

Nous voyons que les foyers aisés sont des familles nombreuses où la main-d'œuvre est plus abondante que dans les foyers pauvres. Et pourtant les foyers riches embauchent incomparablement plus d'ouvriers que les pauvres. Le développement de l'exploitation repose sur la « coopération familiale » qui se transforme ainsi en coopération capitaliste. Dans les groupes supérieurs, l'emploi d'ouvriers salariés devient un système, une des conditions nécessaires à la bonne marche d'une exploitation étendue. Ceci dit, il faut noter que même dans le groupe moyen, l'emploi des journaliers est un phénomène extrêmement répandu. Si la majorité des foyers des deux groupes supérieurs (10,3% du total) emploient des ouvriers agricoles, dans le groupe où l'on cultive de 10 à 20 déciatines (22,4%), *plus des deux cinquièmes* des foyers embauchent du personnel pour la moisson. Il est donc clair que la paysannerie aisée ne pourrait exister s'il n'y avait une immense armée d'ouvriers agricoles et de journaliers prêts à la servir. Si, dans les statistiques, les pourcentages moyens des foyers qui emploient du personnel subissent, comme nous l'avons vu, des fluctuations considérables d'un district à l'autre, il y a par contre un phénomène général : les foyers qui emploient des salariés sont concentrés dans les groupes supérieurs de la paysannerie et se transforment en entreprises. De 48% à 78% des foyers qui emploient du personnel sont en effet des foyers aisés (qui ne constituent pourtant que 20% du total).

Pour ce qui concerne l'autre pôle de la paysannerie, les statistiques ne nous donnent généralement pas de renseignement sur le nombre de foyers où se recrutent des ouvriers salariés des divers types. Pour toute une série de problèmes, en effet, les statistiques des zemstvos représentent un énorme pas en avant par rapport aux statistiques officielles tirées des rapports des gouverneurs et des différents services de l'Etat. Mais il y a une question pour laquelle elles ont conservé le vieux point de vue officiel, c'est celle des métiers d'appoint des paysans. Elles considèrent en effet que le vrai travail du paysan c'est celui qu'il effectue pour exploiter son lot et ses autres activités, quelles qu'elles soient, elles les rangent toutes sous la rubrique « métiers d'appoint » ou « activités auxiliaires », ce qui a pour effet de mélanger des catégories économiques entre lesquelles l'a b c de l'économie politique commande d'établir des distinctions. C'est ainsi par exemple que dans la catégorie des paysans « ayant une activité auxiliaire », elles font entrer une masse d'ouvriers salariés aussi bien que des cultivateurs entrepreneurs (comme par exemple ceux qui se consacrent à la culture des cucurbitacées) ; que dans le groupe des « foyers ayant un métier d'appoint » on trouvera à la fois des mendiants et des commerçants, des domestiques et des artisans-patrons. Il est évident que cette entorse grossière à l'économie politique est une survivance directe du servage. Il était effectivement sans intérêt pour un seigneur terrien de savoir ce que faisaient *ses* paysans redevanciers quand ils ne travaillaient pas pour lui : qu'ils s'occupent de commerce, qu'ils prennent un travail salarié ou qu'ils soient patrons d'une entreprise lui était absolument indifférent ; la redevance était la même pour tous les serfs qui étaient considérés comme éloignés temporairement et sous condition de leur occupation principale.

Après l'abolition du servage, la contradiction entre ce point de vue et la réalité est devenue chaque jour plus aiguë. C'est évidemment les foyers parmi lesquels on recrute les salariés agricoles que constituent la majorité des foyers paysans ayant un métier d'appoint. Nous ne pouvons cependant dresser un tableau exact de la situation, car une minorité de petits industriels est incluse dans le nombre global, ce qui donne de la situation des pauvres

une image moins mauvaise qu'elle n'est. Pour illustrer notre propos, nous prendrons un exemple. Dans le district de Novoouzensk, province de Samara, les statistiques ont détaché de la masse des « activités auxiliaires » celles qui sont « consacrées à l'agriculture » et établi pour elles une rubrique spéciale [71]. Il est clair que ce terme n'est pas exact non plus. Mais au moins, on nous donne une liste des professions qui entrent dans ce groupe, et cette liste, elle, nous fournit l'indication suivante : sur 14 063 personnes qui ont une activité auxiliaire, 13 297 sont ouvriers agricoles ou journaliers. C'est dire que ces derniers prédominent très largement. Voici donc comment sont réparties les activités annexes.

	Pourcentage des paysans du sexe masculin ayant une activité annexe dans l'agriculture
Foyers ne possédant aucune bête de trait	71,4
» possédant 1 bête de trait . . .	48,7
» » 2-3 bêtes de trait .	20,4
» » 4 » » .	8,5
» » entre 5 et 10 » .	5,0
» » » 10 et 20 » .	3,9
» » 20 » et plus .	2,0
Pour le district	25,0

On voit donc que sept dixièmes des paysans qui n'ont pas de chevaux et près de la moitié des paysans qui n'en ont qu'un se louent comme ouvriers agricoles. Dans le district de Krasnooufimsk, province de Perm, si on prend l'ensemble des foyers, le pourcentage moyen de ceux qui exercent une activité auxiliaire dans l'agriculture est de 16,2%. Mais si on prend à part le groupe où les paysans ne cultivent pas leur terre, ce pourcentage s'élève à 52,3%, et il atteint 26,4% dans le groupe où l'on exploite moins de 5 déciatines. Dans les autres districts, « les activités auxiliaires consacrées à l'agriculture » n'ont pas été classées à part, et le tableau est donc moins net. Il n'en reste pas moins qu'en règle générale « activités auxiliaires » et « métiers d'appoint » sont la spécialité des groupes inférieurs. Alors qu'ils constituent 50% du nombre total des foyers, il leur échoit en effet de 60 à 93% des « métiers d'appoint ».

Il ressort de tout cela que les groupes inférieurs de la paysannerie, et en particulier les paysans qui n'ont pas de cheval ou qui n'en ont qu'un, sont en fait, de par la situation qu'ils occupent dans le système général de l'économie du pays, *des ouvriers agricoles ou des journaliers* (c'est-à-dire, en généralisant, des salariés) *à qui il a été concédé un lot.* Cela est confirmé par les statistiques sur l'extension du travail salarié dans l'ensemble de la Russie après 1861, par les recherches budgétaires sur les sources de revenu des groupes inférieurs et, enfin, par les données sur le niveau de vie de ces groupes. Nous allons maintenant examiner ces trois preuves de façon un peu plus détaillée.

Les données d'ensemble dont nous disposons sur l'accroissement du nombre des ouvriers salariés en Russie ne portent que sur les ouvriers se louant au-dehors et ne nous précisent pas si c'est dans l'agriculture ou dans une autre branche qu'ils sont allés travailler. La littérature populiste a décidé que c'était dans l'agriculture que la majorité d'entre eux avait trouvé un emploi. Quant à nous, nous pensons le contraire et nous dirons pour quelles raisons dans la suite de notre exposé. Il est absolument indéniable que le nombre des paysans qui vont se louer au-dehors s'est accru à une cadence rapide après 1861. C'est là un fait dont témoignent tous les documents. Une expression statistique approximative est fournie par les renseignements que nous possédons sur le nombre de passeports qui ont été délivrés et sur les sommes d'argent que cela a rapportées. Les passeports ont rapporté 2 100 000 roubles en 1868, 3 300 000 roubles en 1884 et 4 500 000 roubles en 1894, soit une augmentation de plus du double. D'autre part le nombre des passeports et des permis de départ délivrés en Russie d'Europe est passé à 4 700 000 en 1884, à 7 800 000 en 1897 et à 9 300 000 en 1898. Il a donc doublé en treize ans. Ces chiffres, dans l'ensemble, recoupent d'autres estimations : celles de M. Ouvarov, par exemple, qui, en s'appuyant sur les statistiques fournies par les zemstvos pour 126 districts répartis dans 20 provinces, statistiques dont la majeure partie a vieilli, fixe le nombre des paysans qui exercent un travail salarié au-dehors aux alentours de 5 000 000 [72] ; ou celles de M. S. Korolenko qui arrête ce

nombre à 6 000 000 en se basant sur les statistiques qui concernent le nombre d'ouvriers en surplus dans les localités.

D'après M. Nikola-on, l'« immense majorité » des paysans qui se louent au-dehors est toujours employée dans l'agriculture. Dans mon ouvrage *Le développement du capitalisme* *, j'ai montré en détail que les statistiques et les études des années 1860, 1880 et 1890 prouvaient que cette thèse était complètement erronée. C'est dans des branches non agricoles qu'est employée la majorité (il ne s'agit pourtant pas d'une majorité écrasante) des ouvriers venus de la campagne. Voici les chiffres les plus récents et les plus complets sur la répartition par province des permis de séjour qui ont été délivrés en Russie d'Europe en 1898 :

Groupes de provinces	Nombre des permis de séjour délivrés en 1898
1) 17 provinces où prédomine une émigration non agricole	3 369 597
2) 12 provinces intermédiaires	1 674 231
3) 21 provinces où prédomine une émigration agricole	2 765 762
Total pour 50 provinces	7 809 590

Si nous admettons que dans les provinces intermédiaires les ouvriers agricoles constituent la moitié du nombre total, nous obtiendrons pour l'ensemble des provinces la répartition suivante, qui est *approximative* mais qui est probablement celle qui se rapproche le plus de la réalité : environ 4 200 000 ouvriers salariés sont embauchés dans des branches autres que l'agriculture et *environ 3 600 000 travaillent dans l'agriculture.* Il faut mettre ce chiffre en parallèle avec celui que nous fournit M. Roudnev [73] qui, en 1894, en se basant sur des statistiques des zemstvos qui portent sur 148 districts répartis dans 19 provinces, estime le nombre des salariés agricoles à environ 3 500 000. Ce chiffre, d'après les données des années 1880, englobe aussi bien ceux qui travaillent dans leur localité que ceux qui sont partis s'embaucher ailleurs. Or nous voyons qu'à la fin des années 90, ces derniers sont à eux seuls 3 500 000.

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 499-509. [*N.R.*]

L'accroissement du nombre des ouvriers agricoles est en liaison directe avec le développement de l'entreprise capitaliste dans l'agriculture, développement que nous avons observé aussi bien dans les gros domaines que dans les exploitations paysannes. Prenons par exemple l'emploi des machines agricoles. Nous avons montré, en nous appuyant sur des chiffres précis, ce que, pour la paysannerie aisée, il signifiait le passage à l'entreprise capitaliste. Dans les grands domaines, quand on emploie des machines agricoles et, d'une façon générale, des instruments perfectionnés, le capitalisme prend inévitablement le pas sur le système des prestations de travail. Au lieu du matériel appartenant aux paysans, on utilise le matériel des gros propriétaires ; le vieil assolement triennal est supplanté par des méthodes nouvelles dont l'application est rendue possible par le renouvellement de l'équipement ; le paysan asservi ne se prête pas au travail effectué avec du matériel perfectionné et on le remplace par des ouvriers agricoles ou des journaliers.

La région de la Russie d'Europe où il y a le plus d'ouvriers agricoles salariés venus d'ailleurs est celle où l'emploi des machines agricoles a connu la plus grande expansion après la réforme. Il s'agit de la bordure orientale et méridionale de la Russie d'Europe. Dans cette zone, l'arrivée des ouvriers agricoles a donné naissance à des rapports capitalistes tout à fait typiques et sans équivoque. Il est nécessaire d'analyser ces rapports afin de pouvoir comparer les prestations de travail, qui prédominent jusqu'à maintenant, aux nouvelles tendances qui prennent une place chaque jour plus importante. Il faut tout d'abord noter que la zone méridionale est celle où les salaires sont les plus élevés dans l'agriculture. D'après des statistiques qui portent sur toute une décennie (1881-1891) et d'où est éliminée par conséquent toute espèce de fluctuation accidentelle, les provinces de Russie où les salaires sont les plus élevés sont en effet ceux de Tauride, de Bessarabie et du Don. Un ouvrier embauché à l'année y gagne 143 roubles 50 kopecks, entretien compris, et un ouvrier saisonnier 55 roubles 67 kopecks pour l'été. Dans l'échelle des salaires vient ensuite la région la plus industrielle : provinces de Pétersbourg, de Moscou, de Vladimir et de Yaroslavl. Un ouvrier agricole

embauché à l'année y gagne 135 roubles 80 kopecks et un ouvrier saisonnier 53 roubles. C'est dans les provinces agricoles du centre que le niveau des salaires est le plus bas (Kazan, Penza, Tambov, Riazan, Toula, Orel et Koursk), c'est-à-dire dans les principales régions où prédomine le système des prestations de travail, la servitude et toutes les survivances possibles du servage. Un ouvrier agricole embauché à l'année y touche 92 roubles 95 kopecks, soit moitié moins que dans les provinces où le capitalisme est le plus développé, et un ouvrier saisonnier 35 roubles 64 kopecks pour l'été, soit 20 roubles de moins que dans le sud. Et c'est précisément la région centrale qui est touchée par l'exode. Chaque printemps, plus d'un million et demi de personnes quittent cette région. Une partie va travailler dans l'agriculture (principalement dans le sud, mais aussi, comme nous le verrons par la suite, dans les provinces industrielles). Une autre partie gagne les capitales ou les provinces industrielles pour s'embaucher dans des branches non agricoles. Entre la région qui alimente principalement l'exode et les deux régions vers lesquelles surtout il se dirige (le sud agricole et les capitales avec leurs provinces industrielles) s'étend toute une série de provinces où les salaires sont moyens. Elles attirent une partie des ouvriers de la région du centre où les salaires sont les plus bas et où l'on souffre le plus de la faim, et fournissent des ouvriers aux régions de hauts salaires. Dans son livre sur *Le travail salarié*, M. S. Korolenko donne, en se basant sur une documentation très complète, une description détaillée de cette migration des ouvriers et de ces mouvements de population. De cette façon, le capitalisme obtient répartition plus régulière (plus régulière du point de vue des besoins du capital, naturellement) de la population ; il entraîne un nivellement des salaires pour l'ensemble du pays ; il crée un marché du travail unique, réellement national ; il gagne peu à peu du terrain sur le vieux mode de production en donnant au moujik asservi la « tentation » des gros salaires. De là viennent les litanies des gros hobereaux qui ne cessent de se plaindre de la dépravation de leurs ouvriers, de la débauche et de l'ivrognerie que provoque l'émigration, de l'« influence corruptrice » de la ville.

A la fin du XIX^e^ siècle, des exploitations capitalistes

assez importantes se sont formées dans l'agriculture des régions où affluent les émigrés, C'est ainsi qu'on a vu s'organiser une coopération de type capitaliste pour l'utilisation de certaines machines, les batteuses par exemple. Dans la description qu'il donne des conditions de vie des ouvriers agricoles dans la province de Kherson, M. Téziakov [74] indique en effet que s'il faut de 14 à 23 ouvriers et plus pour faire fonctionner une batteuse à cheval, il en faut de 50 à 70 pour une batteuse à vapeur. Certaines exploitations emploient de 500 à 1 000 ouvriers, ce qui est un chiffre extrêmement élevé pour l'agriculture. Le capitalisme donne la possibilité de remplacer les hommes par des femmes ou des enfants dont le travail est moins payé. Ainsi, dans la localité de Kakhovka, qui est l'un des principaux marchés du travail de la province de Tauride et où, autrefois, on voyait se rassembler jusqu'à 40 000 ouvriers (dans les années 90, ces rassemblements oscillaient entre 20 000 et 30 000 personnes), les femmes ont constitué 25,6% du nombre total des ouvriers enregistrés en 1895, alors qu'en 1890 il n'y en avait que 12,7%. Quant aux enfants, ils ne formaient que 0,7% du total en 1893, mais en 1895 ce pourcentage atteignait déjà 1,69%.

Les fermes capitalistes ont effectué parmi les ouvriers originaires de toutes les régions de la Russie, qu'elles embauchent, un tri conforme à leurs besoins, créant ainsi une hiérarchie quelque peu semblable à celle qui existe parmi les ouvriers d'usine. On distingue, par exemple, les « ouvriers complets » et les « semi-ouvriers », qui se subdivisent à leur tour en « ouvriers d'un grand rendement » ayant entre 16 et 20 ans et « d'un petit rendement » (enfants de 8 à 14 ans). Dans ces exploitations il ne reste plus aucune trace des anciens rapports, soi-disant « patriarcaux » que le gros propriétaire foncier entretenait avec « ses » paysans. La force de travail devient une marchandise comme une autre. La servitude « typiquement russe » disparaît pour laisser la place au salaire payé chaque semaine en argent, à une concurrence forcenée, à des collusions entre ouvriers et entre patrons. Etant donné les énormes masses d'ouvriers qui se rassemblent sur les marchés d'embauche et les conditions de travail incroyablement pénibles, malsaines, des tentatives ont été faites pour établir un contrôle public

sur les grosses exploitations. Ces tentatives sont caractéristiques de la « grosse industrie » agricole, mais il va sans dire qu'elles seront vouées à l'échec tant que les ouvriers seront privés de libertés politiques et d'organisations légales. Les ouvriers émigrés travaillent de 12 heures 30 minutes à 15 heures par jour : cela donne une idée de leurs conditions de travail. Les accidents du travail sont devenus chose courante parmi les ouvriers qui desservent des machines. Les maladies professionnelles se développent (parmi les ouvriers qui sont employés aux batteuses par exemple), etc. A la fin du XIX^e^ siècle, on peut donc rencontrer en Russie d'une part toutes les « délices » d'une exploitation purement capitaliste sous sa forme américaine la plus développée et d'autre part des formes économiques comme le système des prestations de travail ou la corvée qui sont purement moyenâgeuses et qui ont disparu depuis longtemps des pays avancés. L'extrême diversité des rapports agraires existant en Russie aboutit donc à un entrelacs des formes féodales et bourgeoises d'exploitation.

Pour en finir avec l'exposé des conditions du travail salarié dans l'agriculture russe, nous allons donner encore quelques chiffres concernant le budget des exploitations paysannes dans les groupes inférieurs. Ces statistiques désignent le travail salarié par un euphémisme, puisqu'elles l'appellent « métier d'appoint » ou « activité auxiliaire ». Quelle est la place des revenus provenant de ces métiers d'appoint par rapport à ceux qui proviennent de l'exploitation ? Les budgets des paysans de Voronèje qui n'ont pas de cheval ou qui n'en ont qu'un fournissent à cette question une réponse précise. Le revenu global d'un paysan qui ne possède pas de cheval est de 118 roubles 10 kopecks, dont 57 roubles 11 kopecks proviennent de l'exploitation et 59 roubles 4 kopecks des « activités auxiliaires ». Ces 59 roubles 4 kopecks se décomposent à leur tour de la façon suivante : 36 roubles 75 kopecks proviennent des « activités auxiliaires personnelles » et 22 roubles 29 kopecks de revenus divers. Dans ces revenus divers, il faut noter qu'on fait entrer ceux qui sont fournis par *la mise en location de la terre* ! Un paysan qui possède un cheval a un revenu global de 178 roubles 12 kopecks : 127 roubles 69 kopecks proviennent de la ferme et 49 roubles 22 kopecks des activités auxiliaires (les activités auxi-

liaires personnelles rapportent 35 roubles, le charroi 6 roubles, les « entreprises commerciales et industrielles » 2 roubles et les revenus divers 6 roubles). Si on soustrait les dépenses d'exploitation, il reste 69 roubles 37 kopecks tirés de la culture et 49 roubles 22 kopecks provenant des activités auxiliaires. Telle est donc la manière dont les trois cinquièmes des foyers paysans de Russie se procurent leur subsistance. On comprendra que le niveau de vie de ces paysans ne soit pas plus élevé et que parfois même il soit plus bas que celui des ouvriers agricoles. Dans cette même province de Voronèje, en effet, le salaire annuel moyen d'un ouvrier agricole était, entre 1881 et 1891, de 57 roubles, plus le vivre et le couvert que l'on estime à 42 roubles. Or, chez les paysans qui n'ont pas de cheval, on dépense *78 roubles par an* pour l'entretien de *toute* une famille de 4 personnes. Et chez les paysans qui ont un cheval, la somme consacrée à l'entretien d'une famille de cinq personnes, est de 98 roubles par an. Les prestations de travail, les impôts et l'exploitation capitaliste ont donc réduit le paysan russe à un niveau de vie de famine, si bas qu'il paraît inconcevable en Europe. Avec un tel niveau de vie, en Europe on est classé parmi les indigents.

VI

Pour tirer les conclusions de tout ce que nous avons dit sur la différenciation de la paysannerie, nous prendrons tout d'abord les seules statistiques qui portent sur l'ensemble de la Russie d'Europe et qui permettent de juger des différents groupes ayant existé à l'intérieur de la paysannerie à différentes époques. Ces statistiques, ce sont celles qui nous sont fournies par les recensements de chevaux effectués par l'Administration militaire. Dans la deuxième édition de mon livre *Le développement du capitalisme* *, j'ai regroupé ces statistiques pour 48 provinces de la Russie d'Europe et pour les périodes suivantes : 1888-1891 et 1886-1900. Voici un extrait des résultats les plus importants :

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, p. 117. [*N.R.*]

	Nombre de foyers paysans (en millions)			
	1888-1891		1896-1900	
	Total	Pourcentage	Total	Pourcentage
Foyers ne possédant pas de cheval	2,8	27,3	3,2	29,2
Foyer possédant 1 cheval	2,9	28,5	3,4	30,3
» » 2 chevaux	2,2	22,2	2,5	22,0
» » 3 »	1,1	10,6	1,0	9,4
» » 4 » et plus	1,1	11,4	1,0	9,1
Total	10,1	100,0	11,1	100,0

Ces chiffres montrent, comme je l'avais déjà noté brièvement que les expropriations sont de plus en plus nombreuses dans la paysannerie. Le nombre des foyers a augmenté d'un million, mais cette augmentation a porté uniquement sur les deux groupes inférieurs. Dans le même temps, le nombre des chevaux est passé de 16 910 000 à 16 870 000, c'est-à-dire que l'ensemble de la paysannerie s'est appauvrie en chevaux. Le groupe supérieur n'a pas été épargné par cet appauvrissement : de 1888 à 1891 chaque foyer de ce groupe possédait une moyenne de 5,5 chevaux alors que dans la période qui va de 1896 à 1900 il n'en possédait plus que 5,4.

A partir de ces chiffres, il est facile de conclure qu'aucune « différenciation » ne se produit à l'intérieur de la paysannerie : le groupe qui a le plus augmenté est le groupe le plus pauvre et celui qui a le plus diminué (si l'on considère le nombre des foyers) est le groupe le plus riche. Il n'y a donc pas « différenciation » mais nivellement par la pauvreté. Et dans la littérature, il est très fréquent de rencontrer des conclusions de ce genre, basées sur les méthodes que nous venons d'évoquer. Mais si nous nous demandons si les rapports existant entre les groupes qui composent la paysannerie ont changé, les choses nous apparaîtront sous un jour différent. Entre 1888 et 1891, les foyers des groupes inférieurs (soit la moitié du total) possédaient 13,7% du nombre total de chevaux. Ce pourcentage était resté exactement le même entre 1896 et 1900. Quant aux foyers des groupes supérieurs, soit un cinquième du total, ils possédaient 52,6% des chevaux dans la première période et 53,2%

dans la seconde période. On voit donc que les rapports entre les groupes sont restés à peu près les mêmes. Il est exact que la paysannerie s'est appauvrie, que les groupes supérieurs n'ont pas été épargnés par cet appauvrissement, que la crise de 1891 a été très fortement ressentie, mais cela n'a pas modifié les rapports existant entre la bourgeoisie rurale et la paysannerie en train de se ruiner. Et, à bien y regarder, ces rapports ne pouvaient pas être modifiés.

C'est là un point qui est souvent oublié par ceux qui jugent des fissures au sein de la paysannerie en se basant sur des données fragmentaires. Il est ridicule, par exemple, de penser que les seules données concernant la répartition des chevaux peuvent projeter si peu de lumière que ce soit sur la désagrégation de la paysannerie. Ces chiffres ne prouvent absolument rien, en effet, si on les isole *de l'ensemble* des données qui portent sur l'économie paysanne. Nous ne pouvons utiliser des données partielles, comme, par exemple, celles qui concernent la répartition des chevaux, pour *illustrer* tout ce que nous avons dit au cours de notre exposé, que dans la mesure où nous avons établi les caractéristiques communes à chaque groupe en ce qui concerne la répartition des fermages et des mises en location de la terre, des outils agricoles perfectionnés et des engrais, des métiers d'appoint et des achats de terre, des ouvriers salariés et du bétail, dans la mesure où nous avons fait la preuve que les divers aspects du phénomène sont indissolublement liés l'un à l'autre et qu'ils révèlent effectivement la formation de deux types économiques opposés : le prolétariat et la bourgeoisie rurale. Mais si, au contraire, on prend tel ou tel exemple isolé montrant qu'à telle ou telle période le nombre des chevaux possédé, mettons, par le groupe supérieur a diminué, et qu'à partir *de ce seul exemple*, on tire des conclusions d'ordre général sur les rapports existant à l'intérieur de la paysannerie entre la bourgeoisie rurale et les autres groupes, on en arrive à des inepties criantes. Dans aucun secteur économique d'aucun pays capitaliste, en effet, le développement n'est ni ne peut être régulier, étant donné le rôle décisif du marché. Le capitalisme *ne peut* se développer que par à-coups, en zigzags, avec tantôt des progressions rapides et tantôt de récessions tempo-

raires qui le ramènent en dessous du niveau précédent. Savoir exactement à quel stade se trouve le développement du capitalisme ou quel est le rythme de ce développement, n'est pas la chose essentielle dans le problème posé par la crise agraire russe et le bouleversement imminent. L'essentiel c'est de savoir si cette crise et ce bouleversement sont de type capitaliste ou non, si les conditions dans lesquelles ils se produisent sont ou non créées par le clivage de la paysannerie en bourgeoisie et en prolétariat, s'il existe ou non, à l'intérieur de la communauté, des rapports bourgeois entre les divers foyers. Autrement dit, le premier objectif de toute étude de la question agraire en Russie est d'établir des données de base permettant de définir la nature de classe des rapports agraires. Et c'est seulement quand on aura déterminé à quelles classes nous avons affaire et quel est le sens du développement, que nous pourrons nous occuper de questions d'ordre particulier comme le rythme du développement ou telle modification de la tendance générale, etc.

Le point de vue marxiste fondamental sur l'exploitation paysanne dans la Russie d'après la réforme est que cette exploitation est de type petit-bourgeois. Et les discussions qui ont opposé les économistes marxistes aux économistes populistes (et qui doivent les opposer, si on veut mettre à jour la nature réelle des divergences) visaient précisément à déterminer s'il est juste ou non de faire usage d'une telle définition. Tant que *ce* problème n'aura pas été pleinement résolu on ne pourra avancer d'un pas dans aucune question plus concrète ou plus pratique. C'est ainsi, par exemple que si on examine quels sont les différents moyens de résoudre la question agraire que le XIX^e^ siècle a légués au XX^e^ siècle, on sera inévitablement voué à l'échec et à la confusion tant qu'on n'aura pas déterminé au préalable quel est le sens général de notre évolution agraire et quelles sont les classes qui pourront tirer bénéfice du tour que prendront les événements, etc.

Les renseignements détaillés que nous avons donnés sur la désagrégation de la paysannerie, résolvent précisément le problème fondamental, dont dépendent toutes les autres questions posées par la révolution agraire et qu'il est indispensable d'avoir compris si l'on veut aller de l'avant.

En étudiant de façon détaillée l'ensemble des relations existant entre les différents groupes de la paysannerie aux diverses extrémités de la Russie, nous avons pu voir quelle était la nature des rapports économiques et sociaux à l'intérieur de la communauté. Ces rapports font ressortir clairement que, dans la situation historique actuelle, l'exploitation paysanne est de nature petite-bourgeoise. Quand les marxistes ont affirmé que le petit producteur rural (quelle que soit la terre qu'il exploite, que ce soit ou non de la terre communautaire) est inévitablement, étant donné le développement de l'économie marchande, un petit bourgeois, cela a provoqué de l'étonnement et on a accusé cette thèse d'appliquer de façon mécanique et gratuite des modèles étrangers à nos conditions originales. Mais si on examine les données qui portent sur les rapports entre les groupes, sur la façon dont les paysans riches des communautés accaparent tous les fermages aux dépens des pauvres, sur l'embauchage par les riches de travailleurs salariés et sur la transformation des pauvres en ouvriers agricoles, etc., etc., etc., on s'aperçoit que ces données confirment irréfutablement les conclusions théoriques du marxisme. Ces données *tranchent définitivement* la question du rôle de la communauté rurale dans le développement économique de la Russie, car elles montrent précisément la direction suivie par la communauté réelle, et non par la communauté telle que certains se l'imaginent. Ce *qui en ressort*, c'est que malgré l'égalitarisme de la répartition des lots, malgré les redistributions, etc..., le développement économique réel des paysans membres des communautés tend justement à la formation d'une bourgeoisie rurale et à la transformation en prolétaires de la masse des agriculteurs pauvres. Et bien qu'entre la politique agraire de Stolypine et la nationalisation de la terre revendiquée par les troudoviks il y ait une énorme différence du point de vue de la rapidité de l'évolution sociale, de l'expansion des forces productives et du souci, dans la mesure du possible, de l'intérêt des masses, il n'en reste pas moins, comme nous le verrons plus loin, que ces deux « solutions » sont, l'une comme l'autre, dans la ligne de ce développement.

Le problème qu'il nous faut examiner maintenant est celui du développement de l'agriculture commerciale. L'ex-

posé qui précède avait pour prémisse le fait bien connu que l'époque qui a suivi la réforme se caractérise par un accroissement du commerce et des échanges. Il nous paraît complètement superflu de donner des chiffres pour confirmer ce fait. Par contre nous devons montrer, premièrement, jusqu'à quel point exactement l'économie paysanne actuelle est subordonnée au marché et, deuxièmement, quelles formes *particulières* elle prend à mesure que s'effectue cette subordination.

Pour ce qui est de la première question, c'est dans les statistiques budgétaires du zemstvo de la province de Voronèje que nous trouverons les données les plus précises. Dans ces statistiques, en effet, nous pouvons isoler l'argent reçu et dépensé de la masse du revenu et des dépenses des familles paysannes (dont nous avons déjà donné les chiffres). Voici donc un tableau montrant quel est le rôle du marché :

	Dépenses effectuées en argent. Pourcentage par rapport aux dépenses globales	Revenu en argent. Pourcentage par rapport au revenu global
Foyers ne possédant pas de cheval	57,1	54,6
» possédant 1 cheval . . .	46,5	41,4
» » 2 chevaux . .	43,6	45,7
» » 3 » . .	41,5	42,3
» » 4 » . .	46,9	40,8
» » 5 » et plus	60,2	59,2
Moyenne	49,1	47,9

On voit donc que, même lorsqu'il s'agit de l'exploitation d'un paysan *moyen* (sans parler des riches, ni de ceux qui se sont appauvris et sont devenus des semi-prolétaires), la subordination au marché atteint des proportions considérables. C'est pourquoi, tous les raisonnements qui portent sur l'économie paysanne et qui ne tiennent pas compte de l'importance décisive et sans cesse croissante du marché, des échanges et de la production marchande sont fondamentalement erronés. La destruction des latifundia féodaux et de la grosse propriété foncière, qui occupe toutes les pensées de la paysannerie russe à la fin du XIX^e^ siècle,

bien loin d'affaiblir l'emprise du marché, la *renforcera*, car le développement du commerce et de la production marchande est *entravé* par l'asservissement et les prestations de travail.

Pour ce qui est de la deuxième question, il faut noter que la pénétration du capital dans l'agriculture est un processus original que l'on ne peut comprendre correctement si l'on s'en tient à des données générales portant sur l'ensemble de la Russie. Ce n'est pas du jour au lendemain que l'agriculture devient commerciale et cette évolution n'atteint pas le même degré dans toutes les exploitations ni dans toutes les régions. Ordinairement, au contraire, ce ne sont pas les mêmes aspects de la totalité économique complexe qu'est l'agriculture qui tombent sous la dépendance du marché dans les diverses régions : dans telle région, ce sera tel aspect, et dans une autre région, ce sera un aspect différent. Les autres aspects n'en disparaissent pas pour autant, ils s'adaptent à ce qui est devenu « l'essentiel », savoir : le secteur monétaire. Dans une région, par exemple, le développement de l'économie marchande touche principalement la culture des céréales : ce sera essentiellement des céréales que l'on produira en vue de la vente ; l'élevage jouera un rôle accessoire et par la suite, si la monoculture est poussée à l'extrême, il aura tendance à disparaître presque complètement. C'est ainsi par exemple que les « usines à blé » du Far West américain s'organisaient parfois pour tout un été presque sans bétail. Dans d'autres régions ce sera essentiellement l'élevage qui sera commercialisé : les produits destinés à la vente seront donc en premier lieu la viande et les produits laitiers ; les cultures proprement dites s'adapteront à l'élevage. Il va de soi que les dimensions des exploitations et les méthodes d'organisation ne seront pas les mêmes selon que l'on aura affaire à l'un ou à l'autre de ces deux cas. On ne peut juger une exploitation qui se trouve dans la banlieue d'une ville et qui se consacre à la production laitière d'après la superficie de terre ensemencée dont elle dispose. Et, selon que l'on aura affaire à un agriculteur de la steppe, à un maraîcher, à un planteur de tabac ou à un « fermier laitier » (pour copier une expression anglaise), les critères de la grosse et de la petite propriété ne pourront pas être les mêmes.

La pénétration du commerce et des échanges conduit à une spécialisation de l'agriculture toujours plus poussée. Un indice économique (le nombre des chevaux par exemple) n'a pas la même signification dans les différentes régions d'agriculture commerciale. C'est ainsi, par exemple, que dans la banlieue des capitales on trouve des gros propriétaires qui possèdent tout un troupeau de vaches, dont le chiffre d'affaires est considérable, qui emploient du personnel salarié et qui pourtant n'ont pas de cheval. Certes, dans la masse des paysans qui n'ont pas de cheval ou qui n'en ont qu'un, le nombre de fermiers de ce type est absolument infime. Il n'en reste pas moins que si nous nous en tenons aux données globales qui portent sur l'ensemble du pays, nous ne pourrons rendre compte de cet aspect particulier du capitalisme dans l'agriculture.

Nous devons apporter une attention toute particulière à ce dernier point. Si on le méconnaît, en effet, on ne peut donner une image juste du développement du capitalisme dans l'agriculture et on est facilement conduit à des simplifications excessives. On ne peut saisir ce processus dans toute sa complexité que si l'on tient compte des particularités réelles de l'agriculture. Quand on nous dit qu'étant donné ses particularités, l'agriculture n'obéit pas aux lois du développement capitaliste, c'est complètement erroné. Certes, les particularités de l'agriculture retardent sa subordination au marché. Mais il n'en reste pas moins que *l'agriculture commerciale* est douée, dans tous les pays, d'un *dynamisme* irrésistible. Cependant la genèse de l'agriculture commerciale prend effectivement des formes originales qui demandent à être étudiées selon des méthodes particulières.

Pour illustrer notre propos, nous allons prendre des exemples concrets dans les différentes zones de l'agriculture commerciale de Russie. Dans la zone où l'on cultive les céréales dans un but commercial (Nouvelle-Russie, région d'Outre-Volga), nous observons un accroissement extrêmement rapide de la production du blé. En 1864-1866, ces provinces venaient derrière la zone centrale des terres noires avec seulement 2,1 *tchetverts* de céréales par personne ; en 1883-1887, elles passent devant le centre avec 3,4 *tchetverts* par personne. Depuis la réforme, l'extension de

la surface ensemencée constitue la caractéristique essentielle de cette zone. Très souvent les méthodes de culture y sont extrêmement primitives et on se préoccupe uniquement d'étendre le plus possible la superficie ensemencée. A la fin du XIXe siècle, il est donc apparu dans ces régions un type d'exploitation qui ressemble aux « usines à blé » américaines. On pourra très bien juger de l'importance et du caractère d'une telle exploitation, en prenant pour critère la superficie de la terre ensemencée (chez les paysans des groupes aisés, elle atteint jusqu'à 271 déciatines par foyer). Dans la zone industrielle et, en particulier, sur le pourtour des capitales, il est hors de question de trouver des cultures aussi étendues. Dans cette région, ce n'est plus la culture des céréales mais l'élevage qui est pratiqué dans un but commercial et qui constitue la caractéristique essentielle. Il ne sera donc plus possible de prendre pour critère d'appréciation la superficie de terre ensemencée ou le nombre de chevaux employés dans une exploitation. Le nombre de vaches (ferme laitière) peut convenir beaucoup mieux comme critère. Ce qui constitue ici le signe distinctif du progrès de la grosse exploitation, ce n'est plus l'extension des cultures mais la transformation du système d'assolement et les semis d'herbages. Dans cette région, le nombre des foyers qui possèdent plusieurs chevaux est moins élevé, parfois même il se peut que dans une grosse exploitation, la diminution du nombre des chevaux soit un signe de progrès. En revanche, les paysans sont beaucoup plus riches en vaches que dans le reste de la Russie. D'après les calculs de M. Blagovechtchenski, qui sont basés sur les statistiques des zemstvos, la moyenne générale est en effet de 1,2 vache par foyer. Or, si on prend 18 districts des provinces de Pétersbourg, de Moscou, de Tver et de Smolensk, cette moyenne s'élève à 1,6 et elle atteint 1,8 si on considère isolément la province de Pétersbourg [75]. C'est avant tout au produit de l'élevage que l'on consacre le capital commercial et le capital investi dans la production. Le revenu dépend en premier lieu du nombre des vaches laitières. On voit se former des « fermes laitières ». Les paysans aisés emploient de plus en plus d'ouvriers agricoles. Nous avions d'ailleurs remarqué qu'il y avait des gens de la région misérable du centre qui se rendaient dans les

provinces *industrielles* afin de s'embaucher dans *l'agriculture*. En un mot, les mêmes rapports économiques et sociaux prennent ici une autre forme et se développent dans des conditions différentes de celles des districts purement agricoles.

Si nous prenons des cultures spéciales comme le tabac, ou si nous avons affaire à une région où l'agriculture et le traitement industriel de ses produits sont combinés (distilleries, raffinage des betteraves à sucre, fabrication du beurre, production d'amidon à partir des pommes de terre, etc.), les rapports de libre entreprise prendront des formes différentes de celles qui existent dans une exploitation qui cultive les céréales dans un but commercial et de celles qui se développent quand c'est l'élevage qui est pratiqué commercialement. Il faudra alors prendre pour critère ou bien la superficie occupée par les cultures spéciales, ou bien la dimension de l'entreprise de transformation industrielle des produits agricoles attachée à cette exploitation.

Les statistiques globales qui ne portent que sur l'étendue des cultures et sur la quantité de bétail laissent échapper toute cette diversité de formes. Cela explique que ceux qui s'en tiennent à ces statistiques en arrivent bien souvent à des conclusions erronées. L'agriculture commerciale se développe en effet beaucoup plus rapidement, l'influence des échanges s'étend beaucoup plus loin, le capital transforme l'agriculture beaucoup plus profondément qu'on peut le penser sur la base de chiffres globaux et de moyennes abstraites.

VII

Il nous faut maintenant tirer les conclusions de ce que nous avons dit sur la nature du problème et de la crise agraires existant en Russie à la fin du XIX^e^ siècle.

Quelle est la nature de cette crise ? Dans sa brochure *La municipalisation ou le partage pour la remise en propriété* (Vilna 1907), M. Chanine insiste sur le fait que notre crise agraire est une crise des méthodes d'exploitation. Elle provient avant tout de la nécessité d'élever le niveau de la technique agricole, incroyablement bas en Russie, de la

nécessité d'adopter de meilleurs systèmes de culture de la terre.

Cette opinion est erronée parce que trop abstraite. Il est indubitable qu'il est nécessaire d'adopter une technique supérieure, mais en fait, cette technique, on a commencé à l'appliquer après 1861. Si lent que soit le progrès, on ne peut nier que les grands domaines aussi bien que les exploitations tenues par une minorité de paysans aisés ont adopté les semis d'herbages, se sont mis à utiliser un outillage perfectionné, à engraisser le sol de façon plus régulière et plus soigneuse, etc. Malgré sa lenteur, ce progrès de la technique agraire est, depuis 1861, un processus général ; cette lenteur ne suffit donc pas à expliquer l'aggravation de la crise agraire qui s'est produite à la fin du XIXe siècle, aggravation que l'on s'accorde unanimement à reconnaître. D'autre part, les deux « solutions » de la question agraire qui découlent de l'état réel des choses, à savoir, la solution stolypinienne qui tend à résoudre la crise *par en haut*, en maintenant la grosse propriété foncière et en liquidant définitivement la communauté livrée au pillage des koulaks, et la solution paysanne (troudovik) qui tend à résoudre cette crise *par en bas*, en détruisant la grosse propriété foncière et en nationalisant la totalité de la terre, ces deux solutions facilitent l'une comme l'autre le passage à une technique supérieure et vont l'une comme l'autre dans le sens du progrès agronomique. Ce qui les différencie c'est que la première fait dépendre ce progrès de l'accélération de l'élimination de la paysannerie pauvre de l'agriculture, tandis que la seconde le fait dépendre de l'accélération de l'élimination du système des prestations de travail au moyen de la suppression des latifundia féodaux. Il est indubitable que les paysans pauvres « exploitent » leurs terres en dépit du bon sens. Et si on donne toute liberté à une poignée de paysans aisés de mettre la main sur ces terres, on peut être absolument certain que le niveau agronomique s'élèvera. Mais il est tout aussi indubitable que les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers et dont l'exploitation repose sur le système des prestations de travail et l'asservissement sont *encore plus mal cultivées* que les lots concédés (il suffit à ce sujet de se rappeler les chiffres que nous avons cités : le rendement est de

54 pouds par déciatine sur les terres communautaires, de 66 pouds par déciatine sur les terres en faire-valoir direct, de 50 pouds par déciatine sur les terres prises en métayage et de 45 pouds par déciatine sur les terres louées à l'année par les paysans). Le système des prestations de travail sur lequel repose la grosse propriété foncière équivaut au maintien de méthodes agricoles extrêmement retardataires et à la perpétuation de la barbarie dans l'agriculture comme dans l'ensemble de la vie sociale. Il est donc certain que si l'on extirpe ce système en liquidant complètement (et sans rachat) toute espèce de grosse propriété foncière, on verra s'élever le niveau de la technique agricole.

Pour régler fondamentalement le problème et la crise agraires, il ne s'agit donc pas seulement d'écarter les obstacles qui s'opposent au progrès de l'agriculture, il faut savoir de *quelle façon* on va les écarter, quelle est la classe qui les écartera, et quelles méthodes seront employées. Lever les obstacles qui entravent le développement des forces productives dans notre pays est absolument nécessaire. Nécessaire non seulement au sens subjectif du terme mais également au sens objectif. C'est dire que ces obstacles seront inévitablement levés et qu'aucune force n'est en mesure d'empêcher qu'ils le soient.

Il est exact qu'il faut élever le niveau technique agricole. L'erreur commune de M. Chanine et de beaucoup d'autres écrivains qui traitent de la question agraire est d'avoir pris cette affirmation juste trop abstraitement, sans tenir compte du fait que dans l'agriculture russe on a affaire à un enchevêtrement de caractères capitalistes et de caractères féodaux, sans tenir compte des formes originales de cette imbrication. En Russie, les survivances du servage constituent le principal obstacle au développement des forces productives dans l'agriculture. Ces survivances, ce sont avant tout le système des prestations de travail et l'asservissement ; ce sont aussi les impôts de type féodal, l'inégalité en droits des paysans, humiliés devant la caste supérieure, etc., etc. Il y a longtemps que l'élimination de ces survivances du servage est devenue une nécessité économique. Et si la crise de l'agriculture s'est tellement aggravée à la fin du XIX^{e} siècle, cela vient précisément de ce que la Russie a été trop longue à se libérer

du moyen âge, de ce que le système des prestations de travail et l'asservissement ont survécu trop longtemps. Leur disparition s'est tant fait attendre après 1861 que le nouvel organisme demande maintenant à en être débarrassé par des méthodes violentes et rapides.

Quel est donc ce nouvel organisme économique de l'agriculture russe ? Si, dans notre exposé précédent, nous nous sommes efforcés de le montrer d'une façon aussi détaillée, c'est parce que les économistes populistes libéraux s'en font une idée particulièrement erronée. Le nouvel organisme économique que nous pouvons voir sortir de la coquille féodale, c'est l'agriculture commerciale et le capitalisme. Dès qu'elle ne repose plus sur le système des prestations de travail et sur l'asservissement du paysan nanti d'un lot, l'organisation de la grosse propriété foncière présente des caractères capitalistes tout à fait évidents. Et, pour autant que nous sachions regarder à l'intérieur de la communauté rurale et discerner ce qui s'y passe en réalité, derrière la façade de l'égalitarisme censé présider à la jouissance des lots, nous pouvons voir qu'il en est de même pour l'organisation de l'exploitation paysanne. En dépit de tous les obstacles, l'agriculture commerciale se développe en Russie de façon ininterrompue et se transforme inévitablement en agriculture capitaliste, encore que cette transformation prenne les formes les plus diverses et varie selon les régions.

En quoi doit consister ce rejet violent de la coquille moyenâgeuse dont dépend la liberté du développement du nouvel organisme économique ? Dans l'abolition du mode de propriété médiéval sur la terre. Jusqu'à présent, en Russie, la grosse propriété foncière ainsi d'ailleurs qu'une grande partie de la propriété paysanne sont de type moyenâgeux. Nous avons vu comment les nouvelles conditions économiques brisaient les cadres moyenâgeux et les cloisonnements établis entre les divers genres de propriétés foncières, en obligeant les paysans pauvres à mettre en location le lot qu'ils exploient depuis toujours, en obligeant les paysans aisés à rassembler des parcelles hétérogènes (terre communautaire, terre achetée, terre louée aux gros propriétaires fonciers) pour mettre sur pied une exploitation relativement importante. La division des terres des

propriétaires fonciers selon le mode d'exploitation : par des paysans astreints aux prestations de travail, par des fermiers à l'année, en faire-valoir direct, montre que les nouveaux systèmes de gestion se constituent indépendamment des cadres de l'ancienne propriété médiévale.

Ce vieux mode de propriété, il est possible de l'abolir d'un seul coup, en rompant sans hésitation avec le passé : pour cela il faut nationaliser la terre, comme l'ont revendiqué de façon plus ou moins conséquente tous les représentants de la paysannerie entre 1905 et 1907. L'abolition de la propriété privée de la terre ne modifiera en rien les fondements bourgeois sur lesquels repose la propriété foncière capitaliste. Il n'y a rien de plus erroné que de croire que la nationalisation de la terre a quoi que ce soit de commun avec le socialisme ou même avec la jouissance égalitaire du sol. Le socialisme a pour effet d'abolir l'économie marchande. La nationalisation, quant à elle, a pour effet de transformer la terre en propriété d'Etat, sans mettre le moins du monde en cause le système d'exploitation privée. Que la terre devienne propriété de tout le pays, de tout le peuple, le système d'exploitation ne s'en trouvera nullement modifié. C'est de la même façon qu'un paysan aisé qui achète sa terre « à perpétuité », qui la loue à un gros propriétaire foncier ou à l'Etat ou qui « récupère » les lots abandonnés par les paysans pauvres qui ne sont plus en état de les cultiver, mène toujours son exploitation selon le même système (le système capitaliste). Tant que subsiste l'échange, il est ridicule de parler de socialisme. Et l'échange des produits de l'agriculture et des moyens de production ne dépend absolument pas des formes de la propriété terrienne. Je ferai remarquer entre parenthèses qu'ici je ne fais qu'exposer la signification économique de la nationalisation, sans la défendre en tant que programme ; cette défense, on peut la trouver dans mon ouvrage précité *.

Pour ce qui est de l'égalitarisme, nous avons déjà montré comment il était mis en pratique dans la répartition des lots. Nous avons vu qu'à l'intérieur de la communauté

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 307-340. [*N.R.*]

la terre était répartie assez équitablement, encore que les riches soient légèrement favorisés. Mais, par suite de la mise en location de la terre par les paysans pauvres et de la concentration des fermages entre les mains des riches, il reste très peu de traces de cet égalitarisme. Il est clair que tant qu'il y aura des différences de fortune entre les paysans, tant que subsistera le système de l'échange qui accentue ces différences, aucun nivellement de la propriété foncière ne sera en mesure d'éliminer les inégalités de fait existant dans la jouissance de la terre.

La nationalisation n'a nullement la signification économique que l'on cherche bien souvent à lui donner. Ce n'est pas contre les rapports bourgeois qu'elle est dirigée (comme Marx [76] l'a montré, il y a déjà bien longtemps, la nationalisation est en effet une mesure parfaitement dans la logique des rapports bourgeois), mais contre les rapports de servage. La multiplicité des formes moyenâgeuses de propriété foncière freine le développement économique ; les barrières de caste gênent la circulation commerciale ; l'inadéquation de l'ancien mode de propriété à la nouvelle économie provoque de graves contradictions ; grâce aux latifundia, les gros propriétaires peuvent maintenir le système des prestations de travail ; les paysans sont enfermés dans la propriété communautaire comme dans un ghetto dont la vie fait à chaque instant éclater les limites. La nationalisation balaiera entièrement tous ces rapports moyenâgeux, elle fera sauter toutes ces barrières artificielles, elle rendra la terre vraiment libre. Mais libre pour qui ? Pour tous les citoyens ? Absolument pas. Pour un paysan sans cheval (et il y a 3 125 000 foyers dans ce cas), la liberté consiste, comme nous l'avons vu, à mettre en location son lot de terre communautaire. Si la terre devient libre, c'est pour *le paysan avisé*, pour celui qui veut réellement et qui *peut* l'exploiter d'une façon qui réponde aux exigences d'une exploitation moderne en général et aux exigences du marché mondial en particulier. La signification historique de la nationalisation en Russie, à la fin du XIXe siècle, est qu'elle accélérerait la mort du servage et le développement du mode d'exploitation purement bourgeois sur une terre débarrassée de tout le fatras moyenâgeux.

Ce nettoyage capitaliste de la propriété foncière, nous avons vu qu'il était objectivement possible de le réaliser par une autre voie, qui consiste à accélérer le pillage de la communauté par les riches et à laisser la propriété privée de la terre à la paysannerie aisée. Si on suit cette voie, on laisse intactes les latifundia féodaux qui sont la source principale du système des prestations de travail et de l'asservissement. Il est clair que cette méthode offre au libre développement des forces productives un champ bien moins étendu que la méthode précédente. Si on maintient les latifundia, on maintient inévitablement du même coup le paysan asservi, le métayage, le petit fermage à l'année, la culture des terres « seigneuriales » avec le matériel des paysans, c'est-à-dire les méthodes les plus rétrogrades et toute cette barbarie asiatique que l'on appelle la vie patriarcale des campagnes.

A ces deux façons de « résoudre » la question agraire dans la Russie bourgeoise en développement correspondent deux voies de développement pour le capitalisme dans l'agriculture. Ces deux voies, c'est ce que j'appelle respectivement la voie prussienne et la voie américaine. Avec la voie prussienne, les rapports moyenâgeux existant dans la propriété foncière ne sont pas abolis brutalement mais s'adaptent lentement au capitalisme qui, de ce fait, garde pendant longtemps des caractères semi-féodaux. En Prusse, la grosse propriété foncière n'a pas été détruite par la révolution bourgeoise. Elle est restée intacte et a servi de base à l'économie édifiée par les junkers qui, fondamentalement, est de type capitaliste mais qui, cependant, ne peut se passer d'une certaine dépendance de la population, comme le montre le *Gesindeordnung* [77], etc. De ce fait, la domination politique et sociale des junkers s'est trouvée consolidée pour plusieurs décennies après 1848, et le développement des forces productives a été incomparablement moins rapide dans l'agriculture allemande qu'en Amérique. Dans ce dernier pays, ce n'est pas à partir des exploitations esclavagistes des gros propriétaires fonciers (l'économie esclavagiste a en effet été liquidée par la guerre civile) que l'agriculture capitaliste s'est édifiée ; ce qui a servi de base à cette agriculture c'est au contraire la libre exploitation du libre termier établi sur une terre libre de toute entrave moyenâ-

geuse, libre d'une part du servage et du féodalisme, libre d'autre part de toutes les entraves de la propriété foncière privée. Les terres ont en effet été prises dans l'énorme réserve dont le pays disposait et distribuées à un prix nominal ; la propriété foncière privée s'est donc développée sur une base entièrement nouvelle, complètement capitaliste.

Après 1861, on a vu en Russie ces deux voies se dessiner avec beaucoup de clarté. Le progrès des grosses exploitations est indubitable, mais il est lent et cette lenteur n'est pas fortuite : tant qu'il restera des survivances du servage, elle sera inévitable. Il est également indubitable que la différenciation est d'autant plus marquée à l'intérieur de la paysannerie, et la formation d'une classe de fermiers capitalistes d'autant plus rapide, que les paysans sont plus libres, les survivances du servage moins pesantes (on en a un exemple dans le sud où toutes ces conditions favorables sont réunies) et, d'une façon générale, la paysannerie mieux pourvue de terres. Tout le problème du développement ultérieur de la Russie se ramène donc à l'alternative suivante : quelle est celle des deux voies qui l'emportera définitivement, et, par suite ? Quelle est la classe qui mènera à bien cette transformation nécessaire autant qu'inévitable, celle des gros propriétaires fonciers nobles ou celle des fermiers libres ?

Nombreux sont les gens, en Russie, qui pensent que la nationalisation aura pour effet de placer la terre hors du circuit commercial. Cette opinion est incontestablement celle de la majorité des paysans d'avant-garde et des idéologues de la paysannerie. Elle est pourtant fondamentalement erronée. C'est exactement le contraire qui est vrai. La propriété privée de la terre constitue en effet un obstacle au libre investissement du capital. C'est ce qui explique que là où les paysans afferment librement la terre de l'Etat (et dans une société bourgeoise, c'est à cela que se ramène en fait la nationalisation), la terre est *plus fortement* entraînée dans le circuit commercial que là où domine la propriété foncière privée. La liberté d'investissement du capital dans la terre et la liberté de la concurrence dans l'agriculture sont beaucoup plus grandes avec le libre fermage qu'avec la propriété privée. La nationalisation de la terre, c'est, pour ainsi dire, du landlordisme sans landlord. Quel-

le est la signification du landlordisme dans le développement capitaliste de l'agriculture ? Dans les *Théories de la plus-value*, Marx l'a expliqué en s'appuyant sur des arguments d'une remarquable profondeur. Ces arguments, je les ai repris dans mon ouvrage sur le programme agraire. Etant donné l'importance de la question, je me permettrai de les répéter encore une fois *.

Dans le paragraphe consacré aux conditions historiques dans lesquelles est apparue la théorie de la rente de Ricardo (*Theorien über den Mehrwert*, II. Band, 2. Teil, Stuttgart, 1905, S. 5-7 [78]), Marx écrit que Ricardo et Anderson « partent d'un point de vue fort singulier sur le continent », à savoir, ils considèrent que « la propriété foncière n'existe pas du tout comme obstacle à toutes les applications du capital à la terre ». A première vue cela peut paraître contradictoire car l'Angleterre est précisément le pays où la propriété foncière féodale s'est maintenue le plus pleinement. Mais Marx explique que « nulle part au monde, la production capitaliste n'a fait justice aussi cruellement du régime agraire traditionnel » et que « l'Angleterre est, à cet égard, le pays le plus révolutionnaire du monde ». « Tous les régimes que l'histoire lui a légués, là où ils étaient contraires aux conditions de la production capitaliste dans l'agriculture ou ne correspondaient pas à ces conditions, ont été balayés sans merci ; non seulement la disposition des localités rurales a été modifiée, mais ces localités elles-mêmes ont été balayées ; balayés non seulement les logis et les lieux habités par la population agricole mais même la population ; balayés non seulement les centres d'économie traditionnels, mais jusqu'à l'économie même. Chez les Allemands, poursuit Marx, le régime économique s'est trouvé être déterminé par les rapports traditionnels des terres communautaires (*Feldmarken*), par la disposition des centres d'économie, par les lieux de concentration de la population. Chez les Anglais, le régime historique de l'agriculture s'est trouvé être progressivement constitué par le capital, à partir du XV^e^ siècle. L'expression technique habituelle dans le Royaume-Uni *clearing of*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13. pp. 284-288. [*N.R.*]

estates (nettoyage des terres) ne se retrouve dans aucun pays continental. Et que veut dire ce *clearing of estates* ? Cela veut dire qu'on ne tenait compte ni de la population sédentaire — on l'expulsait, ni des villages existants — on les rasait, ni des bâtiments d'exploitation — on les démolissait, ni de telles ou telles formes de l'économie rurale — on les changeait d'un seul coup, en transformant par exemple les labours en pacages, bref, on n'adoptait pas toutes les conditions de la production sous la forme où elles existaient par tradition, mais *on les créait* historiquement sous une forme propre à répondre, dans chaque cas donné, aux exigences d'une application avantageuse du capital. Pour autant donc *la propriété de la terre n'existe pas*, puisque cette propriété permet au capital — au fermier — d'exploiter librement, en s'intéressant exclusivement au revenu en argent. Un propriétaire foncier poméranien » (ici Marx fait allusion à Rodbertus, dont il réfute brillamment et de façon détaillée la théorie de la rente, dans le même ouvrage), « qui n'a dans l'esprit que les terres communautaires ancestrales, les centres d'économie, le collège agricole, etc., peut, par conséquent, frappé d'horreur, lever les bras au ciel au sujet de la conception « non historique de Ricardo quant au développement du régime agraire ». Et effectivement, « les conditions anglaises sont les seules dans lesquelles se soit développée de façon adéquate (avec une perfection idéale) la propriété actuelle de la terre, c'est-à-dire la propriété de la terre *modifiée* par la production capitaliste. La théorie anglaise (c'est-à-dire la théorie de la rente de Ricardo) apparaît ici classique pour le mode de production actuelle, c'est-à-dire capitaliste. »

En Angleterre, ce nettoyage a donc pris des formes révolutionnaires et s'est accompagné de la destruction violente de la propriété foncière paysanne. En Russie non plus, rien ne pourra empêcher que l'ordre des choses ancien, dépassé, soit détruit, mais le XIXe siècle (ni d'ailleurs les sept premières années du XXe) n'a pas tranché la question de savoir quelle sera la classe qui mènera cette destruction à son terme, et sous quelle forme elle s'effectuera. Nous avons déjà montré sur quelle base la terre était actuellement répartie en Russie : 10 500 000 foyers paysans se partagent 75 000 000 de déciatines, tandis qu'à l'autre pôle 30 000

propriétaires de latifundia possèdent à eux seuls 70 000 000 de déciatines. Une des issues possibles de la lutte qui ne peut manquer de se déchaîner dans un tel contexte, est que les dix millions de foyers paysans doublent presque la superficie de leurs possessions et que les propriétés des 30 000 gros hobereaux disparaissent. Examinons cette issue d'un point de vue purement théorique, en fonction du problème agraire tel qu'il s'est posé effectivement en Russie à la fin du XIX^e^ siècle. Quels devraient être les résultats d'un tel changement ? Pour ce qui est des modes de possession du sol, il est évident que la propriété communautaire et la grosse propriété foncière, qui sont l'une comme l'autre de type moyenâgeux, seraient entièrement bouleversées. L'ancien ordre des choses serait complètement balayé. Il ne subsisterait plus rien de traditionnel dans les rapports agraires. Mais par quoi les nouveaux rapports seraient-ils déterminés ? Par le « principe » égalitariste ? C'est ce qu'incline à penser le paysan d'avant-garde influencé par l'idéologie populiste. C'est ce que pensent les populistes. Mais c'est une illusion. Dans la communauté rurale, le « principe » égalitariste, tout reconnu par la loi et sanctifié par la tradition qu'il est, aboutit en fait à calquer la jouissance du sol sur la situation de fortune. C'est sur la base de *ce fait économique* mille fois vérifié aussi bien par les données de la Russie que par celles de l'Europe occidentale que nous affirmons que ceux qui espèrent un nivellement de la propriété foncière verraient leurs illusions s'envoler et que *le seul résultat durable serait une redistribution complète de la propriété foncière.* La signification d'un *tel* résultat serait-elle importante ? Oui, extrêmement, car aucune autre mesure, aucune autre réforme, aucune autre transformation ne pourrait garantir aussi solidement à la Russie un progrès agronomique plus rapide, plus étendu et plus libre ni la disparition de toutes les traces de servage, de division en castes et de barbarie asiatique qui subsistent encore dans notre pays.

Un progrès de la technique ? va-t-on sans doute nous objecter. Mais n'avez-vous pas montré, en vous appuyant sur des données précises, que la grosse propriété foncière atteint un niveau supérieur à celui de l'exploitation paysanne tant dans le domaine des semis d'herbages que pour

ce qui concerne l'utilisation des machines agricoles, les engrais, la qualité du bétail, bien sûr, etc. ? Oui, nous avons montré tout cela, qui est un fait absolument indubitable. Mais il ne faut pas oublier que toutes les différences qui concernent l'organisation économique, la technique, etc., trouvent en définitive leur expression dans le *rendement*. Or, nous avons vu que sur les terres des gros propriétaires fonciers qui *sont exploitées par des paysans qui les prennent en métayage*, etc., le rendement est moins élevé que sur les lots concédés. C'est ce que l'on oublie presque toujours quand on parle du niveau de la technique agricole dans les grands domaines et dans les exploitations paysannes de Russie. Si les grands domaines atteignent un niveau supérieur, c'est *dans la mesure* où ils sont organisés sur une base capitaliste. Et tout le problème réside dans le fait qu'à la fin du XIXe siècle, dans le centre agricole de la Russie, ce « dans la mesure où » a conservé au système des prestations de travail sa situation dominante. *Dans la mesure* où les terres des gros propriétaires fonciers continuent à être exploitées par les paysans asservis qui emploient pour ce faire leur matériel suranné et des méthodes dépassées, etc., la grosse propriété foncière constitue la cause principale du retard et de la stagnation. La transformation de la propriété que nous examinons entraînerait une élévation du rendement sur les terres prises en métayage ou en fermage (nous savons qu'à l'heure actuelle, — voir chiffres cités plus haut —, ce rendement est respectivement de 50 et 45 pouds sur ces terres, alors qu'il atteint 54 pouds sur les lots concédés et 66 pouds sur les terres en faire-valoir direct). On voit donc que même si cette augmentation *se bornait* à rattraper le niveau des lots concédés, ce serait un formidable pas en avant. Mais il va de soi que c'est également sur les lots que le rendement s'élèverait si les paysans étaient libérés du joug des latifundia féodaux et si les lots, de même que toutes les autres terres de l'Etat devenaient libres et également accessibles (non pas à tous les citoyens mais seulement à ceux qui possèdent un capital agraire, c'est-à-dire) aux fermiers.

Cette conclusion ne découle pas des chiffres que nous avons fournis sur le rendement. Au contraire, nous ne citons les chiffres sur le rendement que pour donner une illustra-

tion concrète d'une conclusion qui ressort de *l'ensemble* des données sur l'évolution de l'économie seigneuriale et paysanne en Russie. Si on veut réfuter cette conclusion, il faut donc prouver que l'histoire de l'agriculture russe dans la deuxième moitié du XIX^e^ siècle n'est pas l'histoire du remplacement des rapports de production féodaux par des rapports bourgeois.

Si on s'en tient au nombre des exploitations paysannes existant à l'heure actuelle, on peut avoir l'impression que la transformation agraire que nous sommes en train d'examiner entraînerait un morcellement excessif de l'agriculture. Treize millions d'exploitations pour 280 millions de déciatines ! N'est-ce pas un monstrueux éparpillement ? A cela nous répondrons que cet éparpillement, c'est *à l'heure actuelle* que nous pouvons l'observer, car la surface que se partagent les treize millions d'exploitations est *inférieure* à 280 millions de déciatines ! Le changement qui nous intéresse n'entraînerait donc aucune aggravation dans ce domaine. Mais ce n'est pas tout. Nous posons en effet la question suivante : quelle raison a-t-on de croire que le nombre total des exploitations resterait le même si ce changement avait lieu ? Ceux qui adoptent ce point de vue sont ordinairement sous l'influence des théories populistes ou des opinions qui règnent au sein même de la paysannerie, dont toutes les pensées sont tournées vers la terre et qui va jusqu'à rêver d'une transformation des ouvriers d'usine en petits agriculteurs. Il est d'ailleurs indubitable qu'à la fin du XIX^e^ siècle en Russie, cette façon de voir est partagée par un certain nombre d'ouvriers d'usine. Mais ce point de vue est-il *juste* ? Correspond-il aux conditions économiques *objectives* et au sens de l'évolution économique ? Il suffit de poser nettement cette question pour s'apercevoir que le point de vue des paysans, loin d'anticiper sur l'avenir, prend sa source dans un passé révolu et qu'il est *erroné*. Il représente une idéologie dépassée, car *en fait* le développement économique tend non pas à une augmentation mais à une diminution de la population rurale.

La transformation des rapports de propriété terrienne que nous sommes en train d'examiner n'arrêtera pas et ne pourra pas arrêter la diminution de la population rurale que l'on observe dans tous les pays où le capitalisme est

en cours de développement. Mais comment cette transformation pourrait-elle influer sur la diminution de la population rurale si chacun peut accéder librement à la terre ? va-t-on peut-être me demander. Je répondrai en citant un extrait du discours prononcé à la Douma le 24 mai 1906 par M. Tchijevski, député paysan de la province de Poltava : « Les grands-électeurs paysans qui nous ont envoyés ici, a-t-il dit, ont fait le calcul suivant : « Si nous étions un peu plus riches et si chacune de nos familles pouvait dépenser 5 ou 6 roubles par an pour acheter du sucre, on verrait apparaître dans chacun des districts où il est possible de produire des betteraves plusieurs raffineries de sucre en plus de celles qui existent déjà. » Il va de soi que si ces usines étaient construites, l'intensification de la production nécessiterait l'emploi d'une main-d'œuvre considérable ! Les usines de sucre augmenteraient leur débit, etc. » (comptes rendus sténographiques, p. 622).

Ce discours d'un homme politique local est extrêmement caractéristique. Si l'on avait demandé à M. Tchijevski ce qu'il pense de la transformation agraire en général, il aurait certainement exprimé le point de vue des populistes. Mais, dès que la question a quitté le terrain des « opinions » pour porter sur les conséquences *concrètes* de la transformation, la *vérité capitaliste* l'a emporté d'emblée sur *l'utopie populiste*. Ce que les paysans ont dit à leur député, en effet, c'est précisément la verité capitaliste, la vérité de la réalité capitaliste. Si la situation des petits agriculteurs s'améliorait de façon sérieuse, le nombre des raffineries de sucre et la productivité de ces raffineries augmenteraient effectivement dans des proportions considérables. Et il va de soi que ce n'est pas seulement la production sucrière mais toutes les branches de l'industrie de transformation : textile, sidérurgique, constructions mécaniques, construction en général, etc., qui recevraient une vigoureuse impulsion et qui exigeraient « une masse de main-d'œuvre ». Cette nécessité économique serait plus forte que toutes les belles espérances et que tous les rêves égalitaires. *Aucune* réforme agraire, aucune transformation de la propriété foncière, aucun « lotissement » ne pourra faire que les 3 250 000 foyers sans cheval deviennent des chefs de culture. Ces millions de foyers (ainsi d'ailleurs qu'une grande partie

de ceux qui ont un seul cheval), nous avons vu qu'ils *suaient sang et eau* sur leurs lopins de terre et qu'ils *louaient à d'autres* le lot qui leur avait été accordé. Le développement américain de l'industrie entraînerait *inévitablement* l'abandon de l'agriculture par la majorité de ces foyers dont la situation en société capitaliste est sans issue, et aucune espèce de « droit à la terre » ne serait en mesure d'empêcher ce phénomène. La réalité d'aujourd'hui, c'est que treize millions de petits paysans s'échinent avec le matériel le plus suranné, le plus misérable et le plus inadapté sur leurs parcelles et sur les terres des seigneurs. Nous avons donc affaire à un surpeuplement *artificiel* de l'agriculture. Nous disons artificiel parce qu'il provient de ce que l'on maintient par la violence des rapports féodaux qui ont depuis longtemps fait leur temps et qui ne *pourraient* se maintenir un seul jour sans les exécutions, les fusillades, les expéditions punitives, etc. Toute amélioration importante de la situation des masses, tout coup sérieux porté aux survivances féodales contribueraient *inévitablement* à en finir avec cette surpopulation, accéléreraient de façon prodigieuse le déplacement de main-d'œuvre (déjà en cours actuellement, mais lent), de l'agriculture, en direction de l'industrie, entraîneraient une diminution du nombre des exploitations qui, de treize millions passeraient à un nombre beaucoup moins élevé et ferait avancer la Russie dans la voie américaine et non plus dans la voie chinoise où elle se trouve actuellement.

Le problème agraire qui se pose en Russie à la fin du XIX[e] siècle a donné aux classes sociales le problème suivant à résoudre : en finir avec le passé féodal et nettoyer la propriété foncière, déblayer largement la route au capitalisme, au développement des forces productives, à une lutte des classes libre et franche. Et c'est précisément cette lutte des classes qui déterminera la façon dont le problème sera résolu.

1[er] juillet (nouveau calendrier) 1908

DE CERTAINS TRAITS DE LA DÉSAGRÉGATION ACTUELLE

Nous avons déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de signaler qu'*à droite*, le camp des démocrates bourgeois et des socialistes opportunistes était en train de se désagréger tant sur le plan des idées que sur celui de l'organisation. Ces partis et ces courants étant dans une large mesure formés d'intellectuels petits-bourgeois, une telle désagrégation est inévitable dans une période de déchaînement de la contre-révolution. Mais nous donnerions de la situation une image incomplète si nous ne parlions pas de la désagrégation qui se produit « *à gauche* », dans le camp des « socialistes-révolutionnaires » petits-bourgeois.

Il va sans dire que le terme de « gauche », quand on l'applique à des gens enclins à *jouer* au gauchisme, ne peut être pris que dans un sens extrêmement relatif. Dans le *Prolétari*, nous avons montré plus d'une fois que c'est précisément dans la période où la révolution russe a connu son plus grand essor, au moment où la politique était une politique de masse qui se faisait au grand jour, que toute l'instabilité, la fragilité et l'absence de principes du « révolutionnarisme » socialiste-révolutionnaire, se sont révélées avec le plus de netteté. Il suffit d'ailleurs de rappeler les principaux événements. Pendant l'essor révolutionnaire de l'automne 1905, les socialistes-révolutionnaires forment un bloc secret avec les socialistes-populistes, qui aspirent à la formation d'un « parti socialiste-populiste » légal. En décembre 1905, le congrès du parti s.-r. repousse le « plan » de formation d'un parti qui aurait fait double emploi avec

celui des socialistes-révolutionnaires, mais au cours de la période d'essor du printemps et de l'été 1906, nous pouvons voir ces derniers faire *à nouveau* bloc avec les socialistes-populistes dans les journaux quotidiens, c'est-à-dire à la plus importante des tribunes de propagande, à la tribune d'où l'on peut toucher l'ensemble du peuple. A l'automne 1906, après les défaites de Sveaborg et de Cronstadt [79], les socialistes-populistes renient ouvertement la révolution et passent sans aucune équivoque à l'opportunisme. Cela n'empêche pas qu'au printemps 1907 on voit renaître à Pétersbourg, à l'occasion des élections à la deuxième Douma, le « bloc populiste » des socialistes-révolutionnaires, des socialistes-populistes et des troudoviks. Bref, la révolution a prouvé pleinement et définitivement que le parti socialiste-révolutionnaire n'avait aucune base de classe tant soit peu définie ; elle l'a réduit à n'être qu'un appendice, qu'une aile de la démocratie paysanne petite-bourgeoise, elle *l'a obligé* à hésiter perpétuellement entre l'emportement révolutionnaire verbal et la diplomatie socialiste-populiste-troudovik. Les efforts des maximalistes pour se séparer des socialistes-révolutionnaires, qui durèrent tout le temps de la révolution sans parvenir à un résultat définitif, n'ont fait que confirmer à quel point les attaches de classe des populistes rendent instable leur attachement à la révolution. Les socialistes-révolutionnaires du centre, les « purs », écrivions-nous dans le n° 4 du *Prolétari*, dans l'article « Les mencheviks socialistes-révolutionnaires », ne peuvent se défendre de ces deux « nouveaux » courants qu'en reprenant les arguments des marxistes *. A l'issue de la révolution, les social-démocrates ont définitivement rassemblé autour d'eux une classe bien déterminée, à savoir le prolétariat, et les deux courants entre lesquels ils se partagent, le courant opportuniste et le courant révolutionnaire, que l'on retrouve dans toute la social-démocratie internationale, se sont nettement départagés. Les socialistes-révolutionnaires, par contre, se trouvent à l'issue de la révolution sans aucune base réelle, sans aucune frontière caractéristique qui les sépare d'une part des troudoviks et des socialistes-populistes, liés à la masse des petits propriétaires et d'autre part

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 200. [*N.R.*]

des maximalistes, qui représentent un groupe d'intellectuels terroristes.

Aujourd'hui, alors que le maximalisme a disparu (disparition qui n'est peut-être que provisoire), nous pouvons voir réapparaître, sous un aspect différent, des tendances voisines de ce maximalisme. La *Révolioutsionnaïa Mysl* [80] (n° 1, avril 1908, n° 2, juin 1908), organe d'« un groupe de socialistes-révolutionnaires », se sépare de l'organe central officiel du parti s.-r. *Znamia Trouda* [81] et annonce une « *révision* de nos principes théoriques (c'est-à-dire des principes socialistes-révolutionnaires), de nos méthodes de lutte et d'organisation ». Il va sans dire que toute cette « révision », tout ce « travail de critique créatrice » promis par le nouveau journal n'est que pure phraséologie. Et, en effet, on se demande bien comment on pourrait trouver dans la *Révolioutsionnaïa Mysl* la moindre révision théorique, car de théorie générale, la *Révolioutsionnaïa Mysl* n'en a pas. Tout ce qu'on y trouve, ce sont, repris inlassablement, les vieux appels à la terreur, c'est une accommodation malhabile, maladroite et naïve d'idées sur la révolution, le mouvement de masse et la signification des partis en général, à une méthode que l'on veut nous faire prendre pour nouvelle mais qui, en réalité, est vieille, bien vieille. Quand on le compare aux promesses grandioses de révision, de critique et d'innovation qui nous avaient été faites, la pauvreté stupéfiante d'un tel bagage « théorique » saute aux yeux. Que ce soit dans le « nouveau » courant socialiste-révolutionnaire ou dans l'« ancien », la confusion est totale sur le plan théorique. Elle est d'autant plus frappante que c'est la *Révolioutsionnaïa Mysl* elle-même qui souligne « l'évolution des dirigeants de l'organe officiel du parti socialiste-révolutionnaire », évolution qui consiste à donner une importance accrue à la « terreur politique ayant un caractère fondamental » et « systématique », et ce, « afin d'accélérer le cours des événements ». C'est là une citation du n° 8 du *Znamia Trouda*. Et dans les n^{os} 10-11 du même journal (février-mars 1908), nous retrouvons des phrases absolument identiques : il est question « d'intensifier les efforts de tout le parti » dans le sens « d'une terreur politique fondamentale », de la nécessité de trouver, dans ce but, des « fonds considérables ». Dans le même temps, le *Znamia*

Trouda fait une « légère allusion » à la source d'où pourrait provenir ces fonds. « Une telle activité, écrit-il en effet pages 7 et 8, serait très rapidement bénéfique pour tous les partis, jusques et y compris les cadets et les partisans de la rénovation pacifique. Notre parti est donc en droit de compter, pour sa lutte, sur l'aide la plus large de la société .»

Le lecteur peut donc voir qu'il n'y a rien de nouveau dans les proclamations du nouveau journal. La seule caractéristique de ce journal, c'est de fournir une documentation fort édifiante à qui veut apprécier la *désagrégation* qui se dissimule derrière une phraséologie de « gauche », pseudo-révolutionnaire. Dans le *Goloss Sotsial-Démocrata* (n° 1), les mencheviks, pour se justifier de collecter des fonds auprès des libéraux, rappellent que les objectifs politiques de ceux-ci sont, dans une certaine mesure, solidaires des leurs. Dans le *Znamia Trouda*, les socialistes-révolutionnaires disent aux cadets et aux partisans de la rénovation pacifique : c'est vous qui allez bénéficier de notre action. Les extrêmes se touchent. L'opportunisme petit-bourgeois et le révolutionnarisme petit-bourgeois, encore qu'ils partent de positions différentes, en arrivent l'un comme l'autre à loucher du côté des cadets et des partisans de la rénovation pacifique.

Mais si ces deux extrêmes se touchent, ce n'est pas seulement sur ce point. Les mencheviks et les populistes « révolutionnaires » ont été, les uns comme les autres, déçus par la révolution ; ils sont, les uns comme les autres, prêts à en finir avec l'esprit de parti, les vieilles traditions de parti, la lutte révolutionnaire des masses. « L'erreur commune à presque tous les partis révolutionnaires, écrit la *Révolioutsionnoïé Nédomyslié* *, erreur qui joue un rôle extrêmement négatif dans la crise actuelle, est de trop croire à la possibilité et à la nécessité d'une insurrection populaire de masse »... « La vie n'a pas répondu à l'attente du parti. » Il paraît que les socialistes-révolutionnaires ont perdu leur temps à établir « un programme socialiste reposant sur des clichés marxistes », à se forger « une concep-

* Lénine se livre à un jeu de mots sur le titre du journal en y substituant au mot *mysl* (pensée), qui y figure, le mot *nédomyslié* qu'on peut rendre approximativement en français par « insuffisance de pensée », « inconséquence de pensée ». [*N.R.*]

tion de la révolution telle que celle-ci était identifiée au mouvement des masses, à une insurrection de masse provoquée par des besoins économiques, tout en étant corrigée, il est vrai de façon à tenir compte de la minorité agissante ». Il ne faut pas se contenter de correction, il faut « développer la théorie et la pratique de l'action active de la minorité agissante » (n° 1, pages 6-7). Il faut exalter la signification « du sentiment spontané qui s'empare du révolutionnaire, des idéaux qui l'inspirent » (n° 2, page 1). Quant aux questions théoriques, à la philosophie, au socialisme scientifique, selon les « nouveaux » obscurantistes socialistes-révolutionnaires, ce sont des choses sans intérêt. « Peut-on espérer une insurrection armée pour un avenir plus ou moins rapproché ?» (telle est bien la formule employée : un avenir plus ou moins rapproché) demande la *Révolioutsionnoïé Nédomyslié*. Et elle répond : « Sur ce point, tout le monde est d'accord : il n'y a rien à espérer de semblable » (n° 2, page 2). D'où elle conclut qu'en Russie « une révolution politique ne pourra être effectuée que par une minorité révolutionnaire » (p. 7). « Les échecs essuyés par les partis révolutionnaires au cours des trois dernières années, n'ont pas été fortuits. Nous pensons qu'ils sont dus non seulement aux conditions objectives, non seulement à des fautes tactiques, mais à la conception même que ces partis se faisaient de leur propre organisation » (page 10) : les révolutionnaires s'étaient, paraît-il, fixé des « tâches impossibles », à savoir diriger réellement les masses ; les social-démocrates *ont semé le trouble* chez les socialistes-révolutionnaires, les incitant à négliger l'essentiel, à savoir la lutte terroriste, pour se préoccuper de l'organisation de la paysannerie et de sa préparation à un soulèvement général armé (page 11). L'extrême centralisation des partis, la « dictature des états-majors », l'« autoritarisme », voilà le mal (page 12). « Les révolutionnaires ont pensé que le seul moyen qui leur garantissait la réalisation de leurs objectifs, c'était un grand parti puissant. Ils n'ont remarqué ni l'impossibilité pratique qu'il y avait à créer un tel parti dans les conditions propres à la Russie, ni tous les inconvénients que comportait ce genre de parti » (page 12).

Il nous semble que cela suffit. Il n'est pas nécessaire de perdre son temps à épiloguer plus longuement sur la con-

fusion intellectuelle qui règne à la *Révolioutsionnaïa Mysl*, sur l'obscurantisme de ses proclamations, sur le vulgaire désespoir philistin, la lâcheté et le désenchantement, résultats des premières difficultés, qui servent de base à son programme pseudo-révolutionnaire. Les citations que nous avons faites parlent d'elles-mêmes.

Mais il ne faudrait pas que nos lecteurs pensent que de tels raisonnements ne sont rien d'autre que balivernes émanant par hasard d'un petit groupe inconnu et insignifiant. Un tel jugement ne serait pas juste. Ces propos ont leur logique. C'est la logique de ceux qui n'ont plus confiance en leur parti, en la révolution populaire, en l'aptitude des *masses* à mener une lutte révolutionnaire directe. C'est la logique des intellectuels exaltés et hystériques, incapables d'effectuer un travail opiniâtre, de longue haleine, incapables d'appliquer les principes fondamentaux de la théorie et de la tactique à une situation qui s'est modifiée, incapables de mener un travail de propagande, d'agitation et d'organisation dans des conditions qui sont devenues très différentes de celles que nous connaissions récemment. Au lieu de lutter de toutes leurs forces contre le désarroi petit-bourgeois qui est en train de pénétrer non seulement les classes supérieures mais aussi les inférieures, au lieu de rassembler les forces éparpillées des partis pour défendre les principes révolutionnaires éprouvés, ces déséquilibrés qui n'ont aucune base de classe dans les masses, jettent par-dessus bord tout ce qu'ils ont appris et proclament qu'il faut procéder à une « révision », c'est-à-dire revenir aux vieilleries d'antan, au dilettantisme révolutionnaire, à l'activité sporadique des petits groupes. Si héroïques que soient ces petits groupes et ces individus dans la lutte terroriste, cela ne change rien au fait que leur activité, comme membres d'un *parti*, est l'expression d'une *désagrégation*. Il est essentiel de comprendre que, comme le prouve l'expérience de tous les pays où la révolution a subi des défaites, c'est la même psychologie et la même particularité de classe — celle, par exemple, de la petite bourgeoisie — qui se manifestent et dans l'abattement de l'opportuniste et dans la violence du terroriste.

« Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il est vain d'espérer une insurrection armée dans un avenir

plus ou moins rapproché. » Réfléchissez un peu à cette phrase aussi péremptoire que vide. De toute évidence, les gens qui l'ont écrite n'ont jamais réfléchi sur les conditions objectives qui engendraient d'abord une crise politique de grande ampleur, puis, quand cette crise s'aggravait, la guerre civile. Ils ont *appris* par cœur *le « mot d'ordre »* d'insurrection armée, *sans comprendre* ce que signifiait ce mot d'ordre, ni dans quelles conditions il devenait applicable. Et c'est parce qu'ils avaient adopté leurs mots d'ordre de confiance, sans y réfléchir, que, dès les premières défaites de la révolution, ils les ont abandonnés avec tant de légèreté. S'ils comprenaient que le marxisme est la seule théorie révolutionnaire du XX^e^ siècle, s'ils étudiaient l'histoire du mouvement ouvrier russe, ils verraient quelle est la différence entre la phraséologie et le développement de mots d'ordre réellement révolutionnaires. Ce n'est ni en 1901, au moment où les manifestations ont contraint Kritchevski et Martynov à appeler à l'assaut, ni en 1902-1903, au moment où feu Nadéjdine qualifiait de « littérature » le plan de la vieille *Iskra* [82], que les social-démocrates ont lancé le mot d'ordre d'insurrection. C'est seulement après le 9 janvier 1905 [83], alors que personne ne doutait plus qu'une crise politique nationale *avait éclaté* et que, du fait du mouvement direct des masses, cette crise devenait non pas de jour en jour, mais d'heure en heure plus aiguë. Et en quelques mois, cette crise *conduisit* effectivement à l'insurrection.

L'enseignement que nous devons retirer de tout cela, c'est qu'il nous faut maintenant suivre attentivement la nouvelle crise politique qui est en train de se préparer, faire connaître aux masses les leçons de 1905, leur enseigner qu'à chaque fois qu'il y a une crise aiguë, le passage à l'insurrection est inévitable, et renforcer l'organisation qui lancera ce mot d'ordre au moment où la crise éclatera. Il est vain de se demander si « on peut espérer une insurrection dans un proche avenir ». En Russie, la situation est telle qu'aucun socialiste, pour peu qu'il réfléchisse un tant soit peu, ne se risquera à faire des pronostics. Tout ce que nous *savons*, tout ce que nous pouvons dire, c'est que la Russie ne peut vivre sans que ses rapports agraires soient transformés, sans que son vieux régime agraire soit complètement détruit. Or, la Russie continuera à vivre. Stolypine réussi-

ra-t-il à détruire le vieux système agraire d'une façon qui réponde aux vœux des gros propriétaires fonciers, ou bien cette destruction sera-t-elle réalisée, sous la direction des ouvriers, par les paysans *eux-mêmes* conformément à leur intérêt ? Tel est l'enjeu de la lutte. La tâche des social-démocrates est de faire pénétrer dans les masses la claire compréhension de cette base *économique* de la crise qui couve et d'éduquer un parti solidement organisé, qui puisse aider le peuple à assimiler les riches leçons de la révolution et qui soit en mesure de *diriger* sa lutte quand les forces qui sont en train de mûrir seront prêtes pour une nouvelle « campagne » révolutionnaire.

Il va sans dire que tout cela paraîtra bien « vague » à ceux qui considèrent les « mots d'ordre » non pas comme la conclusion pratique de l'analyse de classe d'une situation historique donnée, mais comme un talisman donné une fois pour toutes à un parti ou à une tendance. Ces gens ne comprennent pas que, s'ils sont incapables d'adapter leur tactique aux situations nettes et à celles qui le sont moins, cela provient de leur ignorance politique et de leur étroitesse de vues. Renforcer l'organisation ! Nos héros du « cri » révolutionnaire vont naturellement faire une moue méprisante devant une tâche aussi modeste, aussi innocente, devant une tâche qui ne promet pour « l'immédiat », sur-le-champ, ni fracas ni bouleversement. « La vie n'a pas répondu à l'attente du parti. » Voilà ce qu'on dit, après trois ans d'une révolution qui a *confirmé* comme jamais le rôle et l'importance des partis puissants. Ce que la révolution russe a montré, dès sa première période, c'est précisément qu'il était *possible* de créer, même dans un régime comme celui de Plehve [84], un *parti* réellement capable de diriger des *classes*. Alors qu'au printemps 1905 notre parti était une association de petits cercles clandestins, à l'automne de la même année il était devenu le parti de *millions* de prolétaires. Cette transformation s'est-elle faite « du jour au lendemain », ou bien n'est-elle pas plutôt le résultat des dix ans de travail opiniâtre, lent, silencieux, invisible, qui l'ont *préparée* et rendue possible ? Si, dans un moment comme celui que nous traversons actuellement, les socialistes-révolutionnaires, orthodoxes ou non, mettent au *premier* plan l'assassinat du tsar et non la création, dans la masse

paysanne, d'une organisation *de parti*, capable de faire surgir du révolutionnisme à l'eau de rose des troudoviks quelque chose de plus solide, de mieux armé sur le plan des idées, de plus stable et de plus ferme, nous en concluons que le socialisme populiste russe est en train de mourir, qu'il est mort depuis longtemps et qu'après la première campagne de la révolution populaire, ses chefs ressentent confusément leur faillite en tant que populistes.

Nous n'avons jamais pensé que les paysans étaient capables de jouer un rôle dirigeant ni même un rôle autonome dans la révolution ; et ce n'est pas l'échec de la première campagne, au cours de laquelle on a pu voir à quel point les idées démocratiques et révolutionnaires étaient répandues dans la paysannerie, encore que sous une forme extrêmement confuse et flasque, qui nous fera perdre courage. Nous saurons travailler avec autant de fermeté et d'opiniâtreté qu'avant la révolution, afin que la tradition du parti ne soit pas brisée, afin que le parti se renforce et qu'il soit en mesure de diriger au cours de la *deuxième* campagne non plus deux ou trois millions de prolétaires, mais un nombre cinq fois, dix fois plus élevé. Vous ne croyez pas à cet objectif ? Il vous ennuie ? Tant mieux si vous nous faussez compagnie, très chers : vous n'êtes pas des révolutionnaires, vous n'êtes que des braillards.

C'est sur le même mode hystérique que votre organe officiel pose la question de la participation à la troisième Douma *. Dans le numéro 10-11 du *Znamïa Trouda*, on peut

---

* Dans un article paru dans le n° 18 du *Prolétari* et consacré à « L'envers du crétinisme parlementaire », nous analysons en détail le boycottage prôné par les socialistes-révolutionnaires. Dès l'automne 1907, ces derniers ont voulu faire croire qu'ils reprenaient la tradition du boycottage réellement révolutionnaire. En fait, cette tradition, ils l'ont abâtardie et réduite à néant en remplaçant le *boycottage offensif* par un « refus de participer » lamentable et impuissant. Ils essayaient déjà alors de convaincre un public crédule que « tourner le dos » à la Douma réactionnaire, c'était infliger « une sévère défaite morale » au gouvernement et faire « un premier pas important vers un changement de la situation politique ».

Nous avons alors montré le véritable caractère de « la rhétorique révolutionnaire de ces messieurs qui, dans un souci de publicité naïve pour leur parti, n'hésitent pas à semer la confusion dans la tête des masses ».

voir un de vos exaltés railler les *erreurs* de nos députés social-démocrates à la IIIe Douma et s'écrier à propos de leurs déclarations : « Qui connaît ces déclarations, ces votes, ces abstensions ? » (page 11).

A cela nous répondrons qu'il est vrai que les députés social-démocrates à la troisième Douma ont commis de nombreuses erreurs. Mais c'est précisément l'exemple que les socialistes-révolutionnaires ont choisi qui permet de voir la différence entre l'attitude d'un *parti ouvrier* et celle d'un *groupe d'intellectuels*. Le parti ouvrier comprend que dans une période d'accalmie politique et de désagrégation, il est inévitable que cette désagrégation se manifeste également dans sa fraction parlementaire, d'autant plus que les forces que nous avons pu concentrer à la IIIe Douma sont encore moins importantes que celles que nous avions à la IIe. C'est pourquoi le parti ouvrier critique et corrige les erreurs de ses députés ; chacune de ses organisations, quand elle discute les discours prononcés par ses députés et qu'elle en arrive à la conclusion que telle ou telle déclaration, telle ou telle intervention a été une erreur, fournit un matériel pour l'action politique des masses. Ne vous inquiétez pas, messieurs les socialistes-révolutionnaires ; au moment où la crise politique s'aggravera, notre fraction et, en tout cas, les membres de notre groupe à la Douma *sauront remplir leur devoir*. Et quand nous critiquons leurs erreurs, nous le faisons au grand jour, devant les masses. Cette critique est une source d'enseignement pour nos députés, pour les classes, pour le parti qui a déjà traversé de durs moments et qui sait que ce n'est pas par l'hystérie mais seulement par un travail opiniâtre et ferme de *toutes* ses organisations qu'il est possible de se sortir avec honneur d'une situation difficile. Même le *Prolétari*, qui, publié à l'étranger et conscient de la prudence à observer en donnant ses conseils de loin, s'est fait une obligation de n'aborder ces questions qu'avec prudence, même le *Prolétari* a proposé publiquement des mesures tendant à améliorer le travail de notre groupe parlementaire. Grâce à la critique de parti qui se fait au grand jour et qui vient compléter le travail du groupe parlementaire, les masses connaissent les déclarations de nos députés et la *nature* des corrections qui leur sont apportées par le parti. Ne pas

apprécier à sa juste valeur l'importance des interventions prononcées à la Douma, à un moment où les organisations et la presse du parti s'en vont à vau-l'eau, c'est se conduire en intellectuel écervelé.

Messieurs les socialistes-révolutionnaires ne comprennent pas que les interventions publiques des socialistes puissent revêtir de l'importance alors que la presse du parti les critique ouvertement et les corrige. Eux, les fautes de *leurs* militants, ils préfèrent les taire. C'est ce que nous rappelle une fois de plus le n° 10-11 du *Znamia Trouda* qui nous reproche les interventions « déplacées » que nous avons consacrées à la cadétophilie de Guerchouni. Sur cette question, il y a déjà longtemps que nous avons donné notre opinion * et nous n'avions aucune intention de la répéter après l'assassinat par les bourreaux tsaristes d'un homme dont le dévouement à une organisation révolutionnaire commande le plus grand respect. Mais, puisque messieurs les socialistes-révolutionnaires veulent soulever cette question, nous leur répondrons. Sur ce problème, messieurs, vous ne pouvez nous répliquer que par des injures, vous ne pouvez pas nous dire ouvertement quels sont ceux d'entre vous qui approuvent ou n'approuvent pas les positions défendues par Guerchouni au congrès du parti socialiste-révolutionnaire de février 1907. Vous ne pouvez pas nous répondre sur le fond et mettre en lumière les erreurs de vos chefs ni révéler le nombre de leurs partisans, etc., et ceci parce que vous n'avez pas de *parti*, parce que vous ne comprenez pas ce que représente, pour l'éducation des masses, une critique publique des personnes, des déclarations, des tendances et des opinions.

La classe ouvrière saura éduquer et aguerrir son organisation en critiquant ouvertement ses représentants. Nous n'éviterons pas de suite les tiraillements, les luttes, nous devrons peiner, mais *nous nous acquitterons* de la rude tâche qui nous est imposée par le tour difficile pris par les événements, et qui consiste à mener de front les interventions publiques de nos députés et l'activité illégale du parti. De la sorte, le parti, qui a déjà effectué la première cam-

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 160-168. [*N.R.*]

pagne de la révolution, fera la preuve de sa maturité, et nous aurons une garantie que, lors de la deuxième campagne, le prolétariat, dirigé par la social-démocratie, saura mener la lutte de façon plus habile et plus cohérente, qu'il saura remporter des victoires plus décisives.

« Prolétari » n° 32,
2 (15) juillet 1908

Conforme au texte du journal

LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION RUSSE [85]

EXPOSÉ

A la demande des camarades polonais, je vais essayer d'exposer brièvement le contenu de mon livre sur « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe », livre que j'ai écrit en novembre 1907 mais qui, pour des raisons *indépendantes* de ma volonté, n'est pas encore paru *.

Dans le premier chapitre de cet ouvrage, j'examine « les fondements économiques et l'essence de la révolution agraire en Russie ». En confrontant les statistiques agraires les plus récentes (à savoir celles qui portent sur l'année 1905) sur la propriété terrienne en Russie, j'en arrive à la conclusion qu'en gros, le fonds agraire des 50 provinces de la Russie d'Europe est de 280 millions de déciatines et j'obtiens pour l'ensemble de la propriété foncière, communautaire et privée, le tableau suivant : [voir page 168.]

Toute personne tant soit peu au courant de l'établissement des statistiques comprendra qu'un tel tableau ne peut être qu'approximatif. Mais ce qui nous importe, ce ne sont pas les détails dans lesquels les économistes de la tendance libérale populiste ont l'habitude de se noyer et de noyer l'essentiel, mais le contenu de classe du processus. Or, mon

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 227-450. (*N.R.*)

	Nombre d'exploitations	Nombre de déciatines	Superficie moyenne d'une exploitation en déciatines
	(en millions)		
a) paysannerie ruinée, écrasée par l'exploitation féodale	10,5	75,0	7,0
b) paysannerie moyenne	1,0	15,0	15,0
c) bourgeoisie paysanne et propriété foncière capitaliste	1,5	70,0	46,7
d) latifundia féodaux	0,03	70,0	2 333,0
Total	13,03	230,00	17,6
Reliquat non classé	—	50,0	—
Total	13,03	280,0	21,4

tableau indique quel est ce contenu et montre ce qui est à l'origine de la lutte dans la révolution russe. Nous trouvons 30 000 gros propriétaires fonciers (principalement des nobles et le Département des apanages) qui possèdent 70 millions de déciatines. En face, nous avons 10 millions et demi de foyers paysans et de petits propriétaires qui se partagent 75 millions de déciatines.

Ces derniers pourraient donc *doubler* la superficie de leurs possessions aux dépens des premiers. Telle est la *tendance* objectivement inévitable de la lutte, indépendamment des opinions divergentes que les différentes classes peuvent en avoir.

Notre tableau révèle on ne peut plus clairement la nature économique de la crise agraire. Les millions de petits paysans ruinés, paupérisés, écrasés par la misère, l'ignorance et les survivances féodales ne *peuvent* vivre que dans un état de dépendance semi-féodale à l'égard du gros propriétaire foncier dont ils cultivent la terre avec leur propre matériel, et cela afin d'avoir accès aux pâturages, aux pacages et aux abreuvoirs, en un mot à la terre, de pouvoir obtenir des prêts d'hiver, etc., etc. Mais d'un autre côté, les propriétaires des énormes latifundia ne *peuvent*, dans ces conditions, faire valoir leurs domaines qu'avec l'aide du travail de leurs voisins, les paysans ruinés, car ce mode d'exploitation ne nécessite ni investissement de capital ni

nouvelles façons culturelles. On en arrive donc nécessairement au système des prestations de travail, dont on peut trouver de multiples descriptions dans la littérature économique russe et qui n'est rien d'autre qu'*un prolongement du servage*. Avec ce système, l'exploitation repose non pas sur le fait que l'ouvrier est séparé de la terre, mais sur le fait que le paysan ruiné y est attaché ; non pas sur le capital du propriétaire, mais sur sa terre ; non pas sur du matériel appartenant aux possesseurs des latifundia, mais sur l'araire antique du paysan ; non pas sur le progrès de l'agriculture, mais sur une routine séculaire ; non pas sur la libre embauche, mais sur l'asservissement à un usurier.

Les effets de cet état de choses peuvent être exprimés par les chiffres suivants : alors que sur les terres communautaires, le rendement est de 54 pouds par déciatine et qu'il atteint 66 pouds sur les terres que les gros propriétaires fonciers exploitent pour leur propre compte, dans des fermes séparées, en employant leur propre matériel et des ouvriers salariés, il n'est que de 50 pouds sur les terres confiées par les propriétaires à des métayers, et de 45 pouds sur les terres des gros propriétaires qui sont affermées par les paysans. On voit donc que là où le métayage et le fermage, *système qui relève du servage et de l'usure*, sont en vigueur, le rendement est moins élevé sur les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers que sur les terres communautaires qui sont pourtant épuisées et de bien plus mauvaise qualité. En Russie, l'asservissement des paysans, consolidé par les latifundia féodaux, est donc devenu l'obstacle *essentiel* au développement des forces productives.

Il y a encore une conclusion à tirer de notre tableau, c'est que, dans un pays capitaliste, ce développement *peut* se faire de deux manières. Ou bien on conserve les latifundia qui deviennent peu à peu la base de l'économie capitaliste dans l'agriculture et on a un capitalisme agraire de type prussien ; les junkers sont les maîtres de la situation et leur prépondérance politique se maintient pendant de longues années ainsi que l'oppression, la pauvreté, la misère et l'ignorance du paysan. Le développement des forces productives est très lent, comme il l'a été dans l'agriculture russe entre 1861 et 1905.

Ou bien la grosse propriété foncière est balayée par

la révolution. L'agriculture capitaliste est fondée sur le fermier libre exploitant une terre *libre*, débarrassée de toutes les vieilleries moyenâgeuses. On a alors un capitalisme agraire de type *américain*. Ce type est celui qui permet le *développement des forces productives le plus rapide* et qui offre à la masse du peuple les conditions les plus favorables de toutes celles qu'il peut espérer en régime capitaliste.

Dans la révolution russe, l'enjeu *réel* de la lutte n'est pas la socialisation ou autres balivernes populistes : cela c'est de l'idéologie, de la phraséologie petite-bourgeoise et rien de plus. La lutte se déroule *autour* de l'alternative suivante : quelle sera la voie suivie par le développement capitaliste en Russie ? Est-ce que ce sera la voie prussienne ou la voie américaine ? Si on méconnaît cette base *économique* de la révolution, on ne peut absolument *rien* comprendre à la question du programme agraire (c'est ce qui est arrivé à Maslov : il considère ce qui est souhaitable dans l'abstrait, mais il ignore ce qui est économiquement inévitable).

Le manque de place m'empêche d'exposer le reste du premier chapitre de mon livre ; je me contenterai donc de le résumer en deux mots : les cadets font tout ce qui est en leur pouvoir pour essayer de masquer la nature véritable de la révolution agraire et, en cela, ils sont *aidés* par les Prokopovitch et consorts. Ils mêlent (prétendant « réconcilier ») les deux *orientations* fondamentales possibles du programme agraire qui s'affrontent dans la révolution, à savoir : la ligne paysanne et la ligne seigneuriale. Je résume toujours : au cours de la période qui va de 1861 à 1905, on a pu observer en Russie les deux types d'évolution agraire capitaliste : le type prussien (évolution *graduelle* de la grosse propriété vers le capitalisme), et le type américain (clivage de la paysannerie et développement rapide des forces productives dans le sud, là où la terre est la plus libre et la plus abondante). Dans ce chapitre, j'aborde enfin le problème de la colonisation que je ne pourrai pas reprendre ici. Je me bornerai à rappeler que les latifundia féodaux existant dans le centre constituent en Russie l'obstacle *essentiel* à la mise en valeur de centaines de millions de déciatines. Si les gros propriétaires fonciers étaient vaincus, cela don-

nerait une telle impulsion au développement de la technique et de la culture que la superficie des terres cultivables augmenterait dix fois plus vite que depuis 1861. Voici quelques chiffres : il y a 819 millions de déciatines, sur les 1 965 millions que comprend l'empire russe, à propos desquelles nous ne possédons *aucun* renseignement. Les statistiques ne portent donc que sur 1 146 millions de déciatines. Sur ces 1 146 millions, on en exploite 469 millions dont 300 millions en forêts. *Si* la Russie *se débarrasse* des latifundia féodaux, une énorme quantité de terre, qui pour l'instant ne sert à rien, deviendra très rapidement cultivable *.

Le second chapitre de mon livre est consacré à la façon dont les programmes agraires du P.O.S.D.R. ont été mis à l'épreuve par la révolution. La principale lacune des anciens programmes agraires, c'est qu'ils ne donnaient pas une idée assez nette du *type* d'évolution capitaliste qui est possible en Russie. Cette erreur a été répétée par les mencheviks, qui ont remporté la victoire au congrès de Stockholm et qui ont doté le parti d'un programme de *municipalisation*. A Stockholm, on *ne s'est absolument pas préoccupé de l'aspect économique du problème*, qui est pourtant l'aspect essentiel. Ce qui a prévalu, ce n'est pas une analyse marxiste, mais des considérations «politiques», de la politicaillerie. Cela peut s'expliquer *en partie* par le fait que le congrès de Stockholm s'est tenu à un moment où l'appréciation à porter sur le mois de décembre 1905 et sur la première Douma de 1906 retenait toute l'attention. C'est pourquoi Plékhanov, qui a fait adopter à *Stockholm* la municipalisation prônée par Maslov, n'a pas réfléchi un instant au *contenu économique* de la « révolution agraire paysanne » (Procès-verbaux du congrès de Stockholm, page 42, paroles de Plékhanov) dans un pays capitaliste. De deux choses l'une : ou bien tout cela

* Les économistes libéraux populistes raisonnent ainsi : *étant donné* que dans le centre on manque de terre, *étant donné* que la Sibérie, l'Asie centrale, etc., sont inutilisables pour la colonisation, il *faut* faire bénéficier la paysannerie d'une nouvelle distribution. Cela veut dire que s'il y avait suffisamment de terre, il ne serait pas urgent de faire disparaître les latifundia féodaux. La façon de raisonner des marxistes doit être toute différente : *tant que* les latifundia féodaux ne seront pas détruits, le développement rapide des forces productives sera impossible, et cela, aussi bien dans le centre que dans les colonies (aux confins de la Russie).

n'est que verbiage, recours indigne d'un marxiste à la démagogie et au mensonge (« Bauernfang ») pour « allécher » les paysans, ou bien, il est possible, *du point de vue économique*, que le capitalisme connaisse un développement plus rapide grâce à une *victoire de la paysannerie*. Mais s'il en est ainsi, il est absolument nécessaire d'avoir une idée claire de cette victoire, de ce mode de développement du capitalisme agraire et du système de rapports qui s'établiraient dans le mode de jouissance du sol à la suite de cette victoire de la « révolution agraire paysanne ».

Les paysans sont *hostiles* à une nationalisation des lots concédés : tel a été à Stockholm le principal argument des « municipalisateurs » les plus influents. On a pu entendre John [86], qui *présentait le rapport* pour les partisans de la municipalisation, s'écrier que « si l'Etat essayait de disposer des lots détenus *en propre* par les paysans, s'il tentait de nationaliser ces lots, cela provoquerait non pas une Vendée, mais une insurrection générale de la paysannerie » (quelle horreur !) (page 40 des procès-verbaux du congrès de Stockholm). Quant à Kostrov [87], il s'écrie : « Si nous proposons aux paysans la nationalisation de la terre, ils se détourneront de nous. Le mouvement paysan se fera en dehors de nous ou contre nous et nous resterons en marge de la révolution. La nationalisation affaiblit la social-démocratie et la coupe de la paysannerie. Par conséquent, elle affaiblit la révolution » (page 88).

Cela semble clair. Les paysans sont hostiles à la nationalisation : voilà l'argument majeur des mencheviks. *S'ils ont raison*, il est clair qu'il est ridicule de vouloir faire ... une « révolution agraire paysanne » *en dépit* des paysans.

Mais ont-ils raison ? En 1905, P. Maslov écrivait : « A l'heure actuelle, en Russie, on ne peut pas considérer la nationalisation de la terre comme un moyen de résoudre la question agraire pour la bonne raison (notez bien cette « bonne raison ») qu'elle est désespérément utopique »... « Est-il possible qu'elle recueille l'accord des paysans ? » (P. Maslov, « Critique des programmes agraires », 1905, p. 20.)

Mais *en mars 1907*, on pouvait lire dans la revue *Obrazovanié* [88] n° 3, page 100 : « tous les groupes populistes (troudoviks, socialistes-populistes, socialistes-révolution-

naires) sont, sous une forme ou sous une autre, partisans de la nationalisation de la terre. » Et qui était l'auteur de ces lignes ? *Le même P. Maslov.*

Voilà pour la nouvelle Vendée ! Voilà pour l'insurrection paysanne contre la nationalisation ! Mais, au lieu de reconnaître honnêtement ses erreurs, au lieu de procéder à l'analyse *économique* des raisons qui ont poussé les paysans à se prononcer en faveur de la nationalisation, Maslov s'est conduit comme Ivan l'Oublieux. *Il a préféré oublier* ses propres paroles et discours au congrès de Stockholm.

Bien plus, afin d'effacer toute trace de cet « incident fâcheux », il a inventé la fable suivante : si les troudoviks se sont prononcés en faveur de la nationalisation, c'est pour des raisons petites-bourgeoises, « *parce qu'ils placent leurs espoirs dans le pouvoir central* » (*ibid.*). On verra clairement que c'est là une fable en se référant au paragraphe 16 du projet agraire troudovik, qui a été présenté à la *première* et à la *deuxième* Douma : « La direction du fonds agraire national doit être confiée aux administrations autonomes locales, élues au suffrage universel, égal, direct et par scrutin secret, administrations qui, dans les limites fixées par la loi, fonctionnent en toute indépendance. »

En revanche, le programme agraire dont les mencheviks ont doté le P.O.S.D.R. proclame : le P.O.S.D.R. exige ... «4°) la confiscation des terres des particuliers sauf les petites possessions foncières, et leur remise à la disposition des grands organismes de l'autonomie locale, élus sur des bases démocratiques (réunissant — par. 3 — les arrondissements urbains et ruraux) ».

Entre ces deux programmes, il y a une différence essentielle, qui ne réside pas dans les termes employés de « direction » ou de « disposition »*, c'est dans le problème du rachat (qui a été repoussé au congrès de Stockholm grâce aux voix des *bolcheviks*, contre l'avis de Dan et compagnie, et que les mencheviks ont essayé de réintroduire après le congrès) et dans le problème des terres *paysannes*. Les mencheviks mettent ces terres à part, tandis que les troudoviks

* Un amendement qui proposait de remplacer les termes « mettre à la disposition » par « donner en propriété » *a été repoussé à Stockholm par les mencheviks* (voir page 152 du procès-verbal).

les considèrent au même titre que les autres. *A ceux qui prônent la municipalisation, les troudoviks ont donc prouvé que c'est moi qui ai raison.*

Il est absolument indubitable que le programme présenté par les troudoviks à la première et à la deuxième Douma est le programme des masses paysannes. Les écrits des députés paysans, la présence de leur signature au bas des projets et l'aire géographique de leur provenance en donnent la démonstration la plus convaincante. En 1905, Maslov écrivait que c'étaient « particulièrement » (page 20 de la brochure citée) les paysans à tenure individuelle qui ne pouvaient pas être d'accord avec la nationalisation. Il faut se rendre à l'évidence : une telle opinion est « *particulièrement* » absurde. Dans la province de Podolsk, en effet, on a des paysans à tenure individuelle : cela n'empêche que treize députés de Podolsk à la première Douma et que dix à la seconde ont contresigné le projet des « 104 » (c'est le projet troudovik que nous avons cité).

Pourquoi les paysans se sont-ils prononcés en faveur de la nationalisation ? Parce qu'instinctivement ils ont compris, bien mieux que nos soi-disant marxistes à courte vue, la nécessité *d'abolir* la propriété foncière moyenâgeuse. Pour ouvrir la voie au capitalisme dans l'agriculture, en effet, il *faut* abolir cette propriété. Dans différents pays, et à divers degrés, le capital a effectivement *détruit* le vieux mode de propriété moyenâgeux en le subordonnant aux exigences du marché et en le transformant de façon à ce qu'il réponde aux conditions d'une agriculture commerciale. Dans le troisième tome du *Capital*, déjà Marx avait montré que le mode de production capitaliste *trouve* une propriété foncière dont les formes historiques (propriété clanale, communale, féodale, patriarcale, etc.) sont incompatibles avec le capitalisme, et qu'il la transforme conformément aux nouvelles exigences économiques [89].

Dans son ouvrage sur *Les théories de la plus-value* *, au chapitre consacré aux « Conditions historiques de la théorie de la rente de Ricardo », Marx développe cette idée avec une géniale clarté. « Nulle part au monde, écrit Marx, la production capitaliste, à commencer par l'époque d'Hen-

* Theorien über den Mehrwert, II. Band, 2. Teil, Stuttgart, 1905.

ri VII, n'a fait justice aussi cruellement du régime agraire traditionnel ; nulle part elle n'a créé pour soi de telles conditions parfaites, adéquates ; nulle part elle ne s'est subordonnée ces conditions à un tel point. L'Angleterre est à cet égard le pays le plus révolutionnaire du monde. » « Et que veut dire « clearing of estates » (littéralement : épuration des propriétés ou épuration des terres) ? Cela veut dire qu'on ne tenait compte ni de la population sédentaire — on l'expulsait, ni des villages existants — on les rasait, ni des bâtiments d'exploitation — on les démolissait, ni de telles ou telles formes de l'économie rurale — on les changeait d'un seul coup, en transformant par exemple les labours en pacage, bref, on n'adoptait pas toutes les conditions de la production sous la forme où elles existaient par tradition, mais *on les créait* historiquement sous une forme propre à répondre, dans chaque cas donné, aux exigences d'une application avantageuse du capital. Pour autant donc *la propriété de la terre n'existe pas*, puisque cette propriété permet au capital — au fermier — d'exploiter librement, en s'intéressant exclusivement au revenu en argent » (pp. 6-7) [90].

Telles sont les conditions qui permettent la destruction la plus rapide des formes moyenâgeuses et le développement le plus libre du capitalisme : *destruction* de toute la vieille propriété foncière, de la propriété privée de la terre en tant qu'obstacle au capital. En Russie aussi, un semblable « *nettoyage* » révolutionnaire de la propriété foncière moyenâgeuse est *inévitable*, et aucune force au monde n'est en mesure de l'arrêter. Le *seul* problème est de savoir s'il sera *seigneurial* ou *paysan*. C'est là le *seul* enjeu de la lutte. Le « nettoyage » de la propriété foncière moyenâgeuse par les gros propriétaires, c'est le pillage des paysans en 1861, c'est la réforme agraire de Stolypine en 1906 (législation de l'article 87). *Le « nettoyage » paysan, en vue du capitalisme, c'est la nationalisation de la terre.*

C'est précisément cette nature *économique* de la nationalisation dans une révolution *bourgeoise* effectuée par les ouvriers et les paysans que Maslov, Plékhanov et Cie n'ont absolument pas comprise. Ils ont élaboré un programme agraire qui a pour objectif non pas de lutter contre la propriété foncière moyenâgeuse qui constitue l'un des vestiges

les plus importants des rapports de production féodaux, non pas de déblayer largement la voie au capitalisme, mais d'essayer, par un compromis *bâtard*, *philistin*, de combiner « harmonieusement » l'ancien et le nouveau, la propriété foncière engendrée par le système de répartition des terres communautaires et l'expropriation révolutionnaire des latifundia féodaux.

Afin de bien mettre en lumière le caractère réactionnaire et philistin de *l'idée* de municipalisation, je citerai, pour terminer, des statistiques qui portent sur le fermage (dans ma brochure consacrée à *la Révision du programme agraire du parti ouvrier* * et publiée en 1906, j'ai déjà insisté sur l'importance du problème posé par le fermage dans la polémique avec Maslov). Voici la situation dans le district de Kamychine, province de Saratov ** :

Groupe de foyers	Nombre de déciatines pour une exploitation constituée lors du lotissement			
	Labours concédés	Terre prise en fermage	Terre mise en location	Total ensemencé
Foyer ne possédant aucune bête de trait	5,4	0,3	3,0	1,1
Foyer en possédant 1 . .	6,5	1,6	1,3	5,0
» » » 2 . .	8,5	3,5	0,9	8,8
» » » 3 . .	10,1	5,6	0,8	12,1
» » » 4 . .	12,5	7,4	0,7	15,8
» » » 5 et plus	16,1	16,6	0,9	27,6
Moyenne	9,3	5,4	1,5	10,8

Voyons un peu quel est le rapport *réel* entre la terre *communautaire*, qui continuera à être propriété des paysans si on suit la haute sagesse de Maslov et de Plékhanov, et la terre non *communautaire* (affermée) qui sera « municipalisée ». La superficie de la terre que les paysans sans cheval (en Russie, entre 1896 et 1900, 3 250 000 foyers, sur 11,1 millions, n'avaient pas de cheval) *mettent en*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 167-198. [*N.R.*]

** *Le développement du capitalisme en Russie*, 2e éd., pp. 51, 54 et 82. (Voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3, pp. 68, 71 et 102-103.) — [*N.R.*]

location est dix fois plus étendue que celle qu'ils prennent en fermage. Les paysans de ce groupe exploitent une superficie cinq fois moins grande que celle des lots qui leur ont été concédés. Chez les paysans qui ont un cheval (soit 3 millions 1/3 de foyers pour l'ensemble de la Russie), la superficie de la terre affermée est *à peine supérieure* à celle de la terre mise en location. Quant à la surface exploitée, elle est *inférieure* à celle des lots concédés. Dans tous les groupes supérieurs, qui représentent une minorité, la superficie de la terre affermée dépasse de plusieurs fois celle de la terre mise en location. Quant à la superficie exploitée, plus les paysans sont aisés, plus elle dépasse les dimensions du lot de terre communautaire.

Ce sont des rapports de ce type qui dominent dans *toute* la Russie. Du fait du capitalisme, la communauté rurale se désagrège, les paysans *se libèrent* du fardeau que constitue pour eux le lot concédé. Le rôle du lot diminue aux deux pôles de la paysannerie et malgré tout cela on peut entendre les penseurs mencheviques s'écrier que « les paysans s'insurgeront contre la nationalisation des lots qui leur ont été concédés ».

Ce qui est moyenâgeux, en Russie, ce n'est pas seulement la grosse propriété foncière, c'est également la propriété paysanne sur les lots. Voilà ce que les mencheviks « ont perdu de vue ». La propriété paysanne communautaire *ne correspond absolument pas* aux nouveaux rapports capitalistes. Si on la renforce, on prend donc une mesure réactionnaire. Et c'est à quoi aboutit la municipalisation : elle *renforce* la propriété communautaire qu'elle distingue de la propriété non communautaire « destinée à être municipalisée ». La propriété foncière communautaire, en raison des innombrables barrières moyenâgeuses et du caractère « communautaire » de la fiscalité, proprement médiéval, sources de division entre les paysans, freine le développement des forces productives. « Communauté » et propriété foncière communautaire seront *inévitablement* abolies par le capitalisme. Stolypine l'a senti, qui pratique un mode de destruction Cent-Noirs. Les paysans l'ont senti et veulent un mode de destruction paysan, c'est-à-dire révolutionnaire-démocratique. Mais les mencheviks continuent à clamer : « Il ne faut pas toucher aux lots concédés. »

La communauté rurale et la propriété foncière communautaire, ces survivances, sont abolies par la nationalisation de la façon la plus conforme aux intérêts des paysans qui puisse seulement s'imaginer dans une société capitaliste. Dans la brochure *Matériaux sur la question agraire (compte rendu des séances du Congrès de l'Union paysanne de Russie, 6-10 novembre 1905)*, Pétersbourg 1905, on peut lire : « Le fameux problème de la communauté rurale n'a pas été posé du tout et a reçu une solution négative tacite : la terre doit être à la disposition des particuliers et des associations, proclament les résolutions du premier et du deuxième congrès » (page 12). A la question de savoir si les paysans ne souffriraient pas de la nationalisation des lots, les délégués ont répondu : « De toute façon, ils obtiendront la terre quand elle sera distribuée » (page 20). Le paysan propriétaire (et son idéologue M. Péchékhonov) comprend parfaitement que « de toute façon il obtiendra la terre quand elle sera distribuée », et que les latifundia féodaux seront bientôt détruits. Or le paysan propriétaire a besoin d'une « distribution » à l'échelle nationale, autrement dit d'une nationalisation de toutes les terres pour se libérer des entraves moyenâgeuses, « nettoyer » les terres et mettre le mode de jouissance du sol en accord avec les nouvelles conditions économiques. C'est ce qu'a très bien exprimé M. Mouchenko à la troisième Douma quand, prenant la parole au nom des socialistes-révolutionnaires, il a dit avec la naïveté qui le caractérise que « la redistribution (de la population paysanne) ne pourra être correctement faite que lorsque la terre aura été libérée et que toutes les barrières établies par le principe de la propriété foncière privée auront été abattues » (Procès-verbaux de la deuxième Douma, page 1172). Si l'on compare cette déclaration à la citation de Marx que nous avons faite plus haut, on comprendra que derrière la phraséologie petite-bourgeoise sur la « socialisation » et l'« égalitarisme » se dissimule un contenu bien précis ; ce contenu, c'est le « nettoyage » bourgeois révolutionnaire de la vieille propriété foncière moyenâgeuse.

Dans une révolution bourgeoise, la municipalisation des terres est une mesure *réactionnaire*, car elle entrave le processus économique nécessaire et inévitable de destruction

de la propriété foncière moyenâgeuse et d'instauration de conditions économiques *uniformes* pour tous les *propriétaires*, et cela, quels qu'aient pu être leur situation, leur passé, le lot de terre qui leur avait été accordé en 1861. Aujourd'hui, le partage des terres en propriété serait *réactionnaire* car il tendrait à perpétuer le mode de propriété communautaire existant, or ce mode de propriété est suranné, c'est un vestige du passé ; mais par la suite, quand la nationalisation aura complètement nettoyé la terre, le partage avec appropriation pourrait devenir le mot d'ordre de la classe *nouvelle* des *fermiers libres* *. La tâche des marxistes n'est absolument pas d'aider les petits bourgeois dans leurs tentatives d'installation en douceur, d'adaptation au passé, mais d'aider la bourgeoisie radicale (c'est-à-dire la paysannerie) à éliminer le plus complètement possible tout le vieux bric-à-brac et à assurer un développement rapide du capitalisme.

Le troisième chapitre de mon livre est consacré « aux fondements théoriques de la nationalisation et de la municipalisation ».

On comprendra que je ne répète pas aux camarades polonais une chose que tout marxiste connaît, à savoir que dans une société capitaliste, la nationalisation abolit la rente absolue mais non la rente différentielle, etc. Mais, comme je m'adressais à des lecteurs russes, j'*ai dû* traiter la question de façon détaillée, étant donné que P. Maslov affirmait que la théorie de la rente absolue de Karl Marx est « contradictoire », et cette contradiction « ne peut s'expliquer que (! !) par le fait que le troisième tome du *Capital* a été édité après la mort de Marx et qu'on y trouve aussi bien des brouillons » (*La question agraire*) **.

Pour moi, cette prétention de Maslov à corriger les brouillons de Marx n'est pas nouvelle. En 1901, j'indiquais déjà dans un article publié par la *Zaria* [91] que, dans la revue *Jizn* [92], Maslov avait dénaturé la théorie de la rente

* M. Chanine, dans sa brochure *Municipalisation ou attribution en propriété*, Vilno 1907, a souligné l'aspect du problème relevant de la technique agricole, mais n'a pas saisi les deux voies de développement et l'importance de l'abolition de la forme actuelle de propriété.

** *La Question agraire*, 3e éd., p. 108, note.

de Marx *. En 1906 (la préface à la troisième édition est datée du 26 avril 1906), c'est-à-dire *après la parution* des *Théories de la plus-value*, où Marx expose avec le maximum possible de clarté sa théorie de la rente, Maslov n'en continuait pas moins à répéter cette absurdité, dont la bêtise prétentieuse saute aux yeux. Voilà qui est splendide ! Comme je n'ai pas la possibilité de reprendre ici l'analyse que je donne dans mon livre des « corrections » que Maslov apporte à la théorie de Marx, je me bornerai à indiquer que lesdites corrections ne sont rien d'autre que les arguments rebattus de l'économie politique bourgeoise. Maslov va jusqu'à opposer la « production des briques » à la théorie de la rente absolue de Marx (page 111) ; il remet sur le tapis « la loi de la fertilité décroissante du sol » sans laquelle, affirme-t-il, « on ne peut expliquer la concurrence existant outre-Atlantique » (page 107), et, pour terminer, il en arrive à dire que *si on ne réfute pas Marx, il est impossible de réfuter le point de vue des populistes* ! « Si le « fait » de la chute du rendement des dépenses successives du travail sur la même superficie n'existait pas, on pourrait encore voir se réaliser l'idylle... des populistes » (Maslov dans la revue *Obrazovanié*, 1907, n° 2, page 123). En un mot, la théorie économique de Piotr Maslov sur la rente absolue, sur le « fait » que la fertilité des terrains a tendance à diminuer, sur les erreurs fondamentales du « populisme », sur la différence entre l'amélioration des façons culturales et l'amélioration de la technique, ne contient *pas une seule idée neuve*. Contre la théorie de la rente absolue, Maslov a utilisé les arguments typiquement bourgeois les plus éculés des défenseurs officiels du capital et il était inévitable qu'il rejoigne les rangs des falsificateurs du marxisme. Mais ce faisant, Piotr Maslov a gardé suffisamment de perspicacité pour *retirer* de la traduction allemande de son livre sur *La Question agraire toutes* les « corrections » que dans l'édition russe il avait apportées aux brouillons de Marx. Quand il s'adresse à des Européens, *Maslov a caché sa théorie dans sa poche* ! Ce qui me rappelle, dis-je dans mon chapitre III, l'histoire de cet inconnu qui avait assisté pour la première fois à la réunion de philosophes

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 126. [*N.R.*]

antiques et était resté tout le temps silencieux. « Si tu es intelligent, avait dit à cet inconnu un des philosophes, tu agis sottement. Si tu es sot, tu agis avec intelligence. »

Il est évident que quand on nie la théorie de la rente absolue, il devient absolument impossible de comprendre ce que signifie la nationalisation de la terre dans une société capitaliste. En effet, c'est uniquement la rente absolue et non la rente différentielle qui est abolie par la nationalisation. Celui qui nie la rente absolue ignore par là même toute la signification économique de la propriété foncière privée en tant qu'*obstacle* au développement du capitalisme. C'est ce qui explique que Maslov et Cie soient inévitablement conduits à réduire l'alternative, municipalisation ou nationalisation, à un problème politique (« à qui donner la terre ? ») et à ignorer le sens économique de cette alternative. Dans un Etat capitaliste tant soit peu libre et développé, une combinaison de deux types de propriété foncière, à savoir une propriété privée pour les lots concédés (c'est-à-dire pour les terres de plus mauvaise qualité détenues par les propriétaires des groupes inférieurs) et une propriété publique pour l'autre moitié (la meilleure) des terres, devient *absurde*. C'est du *bimétallisme agraire*, ni plus ni moins.

Par suite de cette erreur des mencheviks, les social-démocrates ont abandonné aux socialistes-révolutionnaires la critique de la propriété foncière privée. Dans le *Capital*, Marx en avait pourtant donné un remarquable modèle *. Chez nous, au contraire les social-démocrates ont complètement négligé de procéder à cette critique du point de vue du développement du capitalisme. De ce fait, la seule critique de la propriété privée qui parvienne aux masses est celle des populistes, c'est-à-dire une critique infléchie dans un sens petit-bourgeois.

Contre la nationalisation, on trouve dans la littérature russe un autre argument que je mentionne en passant : la nationalisation constituerait une « rente monétaire » avec petite propriété paysanne. Cet argument est erroné. La « rente monétaire » est une modernisation de l'intérêt perçu

* Voir, par exemple, *Das Kapital*, III. 2. T., S. 346-347 sur le prix de la terre comme obstacle au développement du capitalisme. *Idem.*, 344-345, 341 et 342 [23].

par le gros propriétaire foncier (voir le *Capital*, III [94]). *A l'heure actuelle*, il est indubitable que les fermages payés par les paysans constituent, jusqu'à un certain point, une *rente monétaire*. L'abolition des latifundia féodaux accélérera le processus de différenciation à l'intérieur de la paysannerie et renforcera la bourgeoisie paysanne qui est d'ores et déjà en train de mettre sur pied un fermage de type capitaliste. A ce sujet, il n'y a qu'à voir les chiffres que nous avons cités sur le fermage dans les groupes supérieurs.

Pour terminer, nous devons noter l'idée suivante, qui est assez répandue parmi les marxistes : la nationalisation ne serait réalisable que lorsque le capitalisme atteint un niveau de développement extrêmement élevé. Une telle opinion est erronée. Quand le capitalisme aura atteint ce stade, ce ne sera plus le problème de la révolution bourgeoise, mais celui de la révolution socialiste qui sera à l'ordre du jour. La nationalisation est la plus conséquente des mesures bourgeoises. Marx l'a répété à *maintes reprises* depuis *Misère de la philosophie* [95]. Dans les *Théories de la plus-value* (II. Band, I. Teil, S. 208) on peut lire : « Le bourgeois radical en arrive théoriquement à nier la propriété foncière privée. Cependant, dans la pratique, il manque de bravoure, car si on attaque une forme de la propriété privée, la forme de la propriété privée des conditions de travail, cela est très dangereux pour l'autre forme également. De plus, le bourgeois s'est territorialisé lui-même [96]. » En Russie, la révolution bourgeoise a lieu dans des conditions telles qu'il existe un type de bourgeois radical (le paysan) qui « a le courage » de présenter un programme de nationalisation au nom d'une masse de plusieurs millions d'hommes et qui ne s'est pas encore « territorialisé », c'est-à-dire qu'il ressent plus les inconvénients de la propriété foncière (*moyenâgeuse*) que les avantages et le « profit » de la propriété foncière (bourgeoise). La révolution russe *ne peut* être victorieuse que si ce « bourgeois radical », qui hésite entre les cadets et les ouvriers, appuie par une action de masse la lutte révolutionnaire du prolétariat. La seule façon de vaincre pour la révolution russe, c'est d'être une dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie.

Le quatrième chapitre de mon livre traite des considérations « politiques et tactiques » dans les questions de programme agraire. Il y a d'abord le « célèbre » argument de Plékhanov : « La clé de ma position, s'est-il écrié à Stockholm, c'est que je montre la possibilité de restauration. » (Procès-verbaux, page 113.) En vérité, c'est là une clé complètement rouillée qui permet de passer avec la réaction *un marché* digne des cadets sous prétexte de se « garantir contre la restauration ». L'argument de Plékhanov est le plus lamentable des sophismes. Plékhanov en effet *invente* une garantie contre la restauration dans le même temps où il affirme qu'il n'en existe aucune. « La municipalisation, dit-il, ne remet pas la terre entre les mains des représentants politiques de l'ancien régime » (page 45, discours de Plékhanov). Mais qu'est-ce que la restauration ? C'est le passage du pouvoir d'Etat entre les mains des représentants de l'ordre ancien. Peut-il exister une garantie contre cela ? Non, « il ne peut en exister » (Procès-verbaux, page 44, discours de Plékhanov). Et c'est pourquoi... il en a inventé une : « La municipalisation ne remet pas la terre ».

La municipalisation perpétuera la *différence* existant *au point de vue économique* entre les terres communautaires et les terres des gros propriétaires fonciers. C'est-à-dire qu'elle facilitera la restauration *ou le rétablissement de cette différence de jure.* Au point de vue *politique*, la municipalisation est une *loi* qui modifie le régime de la propriété pour les domaines des gros propriétaires fonciers. Or, qu'est-ce qu'une loi ? C'est l'expression de la volonté des classes dominantes. S'il y a restauration, les *mêmes* classes redeviendront *dominantes.* Vous croyez vraiment, camarade Plékhanov, qu'elles se sentiront liées par une loi ? Si vous réfléchissiez, vous comprendriez qu'aucune loi ne peut tenir contre la volonté des classes dominantes. La nationalisation, par contre, rend la restauration difficile au point de vue *économique* car elle *abat tous* les cloisonnements, abolit *toute* la propriété foncière moyenâgeuse et *l'adapte* aux nouvelles conditions auxquelles le capitalisme tend à soumettre toute la production.

Ce qui ressort des sophismes de Plékhanov, c'est qu'il adopte la tactique des *cadets* consistant à conduire le prolé-

tariat non pas à une victoire complète mais à une *transaction* avec le vieux pouvoir. En réalité, il n'y a qu'une seule « garantie » absolue « contre la restauration » : c'est une révolution socialiste en Occident. Quant aux garanties relatives, nous les aurons si la révolution est menée jusqu'à son terme, si l'ordre ancien est aboli de la façon *la plus radicale*, si, dans le domaine politique, la démocratie atteint le niveau *le plus élevé* (la république) et si, dans le domaine économique, la voie est complètement débroussaillée pour le capitalisme.

Plékhanov a un autre argument : « Dans les organismes de l'administration publique autonome possédant la terre, la municipalisation crée un rempart contre la réaction. Et ce sera un rempart très puissant. » (Procès-verbaux, page 45.) C'est faux. A l'époque du capitalisme, un organisme local d'auto-administration n'a jamais été et ne peut être un rempart contre la réaction. Le capitalisme, en effet, conduit *inévitablement* à une centralisation du pouvoir d'Etat, et les organismes d'auto-administration locaux, *quels qu'ils soient*, seront *inéluctablement* vaincus si le pouvoir d'Etat est réactionnaire. En accordant toute son attention non pas à la « démocratie centrale », à la *république* qui est le seul rempart contre la réaction concevable dans une société capitaliste, mais aux organismes locaux d'auto-administration, toujours sans force pour réaliser les grands objectifs historiques, sans envergure, pusillanimes, sans liberté d'action ni cohésion, Plékhanov prêche *l'opportunisme*. Alors qu'en Russie « la révolution agraire paysanne » *ne peut* vaincre que si elle triomphe du pouvoir central, il recommande aux mencheviks les idées exprimées à Stockholm par le menchevik Novossedski : « Sous le régime d'administrations autonomes locales vraiment démocratiques, le programme adopté maintenant peut être appliqué aussi bien avec un degré de démocratisation du gouvernement central que l'on ne peut appeler degré supérieur. Même avec une démocratisation d'un degré pour ainsi dire relatif, la municipalisation ne sera pas préjudiciable, mais utile. » (Procès-verbaux, page 138.)

On ne peut être plus clair ! Nous allons apprendre au peuple à s'adapter à la monarchie. Et, si nous avons de la chance, peut-être qu'elle ne « fera pas attention » à notre

activité dans les organismes locaux et qu'elle nous « laissera la vie sauve », comme au goujon de Chtchédrine. La troisième Douma offre un exemple excellent des possibilités de municipalisation et de démocratie *locale* laissées par un pouvoir central au démocratisme « relatif », du type de celui qu'envisagent les mencheviks.

En outre, la municipalisation renforce le fédéralisme et le morcellement des régions. Ce n'est pas pour rien qu'à la deuxième Douma, le *cosaque de droite* Karaoulov a déblatéré contre la nationalisation avec autant de virulence que Plékhanov (Procès-verbaux, page 1366) et *s'est prononcé en faveur d'une municipalisation par régions.* En Russie en effet, les terres cosaques *donnent* déjà *un exemple* de municipalisation. Et c'est précisément ce morcellement de l'Etat en régions séparées qui a été l'une des causes de la défaite de la révolution au cours de la première campagne de trois ans !

Argument suivant : la nationalisation renforcera le pouvoir central de l'Etat bourgeois ! Il faut dire tout d'abord que cet argument a pour but d'éveiller la méfiance des partis social-démocrates des *minorités.* « Peut-être, écrit P. Maslov dans la revue *Obrazovanié*, 1907, n° 3, page 104, dans certains points les paysans accepteraient de partager leurs terres, mais il suffit que les paysans d'une importante région (par exemple de la Pologne) s'y refusent, pour que le projet de nationalisation de toutes les terres devienne absurde. » Que voilà un argument intelligent ! Ne devrons-nous par renoncer aussi à la république, puisqu'il suffit « du refus des paysans d'une grande région pour que », etc. ? Cela n'est pas un argument, mais de la *démagogie.* Notre programme politique exclut toute contrainte et toute injustice. Il revendique une large autonomie pour toutes les provinces (voir le point 3 du programme du parti). Cela veut dire qu'il ne s'agit pas d'inventer de nouvelles « garanties », inaccessibles dans une société bourgeoise, mais qu'il s'agit pour le parti du prolétariat, par sa propagande et son agitation, *d'appeler* non pas au morcellement, mais à l'unité, non pas à stagner dans le croupissement de sa province ou dans le cadre étroit de sa nation, mais à résoudre les problèmes supérieurs qui se posent aux Etats centralisés. C'est le centre de la Russie qui ré-

soudra la question agraire ; quant aux régions périphériques, *seul l'exemple* pourra agir sur elles *. Sans même parler des social-démocrates, c'est là une évidence pour les démocrates quels qu'ils soient. La seule question est de savoir si le prolétariat doit *élever* les aspirations de la paysannerie jusqu'aux buts suprêmes, ou si au contraire il doit *se rabaisser au niveau* petit-bourgeois des paysans.

On affirme d'autre part que la nationalisation renforcera les possibilités d'arbitraire du pouvoir central, la bureaucratie, etc. Pour ce qui est de la bureaucratie, il faut noter que si la nationalisation est réalisée, ce sont de toute façon les organismes locaux d'auto-administration qui seront chargés de la *gestion* des terres. L'argument est donc sans valeur. C'est l'autorité centrale qui dictera les conditions générales ; c'est ainsi, par exemple qu'elle interdira tout transfert de la terre, etc. Or notre programme actuel, c'est-à-dire le programme menchevique, ne remet-il pas « en possession de l'Etat démocratique » non seulement « les terres indispensables pour le fonds de peuplement », mais aussi « les forêts et les eaux intéressant l'ensemble de l'Etat » ? Il ne serait pas raisonnable de se cacher la tête sous l'aile : là aussi un arbitraire *illimité* est possible, car c'est le pouvoir central lui-même qui déterminera quelles eaux et forêts sont d'importance nationale. Les mencheviks ne cherchent pas les « garanties » où il faut : *seule* une démocratie complète au centre, seule la *république* pourra réduire au maximum les possibilités de conflit entre le centre et les régions.

« L'Etat bourgeois va se renforcer », clament les mencheviks qui, en secret, apportent leur appui aux monarchistes bourgeois (aux cadets), et qui, en public, se frappent la poitrine à la seule pensée de soutenir les républicains bourgeois. Le problème historique réel qui nous est posé par le développement social objectif est le suivant : l'évolution agraire sera-t-elle de type prussien ou de type américain ? Aurons-nous une monarchie qui représentera les

* Dans un Etat capitaliste, la propriété privée de la terre et la nationalisation *ne peuvent* coexister. L'une des deux devra prendre le dessus. La tâche du parti ouvrier est de défendre le système supérieur.

gros propriétaires fonciers et s'abritera pudiquement derrière la feuille de vigne d'une pseudo-constitution ou bien une république paysanne (de fermiers) ? Refuser de voir la question *telle* qu'elle est posée objectivement par l'histoire, c'est se tromper soi-même et tromper les autres, c'est se dérober avec une lâcheté de petit bourgeois devant l'acharnement de la lutte de classe, c'est refuser que la question de la révolution démocratique soit clairement et résolument posée.

Nous ne pouvons pas échapper à l'« Etat bourgeois ». Il n'y a que des petits bourgeois qui puissent le rêver. Notre révolution est une révolution bourgeoise : la lutte ne se déroule pas entre le socialisme et le capitalisme, mais *entre deux formes de capitalisme*, entre deux voies de développement capitaliste, entre deux formes d'institutions démocratiques bourgeoises. La monarchie des octobristes et des cadets est la « démocratie » bourgeoise « *relative* » du menchevik Novossedski. La république prolétarienne et paysanne est aussi une démocratie bourgeoise. Dans notre révolution, nous ne pouvons faire, et nous n'avons pas fait *un seul pas* en avant sans *soutenir*, d'une manière ou d'une autre, telle ou telle couche de la bourgeoisie contre l'ancien régime.

Si on nous dit qu'avec la nationalisation, les fonds publics seront consacrés à l'armée tandis qu'avec la municipalisation, ils le seront à la santé publique et à l'éducation nationale, c'est là un sophisme digne d'un philistin. Pourtant tel est mot pour mot le raisonnement de Maslov !... « Nationalisation égale (sic) utilisation de la rente foncière pour l'armée et la flotte ; municipalisation égale utilisation de la rente pour les besoins de la population » (*Obrazovanié*, 1907, n° 3, page 103). Voilà du socialisme petit-bourgeois, une façon d'attraper les moineaux en leur mettant du sel sur la queue ! Ce bon Maslov n'a pas compris que si les zemstvos russes et les municipalités d'Occident dépensent plus pour la santé publique, etc., que l'Etat, c'est uniquement parce que l'Etat bourgeois a déjà effectué *ses* dépenses essentielles (pour assurer la domination de la bourgeoisie en tant que classe) en puisant aux sources de revenus les plus profitables et qu'il a *laissé* aux organismes locaux pour les « besoins de la population » les sources de

revenus *secondaires*. Des millions pour l'armée, quelques sous pour les besoins du *prolétariat*, tel est, dans un État bourgeois, le rapport réel entre les dépenses. Et il faut être Maslov pour imaginer qu'il suffit de *mettre* la rente « à la disposition » des municipalités pour que l'Etat bourgeois soit dupé par ces fins « politiques » que sont les mencheviks. Grâce à cette « finesse politique », l'Etat bourgeois se mettrait à donner des millions aux prolétaires et quelques sous à l'armée et à la flotte ?

En fait, les mencheviks font une politique petite-bourgeoise : ils se réfugient dans le rance provincial des organismes locaux d'auto-administration pour ne pas avoir à résoudre la question brûlante posée par l'histoire et qui est de savoir ce qui doit exister chez nous : une république bourgeoise centralisée de fermiers ou une monarchie bourgeoise centralisée de junkers ? Mais vos dérobades sont inutiles, messieurs ! Il vous faudra *inévitablement* participer à la solution de ce problème *brûlant*, et aucun provincialisme, aucune avance au socialisme municipal ne pourra vous en préserver. Vos astuces ne signifient qu'une seule chose : vous ne comprenez pas l'importance de la tendance républicaine et soutenez en secret la tendance cadette.

Qu'en défendant la municipalisation les mencheviks flirtent avec le « socialisme municipal » des fabiens d'Europe, c'est ce qui ressort clairement des procès-verbaux du congrès de Stockholm. « Certains camarades, y déclare Kostrov, semblent entendre parler pour la première fois de la propriété municipale. Je tiens à leur rappeler qu'il existe en Europe occidentale toute une tendance (c'est tout à fait cela : sans le vouloir, Kostrov a dit la vérité) appelée « socialisme municipal » (en Angleterre) » (Procès-verbaux, page 88). Ce que ni Kostrov ni Larine * n'ont pris en considération, c'est que ce « *courant* » est celui de *l'extrême opportunisme*. Mêler le réformisme petit-bourgeois aux problèmes de la révolution bourgeoise convient à des socialistes-révolutionnaires, mais non à des social-démocrates, mes-

* La question paysanne et la social-démocratie. Commentaire particulièrement fumeux du programme menchevique. Voir p. 66. Page 103, ce malheureux défenseur de la municipalisation présente la *nationalisation* comme la solution la *meilleure*!

sieurs ! Qu'en Occident, les intellectuels bourgeois (fabiens en Angleterre, bernsteiniens en Allemagne, broussistes en France) mettent l'accent non pas sur la *structure* de l'Etat mais sur les *organismes locaux d'auto-administration*, cela est fort compréhensible. Mais pour nous, le problème qui se pose, c'est précisément celui de la *structure* de l'Etat et de sa base agraire. Dans notre cas, défendre le « socialisme municipal », c'est *jouer* au socialisme agraire. Que les petits bourgeois s'empressent de faire leur nid dans les futures municipalités bien tranquilles de la Russie démocratique ! La tâche du prolétariat est d'organiser les masses pour un autre objectif : la lutte révolutionnaire en vue d'une *complète* démocratisation aujourd'hui, d'une révolution socialiste demain.

On nous reproche souvent, à nous autres bolcheviks, d'être des utopistes, d'avoir des idées révolutionnaires chimériques. A propos de la nationalisation, ces reproches sont particulièrement fréquents. Pourtant, c'est précisément dans ce cas qu'ils sont le moins fondés. Si on considère que la nationalisation est une « utopie », c'est qu'on n'a pas réfléchi au fait que les changements politiques et les changements agraires doivent nécessairement se correspondre par leur envergure. La nationalisation n'est pas moins « utopique » — du point de vue d'un petit bourgeois ordinaire — que la république. L'une et l'autre ne le sont pas moins que la révolution agraire « *paysanne* », c'est-à-dire que la victoire d'une insurrection paysanne dans un pays capitaliste. Du point de vue d'une tranquille évolution quotidienne, tous ces changements sont également « difficiles ». Et celui qui crie à l'utopie uniquement à propos de la nationalisation prouve avant tout qu'il *ne comprend pas* la liaison nécessaire et indissoluble existant entre la révolution politique et la révolution économique. On ne peut exproprier les terres des gros propriétaires fonciers (revendication du programme sur laquelle mencheviks et bolcheviks sont d'accord) si on n'abolit pas l'autocratie qui représente ces propriétaires fonciers (les octobristes également, pas purement les propriétaires fonciers). On ne peut non plus abolir l'autocratie sans une action révolutionnaire menée par des millions d'hommes conscients, sans une immense marée d'héroïsme collectif, sans que les masses

soient prêtes et aptes à « monter à l'assaut du ciel », comme a dit Marx à propos des ouvriers parisiens au moment de la Commune [97]. Cette marée révolutionnaire à son tour est inconcevable sans une abolition radicale de *tous* les vestiges du servage qui ont opprimé les paysans pendant des siècles, et en particulier de *toute* la propriété foncière moyenâgeuse, de toutes les entraves de la « communauté » fiscale, du souvenir maudit des misérables « gratifications » accordées par le gouvernement, etc., etc., etc.

Le manque de place (mon article a déjà dépassé les limites que m'avait fixées la rédaction du *Przeglad*) m'oblige à laisser de côté le *cinquième* chapitre de mon livre (« Les classes et les partis dans les débats à la Deuxième Douma sur la question agraire »).

Les discours prononcés à la Douma par les *paysans* ont une énorme importance politique. Ils expriment en effet leur désir passionné de se débarrasser du joug des propriétaires fonciers, leur haine farouche pour le Moyen Age et la bureaucratie, l'esprit révolutionnaire spontané, souvent naïf et confus, mais plein de fougue que l'on trouve chez les *simples* paysans et qui, mieux que de longs raisonnements montre quelle énergie destructrice potentielle s'est accumulée dans les masses paysannes contre la noblesse, les gros propriétaires et les Romanov. La tâche du prolétariat conscient est de démasquer impitoyablement et d'extirper les innombrables mirages petits-bourgeois, la phraséologie pseudo-socialiste, les espérances naïves et enfantines qui sont liées dans l'esprit des paysans à la révolution agraire. Mais cette tâche doit viser non pas à apaiser les paysans et à les rendre pacifiques (comme l'ont fait dans les deux Doumas ces traîtres à la liberté populaire que sont messieurs les cadets), mais au contraire à éveiller dans les masses un esprit révolutionnaire inébranlable, résolu et ferme comme l'acier. Sans cet *esprit révolutionnaire*, sans une lutte opiniâtre et impitoyable des masses *paysannes*, l'expropriation, tout comme la république et le suffrage universel, direct, égal et au scrutin secret, resteront des utopies sans espoirs. C'est pourquoi les marxistes doivent poser le problème clairement et sans équivoque : pour le développement économique de la Russie, pour l'évolution du capitalisme, l'alternative est entre deux voies, deux

directions bien distinctes. C'est là un point auquel chacun doit bien réfléchir. Au cours de la première campagne révolutionnaire, pendant les années 1905, 1906, 1907, ces deux directions se sont clairement manifestées à nous comme n'étant pas des généralisations théoriques ou des conclusions déduites de divers *traits* de l'évolution suivie depuis 1861. Non, il s'agit au contraire de directions *fixées* par des classes antagonistes. Les gros propriétaires fonciers et les capitalistes (les octobristes) ont parfaitement compris qu'il n'existe pas d'autre voie que la voie capitaliste et que, *pour eux*, il est impossible de suivre cette voie sans détruire la « communauté » de façon accélérée et violente, cette destruction s'identifiant avec... le pillage usuraire, le « bon plaisir » de la police ou les expéditions « punitives ». C'est là une « opération » dans laquelle il est extrêmement facile de se casser le cou. Quant aux masses de la paysannerie, elles ont non moins clairement compris durant ces trois mêmes années que tout espoir en « notre petit père le tsar », tout espoir en une voie pacifique était vain, et que pour détruire complètement le Moyen Age en général, et la totalité de la propriété foncière moyenâgeuse en particulier, la lutte révolutionnaire était nécessaire.

Toute la propagande et l'agitation de la social-démocratie doivent viser à faire pénétrer ces résultats dans la conscience des masses, à préparer les masses à utiliser cette expérience de telle façon que leur offensive, lors de la *deuxième* campagne de la révolution, soit la plus organisée, décisive et inébranlable possible.

Voilà pourquoi Plékhanov expliquant à Stockholm que la conquête du pouvoir par le prolétariat et la paysannerie marquerait une renaissance de l'esprit de la *Narodnaïa Volia*, s'est montré profondément réactionnaire. Il en arrive d'ailleurs à une absurdité totale : une « révolution agraire paysanne » sans prise de pouvoir par le prolétariat, sans prise de pouvoir par la paysannerie ! Kautsky, en revanche, qui au début de la rupture entre les bolcheviks et les mencheviks penchait nettement en faveur de ces derniers, a adopté le point de vue idéologique des bolcheviks et admis que seule « l'union de la paysannerie et du prolétariat » rendait possible la victoire de la révolution.

Sans une abolition complète de toute la propriété foncière moyenâgeuse, sans un « nettoyage » radical, c'est-à-dire sans la nationalisation de la terre, une telle révolution est inimaginable. La tâche du parti du prolétariat est de diffuser le mot d'ordre de la révolution agraire bourgeoise la plus radicale et la plus conséquente. Quand nous aurons accompli *cela*, nous verrons quelles sont les perspectives qui s'offrent à nous, nous verrons si cette révolution ne sera *que* la base permettant, en régime capitaliste, un développement des forces productives rapide et de type américain, *ou si au contraire* elle constituera le prologue de la révolution socialiste en Occident.

18 juillet 1908.

P.S. — Je ne veux pas répéter ici le projet de programme agraire que j'ai présenté au congrès de Stockholm du P.O.S.D.R. et qui a été publié à maintes reprises dans les publications social-démocrates. Je me bornerai à quelques observations. Etant donné que nous nous trouvons confrontés à deux directions de l'évolution agraire capitaliste, le programme doit nécessairement contenir une « clause conditionnelle » (c'est l'expression technique employée à Stockholm), c'est-à-dire qu'il doit tenir compte de ces deux possibilités. Autrement dit : tant que les choses continuent comme actuellement, nous exigeons que l'usage de la terre soit libre, que des tribunaux soient institués pour abaisser le prix des fermages, que le régime des castes soit aboli, etc. *Mais en même temps, nous luttons contre la tendance actuelle*, nous soutenons les revendications révolutionnaires de la paysannerie dans l'intérêt du développement rapide des forces productives et d'une lutte des classes libre et à grande échelle. En soutenant la lutte révolutionnaire des paysans contre le Moyen Age, le Parti ouvrier social-démocrate montre que dans une société capitaliste, la meilleure forme de rapports agraires (et la meilleure façon de liquider le servage) est la nationalisation des terres, qu'une révolution agraire radicale, l'expropriation des grands domaines et la nationalisation des terres

ne seront possibles que s'il y a une révolution politique radicale, que si l'autocratie est abolie et la république démocratique instaurée.

Tel est le *contenu* de mon projet de programme. La partie de ce projet qui est consacrée au caractère bourgeois de *toutes* les transformations agraires qui ont lieu actuellement et à la définition du point de vue purement prolétarien de la social-démocratie a été *adoptée* à Stockholm et *fait partie* intégrante du programme actuel.

Publié en août 1908 dans « Przeglad Socjaldemokratyczny » n° 6. Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

LES MATIÈRES INFLAMMABLES DE LA POLITIQUE MONDIALE

Ces tout derniers temps, le mouvement révolutionnaire a pris dans divers Etats d'Europe et d'Asie une telle ampleur que nous pouvons voir se dessiner assez nettement une nouvelle étape de la lutte internationale du prolétariat, qui accède à un niveau incomparablement plus élevé qu'auparavant.

En Perse a eu lieu une contre-révolution où l'on retrouve, dans une combinaison originale, la dissolution de la première Douma russe et l'insurrection qui s'est produite en Russie à la fin de l'année 1905. Après la défaite honteuse qu'elles ont essuyée devant les Japonais, les armées du tsar prennent leur revanche en faisant du zèle au service de la contre-révolution. Les cosaques vont en Perse écraser la révolution et renouveler les exploits qui les avaient déjà illustrés en Russie : fusillades, expéditions punitives, massacres et pillages. Il est normal que Nicolas Romanov, à la tête des gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et des capitalistes effrayés par les grèves et la guerre civile, se déchaîne contre les révolutionnaires persans. Ce n'est pas la première fois que le rôle de bourreau international incombe aux guerriers très chrétiens de Russie. Que dans cette affaire, l'Angleterre, elle, prenne une attitude de Ponce Pilate et garde une neutralité bienveillante à l'égard des réactionnaires persans et des partisans de l'absolutisme, cela constitue un phénomène d'un ordre quelque peu différent. Exaspérés par la croissance du mouvement ouvrier dans leur propre pays et épouvantés par le développement de la lutte révolutionnaire en Inde, les bourgeois libéraux

anglais nous donnent de plus en plus souvent, de plus en plus ouvertement et avec de plus en plus d'âpreté l'occasion de voir quelles *bêtes féroces* deviennent les hommes politiques européens les plus « civilisés » et qui sont passés par les plus hautes écoles de constitutionnalisme quand ils se trouvent confrontés à un essor de la lutte des masses contre le capital et contre ce système d'asservissement, de pillage et de violence qu'est le système capitaliste colonial. La Perse étant un pays que les maîtres de l'Inde et le gouvernement contre-révolutionnaire de Russie étaient sur le point de se partager, il va sans dire que les révolutionnaires persans se trouvent dans une situation qui n'est pas facile. Mais la lutte opiniâtre qui s'est déroulée à Tabriz et le fait que les révolutionnaires aient vu, à plusieurs reprises, leur sourire la fortune des armes, alors qu'ils avaient déjà, semblait-il, été battus à plate couture, tout cela montre que les bachi-bouzouks du Chah se heurtent à une très forte résistance populaire malgré l'aide que leur apportent les Liakhov [98] russes et les diplomates anglais. Quand un mouvement révolutionnaire est en mesure d'opposer une résistance militaire aux tentatives de restauration, quand il oblige les paladins de la restauration à faire appel à l'aide étrangère, il ne peut être détruit. Dans ces conditions, le triomphe le plus complet de la réaction persane ne serait que le prélude à de nouvelles révoltes populaires.

En Turquie, le mouvement révolutionnaire des militaires, dirigé par les Jeunes-Turcs a remporté une victoire. En vérité, il s'agit d'une demi-victoire, et même moins, car le Nicolas II de Turquie a trouvé pour l'instant un moyen de s'en tirer en promettant de rétablir la fameuse constitution turque. Mais, quand dans les révolutions des demi-victoires de ce genre sont remportées, quand l'ancien régime est contraint à des concessions aussi précipitées, cela nous garantit de la façon la plus certaine que la guerre civile connaîtra de nouvelles péripéties beaucoup plus décisives et beaucoup plus graves, auxquelles participeront des masses beaucoup plus larges de la population. Ce n'est jamais en vain que les peuples passent par l'école de la guerre civile. C'est une dure école, et quand on la suit de bout en bout, on passe *inévitablement* par la victoire de la contre-révolution, par un déchaînement de furie réaction-

naire, par des répressions sauvages contre les rebelles, etc. Mais pour déplorer que les peuples fassent cette expérience, il faut être un incurable pédant ou une momie retombée en enfance. C'est cette école en effet qui apprend aux classes opprimées à faire la guerre civile et à mener la révolution à la victoire, qui concentre dans les masses des esclaves de notre époque cette haine que les esclaves abrutis, apathiques et ignorants ont toujours renfermée en eux-mêmes et qui les conduit à réaliser les plus grands exploits historiques, une fois qu'ils ont pris conscience de la honte de leur condition.

En Inde, les esclaves indigènes des capitalistes « civilisés » d'Angleterre ont justement causé ces derniers temps bien du tracas à leurs « seigneurs ». Ce qu'on appelle l'administration anglaise de l'Inde n'est qu'une immense suite de déprédations et de violences. Nulle part ailleurs, sauf naturellement en Russie, les masses ne sont dans une telle misère, nulle part la population ne connaît une telle famine chronique. Les hommes politiques les plus libéraux et les plus radicaux de la libre Angleterre, comme par exemple John Morley qui est l'autorité suprême pour les cadets de Russie et, d'ailleurs, l'étoile du journalisme « progressiste » (en réalité du journalisme des laquais du capital), se transforment, quand ils deviennent gouverneurs des Indes, en modernes Gengis-Khan, capables de cautionner toutes les mesures de « pacification » des populations dont ils ont la charge, jusques et y compris l'application *de la peine du fouet* à ceux qui protestent contre leur politique. *Justice* [99], le petit hebdomadaire des social-démocrates anglais est *interdit* en Inde par les canailles « radicales » et libérales du genre de Morley. Et quand Keir Hardy, qui est membre du Parlement britannique et chef de l'Independent Labour Party, a eu l'audace insigne de se rendre en Inde et de parler aux indigènes des exigences les plus élémentaires de la démocratie, toute la presse bourgeoise d'Angleterre s'est mise à pousser des hurlements contre ce « rebelle ». A l'heure actuelle, les journaux anglais les plus influents parlent avec des grincements de dents des « agitateurs » qui troublent la paix de l'Inde et approuvent les jugements et les mesures de répressions administratives typiquement russes à la Plehve, prises contre les publicistes démocrates de l'Inde. Mais en Inde, la rue commence

à s'interposer en faveur de *ses* écrivains et de *ses* chefs politiques. La sentence inique prononcée par les chacals britanniques contre le démocrate indien Tilak — il a été condamné à plusieurs années de bannissement et une récente interpellation à la Chambre des Communes a révélé que cette condamnation avait été prononcée contre l'avis des jurés indiens *grâce aux voix des jurés anglais* ! — cette vengeance des laquais du veau d'or contre un démocrate a provoqué des manifestations de rue et une grève à Bombay. En Inde, comme ailleurs, le prolétariat est parvenu au stade de la lutte politique de masse consciente. Et s'il en est ainsi, cela veut dire que le régime de type anglo-russe établi en Inde est condamné. Le pillage colonial pratiqué par les Européens dans les pays d'Asie a déjà abouti à en aguerrir un, le Japon, qui a su, par de grandes victoires militaires, se garantir un développement national indépendant. Il est absolument certain que le pillage séculaire de l'Inde par les Anglais, que la lutte menée actuellement par ces Européens « d'avant-garde » contre la démocratie persane et indienne vont *aguerrir* en Asie des millions et des dizaines de millions de prolétaires qui deviendront aptes à mener une lutte aussi victorieuse que celle des Japonais contre leurs oppresseurs. Dès maintenant, les ouvriers conscients d'Europe ont des camarades en Asie, et le nombre de ces camarades va augmenter non pas de jour en jour mais d'heure en heure.

En Chine, le mouvement révolutionnaire contre le Moyen Age s'est également manifesté avec une très grande force au cours des derniers mois. Il est vrai qu'on ne peut encore rien dire de précis à propos de ce mouvement : en face des abondantes nouvelles dont nous disposons sur les révoltes qui se sont produites dans diverses localités chinoises, les renseignements parvenus sur le mouvement lui-même sont en effet peu nombreux. Mais il est évident qu'en Chine, il y a un puissant essor de l'« esprit nouveau » et des « courants européens », essor particulièrement sensible depuis la guerre russo-japonaise. Par voie de conséquence, il est inévitable que des anciennes mutineries chinoises, on passe à un mouvement démocratique conscient. Cette fois, il y a des artisans du pillage colonial qui se sont inquiétés : il n'y a qu'à voir comment ont réagi les Français d'Indochine,

qui ont aidé le « pouvoir historique » de Chine à réprimer les révolutionnaires ! Et s'il en est ainsi, c'est parce qu'ils ont eu peur pour l'intégrité de « leurs » possessions asiatiques voisines de la Chine.

Mais ce ne sont pas seulement ses territoires asiatiques qui causent des tourments à la bourgeoisie française. Les barricades de Villeneuve-Saint-Georges, dans la banlieue parisienne, et la fusillade contre les grévistes qui avaient élevé ces barricades (jeudi 30 (17) juillet) ont montré une fois de plus que la lutte des classes en Europe était en train de s'aggraver. Le radical Clemenceau qui gouverne la France au nom des capitalistes, travaille avec un zèle extraordinaire à détruire les dernières illusions républicaines bourgeoises qui existaient encore dans le prolétariat. Sous son gouvernement « radical », c'est tout juste si la troupe n'a pas tiré sur les ouvriers plus souvent qu'autrefois. Les socialistes français avaient déjà surnommé Clemenceau « le rouge » et aujourd'hui, alors que le sang ouvrier a de nouveau été versé par ses agents, ses gendarmes et ses généraux, ils se souviennent du mot devenu proverbial que ce républicain bourgeois, l'un des plus progressistes, avait dit à des délégués ouvriers : « Nous ne sommes pas du même côté de la barricade. » A l'heure qu'il est, un clivage définitif est en train de s'opérer entre le prolétariat français et les républicains bourgeois les plus avancés, les rangeant une fois pour toute de part et d'autre de la barricade. La classe ouvrière française n'a pas épargné son sang pour le triomphe et la défense de la république. Aujourd'hui, sur la base d'un ordre républicain définitivement et complètement affermi, la lutte finale entre les propriétaires et les travailleurs approche de plus en plus vite. A propos du 30 juillet l'*Humanité* écrit : « Ce qui s'est passé, ce n'est pas une simple bagarre, c'est un fragment de bataille. » Les généraux et les policiers ont voulu coûte que coûte provoquer les ouvriers et transformer une manifestation pacifique et désarmée en occasion de carnage. Les troupes ont encerclé et chargé les manifestants et les grévistes désarmés. Mais ceux-ci ont riposté ; ils ont immédiatement élevé des barricades et on en est arrivé à ces événements qui ont ému la France entière. Ces barricades étaient faites de planches et parfaitement

inefficaces, poursuit l'*Humanité*. Mais là n'est pas l'important. L'important, c'est que, alors que la Troisième République avait perdu l'habitude des barricades, « Clemenceau nous les rend » et il en parle avec autant de cynisme que « le boucher de juin 1848 » ou « le Galliffet de 1871 » parlaient de la guerre civile.

Ce n'est pas seulement la presse socialiste qui rappelle ces grandes dates historiques à propos des événements du 30 juillet. Les journaux bourgeois se déchaînent haineusement contre les ouvriers et les accusent d'avoir agi comme s'ils se préparaient à déclencher la révolution socialiste. L'un de ces journaux rapporte un des épisodes mineurs de cette journée qui montre bien quel était l'état d'esprit dans chacun des deux camps à Villeneuve-Saint-Georges. A un moment, des ouvriers qui transportaient un de leurs camarades blessés sont passés devant le général Virvaire qui commandait l'attaque contre les grévistes. De la foule se sont alors élevés les cris de « Saluez ! ». Et le général de la république bourgeoise a rendu un muet hommage à son ennemi blessé.

C'est dans tous les pays capitalistes avancés que la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie s'accentue. La tendance est partout la même, mais elle se manifeste sous des formes différentes, car les conditions historiques, les régimes politiques et les formes du mouvement ouvrier diffèrent d'un pays à l'autre. En Amérique et en Angleterre, où la liberté politique est totale et où le prolétariat n'a aucune tradition révolutionnaire et socialiste (aucune tradition vivante en tout cas), cette aggravation de la lutte se traduit par un renforcement du mouvement antitrusts, par un essor extraordinaire du socialisme et de l'attention que lui portent les classes possédantes, par le fait que des organisations ouvrières, qui parfois sont des organisations purement économiques, commencent à accéder à une lutte politique systématique de caractère purement prolétarien. En Autriche, en Allemagne et pour une part également dans les pays scandinaves, c'est dans le domaine électoral, dans les rapports entre les partis, dans le rapprochement des bourgeois des diverses tendances contre le prolétariat qui est l'ennemi commun, dans le renforcement de la répression judiciaire et policière que se manifeste

cette aggravation de la lutte des classes. Deux camps hostiles travaillent lentement mais sûrement à accroître leurs forces, à consolider leur organisation ; ils se séparent de plus en plus nettement sur toutes les questions de la vie de la société ; on dirait qu'ils se préparent, dans le silence et la concentration, aux combats révolutionnaires de demain. Dans les pays latins, en Italie et surtout en France, l'aggravation de la lutte des classes se traduit par des explosions particulièrement violentes et pour une part directement révolutionnaires, quand la haine rentrée du prolétariat contre ses oppresseurs éclate avec une force soudaine et que l'atmosphère « pacifique » de la lutte parlementaire est remplacée par des scènes de guerre civile.

Le mouvement révolutionnaire international du prolétariat ne se déroule pas et ne peut pas se dérouler dans tous les pays au même rythme et par les mêmes moyens. C'est seulement quand on se place au plan de la lutte de classe d'ensemble menée par les ouvriers des différents pays que l'on voit que toutes les possibilités sont exploitées à fond dans tous les domaines. Chaque pays apporte ses caractéristiques originales et précieuses au courant commun, mais dans chaque pays pris séparément, le mouvement souffre de telle ou telle étroitesse, de telle ou telle lacune théorique ou pratique du parti socialiste. Mais si on considère les choses globalement, il est clair que le socialisme international est en train de faire un immense pas en avant, que l'armée des millions de prolétaires a renforcé son unité dans plusieurs heurts concrets avec l'ennemi, que la lutte finale contre la bourgeoisie se rapproche et que la classe ouvrière est beaucoup mieux *préparée* à cette lutte qu'elle ne l'était au moment de la Commune, dernière en date des grandes insurrections du prolétariat.

Ce pas en avant du socialisme international qui s'effectue au moment où la lutte démocratique révolutionnaire est en train de s'intensifier en Asie place la révolution russe dans des conditions particulières, et particulièrement difficiles. Etant donné que la révolution russe dispose en Europe et en Asie d'un puissant allié international, *cela entraîne par voie de conséquence* que l'ennemi auquel elle doit faire face n'est pas seulement national, pas seulement russe, mais également *international*. Dans tous les pays

capitalistes, la réaction contre le renforcement de la lutte du prolétariat est inévitable, et cette réaction unit les gouvernements bourgeois du monde entier contre tout mouvement populaire quel qu'il soit, contre toute révolution en Asie et plus encore en Europe. Dans notre parti, les opportunistes continuent à rêver pour la Russie, comme la majorité des intellectuels libéraux russes, d'une révolution bourgeoise qui ne « rebuterait pas » la bourgeoisie, qui ne l'effraierait pas, qui ne provoquerait pas de réaction « excessive » et qui n'amènerait pas la prise du pouvoir par les classes révolutionnaires. Vains espoirs ! Utopie de philistins ! Les matières inflammables s'accumulent avec une telle rapidité dans tous les Etats d'avant-garde, l'incendie est en train de gagner si manifestement la majorité des Etats asiatiques qui, hier encore, étaient profondément endormis, que le renforcement de la réaction bourgeoise internationale et l'exacerbation de toutes les révolutions nationales sont absolument inévitables.

En Russie, la contre-révolution est incapable de mener à bien les tâches historiques qui se posent à la révolution. La bourgeoisie russe est de plus en plus attirée vers le courant international antiprolétarien et antidémocratique, et le prolétariat russe ne doit pas compter sur des alliés libéraux. Il doit suivre sa propre voie indépendante vers la victoire complète de la révolution. Il lui faut pour cela fonder son action sur le fait qu'en Russie, la question agraire doit nécessairement être résolue de façon violente par les masses paysannes elles-mêmes, aider ces masses paysannes à renverser la domination des gros propriétaires fonciers et de l'autocratie Cent-Noirs, se donner pour objectif d'instaurer en Russie une dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie et se souvenir que sa lutte et ses victoires sont indissolublement liées au mouvement révolutionnaire international. Un peu moins d'illusions sur le compte du libéralisme de la bourgeoisie contre-révolutionnaire (en Russie comme dans tous les autres pays du monde). Un peu plus d'attention à l'essor du prolétariat révolutionnaire international !

« Prolétari » n° 33,
22 juillet (5 août) 1908

Conforme au texte du journal

NOTE DE LA RÉDACTION [100]

Le présent essai sur les mésaventures théoriques du camarade Maslov est tiré d'un ouvrage de N. Lénine qui contient une analyse systématique des tendances de notre développement agraire. Il va de soi que si on dénonce les théories agraires « originales » de Maslov, théories qui sont inspirées par l'esprit révisionniste le plus plat, on est inévitablement conduit à critiquer également quelques-unes des thèses du programme du parti. Nous estimons qu'il est tout à fait opportun qu'une discussion s'ouvre sur ce problème dans la presse du parti.

Pour ce qui concerne les « découvertes » théoriques de Maslov, nous avons en particulier quelques mots à dire au camarade Plékhanov, ange gardien de notre révisionniste agraire.

Dans le numéro 6-7 du *Goloss Sotsial-Dêmokrata*, alors que vous analysiez des problèmes théoriques de la plus haute importance, vous avez trouvé bon de glisser en passant des considérations ambiguës et évasives dont il faut bien dire qu'elles sont *indécentes*. Vous avez osé déclarer dans la presse qu'il y a certains membres de notre parti que *vous ne considérez pas comme des camarades*, sans avoir le courage d'expliquer clairement et ouvertement si vous prépariez à quitter notre organisation ou si au contraire vous cherchiez à obtenir l'exclusion de tel ou tel de ses membres. Votre attitude est à la fois lâche et grossière.

Mais vous qui êtes un guerrier incorruptible, méditez donc un peu sur les exploits révisionnistes de votre Maslov.

Vous êtes justement là dans votre fief, où vous exercez l'autorité avec une rigueur, à en juger par ce qui se publie, digne du terrible Doumbadzé. Alors, où est votre critique des élucubrations révisionnistes du camarade Maslov ? Où est votre défense de la théorie économique de Karl Marx ? Et qui, sinon vous, ne manque pas une occasion de soutenir Maslov et de faire chorus avec lui ?

Nos Famoussov [101] du parti sont tout disposés à se faire prendre pour des champions intransigeants du marxisme. Mais, dès qu'il s'agit de solidarité de leur fraction, ils sont prêts à couvrir les déviations qui s'écartent le plus gravement du marxisme.

« Prolétari » n° 33,
28 juillet (5 août) 1908

Conforme au texte du journal

LE MILITARISME MILITANT ET LA TACTIQUE ANTIMILITARISTE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

I

Les diplomates sont en émoi. On voit tomber une grêle de « notes », de « rapports » et de « déclarations ». On entend chuchoter les ministres derrière le dos des marionnettes couronnées qui, une coupe de champagne à la main, « œuvrent au renforcement de la paix ». Mais les « sujets » de ces têtes couronnées savent très bien que quand on voit voler des corbeaux, c'est que la mort rôde. D'ailleurs, on a pu entendre le lord conservateur Cromer déclarer au parlement britannique qu'« en ce moment, des intérêts nationaux (?) sont en jeu, que les passions s'exacerbent et que nous risquons de voir éclater un conflit, aussi pacifiques (!) que puissent être les intentions des gouvernants ».

Au cours de la dernière période, il s'est accumulé une énorme quantité de matières inflammables et cette quantité ne cesse d'augmenter. La révolution persane menace de bouleverser toutes les délimitations des sphères d'influence que les puissances européennes avaient mises au point. En Turquie, les pillards capitalistes d'Europe disposaient d'une chasse gardée que le mouvement constitutionnel risque de leur arracher. Et puis il y a les vieilles questions de Macédoine, d'Asie centrale et d'Extrême-Orient, etc., etc., qui se sont aggravées et qui, elles aussi, aujourd'hui, deviennent menaçantes.

Dans cette situation, étant donné le réseau de traités et d'accords secrets et publics existant, le moindre camou-

flet infligé à une des « grandes puissances » suffirait « de l'étincelle à faire jaillir la flamme ».

Plus les gouvernements se menacent l'un l'autre d'en venir aux armes, plus ils répriment extensivement et intensivement le mouvement antimilitariste existant dans leurs pays respectifs. Dans ce domaine, le ministère radical-socialiste Clemenceau-Briand ne le cède pas en violence au ministère conservateur des junkers de Bülow. En Allemagne, la dissolution des « organisations de jeunesse », en vertu d'une nouvelle loi sur les associations et les réunions qui interdit aux jeunes de moins de vingt ans d'assister à des assemblées politiques, a considérablement entravé l'agitation antimilitariste.

De ce fait, la discussion sur la tactique antimilitariste des socialistes, qui avait cessé depuis le congrès de Stuttgart [102], reprend dans la presse du parti.

A première vue, c'est là un phénomène étrange : alors qu'il est tellement évident qu'il s'agit d'une question essentielle, qu'il saute aux yeux que le militarisme porte préjudice au prolétariat, il serait pourtant difficile de trouver un autre problème qui suscite parmi les socialistes occidentaux autant d'hésitations et de confusion que les discussions sur la tactique antimilitariste.

Les prémisses fondamentales qui permettent de résoudre correctement ce problème sont établies depuis longtemps sans aucune ambiguïté et ne suscitent aucune divergence. Le militarisme moderne est le résultat du capitalisme. En tant que force armée utilisée par les Etats capitalistes dans les conflits extérieurs (« *Militarismus nach aussen* », comme disent les Allemands) et en tant que moyen employé par les classes dominantes pour réprimer toute espèce de mouvement prolétarien, qu'il soit politique ou économique (« *Militarismus nach innen* »), le militarisme constitue, sous ces deux formes, une « manifestation vitale » du capitalisme. Cette idée a été exprimée de façon définitive par les résolutions de toute une série de congrès internationaux (Paris 1889, Bruxelles 1891, Zürich 1893 et enfin Stuttgart 1907 [103]). Bien que, conformément à son ordre du jour (« Sur les conflits internationaux »), le congrès de Stuttgart se soit surtout préoccupé de l'aspect « extérieur » du militarisme, de ce que les Allemands appellent « *Militarismus nach aussen* »,

c'est la résolution de ce congrès qui expose de la façon la plus complète la liaison existant entre le militarisme et le capitalisme. Voici d'ailleurs, dans cette résolution, le passage qui nous intéresse : « Les guerres entre Etats capitalistes sont ordinairement provoquées par la concurrence existant entre ces Etats sur le marché mondial. Chacun s'efforce en effet non seulement de se garantir des débouchés mais encore de conquérir de nouvelles régions. Et dans ce domaine, c'est l'asservissement des peuples et des pays étrangers qui joue le rôle principal. Les guerres sont provoquées ensuite par les armements effectués en permanence par le militarisme, principal instrument de la domination de classe de la bourgeoisie et de la sujétion politique de la classe ouvrière. Les guerres sont favorisées par les préjugés nationalistes systématiquement entretenus dans les pays civilisés, dans l'intérêt des classes dominantes, afin de détourner les masses prolétariennes de leurs propres objectifs de classe et de leur faire oublier leur devoir de solidarité de classe internationale.

Les guerres ont donc leur racine dans la nature même du capitalisme ; elles ne cesseront que lorsque le régime capitaliste cessera d'exister, autrement dit que lorsque l'énormité des sacrifices humains et des dépenses qui découlent du développement de la technique militaire et la colère provoquée dans le peuple par les armements auront entraîné l'élimination de ce système.

La classe ouvrière, qui fournit le gros des armées et sur qui retombe l'essentiel des sacrifices matériels, est naturellement et tout particulièrement opposée aux guerres, qui sont en contradiction avec le but qu'elle poursuit, à savoir la création d'un régime économique fondé sur le principe socialiste, qui mettra en pratique la solidarité des peuples... »

II

On voit donc que pour les socialistes, la liaison de principe entre le militarisme et le capitalisme est fermement établie et que sur ce point, il n'y a parmi eux aucune divergence. Mais que les socialistes aient admis cette liaison ne signifie pas pour autant qu'ils aient défini concrètement

leur *tactique* antimilitariste et ne résout pas la question pratique de savoir comment lutter contre le fardeau du militarisme, comment faire obstacle à la guerre. Et c'est dans les réponses apportées à ces questions que se manifestent de profondes divergences. Au congrès de Stuttgart, ces divergences se sont révélées avec une acuité toute particulière.

A l'un des pôles, on trouve les social-démocrates allemands du type Vollmar. Leur raisonnement est le suivant : puisque le militarisme est engendré par le capitalisme, puisque les guerres sont le corollaire nécessaire du développement capitaliste, il n'y a aucun besoin d'avoir une activité antimilitariste spéciale. Telles ont été les déclarations de Vollmar au Parteitag d'Essen. Pour ce qui est de la conduite que devront adopter les social-démocrates au cas où la guerre serait déclarée, la majorité des social-démocrates allemands, conduits par Bebel et Vollmar, maintient fermement que les social-démocrates doivent défendre leur patrie contre l'agression et prendre part à une guerre « défensive ». Cette thèse a amené Vollmar à déclarer à Stuttgart que « tout l'amour que nous portons à l'humanité ne peut nous empêcher d'être de bons Allemands » et le député social-démocrate Noske à proclamer au Reichstag qu'en cas de guerre contre l'Allemagne « les social-démocrates ne le céderaient en rien aux partis bourgeois et mettraient le fusil à l'epaule » ; dans ces conditions il ne restait à Noske qu'un pas à franchir pour déclarer : « nous désirons que l'Allemagne soit le mieux armée possible ».

A l'autre pôle, on trouve le petit groupe des partisans de Gustave Hervé. Le prolétariat n'a pas de patrie, disent-ils. Cela veut dire que toutes les guerres sont conformes aux intérêts des capitalistes ; le prolétariat doit donc lutter contre toutes les guerres, quelles qu'elles soient. Il doit répondre à toute déclaration de guerre par la grève militaire et l'insurrection. Voilà à quoi doit se ramener pour l'essentiel la propagande antimilitariste. A Stuttgart, Hervé a donc présenté le projet de résolution suivant : « Le congrès appelle à répondre par la grève militaire et par l'insurrection *à toute déclaration de guerre, d'où qu'elle vienne.* »

Telles sont, sur ce problème, les deux positions « extrêmes » que l'on trouve parmi les socialistes occidentaux.

Dans ces deux positions, on voit se refléter, « comme le soleil dans une goutte d'eau », les deux maladies dont continue à souffrir l'activité du prolétariat d'Occident, à savoir : les tendances opportunistes et la phrase anarchiste.

Avant toute chose, nous devons faire quelques remarques à propos du patriotisme. Il est exact que dans le *Manifeste communiste*, il est écrit que « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Il est non moins exact que la position défendue par Vollmar, Noske et Cie foule aux pieds ce principe fondamental du socialisme *international*. Mais il ne s'ensuit pas pour autant qu'Hervé et ses partisans aient raison quand ils affirment que pour le prolétariat il est indifférent de vivre dans un pays ou dans un autre, en Allemagne monarchique, en France républicaine ou en Turquie despotique. Dans la lutte de classe du prolétariat, la patrie, c'est-à-dire le milieu politique, culturel et social, est un facteur extrêmement important. Et si Vollmar a tort de recommander au prolétariat de se comporter « en bon Allemand » à l'égard de sa patrie, Hervé a tout aussi tort d'aborder un facteur aussi important pour la lutte libératrice des ouvriers d'une façon qui manque aussi impardonnablement d'esprit critique. Le prolétariat ne peut être indifférent aux conditions politiques, sociales et culturelles de sa lutte : il ne peut donc être indifférent au destin de son pays. Mais si ce destin l'intéresse, c'est uniquement *dans la mesure* où il concerne sa lutte de classe et non en vertu de quelque « patriotisme » bourgeois qu'il est tout à fait indécent de voir défendu par des social-démocrates.

La seconde question, celle de l'attitude à prendre à l'égard du militarisme et de la guerre est plus complexe. De prime abord, il saute aux yeux qu'Hervé se livre à une confusion impardonnable entre ces deux problèmes et qu'il oublie le rapport de cause à effet existant entre la guerre et le capitalisme ; s'il adoptait la tactique prônée par Hervé, le prolétariat se condamnerait à une activité stérile : il emploierait toute sa combativité (il est en effet question d'insurrection) à lutter contre les effets (la guerre) et laisserait subsister la cause (le capitalisme).

Le mode de pensée anarchiste donne ici sa mesure. Ce mode de penser consiste à croire aveuglément en force mira-

culeuse de toute *action directe* *, quelle qu'elle soit ; à détacher cette action directe de la conjoncture politique et sociale d'ensemble, sans faire la moindre analyse de cette dernière ; à « interpréter [selon l'expression de Karl Liebknecht] les phénomènes sociaux de façon mécanique et arbitraire ».

Le plan d'Hervé est très « simple » : le jour de la déclaration de guerre, les socialistes appelés sous les drapeaux désertent, les réservistes se mettent en grève et restent chez eux. Mais, « de la résistance passive qu'est la grève des réservistes la classe ouvrière aurait vite fait de passer à la résistance ouverte, à l'insurrection, et celle-ci aurait d'autant plus de chances de triompher que l'armée active serait partie à la frontière » (Gustave Hervé, « Leur patrie »).

Voilà en quoi consiste ce « plan efficace, direct et pratique ». Et c'est parce qu'il est persuadé de son succès qu'Hervé propose de répondre à toute déclaration de guerre par la grève militaire et par l'insurrection.

Il est donc clair que la question n'est pas de savoir si le prolétariat peut, quand il le juge utile, répondre par la grève et l'insurrection à la déclaration de guerre. Ce qui est en discussion, c'est de savoir si le prolétariat doit prendre l'engagement de répondre par l'insurrection à *toute* déclaration de guerre ? Si on répond positivement, cela veut dire qu'on enlève aux ouvriers la possibilité de choisir le moment où ils livreront le combat décisif et qu'on laisse à leurs ennemis le choix de ce moment : au lieu que le prolétariat attende, pour livrer bataille, un moment conforme à ses intérêts, un moment où sa conscience socialiste aura atteint un niveau élevé, où son organisation sera puissante, où l'occasion sera favorable, etc., les gouvernements bourgeois pourront au contraire le pousser à l'insurrection même quand les conditions lui seront défavorables, en déclenchant par exemple une guerre susceptible d'exacerber les sentiments patriotiques et chauvins de larges couches de la population et d'isoler ainsi le prolétariat insurgé. De plus, il ne faut pas perdre de vue que la bourgeoisie, dont on sait avec quelle férocité elle poursuit, de l'Allemagne

* En français dans le texte. [*N.R.*]

monarchique à la France républicaine et à la Suisse démocratique, l'activité antimilitariste en temps de paix, répondrait par un déchaînement de fureur à toute tentative de grève militaire qui éclaterait en temps de guerre, à un moment où sont en vigueur des lois martiales, l'état de siège, des cours martiales, etc.

Kautsky a donc raison quand il dit à propos de Gustave Hervé que « l'idée de la grève militaire a été engendrée par de « bons motifs », qu'elle est noble et pleine d'héroïsme, mais que c'est une folie héroïque ».

S'il juge que c'est utile et avantageux, le prolétariat peut répondre à une déclaration de guerre par la grève militaire. Il peut recourir à ce moyen entre tous ceux dont il dispose pour parvenir à la révolution sociale. Mais il n'est pas dans ses intérêts de se lier par cette « recette tactique ».

Et telle est précisément la réponse que le congrès de Stuttgart a apporté à ce problème si discuté.

III

Mais si les thèses d'Hervé sont « une folie héroïque », les positions défendues par Vollmar, Noske et leurs partisans de « l'aile droite » se caractérisent par leur lâcheté opportuniste. A Stuttgart, et plus encore à Essen, ils ont raisonné ainsi : puisque le militarisme est engendré par le capitalisme et disparaîtra avec lui, il n'y a pas besoin d'agitation antimilitariste particulière : une telle agitation ne doit pas exister. Mais prenez la question ouvrière ou la question féminine, leur a-t-on objecté à Stuttgart ; elles non plus ne pourront pas être résolues de façon radicale tant que le capitalisme existera. Cela ne nous empêche pourtant pas de lutter pour une législation ouvrière ou pour l'extension des droits civiques accordés aux femmes, etc. Une propagande spéciale doit être consacrée à l'antimilitarisme et cette propagande doit être d'autant plus énergique que l'intrusion de la force armée dans le combat du travail contre le capital est de plus en plus fréquente, et que l'importance du militarisme, non seulement dans la lutte actuelle du prolétariat, mais aussi dans sa lutte future, au moment de la révolution sociale, est de plus en plus évidente.

La propagande proprement antimilitariste n'a pas pour elle que des arguments théoriques ; elle peut se réclamer d'une importante expérience historique. Dans ce domaine, c'est la Belgique qui est à l'avant-garde. En plus de la propagande générale en faveur des idées antimilitaristes, le Parti ouvrier belge a organisé des groupes de la jeunesse socialiste qui portent le nom de « Jeunes Gardes ». Tous les groupes d'un même district forment une fédération et toutes les fédérations de district s'unissent en une fédération nationale à la tête de laquelle siège un « Conseil de direction » ; les organes des « Jeunes Gardes » (« La jeunesse, c'est l'avenir », « De Caserne », « De Loteling » *, etc.) sont diffusés à des dizaines de milliers d'exemplaires. La plus puissante des fédérations est celle de Wallonie qui rassemble 62 groupes locaux et 10 000 membres. A l'heure actuelle, les « Jeunes Gardes » comptent en tout 121 groupes locaux.

En plus de la propagande écrite, on fait une intense propagande orale : au mois de janvier et de septembre, au moment où les conscrits sont appelés sous les drapeaux, des assemblées populaires et des manifestations sont organisées dans les principales villes de Belgique ; aux portes des mairies, des orateurs socialistes prennent la parole pour expliquer aux jeunes recrues la signification du militarisme. Un « comité des plaintes » chargé de rassembler les informations sur toutes les injustices commises dans les casernes a été constitué auprès du Conseil de direction des « Jeunes Gardes ». Chaque jour, ces informations sont publiées par *Le Peuple* [104], organe central du parti, dans une rubrique spéciale consacrée aux « nouvelles de l'armée ». La propagande antimilitariste ne s'arrête pas aux portes des casernes, car les soldats socialistes forment des groupes chargés de mener cette propagande à l'intérieur même de l'armée. A l'heure actuelle, il existe une quinzaine de ces groupes (de ces « unions de soldats »).

Suivant l'exemple belge, la propagande antimilitariste est menée en France **, en Autriche, en Suisse et dans d'au-

* « Le Conscrit ». [*N.R.*]

** Une particularité intéressante de Français est l'organisation de ce qu'ils appellent le « sou du soldat » : toutes les semaines, chaque ouvrier donne un sou au secrétaire de son organisation ; les som-

tres pays avec une intensité et sous des formes qui varient d'un pays à l'autre.

On voit donc qu'il est non seulement indispensable mais aussi utile et fructueux sur le plan pratique d'avoir une activité consacrée spécialement à l'antimilitarisme. De ce fait, puisque Vollmar s'est opposé à une telle activité comme impossible selon lui en Allemagne par suite des conditions policières qui règnent dans ce pays, et par ce qu'elle mettrait en danger les organisations du parti, le problème s'est ramené à une analyse concrète des conditions de tel ou tel pays. Question de fait, non de principe. Il n'en reste pas moins que la remarque de Jaurès est juste : si la social-démocratie allemande a pu résister dans sa jeunesse, pendant les années difficiles où les lois d'exception contre les socialistes étaient en vigueur, à la poigne de fer du comte de Bismarck, elle pourrait aujourd'hui, étant donné les proportions dans lesquelles elle a grandi et s'est développée, envisager sans crainte les persécutions des gouvernants actuels de l'Allemagne. Mais en tout état de cause, c'est quand Vollmar tente de s'appuyer sur l'argument selon lequel la propagande antimilitariste serait inutile par principe qu'il est le plus dans l'erreur.

Tout aussi opportuniste est l'opinion de Vollmar et de ses partisans selon laquelle les social-démocrates doivent participer à la guerre si elle est défensive. La brillante critique de Kautsky n'a rien laissé de ces thèses. Kautsky a en effet montré que souvent (et en particulier dans les moments d'ivresse patriotique), il était absolument impossible de déterminer si une guerre donnée avait des objectifs offensifs ou défensifs (Kautsky a donné l'exemple suivant : au commencement de la guerre russo-japonaise, le Japon était-il dans une position d'agression ou de défense ?). Si les social-démocrates s'avisaient de vouloir faire dépendre de ce critère leur attitude à l'égard de la guerre, ils seraient conduits à se perdre dans le labyrinthe des pourparlers diplomatiques. Bien plus, les social-démocrates peuvent se trouver dans une situation telle qu'ils doivent exiger l'ou-

---

mes ainsi collectées sont envoyées aux soldats pour qu'ils « se rappellent que même sous l'habit militaire ils appartiennent à une classe exploitée et qu'ils ne l'oublient dans aucune circonstance ».

verture d'une guerre offensive. En 1848 (le groupe d'Hervé ferait bien de ne pas l'oublier), Marx et Engels pensaient qu'il fallait que l'Allemagne entre en guerre contre la Russie. Par la suite, ils ont essayé d'influer sur l'opinion publique anglaise pour la pousser à la guerre contre la Russie. A ce propos, Kautsky émet l'hypothèse suivante : « Supposons, dit-il, que le mouvement révolutionnaire triomphe en Russie et que sous l'influence de cette victoire, le pouvoir passe en France entre les mains du prolétariat ; supposons, d'autre part, qu'il se forme une coalition des monarques européens contre la Russie nouvelle. Verra-t-on la social-démocratie internationale protester si la République française vient en aide à la Russie ? » (Karl Kautsky, *Notre opinion sur le patriotisme et la guerre.*)

Il est évident que dans ce problème (ainsi d'ailleurs que dans celui du « patriotisme »), ce n'est pas le caractère offensif ou défensif de la guerre, mais les intérêts de la lutte de classe du prolétariat ou, mieux encore, les intérêts du mouvement international du prolétariat qui constituent le seul critère à partir duquel on peut examiner et décider quelle doit être l'attitude des social-démocrates à l'égard de tel ou tel événement affectant les relations internationales.

Une récente prise de position de Jaurès montre à quels sommets se hisse l'opportunisme dans ces questions également. Dans un journal allemand libéral bourgeois, où il exprime son opinion sur la situation internationale, Jaurès défend en effet l'alliance de la France et de l'Angleterre avec la Russie contre ceux qui l'accusent de poursuivre des objectifs contraires à la paix. Il considère cette alliance comme « une garantie de paix » et il se félicite d'avoir vécu assez longtemps pour voir « unis ces deux anciens ennemis que sont la Russie et l'Angleterre ».

Dans sa « Lettre ouverte » à Jaurès parue dans le dernier numéro du *Neue Zeit*, Rosa Luxembourg donne une excellente appréciation de cette thèse et lui apporte une ardente réplique.

Tout d'abord, constate Rosa Luxembourg, parler d'une alliance de la « Russie » et de l'« Angleterre », c'est « employer le langage des politiciens bourgeois ». En politique étrangère, en effet, les intérêts des Etats bourgeois et ceux

du prolétariat sont contradictoires. On ne peut donc parler d'une harmonie d'intérêts dans le domaine des relations extérieures. Si le militarisme est engendré par le capitalisme, ce n'est pas par les intrigues des gouvernants et des diplomates que les guerres pourront être supprimées. La tâche des socialistes, par conséquent, est de démasquer sans relâche l'hypocrisie et l'impuissance des « démarches diplomatiques pacifiques » et non de semer des illusions sur leur compte.

Mais ce qui est au centre de la lettre, c'est l'appréciation à porter sur l'alliance tant glorifiée par Jaurès de l'Angleterre et de la France avec la Russie. La bourgeoisie européenne a donné au tsarisme la possibilité de repousser l'assaut révolutionnaire. « Aujourd'hui, l'absolutisme tente de transformer la victoire provisoire qu'il a remportée sur la révolution en une victoire définitive. Pour ce faire, il a recours avant toute chose à un moyen utilisé par tous les despotismes chancelants : il veut remporter des succès en politique extérieure. » A l'heure actuelle, toute alliance avec la Russie est « une sainte alliance de la bourgeoisie d'Europe occidentale avec la contre-révolution russe, avec les tortionnaires et les bouchers des combattants de la liberté russes et polonais ; chacune de ces alliances marque un renforcement de la réaction la plus sanglante, non seulement à l'intérieur de la Russie mais également dans les relations internationales ». « C'est pourquoi la tâche la plus élémentaire des socialistes et des prolétaires de tous les pays est d'entraver de toutes leurs forces les alliances avec la Russie contre-révolutionnaire. »

« Comment expliquer, demande Rosa Luxembourg à Jaurès, qu'après avoir prononcé devant le parlement français un remarquable discours contre l'emprunt russe, qu'après avoir publié, il y a quelques semaines, dans votre journal *l'Humanité* un ardent appel à l'opinion publique contre la besogne sanglante effectuée en Pologne russe par les tribunaux militaires, qu'après tout cela, vous vous appliquiez « avec la plus grande énergie » à faire du gouvernement des bourreaux sanglants de la révolution russe et de l'insurrection persane un facteur influent de la politique européenne, à faire des gibets russes les colonnes de la paix internationale ? Comment peut-on concilier vos plans de paix basés sur l'alliance franco-russe et anglo-russe avec la récente protestation du groupe parlementaire socialiste et de la commission administrative du Conseil national du Parti socialiste français contre le voyage de Fallières en Russie, avec cette protestation

que vous avez signée et qui défend en phrases brûlantes les intérêts de la révolution russe ? Il ne tient au président de la République française qu'à rappeler vos idées sur la situation internationale, pour répliquer à votre protestation : qui veut la fin, veut les moyens, et si on considère que l'alliance avec la Russie tsariste favorise la paix mondiale, on doit accepter tout ce qui renforce cette alliance et favorise l'amitié.

Qu'auriez-vous dit si autrefois en Allemagne, en Russie et en Angleterre il s'était trouvé des socialistes et des révolutionnaires pour recommander, « dans l'intérêt de la paix », une alliance avec le gouvernement de la Restauration ou avec celui de Thiers et de Jules Favre, et pour couvrir cette alliance de leur « autorité morale » ? ! ! ... »

Cette lettre se passe de commentaires et les social-démocrates russes ne peuvent que féliciter la camarade Rosa Luxembourg pour sa protestation et pour la manière dont elle a pris la défense de la révolution russe devant le prolétariat international.

« Prolétari » n° 33,
23 juillet (6 août) 1908

Conforme au texte du journal

UNE MANIFESTATION PACIFISTE DES OUVRIERS ANGLAIS ET ALLEMANDS[105]

On sait que la presse bourgeoise d'Angleterre et d'Allemagne, et en particulier la presse de bas étage, mène depuis longtemps une campagne chauvine qui tend à dresser ces deux pays l'un contre l'autre. La concurrence entre les capitalistes anglais et les capitalistes allemands devient de plus en plus acharnée sur le marché mondial où l'Angleterre a perdu la suprématie et n'exerce plus une domination sans partage. L'Allemagne fait partie des pays capitalistes dont le développement est particulièrement rapide, et de plus en plus elle cherche à l'étranger des débouchés pour les produits de son industrie. Dans la société capitaliste, la lutte pour les colonies et les conflits d'intérêts commerciaux sont maintenant parmi les principales causes de guerre. Il n'est donc pas étonnant que les capitalistes d'Angleterre et d'Allemagne estiment que la guerre est devenue inévitable entre leurs deux pays et que les militaires des deux camps jugent cette guerre souhaitable. Les chauvins anglais veulent affaiblir un concurrent dangereux en abattant la puissance maritime de l'Allemagne pendant qu'elle est encore beaucoup moins forte que celle de leur pays. Les junkers et les généraux allemands avec à leur tête leur mufle d'empereur brûlent d'en découdre : ils espèrent pouvoir mettre à profit leur avantage terrestre et rêvent de couvrir du bruit de leurs victoires militaires le mécontentement grandissant des masses ouvrières et

l'aggravation de la lutte des classes que l'on observe en Allemagne.

Les ouvriers anglais et allemands ont décidé d'agir ouvertement contre le danger de guerre qui ne cesse de s'accroître. Certes, il y a déjà longtemps que dans les deux pays les journaux ouvriers mènent une lutte sans défaillance contre le chauvinisme et le militarisme. Mais aujourd'hui, il était nécessaire que la volonté de la classe ouvrière s'exprime de façon plus imposante que par l'intermédiaire de la presse. Les ouvriers anglais ont décidé d'envoyer à Berlin une délégation, afin que puisse s'affirmer dans une grande manifestation la solidarité qui unit le prolétariat des deux pays dans sa détermination de faire la guerre à la guerre,

La manifestation a eu lieu à Berlin le dimanche 20 (7) septembre. Les députés des ouvriers anglais ont pu cette fois s'adresser sans entrave aux ouvriers allemands. Il y a deux ans, le gouvernement allemand avait interdit à Jean Jaurès de parler aux ouvriers de Berlin quand il avait décidé de prendre la parole au nom de la classe ouvrière française dans un meeting social-démocrate pour protester contre le chauvinisme de la bourgeoisie. Le gouvernement de Berlin ne s'est pas résolu cette fois-ci à expulser les délégués du prolétariat britannique.

Un grand rassemblement ouvrier a eu lieu dans l'une des plus grandes salles de Berlin. Environ 5 000 personnes avaient en un instant rempli cette salle, tandis que plusieurs milliers d'autres qui n'avaient pu trouver de place restaient dans le jardin et dans les rues avoisinantes. Le service d'ordre était assuré par des ouvriers élus portant un brassard rouge. Au nom de toute la classe ouvrière d'Allemagne organisée sur le plan politique et professionnel, le camarade Legien qui est un dirigeant de premier plan des syndicats ouvriers allemands (des syndicats qu'on appelle « libres », c'est-à-dire en fait social-démocrates) a souhaité la bienvenue à la délégation britannique. Il y a cinquante ans, a-t-il dit, les ouvriers français et anglais avaient déjà manifesté en faveur de la paix. Mais à l'époque, les socialistes d'avant-garde n'avaient pas encore de masses organisées derrière eux. Aujourd'hui, les organisations ouvrières d'Angleterre et d'Allemagne rassemblent 4 millions 1/3 de membres. C'est au nom de cette armée que les délégués anglais

et tous les participants à notre réunion parlent aujourd'hui pour déclarer que c'est entre les mains de la classe ouvrière que se trouve la solution du problème de la guerre et de la paix.

Dans sa réponse, le délégué anglais Maddison a stigmatisé la campagne chauvine de la bourgeoisie et a remis un « Message des ouvriers de Grande-Bretagne aux ouvriers d'Allemagne » sous lequel avaient été rassemblées 3 000 signatures. Parmi les signataires, a-t-il fait remarquer, on trouve des représentants des deux tendances du mouvement ouvrier anglais (à savoir, les social-démocrates et les partisans de l'« Independent Labour Party » qui ne défendent encore aucune position socialiste tant soit peu conséquente). Les guerres servent les intérêts des classes possédantes, est-il indiqué dans ce message, et ce sont les masses ouvrières qui en supportent tout le poids ; quant aux classes possédantes, elles tirent profit des malheurs du peuple. Il faut donc que les ouvriers s'unissent contre la clique militariste pour assurer la paix.

D'autres délégués anglais, puis Richard Fisher pour la social-démocratie allemande, ont pris la parole. A l'issue de la réunion, une résolution a été adoptée à l'unanimité, qui stigmatise « la politique égoïste et myope des classes dominantes et exploiteuses » et qui exprime la détermination des participants à agir conformément aux décisions du Congrès international de Stuttgart, c'est-à-dire à lutter de toutes leurs forces et par tous les moyens contre la guerre. L'assemblée s'est dispersée dans le calme, aux accents de la Marseillaise des ouvriers. Il n'y a pas eu de manifestations de rue. Les espoirs de la police berlinoise et des autorités militaires locales ont été déçus. D'ailleurs, le fait qu'une manifestation ouvrière aussi pacifique ait provoqué un déploiement des forces de police et de la troupe caractérise bien le régime allemand. La garnison de Berlin avait été mobilisée. Des détachements quadrillaient la ville selon un plan sévère et de façon, principalement, qu'il soit difficile de voir où étaient cachés les soldats et combien il y en avait. Des patrouilles de police parcouraient les rues et les places voisines de la salle où se tenait la réunion, et en particulier la rue qui mène de cette salle au Palais. Le Palais, quant à lui, était entouré d'un véri-

table cordon de policiers en civil et de troupes postées dans les cours. Tout un système de surveillance policière avait été organisé : des groupes d'agents stationnaient au coin de rues, des officiers de police avaient été envoyés à tous les points névralgiques, des cyclistes servaient d'éclaireurs et renseignaient les autorités militaires sur tout ce qui se passait chez l'« ennemi », une triple garde avait été placée sur les ponts et sur les passages permettant de franchir le canal. Comme ironisait le *Vorwärts* [106] à propos de toutes ces mesures prises par le gouvernement de Guillaume II, « la monarchie menacée était bien protégée ».

Quant à nous, nous ajouterons que nous avons eu affaire à une répétition générale. Guillaume II et la bourgeoisie allemande répétaient la lutte armée contre le prolétariat insurgé. Dans tous les cas, il est sûr que les masses ouvrières et les soldats tirent eux aussi profit de répétitions de ce genre. *Ça ira* *, comme dit un chant des ouvriers français. Ces répétitions répétées conduisent au grand dénouement historique, encore bien lentement, peut-être, mais sûrement.

Ecrit entre le 8 (21) septembre et le 2 (15) octobre 1908.
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

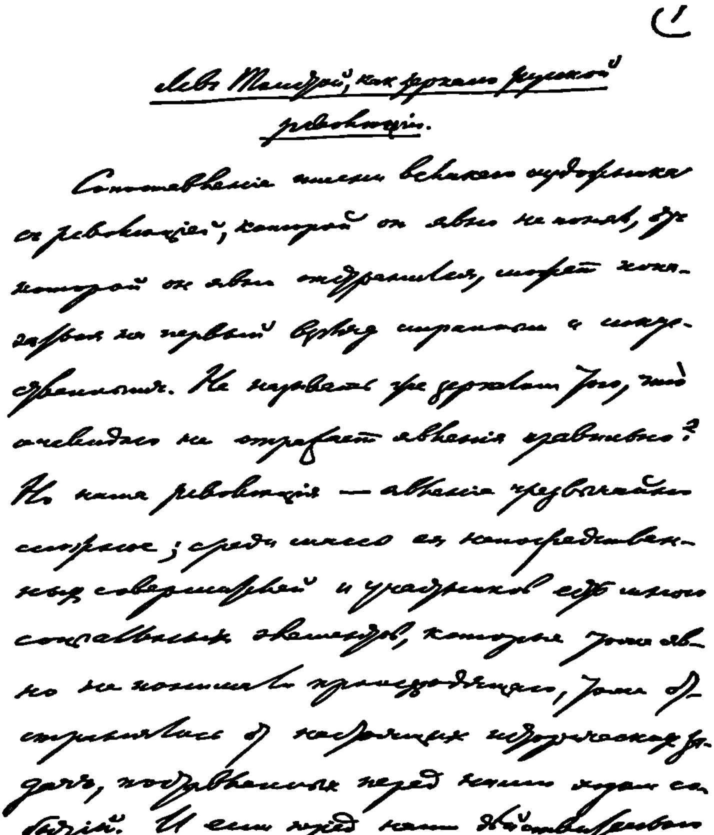
Conforme au texte du manuscrit

* En français dans le texte. [*N.R.*]

LÉON TOLSTOÏ, MIROIR DE LA RÉVOLUTION RUSSE

Il peut sembler, à première vue, étrange et artificiel d'accoler le nom du grand écrivain à la révolution qu'il n'a manifestement pas comprise et à l'écart de laquelle il s'est manifestement tenu. On ne peut tout de même pas nommer miroir d'une réalité ce qui, de toute évidence, ne la reflète pas de façon exacte. Mais notre révolution est un phénomène extrêmement complexe ; dans la masse de ses réalisateurs et de ses participants immédiats, il existe beaucoup d'éléments sociaux qui, eux aussi, ne comprenaient manifestement pas ce qui se passait et qui, de même, se tenaient à l'écart des tâches historiques véritables qui leur étaient assignées par le cours des événements. Et si nous sommes en présence d'un artiste réellement grand, il a dû refléter dans ses œuvres quelques-uns au moins des aspects essentiels de la révolution.

La presse russe légale, si remplie d'articles, de lettres et de notices à l'occasion du 80e anniversaire de Tolstoï, s'intéresse fort peu à l'analyse de ses œuvres du point de vue du caractère de la révolution russe et de ses forces motrices. Toute cette presse déborde jusqu'à l'écœurement d'hypocrisie, d'une double hypocrisie : officielle et libérale. La première est l'hypocrisie grossière des plumitifs vénaux qui avaient, hier, ordre de traquer Tolstoï et, aujourd'hui, ont mission de rechercher en lui le patriote et de tâcher d'observer les convenances devant l'Europe. Que les écrivassiers de cette espèce soient payés pour leurs écrits, tout



1

Левъ Толстой, какъ зеркало русской революціи.

Сопоставленіе имени великаго художника съ революціей, которой онъ явно не понялъ, отъ которой онъ явно отстранился, можетъ показаться на первый взглядъ страннымъ и искусственнымъ. Не называть же зеркаломъ того, что очевидно не отражаетъ явленія правильно? Но наша революція — явленіе чрезвычайно сложное; среди массы ея непосредственныхъ совершителей и участниковъ есть много соціальныхъ элементовъ, которые тоже явно не понимали происходящаго, тоже отстранялись отъ настоящихъ историческихъ задачъ, поставленныхъ передъ ними ходомъ событій. И если передъ нами дѣйствительно

Première page du manuscrit de Lénine « Léon Tolstoï, miroir de la révolution russe », 1908.
Réduction

le monde le sait, et ils ne tromperont personne. Beaucoup plus raffinée et, par suite, beaucoup plus nuisible et dangereuse, est l'hypocrisie libérale. A écouter les Balalaïkine [107] de la *Retch*, leur sympathie pour Tolstoï est la plus complète et la plus chaude. En fait, cette déclamation calculée et ces phrases pompeuses sur « le grand chercheur de Dieu » ne sont que faussetés car le libéral russe n'a ni foi dans le Dieu de Tolstoï, ni sympathie pour la critique de Tolstoï à l'égard du régime existant. Il s'accroche à un nom populaire pour augmenter son petit capital politique, pour jouer le rôle de chef de l'opposition nationale, il essaie *d'étouffer* sous le tonnerre et le fracas des phrases le besoin d'une réponse directe et claire à la question : d'où viennent les contradictions criantes du « tolstoïsme », quels défauts et quelles faiblesses de notre révolution reflètent-elles ?

Les contradictions dans les œuvres, les opinions, la doctrine, toute l'école de Tolstoï sont, en effet, criantes. D'une part, un romancier génial qui non seulement a brossé des tableaux incomparables de la vie russe, mais qui a donné à la littérature mondiale des œuvres de premier ordre. D'autre part, un propriétaire foncier jouant à l'illuminé. D'une part, une protestation d'une énergie remarquable, franche et sincère contre l'hypocrisie et la fausseté sociales ; de l'autre, le « tolstoïen », c'est-à-dire ce pleurnicheur ravagé et hystérique dénommé l'intellectuel russe, qui, se frappant publiquement la poitrine, dit : « Je suis un pervers, je suis un infâme, mais je travaille à m'améliorer ; je m'abstiens de viande et me nourris maintenant de boulettes de riz. » D'une part, la critique impitoyable de l'exploitation capitaliste, la dénonciation des violences exercées par le gouvernement, de la comédie de la justice et de l'administration de l'Etat, la révélation de toute la profondeur des contradictions entre l'accroissement des richesses, les conquêtes de la civilisation, et l'accroissement de la misère, de l'inculture et des souffrances des masses ouvrières ; d'autre part, le pieux illuminé qui prêche la « non-résistance au mal » par la violence. D'une part, le réalisme le plus lucide, l'arrachement de tous les masques quels qu'ils soient ; d'autre part, la prédication d'une des choses les plus ignobles qui puissent exister au monde, à savoir : la religion, l'aspiration à substituer aux popes

fonctionnaires de l'Etat des popes par conviction, c'est-à-dire une propagande en faveur de l'obscurantisme le plus raffiné et, par suite, le plus abject. En vérité :

Tu es misérable, et tu es féconde,
Tu es puissante, et tu es sans forces,
Mère Russie [108]

Il est évident qu'avec de pareilles contradictions, Tolstoï ne pouvait absolument pas comprendre le mouvement ouvrier et son rôle dans la lutte pour le socialisme, ni la révolution russe. Mais les contradictions dans la pensée et les enseignements de Tolstoï ne sont pas l'effet du hasard, elles sont l'expression des conditions contradictoires auxquelles était soumise la vie russe durant le dernier tiers du XIX^e^ siècle. La campagne patriarcale qui venait seulement de se libérer du servage avait été livrée au Capital et au fisc pour être littéralement mise à sac. Les vieux fondements de l'économie paysanne et de la vie paysanne, qui s'étaient maintenus au cours des siècles, étaient démolis avec une rapidité incroyable. Aussi faut-il juger les contradictions dans les opinions de Tolstoï, non du point de vue du mouvement ouvrier contemporain et du socialisme contemporain (un tel jugement est, certes, nécessaire, mais insuffisant), mais du point de vue de la protestation contre l'intrusion du capitalisme, contre la ruine des masses dépouillées de leurs terres, protestation qui devait venir de la campagne patriarcale russe. Tolstoï prête à rire en tant que prophète qui aurait découvert de nouvelles recettes pour le salut de l'humanité, et c'est pourquoi ils sont vraiment pitoyables, les « tolstoïens », étrangers et russes, qui ont voulu transformer en dogme le côté justement le plus faible de sa doctrine. Tolstoï est grand comme interprète des idées et de la mentalité des millions de paysans russes au moment du déclenchement de la révolution bourgeoise en Russie. Tolstoï est original, car l'ensemble de ses idées, prises en bloc, exprime justement les particularités de notre révolution, en tant que révolution bourgeoise *paysanne*. Les contradictions dans les idées de Tolstoï, de ce point de vue, sont un véritable miroir des conditions contradictoires dans lesquelles s'est déroulée l'activité historique de la paysan-

nerie au cours de notre révolution. D'un côté, les siècles d'oppression servile et les dizaines d'années de ruine à marche forcée consécutives à la réforme, avaient accumulé des montagnes de haine, de colère et de sombre résolution. Le désir de balayer d'une façon radicale et l'Eglise officielle et les grands propriétaires fonciers et le gouvernement de ces propriétaires fonciers, d'anéantir toutes les anciennes formes et coutumes de propriété foncière, de nettoyer la terre, de créer à la place de l'Etat policier de classe une communauté de petits paysans libres et égaux en droits, ce désir sous-tend toute l'action historique des paysans dans notre révolution, et il n'est pas douteux que le contenu idéologique des écrits de Tolstoï correspond beaucoup plus à ce désir paysan qu'à l'« anarchisme chrétien » abstrait, comme on définit parfois le « système » de ses idées.

D'un autre côté, la paysannerie, qui aspirait à de nouvelles formes de communauté, avait une attitude fort inconsciente, patriarcale, une attitude de pieux illuminé à l'égard de ce que devait être cette communauté, des moyens de lutte par lesquels il lui fallait conquérir sa liberté, des chefs qu'elle pouvait avoir dans cette lutte, des sentiments de la bourgeoisie et des intellectuels bourgeois envers la révolution paysanne, des raisons qui rendaient nécessaire le renversement par la violence du pouvoir tsariste, afin d'anéantir la propriété foncière des hobereaux. Toute la vie passée de la paysannerie lui avait appris à haïr le seigneur et le fonctionnaire, mais ne lui avait pas appris et n'avait pu lui apprendre où chercher la réponse à toutes ces questions. Dans notre révolution, la minorité de la paysannerie a effectivement lutté, en s'organisant tant soit peu à cette fin, et une partie infime s'est dressée les armes à la main pour exterminer ses ennemis, pour abattre les serviteurs du tsar et les défenseurs des grands propriétaires fonciers. La plus grande partie de la paysannerie pleurait et priait, ratiocinait et rêvait, écrivait des requêtes et envoyait des « solliciteurs », tout à fait dans l'esprit de Léon Tolstoï ! Et comme il arrive toujours dans des cas pareils, l'abstention tolstoïenne de toute politique, la renonciation tolstoïenne à la politique, l'absence d'intérêt et de compréhension pour elle ont fait qu'une minorité seulement a suivi le prolétariat conscient et révolutionnaire, et que la majorité est devenue

la proie de ces intellectuels bourgeois serviles et sans principes, qui, sous le nom de cadets, couraient, de l'assemblée des troudoviks, faire antichambre chez Stolypine, mendiaient, marchandaient, conciliaient, promettaient de concilier, tant qu'on ne les expulsait pas à coups de botte. Les idées de Tolstoï sont le miroir de la faiblesse, des insuffisances de notre insurrection paysanne, le reflet de l'apathie de la campagne patriarcale et de la lâcheté incorrigible du « moujik avisé ».

Prenez les insurrections de soldats en 1905-1906. Socialement, ces champions de notre révolution sont intermédiaires entre la paysannerie et le prolétariat. Ce dernier est en minorité ; c'est pourquoi le mouvement dans les troupes ne démontre pas, même approximativement, cette cohésion nationale, cette conscience de parti que manifeste le prolétariat devenu, comme d'un coup de baguette magique, social-démocrate. D'autre part, il n'est pas d'opinion plus erronée que celle qui attribue l'échec des insurrections de soldats à l'absence de dirigeants officiers. Au contraire, le progrès gigantesque de la révolution, depuis les temps de la « Narodnaïa Volia » [109] s'est manifesté justement dans le fait que c'est le « bétail obscur » qui a recouru aux armes contre ses supérieurs, lui dont l'indépendance a tellement fait peur aux propriétaires fonciers libéraux et aux officiers libéraux. Le soldat était rempli de sympathie pour la cause paysanne ; ses yeux s'allumaient au seul mot de terre. Plus d'une fois, le pouvoir passa, dans l'armée, aux mains de la masse des soldats, mais il n'y eut presque pas d'utilisation résolue de ce pouvoir ; les soldats hésitaient ; au bout de quelques jours, quelquefois au bout de quelques heures, après avoir tué quelque chef haï, ils rendaient la liberté aux autres, entraient en pourparlers avec les autorités et se laissaient ensuite fusiller, fouetter, se remettaient sous le joug, tout à fait dans l'esprit de Léon Tolstoï !

Tolstoï a reflété la haine accumulée, l'aspiration enfin mûre vers un avenir meilleur, le désir de s'affranchir du passé, aussi bien que la non-maturité des rêveries, le manque d'éducation politique, la mollesse en face de la révolution. Les conditions historiques et économiques expliquent à la fois la nécessité de l'apparition de la lutte révolutionnaire des masses et leur manque de préparation pour

cette lutte, la non-résistance tolstoïenne au mal, qui fut parmi les causes les plus sérieuses de la défaite de la première campagne révolutionnaire.

On dit que la défaite est une bonne école pour les armées. Sans doute, comparer les classes révolutionnaires à des armées n'est juste que dans un sens très limité. Le développement du capitalisme modifie et aggrave à chaque heure les conditions qui poussaient à la lutte révolutionnaire démocratique les millions de paysans, unis par la haine contre les propriétaires féodaux et leur gouvernement. Dans la paysannerie même, l'accroissement des échanges, de la domination du marché et du pouvoir de l'argent, éliminent de plus en plus les anciennes mœurs patriarcales et l'idéologie patriarcale tolstoïenne. Mais il est une conquête des premières années de la révolution et des premières défaites des masses dans la lutte révolutionnaire qui n'est pas douteuse : c'est le coup mortel porté à l'ancienne mollesse, à l'ancienne veulerie des masses. Les lignes de clivage sont plus nettement dessinées. Les classes et les partis se sont délimités. Sous le marteau des leçons de Stolypine, grâce à l'agitation obstinée, organisée des social-démocrates révolutionnaires, non seulement le prolétariat socialiste, mais encore les masses démocratiques de la paysannerie pousseront inévitablement en avant des lutteurs toujours plus aguerris, de moins en moins capables de tomber dans notre péché historique du tolstoïsme !

« Prolétari » n° 35,
11 (24) septembre 1908

Conforme au manuscrit collationné avec le texte du journal

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Les étudiants de l'Université de Pétersbourg sont en grève, ainsi que dans plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur. Le mouvement a déjà gagné Moscou et Kharkov. A en juger par les informations des journaux russes et étrangers, et par les lettres que nous recevons de Russie, il s'agit d'un mouvement *académique* assez large [110].

Retour au passé, à la Russie pré-révolutionnaire : telle est la signification primordiale de ces événements. Comme autrefois, la réaction gouvernementale est en train de mettre au pas l'Université. La lutte contre les organisations étudiantes est une constante de la Russie autocratique : aujourd'hui, cette lutte a pris la forme d'une campagne du ministre Cent-Noirs Schwartz — agissant en plein accord avec le premier ministre Stolypine — contre l'autonomie qui avait été promise aux étudiants à l'automne 1905 (quelles promesses l'autocratie n'avait-elle faites alors sous la pression de la classe ouvrière révolutionnaire !). Cette autonomie, les étudiants en ont bénéficié tant que l'autocratie a eu d'autres « chats à fouetter ». Mais puisqu 'elle restait égale à elle-même, l'autocratie ne pouvait pas ne pas commencer à la leur retirer.

Comme par le passé, la presse libérale s'afflige et se lamente. A son chœur se mêlent cette fois-ci les voix de quelques octobristes. Messieurs les professeurs font de même et implorent le gouvernement de ne pas s'engager dans la voie de la réaction et de ne pas laisser passer la magnifique

occasion qui lui est offerte d'« assurer grâce à des réformes l'ordre et la paix » dans ce « pays recru de désordres » ; ils adjurent également les étudiants de ne pas recourir aux modes d'actions illégaux qui ne peuvent que favoriser la réaction, etc., etc. Quelles rengaines mille fois ressassées que tout cela, et qui nous replongent dans l'atmosphère d'il y a vingt ans, et dans les années 80 du siècle dernier. La ressemblance entre cette époque et le moment présent sera particulièrement frappante, si on prend les événements actuels séparément, si on les détache des trois années de révolution que nous venons de traverser. A première vue, en effet, la Douma traduit d'une manière à peine modifiée un rapport de forces identique à celui qui existait avant la révolution : suprématie des hobereaux sauvages qui préfèrent à toutes les représentations leurs relations à la cour et leurs accointances dans l'administration ; soutien de cette même administration par les marchands (les octobristes), qui n'osent pas se séparer de leurs bienfaiteurs et patrons ; « opposition » des intellectuels bourgeois dont le principal souci est de prouver leur loyalisme et qui identifient l'activité politique du libéralisme aux exhortations qu'ils adressent aux détenteurs du pouvoir. Pour ce qui est des députés ouvriers à la Douma, ils rappellent bien trop faiblement le rôle qu'a joué récemment le prolétariat par sa lutte de masse au grand jour.

Dans ces conditions, pouvons-nous accorder de l'importance aux anciennes formes de la lutte étudiante, académiques et primitives ? Telle est la question qui se pose. Si les libéraux sont retombés au niveau de la « politique » des années 80 (il va de soi que si l'on parle de politique à leur sujet, ce ne peut être que sur le mode ironique), la social-démocratie ne va-t-elle pas rabaisser ses objectifs en considérant qu'il est nécessaire de soutenir, d'une façon ou d'une autre, la lutte universitaire ?

Il semble que cette question est posée par un certain nombre d'étudiants social-démocrates. La rédaction de notre journal a du moins reçu une lettre d'un groupe d'étudiants social-démocrates dans laquelle on peut lire entre autres choses :

« Le 13 septembre, un meeting des étudiants de l'Université de Pétersbourg a décidé d'appeler les étudiants à une grève nationale

motivée par la tactique agressive de Schwartz. La plate-forme de la grève est académique. Le meeting est allé jusqu'à féliciter les conseils des professeurs de Moscou et de Pétersbourg pour des « premiers pas » qu'ils ont faits en faveur de l'autonomie. Nous ne savons pas quelle attitude prendre à l'égard de cette plate-forme académique adoptée par le meeting de Pétersbourg ; nous pensons en effet qu'elle est inadmissible dans les conditions actuelles et qu'elle ne peut rassembler les étudiants dans une lutte active et large. Nous estimons qu'un mouvement étudiant n'est concevable que s'il est coordonné à une action politique d'ensemble, et qu'il ne peut en aucun cas être isolé. Nous ne voyons actuellement aucun élément susceptible d'unir les étudiants. C'est pourquoi nous nous opposons à cette action académique. »

L'erreur des auteurs de cette lettre a une importance politique beaucoup plus grande qu'on pourrait le penser à première vue, car leur argumentation aborde une série de problèmes incomparablement plus vastes et plus importants que la question de savoir s'il faut ou non participer à une grève.

« Nous estimons qu'un mouvement étudiant n'est concevable que s'il est coordonné à une action politique d'ensemble. C'est pourquoi nous nous opposons à cette action académique. »

Cette façon de raisonner est fondamentalement erronée. Avec cette argumentation, en effet, le mot d'ordre révolutionnaire selon lequel il faut s'efforcer de coordonner l'action politique des étudiants avec celle du prolétariat, etc., cesse d'être un guide vivant pour une agitation de plus en plus large, de plus en plus générale, de plus en plus combative, et se transforme en dogme mort appliqué mécaniquement aux différentes étapes des différentes formes du mouvement. Il ne suffit pas de proclamer qu'une action politique coordonnée est nécessaire et de répéter le « dernier mot » des leçons de la révolution. Il faut *savoir* faire de la propagande en faveur de l'action politique et *utiliser* pour cela toutes les possibilités, toutes les conditions, et, en premier lieu, plus que tout, tous les conflits de masse qui opposent tels ou tels éléments d'avant-garde à l'autocratie. Il n'est pas question, bien entendu, de diviser à l'avance chaque mouvement étudiant en différents « stades » par où il devrait obligatoirement passer, de veiller à ce que chacun de ces stades ait bien été parcouru de bout en bout et de craindre les passages « prématurés » à l'action politique, etc. Une telle façon de voir relèverait du pédantisme

le plus nuisible et ne pourrait mener qu'à une politique opportuniste. Mais l'erreur inverse qui consiste à refuser de prendre en considération la situation et les conditions réelles d'un mouvement de masse précis à cause d'un mot d'ordre mal compris et figé, est tout aussi nuisible : elle débouche inévitablement dans la phraséologie révolutionnaire.

Il se peut que, dans certaines conditions, un mouvement académique provoque une baisse du niveau du mouvement politique, le morcelle ou empiète sur lui. Dans ce cas, les groupes d'étudiants social-démocrates doivent naturellement diriger toute leur propagande contre un tel mouvement. Mais, à l'heure actuelle, tout le monde peut voir que les conditions politiques sont différentes : aujourd'hui, le mouvement académique marque le *début* du mouvement d'une nouvelle « génération » d'étudiants qui s'est déjà plus ou moins habituée à une certaine autonomie, si étroite fût-elle ; d'autre part, ce mouvement a lieu à un moment où il n'existe aucune autre forme de lutte de masse, dans une période d'accalmie, alors que les larges masses continuent toujours à *assimiler* l'expérience des trois années de la révolution, en silence, lentement et en profondeur.

Dans ces conditions, la social-démocratie commettrait une grave erreur si elle s'« opposait au mouvement académique ». Les groupes d'étudiants appartenant à notre parti doivent au contraire faire tout ce qui est en leur pouvoir pour soutenir, utiliser et élargir ce mouvement. Leur soutien, comme tous ceux que la social-démocratie apporte à des mouvements de forme primitive, doit consister à influencer, sur le plan de l'idéologie et de l'organisation, les plus larges couches éveillées par le conflit en question, qui constitue souvent leur *première* expérience des conflits politiques. Les jeunes qui sont entrés à l'université au cours des deux dernières années ont en effet vécu presque totalement isolés de la politique et ont été éduqués dans un esprit d'autonomisme académique étroit, non seulement par les professeurs à la solde de l'Etat et la presse du gouvernement, mais également par les professeurs libéraux et tout le parti cadet. Pour ces jeunes, une grande grève (s'ils sont en mesure d'organiser une grande grève, nous devons tout faire pour les y aider, mais il va de soi que ce n'est pas à nous, socialistes, à nous porter garants du succès d'un mouvement

bourgeois), une grande grève donc marque le début du conflit politique, qu'ils en aient conscience ou non. Notre tâche est d'expliquer à la masse de protestataires « académiques » la signification objective de ce conflit, d'essayer de transformer leur mouvement en mouvement politique *conscient*, de décupler la propagande des groupes d'étudiants social-démocrates. *Toute* cette propagande doit *avoir pour but* de faire assimiler les conclusions qui découlent des trois années de la révolution, de faire comprendre qu'une nouvelle lutte révolutionnaire est inévitabe de faire en sorte que nos anciens mots d'ordre (le renversement de l'autocratie et la convocation d'une assemblée constituante), qui n'ont rien perdu de leur actualité, redeviennent un objet de discussion et la pierre de touche de la concentration politique des nouvelles générations de démocrates.

Quelles que soient les conditions, les étudiants social-démocrates n'ont pas le droit de refuser de faire ce travail. Et, quelles que soient les difficultés rencontrées en ce moment, quels que soient les échecs essuyés par tel ou tel propagandiste dans telle ou telle université, telle ou telle association d'étudiants, tel ou tel meeting, etc., nous continuerons à répéter : frappez, et l'on vous ouvrira ! Le travail d'agitation politique n'est jamais vain. Remporter un succès n'équivaut pas obligatoirement à obtenir immédiatement, d'emblée, la majorité ou à faire accepter une action politique coordonnée. Il se peut que pour l'instant nous n'atteignions pas ces objectifs. Mais si nous sommes un parti prolétarien organisé, cela veut dire que, bien loin de nous laisser décourager par des échecs provisoires, nous devons continuer à effectuer avec constance, persévérance et opiniâtreté *notre travail*, même dans les conditions les plus difficiles.

Nous publions ci-dessous l'appel du conseil unifié des étudiants de Saint-Pétersbourg. Cet appel montre que même les éléments étudiants les plus actifs demeurent sur des positions purement académiques et continuent à chanter la ritournelle cadette-octobriste. Ceci au moment où on peut voir toute la presse cadette-octobriste adopter l'attitude la plus honteuse vis-à-vis de la grève et tenter de prouver au plus fort de la lutte, que cette grève est néfaste, criminelle, etc. Dans ces conditions, le comité de Pétersbourg de

notre parti a jugé qu'il était nécessaire de riposter au conseil unifié et nous ne pouvons que l'en féliciter (voir la rubrique « La vie du parti » [111]).

Il semble bien que les foudres de Schwartz ne suffiront pas à faire passer les étudiants d'aujourd'hui du terrain « académique » au terrain « politique ». Pour que de nouveaux cadres révolutionnaires soient complètement formés, il faudra qu'ils subissent encore maintes fois l'aiguillon de maints adjudants Cent-Noirs. Quant à nous, social-démocrates, qui comprenons clairement que l'autocratie étroitement unie à la Douma Cent-Noirs et octobriste aura à affronter de nouveaux conflits démocratiques bourgeois à l'échelle nationale, nous devons accorder une attention constante à ces cadres formés par toute la politique stolypinienne et par chacune des entreprises de la contre-révolution.

Nous disons bien — à l'échelle nationale, car, en ramenant la Russie en arrière, la contre-révolution Cent-Noirs est non seulement en train d'aguerrir de nouveaux combattants dans les rangs du prolétariat révolutionnaire, mais elle donnera inévitablement naissance à un nouveau mouvement non prolétarien, c'est-à-dire démocrate-bourgeois (nous entendons, naturellement par là non pas que *toute l'opposition* participera à la lutte, mais qu'il y aura une large participation des éléments réellement démocratiques, c'est-à-dire aptes à la lutte, de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie). Le fait qu'une lutte étudiante de masse ait commencé dans la Russie de 1908 est un symptôme politique, le symptôme de toute la situation actuelle créée par la contre-révolution. La jeunesse étudiante est rattachée par de multiples liens à la moyenne et à la petite bourgeoisie, aux petits fonctionnaires, à certains groupes de la paysannerie, du clergé, etc. Si, au printemps 1908, on a pu assister à des tentatives pour ressusciter l'« Union pour la libération » * et pour faire en sorte qu'elle soit plus à gauche que l'ancienne union cadette à moitié contaminée par les gros propriétaires fonciers et que représente P. Strouvé ; si à l'automne de la même année, la masse des jeunes qui sont les plus proches de la démocratie bourgeoise commence à s'agi-

* Voir le présent tome, pp. 62-66. [*N.R.*]

ter ; si les folliculaires à gages recommencent à tonner contre la révolution dans les écoles, avec une rage décuplée ; si les infâmes professeurs libéraux et dirigeants cadets se répandent en lamentations et déplorent ces grèves prématurées, dangereuses, désastreuses qui déplaisent à leurs chers octobristes et qui sont susceptibles de les « rebuter », eux qui détiennent le pouvoir, cela signifie que la poudre s'accumule dans la poudrière, que la réaction contre... la réaction a commencé, *et pas seulement* parmi les étudiants.

Si faible et si embryonnaire que soit ce début de réaction, le parti de la classe ouvrière doit l'utiliser et l'utilise. Nous avons su travailler pendant des dizaines d'années avant la révolution ; nos mots d'ordre révolutionnaires, nous les avons développés d'abord dans de petits cercles, puis parmi les masses ouvrières, puis dans la rue, puis sur les barricades. Maintenant encore, nous devons parvenir avant tout à accomplir la tâche de l'heure, faute de quoi tout ce que nous pourrons dire sur l'action politique coordonnée ne sera que phrases vides. Cette tâche c'est de construire une solide organisation prolétarienne qui mène en tous lieux et à tout moment *l'agitation politique* parmi les masses au nom de ses mots d'ordre révolutionnaires. C'est à ce travail d'organisation dans leur milieu étudiant, c'est à ce travail de propagande basé sur le mouvement actuel que doivent s'atteler nos groupes universitaires.

Le prolétariat ne se fera pas attendre longtemps. Il lui arrive souvent de céder le pas aux démocrates bourgeois quand il s'agit de prendre la parole dans les banquets, dans les organisations légales, dans les universités, à la tribune des institutions parlementaires. Il ne le cède et ne le cédera jamais quand il y a une grande lutte de masse sérieuse. Les conditions de cette lutte mûrissent peut-être plus lentement et plus difficilement que tel ou tel d'entre nous l'aurait souhaité : le fait est qu'elles mûrissent inexorablement. Ce petit début de petits conflits académiques est en réalité un grand début, car il aura des prolongements importants, si non aujourd'hui, du moins demain, si non demain, du moins après-demain.

« Prolétari » n° 36,
3 (16) octobre 1908

Conforme au texte du journal

LES ÉVÉNEMENTS DES BALKANS ET DE PERSE

Au cours de la dernière période, la presse politique de Russie et des autres pays d'Europe a fait une large place aux événements des Balkans. Pendant un certain temps, il a semblé que le danger de guerre s'était considérablement rapproché en Europe, et aujourd'hui ce danger est encore loin d'être éliminé (cependant, il est plus que probable que l'affaire ne dépassera pas le stade de l'agitation et du tumulte et qu'on n'ira pas jusqu'à la guerre).

Nous allons prendre un aperçu d'ensemble de la nature de la crise et voir quelles sont les tâches qu'elle pose au parti ouvrier russe.

L'éveil des peuples d'Asie à la vie politique a été puissamment impulsé par la guerre russo-japonaise et par la révolution russe. Mais la façon dont cet éveil s'est propagé d'un pays à l'autre a été si lente, qu'en Perse c'est en quelque sorte la contre-révolution russe qui a joué et qui continue à jouer le rôle déterminant, et que la révolution turque a immédiatement dû faire face à une coalition contre-révolutionnaire des grandes puissances à la tête desquelles se trouvait la Russie. Ce que nous disons de la Turquie semble à première vue contredit par le ton que l'on retrouve dans l'ensemble de la presse européenne et par les déclarations diplomatiques ; à lire ces déclarations et ces articles publiés par les journaux officieux si remplis de « sympathie » à l'égard de la Turquie rénovée, il semblerait en effet qu'ils sont unanimes à souhaiter le renforcement du régime consti-

tutionnel turc et à se louer de la « modération » des Jeunes-Turcs bourgeois.

Mais tous ces discours ne sont qu'un exemple de la répugnante hypocrisie des gouvernements et de la bourgeoisie réactionnaires de l'Europe actuelle. En fait, de tous les pays européens qui se targuent d'être des démocraties, de tous les partis bourgeois d'Europe qui se proclament démocratiques, progressistes, libéraux, radicaux, etc., il n'y en a pas un seul qui ait montré un désir réel d'aider la révolution turque à triompher et à se consolider. Tous au contraire *craignent* le succès de la révolution turque. D'une part, en effet, un tel succès renforcerait inévitablement l'aspiration à l'autonomie et à une démocratie véritable de tous les peuples balkaniques ; d'autre part, il permettrait le triomphe de la révolution persane, il donnerait une impulsion nouvelle au mouvement démocratique en Asie, il entraînerait un renforcement de la lutte pour l'indépendance en Inde, il provoquerait la démocratisation des institutions sur une immense étendue de territoire le long de la frontière russe, il créerait par là même des conditions nouvelles qui rendraient difficile la politique du tsarisme Cent-Noirs et faciliteraient l'essor de la révolution en Russie, etc.

Les événements qui ont lieu actuellement dans les Balkans, en Turquie et en Perse manifestent l'existence d'une coalition contre-révolutionnaire des grandes puissances européennes *contre* le mouvement démocratique qui ne cesse de se développer en Asie. Tous les efforts de nos gouvernements, tous les sermons des « grands » journaux européens tendent uniquement à masquer ce fait, à désorienter l'opinion publique, à dissimuler sous des discours hypocrites et des tours de passe-passe diplomatiques *la coalition contre-révolutionnaire* des nations soi-disant civilisées d'Europe contre les nations d'Asie les moins civilisées mais les plus attirées par la démocratie. Et à l'heure actuelle, la politique du prolétariat doit consister à démasquer les hypocrisies de la bourgeoisie et à révéler aux plus larges masses du peuple le caractère réactionnaire des gouvernements européens qui, par peur de la lutte du prolétariat dans leur propre pays, jouent ou aident les autres à jouer le rôle de gendarme dans les révolutions d'Asie.

L'Europe a tissé autour des événements de Turquie et

des Balkans un réseau d'intrigues extrêmement dense et le public petit-bourgeois se laisse prendre à l'hameçon tendu par les diplomates qui s'efforcent d'attirer son attention sur les côtés accessoires, secondaires et particuliers de ces événements et d'obscurcir ainsi la signification du processus d'ensemble. Notre tâche au contraire, la tâche de la social-démocratie internationale, est précisément de montrer au peuple le rapport général existant entre ces événements, de lui révéler la tendance et les dessous de tout ce qui se passe.

La concurrence entre les puissances capitalistes qui veulent avoir la plus grande part possible du gâteau, accroître leurs possessions et agrandir leurs colonies ; la crainte d'un mouvement démocratique autonome des peuples dépendant de l'Europe ou « protégés » par elle, tels sont les deux moteurs de toute la politique européenne. On loue les Jeunes-Turcs pour leur modération et leur modestie, c'est-à-dire qu'on félicite la révolution turque d'être faible, de ne pas remuer les profondeurs du peuple, de ne pas donner naissance à une action des masses réellement indépendante, d'être hostile à la lutte prolétarienne qui commence dans l'empire ottoman, et en même temps, on continue, comme autrefois, à piller la Turquie. On loue les Jeunes-Turcs, parce qu'il est possible de continuer à dépecer la Turquie, on loue les Jeunes-Turcs et on continue à pratiquer une politique qui, de toute évidence, tend à aboutir *au partage de la Turquie*. A ce sujet, nous citerons le commentaire si juste et si pertinent de l'organe des social-démocrates de Leipzig, le *Leipziger Volkszeitung* [112] :

« En mai 1791, des hommes d'Etat lucides, qui se préoccupaient véritablement du bien de leur patrie, pratiquèrent une politique de réformes en Pologne. Le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche vantèrent la constitution du 3 mai et la saluèrent comme un événement « bénéfique pour un Etat voisin ». Le monde entier loua les réformateurs polonais pour leur « modération » si différente de l'attitude épouvantable des jacobins de Paris... Et le 23 janvier 1793, la Prusse, l'Autriche et la Russie signèrent un traité en vertu duquel elles procédaient au partage de la Pologne !

« En août 1908, les Jeunes-Turcs ont pu réaliser leur réforme politique avec une étonnante facilité. Le monde entier les a loués pour leur « modération » si convenable et si différente de l'attitude épouvantable des socialistes russes... Et en octobre 1908, nous sommes témoins d'une série d'événements qui mènent à un partage de la Turquie. »

En vérité, seul un écervelé peut ajouter foi aux *paroles* des diplomates sans prendre en considération leurs *actes* et l'intervention collective des grandes puissances contre la révolution turque. Pour dissiper la confiance naïve dans les déclarations des diplomates, il suffit de comparer aux événements actuels les entretiens et les pourparlers entre les ministres des affaires étrangères et les dirigeants de plusieurs Etats. En août et en septembre, c'est-à-dire juste après la révolution des Jeunes-Turcs et avant les déclarations de l'Autriche et de la Bulgarie, nous avons pu voir M. Izvolski rencontrer à Karlsbad et à Marienbad le roi Edouard et le premier ministre de la République française Clemenceau ; le ministre autrichien des affaires étrangères Von Aehrenthal rencontrer son homologue italien Tittoni à Salzbourg ; le 15 septembre, Izvolski rencontrer Von Aehrenthal à Buchloy ; le prince Ferdinand de Bulgarie rencontrer François-Joseph à Budapest ; Izvolski rencontrer Von Scheen, ministre allemand des affaires étrangères, puis Tittoni et le roi d'Italie.

Ce sont là des faits qui parlent d'eux-mêmes. *Tous les points essentiels* de l'action, de l'Autriche et de la Bulgarie avaient été, *au préalable*, concertés secrètement et directement *entre six* puissances : la Russie, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre, au cours d'entretiens auxquels avaient participé en personne les rois et les ministres de ces Etats. La polémique qui s'est engagée *par la suite* dans la presse pour savoir si Aehrenthal disait ou non la vérité quand il affirmait que l'Allemagne et l'Italie avaient donné leur accord à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, toute cette polémique n'était qu'une *vulgaire comédie, un vulgaire moyen de donner le change* qui ne pouvait tromper que des philistins libéraux. C'est intentionnellement que les grands manitous de la politique extérieure des Etats européens, les Izvolski, les Aehrenthal, que toute l'armée des bandits couronnés et de leurs ministres ont donné un os à ronger à la presse : soyez assez bons, Messieurs, pour vous entre-déchirer en cherchant à établir quels sont dans l'affaire le trompeur et le trompé, l'offenseur et l'offensé, si c'est l'Autriche qui a berné la Russie, ou la Bulgarie qui a berné l'Autriche, etc., qui a « le premier » commencé à déchirer le

traité de Berlin [113], quelles ont été les diverses attitudes à l'égard du plan de conférence entre les grandes puissances, etc. Occupez donc, s'il vous plaît, l'opinion publique de ces problèmes intéressants et — ô combien — importants. C'est précisément ce dont nous avons besoin, afin que le silence se fasse sur *l'essentiel*, à savoir qu'il y avait un accord préalable sur le fond, c'est-à-dire sur l'intervention contre la révolution des Jeunes-Turcs, sur la marche à suivre pour aboutir au partage de la Turquie, sur la révision, d'une façon ou d'une autre, du problème des Dardannelles, sur le feu vert accordé au tsar russe des Cent-Noirs pour la répression de la révolution persane. Voilà le nœud du problème, voilà ce dont nous autres, dirigeants de la bourgeoisie réactionnaire de toute l'Europe, avons besoin, et voilà effectivement ce que nous faisons. Quant aux libéraux imbéciles, qu'ils passent leur temps à discourir dans la presse et dans les parlements pour savoir comment les choses ont commencé, qui a dit ceci et cela et à quelle sauce la politique de pillage colonial et de répression des mouvements démocratiques doit être finalement accommodée, ratifiée et présentée au monde entier.

Dans tous les grands Etats européens, sauf en Autriche, où pour l'instant les appétits sont le plus satisfaits, les journaux libéraux accusent *leurs* gouvernements respectifs de n'avoir pas assez défendu *leurs* intérêts nationaux. Partout les libéraux affirment que leur pays et leur gouvernement ont été les plus malhabiles, ceux qui ont le moins « profité » de la situation et qui ont été le plus bernés, etc. C'est précisément la politique que suivent nos cadets qui en sont depuis longtemps venus à avouer que les succès de l'Autriche leur font « envie » (nous citons textuellement M. Milioukov). Toute cette politique des libéraux bourgeois en général et de nos cadets en particulier constitue la plus ignoble des hypocrisies, la plus révoltante des trahisons des véritables intérêts du progrès et de la liberté. Premièrement, une telle politique sème la confusion dans la conscience démocratique des masses en passant sous silence la conspiration des gouvernements réactionnaires ; deuxièmement, elle tend à pousser chaque pays sur la voie d'une politique étrangère prétendument active, c'est-à-dire qu'elle approuve le système du pillage colonial et l'ingé-

rence des grandes puissances dans les affaires intérieures de la péninsule balkanique (et cette ingérence est toujours réactionnaire) ; troisièmement, elle fait le jeu de la réaction en intéressant les peuples à ce que « nous » recevrons, à ce qui « nous » reviendra au moment du partage, à ce que « nous » obtiendrons par marchandage. A l'heure actuelle, les gouvernements réactionnaires ont justement plus que tout besoin de pouvoir invoquer l'« opinion publique » pour consolider leurs conquêtes ou revendiquer des « compensations », etc. Regardez, disent-ils, la presse de mon pays m'accuse de faire preuve d'une générosité excessive, de ne pas défendre assez nos intérêts nationaux, d'être trop accommodant, elle agite la menace de la guerre. Par conséquent, il faut que mes revendications « si modestes et si justifiées » soient entièrement satisfaites !

La politique des cadets russes et des libéraux bourgeois d'Europe est une politique de servilité à l'égard des gouvernements réactionnaires, une politique qui prend la défense des conquêtes coloniales, du pillage et de l'ingérence dans les affaires des autres pays. La politique des cadets est particulièrement pernicieuse parce qu'elle est menée sous le drapeau de l'« opposition » et que, par conséquent, elle désoriente un grand nombre de gens, inspire confiance à ceux qui ne font pas confiance au gouvernement russe et corrompt la conscience des masses. C'est pourquoi nos députés à la Douma et toutes les organisations de notre parti doivent avoir le fait suivant toujours présent à l'esprit : on ne pourra faire faire aucun progrès sérieux à la propagande et à l'agitation social-démocrate à propos des événements des Balkans si on ne dénonce pas, *à la tribune de la Douma*, dans des tracts, dans des assemblées, la *liaison* existant entre la politique réactionnaire de l'autocratie et l'opposition hypocrite des cadets. On ne peut montrer au peuple tout le caractère nuisible, réactionnaire de la politique tsariste si on ne lui explique pas que la politique extérieure des cadets est *de même nature*. On ne peut lutter contre le chauvinisme et l'esprit Cent-Noirs en politique étrangère si on ne mène pas la lutte contre la phraséologie, les grimaces, les réticences et les stratagèmes des cadets.

Voilà un exemple qui montre bien où la complaisance à l'égard du point de vue de la bourgeoisie libérale mène

les socialistes. Dans le *Sozialistische Monatshefte* (« Mensuel socialiste (? ? ?) » [114]), qui est un organe bien connu des opportunistes, Max Schippel écrit à propos de la crise des Balkans : « Presque tous les membres du parti qui réfléchissent considèrent qu'il serait erroné de faire triompher l'opinion qui, récemment encore, a été exprimée dans notre organe central de Berlin [le *Vorwärts*], et selon laquelle l'Allemagne n'a rien à faire, ni aujourd'hui ni demain, dans les révolutions balkaniques... Certes, nous ne devons pas aspirer à des acquisitions territoriales... Mais il est certain que les regroupements importants qui s'opèrent entre les grandes puissances dans cette région, dont on sait le rôle considérable qu'elle joue comme trait d'union entre l'Europe, l'ensemble de l'Asie et une partie de l'Afrique, que ces regroupements concernent de la façon la plus directe notre position internationale... Pour l'instant, l'importance de la machine réactionnaire russe est absolument négligeable... Et nous n'avons pas de motif pour considérer à toute force, comme les démocrates des années 50, ... la Russie comme étant l'ennemi en toute circonstance » (S. 1319).

Ce nigaud libéral qui veut se faire passer pour socialiste n'a pas vu les intrigues réactionnaires qui se dissimulent derrière la « sollicitude » de la Russie « à l'égard de ses frères slaves » ! Au moment où il employait le « nous » (au nom de la bourgeoisie allemande), où il parlait de « notre » position, etc., il ne voyait pas le coup porté à la révolution des Jeunes-Turcs ni l'action entreprise par la Russie contre la révolution persane.

Le texte de Schippel est paru le 22 octobre. Le 18 (5) octobre, le *Novoïé Vrémia* [115] avait publié un article retentissant qui affirmait qu'« à Tabriz, l'anarchie avait atteint des proportions incroyables » et que la ville « était saccagée et à demi détruite par des révolutionnaires à moitié sauvages ». Vous voyez que la victoire remportée à Tabriz par la révolution sur les troupes du Chah avait immédiatement provoqué la rage de ce journal russe officieux. Le chef des forces révolutionnaires persanes, Sattar Khan, était qualifié dans cet article de « Pougatchev [116] de l'Aderbéïdjan » (l'Aderbéïdjan ou Azerbéïdjan est une province qui se trouve au nord de la Perse ; Tabriz en est la ville principale. Selon Reclus, la population de cette province

est proche du cinquième de la population totale de la Perse). « On se demande, poursuivait le *Novoïé Vrémia*, si la Russie peut tolérer indéfiniment ces horreurs qui ruinent notre commerce, si prospère à la frontière persane... Il ne faut pas perdre de vue que, du point de vue ethnographique, l'ensemble de la Transcaucasie orientale et l'Aderbéïdjan forment un tout... Oubliant qu'ils sont des sujets russes, les Tatars semi-intellectuels de Transcaucasie ont accueilli ces troubles avec beaucoup de sympathie et envoient des volontaires à Tabriz... Pour nous, il est de la plus haute importance que l'Aderbéïdjan, pays limitrophe du nôtre, soit pacifié. Si regrettable que ce soit, les circonstances peuvent contraindre la Russie à se charger de cette tâche malgré toute sa volonté de n'intervenir nulle part ».

Le *Frankfurter Zeitung* publiait une dépêche de Pétersbourg reçue le 20 octobre selon laquelle l'occupation de l'Aderbéïdjan pourrait être considérée comme une compensation pour la Russie. Et le 24 (11) octobre, on pouvait lire dans le même journal le télégramme suivant, en provenance de Tabriz : « *Il y a deux jours, six bataillons d'infanterie russe et un nombre correspondant de cavaliers et d'artilleurs ont franchi la frontière persane. Ils sont attendus aujourd'hui à Tabriz.* »

Les troupes russes ont donc franchi la frontière persane le jour même où Max Schippel, répétant comme un perroquet les assurances et les *clameurs* de la presse libérale et policière, disait aux ouvriers allemands que l'importance de la Russie en tant que colosse réactionnaire appartenait au passé et qu'il était erroné de considérer la Russie comme étant l'ennemi en toute circonstance.

Un nouveau massacre des révolutionnaires persans par les troupes de Nicolas le Sanglant est imminent. La mission non officielle de Liakhov ouvre la voie à l'occupation officielle de l'Aderbéïdjan, et on assiste en Asie à une répétition de ce que la Russie avait fait en Europe en 1849, quand Nicolas Ier avait envoyé des troupes contre la révolution hongroise. A l'époque, il y avait encore parmi les partis bourgeois d'Europe une démocratie véritable qui était capable de lutter pour la liberté et qui ne se contentait pas de bavardages hypocrites comme le font aujourd'hui tous les démocrates bourgeois. Alors, la Russie, pour

jouer son rôle de gendarme international, se heurta à l'opposition d'au moins plusieurs des pays européens. De nos jours, *toutes* les grandes puissances d'Europe, y compris la république « démocratique » de Clemenceau le « rouge », redoutent mortellement de voir la démocratie se développer chez elles, car un tel développement, quelle que soit sa forme, serait profitable au prolétariat. En conséquence, elles *aident* la Russie à jouer son rôle de gendarme en Asie.

Il est absolument certain que la « liberté d'action » accordée à la Russie contre la révolution persane faisait *partie intégrante de la conspiration réactionnaire ourdie en septembre* entre la Russie, l'Autriche, l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre. Que cette décision ait été enregistrée dans un document secret que l'on publiera dans quelques années dans un recueil d'archives historiques, qu'au contraire, il n'y ait eu que des confidences faites par Izvolski à ses aimables interlocuteurs, ou que ce soient ces derniers qui aient esquissé des parallèles du genre de celui-ci : nous passons de l'« occupation » à l'« annexion », peut-être passerez-vous de Liakhov à l'« occupation » ; que les choses se soient passées de cette façon ou d'une autre n'a pas la moindre importance. L'important, c'est que la conspiration contre-révolutionnaire de septembre des puissances, même si elle n'a pas reçu de consécration officielle, n'en a pas moins été *une réalité*. Et sa signification apparaît chaque jour de plus en plus clairement. Il s'agit d'un complot contre le prolétariat et la démocratie, d'un complot dont l'objectif est de réprimer de façon directe la révolution en Asie ou de porter à cette révolution des coups détournés, d'un complot visant à continuer le pillage colonial et les conquêtes territoriales aujourd'hui dans les Balkans, demain en Perse, après-demain peut-être en Asie mineure, en Egypte, etc., etc.

Seule la révolution mondiale du prolétariat est en mesure de renverser la force conjuguée de ces bandits couronnés et du capital international. A l'heure actuelle, la tâche de tous les partis socialistes est donc de renforcer leur propagande parmi les masses, de démystifier les jeux auxquels se livrent les diplomates de tous les pays, de mettre les faits clairement en évidence afin que devienne patent le rôle honteux joué *par toutes les grandes puissances alliées* sans

exception, qu'elles remplissent directement les fonctions de gendarme ou qu'elles se fassent les complices, les amis et les financiers de ce gendarme.

Extrêmement difficile, mais extrêmement noble et élevé est le devoir que doivent maintenant remplir les députés social-démocrates russes à la Douma, où l'on attend une communication d'Izvolski et une interpellation des cadets-octobristes. Nos députés sont membres d'une institution qui sert à couvrir la politique de la principale puissance réactionnaire, du principal conspirateur de la contre-révolution, et ils doivent trouver en eux-mêmes l'art et le courage de *dire toute la vérité*. Dans un moment comme celui-ci, il est beaucoup donné mais aussi beaucoup demandé aux députés social-démocrates à la Douma Cent-Noirs. Ils sont en effet les *seuls* à y pouvoir élever la voix contre le tsarisme en partant de positions qui *ne soient pas* celles des octobristes et des *cadets*. Or, étant donné le moment que nous traversons et les circonstances, il vaut encore mieux qu'il n'y ait aucune protestation qu'une « protestation » des cadets, car cette dernière émanerait *de la même* bande de loups capitalistes et serait faite au nom de la même politique de brigandage.

Il faut donc que notre groupe parlementaire et toutes nos autres organisations du parti se mettent au travail. A l'heure actuelle, en effet, la propagande parmi les masses prend une importance cent fois plus grande qu'en temps ordinaire. Ceci étant, notre propagande de parti doit porter avec toute chose sur les trois points suivants : premièrement, il faut qu'à la différence de toute la presse réactionnaire et libérale depuis celle des Cent-Noirs jusqu'à celle des cadets, la social-démocratie démystifie les jeux auxquels se livrent les diplomates : conférences, accords entre les grandes puissances, alliance avec l'Angleterre contre l'Autriche ou avec l'Autriche contre l'Allemagne, et toutes autres choses de ce genre. Nous devons montrer que la conspiration réactionnaire des grandes puissances est un *fait* déjà acquis et que les négociations plus ouvertes ne sont qu'une comédie derrière laquelle les gouvernements tentent de toutes leurs forces de dissimuler ce fait. Nous devons le faire pour combattre les comédies diplomatiques, pour faire connaître la vérité au peuple, pour dénoncer la réaction

internationale antiprolétarienne ! Deuxièmement, il faut que nous fassions connaître les résultats auxquels ce complot a abouti non pas en paroles mais en réalité : le coup porté à la révolution turque, la participation de la Russie à la répression de la révolution persane, l'ingérence dans les affaires des autres pays et la violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, principe fondamental de la démocratie. Notre programme, comme tous les programmes social-démocrates du monde, défend ce droit. Et il n'est rien de plus réactionnaire que la sollicitude des Autrichiens d'une part, et des Cent-Noirs russes d'autre part à l'égard de « leurs frères slaves ». Cette « sollicitude » dissimule les intrigues les plus répugnantes qui ont depuis longtemps rendu la Russie célèbre dans les Balkans. Elle est toujours synonyme d'atteinte au courant *véritablement* démocratique existant dans tel ou tel pays balkanique. Pour les grandes puissances, la seule façon de montrer une « sollicitude » sincère à l'égard des pays balkaniques serait de les livrer à eux-mêmes, de ne pas leur compliquer la vie par des ingérences étrangères, de ne pas mettre des bâtons dans les roues de la révolution turque. Mais il va de soi que la classe ouvrière ne doit pas s'attendre à ce que la bourgeoisie pratique une telle politique.

Tous les partis de la bourgeoisie, jusques et y compris les plus « démocratiques » de nom et les plus libéraux, et en particulier jusques et y compris nos cadets, défendent en politique étrangère le point de vue capitaliste. C'est là le troisième point sur lequel la social-démocratie doit tout particulièrement insister. Sur le fond, les libéraux et le parti cadet sont partisans de la compétition existant à l'heure actuelle entre les nations capitalistes, et s'ils diffèrent des Cent-Noirs, c'est uniquement parce qu'ils mettent l'accent sur d'autres formes de cette compétition et qu'ils cherchent à obtenir des accords internationaux différents de ceux qui servent aujourd'hui d'appui au gouvernement. En menant la lutte pour que soit substituée une espèce de politique extérieure bourgeoise à une autre, en reprochant au gouvernement de se laisser distancer par les autres (pour ce qui concerne le pillage et les ingérences !), les libéraux exercent une influence extrêmement corruptrice sur les masses. A bas toutes les politiques coloniales, quelles qu'elles soient, à

bas toutes les politiques d'intervention. A bas la lutte menée par les capitalistes pour la conquête de territoires et de populations étrangères, pour l'obtention de nouveaux privilèges et de nouveaux marchés, pour le contrôle des détroits, etc... ! La social-démocratie ne partage pas les illusions stupides des petits bourgeois qui croient à un progrès « juste et pacifique » du capitalisme. La social-démocratie lutte contre l'ensemble de la société capitaliste en sachant que le prolétariat révolutionnaire international est le seul défenseur de la paix et de la liberté qui existe au monde.

P.-S. Cet article était déjà sous presse quand est paru dans les journaux un télégramme de l'*Agence télégraphique de Pétersbourg* qui dément la nouvelle de l'entrée des troupes russes en Perse. Ce télégramme a été publié par le *Frankfurter Zeitung* du 24 octobre, dans sa deuxième édition du matin. Dans la *troisième* édition de ce journal, on peut lire une dépêche de Constantinople datée du 24/10 à 10 heures 50 minutes *du soir*. Cette dépêche affirme que le 24 octobre au soir, on apprenait à Constantinople que les troupes russes avaient franchi la frontière persane. *Excepté la presse socialiste*, la presse étrangère fait pour l'instant le silence sur cet événement.

Conclusion : il est encore impossible de connaître toute la vérité. Une chose est sûre : c'est qu'on ne peut se fier en aucun cas à un « démenti » qui émane du gouvernement tsariste et de l'*Agence télégraphique de Saint-Pétersbourg*. Au vu et au su des grandes puissances, la Russie mène par tous les moyens, depuis les intrigues jusqu'à l'envoi de troupes, la lutte contre la révolution persane, c'est un fait. C'est un fait également qu'elle pratique une politique qui tend à l'occupation de l'Azerbéïdjan. Si les troupes n'ont pas franchi la frontière, il est probable que tout est prêt pour qu'elles le fassent : il n'y a pas de fumée sans feu.

« Prolétari » n° 37, 16 (29) octobre 1908

Conforme au texte du journal, collationné avec le manuscrit

LA SESSION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL [117]

Le dimanche 11 octobre (nouveau calendrier), à Bruxelles, le Bureau socialiste international s'est réuni pour la première fois depuis le congrès de Stuttgart. On a profité de ce moment où les représentants des divers partis socialistes se trouvaient rassemblés pour organiser des conférences de journalistes et de députés socialistes. La première de ces conférences a eu lieu la veille de la session du Bureau et la seconde le lendemain de cette session. Il faut d'ailleurs remarquer qu'il n'y avait guère de différence entre la composition du Bureau et celle des conférences : journalistes et parlementaires constituaient en effet la majorité du Bureau. A la conférence du lundi 12 octobre, en plus des membres du Bureau, il n'y avait que quelques députés socialistes belges.

La conférence des journalistes s'est ouverte le samedi à 3 heures de l'après-midi. On y a discuté de la régularisation et du développement des relations entre les organes périodiques des différents partis socialistes. Les Belges avaient établi une liste de correspondants, membres de leur parti, qui se tenaient prêts à donner aux organes des autres partis des renseignements sur telle ou telle question particulière. Il a été jugé souhaitable que des listes de ce genre soient dressées par les autres partis, qui indiqueraient en même temps les langues étrangères connues par les correspondants. L'utilité pour nos camarades étrangers des bulletins édités pour l'étranger par le parti socialiste-révolution-

naire (La *Tribune russe*, en français) et par les social-démocrates (en allemand [118]) a été soulignée. La conférence a également indiqué que dans les pays où il existe plusieurs partis socialistes ou plusieurs courants dans un même parti, il était indispensable de mentionner dans les listes auquel de ces partis les correspondants appartenaient, etc. Cette conférence devrait être l'occasion, pour les social-démocrates russes qui vivent dans l'émigration, de mieux organiser l'envoi des correspondances aux organes socialistes étrangers.

La conférence a décidé que le Bureau socialiste international devait soulever le problème de la parution de bulletins réguliers (ces bulletins seraient rédigés dans l'une des trois langues officielles de l'Internationale, français, allemand ou anglais, ou dans les trois langues à la fois) auprès des nations où il n'existe pas de quotidiens socialistes. Donnant suite à cette décision, le bureau va ouvrir une enquête auprès des rédactions des quotidiens socialistes des différents pays pour leur demander quelles sommes elles seraient disposées à donner pour recevoir régulièrement de tels bulletins.

Le Bureau du Comité central à l'étranger [119] de notre parti devrait accorder une attention toute particulière à cette décision. Les informations que nous fournissons à nos camarades étrangers sur la social-démocratie de Russie sont en effet loin d'être satisfaisantes. Il conviendrait donc de régler ce problème, de discuter sans tarder de la parution à l'étranger d'un bulletin *du parti* édité en trois langues et de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour réaliser ce plan.

La discussion a ensuite porté sur une proposition de Camille Huysmans, secrétaire du Bureau, demandant aux social-démocrates allemands, qui possèdent soixante-dix quotidiens, de prendre l'initiative de créer un bureau international assurant les liaisons télégraphiques et téléphoniques entre les rédactions des journaux socialistes de Berlin, Vienne, Paris, Bruxelles, etc. Les délégués allemands ont répondu que dans l'immédiat un tel projet était irréalisable, mais ils ont mentionné la création récente d'un bureau central d'information du parti ouvrier social-démocrate allemand qu'on pourrait songer par la suite, après une période de rodage, à transformer effectivement en bureau in-

ternational. La conférence s'est contentée de cette promesse et, avant la clôture de la séance, elle a décidé qu'à l'avenir, on continuerait à faire coïncider les conférences internationales de journalistes socialistes avec les sessions du Bureau socialiste international.

Le soir a eu lieu à la Maison du Peuple un meeting international où des délégués autrichiens, allemands, anglais, un turc et un bulgare ont pris la parole. Leurs interventions ont porté essentiellement sur les conflits internationaux et sur la lutte du prolétariat socialiste de tous les pays en faveur de la paix. A l'issue de ce meeting, la résolution suivante a été adoptée à l'unanimité : « Le meeting international réuni le 10 octobre (nouveau calendrier) à la Maison du Peuple réaffirme la détermination du prolétariat mondial de défendre la paix entre les nations et de lutter de toutes ses forces contre le militarisme capitaliste, source de misère et d'oppression pour tous les peuples. Le meeting exprime sa conviction que les diverses sections nationales de l'Internationale ouvrière appliqueront sans réserve la décision prise sur ce problème par le Congrès socialiste international de Stuttgart. » L'assemblée s'est dispersée aux accents de l'Internationale.

La journée suivante a été tout entière consacrée à la session du Bureau socialiste international. La première question à l'ordre du jour était celle de l'admission du Parti ouvrier anglais (Labour Party [120]) et a occupé toute la matinée. Selon les statuts de l'Internationale, peuvent en être membres, premièrement les partis socialistes qui reconnaissent la lutte des classes, deuxièmement les organisations ouvrières qui se tiennent sur des positions de lutte de classes (autrement dit, les syndicats). Or, il se trouve que le Labour Party qui s'est récemment formé à la Chambre des Communes britanniques ne porte pas ouvertement le qualificatif de « socialiste » et ne reconnaît pas le principe de la lutte des classes de façon formelle (ce qu'exigent de lui, entre parenthèses, les social-démocrates anglais). Mais, néanmoins, ce « Parti ouvrier », c'est tout à fait normal, a été admis à l'Internationale et, en particulier, au Congrès socialiste de Stuttgart, car en fait, le Labour Party est une organisation intermédiaire entre les deux types définis par les points 1 et 2 des statuts de l'Internationale et constitue la repré-

sentation politique des trade-unions britanniques. Le problème de l'admission de ce parti n'en a pas moins été soulevé, et par l'organisation intéressée elle-même par l'intermédiaire du représentant de l'Independent Labour Party (I.L.P. comme disent les Anglais) qui est l'une des deux sous-sections de la section anglaise de l'Internationale, l'autre sous-section étant constituée par la « Fédération social-démocrate ».

L'« Independent Labour Party » exigeait une reconnaissance *formelle* de l'affiliation du Labour Party à l'Internationale. Son délégué, Bruce Glazier, a insisté sur l'importance énorme du fait que des centaines de milliers d'ouvriers organisés, qui se tournent vers le socialisme avec toujours plus de résolution, soient représentés au parlement. Quant aux principes, aux formules, aux catéchismes, il en a parlé avec beaucoup de mépris. Dans sa réponse, Kautsky, sans s'associer à ce dédain pour les principes et les buts finaux du socialisme, s'est néanmoins prononcé sans aucune équivoque pour l'admission du Labour Party, car la lutte menée par ce parti, a-t-il dit, est effectivement une lutte de classe. Kautsky a donc proposé la résolution suivante :

« Considérant les décisions antérieures des congrès internationaux qui admettent toutes les organisations qui se placent sur les positions de la lutte de classe prolétarienne et qui reconnaissent la nécessité d'une action politique, le Bureau international déclare que le Labour Party est admis aux congrès socialistes internationaux. Tout en ne reconnaissant pas formellement (*ausdrücklich*) le principe de la lutte de classe prolétarienne, ce parti en effet le met en application dans la pratique et le fait sien dans la mesure même où son organisation est indépendante de celle des partis bourgeois. » Le point de vue de Kautsky a été soutenu par les Autrichiens, par le Français Vaillant, et, comme on a pu le voir au moment du scrutin, par la majorité des petites nations. Son principal adversaire a été Hyndman qui représentait la « Fédération sociale-démocrate » anglaise et qui demandait que le *statu quo* soit maintenu tant que le Labour Party ne reconnaîtrait pas formellement les principes de la lutte des classes et du socialisme. Une position semblable a été défendue par la guesdiste Roussel (qui était le deuxième représentant français), par Roubanovitch

du parti socialiste-révolutionnaire, et par Avramov, délégué de la fraction révolutionnaire des socialistes bulgares.

Dans mon intervention, je me suis associé à la première partie de la résolution de Kautsky. Il est impossible de s'opposer à l'admission du Labour Party qui représente les trade-unions au parlement puisque, dans le passé, les congrès ont toujours admis l'ensemble des trade-unions, même lorsqu'ils confiaient à des parlementaires bourgeois le soin de les représenter. Néanmoins, ai-je poursuivi, j'estime que la deuxième partie de la résolution de Kautsky est erronée, car *en fait*, il n'est pas vrai que le Labour Party soit réellement indépendant des libéraux et qu'il mène une politique de classe vraiment autonome. J'ai donc proposé de modifier ainsi la fin de la résolution à partir des mots « Tout en ne reconnaissant » : « Ce parti, en effet (le Labour Party), constitue un premier pas des organisations vraiment prolétariennes d'Angleterre vers une politique de classe consciente et vers un parti ouvrier *socialiste*. » Mon amendement ayant été soumis au Bureau, Kautsky l'a refusé en alléguant, lors de sa deuxième intervention, que le Bureau international ne peut pas prendre de décisions qui reposeraient sur des « espérances ». Mais l'essentiel de la lutte s'est déroulé entre les partisans et les adversaires de l'ensemble de la résolution de Kautsky. Au moment du vote, Adler a proposé de diviser cette résolution en deux : la première partie a été adoptée à l'unanimité moins trois voix et une abstention et la seconde partie à l'unanimité moins quatre voix et une abstention. La résolution de Kautsky est devenue une décision du Bureau. Roubanovitch s'est abstenu lors des deux scrutins. Notons encore que Victor Adler qui a pris la parole après moi, et avant la deuxième intervention de Kautsky, avait fait à mon amendement l'objection suivante (je cite d'après le journal socialiste belge *Le Peuple*, dont les comptes rendus des séances sont extrêmement précis et détaillés) : « La proposition de Lénine est séduisante (*verlockend*) mais il y a un fait qu'elle ne peut nous faire oublier : c'est que le Labour Party s'est placé à l'extérieur des partis bourgeois. Nous n'avons pas à juger de la façon dont il l'a fait. Reconnaissons simplement qu'il y a un progrès. »

Telles ont été les discussions sur ce problème. Je me per-

mettrai maintenant de m'y arrêter plus en détail, afin d'expliquer ma position aux lecteurs du *Prolétari*. En effet, les arguments de V. Adler et de Kautsky ne m'ont pas convaincu et je continue à penser qu'ils sont erronés. Quand il dit dans sa résolution que le Labour Party « ne reconnaît pas formellement le principe de la lutte de classe prolétarienne » il est évident que Kautsky exprime une certaine « espérance », qu'il porte une certaine « appréciation » sur la politique du Labour Party telle qu'elle est actuellement et telle qu'elle devrait être. Mais tout cela, Kautsky l'a exprimé *indirectement*, de telle sorte qu'il en arrive à une affirmation qui, premièrement, est erronée sur le fond et qui, deuxièmement permet une fausse interprétation de sa *pensée*. Il est indubitable qu'en se séparant des partis bourgeois *au parlement* (mais ni aux élections ! ni dans sa politique ! ni dans sa propagande !), le Labour Party fait un premier pas vers le socialisme et vers la politique de classe des organisations de masse prolétarienne. Ce n'est pas là une « espérance », c'est un fait. Et c'est précisément à cause de ce fait que nous admettons le Labour Party à l'Internationale, de même que nous avons déjà admis les trade-unions. Enfin, l'amendement proposé aurait eu ce mérite d'amener des centaines de milliers d'ouvriers anglais, dont il ne fait aucun doute qu'ils respectent les décisions de l'Internationale, mais qui ne sont pas encore complètement socialistes, à se demander une fois de plus pourquoi on estime qu'ils n'ont fait qu'un *premier* pas et en quoi doivent consister les pas *suivants*. Ma formulation ne prétendait en aucune façon remettre à l'Internationale le soin de résoudre les problèmes concrets et de détail qui se posent à un mouvement ouvrier national, le soin de déterminer en quoi doivent consister précisément les pas suivants et quand ils doivent avoir lieu exactement. Mais, quand on a affaire à un parti qui ne reconnaît pas formellement et clairement le principe de la lutte des classes, il est impossible de ne pas dire qu'il est nécessaire que ce parti fasse des pas en avant. C'est d'ailleurs ce que reconnaît Kautsky dans sa résolution. Mais au lieu de le faire explicitement, il le fait indirectement. Cela tend à donner l'impression que l'Internationale se porte garante du fait que, *dans la pratique*, le Labour Party mène une lutte des classes conséquente et qu'il suffit à une organisation ouvriè-

re de former au Parlement un groupe ouvrier séparé pour que *l'ensemble de son action* devienne indépendant de la bourgeoisie !

Il est indubitable que la position de Hyndman, Rousel, Roubanovitch et Avramov est encore plus erronée (bien loin de rectifier cette position, Roubanovitch, en s'abstenant au cours des deux scrutins, l'a rendue plus confuse). Quand Avramov affirme qu'admettre le Labour Party c'est encourager l'opportunisme, il commet une erreur monumentale. Il n'y a qu'à se rappeler les lettres d'Engels à Sorge pour s'en apercevoir. Pendant de nombreuses années, Engels a en effet insisté sur le fait qu'en agissant de façon sectaire, en échouant à rejoindre l'instinct de classe inconscient mais puissant des trade-unions, en transformant le marxisme en « dogme » alors qu'il doit être « un guide pour l'action, les social-démocrates anglais dirigés par Hyndman étaient dans l'erreur [121] ». Quand il existe des conditions objectives qui retardent le progrès de la conscience politique et de l'autonomie de classe des masses prolétariennes, on doit se montrer capable de travailler la main dans la main avec ces masses, patiemment et de façon conséquente, sans faire de concessions sur les principes, mais sans renoncer non plus à agir *au plus profond* du prolétariat. Ces leçons d'Engels ont été vérifiées par les événements ultérieurs : malgré leur caractère fermé, aristocratique, d'un égoïsme petit-bourgeois, malgré leur hostilité au socialisme, bien qu'ils aient engendré toute une pléiade de traîtres à la classe ouvrière n'hésitant pas à se vendre à la bourgeoisie pour un ministère (comme par exemple cette canaille de John Burns), on a pu voir les trade-unions anglaises *se rapprocher* du socialisme. Ce rapprochement s'est fait de façon malhabile, inconséquente, sinueuse, mais il n'en a pas moins été réel. Et il faut être aveugle pour ne pas voir qu'aujourd'hui le socialisme se développe à un rythme rapide dans la classe ouvrière anglaise, qu'en Grande-Bretagne il est *redevenu* un mouvement de masse et que la révolution sociale est en marche.

L'Internationale aurait commis une erreur manifeste si elle n'avait pas exprimé d'une façon dépourvue d'équivoque sa profonde sympathie pour cet énorme pas en avant effectué par le mouvement ouvrier de masse anglais, si elle

n'avait pas encouragé le grand tournant qui a déjà été amorcé au berceau du capitalisme. Mais il ne s'ensuit pas pour autant qu'il soit d'ores et déjà possible d'affirmer que le Labour Party est un parti réellement indépendant de la bourgeoisie, qu'il mène une lutte de classe, qu'il est socialiste, etc. Il était nécessaire de corriger l'erreur manifeste de la « Fédération sociale-démocrate » anglaise mais il fallait éviter de donner ne fût-ce que l'ombre d'un encouragement aux *erreurs tout aussi graves et tout aussi certaines* des opportunistes britanniques qui dirigent le soi-disant Independent Labour Party. Il est en effet indubitable que ces dirigeants sont des opportunistes. C'est ainsi qu'à Stuttgart le chef de l'I.L.P., Ramsay MacDonald, a proposé de modifier dans le sens suivant le point 2 des statuts de l'Internationale : pour qu'une association ouvrière puisse être admise, elle n'aurait pas eu besoin de reconnaître le principe de la lutte des classes, il aurait suffit qu'elle soit de bonne foi (*bona fides*). D'ailleurs, Kautsky lui-même a tout de suite saisi la note opportuniste qui se trouvait dans l'intervention de Bruce Glazier et il a tenu à s'en dissocier *dans le discours qu'il a prononcé devant le Bureau*, mais malheureusement pas dans sa résolution. Or, son discours était destiné à une douzaine de personnes, tandis que la résolution a été rédigée pour des millions de gens.

J'ai devant les yeux les réactions des journaux des deux tendances du socialisme anglais à la session du Bureau international. Le *Labour Leader* [122], organe de l'Independent (hum ! hum !) Labour Party, jubile et *proclame ouvertement* à des dizaines de milliers d'ouvriers britanniques que le B.S.I. a non seulement admis le Labour Party (ce qui est vrai et ce qui était indispensable) mais « aussi *la politique de l'I.L.P.* » (*Labour Leader*, 16 octobre 1908, page 665). C'est une contrevérité : cette politique, en effet, le Bureau *ne l'a pas* admise. On a là une interprétation arbitraire dans un sens opportuniste d'une petite maladresse de la résolution de Kautsky. Cette petite maladresse commence à porter des fruits assez abondants. Il faut dire aussi que cette interprétation est favorisée par les mauvaises traductions : *traduttori tradittori*, comme disent les Italiens. La traduction officielle des résolutions du Bureau dans les

trois langues officielles de l'Internationale n'est pas encore parue et on ne sait pas quand elle paraîtra. Kautsky a dit, que le Labour Party « fait sien le principe de la lutte de classe » (fin de la résolution ; dans le texte original : *sich... auf seinen, d.h. des Klassenkampfs, Boden stellt*), et ce qu'on lui fait dire dans la traduction des *social-démocrates* anglais, c'est que « le Labour Party fait sien les principes du socialisme international » ; quant à la traduction des *opportunistes* de l'I.L.P., elle lui fait dire que le Labour Party « *adopte les positions du socialisme international* » (*ibid.*). Essayez donc après cela de corriger ces erreurs en faisant de la propagande auprès des ouvriers anglais !

Loin de moi la pensée d'accuser Bruce Glazier d'avoir falsifié la résolution. Je suis persuadé qu'il n'en a jamais eu l'intention. D'ailleurs ce n'est pas là l'important. Ce qui est important, c'est l'utilisation qui est faite de *l'esprit de la deuxième partie* de la résolution de Kautsky dans le travail pratique parmi les masses. Sur la même page du *Labour Leader*, un autre membre de l'I.L.P. donne ses impressions sur la session du Bureau et sur le meeting de Bruxelles : il déplore qu'au cours du meeting, « l'accent n'ait quasiment pas été mis sur l'aspect idéal et éthique du socialisme » (dans nos meetings de l'I.L.P., nous n'oublions jamais de souligner cet aspect) et qu'« *au lieu de cela* » (*in its stead*) ait prédominé « *le dogme aride et desséchant* (*barren and uninspiring*) *de la guerre des classes* ».

Kautsky a rédigé sa résolution sur les Anglais comme s'il avait affaire aux social-démocrates allemands et non aux « indépendents » anglais...

Quant à *Justice*, organe des social-démocrates anglais, il publie un article de Hyndman qui reproche amèrement à la majorité du Bureau d'avoir « abandonné les principes pour donner satisfaction aux girouettes ». Je suis absolument certain, écrit Hyndman, « que si le Bureau avait lancé un ultimatum au Labour Party, celui-ci se serait immédiatement incliné et aurait décidé d'adopter la ligne du socialisme international ». Dans le même numéro de *Justice*, on peut lire un autre article qui cite des *faits* prouvant que *dans la pratique*, l'I.L.P. a fait élire une partie de ses membres *en se réclamant à la fois* du « libéralisme et de l'Independent Labour Party »(*liberal-labour alliance*) et *que le*

ministre libéral John Burns a apporté son soutien à plusieurs « indépendants » (*Justice*, 17 octobre 1908, pages 4 et 7).

Non, si Hyndman donne suite à son projet de remettre ce problème en discussion lors du Congrès socialiste international qui se tiendra à Copenhague en 1910, le P.O.S.D.R. devra s'efforcer d'obtenir que des corrections soient apportées à la résolution de Kautsky.

La deuxième question à l'ordre du jour était celle de l'action commune du prolétariat et des socialistes des différents pays contre les conflits internationaux et coloniaux dont la politique des gouvernements bourgeois fait peser la menace. Vaillant avait proposé une résolution qui a été adoptée après avoir été très légèrement modifiée. Au cours de la discussion, les délégués autrichiens ont rappelé que leur parti, par ses délégations, s'opposait officiellement à la politique de François-Joseph et ont réaffirmé qu'ils reconnaissaient, en tant que socialistes, le droit de toutes les nationalités à disposer d'elles-mêmes. Mais, ont-ils ajouté, tout en nous opposant à la politique de François-Joseph, nous sommes également hostiles à celle d'Abdul Hamid ou d'Edouard VII. Notre tâche est de rendre le gouvernement responsable des conséquences de ses actes. Les Anglais ont exprimé le désir de voir les social-démocrates autrichiens condamner leur gouvernement de façon plus explicite, mais les Autrichiens s'en sont tenus à ce qu'ils avaient déclaré antérieurement. Avramov, le délégué des socialistes bulgares (ceux de la tendance « étroite », c'est-à-dire les social-démocrates révolutionnaires ; en Bulgarie, il existe également une tendance dite « large », celle des social-démocrates opportunistes), Avramov a insisté pour que l'on parle de la bourgeoisie impérialiste existant à l'intérieur même des Etats balkaniques, mais son amendement n'a pas été retenu. Sur le problème de la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, a-t-il déclaré, les socialistes bulgares se sont résolument opposés aux partis bourgeois, car ils estiment que du point de vue de la classe ouvrière, cette proclamation est nuisible et aventureuse. Bruce Glazier souhaitait que la résolution mentionne la nécessité d'organiser des manifestations internationales ;

mais il a été décidé de charger le Bureau de faire connaître cette suggestion aux divers partis nationaux. Le délégué s.-d. hollandais Van Kol a proposé d'inclure dans la résolution une protestation contre la violation du traité de Berlin par les grandes puissances, mais il a retiré son amendement avant le scrutin : on avait fait remarquer, en effet, que ce n'était pas l'affaire des socialistes de défendre les traités passés entre les Etats bourgeois. Voici donc le texte de la résolution adoptée par le Bureau :

« Constatant notamment :

que les socialistes anglais et allemands par leurs manifestations de solidarité pacifique ;

que les socialistes français par leur agitation contre l'expédition du Maroc ;

que les socialistes danois par leur initiative, par leur projet de désarmement ont agi conformément au mandat de l'Internationale ;

Considérant cependant :

que le danger persiste ;

que le capitalisme impérialiste intrigue toujours en Angleterre et en Allemagne ;

que l'expédition et la spéculation marocaines continuent ;

que le tsarisme, convoitant avant tout de nouveaux emprunts, tend de plus en plus à brouiller la situation pour se consolider dans sa lutte contre la révolution russe ;

que dans les Balkans l'ingérence et les ambitions étrangères excitent plus que jamais et dans leur unique intérêt les passions nationalistes et religieuses ;

que dans ces derniers temps, la déclaration d'indépendance de la Bulgarie et surtout l'annexion de la Bosnie ont rendu plus menaçant et plus aigu le danger d'une rupture de la paix ;

que partout enfin, les combinaisons des gouvernements, l'excès des armements et du militarisme, ainsi que la concurrence capitaliste et la piraterie coloniale menacent la paix ;

Affirmant à nouveau que le parti socialiste et le prolétariat organisé sont les seules forces efficaces de la paix internationale et qu'il leur faut l'assurer ;

Le Bureau Socialiste International, pour l'application certaine, à cet effet, de la décision du Congrès de Stuttgart, invite les partis socialistes de tous les pays à redoubler de vigilance, d'activité et d'efforts ;

invite leurs comités directeurs et administratifs, leurs groupes parlementaires, leurs délégations, à rechercher avec le secrétariat du B.S.I., les moyens et mesures pratiques qui, nationalement et internationalement mises en œuvre, puissent le mieux, suivant les cas et les circonstances, prévenir la guerre et maintenir la paix. »

Le troisième point à l'ordre du jour était une proposition de la section britannique qui demandait que le Bureau International se réunisse régulièrement deux fois par an. Sur ce problème, aucune décision n'a été prise. Le Bureau s'est contenté d'adopter un vœu allant dans ce sens. L'écrasante majorité des délégués ne semble pas considérer qu'il soit nécessaire que le Bureau se réunisse plus d'une fois par an (comme il l'a fait jusqu'à maintenant), sauf naturellement dans les cas d'urgence.

Le quatrième point à l'ordre du jour était une proposition du Bureau demandant une augmentation des cotisations versées par chacun des partis pour financer le Bureau. Jusqu'à maintenant, le revenu nominal du Bureau était de 14 950 francs par an (environ 6 000 roubles) ; il a été proposé de porter cette somme à 26 800 francs, ce qui reviendra à 20 000 francs (8 000 roubles) compte tenu des retards habituels. Pour cela, chacun des partis devrait payer 100 francs par an pour chacune des voix dont il dispose aux congrès socialistes internationaux. La Russie disposant de vingt voix, il lui faudrait par conséquent verser 2 000 francs : 700 francs seraient à la charge des socialistes-révolutionnaires, 1 000 francs à la charge des social-démocrates et 300 francs à la charge des syndicats. Jusqu'à présent, les cotisations de la Russie étaient de 1 500 francs par an, dont 900 à notre charge (en vertu d'un accord passé avec le parti socialiste-révolutionnaire). Sur ce problème non plus aucune décision impérative n'a été prise. Le Bureau a été chargé de se mettre en rapport avec les partis nationaux et le vœu a été exprimé que les cotisations soient portées à 100 francs par an et par voix.

Le cinquième point à l'ordre du jour était la modification du nombre de voix de la Suède — porté à douze — et de la Hongrie — différée pour l'ensemble du pays, deux voix supplémentaires ont été accordées à la Croatie. Il a été également décidé d'admettre la sous-section arménienne de la section turque avant même que cette dernière soit constituée et de lui accorder quatre voix : les socialistes arméniens résidant en Turquie se refusaient en effet à « attendre » les Turcs. Il serait souhaitable que nos camarades social-démocrates d'origine arménienne qui connaissent bien la

situation du socialisme arménien en Turquie donnent leur opinion sur ce problème.

L'admission du parti social-démocrate du Chili constituait le sixième point à l'ordre du jour. Ce parti s'est formé après la scission du parti démocratique chilien et son admission n'a donné lieu à aucun débat.

La septième question à l'ordre du jour était celle des sionistes-socialistes [123] de Russie. On sait qu'avant le congrès de Stuttgart, ils avaient demandé au Comité central de notre parti de les admettre dans la sous-section social-démocrate de la section russe de l'Internationale. Notre Comité central a refusé, adoptant une résolution expliquant pourquoi il était opposé à ce que les *sionistes*, même s'ils se donnent la dénomination de « sionistes-socialistes », fassent partie de la social-démocratie. Un représentant des sionistes-socialistes s'est présenté à Stuttgart et notre sous-section a refusé de l'admettre, tandis que les socialistes-révolutionnaires s'abstenaient. Comme les statuts stipulent que pour entrer à l'Internationale, les nouveaux membres doivent nécessairement avoir l'accord des sections nationales (s'il y a désaccord entre deux sous-sections nationales, c'est le Bureau International qui tranche), les sionistes-socialistes ne pouvaient donc pas participer normalement au congrès. Ils ont fait appel au Bureau qui a pris une décision de compromis : ils seraient admis au congrès, mais ils ne disposeraient que d'une voix *consultative*. Il fallait donc débrouiller la situation ainsi créée : les sionistes-socialistes étaient-ils ou non membres de l'Internationale ? Comme à Stuttgart, Victor Adler a résolument pris position contre eux et il s'est opposé à ce que la discussion soit ajournée ainsi qu'ils le demandaient (ils avaient envoyé un télégramme disant qu'il leur était impossible de se rendre à la réunion du B. S. I.). L'absence, a déclaré Victor Adler, est parfois la meilleure des défenses. J'ai pris la parole pour rappeler une fois encore la décision de notre Comité central et pour montrer que l'admission des sionistes-socialistes contre la volonté des deux sous-sections russes constituerait une violation intolérable des statuts de l'Internationale. Roubanovitch et Jitlovski, le représentant du P.O.S.J. [124] (Parti ouvrier socialiste juif, que les socialistes-révolutionnaires ont fait entrer dans leur sous-section

à Stuttgart) se sont élevés violemment contre la non-admission des sionistes-socialistes. Mais Roubanovitch *n'a pourtant pu* étayer son argumentation par aucune décision du *parti* socialiste-révolutionnaire, autre que l'*abstention.* Quant à Jitlovski, il est évident que son intervention, face à l'exclusion imminente des sionistes, était un *plaidoyer pro domo* qui démontrait avec une véhémence comique que si les sionistes-socialistes sont « territorialistes, les membres du P.O.S.J. le sont aussi ». Ce qui ressortait de ce plaidoyer, ce n'est pas qu'il fallait admettre les sionistes-socialistes mais bien plutôt que les socialistes-révolutionnaires étaient sans doute les seuls membres de l'Internationale à approuver l'affiliation du P.O.S.J. J'ai pris la parole une seconde fois pour dénoncer la manœuvre de Roubanovitch tendant à rattacher les sionistes à une *autre* sous-section alors qu'il ne citait aucune décision de sa propre sous-section en leur faveur. En conclusion, le Bureau a adopté à l'unanimité (moins deux abstentions : celle de Roubanovitch et celle de Vaillant) la résolution suivante proposée par Adler :

« Le Bureau constate que l'admission des sionistes (avec voix consultative) concernait uniquement les séances du Congrès de Stuttgart, qu'à l'heure actuelle les sionistes ne sont pas affiliés au Bureau Socialiste International, et passe aux questions suivantes. »

Le huitième et dernier point à l'ordre du jour n'a presque pas provoqué de discussion. Il s'agissait d'approuver la composition particulière de la délégation socialiste française au Bureau international. Les Français disposent de deux voix : l'une d'entre elles est détenue par Guesde, tandis que Jaurès et Vaillant se partagent la seconde.

La session du Bureau s'est terminée par l'adoption à l'unanimité, sur la proposition du délégué belge De Brouckère, d'une motion de sympathie envers la révolution turque :

« Le Bureau Socialiste International se réjouit de la chute du régime honteux qu'Abdul Hamid a si longtemps imposé à la Turquie avec l'aide des grandes puissances. Il se félicite de ce que les peuples de l'Empire ottoman aient maintenant la possibilité de disposer de leur propre destin et de bâtir un régime de liberté politique permettant au prolétariat en formation de mener sa propre lutte de classe dans une unité étroite avec le prolétariat du monde entier. »

Le lundi 12 octobre a eu lieu la conférence inter-parlementaire. Trois problèmes étaient inscrits à son ordre du jour : 1) la dernière session parlementaire ; 2) les réformes coloniales (rapporteur Van Kol) ; 3) l'action des socialistes en faveur de la paix à l'intérieur de l'association interparlementaire (rapporteur le député belge Lafontaine). Quatre questions venaient ensuite : a) le salaire des ouvriers du bâtiment dans le cas où les patrons se trouvent en faillite ; b) le vote par correspondance ; c) la mise à jour des listes de membres des groupes parlementaires avec leurs secrétaires ; d) l'envoi des documents.

Pour le premier point, on s'est contenté, sur la proposition de Pernerstorfer, de confirmer les décisions du congrès de Stuttgart : les secrétaires des groupes parlementaires sont invités à rédiger à l'intention du Bureau Socialiste International des *rapports écrits* sur le travail de leurs groupes respectifs. Les deux dernières « questions » ont donné lieu à un bref échange de vues qui a également abouti à un rappel des décisions de Stuttgart. A propos des deux premières « questions », plusieurs députés socialistes disposaient de matériaux et de projets qui ont été rapidement mentionnés. Lafontaine devait présenter un rapport, mais celui-ci a été remis à plus tard comme le proposait le rapporteur. A ce propos, les Autrichiens et les Allemands ont indiqué qu'ils étaient opposés à ce que des socialistes participent aux conférences parlementaires bourgeoises en faveur de la paix. Le délégué suédois Branting a invoqué les conditions particulières qui, selon lui, expliquent la participation des social-démocrates suédois à ces conférences. Sur sa proposition, il a été décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine conférence interparlementaire, qui se réunira en même temps que le Bureau Socialiste International, le problème des assurances sociales d'Etat pour les ouvriers.

Le seul point de l'ordre du jour qui ait fait l'objet d'un court rapport et qui ait donné lieu à une discussion présentant un certain intérêt, a été celui qui portait sur les réformes coloniales. Dans son rapport, le délégué hollandais Van Kol, qui s'était déjà illustré à Stuttgart par la résolution opportuniste qu'il avait présentée sur le pro-

blème colonial, a de nouveau essayé de faire passer par des voies quelque peu différentes de celles qu'il avait alors empruntées, son idée favorite selon laquelle la social-démocratie doit avoir un programme colonial « positif ». Van Kol a complètement laissé de côté la lutte de la social-démocratie contre la politique coloniale, la propagande parmi les masses contre le pillage colonial et l'éveil de l'esprit de résistance et d'opposition parmi les masses opprimées des colonies. Il a consacré tout son rapport à donner une liste des « réformes » qu'il est possible d'apporter dans la vie des colonies tout en conservant le système actuel. Comme un bon fonctionnaire, il a énuméré les problèmes les plus divers, depuis la propriété foncière jusqu'aux écoles, à l'encouragement à l'industrie, aux prisons, etc. Ce faisant, il a insisté sur la nécessité d'avoir les pieds sur terre, de considérer par exemple que le suffrage universel n'était pas toujours applicable chez les sauvages, que parfois on ne pouvait que s'incliner devant la nécessité d'instituer, dans les colonies, le travail forcé au lieu de prisons, etc., etc. Ce qui inspirait son rapport, ce n'était pas la lutte de classe prolétarienne, mais le réformisme petit-bourgeois, le plus borné, pire encore, bureaucratique. En conclusion, il a proposé que soit élue une commission composée de représentants des cinq plus grandes puissances coloniales pour élaborer le programme colonial de la social-démocratie.

Le délégué allemand Molkenbuhr et certains Belges auraient voulu suivre la voie indiquée par Van Kol et ne se sont opposés à lui que sur des points de détail, sur la question de savoir si un programme d'ensemble était nécessaire, si ce programme ne serait pas stéréotypé, etc. Cette manière de poser les problèmes faisait le jeu de Van Kol, car ce qu'il voulait, c'était tout réduire à la « pratique » et prouver qu'« en pratique », les divergences étaient moins profondes qu'il n'avait semblé à Stuttgart. Mais Kautsky et Ledebour ont posé le problème d'un point de vue de principe et ont attaqué l'hypocrisie fondamentale de toute la position de Van Kol. Van Kol prétend que dans certains cas le suffrage universel peut ne pas être appliqué, a dit Kautsky ; par conséquent, il prend son parti du despotisme colonial car il ne propose et ne peut proposer aucun autre système électoral. Il admet le travail forcé, a

dit Ledebour ; par conséquent, il laisse le champ libre à la politique bourgeoise qui profite de mille prétextes pour maintenir l'esclavage dans les colonies. Van Kol s'est défendu avec acharnement, mais très mal ; il a cherché à prouver par exemple que parfois, on ne pouvait pas faire autrement que de lever des impôts en nature, que, « comme il avait pu le constater lui-même à Java », les Papous ne savaient pas ce que le vote signifie et que, lors des élections, ils se décidaient sous l'emprise directe des superstitions ou des distributions d'alcool, etc. Kautsky et Ledebour ont tourné en ridicule ces arguments et maintenu la validité incontestable de notre programme démocratique commun même dans le cas des colonies et la nécessité de mettre au premier plan la lutte contre le capitalisme y compris dans les colonies elles-mêmes. Mais, a demandé Ledebour, les superstitions de nos catholiques « civilisés » sont-elles supérieures à celles des sauvages ? Si les institutions parlementaires et représentatives ne sont pas toujours applicables, a dit Kautsky, la démocratie et la lutte contre les dérogations à la démocratie, elles, le sont toujours. Au cours de ces discussions, la ligne de la social-démocratie révolutionnaire et celle de la social-démocratie opportuniste ont été exposées avec la plus grande clarté. Et comme il s'était aperçu qu'il ne faisait aucun doute que sa proposition allait obtenir des « funérailles de première classe », Van Kol a pris lui-même l'initiative de la retirer.

« Prolétari » n° 37,
16 (29) octobre 1903.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

LA CRISE D'HYSTÉRIE DE P. MASLOV

Le numéro 8-9 du *Goloss Sotsial-Démokrata* publie une « Lettre à la rédaction » de Piotr Maslov, qu'on ne peut qualifier que de lettre d'un hystérique. En effet, quand Maslov veut me faire honte en comparant mon style à celui du hiéromoine Héliodore et rapporte des *conversations* qui ont eu lieu *il y a quatorze ans*, est-ce autre chose que de l'hystérie ? Le lecteur croira qu'il s'agit d'une plaisanterie, mais pourtant c'est un fait. « Avant la parution du troisième tome du *Capital*, écrit Maslov, Lénine prit connaissance d'un de mes manuscrits où je donnais la même réponse que Marx dans son tome III à la question de la répartition du profit. Lénine a déclaré alors qu'il considérait comme juste l'opinion absurde défendue par le professeur Skvortsov [125] sur ce problème. » Vous vous rendez compte : *avant* la parution du tome III, c'est-à-dire *avant 1894* ! Pour prétendre se rappeler exactement une conversation *vieille, paraît-il de quatorze ans* à propos de manuscrits qui n'ont pas été publiés, il faut ou bien être naïf comme un enfant — et ce n'est pas le cas de mon honorable contradicteur — ou bien être en pleine crise d'hystérie. Mais le mieux, camarade Maslov, ne serait-il pas d'imprimer ces manuscrits ? On prouverait ainsi que Maslov, à lui tout seul, avait résolu *avant* le tome III le problème posé par Engels au monde entier : voilà qui serait profitable ! Il est vrai que cette révélation viendrait un peu tard... Mais mieux vaut tard que jamais. On ne peut imaginer en effet que Maslov n'avait d'autre objectif que sa propre glorification en évoquant ses souvenirs.

En fait, on dirait que, si la rédaction du journal où il écrit tardait à faire l'éloge des corrections qu'il a apportées à l'œuvre de Marx, Maslov s'est décidé à se féliciter lui-même de ce qu'il a fait (et qu'il a gardé pour lui) il y a quatorze ans... Si l'on croit la mémoire phénoménale du camarade Maslov, il paraît qu'avant la parution du tome III du *Capital*, il y a quatorze ans, j'ai commis des erreurs que je n'ai jamais publiées. Mais voilà que sept ans et quatorze ans après la parution du tome III, Maslov s'est mis à en commettre à son tour et lui, il les publie. Pourtant, il est possible que la crise d'hystérie de Maslov soit quelque peu préméditée. Il y a tout juste cinq ans, Martov a poussé une crise de ce genre devant Plékhanov, ce qui a décidé ce dernier à quitter les bolcheviks pour les mencheviks. Piotr Maslov aurait-il l'espoir que la lecture de ses clameurs dans le journal de Plékhanov et C^ie^ amènera Plékhanov à se séparer des partisans de la théorie de la rente de Marx, pour rejoindre ceux de la théorie de la rente de... Maslov ? Voilà qui serait plaisant. Pour l'instant, il ne s'est encore rien produit de ce genre. En attendant, examinons un peu les accusations que Maslov porte contre mon article, qui selon lui est « tout entier bâti sur des fausses citations et des contrevérités flagrantes ».

Vraiment tout entier, camarade Maslov ?

Eh bien ! passons vos arguments en revue.

« Lénine écrit : « Il n'est pas vrai que, d'après Marx, la rente absolue s'obtienne grâce à la composition basse du capital agricole. La rente absolue s'obtient grâce à la propriété privée de la terre. Cette propriété privée crée un monopole particulier *. »

Maslov fait ici une *citation tronquée*. Après le mot « particulier » en effet, ma phrase se poursuit et se termine par un renvoi *à une page précise du tome IV* (*Théories de la plus-value*). Mais bien sûr, Maslov ne se rend pas là coupable de fausse citation, il se contente de « corriger » la pensée d'autrui...

« Voilà ce qu'écrit Lénine », poursuit Maslov, « Et voilà ce qu'écrit Marx : « Si la composition moyenne du capital agricole était égale ou supérieure à celle du capital social

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 315. [*N.R.*]

moyen, la rente absolue — prise toujours au sens défini ci-dessus — disparaîtrait ; c'est-à-dire la rente qu'il faut distinguer aussi bien de la rente différentielle que de la rente fondée sur le prix de monopole proprement dit » (le *Capital*, tome III, page 631 de la traduction russe [126]). Je laisse au lecteur le soin de décider quel est celui qui expose le plus correctement la pensée de Marx » (suit une remarque sur l'erreur que j'ai commise il y a quatorze ans, au cours de cette conversation particulière à propos de la loi du profit, dont P. Maslov a conservé un souvenir si précis).

Moi aussi je laisse au lecteur le soin de décider de qui sont de fait « les citations fausses et les contrevérités flagrantes ». L'honorable Maslov *a coupé mon texte juste avant la citation de Marx* et remplacé cette référence par une autre ! Est-ce là un argument ? Maslov n'a-t-il pas dénoncé, tant et plus les contradictions qui se trouvent dans les « brouillons » de Marx (je rappelle au lecteur, qu'en 1906, c'est-à-dire même après la parution des *Théories de la plus-value*, il a eu l'audace d'expliquer que les erreurs qu'il avait découvertes dans Marx étaient dues au fait que le tome III était constitué par des « brouillons » ? (Marx fait dériver la rente absolue *tantôt* de la propriété foncière privée et *tantôt* de la composition inférieure du capital agricole ; cela ne prouve-t-il pas qu'il se met en contradiction avec lui-même ?

Non, ça prouve qu'une fois de plus Maslov embrouille tout de façon invraisemblable. On peut trouver chez Marx des dizaines de phrases qui attribuent la rente absolue à la propriété foncière privée et des dizaines d'autres phrases qui l'attribuent à la composition inférieure du capital agricole. Et s'il en est ainsi, c'est tout simplement parce que, selon les passages de son exposé, Marx mentionne *ces deux conditions, tout comme je les ai mentionnées* quand j'ai exposé les idées de Marx ; précisément dans le paragraphe de mon article d'où est tirée la citation de Maslov, je parle *également* de la *composition inférieure* du capital agricole (voir le *Prolétari*, n° 33, p. 3, colonnes 2-3 *).

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 315-316. [*N.R.*]

Maslov m'oppose un passage du 45e chapitre du tome III du *Capital* consacré à la rente absolue, qui se trouve à la page 298 de l'édition originale. Mais à la page 287 de la même édition, *c'est-à-dire plus haut*, Marx affirme que la rente différentielle n'est pas « créatrice » de propriété foncière (en régime capitaliste la rente différentielle est inévitable *même quand il n'y a pas* de propriété foncière), mais qu'en revanche c'est la propriété foncière qui produit la rente absolue. « C'est la propriété foncière, écrit Marx en italique, qui crée la rente » (III, 2, 287).

La citation de la page 287 ne contredit-elle pas celle de la page 298, va-t-on se demander ? Pas le moins du monde. Après avoir montré que la propriété foncière privée *produit* la rente (plus précisément la rente absolue), Marx explique que cette rente sera ou bien un monopole pur et simple ou bien le *résultat* du fait que le monopole empêche *le nivellement du profit* des capitaux de composition inférieure (l'agriculture) et des capitaux de composition supérieure (l'industrie).

Maslov a donc répété une fois de plus dans le journal de Plékhanov et Cie ses falsifications flagrantes du marxisme. Il s'obstine à penser — sans l'affirmer franchement — qu'il ne peut y avoir de rente absolue, que la théorie de Marx est une erreur et que l'économie politique bourgeoise a raison de nier la rente absolue.

Pourquoi alors ne pas répéter clairement les phrases de son livre sur la *Question agraire* que j'ai citées ? Voilà des « fausses citations et des contrevérités flagrantes », ou je ne m'y connais pas ! Dans la *Question agraire*, on peut lire que Marx est dans l'erreur, qu'il ne peut y avoir de rente absolue ; mais dans le journal de Plékhanov et Cie, *pas un mot* de ce problème, il est en revanche question de savoir qui interprète *le plus fidèlement* la pensée de Marx. Autrement dit, nous ne nous opposions avec Maslov que sur le point de savoir « qui interprète le plus fidèlement la pensée de Marx », et j'ai menti en disant que Maslov avait « corrigé » les « brouillons » de Marx et jeté par-dessus bord la rente absolue ! Un peu de retenue, camarade Maslov !

« Continuons. « Piotr Maslov, écrit Lénine, n'a pas plus compris... la rente différentielle de Marx... Quand une

nouvelle dépense de capital faite par le fermier sur son terrain lui apporte un nouveau bénéfice et *une nouvelle rente* (souligné par Lénine), ce n'est pas le propriétaire de la terre qui reçoit cette rente, mais le fermier * ». Naturellement, Lénine s'empresse de faire sur ce point la leçon à cet « ignorant » de Maslov. Or, si nous prenons le tome I de *la Question agraire* à la page 112, nous pouvons lire : « Si l'intensification de l'agriculture par suite d'un nouvel investissement de 500 roubles donne la même quantité de produits, le profit du fermier ne sera plus de 25%, mais de 100%, puisque, lors du premier investissement de capital, il paye 333 roubles de rente... S'il s'est contenté d'un profit moyen lors des premiers investissements... il a avantage à réduire la superficie de la terre qu'il prend en fermage et à réinvestir sur la même terre, car ces nouveaux investissements lui procureront à lui aussi un surprofit, une rente ». Mais Lénine avait besoin de dire des contrevérités pour me prendre en défaut. »

Voyons un peu qui dit des contrevérités. S'il veut s'y retrouver, je prie le lecteur de s'arrêter *aux points de suspension* qui se trouvent dans la citation faite par Maslov. Car moi, j'ai cité tout le texte de Maslov. Les points de suspension correspondent à des *coupures*. Et c'est ainsi que Maslov a *éliminé* de la page 112 de son premier tome *justement* ce qu'il dit *contre Marx et qui a été mis en italique* ! Incroyable, mais vrai. Dans mon article du *Prolétari*, je cite la phrase suivante de la page 112 du premier tome qui constitue le deuxième argument de Maslov contre Marx : « La rente du « dernier » capital engagé, la rente de Rodbertus et la rente absolue de Marx disparaîtra, *parce que le fermier peut toujours faire du « dernier » capital « l'avant-dernier », s'il fournit quelque chose en dehors du profit habituel* » (souligné par Maslov **).

Tel est l'argument de Maslov contre Marx. Ce que j'ai attaqué, c'est *précisément* cet argument et je continue à affirmer qu'il est complètement erroné. Quant à Maslov, il me répond en citant *cette même* page 112 expurgée de ses attaques contre Marx ! Il les remplace par des *points*

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 316-317. [*N.R.*]
** *Ibid.*, p. 316 (*N.R.*).

de suspension : jusqu'aux points de suspension on a le *début* de la page, après on en a la *fin*, mais les attaques contre Marx qui se trouvent entre les deux ont disparu. N'est-ce pas là fausse citation et contrevérité flagrante ?

Je n'ai jamais dit que dans les quatre cents pages que compte *la Question agraire*, il était impossible de trouver des choses exactes. J'ai simplement affirmé que les *arguments de Maslov contre Marx* sont d'une confusion abracadabrante et d'une stupidité inimaginable. Si dans la quatrième édition qu'il nous promet, Maslov abandonne ces arguments, si à la page 112, par exemple, il nous donne le texte qu'il a publié dans le *Goloss Sotsial-Démokrata*, je dirai, et chacun sera d'accord avec moi, qu'à partir de cette édition Maslov a cessé de « corriger » Marx. Mais en attendant, toute personne qui lira le tome I pourra prendre connaissance à la page 112 de l'argumentation contre Marx que son auteur a *omis* de citer dans le *Goloss*. Et chacun pourra voir que j'ai raison de critiquer *cette* argumentation, que les arguments de Maslov contre la rente *absolue* sont ridicules puisque le fermier reçoit durant le temps du fermage la *totalité* de la rente que lui rapportent les investissements nouveaux, c'est-à-dire la rente absolue aussi bien que la rente différentielle.

Maslov donne un autre « exemple » sur lequel je ne m'arrête pas, car il porte *toujours sur les arguments* omis dans le *Goloss*. Il va de soi que si Maslov *abandonne* ces arguments, ma critique n'a plus de raison d'être. Mais s'il n'en fait rien, s'il se borne à tronquer ses citations, alors je demande au lecteur : chez qui trouvons-nous « un tissu de fausses citations et de contrevérités flagrantes » ?

Passons enfin à la dernière citation que Maslov fait de mon article :

« Qu'est-ce que l'intensification ? » demande Lénine, et il répond : « une dépense additionnelle en travail et en capital. La moissonneuse, selon la découverte faite par le grand Maslov, *n'est pas* (c'est Lénine qui souligne) une dépense de capital. Le semoir en lignes *n'est pas* une dépense en capital !* Comme il ignore les fondements les plus élémentaires de la question agraire, Lénine a donné une

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 323. [*N.R.*]

définition erronée de l'intensification et dit non seulement une stupidité mais une contrevérité. Dans *la Question agraire* (page 62), on lit : « Une batteuse permet de diminuer la dépense en travail effectué par unité de surface, et ceci aussi bien dans une agriculture extensive que dans une agriculture intensive » ! (C'est par une *telle* dépense et non par une dépense en général, sans considération de surface que se caractérise la culture intensive. *P.M.*) Une moissonneuse a la même signification. »

Ecoutez, mon cher, répondrai-je à Maslov, il faut quand même garder une certaine mesure !... L'objet de notre polémique a-t-il jamais été de savoir si le degré d'intensification était déterminé par les investissements par unité de surface ou indépendamment de la superficie ? Voilà bien encore une déformation et une contrevérité flagrante ! En effet il n'a jamais été question de cela. Dans la *deuxième* partie de mon article, cité par Maslov, ce n'était *absolument pas* contre son livre *la Question agraire* que je polémiquais, mais *contre l'article qu'il a fait paraître dans « Obrazovanié », 1907, n° 2.*

Essayez donc de discuter avec un individu qui : tantôt retranche de ses œuvres les arguments contre Marx qui s'y trouvent et qui constituent précisément l'objet de la polémique, tantôt en *retranche des articles entiers*, et sert à la place au lecteur un texte *tout différent* de celui dont il a été question !

La seconde partie de mon article porte le titre suivant : « Pour réfuter le populisme, faut-il réfuter Marx ? » J'y critique *uniquement* le texte de Maslov paru dans *Obrazovanié*, 1907, n° 2.

Dans le *Goloss*, Maslov ne dit rien de ce texte et parle de *la Question agraire* ! C'est là un risible jeu de cache-cache ! Jamais en effet je n'ai dit que Maslov prétendait dans *la Question agraire* qu'il faille réfuter Marx pour réfuter le populisme.

Mais dans *Obrazovanié* Maslov *l'a affirmé*. Et c'est contre cela qu'étaient dirigées mes objections ; je ne cherchais absolument pas à discuter de l'investissement qui caractérise l'intensification. Maslov continue-t-il, oui ou non, à affirmer que « si le « fait » de la chute du rendement des dépenses successives du travail sur la même superficie

n'existait pas, on pourrait encore voir se réaliser, peut-être, l'idylle que nous peignent les socialistes-révolutionnaires ».

Vous vous taisez, cher ami ? Cela revient à vous avouer battu.

Continuez-vous à affirmer que c'est vous qui avez « le premier tout particulièrement insisté sur ce que signifie la différence existant entre la culture des sols et le progrès technique pour le développement de l'agriculture, et en particulier, pour la lutte entre la grosse et la petite production » ? C'est ce qu'on trouve dans *Obrazovanié*. C'est ce que je cite dans le *Prolétari*. C'est à ce problème, et à lui seul, que se rapporte votre raisonnement sur les moissonneuses publié non pas dans *la Question agraire*, mais dans la revue *Obrazovanié*. Si Maslov ne défend pas ce qu'il a écrit dans *Obrazovanié*, ça veut dire qu'il capitule !

Ainsi, tout l'article de Maslov dans le *Goloss* n'est qu'une suite de faux-fuyants. Maslov continue à y annoncer que Marx ne ferait pas dériver la rente absolue de la propriété foncière privée, mais, en même temps, il ne prend pas ouvertement la défense des corrections qu'il a apportées à Marx ; il expurge ses textes des arguments contre Marx ; il passe entièrement sous silence ce qu'il a écrit dans *Obrazovanié*. Quant à nous, nous le répétons une fois de plus : par son rejet dans *la Question agraire*, de la rente absolue de Marx et ses considérations dans *Obrazovanié*, Maslov fournit un exemple insurpassé de confusion et d'introduction d'un point de vue bourgeois dans la théorie.

Je me suis permis d'ironiser à propos de la traduction allemande du livre de Maslov d'où ont été retirées toutes les corrections apportées dans l'original à l'œuvre de Marx. Maslov rétorque que l'éditeur n'a pas publié la première partie de son ouvrage ! Mais à quoi se ramène ce rectificatif ? J'ai dit : Maslov a retiré ses corrections. Maslov répond : c'est l'éditeur. Or l'éditeur, c'est le social-démocrate allemand Dietz.

Si Dietz a retiré la « théorie » de Maslov, ses « corrections » à Marx *avec* l'accord de l'auteur, ma conclusion reste valable. Si Dietz l'a fait *sans* l'accord de l'auteur, ma conclusion change seulement de forme : en retirant du livre de Maslov les stupidités qui s'y trouvaient, Dietz a agi avec intelligence.

Est-ce là la mise au point que désirait l'honorable Maslov ?

Maslov dit que je « commence à chercher l'hérésie chez mes adversaires » « pour couvrir » les hérésies de mes amis. C'est faux. Quand mes amis défendent des positions que je considère comme des hérésies, je ne les ménage pas plus que vous. Les notes que j'ai publiées dans le recueil *A la mémoire de Marx* * qui vient de paraître, en donnent la preuve. C'est dans la « *Zaria* » ** *en 1901*, c'est-à-dire *deux ans* avant la scission entre bolcheviks et mencheviks, *deux ans* avant le premier programme de municipalisation de Maslov que j'ai commencé à « chercher ses hérésies ». A cette date, si Maslov était mon « adversaire » dans le parti, c'était *uniquement* à propos des corrections qu'il avait apportées à la théorie de Marx.

P.-S. Cette note était déjà rédigée quand j'ai reçu un erratum de l'administration du *Goloss* signalant que :

« Par suite d'une erreur typographique, la *note* de la rédaction qui devait accompagner la lettre du camarade Maslov parue dans le n° 8-9 du *Goloss Sotsial-Démokrata* a été *omise*. L'erreur sera rapidement réparée, la note sera bientôt à la disposition de nos abonnés et de nos lecteurs au numéro. »

Nous n'avons pas encore reçu la rectification promise. Mais j'estime qu'il est de mon devoir de mettre nos lecteurs au courant de cette erreur typographique. Seulement l'erratum que j'ai reçu n'en contient-il pas *un autre* ? Au lieu de « *camarade* » Maslov, n'est-ce pas « *Monsieur* » qu'il faut lire ? Car enfin, c'est bien Plékhanov qui a déclaré dans la presse qu'il n'appellerait pas camarades mais Messieurs les gens qui s'écartent de Marx ! Mais peut-être cela ne s'applique-t-il pas aux *mencheviks* qui prêchent l'abandon du marxisme ?

« Prolétari » n° 37.
16 (29) octobre 1908.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal collationné avec le manuscrit

---

* Voir le présent tome, p. 30. [*N.R.*]
** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 5, p. 126. [*N.R.*]

QUELQUES REMARQUES À PROPOS DE LA « RÉPONSE » DE P. MASLOV [127]

Mon adversaire me reproche d'employer des procédés polémiques qui faussent le sens de la discussion. Afin de voir si ses accusations sont fondées ou non, je vais examiner phrase par phrase le texte de sa « Réponse ».

Premier exemple de Maslov : Lénine dit qu'un essor révolutionnaire est impensable sans une destruction radicale de toutes les survivances du servage, « comme si en adoptant un programme de municipalisation de la terre, la social-démocratie avait l'intention de conserver les vestiges du servage, de laisser la terre entre les mains des gros propriétaires fonciers ».

Tous les lecteurs peuvent voir que c'est Maslov qui évite d'engager le débat sur le fond. J'ai toujours répété, en effet, que c'est non seulement la grosse propriété foncière mais aussi la propriété communautaire actuelle qui est un vestige du servage. Et c'est précisément ce point qui faisait l'objet du débat. *Tout au long* de sa réponse, Maslov passe ce problème sous silence ; il laisse totalement de côté la question de savoir si la propriété communautaire contient des éléments moyenâgeux et s'il est de l'intérêt du capitalisme de procéder à un nettoyage de cette organisation médiévale. Ce faisant, il détourne l'attention du lecteur du problème en discussion. Quand on laisse sans réponse l'argument de principe d'un adversaire, et qu'on se contente de le taxer de « pathos », on quitte le terrain de la discussion pour celui de la querelle.

Deuxième exemple. Selon Maslov, je me moque du lecteur quand je note la liaison indissoluble existant entre la révolution politique et la révolution agraire. La municipalisation n'abolit pas, non plus ce lien. Mais est-ce là une réponse ? Est-ce que Maslov n'est pas en train de passer sous silence : 1) le fait que je me réfère *de façon précise* au menchevik Novossedski qui *sans aucune équivoque* relie la municipalisation à un tournant politique incomplet ; 2) mon argument selon lequel la municipalisation ne touche ni à la communauté médiévale, ni au mode de propriété foncière moyenâgeuse, autrement dit qu'elle condamne sans appel la révolution agraire, et elle seule, à rester inachevée.

Troisième argument de Maslov : « La haine des paysans envers les gros propriétaires fonciers et les fonctionnaires devient pour Lénine un argument en faveur de son programme et contre le programme adopté. » C'est faux. Tous les lecteurs auront remarqué que Maslov remplace la phrase que j'avais écrite et qui parlait de « *haine envers le Moyen Âge* » (quelques lignes plus haut, il reconnaît lui-même que c'est d'elle que je parlais) par les mots « haine envers les gros *propriétaires fonciers* ». Cette substitution lui était indispensable pour pouvoir passer sous silence mon argument sur le caractère moyenâgeux de la propriété *communautaire*.

Il n'est pas vrai que j'aie qualifié mon programme de bolchevique. Il n'est pas vrai qu'à Stockholm la question de la nationalisation ait été mise aux voix. Il ne faut pas déformer les faits, camarade Maslov !

« Aucune théorie de la rente ne tranche entre les programmes de nationalisation ou de municipalisation, puisque, de toute façon, c'est l'Etat ou les organismes d'auto-administration locale qui reçoivent le revenu provenant des terres expropriées. »

Voilà enfin un argument de fond. Un argument magnifique même, puisqu'il montre mieux qu'aucun autre à quelle monstrueuse falsification du marxisme se livre Maslov. Pour pouvoir réduire le problème au « revenu » et oublier l'abaissement des prix du grain ainsi que la possibilité donnée au capital de s'investir dans l'agriculture, il faut nier la *rente absolue* de Marx que Maslov a « réfu-

tée ». Par son argument, Maslov a confirmé que la nature *économique* du problème lui était étrangère et incompréhensible. Ce dont il est question, en effet, ce n'est pas du revenu, mais de la situation de la production dans l'agriculture qui se modifie dans le sens d'une amélioration quand la rente *absolue* est abolie. Etant donné qu'il nie la rente absolue dans la théorie de Marx, Maslov perd toute possibilité de comprendre la signification économique de la nationalisation. Pourquoi des millions de petits propriétaires pouvaient-ils et devaient-ils revendiquer la nationalisation dans la révolution bourgeoise russe ? Pour Maslov, ce problème *économique* n'existe pas. C'est là le malheur !

Il est exact que les articles que j'ai écrits de 1905 à 1908 sont dirigés contre le programme des *otrezki*. Seulement, la joie débordante que manifeste Maslov à ce propos, n'aboutit pas à éclaircir les problèmes mais à jeter de la poudre aux yeux du lecteur. Car enfin, Maslov n'a pas conservé tout son programme de 1903 ! Alors pourquoi n'en dit-il rien au lecteur et ne parle-t-il que d'un des aspects du passé ? Pourquoi rappelle-t-il mes paroles, que je ne désavoue pas maintenant, et selon lesquelles la nationalisation de la terre est nuisible dans un « Etat policier » ? Est-ce là saine controverse ou mauvaise querelle ?

A l'intention des lecteurs polonais qui ne connaissent pas le détail des discussions sur le problème agraire qui ont divisé les social-démocrates russes, il est nécessaire d'expliquer qu'en 1903, avant le IIe Congrès du P.O.S.D.R., Maslov a proposé dans la presse un programme différent de celui qu'il a recommandé en 1906. Je trouve inadmissible d'exhumer les vieilles querelles et je n'en ai pas parlé dans mon précédent article. Mais aujourd'hui, c'est Maslov lui-même qui a remis cette ancienne polémique sur le tapis. Histoire de faire de l'esprit, il lui a pris fantaisie de réfuter le programme qui était le mien en 1903 et que j'ai abandonné depuis. Mais peut-être a-t-il pensé qu'en invoquant le passé, il réussirait à détourner l'attention des points faibles de ses nouvelles thèses ? Cependant, les faits sont les faits : tout en revenant à d'anciens débats, Maslov s'est bien gardé de dire aux social-démocrates polonais que lui aussi avait changé son programme de 1903.

Il reproche à son adversaire une modification qui s'est faite au grand jour et qui est terminée depuis longtemps, mais il cache qu'il a lui-même modifié son programme. Il dissimule aussi le fait que Maslov ne voyait pas la nécessité de laisser coûte que coûte les terres communautaires entre les mains de leurs propriétaires, mais au contraire, il prévoyait dans son programme qu'elles devaient, elles aussi, si possible, être tout simplement *socialisées*.

Voilà qui est splendide ! Pour qui les souvenirs du passé sont-ils désagréables ? Est-ce pour celui qui a reconnu ouvertement la source des erreurs que contenaient ses anciennes thèses ou pour celui qui dissimule les changements intervenus dans sa manière de voir ? Pourquoi P. Maslov estimait-il en 1903 que la socialisation des terres communautaires était-elle aussi possible et pourquoi en 1906-1908 brandit-il ses foudres contre ceux qui admettent des thèses analogues ?

Que le lecteur juge de ces procédés « polémiques » ou plutôt de cette manière de brouiller les pistes. Maslov suit la recette du vieux filou, décrit par Tourguéniev, qui accusait les autres aussi bruyamment que possible d'avoir fait les actions que lui-même a commises et qu'il veut cacher ! Les autres ont modifié leur point de vue et l'ont annoncé eux-mêmes. Dénoncez le plus fort que vous pouvez ce changement chez autrui, vous qui voulez dissimuler le vôtre propre ! Quand on manque d'arguments on est bien obligé de tricher.

Mon tableau sur la répartition de la propriété foncière en Russie d'Europe, ne plaît pas à Maslov, qui s'indigne de me voir assimiler la propriété « kalmyk » à « l'agriculture intensive » du sud-ouest de la Russie. Mais le lecteur, au courant des publications sur la question agraire, sait très bien que *Maslov lui-même* ainsi que d'autres auteurs regroupent — au moins dans certains districts — le paysan ruiné, qui ne possède pas de cheval et qui ne dispose que de quatre déciatines dans quelque province perdue, et le riche fermier, qui, sur un terrain de dimensions équivalentes situé dans la banlieue d'une grande ville pratique une culture maraîchère intensive. C'est bien mal à propos, camarade Maslov, que vous voulez vous prévaloir de vos « analyses détaillées ». Ce sont là des *fanfaronnades* et non

des arguments scientifiques, car la seule façon de tirer au clair les *résultats* de la lutte, c'est celle que j'ai employée, et Maslov sait très bien qu'il est impossible de faire des « analyses détaillées » dans le *Przeglad*.

J'ai dit qu'en se prononçant en faveur de la nationalisation, le groupe des troudoviks avait prouvé aux mencheviks que c'est moi qui avais raison. Au lieu de discuter simplement cet argument, Maslov tente de l'affaiblir indirectement en affirmant : 1) que la nationalisation avait été « amputée » ; 2) qu'à la première Douma nombreux étaient ceux qui se sont joints aux autonomistes « précisément parce que leurs électeurs ne voulaient pas de la nationalisation de la terre ».

N'est-ce pas là éluder la question ? Qu'y a-t-il de commun entre la nationalisation et cette « amputation ». Et qu'est-ce que les autonomistes ont à voir avec la position défendue par Maslov en 1905 et par tous les mencheviks au Congrès de Stockholm où ils ont affirmé catégoriquement que les paysans russes n'accepteraient pas de nationalisation et y répondraient en faisant de la Russie une Vendée ? Maslov passe sous silence le fait gênant pour lui qu'en adoptant, *après* le Congrès de Stockholm un programme de nationalisation, les troudoviks ont *réfuté* les arguments des mencheviks. Il n'est pas difficile de répondre à quelqu'un quand on laisse systématiquement de côté les points essentiels, mais une telle « réponse » n'a pas grande valeur. C'est un fait qu'à la première et à la deuxième Douma les députés ouvriers ont souvent été placés dans une situation embarrassante, car les social-démocrates « amputaient » la nationalisation *plus* que ne le faisaient les paysans eux-mêmes. Les social-démocrates se sont trouvés dans la situation d'intellectuels philistins et pusillanimes qui *conseillent* aux paysans de *brusquer le moins possible* la vieille propriété communautaire moyenâgeuse, de l'étayer et d'adapter plus lentement la nouvelle propriété foncière libre au capitalisme ! L'important, camarade Maslov, ce n'est pas que les troudoviks aient « amputé » la nationalisation, mais que les social-démocrates, les marxistes l'aient tronquée encore plus, car la municipalisation ampute la nationalisation jusqu'à la rendre méconnaissable. Le malheur, ce n'est pas que parfois les autonomistes se sont opposés à

la nationalisation *, c'est que les social-démocrates russes n'ont pas su comprendre le caractère de la lutte menée par les paysans de leur pays. La démagogie de Maslov, ce n'est pas de constater le désaccord de certains autonomistes avec la nationalisation, mais de passer sous silence l'opposition d'un grand nombre de ces autonomistes à la municipalisation et de les pousser à prendre position contre la nationalisation en employant des arguments séparatistes petits-bourgeois !

Les autonomistes sont contre la nationalisation ! Que le lecteur décide en faveur de qui parle cet argument. Pour ce qui me concerne, je rappellerai que dès 1903, alors que je critiquais le programme défendu par Maslov *à l'époque*, j'ai qualifié la municipalisation de nationalisation tronquée. Je rappellerai également qu'en 1906, au cours de la discussion qui m'a opposé à Maslov avant le congrès de Stockholm, j'ai noté qu'il est erroné de mélanger le problème de l'autonomie nationale et celui de la nationalisation des terres **. Ce sont les fondements mêmes de notre programme qui garantissent l'autonomie. Par voie de conséquence, ils garantissent également une gestion autonome des terres nationalisées ! C'est là une chose élémentaire, que Maslov n'arrive pas à comprendre ! La nationalisation abolit la rente absolue, remet le sol en propriété à l'Etat, interdit de céder la terre sous quelque forme que ce soit. Cela veut dire que tous les intermédiaires entre ceux qui exploitent la terre et le propriétaire de cette terre (à savoir l'Etat) sont supprimés. Tout en respectant cette interdiction, on peut parfaitement admettre l'autonomie des pays et des peuples pour ce qui concerne la jouissance et le partage des terres, les conditions d'implantation de la population ; cette autonomie n'est nullement contradictoire avec la nationalisation et constitue l'une des revendications de notre programme politique. De cela, il ressort clairement que seuls des petits bourgeois (et tous les « autonomistes » étaient des petits bourgeois) ont pu prétendre qu'ils craignaient de laisser échapper l'autonomie pour masquer leur

* Et pas tous, loin de là ! Maslov ferait bien de réfléchir à des faits comme celui-ci : la défense de la nationalisation par l'autonomiste ukrainien Tchijevski.

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 10, pp. 183-186. [*N.R.*]

lâcheté, leur peu d'empressement à mener jusqu'à son terme une lutte active pour une révolution agraire unique et centralisée. Pour la social-démocratie, c'est précisément dans le sens inverse que se pose le problème : ce dont il s'agit, pour le prolétariat, c'est de mener la révolution à son terme tant dans le domaine politique que dans le domaine agraire. *Pour* cela, il est indispensable de nationaliser les terres comme le réclament les troudoviks, c'est-à-dire les paysans russes politiquement conscients. Ce qui est l'essentiel pour un marxiste, c'est le critère économique de cettte mesure. Ce critère indique, conformément aux thèses de Marx, que c'est la nationalisation bourgeoise de la terre qui permet le développement maximum des forces productives dans l'agriculture. On voit donc que pour réaliser un pas décisif, de caractère révolutionnaire bourgeois dans le domaine agraire, il faut qu'il y ait une révolution décisive, de caractère démocratique bourgeois, dans le domaine politique ; c'est-à-dire qu'il faut instaurer la république, seul régime garantissant une *véritable autonomie*. Il y a une liaison indissoluble entre ces deux domaines. Et c'est ce rapport réel existant entre l'autonomie et la révolution agraire que Maslov n'a absolument pas compris.

Comme Marx ne dit pas que les paysans « veulent leur propre expropriation », Maslov qualifie de « subterfuge » ma référence aux *Théories de la plus-value*. Quand même, camarade Maslov ! Serait-il possible que vous n'ayiez pas compris les paroles pourtant claires de Karl Marx ? Car enfin, Marx dit-il ou ne dit-il pas que le capitalisme a avantage à abolir complètement la propriété foncière moyenâgeuse ? La nationalisation des terres défendue par les troudoviks et réclamée par les paysans russes en 1905-1907, entraîne-t-elle, oui ou non, l'abolition de la propriété moyenâgeuse ? C'est précisément de cela qu'il s'agit, mon distingué adversaire ; et ce n'est pas en débaptisant la nationalisation paysanne bourgeoise de la terre et en la qualifiant, comme vous le faites ridiculement, « d'expropriation des paysans » que vous prouverez que je pose le problème de façon incorrecte... « Dans l'industrie aussi, poursuit Maslov, le capitalisme ruine la petite propriété. L'expropriation des artisans doit-elle pour autant devenir un objectif des social-démocrates ?... »

Cette phrase est une véritable perle ! Appeler « expropriation des paysans » la lutte que mènent ces paysans contre les cloisonnements moyenâgeux de la propriété foncière, pour la nationalisation de la terre, qui, comme l'a prouvé Marx, est la mesure la plus favorable au développement du capitalisme ! Assimiler cette lutte à l'expropriation des artisans par le capital ! Allons, camarade Maslov, réfléchissez un peu pour l'amour de Dieu aux motifs qui nous font *soutenir* le paysan contre le gros propriétaire foncier, alors que nous estimons que c'est l'affaire des antisémites de soutenir les artisans contre les fabriques.

Maslov ne comprend pas que soutenir les artisans, c'est-à-dire la petite propriété dans l'industrie, ne peut en aucun cas être le fait des social-démocrates, car une telle activité est toujours réactionnaire, quelles que soient les circonstances. Pour ce qui est de la petite propriété dans l'agriculture, il *peut* y avoir des circonstances où le devoir des marxistes est de la défendre, et ils *doivent* toujours le faire quand la petite exploitation bourgeoise est économiquement *progressiste* par rapport aux grosses exploitations féodales. Marx n'a jamais soutenu la petite industrie contre la grosse. Dans les années 40, par contre, il a défendu les petites fermes américaines et, en 1848, les petites exploitations paysannes allemandes contre les latifundia féodaux. En 1848, il a proposé le morcellement des grands domaines féodaux d'Allemagne. Il a apporté son soutien au mouvement des petits fermiers américains contre les grandes propriétés esclavagistes, pour la liberté de la terre, pour l'abolition de la propriété foncière privée en Amérique [128].

L'orientation de la politique agraire de Marx était-elle juste ? Elle l'était, cher camarade Maslov, vous qui avez « révisé » la théorie de la rente absolue dans l'esprit de l'économie bourgeoise, mais qui n'avez pas eu le temps de faire de même pour les autres thèses de Marx. Dans le domaine agraire, la révolution bourgeoise ne pourra être conséquente et véritablement victorieuse que lorsqu'elle aura aboli par la violence et de façon radicale la propriété féodale, balayé toute l'ancienne propriété terrienne et rendu possible son remplacement par une nouvelle propriété foncière bourgeoise libre, adaptée aux exigences du capital et non à celles du gros propriétaire foncier. La nationalisa-

tion de la terre correspond entièrement à l'orientation d'une telle révolution. Bien plus, elle est la seule mesure qui permette à cette révolution d'être aussi conséquente qu'elle peut l'être dans une société capitaliste. C'est le seul moyen de libérer aussi radicalement et à si peu de frais les paysans du ghetto de la propriété communautaire. La nationalisation est le seul moyen qui permette de détruire la vieille communauté rurale en décomposition, sans employer de méthodes policières, bureaucratiques et usuraires.

Si on considère les choses objectivement, dans la révolution bourgeoise russe, le problème ne se pose que d'une seule manière, qui est la suivante : est-ce que ce sera Stolypine (c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers et l'autocratie) qui adaptera la vieille propriété foncière au capitalisme, ou est-ce que se seront les masses paysannes elles-mêmes qui le feront en renversant le pouvoir des gros propriétaires fonciers et du tsar ? Dans le premier cas, l'adaptation ne pourra être obtenue que par des réformes : elle sera donc hybride, interminable, impliquant un essor des forces productives beaucoup plus lent, une démocratie atrophiée, condamnant la Russie à subir pour une longue période encore la domination des junkers en Russie. Dans le second cas, seule est possible une adaptation révolutionnaire qui détruira les grands domaines par la violence et assurera le développement le plus rapide des forces productives. Cette abolition révolutionnaire de la grosse propriété foncière peut-elle être réalisée si on conserve la vieille propriété communautaire des paysans ? Non, elle ne le peut pas, et les députés paysans aux deux Doumas l'ont prouvé. Ils l'ont prouvé en créant un type politique de la paysannerie pour l'ensemble de la Russie au moment de la révolution bourgeoise : ce type, c'est le *troudovik* qui revendique la *nationalisation* des terres.

Maslov se répand en vociférations sur le caractère socialiste-révolutionnaire de la nationalisation. Ce faisant, il reprend la vieille tactique des mencheviks qui consiste à accuser les social-démocrates révolutionnaires de se rapprocher des socialistes-révolutionnaires au moment où eux-mêmes font des avances aux cadets. Ces gens flirtent avec les gros terriens et les marchands libéraux monarchistes et ils s'indignent de ce que, dans une révolution bourgeoise,

les social-démocrates révolutionnaires veuillent marcher de compagnie avec les paysans bourgeois révolutionnaires. Mais ce n'est pas tout. En fulminant contre le caractère socialiste-révolutionnaire de la nationalisation, Maslov démontre qu'il n'a rien compris à l'analyse marxiste des idées et des aspirations populistes de la paysannerie russe. Maslov ne comprend pas que les social-démocrates russes ont montré depuis longtemps déjà la nature réactionnaire des théories et rêveries socialistes ou plutôt quasi-socialistes tendant à un nouveau partage des terres (le partage noir), etc., et le caractère *progressiste bourgeois* de cet idéal dans la Russie semi-féodale actuelle. Il est incapable de voir la réalité bourgeoise qui se dissimule derrière la *phraséologie* petite-bourgeoise socialiste-révolutionnaire sur le socialisme, réalité qui consiste dans la lutte révolutionnaire contre toutes les vieilleries moyenâgeuses. Quand les s.-r. parlent d'égalitarisme dans la jouissance des terres, de socialisation de la terre, etc., ils disent des absurdités au point de vue économique et ils prouvent leur ignorance de la science économique et de la théorie du développement capitaliste. Mais derrière ces phrases, derrière ces rêveries, se dissimule un contenu qui, lui, est bien vivant et bien réel. Or ce contenu, il n'a rien de socialiste, il est purement bourgeois : il revient très précisément à déblayer le terrain pour le capitalisme, à détruire toutes les barrières moyenâgeuses et de castes existant sur la terre, à créer des conditions permettant au capitalisme de se développer librement. Voilà ce que ne peut absolument pas comprendre notre pauvre Maslov. Cette incompréhension est en rapport direct avec le fait qu'il ne peut pas comprendre la théorie de Marx de la rente absolue qui, contrairement à la rente différentielle, peut en effet être abolie dans une société capitaliste, dont le développement sera favorisé par cette abolition.

Comme il est incapable de mener la lutte contre les socialistes-révolutionnaires, Maslov abâtardit le marxisme. Il se condamne à rester en contemplation devant le postérieur des paysans rivés à leur bout de terrain ; il ne peut absolument pas comprendre l'esprit démocratique et révolutionnaire bourgeois du paysan qui veut balayer la grosse propriété foncière et la propriété communautaire.

Comme il est incapable de mener la lutte contre les socialistes-révolutionnaires, Maslov leur abandonne, à eux qui sont des socialistes petits-bourgeois, la critique de la propriété foncière privée. Cette critique Marx l'a faite, et les marxistes doivent la faire, du point de vue du développement du capitalisme. Etant donné qu'il nie la rente absolue, Maslov ne peut plus suivre cette voie. De ce fait, il capitule devant les socialistes-révolutionnaires et reconnaît en théorie qu'ils ont raison, alors que c'est Marx qui a raison. Il capitule devant les socialistes-révolutionnaires qui, dans leur critique petite-bourgeoise de la propriété foncière privée, sont préoccupés non point du développement du capitalisme, mais uniquement de faire obstacle à ce développement. Maslov n'a pas compris que l'erreur des socialistes-révolutionnaires, dans le programme agraire, commence *après la nationalisation*, au moment où ils passent à la « socialisation » et à l'« égalitarisme », au moment où ils en arrivent à nier la lutte des classes au sein de la petite paysannerie. Les socialistes-révolutionnaires ne comprennent pas le caractère *bourgeois* de la nationalisation : c'est là leur principale faute. Et que les marxistes qui ont étudié le *Capital* me disent si on peut comprendre le caractère bourgeois de la nationalisation quand on nie la rente absolue.

Maslov poursuit en affirmant que si on suit mon raisonnement, toute la petite propriété paysanne est dans toute l'Europe de caractère moyenâgeux. Cela est faux. En Europe, il n'y a pas de propriété foncière « communautaire » ni de barrières de castes. Il existe d'ores et déjà une propriété foncière qui n'est pas féodale, mais libre et capitaliste. Il n'y a pas de mouvement paysan dirigé contre les gros propriétaires fonciers et soutenu par les social-démocrates. Mais cela, Maslov l'a oublié !

Passons aux arguments politiques. Selon Maslov, quand je dis que pour les mencheviks la municipalisation est liée à l'idée de compromis avec la monarchie, je « procède par insinuations » et je « mens de façon délibérée ». Mais enfin, camarade Maslov, que dit textuellement la citation que je fais du discours du menchevik Novossedski ? Alors, qui est-ce qui ment ? Par vos paroles terribles, chercheriez-vous à faire oublier les aveux gênants de Novossedski ?

Maslov affirme que si on remet les terres aux municipalités, on augmente leur chance dans la lutte contre la restauration. Quant à moi, je me permets de penser que seul le renforcement du pouvoir central républicain peut embarrasser sérieusement la réaction, alors que l'émiettement des forces et des ressources des diverses régions lui facilite la tâche. Nous devons nous efforcer d'unir les classes révolutionnaires, et en premier lieu le prolétariat de tout l'Etat, en une seule armée, et non pas rêver d'une tentative fédéraliste sans espoir, économiquement impossible et absurde, qui tendrait à attribuer aux différentes régions les revenus provenant des terres expropriées. « Choisissez, camarades polonais, écrit Maslov. Le revenu provenant des terres expropriées doit-il aller à votre Diète ou doit-il être remis à Pétersbourg et profiter aux Russes ? »

Splendide argument ! Pas une once de démagogie là-dedans ! Pas de mélange entre le problème agraire et le problème de l'autonomie de la Pologne !

J'affirme, quant à moi, que la liberté de la Pologne est impossible sans la liberté de la Russie. Et il sera impossible d'obtenir cette liberté si les ouvriers de Pologne et de Russie ne remplissent pas leur devoir, ce devoir étant d'aider les paysans russes à mener leur lutte pour la nationalisation des terres et à poursuivre cette lutte jusqu'à la victoire complète, tant dans le domaine des rapports politiques que dans celui des rapports agraires. C'est du point de vue du développement économique du centre de la Russie et des destinées politiques de tout l'Etat, et non du point de vue des particularités spécifiques de tel ou tel territoire national autonome, que la municipalisation et la nationalisation doivent être appréciées. Il est absurde de parler d'une véritable autonomie de la Pologne, des droits des municipalités, etc., si le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire n'ont pas remporté la victoire en Russie. Ce sont là des phrases vides. En Russie, la paysannerie a d'ores et déjà prouvé de façon irréfutable qu'elle était favorable à la nationalisation des terres. Elle l'a prouvé par son attitude révolutionnaire, par son refus des compromis avec la bourgeoisie et les octobristes, par la lutte qu'elle mène en commun avec les ouvriers et la démocratie. Si la paysannerie cesse d'être révolutionnaire,

c'est-à-dire si elle cesse d'être favorable à la nationalisation et se détourne de la révolution démocratique bourgeoise, les soucis de Maslov et son désir de maintenir la vieille propriété foncière plairont aux paysans. Seulement la municipalisation prônée par Maslov sera alors proprement ridicule. Mais, tant que la paysannerie mène la lutte démocratique révolutionnaire, tant qu'il peut être question d'un « programme agraire » marxiste dans une révolution bourgeoise, notre devoir est de soutenir les revendications révolutionnaires de la paysannerie et, en particulier, la nationalisation des terres. Maslov ne réussira pas à rayer de l'histoire de la révolution russe cette revendication des paysans de Russie. Et on peut garantir que le prochain essor du mouvement social et de la lutte menée par les paysans pour la terre va révéler clairement toute la nature réactionnaire de la « municipalisation ».

Publié en octobre-novembre 1908 dans le « Przeglad Socjaldemokratyczny » nos 8-9
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

RÉFLEXIONS SUR LA PÉRIODE ACTUELLE

A l'ordre du jour de la prochaine conférence générale du P.O.S.D.R., on trouve le problème suivant : « La situation actuelle et les tâches du parti ». Les organisations du parti ont commencé (et, dans ce domaine, Moscou et Pétersbourg sont en avance sur tous les autres centres) à discuter systématiquement de cette question, dont l'extrême importance ne fait aucun doute.

La période actuelle d'accalmie du mouvement de libération, de déchaînement de la réaction, de trahisons et d'abattement à l'intérieur du camp démocratique, de crise et d'une certaine désagrégation des organisations social-démocrates nous fait un devoir de tenir compte avant toutes choses des enseignements fondamentaux de la première campagne de notre révolution. Non pas de ses leçons tactiques au sens étroit du terme, mais d'abord des enseignements d'ordre général et c'est pourquoi nous commencerons par nous demander quels sont les changements objectifs qui se sont produits dans le groupement des classes et dans le rapport des forces politiques de Russie entre 1904 et 1908. A notre avis, on peut compter cinq changements fondamentaux : 1) La politique agraire de l'autocratie en ce qui concerne le problème paysan a été totalement modifié ; elle ne consiste plus à soutenir et à renforcer la vieille communauté rurale mais à la piller et à la détruire de façon accélérée en employant des méthodes policières. 2) La noblesse Cent-Noirs et la grosse bourgeoisie sont bien mieux représentées qu'autrefois : au lieu des anciens comités locaux de députés

des nobles et de marchands, au lieu des tentatives sporadiques qui visaient à leur assurer une représentation nationale, il existe maintenant un organe représentatif unique, la Douma d'Etat, à l'intérieur duquel ces deux classes exercent une prédominance absolue. Dans cette institution prétendument « constitutionnelle » et en fait destinée à renforcer l'autocratie, la représentation des professions libérales (sans parler de la paysannerie et du prolétariat) est réduite à un rôle d'appoint. 3) Au cours de cette période, la lutte politique au grand jour a opéré pour la première fois en Russie une délimitation précise entre les classes : les partis politiques légaux ou illégaux (plus exactement semi-légaux, car depuis la révolution il n'y a pas en Russie de parti complètement clandestin) qui existent actuellement expriment, avec une précision jamais vue, les intérêts et les points de vue des différentes classes, dont la maturité, au cours de ces trois années, s'est infiniment plus accrue que pendant tout le demi-siècle précédent. La noblesse Cent-Noirs, la bourgeoisie nationale-« libérale », la démocratie petite-bourgeoise (c'est-à-dire les troudoviks plus leur aile gauche peu importante, les socialistes-révolutionnaires), ainsi que la social-démocratie prolétarienne, ont achevé au cours de cette période, la phase « utérine » de leur développement et ont défini leur nature pour de longues années, non pas par des paroles mais par des faits et des actions de masse. 4) Ce qu'avant la révolution on appelait la « société » libérale et populiste-libérale, la partie « éclairée », le porte-parole de la « nation », comme telle, c'est-à-dire la masse de l'« opposition » des gens aisés, des nobles et des intellectuels qui semblaient former un tout homogène et que l'on trouvait à profusion dans les zemstvos, les universités et l'ensemble de la presse de « bon ton », etc., etc., tous ces gens sont apparus dans la révolution comme les idéologues et les partisans de la bourgeoisie et ont pris à propos de la *lutte de masse* du prolétariat socialiste et de la paysannerie démocratique une position dont le caractère *contre-révolutionnaire* est maintenant évident pour tout le monde. La bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire est née et se développe. C'est là un fait qui demeurera en dépit des dénégations de la presse « progressiste » légale, du silence que font autour de lui nos opportunistes mencheviks

et de l'incapacité qu'ils manifestent de le comprendre. 5) Des millions d'hommes ont acquis l'*expérience* pratique de la lutte de masse véritable et directement révolutionnaire, et ceci sous les formes les plus variées, allant jusqu'à la « grève générale », à l'expulsion des gros propriétaires fonciers, à l'incendie de leurs châteaux et à l'insurrection armée ouverte. Ceux qui, avant la révolution, étaient déjà des révolutionnaires, des ouvriers conscients, ont besoin d'un certain temps pour saisir complètement l'énorme importance de ce fait qui a modifié de façon radicale toute une série d'idées anciennes sur le développement des crises politiques, sur la cadence de ce développement, et sur la dialectique de l'histoire, de cette histoire que réalise l'activité pratique des masses. L'assimilation de cette expérience par les *masses* est un processus invisible, difficile et lent, mais beaucoup plus important que bien des phénomènes qui ont lieu à la surface de la vie politique de l'Etat et auxquels se laissent prendre non seulement les novices, mais même des « vieux routiers » de la politique. Pendant l'ensemble de cette période le rôle dirigeant des masses prolétariennes est apparu au grand jour aux yeux de chacun dans toute la révolution et sur tous les terrains où se déroulait la lutte, à commencer par les manifestations, en passant par l'insurrection et en aboutissant enfin, dans l'ordre chronologique, à l'activité « parlementaire ».

Tels sont les changements objectifs qui ont creusé un véritable fossé entre la Russie actuelle et la Russie d'avant octobre. Tel est le *bilan* de cette période de trois années qui, par son contenu, est la plus riche de notre histoire, bilan sommaire, pour autant qu'on puisse en quelques mots résumer l'essentiel. Voyons maintenant quelles sont les conclusions qu'implique ce bilan dans le domaine de la tactique.

Pour un pays « paysan » comme la Russie, le fait que la politique agraire de l'autocratie ait changé est d'une extrême importance. Ce changement n'est pas un accident, il ne relève pas des fluctuations de la politique ministérielle, il n'est pas une invention de la bureaucratie. C'est au contraire, un « glissement » très sérieux en direction d'un *bonapartisme agraire* et d'une politique libérale au sens économique du terme, c'est-à-dire bourgeoise (dans le domaine des rapports

agraires paysans). Le bonapartisme est le recours d'une monarchie qui, ayant perdu son ancienne base patriarcale ou féodale, simple et solide, en vient à louvoyer, contrainte qu'elle est de faire des exercices de corde raide pour ne pas tomber, de se faire engageante pour pouvoir gouverner, de soudoyer pour plaire, de fraterniser avec les bas-fonds de la société, avec des voleurs et des filous avérés si elle veut un autre soutien que celui des baïonnettes. Le bonapartisme est l'évolution nécessaire et objective de la monarchie dans tous les pays bourgeois, évolution que Marx et Engels avaient observée dans toute une série de cas de l'histoire moderne de l'Europe. Quant au bonapartisme agraire de Stolypine, qui sur ce point bénéficie du soutien inébranlable et délibéré des gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et de la bourgeoisie octobriste, il n'aurait pu voir le jour, ni à plus forte raison se maintenir ces deux années, si la communauté agraire de Russie ne s'était pas elle-même développée en direction du capitalisme, si au sein de cette communauté il n'y avait pas formation constante d'éléments à l'égard desquels l'autocratie peut commencer une entreprise de séduction, à qui elle peut dire : « enrichissez-vous », « pillez la communauté, mais apportez-moi votre appui ». C'est pourquoi toute appréciation de la politique agraire de Stolypine qui ne tiendrait pas compte, d'une part, de ses méthodes bonapartistes et, d'autre part, de sa nature bourgeoise (=libérale) serait complètement erronée.

C'est ainsi, par exemple, qu'en s'en prenant au caractère policier de la politique agraire de Stolypine et aux interventions imbéciles de la bureaucratie dans la vie des paysans, etc., etc., nos libéraux montrent qu'ils ressentent confusément que cette politique est du bonapartisme. Mais, quand les cadets se mettent à déplorer la destruction par la violence des fondements « traditionnels » de nos structures paysannes, ils deviennent des pleurnichards *réactionnaires*. La Russie en effet ne pourra pas se développer si on ne détruit pas par la violence et de façon révolutionnaire les bases de la vieille campagne russe. Bien que parmi ceux qui participent à la lutte, très rares soient ceux qui en ont conscience, le *seul* enjeu de cette lutte est le suivant : la violence sera-t-elle celle d'une monarchie de gros propriétaires fonciers contre les paysans ou celle d'une république pay-

sanne contre les gros propriétaires fonciers ? Dans un cas comme dans l'autre la révolution agraire bourgeoise, et elle seule, est *inévitable* en Russie : dans le premier cas elle sera lente et douloureuse, tandis que dans le second elle sera rapide, libre et de grande envergure. Notre programme agraire, non point dans sa partie qui prône l'absurde « municipalisation », mais dans celle qui parle de *la confiscation de tous les domaines* exprime et reconnaît la lutte menée par le parti ouvrier en faveur de cette seconde voie. Après l'expérience de ces trois années, il n'y a sans doute que parmi les mencheviks qu'on puisse encore trouver des gens qui ne voient pas que la lutte pour cette expropriation est liée à la lutte pour la république. Si la politique agraire de Stolypine était poursuivie pendant de très longues années et si elle réussissait à transformer définitivement les rapports agraires existant à la campagne en rapports purement bourgeois, elle pourrait nous obliger à renoncer à avoir un programme agraire dans la société bourgeoise (jusqu'à présent *même* les mencheviks et même les Tchérévanine mencheviques ne sont pas encore arrivés au point de renoncer à notre programme agraire). Mais pour le moment, la politique de Stolypine ne peut en aucune façon nous inciter à modifier notre tactique. Dans la mesure où notre programme préconise « la confiscation de toutes les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers », il faut être un enfant pour ne pas voir la tactique révolutionnaire (révolutionnaire au sens propre et rigoureux du mot) qui découle de cette revendication. D'autre part, affirmer qu'un échec de la politique de Stolypine nous rapproche d'un nouvel essor révolutionnaire et vice versa serait une façon erronée de poser le problème. L'échec des méthodes bonapartistes n'impliquerait pas que la politique de pillage de la communauté rurale par les koulaks ait fait faillite. En revanche, un « succès » de la politique de Stolypine aujourd'hui ou dans les années à venir, loin de l'éteindre, ne fera qu'attiser *fondamentalement* la lutte qui se déroule à l'intérieur de la paysannerie, car le « but », c'est-à-dire la mise en place définitive et complète d'une économie paysanne *purement* bourgeoise, ne pourra être atteint qu'après un très long cheminement. Si la politique de Stolypine « réussissait » dans les années à venir, cela

pourrait, dans le meilleur des cas, entraîner la formation d'une couche de paysans octobristes, délibérément contre-révolutionnaires. Mais cette transformation de la minorité aisée en force politique consciente et unifiée donnerait inévitablement une gigantesque impulsion au développement de la conscience politique et de l'unité de la masse démocratique contre cette minorité. Que la lutte spontanée, sporadique et aveugle qui oppose les « requins » à la « communauté » se transforme en lutte ouverte et consciente entre les octobristes et les troudoviks, nous autres social-démocrates ne pourrions souhaiter mieux.

Passons au problème de la Douma. Il est indubitable que cette institution Cent-Noirs « constitutionnelle » représente également une évolution de la monarchie vers le bonapartisme. Toutes les caractéristiques du bonapartisme dont nous venons de parler se révèlent au grand jour dans la loi électorale actuellement en vigueur, dans la majorité truquée Cent-Noirs plus octobristes, dans l'imitation trompe-l'œil de l'Europe, dans la course aux emprunts dont l'utilisation est prétendument contrôlée par les « représentants du peuple » et dans le fait que, pour sa politique pratique, l'autocratie ne tient aucun compte des discussions et des décisions de la Douma. La contradiction entre l'autocratie Cent-Noirs qui, en fait, dispose d'un pouvoir absolu et les apparences de « constitution » bourgeoise est de plus en plus éclatante et porte en elle les éléments d'une nouvelle crise révolutionnaire. La Douma devait servir à voiler, à arranger, à enjoliver l'autocratie ; en fait la Douma Cent-Noirs octobriste révèle et met chaque jour davantage à nu le véritable caractère du pouvoir d'Etat en Russie, ses véritables bases de classes et son bonapartisme. On ne peut que rappeler à ce propos les observations si profondes qu'on trouve dans une lettre d'Engels à Bernstein, datée du 27 août 1883, sur la signification du *passage* de la monarchie absolue à la monarchie constitutionnelle. Alors que les libéraux en général et les cadets russes en particulier voient dans ce passage une manifestation et une garantie de ce progrès « pacifique » qu'on vante tant, Engels attire l'attention sur le rôle historique de la monarchie constitutionnelle en tant que forme d'Etat qui facilite la lutte *décisive* entre les féodaux et la bourgeoisie. « De même que

la lutte entre le féodalisme et la bourgeoisie, écrit Engels, ne pouvait être menée jusqu'à sa conclusion décisive dans la vieille monarchie absolue, mais seulement dans une monarchie constitutionnelle (cf. l'Angleterre, la France entre 1789 et 1792, entre 1815 et 1830), de même la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut être menée jusqu'à sa conclusion décisive que dans une république. » Dans ce texte, Engels inclut notamment, parmi les monarchies constitutionnelles, la France de 1816 qui connaissait alors les déchaînements contre-révolutionnaires, proprement Cent-Noirs de la célèbre *Chambre Introuvable* *, dont le soutien à la terreur blanche devait être au moins aussi frénétique que celui de notre troisième Douma. Est-ce à dire que pour Engels les assemblées réactionnaires, où sont représentés les gros propriétaires fonciers et les capitalistes, et qui soutiennent l'absolutisme dans sa lutte contre la révolution, soient effectivement des institutions constitutionnelles ? Non. Cela veut dire qu'il peut y avoir des conditions historiques où les institutions faussement constitutionnelles provoquent un essor de la lutte en faveur d'une véritable constitution et représentent une étape dans le développement des nouvelles crises *révolutionnaires*. Au cours de la première campagne de notre révolution, la majorité de la population croyait encore qu'il était possible de concilier une véritable constitution avec l'autocratie. Les cadets ont fondé leur politique sur l'entretien systématique de cette croyance au sein du peuple et, en cela, ils ont été suivis au moins jusqu'à mi-chemin par les troudoviks. Avec sa troisième Douma, l'autocratie est à l'heure actuelle en train de montrer au peuple dans la pratique de quelle sorte de « constitution » elle peut « s'accommoder », et, par là même, elle rapproche le moment où va éclater une lutte plus large et plus décisive *contre l'autocratie*.

De tout cela, il découle entre autres choses qu'il serait absolument erroné de remplacer notre ancien mot d'ordre d'« A bas l'autocratie » par le mot d'ordre « A bas la troisième Douma ». Dans quelles conditions un mot d'ordre comme « A bas la Douma » pourrait-il avoir une signification ? Supposons que pendant une crise révolutionnaire

* En français dans le texte. [*N.R.*]

extrêmement aiguë où tout est déjà mûr pour une guerre civile, nous nous trouvions en face d'une Douma libérale, réformiste et conciliatrice. Il est tout à fait possible que dans un tel moment nous adoptions le mot d'ordre d'« A bas la Douma », c'est-à-dire à bas les négociations pacifiques avec le tsar, à bas la duperie des institutions de « paix », il est possible que nous appelions à l'offensive directe. Supposons au contraire que nous nous trouvions en face d'une Douma archi-réactionnaire élue grâce à une loi électorale surannée, et que le pays ne soit pas en train de traverser une crise révolutionnaire aiguë. « A bas la Douma » pourrait alors devenir le mot d'ordre de la lutte pour une réforme électorale. Mais à l'heure actuelle nous ne voyons rien qui soit semblable au premier ou au second cas. La troisième Douma n'est pas conciliatrice, elle est franchement contre-révolutionnaire ; elle ne sert pas de couverture à l'autocratie, elle la démasque ; elle n'a aucun rôle autonome dans aucun domaine : personne nulle part n'attend d'elle de réformes progressistes, personne ne pense que c'est dans cette assemblée de réactionnaires endurcis que résident le pouvoir réel et les forces du tsarisme. Tout le monde s'accorde pour reconnaître que la Douma n'est pas une des bases sur lesquelles repose le tsarisme mais un instrument qu'il utilise à sa guise, pour reconnaître que s'il suspendait la Douma (comme cela s'est passé en Turquie en 1878, au moment où la convocation du Parlement a été « ajournée » [129]) et s'il la remplaçait par un « Zemski Sobor [130] » ou tout autre chose de ce genre, le tsarisme pourrait tout aussi bien continuer à pratiquer intégralement la politique qui est la sienne actuellement. Si nous adoptions le mot d'ordre « A bas la Douma » cela voudrait dire que l'essentiel de la lutte serait dirigé contre une institution qui n'est ni indépendante ni décisive, contre une institution qui joue un rôle accessoire. Un tel slogan serait erroné. Nous devons conserver nos anciens mots d'ordre « A bas l'autocratie » et « Vive l'Assemblée constituante », car c'est l'autocratie qui continue à détenir le pouvoir réel et qui constitue toujours le véritable soutien et le véritable rempart de la réaction. La chute de l'autocratie implique nécessairement l'élimination (et une élimination révolutionnaire) de la troisième Douma qui est l'une des institutions du tsarisme ;

la chute de la troisième Douma, prise en soi, ne serait rien d'autre qu'une nouvelle aventure de la même autocratie ou une tentative de réforme, trompeuse et qui n'aurait d'une réforme que les apparences *.

Poursuivons. Nous avons vu que, pendant les trois années de la première campagne révolutionnaire, la nature de classe des partis politiques s'était révélée avec une force et une netteté remarquables. Il découle de cela que lorsque nous discutons du rapport actuel des forces politiques, de l'orientation des changements qui se produisent dans ce rapport, etc., nous devons le faire à partir de ces données concrètes de l'expérience historique, et non d'« arguments généraux » abstraits. Toute l'histoire des Etats européens montre que c'est précisément pendant les périodes de lutte révolutionnaire directe que sont implantées profond les bases solides des groupements de classes et que s'opèrent les clivages entre les grands partis politiques, qui, par la suite, ne changent pas au cours des périodes de stagnation, celles-ci dussent-elles se prolonger pendant de longues années. Certains partis politiques peuvent se réfugier dans l'illégalité, ne plus donner signe de vie, disparaître du devant de la scène politique : mais au moindre signe d'animation, on verra inévitablement les principales forces politiques se manifester à nouveau. Leur action pourra prendre une forme différente, mais son caractère et son orientation seront inévitablement les mêmes tant que les tâches objectives de la révolution qui a essuyé une défaite n'auront pas été menées à bien. C'est pourquoi ce serait, par exemple, faire preuve de bien peu de clairvoyance que d'estimer qu'en l'absence d'organisations troudoviks de base, avec le désarroi et l'impuissance extrêmes qui caractérisent le groupe troudovik à la III^e^ Douma, les masses de la paysannerie démocratique sont complètement retombées en léthargie et ne jouent aucun rôle essentiel dans le processus de développement de la nouvelle crise révolutionnaire. Une telle opinion n'est digne que des mencheviks, qui tom-

* Dans le prochain numéro nous examinerons un autre aspect du problème posé par la tactique à suivre « vis-à-vis de la Douma » et nous analyserons une « lettre » d'un camarade otzoviste parue dans le n° 5 du *Rabotchétié Znamia*. (Voir le présent tome, pp. 307-325. — *N.R.*)

bent chaque jour davantage dans le « crétinisme parlementaire » du plus mauvais aloi (il n'y a qu'à prendre, par exemple, leurs attaques proprement odieuses de renégats contre l'organisation illégale du parti). Les marxistes doivent savoir que, par suite des conditions de la représentation non seulement à notre Douma Cent-Noirs, mais même dans le plus idéal des parlements bourgeois, il y aura toujours un décalage artificiel entre la force réelle des diverses classes, et l'image qu'en donnent les institutions représentatives. C'est ainsi, par exemple, que dans tous les parlements bourgeois, les intellectuels bourgeois libéraux paraissent toujours cent fois plus forts qu'ils ne le sont en réalité (et dans notre révolution, les social-démocrates opportunistes ont pris les cadets pour ce qu'ils paraissaient), tandis que les très larges couches démocratiques de la petite bourgeoisie (urbaine à l'époque des révolutions bourgeoises de 1848, rurale chez nous), en dépit d'une représentation parlementaire insignifiante, constituent souvent un facteur extrêmement important dans la lutte ouverte des masses.

Quand elle est entrée dans la révolution, notre paysannerie était infiniment moins consciente que le libéral bourgeois, d'une part, et que le prolétariat socialiste d'autre part. C'est donc à elle que la révolution a donné les déceptions les plus grandes, mais les plus utiles, les leçons les plus amères mais les plus salutaires.. Il est normal qu'il lui soit très difficile d'assimiler ces leçons et que cela lui prenne beaucoup de temps. Il est également tout à fait normal que cela fasse perdre patience à de nombreux intellectuels « radicaux » qui jettent le manche après la cognée et à certains petits bourgeois de la social-démocratie chez qui la moindre allusion à la démocratie paysanne provoque une grimace de mépris, mais que l'on voit faire des mines gourmandes dès qu'ils aperçoivent des libéraux « cultivés ». Mais le prolétariat conscient n'oubliera pas aussi facilement les événements qu'il a vu se dérouler et auxquels il a participé au cours de l'automne et de l'hiver 1905. Etant donné le rapport des forces existant dans notre révolution, nous devons savoir que, dans la Russie actuelle, un mouvement parmi la paysannerie sera inévitablement et nécessairement le signe d'un nouvel essor social vraiment large et de l'imminence d'une crise révolutionnaire.

Chez nous, la bourgeoisie libérale s'est engagée dans la voie contre-révolutionnaire. Seuls les Tchérévanine, dont on connaît la bravoure, et les rédacteurs du *Goloss Sotsial-Démokrata*, qui abandonnent peureusement leur compagnon d'armes, peuvent le nier. Mais ce serait une erreur monumentale et du véritable menchevisme à rebours d'en arriver à la conclusion que, puisque les libéraux bourgeois sont contre-révolutionnaires, leur opposition et leur mécontentement, leurs conflits avec les gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et, d'une manière générale, les rivalités et les luttes qui opposent les différentes fractions de la bourgeoisie, ne peuvent être d'aucune importance dans le processus de développement du nouvel essor. L'expérience de la révolution russe, tout comme l'expérience des autres pays, prouve de façon irréfutable que lorsque les conditions objectives d'une crise politique profonde sont réunies, les conflits les plus minimes et qui semblent les plus éloignés du foyer de la révolution peuvent prendre une importance considérable, servir de prétexte, être la goutte d'eau qui fait déborder le vase, marquer le début d'un tournant dans l'opinion, etc. N'oublions pas que la campagne des zemstvos et les pétitions organisées par les libéraux en 1904 ont été les précurseurs d'une « pétition » aussi originale et aussi authentiquement prolétarienne que celle du 9 janvier. La polémique des bolcheviks à propos de la campagne des zemstvos ne contestait nullement qu'il était nécessaire d'utiliser cette campagne pour des manifestations prolétariennes ; ce qu'elle combattait, c'était la volonté (des mencheviks) de limiter ces manifestations aux salles de réunion des zemstvos, c'etait l'opinion qui considérait les manifestations en présence des membres des zemstvos comme la plus haute forme de manifestation, c'était le fait que ceux qui avaient tracé les plans des manifestations s'étaient efforcés de ne pas effrayer les libéraux. Prenons un autre exemple : celui des mouvements d'étudiants. Dans un pays qui traverse une époque de révolution démocratique bourgeoise, si les matières inflammables ne cessent de s'accumuler, ces mouvements peuvent facilement donner naissance à des événements qui vont beaucoup plus loin qu'un petit conflit d'ordre particulier provoqué par la façon dont les affaires sont conduites dans une des branches de l'adminis-

tration d'Etat. Il va de soi que la social-démocratie pratique une politique de classe indépendante, la politique du prolétariat, et qu'elle ne s'adaptera jamais à la lutte des étudiants, aux nouveaux congrès des zemstvos, à la façon dont les problèmes sont posés par les diverses fractions de la bourgeoisie opposées les unes aux autres, qu'elle n'accordera jamais une importance démesurée à cette querelle de famille, etc. Mais comme le parti des social-démocrates est le parti de la classe qui dirige toute la lutte libératrice, il doit absolument utiliser les moindres conflits, les attiser, accroître leur importance, relier à ces conflits sa propagande en faveur des mots d'ordre révolutionnaires, les faire connaître aux larges masses, inciter ces masses à une action ouverte et indépendante en faveur de leurs propres revendications, etc. Après 1793 est apparue en France une bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire qui n'a cessé de se développer. Mais, pendant les cent années qui ont suivi, les luttes et les conflits opposant les diverses fractions de cette bourgeoisie n'ont cessé de servir de prétexte, sous une forme ou sous une autre, à de nouvelles révolutions où le prolétariat a constamment joué le rôle de principale force motrice et qu'il a *poursuivies* jusqu'à la conquête de la république.

Examinons maintenant quelles sont les conditions qui président à une offensive du prolétariat qui, dans notre révolution démocratique bourgeoise, est la classe dirigeante, la classe d'avant-garde. Au cours de la discussion engagée là-dessus, les camarades de Moscou ont insisté à juste titre sur l'importance fondamentale de la crise industrielle. Ils ont rassemblé une documentation extrêmement intéressante sur cette crise, ils ont étudié la signification de la rivalité entre Moscou et Lodz, et ont apporté toute une série de corrections à certain nombre d'idées qui prévalaient jusque-là. Il nous reste à souhaiter que cette documentation ne s'étiole pas dans les commissions du Comité de Moscou ou du Comité de la région de Moscou, mais qu'elle soit étudiée et publiée dans la presse pour être discutée par l'ensemble du parti. Pour ce qui nous concerne, nous nous bornerons à faire quelques remarques sur la façon dont le problème a été *posé*. Un des points en litige est le suivant : dans quel sens la crise exerce-t-elle

son action (tout le monde s'accorde pour reconnaître qu'après une très courte et faible reprise notre industrie traverse à nouveau une période de dépression qui touche à la crise). Les uns disent qu'il n'est toujours pas question pour les ouvriers de passer à l'offensive sur le terrain économique et que, par conséquent, il ne peut y avoir d'essor révolutionnaire dans un proche avenir. Les autres disent au contraire que le fait que la lutte économique soit impossible pousse à la lutte politique et que, par conséquent, il est inévitable que se produise bientôt un nouvel essor révolutionnaire.

Nous pensons que ces raisonnements contiennent l'un comme l'autre une erreur à la base, erreur qui réside dans une simplification d'un problème complexe. Il est indubitable qu'une étude détaillée de la crise industrielle est de la plus haute importance. Mais il est tout à fait indubitable que la question posée, celle de la possibilité d'un essor révolutionnaire dans un proche avenir, ne peut être tranchée ni dans un sens ni dans l'autre, par aucune statistique sur la crise, même d'une précision idéale ; un tel essor en effet dépend de milliers d'autres facteurs sur lesquels il est impossible d'anticiper. Il est certain que, sans la base générale créée par une crise agraire et une dépression industrielle, il ne peut y avoir de crises politiques profondes. Mais l'existence de cette base ne nous permet pas encore d'affirmer si la lutte de masse des ouvriers en général sera pendant un certain temps freinée par la dépression ou si, à un *certain stade* des événements, *cette même* dépression entraînera dans la lutte politique de nouvelles masses et des forces fraîches. Pour résoudre cette alternative, il n'y a qu'une seule méthode qui consiste à suivre attentivement les pulsations de l'ensemble de la vie politique du pays et, en particulier, la situation du mouvement et de l'état d'esprit des larges masses prolétariennes. Au cours de la dernière période, par exemple, les rapports que nous ont envoyés toute une série de militants du parti des endroits les plus divers de la Russie, des centres industriels et des localités rurales, témoignent d'un regain d'activité incontestable, d'un afflux de forces nouvelles, d'un renforcement de l'intérêt pour l'agitation, etc. Si nous confrontons ces informations avec le fait que, d'une part, une

agitation de masse a commencé parmi les étudiants et que, d'autre part, on tente de redonner la vie aux congrès des zemstvos, nous pouvons constater qu'un certain revirement a été amorcé et que quelque chose est venu rompre la stagnation complète de ces derniers dix-huit mois. Quelle est la force de ce revirement ? Sommes-nous au seuil d'une nouvelle époque de la lutte ouverte, etc.? C'est ce que montreront les événements. Tout ce que nous pouvons faire, à l'heure actuelle, tout ce que nous devons faire de toute façon, c'est bander nos forces en vue de consolider l'organisation illégale de notre parti et décupler notre agitation parmi les masses du prolétariat. Seule l'agitation peut nous révéler sur une vaste échelle quel est le véritable état d'esprit des masses, seule l'agitation peut créer une liaison étroite entre le parti et l'ensemble de la classe ouvrière, seule l'utilisation à des fins d'agitation politique, de chaque grève, de chaque événement ou problème importants de la vie ouvrière, de tous les conflits à l'intérieur des classes dirigeantes ou bien entre une fraction de ces classes et l'autocratie, de chaque intervention des social-démocrates à la Douma, de chaque manifestation nouvelle de la politique contre-révolutionnaire du gouvernement, etc., seul l'ensemble de ce travail reformera les rangs du prolétariat révolutionnaire et nous fournira des données sûres pour juger de la vitesse de maturation des conditions de déclenchement de nouvelles batailles plus décisives.

Résumons-nous. Quand on examine le bilan de la révolution et les conditions actuelles, on aperçoit clairement que les tâches objectives de la révolution n'ont pas été remplies. Le glissement au bonapartisme que l'on observe dans la politique agraire de l'autocratie et dans l'ensemble de la politique qu'il mène à l'intérieur de la Douma et avec son aide, n'a fait qu'étendre et aggraver la contradiction existant entre l'autocratie Cent-Noirs, la domination des « hobereaux sauvages », d'une part, et les exigences du développement économique et social de tout le pays, de l'autre. La campagne déclenchée par la police et les koulaks contre les masses rurales provoque une exacerbation de la lutte à l'intérieur de ces masses, elle rend cette lutte plus consciente politiquement et rapproche, pour ainsi dire, la lutte contre l'autocratie des graves problèmes qui se posent

dans la vie quotidienne de chaque village. Dans un tel moment, il est absolument indispensable que la social-démocratie prenne la défense des revendications démocratiques révolutionnaires dans la question agraire (expropriation de toutes les terres appartenant aux gros propriétaires fonciers). La Douma Cent-Noirs-octobriste, en montrant clairement et en pratique quel est le genre de « constitution » dont peut s'« accommoder » l'autocratie, en laissant sans solution tous les problèmes, y compris ceux qui concernent seulement les nécessités du développement économique du pays, fait déboucher la lutte « pour la constitution » sur une lutte révolutionnaire *contre l'autocratie* ; dans ces conditions les conflits particuliers qui opposent l'une à l'autre les diverses fractions de la bourgeoisie et ces fractions au gouvernement aboutissent à hâter cette lutte. L'appauvrissement des campagnes, la dépression industrielle, le fait que chacun se rend compte que la situation politique actuelle est sans issue et que la fameuse voie « pacifique et constitutionnelle » ne mène à rien, tout cela donne naissance à de nouveaux éléments de crise révolutionnaire. A l'heure actuelle, notre tâche n'est pas d'inventer artificiellement de nouveaux mots d'ordre (comme « A bas la Douma » que nous substituerions à « A bas l'autocratie ») mais de renforcer l'organisation illégale du parti (en dépit des hurlements réactionnaires des mencheviks qui voudraient l'enterrer) et de développer une large agitation social-démocrate révolutionnaire qui soudera le parti aux masses prolétariennes et qui mobilisera ces dernières.

« Prolétari » n° 38,
1er (14) novembre 1908

Conforme au texte du journal

COMMENT PLÉKHANOV ET COMPAGNIE DÉFENDENT LE RÉVISIONNISME

La note de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, c'est-à-dire de Plékhanov et C^ie^, à propos de la lettre du camarade Maslov * que nous avons analysée dans le n° 37 du *Prolétari* est maintenant parue. Elle a fait l'objet d'un tirage à part en « supplément » au numéro 8-9 du *Goloss Sotsial-Démokrata*.

Cette note, qui tiendrait à peu près dans une demi-colonne du *Prolétari* mérite d'attirer l'attention des social-démocrates russes. Elle montre en effet comment de petits intérêts de fraction ont amené Plékhanov et C^ie^ à prendre la *défense* théorique du révisionnisme en s'appuyant sur les sophismes les plus indignes. Mais laissons parler les faits.

« Nous sommes les ennemis les plus résolus et les plus implacables de la *révision* du marxisme qui est en train de s'accomplir sous l'influence réactionnaire des idéologues de la bourgeoisie d'Europe occidentale et qui tente de miner les bases de la doctrine philosophique sociologique et économique de Marx et Engels. » Telle est la première phrase de la note. « Les ennemis les plus résolus et les plus implacables. » Il est difficile d'être plus tranchant, n'est-ce pas, et il serait difficile de trouver une formule plus emphatique pour exprimer les *promesses* de Plékhanov et C^ie^.

Mais... *dès qu'il s'agit de Maslov*, en effet (c'est précisément à Maslov et au problème de son révisionnisme

* Voir le présent tome, pp. 264-272. (*N.R.*)

qu'est consacrée la note de Plékhanov et Cie), on voit apparaître sous la plume de nos « implacables » ennemis du révisionnisme un « mais » bien significatif.

« Mais nous n'avons jamais été des sectaires du marxisme, proclament Plékhanov et Cie, et nous comprenons très bien qu'on puisse se séparer de Marx et Engels sur tel ou tel problème sans pour autant trahir leurs conceptions ni réprouver leur méthode, mais au contraire en restant fidèle à l'un comme à l'autre. » Suit un exemple : « dans la question de l'origine du matriarcat », le social-démocrate Cunow est arrivé à des « conclusions quelque peu différentes de celles d'Engels » ; mais « seul un maniaque pourrait songer à accuser sur cette base Cunow de révisionnisme ».

« Ce que nous venons de dire vaut pour notre attitude à l'égard des conceptions défendues par le camarade Maslov à propos de la théorie de la rente de Karl Marx. Nous ne partageons pas l'opinion de Maslov (note de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* : « dans le numéro 1 du *Goloss* le camarade Martynov a exprimé son désaccord avec les corrections que le camarade Maslov a apportées à la théorie de la rente absolue »), mais nous ne la considérons pas comme révisionniste »...

Le lecteur peut maintenant suivre le raisonnement de Plékhanov et Cie. Nous sommes « des ennemis implacables du révisionnisme », *mais* « nous ne la considérons pas (la thèse défendue par Maslov à propos de la théorie de la rente absolue) comme révisionniste ». Le révisionnisme s'en prend aux fondements de la doctrine de Marx. Maslov, lui, ne se sépare de Marx que sur une question mineure. Tel est le système de défense choisi par Plékhanov et Cie, et au sujet duquel la référence à Cunow ne laisse subsister aucune équivoque.

N'est-ce pas un sophisme ? Telle est la question que nous posons au lecteur, pour peu qu'il se donne la peine de réfléchir et qu'il ait un minimum d'impartialité. La théorie de la rente absolue de Marx est donc un « problème mineur » ! Et les divergences sur la théorie de la rente *sont comparées* au fait que dans « la question de l'origine du matriarcat, Cunow en soit arrivé à des conclusions « quelque peu différentes » de celles d'Engels ! ! Visiblement, Plékhanov et Cie prennent les mencheviks pour des petits garçons, pour leur servir de telles explications. Pour se permettre

ces pitreries à propos de questions de principe aussi importantes, il faut avoir perdu tout respect de soi-même et de son public. Pourtant, c'est bien Plékhanov (et C^ie) qui fait débuter son explication par une phrase solennelle où il définit le révisionnisme comme une atteinte *aux fondements* de la doctrine de Marx et Engels. Qu'est-ce à dire ? *Cette* définition ne serait-elle plus valable quand on a affaire à Maslov ? Oui ou non ? Ou bien Plékhanov et C^ie ont-ils rédigé leur note uniquement pour *dissimuler* leur pensée ?

Maslov a déclaré dans toute une série d'articles et dans les diverses éditions de son livre sur *la Question agraire* que : 1) La théorie de la rente absolue de Marx est erronée ; 2) Cette theorie s'explique du fait que le troisième tome est composé des « brouillons » de Marx ; 3) « La fertilité décroissante du sol » est un *fait* ; 4) Si la théorie de la rente absolue était juste et si « la loi de la fertilité décroissante du sol » ne l'était pas, on pourrait considérer que les populistes de Russie et les révisionnistes du monde entier ont raison.

Ce sont précisément ces quatre points qui ont été reprochés à Maslov dans l'article du *Prolétari* qui a marqué le début de la polémique. Voyons un peu quelle a été la réaction de Plékhanov et C^ie : tout d'abord, ils se sont modestement limités au problème de la rente absolue et n'ont absolument pas parlé des autres questions. N'est-ce pas là une défense du révisionnisme ? Plékhanov et compagnie songeraient-ils à nier que la révision de l'affirmation par Marx de l'absurdité de la loi et du « fait » de la fertilité décroissante du sol, est effectuée « sous l'influence réactionnaire des idéologues de la bourgeoisie d'Europe occidentale » ? Deuxièmement, ils assimilent la théorie de la rente absolue à un problème mineur, aux divergences (« partielles ») qui se sont manifestées à propos de l'origine du matriarcat !

Ce sont-là des pirouettes, messieurs ! Et ces pirouettes ont pour but de dissimuler le fait que vous prenez publiquement la défense du révisionnisme. Car *vous n'osez pas* affirmer ouvertement que la théorie de la rente absolue et la négation de la loi (ou du « fait ») de la fertilité décroissante du sol ne constituent pas « *le fondement* » *de la doctrine* de Marx dans le problème agraire. Pour défendre un

« compère » vous adaptez Marx à Maslov, et vous n'hésitez pas à qualifier de « mineures », *venant* de Maslov, des divergences qui portent sur ce qui constitue précisément la *base de la doctrine* de Marx. Par là même vous confirmez ce que nous disions dans le n° 33 du *Prolétari** sur les Famoussov mencheviques de la théorie qui récompensent ceux qui font partie de leur clan en acceptant de qualifier de « problème mineur » la *théorie* économique de Marx et de la comparer au problème de l'origine du matriarcat.

Plékhanov et C^ie^ proclament qu'ils sont des « ennemis implacables du révisionnisme ». Mais si vous êtes mencheviks, ne vous laissez pas impressionner par cette proclamation ! Vous pouvez aller à la « rédaction du *Goloss* » : vous y verrez qu'en faveur des mencheviks, l'intransigeance sait transiger, si bien même qu'on n'hésite pas à assimiler une « atteinte à la théorie » à une « divergence sur l'origine du matriarcat ». L'indulgence est bon marché, nous soldons, profitez, Mesdames, Messieurs !

Mais poursuivons. Nous ne partageons pas l'opinion de Maslov sur la rente, proclament Plékhanov et C^ie^. Martynov a déjà fait des réserves à son sujet, écrivent-ils. « Celui » que la rédaction du *Prolétari* appelle « l'ange gardien de Maslov » (c'est-à-dire Plékhanov) « a maintes fois (écoutez bien !) *polémiqué dans la presse* (souligné par le *Goloss*) avec le camarade Maslov, sur des questions qui ont un rapport étroit avec notre programme agraire ».

Voilà ce qu'on peut lire textuellement dans la « note » de Plékhanov et compagnie.

Apprenez l'art de la réfutation auprès de votre rédaction, camarades mencheviks. Elle vous donne un exemple, classique en son genre, de cet art. Alors qu'on discute du révisionnisme et que l'objet de la discussion est de savoir si c'est l'intransigeance théorique ou *uniquement* une mesquine haine de fraction qui ont amené Plékhanov à donner du « Messieurs » dans un organe du parti, à certains de ses « contradicteurs », le « démenti » évoque les controverses que Plékhanov a menées « maintes fois dans la presse » contre Maslov et qui ne portaient *ni sur la rente ni* sur les déviations de Maslov par rapport à la théorie de Marx.

* Voir le présent tome, pp. 202-203. (*N. R.*)

Y a-t-il dans le vocabulaire parlementaire une expression pour désigner ce genre de procédé ? Plékhanov, dont le goût pour les discussions théoriques est bien connu et qui sait, à l'occasion, transformer ces discussions en véritables campagnes, *n'a jamais polémiqué* avec Maslov sur les points où celui-ci se manifeste révisionniste : à savoir la négation de la rente absolue, l'affirmation selon laquelle cette « théorie est un brouillon », et la reconnaissance du « fait » de la fertilité décroissante du sol, la question de savoir si, oui ou non, les populistes et les révisionnistes, au cas où Maslov n'aurait pas réfuté Marx, pouvaient avoir raison. Sur *ces* problèmes, Plékhanov n'a jamais rien dit : quand il a polémiqué, c'était sur des questions toutes différentes, sur des détails précisément, dont aujourd'hui les tartufes du menchevisme veulent dissimuler la véritable nature derrière une expression d'une obscurité calculée, diplomatiquement floue et choisie à dessein pour dérouter le lecteur, une expression qui parle de « questions ayant un rapport étroit avec notre programme agraire » ! !

N'est-ce pas splendide ? Comment ne pas féliciter Plékhanov et C^ie pour la façon dont ils font débuter leur défense du révisionnisme ? Comment s'empêcher d'évoquer à leur sujet les politiciens du genre Clemenceau : cet ennemi « implacable » de la réaction qui a « maintes fois polémiqué contre elle ». Mais aujourd'hui, la réaction agit, et notre Clemenceau de faire des réserves et... de se mettre à son service. Plékhanov, lui, est un ennemi « implacable » du révisionnisme. Il a « maintes fois polémiqué » contre Maslov (sur tout ce qu'on voudra, *excepté* sur son révisionnisme). Et aujourd'hui Maslov attaque Marx, il réitère ses arguments contre la théorie de Marx dans les colonnes du *Goloss* et Plékhanov et C^ie se contentent *de faire des réserves* !

Achetez donc des indulgences, messieurs les littérateurs, enrôlez-vous chez les mencheviks ! Demain on vous laissera publier dans les colonnes du *Goloss* une réfutation de la théorie de la valeur de Marx... avec une note indiquant que la rédaction « n'est pas d'accord » avec cette réfutation.

« Le *Prolétari*, nous demande-t-on dans la même note de Plékhanov et C^ie, n'essaiera-t-il pas de nous « démontrer » qu'il existe une liaison étroite entre les thèses de Maslov sur la rente absolue et le refus de la nationalisation dans

le programme ? » Avec plaisir, chers « implacables ». Le premier argument de cette *démonstration*, le voici :

« Est-ce possible de comprendre la signification de la propriété foncière privée, en tant qu'obstacle au développement des forces productives de la société capitaliste, quand on ne comprend pas la rente absolue de Marx ? »

Allez donc consulter Maslov, « implacables » Plékhanov et C^ie^ et répondez à *cette* question qui vous fournit l'argument que vous demandez !

« Prolétari » n° 39,
13 (26) novembre 1908

Conforme au texte du journal

A PROPOS DE DEUX LETTRES

Dans ce numéro du *Prolétari*, nous publions deux lettres. La première émane d'un ouvrier otzoviste [131] et a déjà paru dans le numéro 5 du *Rabotchéié Znamia*. Elle était accompagnée d'une note indiquant que la rédaction ne partageait pas les opinions qui y étaient exprimées et qu'elle la considérait comme un article destiné à être discuté ; la deuxième est celle que vient de nous envoyer Mikhaïl Tomski, ouvrier à Pétersbourg. Nous reproduisons les deux lettres intégralement. Nous savons très bien qu'il peut se trouver des critiques mal intentionnés, capables de prendre dans chacune des deux lettres telle ou telle phrase, tel ou tel passage détaché de son contexte, de bâtir sur eux leurs gloses et d'en tirer des conclusions fort éloignées des intentions des auteurs qui ont écrit rapidement, dans les dures conditions de la clandestinité. Mais de tels critiques ne méritent pas qu'on leur prête attention. Par contre, si on s'intéresse sérieusement à la situation du mouvement ouvrier et de la social-démocratie en Russie à l'heure actuelle, on ne peut que reconnaître comme nous le faisons, que ces deux lettres donnent une image extrêmement caractéristique *des deux courants* existant parmi nos ouvriers conscients. Ces deux courants se manifestent à tous les instants de la vie de toutes les organisations social-démocrates de Moscou et de Pétersbourg. Etant donné que le troisième courant, à savoir le menchevisme, qui, soit franchement et ouvertement, soit en cachette et avec force contorsions, est en train d'enterrer le parti, n'est quasiment pas représenté

au sein des organisations locales, nous pouvons dire que le choc des deux tendances dont nous venons de parler constitue la *question du jour* pour notre parti. De ce fait, il est indispensable d'examiner en détail chacune des deux lettres.

Leurs auteurs reconnaissent l'un comme l'autre que le parti traverse actuellement une crise, non seulement sur le plan de l'organisation, mais également sur le plan politique et idéologique. C'est là un fait qu'il serait stupide de dissimuler. Ce qu'il faut, c'est déterminer exactement les causes de cette crise et les moyens de la combattre.

Commençons par l'ouvrier de Pétersbourg. De l'ensemble de sa lettre, il ressort clairement que, pour lui, la crise a deux causes. D'une part, en raison du manque de dirigeants social-démocrates d'origine ouvrière, la désertion presque générale des intellectuels du parti a entraîné dans de nombreux endroits la dislocation de l'organisation et l'incapacité à rassembler et à resserrer les rangs éclaircis par suite de la terrible répression, de l'apathie et de la fatigue des masses. D'autre part, poursuit l'auteur, notre propagande et notre agitation ont conféré beaucoup d'importance au « moment présent », c'est-à-dire qu'elles ont donné la première place non pas à la diffusion des idées du socialisme et au développement de la conscience social-démocrate du prolétariat, mais aux problèmes posés au jour le jour par la tactique révolutionnaire. « Les ouvriers sont devenus des révolutionnaires, des démocrates, mais pas des socialistes. » Et, au moment du reflux du mouvement démocratique général, c'est-à-dire démocratique bourgeois, ils ont été très nombreux à quitter le parti social-démocrate. L'auteur relie cette conception à sa violente critique du défaut qui consiste à « inventer des mots d'ordre de toutes pièces » et à son exigence d'un travail de propagande plus sérieux.

Nous pensons que, parfois, sa critique d'un extrême fait tomber l'auteur dans l'extrême opposé, mais que dans l'ensemble, le point de vue qu'il défend est absolument juste. On ne peut pas dire que « c'était une erreur » de « mener des campagnes entières » sur des problèmes d'une actualité immédiate. C'est une exagération. Cela revient à sacrifier *hier* à *aujourd'hui*. D'ailleurs, l'auteur se corrige au fond lui-même implicitement en admettant que « les moments où le prolétariat passe à l'action directe constituent naturel-

lement un problème exceptionnel ». Prenons deux exemples d'action directe, aussi hétérogènes et aussi éloignés dans le temps que le boycottage de la Douma de Boulyguine à l'automne 1905 et les élections à la IIe Douma au début de 1907. Etait-il possible pour un parti prolétarien un tant soit peu vivant et vivace *de ne pas* consacrer à un tel moment l'essentiel de son attention et de sa propagande aux mots d'ordre d'actualité ? Etait-il possible pour un parti social-démocrate qui, à ces deux moments, avait derrière lui les masses du prolétariat *de ne pas* concentrer l'essentiel de la lutte intérieure sur des mots d'ordre déterminant une action immédiate des masses ? Entrer à la Douma de Boulyguine ou la faire avorter ? Pour les élections à la deuxième Douma, faire bloc avec les cadets ou s'opposer à eux ? Il suffit de poser clairement ces questions et de se rappeler les conditions de ce passé récent pour avoir la réponse. La lutte acharnée qui s'est déroulée à l'époque pour savoir quel serait le mot d'ordre adopté, n'était pas due à une « erreur » du parti, mais au fait qu'il était objectivement nécessaire de prendre rapidement une décision unique alors que le parti n'était pas arrivé à un accord préalable et que deux tactiques, deux courants idéologiques, le courant opportuniste petit-bourgeois et le courant révolutionnaire prolétarien, s'opposaient à l'intérieur du parti.

D'autre part, il est erroné de dire que pendant cette période on ne s'est pas assez préoccupé de la propagande en faveur du socialisme, et de la diffusion du marxisme parmi les masses. Ce serait faux. Entre 1905 et 1907, en effet, a été diffusée en Russie une abondante littérature social-démocrate théorique sérieuse (c'était essentiellement des traductions), qui n'a *pas fini* de *porter* ses fruits. Ne soyons pas sceptiques, n'imposons pas aux masses notre impatience personnelle. *L'énorme* quantité de textes théoriques qui, en un laps de temps aussi court, a été répandue parmi des masses jusqu'alors, pour ainsi dire, jamais touchées par la littérature socialiste, ne peut pas être assimilée du jour au lendemain. Les livres social-démocrates ne sont pas perdus. *Ils ont été semés*, ils croissent et ils porteront du fruit. Ce fruit, peut-être, ne le recueillerons-nous ni demain ni après-demain, mais plus tard, car nous ne sommes pas en mesure de modifier les conditions objectives qui dé-

terminent le développement de la nouvelle crise. Mais nous pouvons être sûrs que nous le récolterons.

Ces réserves étant faites, il reste que la pensée de l'auteur est fondée sur une profonde vérité, à savoir que dans une révolution démocratique bourgeoise, il est *inévitable* que les éléments et les tendances prolétariens socialistes viennent dans une certaine mesure s'entremêler aux éléments et aux tendances démocratiques petits-bourgeois (opportunistes-démocratiques et révolutionnaires-démocratiques). Dans un pays « paysan » qui connaît un développement capitaliste, la première campagne de la révolution bourgeoise *n'aurait pu* avoir lieu si la fusion objective entre certaines couches prolétariennes et certaines couches petites-bourgeoises n'avait pas joué. A l'heure actuelle, nous vivons un moment d'indispensable décantation, d'une *nouvelle sélection* d'éléments purements prolétariens et socialistes qui se *débarrassent* des *Mitläufer*, comme disent les Allemands, c'est-à-dire *des suiveurs* qui se sont joints *au mouvement* par la vertu d'un mot d'ordre « entraînant » ou de la lutte menée en commun avec les cadets pour « une Douma souveraine ».

Cette décantation s'effectue, à des degrés divers, dans les deux fractions de la social-démocratie. La diminution des effectifs touche aussi bien les mencheviks que les bolcheviks, c'est un fait ! Et il ne faut pas avoir peur de le reconnaître. Mais, si, à l'aile droite du parti règnent le désarroi et la démoralisation, il n'en est pas de même à l'aile gauche ; cela est absolument indubitable. Et c'est normal, car le manque de fermeté sur les principes ne pouvait que favoriser le désarroi. Les événements vont montrer définitivement *dans la pratique* où et comment on a su garder le plus de cohésion sur le plan de l'organisation, le plus de dévouement au prolétariat, le plus d'intransigeance sur le plan du marxisme. Ce n'est pas par des mots, ni par des promesses ou des serments, mais par la vie que ce genre de discussions est tranché. On observe actuellement du désarroi et des flottements, c'est un fait, qui demande à être expliqué. La seule explication valable, c'est qu'il est indispensable qu'une *nouvelle décantation* s'effectue.

Nous allons illustrer cette idée par quelques petits exemples : prenons le « monde des prisons » (comme disent les

gens de loi) et voyons les gens qui se trouvent en prison, en déportation, au bagne et en émigration pour raisons politiques. La composition de ce « monde » donne en effet une image juste de la réalité d'hier. Or, peut-on douter que ces « politiques », quel que soit le lieu où ils se trouvent, reflètent une très grande diversité d'opinions politiques et de mentalités, une confusion et un désordre extrêmes. La révolution a fait participer à la vie politique des couches si profondes du peuple, elle a amené à la surface tant de gens pris au hasard, de novices, de « héros d'une minute », qu'il était absolument inévitable qu'un très grand nombre d'entre eux n'ait aucune conception cohérente du monde. Pour en acquérir une, il ne suffit pas de quelques mois de fièvre. Or, la majorité des militants révolutionnaires de la première période de notre révolution n'a pas eu sans doute en moyenne plus de quelques mois de vie militante. Il est donc absolument inévitable qu'un nouveau tri ait lieu parmi les nouvelles couches, les nouveaux groupes, les nouveaux révolutionnaires éveillés par la révolution. C'est précisément ce tri qui est en train de se faire. Par exemple, les funérailles du parti social-démocrate décrétées par divers mencheviks signifient en réalité que ces honorables messieurs sont en train d'organiser leurs *propres funérailles*, en tant que social-démocrates. Cette décantation ne doit en aucun cas nous effrayer. Nous devons au contraire nous en féliciter et aider à sa réalisation. Laissons pleurnicher les mous qui, çà et là, ne vont pas manquer de s'épouvanter : encore des luttes, encore des conflits internes, encore des polémiques ! A cela nous répondons : partout, il a toujours fallu mener une lutte sans cesse recommencée pour parvenir à la formation d'une social-démocratie révolutionnaire et réellement prolétarienne. Chez nous, en Russie, cette social-démocratie est en train de s'organiser, malgré les conditions extrêmement difficiles que nous connaissons actuellement, et *elle s'organisera*. Tout le développement capitaliste de la Russie, l'influence du socialisme international et la tendance révolutionnaire de la première campagne des années 1905-1907 en sont les garants.

Dans l'intérêt de cette nouvelle décantation, il est indispensable de renforcer le travail théorique. En Russie, « le moment présent » est tel que ce n'est pas l'état d'esprit

de telle ou telle personne, ni l'enthousiasme de tel ou tel groupe, ni même le régime policier qui a condamné de nombreux militants à se détourner du travail pratique, mais bien l'ensemble de la situation objective du pays, qui commande le travail théorique du marxisme, son approfondissement et son expansion. Quand les masses assimilent une expérience nouvelle et extrêmement riche de lutte révolutionnaire directe, la bataille théorique pour une conception révolutionnaire du monde, c'est-à-dire pour le marxisme révolutionnaire, devient le mot d'ordre du jour. L'ouvrier de Pétersbourg a donc absolument raison de souligner qu'il est nécessaire d'approfondir la propagande socialiste, d'étudier les nouveaux problèmes, d'encourager et de développer par tous les moyens les cercles qui sont en train de former au sein même de la classe ouvrière de véritables social-démocrates, des dirigeants de masses social-démocrates. Dans ce domaine, les *cellules* du parti, auxquelles il suffit de faire allusion pour plonger dans des crises d'épilepsie les Dan et Cie, les cellules ont à jouer un rôle particulièrement important, et les « révolutionnaires professionnels » si détestés des intellectuels opportunistes sont appelés à faire à nouveau un travail fructueux.

Mais tout en défendant des idées parfaitement justes, Mikhaïl Tomski tombe une fois encore, dans ce passage de sa lettre, dans l'extrême opposé. C'est ainsi par exemple, qu'il a tort de ne pas inclure dans les « problèmes sérieux» ceux qui consistent à étudier l'expérience des trois années de la révolution, à recueillir les enseignements pratiques de la lutte directe des masses, à faire le bilan de l'agitation politique révolutionnaire, etc. Il est d'ailleurs vraisemblable qu'il s'agit là d'une simple lacune de rédaction ou d'erreurs de détail dues à la hâte. Etudier ces enseignements et faire ce bilan devant le plus grand nombre possible d'ouvriers est beaucoup plus important que ne l'est le problème des « tribunaux locaux », des « organismes d'autoadministration locale » et autres « réformes » de la Russie stolypinienne dont aiment à bavarder les fonctionnaires et les libéraux. Avec la Douma et l'autocratie Cent-Noirs, ces « réformes » sont en effet inévitablement condamnées à tourner à la farce.

En revanche, Mikhaïl Tomski a absolument raison de

s'opposer violemment à « l'invention de mots d'ordre » et en particulier de mots d'ordre comme « A bas la Douma » ou « A bas le groupe parlementaire ». Il a mille fois raison d'opposer à cette « dispersion » un travail social-démocrate conséquent d'organisation, de propagande et d'agitation en faveur du renforcement du parti social-démocrate, en faveur du renforcement de ses traditions si détestées des opportunistes, en faveur de la continuité de son action, du raffermissement et de l'extension de l'influence de *ce* parti, du parti *d'avant* (allez-y, Messieurs les rédacteurs opportunistes du *Goloss*, indignez-vous !) sur les masses prolétariennes.

C'est ici que nous en arrivons à la lettre du Moscovite et à la critique du fameux otzovisme qui en est l'idée centrale. Depuis la conférence de Moscou, où une minorité de bolcheviks a déposé sa résolution bien connue à propos de l'otzovisme (voir le n° 31 du *Prolétari*) nous avons pris maintes fois position, dans ces colonnes, contre cette tendance. Aujourd'hui, c'est également au nom d'une petite partie des bolcheviks de Moscou qu'est faite la première tentative systématique de justification de l'otzovisme. Nous allons donc examiner son argumentation.

Le camarade otzoviste a raison de partir du fait qu'en Russie, les tâches objectives de la révolution démocratique bourgeoise n'ont pas été réalisées et que la « révolution n'est pas finie ». Mais, de ces prémisses justes, il tire une conclusion erronée. « A quoi notre parti doit-il s'adapter ? demande-t-il. A des années de stagnation ou à un nouvel essor social ? » L'erreur de notre auteur commence dès cette question. Du fait que la révolution n'est pas finie il s'ensuit qu'un nouvel essor démocratique bourgeois est inévitable, et rien de plus. Il ne s'ensuit nullement que, lors de ce nouvel essor, les éléments de la démocratie bourgeoise vont se grouper *exactement* comme autrefois (et leur réorganisation exigera peut-être plus de temps que l'auteur de la lettre et nous-même ne le souhaitons) ; il ne s'ensuit pas non plus qu'un « essor social » (il faudrait dire révolutionnaire) est impossible après *une année* de stagnation, par exemple. Nous avons déjà traversé plus d'une année de stagnation et celle-ci dure encore. D'ailleurs le camarade otzoviste reconnaît « qu'il est difficile et même impossible de dire

quel *sera* le motif extérieur qui *mettra en mouvement...* les masses ». Mais ce n'est pas tout. En invitant le parti « à adapter notre tactique et notre organisation non pas au moment de stagnation politique que nous traversons maintenant, mais à elle (à la révolution, à l'essor révolutionnaire) », l'auteur propose en fait de transformer notre organisation en fonction de la stagnation actuelle, du déchaînement de la répression policière, de l'impossibilité où sont nos comités d'avoir des contacts directs et immédiats avec les masses ouvrières. Il est indubitable que si nous étions dans une période d'essor, notre auteur ne proposerait pas un plan d'organisation de ce genre, qu'il ne lui donnerait pas tant d'importance. Cela veut dire *qu'en pratique*, il réfute sa propre façon de poser le problème et que par sa *pratique*, il rectifie sa *théorie*. Et s'il en est ainsi, c'est parce qu'il a mal posé ses prémisses théoriques. Un nouvel essor est inévitable ; donc, nous devons garder notre ancien programme et les anciens mots d'ordre révolutionnaires de notre travail dans les masses, que nous devons systématiquement préparer le parti et les masses à de nouvelles batailles révolutionnaires. Mais cela ne nous dit pas si l'essor a déjà commencé ou non, si nous devons « nous adapter » au début de cet essor ou à son point culminant. En 1897, en 1901 et au début de 1905, il était parfaitement exact d'affirmer qu'un nouvel essor révolutionnaire était inévitable (après les faibles poussées du début des années 60 et de la fin des années 70). Mais à ces trois moments, les social-démocrates révolutionnaires ont su adapter leurs tactiques aux divers moments de la crise qui montait. En 1897, nous avons repoussé le « plan » de grève générale qui n'était qu'une phrase vide, et nous avons eu raison. En 1901, nous n'avons pas proposé le mot d'ordre d'insurrection. Après le 9 janvier 1905, c'est à juste titre que la social-démocratie révolutionnaire a mis l'insurrection et la grève de masse à l'ordre du jour. Nous ne voulons absolument pas dire que le nouvel essor sera inévitablement (ou même « vraisemblablement ») aussi lent que le précédent. Tous les renseignements dont nous disposons et toute l'expérience des révolutions européennes laissent au contraire prévoir un rythme beaucoup plus rapide qu'entre 1897 et 1905. Mais cela ne change rien au fait que les social-démocrates révolutionnaires ont

toujours mis en avant des mots d'ordre différents aux divers *moments* de l'essor. Le camarade otzoviste commet l'erreur d'oublier cette expérience de la social-démocratie révolutionnaire.

Le camarade otzoviste passe ensuite au problème de notre groupe parlementaire. Il part du principe que « la fraction à la Douma est le couronnement naturel du Parti, sa représentation diplomatique, en quelque sorte ». Cela n'est pas vrai. L'auteur surestime la signification et le rôle de notre groupe parlementaire. Comme les mencheviks, il lui attribue une importance démesurée : ce n'est pas pour rien que l'on dit que les extrêmes se touchent ! Les mencheviks pensent que le groupe parlementaire est le « couronnement » du parti et ils en concluent que le parti doit s'adapter à lui. Quant aux otzovistes, ils en arrivent à la conclusion qu'un aussi malheureux « couronnement » est désastreux pour le parti. Chez les uns comme chez les autres, les prémisses sont erronées. Quelles que soient les conditions, même dans la république démocratique bourgeoise la plus « idéale », la social-démocratie révolutionnaire ne considérera jamais que son groupe parlementaire est « son couronnement naturel », *sa* « représentation diplomatique ». C'est là une opinion fondamentalement erronée. Ce n'est pas pour faire de la diplomatie que nous envoyons des députés dans les institutions représentatives bourgeoises ou bourgeoises-Cent-Noirs, mais pour effectuer un travail auxiliaire d'un type particulier, pour faire de la propagande et de l'agitation à partir d'une tribune d'un genre spécial. Même s'il y a une loi électorale « idéalement » démocratique, on trouvera toujours dans le groupe parlementaire du parti ouvrier certaines traces du cadre général bourgeois des élections : c'est ainsi par exemple que proportionnellement, le groupe comprendra toujours plus d'« intellectuels » que l'ensemble du parti. Et c'est pourquoi nous ne considérerons jamais notre groupe parlementaire comme le « couronnement » du parti. Le groupe parlementaire, ce n'est pas l'état-major général (si l'on nous permet d'utiliser cette métaphore « militaire », à côté de la métaphore « diplomatique » de notre auteur), mais, dans certains cas, un détachement de « trompettes » et dans d'autres un bataillon « d'éclaireurs », ou un autre genre d'« arme spécialisée ».

Alors que le groupe parlementaire est une *organisation auxiliaire* du Parti, le camarade otzoviste en fait le « couronnement » du parti, et il en *exagère* l'importance afin de pouvoir attribuer à l'activité de ce détachement que nous envoyons à la Douma bourgeoise-Cent-Noirs un caractère qui n'est absolument pas le sien.

Mais il se peut que notre auteur ne tienne pas tellement à cette idée de « couronnement ». Dans un autre passage de sa lettre, il dit en effet avec justesse : « Le parti espérait pouvoir utiliser la tribune de la Douma à des fins de propagande et d'agitation, et c'est là une des principales raisons de sa participation aux élections ». Cela est juste, et l'objection que notre auteur fait à cette thèse correcte met son erreur bien en évidence. « Cependant, écrit-il, la réalité a montré qu'à la III^e^ Douma, l'agitation n'a aucune valeur, premièrement à cause de la composition de notre groupe parlementaire; secondement, à cause de l'indifférence totale des masses à l'égard de tout ce qui se passe au Palais de Tauride. »

Nous commencerons par la fin l'analyse de cette thèse particulièrement riche en erreurs. L'agitation n'a aucune valeur *parce que* les masses sont complètement indifférentes à tout ce qui se passe à la Douma. Allons donc ! Si l'on suit cette logique démente, il apparaît que ce n'est pas nos députés que nous devons « rappeler », mais les masses « indifférentes ». En effet, nous savons tous que la politique pratiquée à la Douma est celle de l'autocratie, celle de soutien au tsarisme des gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et des gros capitalistes octobristes, celle de reptation devant le tsarisme des beaux parleurs libéraux cadets. Etre indifférent à « tout ce qui se passe au Palais de Tauride », c'est donc être indifférent à l'autocratie et à l'ensemble de sa politique extérieure et intérieure ! Une fois de plus, l'auteur nous donne du menchevisme à rebours. « Si les masses sont indifférentes, les social-démocrates doivent l'être également. » Mais nous sommes un parti qui *conduit* les masses au *socialisme* et non un parti qui se met à la remorque de l'état d'esprit des masses, qui suit chacun des changements et des dépressions de cet état d'esprit. Tous les partis social-démocrates ont traversé des périodes où les masses faisaient preuve d'apathie ou se laissaient entraî-

ner par telle ou telle erreur, telle ou telle mode (chauvinisme, antisémitisme, anarchie, boulangisme, etc.), mais les vrais social-démocrates révolutionnaires n'ont jamais cédé devant n'importe quel changement de l'état d'esprit des masses. Quand la politique social-démocrate à la III^e^ Douma est erronée, nous pouvons et nous devons la critiquer. Mais dire que l'agitation n'a aucune valeur *parce que* les masses sont complètement indifférentes, c'est tenir un raisonnement qui n'a rien de social-démocrate.

Mais, peut-être que « totale indifférence des masses » n'est pas à entendre au sens d'indifférence envers l'ensemble de la politique tsariste ? Les masses seraient indifférentes à ce qui se passe à la Douma, mais *s'intéresseraient*, mettons, à la discussion du problème des manifestations de rue, des nouvelles grèves, de l'insurrection, de la vie interne des partis révolutionnaires en général et du parti social-démocrate en particulier. Le malheur pour notre auteur, c'est que telle est bien, semble-t-il, sa pensée, mais qu'il est *obligé* de ne pas l'énoncer franchement, tant son absurdité est manifeste ! Si effectivement, il pouvait dire et prouver qu'à l'heure actuelle, on ne trouve pas dans les masses la moindre indifférence à l'égard de l'ensemble de la politique, mais au contraire un très grand intérêt pour les formes plus actives de la politique, il va de soi que la question se poserait différemment. Si, au cours de l'année qui vient de s'écouler, nous avions observé, au lieu de la stagnation, de la dépression et du désarroi de toutes les organisations social-démocrates et ouvrières, un intérêt manifeste des masses pour les formes directement révolutionnaires de la lutte, nous serions les premiers à reconnaître que nous nous sommes trompés. En effet, seuls les « crétins parlementaires » mencheviques, qui détournent hypocritement les yeux des leçons de l'activité de Marx, Lassalle et Liebknecht au cours des périodes révolutionnaires, eux seuls peuvent se prononcer en tout lieu et en tout temps en faveur de la participation aux institutions représentatives, dans l'abstrait, quelles que soient ces institutions, sans tenir compte des conditions du moment révolutionnaire. C'est *concrètement*, et non abstraitement, que les marxistes doivent poser le problème de la participation à la Douma ou de son boycottage, ainsi, d'ailleurs, que tous les problèmes

politiques, en tenant compte de l'*ensemble* de la conjoncture révolutionnaire et non en alléguant l'argument pitoyable selon lequel « s'il y a une représentation, il faut être représenté ». Si les masses manifestaient un vif intérêt pour la politique, cela signifierait que les conditions objectives sont réunies pour le développement d'une crise, c'est-à-dire que nous serions d'ores et déjà en présence d'un certain essor et qu'au moment où cet essor acquerrait une certaine force, l'état d'esprit des masses s'exprimerait inévitablement par *une action de masse*.

A propos de cette dernière question, le camarade otzoviste reconnaît d'ailleurs que « toute modification de l'activité du groupe parlementaire est étroitement liée à un changement du régime, que nous ne sommes pas en mesure d'influencer à l'heure actuelle »... Pourquoi le camarade otzoviste considère-t-il qu'actuellement nous ne sommes pas en mesure non seulement de changer le régime, mais même de *l'influencer* ? Pour la raison évidente que, comme il est social-démocrate, il pense uniquement à une action des masses du prolétariat et qu'il considère *qu'aujourd'hui* une telle action est impossible et qu'il est inutile d'en parler. Mais voyez sa façon d'inverser les rôles ; cet argument qui porte contre l'otzovisme, il essaye de s'en servir contre nous :

« Si vous *forciez* les barrières de police qui séparent les députés du peuple, écrit le camarade otzoviste, si vous obligiez le groupe parlementaire à intervenir avec plus d'énergie et plus d'éclat, en un mot, si vous mêliez de façon organique son travail à la vie du prolétariat, peut-être les ouvriers considéreraient-ils qu'il a des côtés positifs ; mais comme toute modification de son activité est étroitement liée à une modification du régime, qu'actuellement nous ne sommes pas en mesure d'influencer, il faut abandonner tout espoir d'élargir et d'approfondir le travail du groupe parlementaire » !...

S'il faut « forcer les barrières policières » pour que le travail de notre groupe parlementaire puisse être approfondi et élargi, pourquoi en conclue-t-on que nous devons « abandonner l'espoir d'améliorer ce groupe », et non que nous devons abandonner l'espoir d'abattre ces barrières ? Il est clair que le raisonnement de notre auteur n'est pas

logique et qu'il a besoin d'être corrigé. Pour raisonner correctement, il faut dire : nous devons travailler sans relâche à améliorer l'ensemble de l'activité du parti et de ses liens avec les masses, et ainsi surviendront inévitablement le renversement des barrières policières en général et, en particulier, un renforcement des relations du parti avec le groupe parlementaire, un renforcement de l'influence du parti sur ce groupe. L'auteur semble exiger que ce soit *nous*, anti-otzovistes qui « abattions les barrières policières », et, si nous y parvenons, peut-être consentira-t-il à abandonner l'otzovisme. N'est-il pas clair que, ce faisant, il prend à l'envers la liaison et l'interdépendance réelles qui existent entre les phénomènes politiques ? Peut-être, dirons-nous, auriez-vous raison, camarade otzoviste, si les masses pouvaient « dès maintenant » non seulement « influencer le régime » (toute manifestation politique réussie exerce une influence sur le régime), mais encore renverser les barrières : ou, autrement dit, si les masses pouvaient *dès maintenant* renverser les barrières de la troisième Douma, peut-être serait-il inutile que la social-démocratie révolutionnaire envoie un de ses détachements à cette Douma. Peut-être. Mais vous dites vous-mêmes que ce n'est pas le cas; vous reconnaissez vous-mêmes qu'étant donné les circonstances il faut encore un travail préparatoire opiniâtre et sérieux pour que cette possibilité devienne une réalité.

« La composition du groupe parlementaire », dites-vous. Si l'auteur proposait de rappeler le groupe parlementaire en vue d'obtenir une *modification* de sa composition, cet argument mériterait d'être examiné, et on pourrait discuter de savoir si de nouvelles élections, après la dissolution du groupe actuel, n'entraîneraient pas une amélioration. Mais l'auteur ne cherche rien de semblable. Ce qu'il veut, c'est non seulement rappeler notre groupe parlementaire mais, d'une façon générale, supprimer toute représentation social-démocrate à la troisième Douma, car il considère qu'il est erroné de participer à cette assemblée. Et, de ce point de vue, justifier l'otzovisme par la « composition du groupe », c'est faire preuve de la pusillanimité et du scepticisme les plus impardonnables pour un social-démocrate. Le parti a réussi à obliger les Cent-Noirs à voter pour nos candidats

social-démocrates désignés par les électeurs ouvriers. Allons-nous déclarer maintenant que ces ouvriers du parti seront incapables d'exposer clairement et simplement leur socialisme à la tribune de la Douma ? Devons-nous renoncer, après plusieurs mois de lutte contre les « gens informés » [132] d'esprit bourgeois (voyez dans ce numéro la lettre sur le groupe parlementaire, qui décrit admirablement tout le mal que font ces gens) ? Devons-nous admettre que notre parti est incapable de trouver, pendant une période de stagnation et d'accalmie provisoire, des ouvriers social-démocrates capables d'exposer publiquement leur socialisme ? Ce n'est plus de la politique, c'est de la dépression nerveuse. Dans ce domaine, les plus grands torts incombent naturellement à notre fraction parlementaire, ce sont précisément les graves erreurs qu'elle a commises qui provoquent un mécontentement menant à l'otzovisme. Mais nous ne laisserons pas ce mécontentement légitime nous entraîner à une politique erronée. Nous devons travailler inlassablement, opiniâtrement à rapprocher le parti du groupe parlementaire, à améliorer ce groupe. Nous n'oublierons pas qu'on peut trouver dans l'expérience de la social-démocratie internationale de nombreux exemples de lutte bien plus aiguë entre le parti et sa fraction parlementaire, pendant une période beaucoup plus longue que celle de la troisième Douma. Rappelez-vous les Allemands. Au moment de la loi d'exception, leur groupe parlementaire en était arrivé à faire toute une série de démarches scandaleusement anti-parti, opportunistes (vote en faveur des subventions aux compagnies de navigation, etc.). Le parti éditait son organe central à l'étranger et l'envoyait régulièrement en Allemagne. Malgré le déchaînement de la répression policière, et bien qu'à l'époque le moment fût, par suite de causes objectives, moins révolutionnaire qu'il ne l'est actuellement en Russie, l'organisation des social-démocrates allemands était incomparablement plus forte et plus large que l'organisation actuelle de notre parti. Le parti social-démocrate allemand mena donc une longue guerre contre son groupe parlementaire et il finit par remporter la victoire. Comme chacun sait, les stupides partisans des « jeunes » qui, au lieu de travailler à améliorer le groupe parlementaire, se livraient à des crises d'hystérie, finirent très mal. Quant

au groupe parlementaire, il fut soumis au parti : tel fut le résultat de la victoire remportée par ce dernier.

Chez nous, la lutte du parti pour la correction des erreurs de son groupe parlementaire vient à peine de commencer. Aucune conférence du parti qui ait notifié au groupe parlementaire qu'il était nécessaire qu'il modifie sa tactique dans tel ou tel domaine bien déterminé. Nous n'avons pas encore d'organe central paraissant régulièrement et susceptible de suivre et de corriger au nom de tout le parti les démarches de notre groupe parlementaire. Pour ce qui est de l'agitation parmi les masses, à propos de chacune des interventions des social-démocrates à la Douma, avec explication des erreurs contenues dans ces interventions, nos organisations locales n'ont encore fait que très peu de chose. Et on veut que nous abandonnions, que nous proclamions que la lutte est sans espoir, que nous renoncions à utiliser la tribune de la Douma dans des périodes comme celles que nous traversons actuellement en 1908 ! Encore une fois, ce n'est plus de la politique, c'est de la dépression nerveuse.

Vous dites qu'il n'y a pas d'interventions marquantes. A ce sujet, il faut distinguer deux choses : tout d'abord, il ne faut pas oublier que le parti manque d'informations, et deuxièmement, le fait même de poser en général la question des « interventions marquantes » constitue une grave erreur de principe.

Sur le premier point, il faut dire que jusqu'à présent tous ceux qui ont voulu critiquer concrètement le groupe parlementaire ont attiré l'attention sur une série d'erreurs dont on ne peut nier l'importance (la déclaration ; le vote des millions de Schwartz ; la conférence avec les n.-d. ; la déclaration affirmant que, *pour le parti*, la religion est une affaire privée ; l'absence d'intervention au moment de l'interpellation du 15 octobre 1908, l'absence de critique claire des cadets, etc.). Taire ces erreurs, comme le font les mencheviks, qui trouvent qu'à part l'intervention de Tchilikine, tout va pour le mieux, c'est étaler sa médiocrité. Ces erreurs, nous ne devons pas les passer sous silence mais les révéler publiquement dans nos journaux, locaux ou non, à chacune de nos assemblées, dans des tracts diffusés dans les masses à propos de toutes les interventions. Nous

avons fait encore trop peu pour instaurer une critique constructive du groupe parlementaire et pour faire connaître cette critique aux masses prolétariennes. Dans ce domaine, il faut qu'à tous les échelons nous nous mettions au travail. Quand nous le ferons, nous nous apercevrons qu'il y a toute une série d'interventions de nos députés et, en particulier, toute une série de demandes de passage aux questions suivantes rédigées d'après les indications et avec l'accord des représentants du Comité central, et qui contiennent un exposé *correct* du programme du P.O.S.D.R., qui sont publiées dans les procès-verbaux de la Douma et dans le supplément de la *Rossia* [133] et qui, à 99%, ne sont pas encore utilisées pour une agitation de masse. Il faut critiquer le groupe parlementaire, et il serait malhonnête de passer ses erreurs sous silence. Nous sommes bien d'accord sur ce point. Mais il faut également que nous renforcions nos organisations locales et que nous développions la propagande en faveur de l'utilisation de toutes les interventions du groupe parlementaire. Seul l'accomplissement parallèle de ces deux tâches constitue une activité réellement social-démocrate, révolutionnaire et conséquante, susceptible de surmonter la stagnation actuelle et d'accélérer l'arrivée du nouvel essor.

Poursuivons. Soulignant « l'absence d'interventions marquantes » l'auteur affirme qu'« on (qui : on ? quelques *Mitläufer* qui ne comprennent pas l'a b c du marxisme ?) a l'impression que la social-démocratie s'est résignée à la situation actuelle et envisage de mener un travail culturel pacifique, que l'existence du groupe parlementaire serait en quelque sorte la preuve que la révolution est enterrée, sinon en paroles du moins... en fait. Même si cette opinion est erronée, ce n'est pas par des arguments que nous pourrons la réfuter, c'est par des faits ». Et selon notre auteur, le seul « fait » susceptible de « refondre » l'ensemble de la tactique que nous employons pour « mettre en valeur » aux yeux des masses l'attitude de la social-démocratie envers la Douma, c'est le rappel de notre groupe parlementaire. Ce rappel serait donc un « fait » qui apporterait la preuve qu'il n'est pas question « d'enterrer » la révolution, une « intervention marquante » qui *mettrait en valeur* la nouvelle tactique !

A cela nous répondrons que l'auteur a une idée fausse de ce qu'est une « intervention marquante », un mot d'ordre « marquant ». Quand en 1905, les bolcheviks se sont prononcés en faveur du boycottage de la Douma de Boulyguine, ce mot d'ordre était correct non pas parce qu'il « marquait », mais parce qu'il exprimait *correctement* la situation *objective*. Nous nous trouvions en effet dans une période d'essor que le tsarisme essayait de détourner en promettant une Douma consultative. Quand, au cours de l'été 1906, nous avons lancé le mot d'ordre d'« un comité exécutif de la gauche pour soutenir l'insurrection, et non le soutien de l'exigence d'un ministère cadet », ce mot d'ordre était correct non pas à cause de son caractère « marquant », mais parce qu'il exprimait *correctement* la situation *objective* ; les événements ont montré en effet que les cadets freinaient la lutte, que les pourparlers secrets qu'ils ont menés avec Trépov en juin 1906 faisaient le jeu du gouvernement et que la bataille *réelle* s'était déroulée et devrait, après la dissolution de la Douma, se dérouler sur un autre terrain, à savoir sur le terrain de la lutte armée (Cronstadt et Sveaborg étant l'aboutissement des émeutes des paysans et des soldats). Quand, en 1907, nous avons proclamé qu'il fallait faire bloc non pas avec mais contre les cadets, ce mot d'ordre était correct, non pas à cause de son caractère « marquant », mais parce qu'il exprimait correctement les conditions *objectives* du moment. Les élections à Pétersbourg, ainsi que tous les scrutins (et les débats) à la IIe Douma, ont en effet prouvé que le « danger Cent-Noirs » était une fiction et qu'*en réalité* la lutte était dirigée à la fois contre les cadets et la réaction, et non avec les cadets contre la réaction.

Il est évident qu'au moment de la révolution certains se sont joints à nous, non pas parce qu'ils avaient compris les critères *marxistes* de la justesse de nos mots d'ordre et de la tactique des social-démocrates, mais uniquement à cause de leur caractère « marquant ». Aujourd'hui, nous sommes au creux de la vague, et il ne nous reste, il ne nous restera que les véritables marxistes : bien loin de nous effrayer, cela nous réjouit. Nous invitons le camarade otzoviste à réfléchir attentivement au raisonnement qu'il nous propose : puisqu'il nous faut prouver non en paroles mais

par des faits que la révolution n'est pas enterrée, nous devons rappeler notre groupe parlementaire ! C'est un raisonnement totalement erroné. Rappeler notre groupe parlementaire pour *souligner* que la révolution n'est pas enterrée, cela aboutirait aux *funérailles* des « révolutionnaires » capables de mener une telle politique. Ce genre d'esprit révolutionnaire exprime en effet un désarroi et une impuissance à effectuer le travail ardu, lent et difficile que nous imposent « immédiatement » les conditions objectives et dont nous ne saurions nous détourner.

En conclusion, nous indiquerons que le camarade otzoviste propose lui-même à la fin de sa lettre un plan en *cinq* points pour le travail immédiat, que ce plan traduit de façon correcte nos tâches actuelles et qu'il *réfute* la théorie erronée de son auteur. Encore une fois, la *pratique* du camarade otzoviste est meilleure que sa théorie. Il a absolument raison d'affirmer que nous avons besoin d'une forte organisation illégale. On peut penser qu'il n'insistera pas sur la « nomination » des membres des comités par le Comité central et qu'il s'apercevra que cette mesure est on ne peut moins pratique. Nous ne devons pas oublier que des révolutionnaires professionnels, qui sont des ouvriers social-démocrates, sont en train de prendre la relève ou plus exactement de venir à l'aide des révolutionnaires professionnels issus des milieux intellectuels (cela peut mettre les mencheviks en rage, mais c'est un fait), et que, par conséquent, la nouvelle organisation illégale ne sera pas et ne devra pas être *absolument* semblable à l'ancienne. A la dernière phrase du premier point de son plan, le camarade parle « d'isoler les cellules les unes des autres ». Nous pensons qu'il s'agit là d'une maladresse accidentelle dont nous ne devons pas nous formaliser. En réalité, l'organisation social-démocrate illégale n'isolera pas mais rapprochera les unes des autres les cellules qui sont aujourd'hui dispersées. Le camarade otzoviste a tout à fait raison de souligner l'importance de la propagande socialiste et du « système d'enquête » pour notre agitation. « La liaison vivante du parti avec les masses », « la participation des masses à la discussion des mots d'ordre d'agitation » sont effectivement les *problèmes de l'heure*. Le fait d'en convenir montre mieux que tous les raisonnements et en dépit de tous les mots d'or-

dre « inventés » (pour reprendre l'expression si juste de M. Tomski) que le cours des événements nous fixe à tous, que nous soyons otzovistes ou anti-otzovistes, *une seule et même* tâche pratique essentielle, un seul et même « mot d'ordre » de la social-démocratie révolutionnaire : renforcer idéologiquement le socialisme, renforcer sur le plan de l'organisation le parti ouvrier illégal, dont les dirigeants sont directement issus de la classe ouvrière, développer les formes les plus variées d'agitation parmi les masses. *Cette* tâche, que nous allons mener dans une unité toujours plus grande, va nous permettre de nous rassembler. Elle stimulera, disciplinera et corrigera notre groupe parlementaire mieux que ne le feraient des dizaines d'ultimatums ; elle vivifiera notre activité; elle nous replacera dans une atmosphère révolutionnaire tonique ; elle nous apprendra à mesurer exactement le développement de l'essor et à en déterminer les signes avant-coureurs ; elle dissipera en fumée tous les mots d'ordre morts, sans fondement, « inventés » de l'otzovisme !

« Prolétari » n° 39,
13 (26) novembre 1908

Conforme au texte du journal

LES DÉBATS AGRAIRES À LA IIIe DOUMA

Les débats agraires à la IIIe Douma, qui ont duré près d'un mois, nous fournissent une documentation extrêmement riche pour l'étude de l'état actuel du problème agraire, du bilan de la révolution et des tâches du prolétariat. Essayons de tirer les conclusions essentielles de cette documentation. Les orateurs se séparent naturellement en quatre groupes : la droite, les cadets, les paysans et les social-démocrates. Entre la « droite » au sens strict du terme et les octobristes, il y a très peu de différence. On ne saurait nier que dans le problème agraire, les paysans forment un seul courant politique : les différences qui séparent les paysans de droite des troudoviks ne sont que des nuances à l'intérieur d'une seule et même tendance. Nous allons donc analyser la position prise par chacun de ces groupes (les chiffres entre parenthèses renvoient aux pages correspondantes des comptes rendus sténographiques publiés dans le supplément à la *Rossia*).

Comme on pouvait s'y attendre de la part de « parlementaires » Cent-Noirs, la droite et les octobristes ont eu recours à la casuistique juridique et à tout un bric-à-brac d'archives *pour* tenter de dissimuler le contenu de leur politique agraire. On les a vu pérorer sur le rapport existant entre la loi du 9/XI/1906 et l'article 12 du statut général des paysans (qui donne à ces derniers le droit de réclamer, après rachat, qu'on leur attribue l'entière propriété de leur parcelle), et l'article 165 également du statut des rachats, etc. On a vu Chidlovski se présenter comme « libé-

ral » et tenter de prouver que la législation du comte D. Tolstoï sur l'inaliénabilité des lots était contraire à l'« esprit » de 1861, tandis que la loi du 9/XI/1906 était conforme à cet esprit. Tout cela n'est que vulgaire charlatanisme destiné à détourner l'attention de la paysannerie et à masquer le fond du problème. Comme nous le verrons par la suite, les cadets ont dans une large mesure mordu à l'hameçon des Cent-Noirs. Mais à nous autres socialistes, deux mots nous suffisent pour indiquer le contenu réel de la politique agraire de messieurs Chidlovski, Lykochine et autres laquais de la clique tsariste Cent-Noirs, que recouvre l'épaisse couche de poussière bureaucratique dont il est nécessaire de débarrasser leurs discours. M. Lvov Ier qui, semble-t-il, se présente comme un partisan de la rénovation pacifique mais qui, en fait, est un véritable Cent-Noirs avec des allures de M. Strouvé, M. Lvov donc a exprimé ce contenu plus clairement que les autres. « Le milieu paysan, a dit ce valet des gros propriétaires fonciers, est dominé par deux forces : l'individu privé de droit et la tourbe qui se joue du droit (applaudissements à droite et au centre)... Une telle situation des masses est donc une menace pour l'Etat fondé sur le droit » [lire : pour l'Etat des gros propriétaires fonciers] ... (Applaudissements à droite et au centre) ! « La terre doit appartenir à tous ceux qui la travaillent, la terre comme l'air et comme l'eau ; nous sommes venus ici pour obtenir la terre et la liberté. » Telle a été la voix dominante. Et cette voix qui émanait directement des préjugés et des superstitions enracinés dans la masse paysanne nous a mis face à face avec cette conception superstitieuse selon laquelle l'autorité peut ôter aux uns pour remettre aux autres... « Rappelons-nous ce qui a été dit dans cette enceinte, poursuit M. Lvov, faisant allusion aux anciennes Doumas. Il m'est pénible d'évoquer ces souvenirs, mais je dirai, je ne peux pas ne pas dire ce qui s'est passé à la commission agraire. Rendez-vous compte, quand nous avons vu une proposition comme celle qui tendait à établir qu'au moins les jardins potagers et les vergers soient considérés comme inviolables se heurter à une très forte opposition, rencontrer la plus violente des résistances et n'être adoptée qu'à une très faible majorité ; quand certains ont proposé d'interdire toutes les transactions sur la terre, d'interdire non seule-

ment la mise en hypothèque à la banque nobiliaire, non seulement les ventes à la banque paysanne, mais même le simple fait de vendre et d'acheter, même les donations et les héritages ; quand nous avons vu tout cela, Messieurs, nous avons eu peur, non pas pour les intérêts des gros propriétaires fonciers mais pour la prospérité et la destinée de l'Etat. (Applaudissements au centre et à droite, « bravo ».) Sur une telle base, il est impossible de bâtir un Etat capitaliste moderne » (293).

L'Etat des gros propriétaires fonciers a donc eu « peur » pour sa vie, « peur » de la « voix » (et du mouvement) des masses paysannes. Ces messieurs ne peuvent imaginer un capitalisme qui ne maintiendrait pas la grosse propriété foncière, c'est-à-dire la propriété foncière féodale ! Malgré toute leur « culture » MM. Lvov et consorts n'ont jamais entendu dire que c'est l'abolition de toute propriété foncière privée, qui assure au capitalisme le développement le plus large, le plus libre et le plus rapide.

Pour notre propagande parmi les masses, il faut absolument que nous étudions des extraits des discours prononcés par Chidlovski, Bobrinski, Lvov, Golitsyne, Kapoustine et C^ie^. Jusqu'à présent en effet la monarchie se contentait presque exclusivement de promulguer des ukases et parfois de publier des déclarations qu'on aurait dites inspirées par Ougrioum-Bourtchéev [134]. Cette fois-ci, la représentation organisée des classes dirigeantes nous donne une défense en règle de la monarchie des gros propriétaires fonciers et de la « constitution » Cent-Noirs. Cette défense nous fournit un matériel extrêmement précieux pour l'éveil de ces couches du peuple qui n'ont pas de conscience politique ou qui sont indifférentes. Notons brièvement deux points particulièrement importants : premièrement, quand elle expose son programme politique, la droite ne cesse pas un instant de désigner à son auditoire l'ennemi contre lequel elle mène la lutte. Cet ennemi, c'est la révolution. *Tous* les hommes qui ne cessent d'évoquer le passé récent, haineusement et avec des grincements de dents, tous ces hommes laissent transparaître la « peur » de la révolution que ce sot de Lvov a si clairement exprimée. Cette façon de placer franchement *tous* les problèmes sur le terrain de la *contre-révolution*, cette manière de *tout* subordonner à ce qui est la question

essentielle, fondamentale, à savoir la lutte contre la révolution, contient une profonde vérité et rend les discours de la droite beaucoup plus précieux (pour l'étude scientifique de la situation actuelle et pour l'agitation) que ceux des libéraux hybrides et peureux. Le déchaînement de fureur de la droite combattant la révolution, la fin de l'année 1905, les insurrections, les deux premières Doumas, montrent mieux que tous les raisonnements, si longs soient-ils, que les gardiens de l'autocratie considèrent qu'ils ont devant eux un ennemi *vivant*, que la lutte contre la révolution n'est pas terminée, qu'à chaque minute ils sont menacés de la façon la plus réelle et la plus directe d'une reprise de la révolution. On ne combat pas ainsi un ennemi mort. On ne le poursuit pas d'une telle haine. Ce niais de Balakléiev a naïvement exprimé cette orientation générale des discours de la droite. Après avoir déclaré que l'ukase du 9 novembre traduisait la volonté de l'empereur et que, par conséquent, il était impossible de le repousser, il s'est écrié : « Messieurs les membres de la Douma d'Etat ! Nous vivons à une époque de révolution et je suis profondément convaincu que cette révolution est encore loin d'être terminée » (364). M. Balakléiev a peur de l'« origine révolutionnaire » de la loi du 9/XI, il a peur que cette loi ne déclenche une nouvelle bataille. « Nous traversons une crise difficile, poursuit-il, et nous ne savons pas comment elle finira. L'imagination nous présente les tableaux les plus sombres, mais notre devoir est d'éviter d'entretenir la fronde et la discorde au sein du peuple. »

Le deuxième point particulièrement important concerne le programme économique, et en particulier le programme agraire de la droite. C'est un plaidoyer pour la propriété foncière privée des *paysans*. On le retrouve dans tous les discours, jusques et y compris celui du super-pope Mgr Métrophane, qui a pris la parole tout de suite après le rapporteur. Visiblement il voulait effrayer les popes de village démocrates mais abêtis et, tout en faisant des efforts comiques pour se débarrasser des mascarades et du langage de séminaire auxquels il est habitué (« la communauté est un phénomène primordial »), il a « craché » des phrases du type : « la vie évolue dans le sens d'un individualisme croissant » ; « nous devons reconnaître que la nouvelle organisation du

mode de vie de nos paysans sur le modèle des fermiers d'Europe occidentale est utile » (69).

Pour quelle raison, pourrait-on se demander, la classe des gros propriétaires et la classe des capitalistes défendent-elles avec tant d'énergie, que soit à la II^e^ ou à la III^e^ Douma, la propriété foncière privée des *paysans* ? Est-ce uniquement parce que telle est la « dernière ordonnance du gouvernement » ? Bien sûr que non ! Cette ordonnance, c'est le Conseil de la noblesse unifiée [135] qui l'a suggérée et recommandée. Les gros propriétaires fonciers et les capitalistes connaissent parfaitement l'ennemi contre lequel il leur faut mener la lutte, ils sentent très bien que, par suite de la *révolution*, le triomphe des intérêts des gros propriétaires fonciers est *lié* au triomphe général de la propriété foncière privée ; tandis que le triomphe des intérêts paysans est lié à l'abolition de l'ensemble de la propriété foncière privée, aussi bien des grands domaines que de la propriété paysanne. La combinaison : propriété privée des terres communautaires et propriété sociale des gros domaines expropriés que prônent les mencheviks et les cadets est une déplorable chimère. *En réalité*, l'enjeu de la lutte est le suivant : ceux qui bâtiront la Russie nouvelle seront-ils les gros propriétaires fonciers (et cela n'est possible que si la totalité des terres est sous le régime de la propriété privée) ou les masses paysannes (dans un pays semi-féodal comme la Russie, cela est impossible sans l'abolition de la propriété privée, aussi bien pour les grands domaines que pour les terres communautaires).

Passons maintenant aux cadets. Ce qui distingue leurs discours de ceux de la droite comme de la gauche, c'est la volonté de concilier l'inconciliable ; de rester assis entre deux chaises. A noter que dans la partie de son discours où il parle non plus en tant que *cadet* mais en tant qu'*historien*, M. Milioukov nous fournit une documentation remarquable sur l'histoire du Conseil de la noblesse unifiée et dont le rassemblement fait honneur à tout *démocrate*. Mais d'une façon générale, Chingarev, Bérézovski, Milioukov, Bobrinski et Roditchev ont mordu à l'hameçon que leur tendait le Cent-Noirs Chidlovski et ont déployé tout leur zèle à déverser sur leur auditoire des torrents de casuistique juridique, à fignoler des phrases sur l'idée de « justice »

dans le droit romain (« pour mieux en imposer », Roditchev a été jusqu'à glisser dans son texte le mot latin d'« aequitas » ! C'est que « *nous* » avons des lettres, « nous autres » ! Nous sommes allés à l'université) et se sont abaissés jusqu'à la servilité la plus dégradante (on a vu M. Chingarev assurer de son « respect » le laquais de Stolypine Lykochine et tenter de prouver que l'expropriation de la terre se pratique dans des pays où « la propriété privée est considérée comme une institution sacro-sainte »). Le leitmotiv de tous les discours des cadets est le reproche d'« imprudence » fait à la loi du 9 novembre. On nous a accusés, nous autres bolcheviks, de calomnier les cadets en les qualifiant de gros propriétaires fonciers libéraux. En fait, ils sont pire que cela. Ce sont des *foctionnaires* libéraux. On ne saurait imaginer pire perversion de la conscience *démocratique* des masses que les discours prononcés à la Douma par ces soi-disant « démocrates », qui *désamorcent* la lutte, prêchent une « prudence » de fonctionnaire, et portent lâchement aux nues la fameuse « Grande réforme » de 1861 dont on sait pourtant quel asservissement et quelle spoliation elle a représenté pour les paysans.

Attaquer Stolypine pour l'« imprudence » de sa politique agraire, c'est prostituer, c'est postuler sa charge pour appliquer, *de la même façon* que lui, une politique identique pour s'acquitter de la *même tâche*, mais avec « plus de prudence » seulement, c'est-à-dire pour réaliser la politique des gros propriétaires fonciers sous le drapeau mensonger de la « démocratie constitutionnelle », en recourant, à l'égard des paysans, non seulement à la violence, mais à l'imposture. Voici l'une des nombreuses déclarations des cadets qui montrent clairement que tel est bien le sens de leurs discours. M. Bérézovski, dont l'intervention a été particulièrement approuvée et qualifiée de « splendide » par le leader du parti, M. Milioukov, a déclaré en effet :

« Je suis profondément convaincu que ce projet [le projet agraire des cadets] est beaucoup plus avantageux [non seulement pour les paysans] mais aussi pour les propriétaires fonciers. Et je le dis, Messieurs, en toute connaissance de cause : je connais l'agriculture, j'y ai consacré toute ma vie et je suis moi-même propriétaire. Il ne fait aucun doute que le projet du parti de la liberté populaire

profiterait beaucoup plus à la modernisation de l'agriculture que la situation actuelle. Il ne faut pas les détacher de leur contexte, les expropriations prévues par ce projet, s'en indigner et les qualifier d'actes de violence. Il faut au contraire examiner à quoi aboutissent les mesures proposées par notre projet et comment il est prévu de réaliser ces expropriations. » (Vous parlez d'or ! Seriez-vous devenu bolchevik, cher Monsieur Bérézovski ?) « Prenez le projet des 42 membres de la Ire Douma d'Etat : il affirme qu'avant tout, il est nécessaire d'exproprier les terres qui ne sont pas exploitées par les propriétaires eux-mêmes : c'est là tout son contenu » (précisément !). « Par la suite, le parti de la liberté populaire a appuyé la formation de commissions locales qui, à une époque, devaient être chargées de déterminer quelles étaient les terres qu'il fallait exproprier, quelles étaient celles qui ne devaient pas l'être et quelle superficie était nécessaire à la satisfaction des besoins des paysans. La composition de ces commissions était la suivante : la moitié des membres devaient être des paysans et l'autre moitié des non-paysans. » (Ne vous arrêtez pas en si bon chemin, M. Bérézovski ! N'ayez pas honte ! On ne peut masquer la vérité. Dans ces commissions, les gros propriétaires fonciers étaient assurés de la majorité grâce à la nomination obligatoire par le gouvernement seigneurial d'un président « neutre » : voir le projet de Kutler dans le tome II de l'ouvrage publié par les cadets, *la Question agraire.*) « Ce travail concret, effectué partout, aurait naturellement révélé quelle quantité de terre pouvait être expropriée et quelle superficie était nécessaire aux paysans. D'autre part, les paysans auraient pu voir par eux-mêmes dans quelle mesure leurs justes revendications pouvaient être satisfaites. Tout cela aurait ensuite été examiné par la Douma et le Conseil d'Etat » (précisément !) « et, après avoir été remanié par ces deux organismes » (c'est-à-dire après une nouvelle amputation de la « réforme » par une nouvelle majorité de fonctionnaires et de gros propriétaires fonciers), « aurait été présenté au souverain » (rappelez-vous comment diverses instances de cette sorte ont réduit à qui mieux mieux en 1861 la superficie des lots concédés aux paysans). « Ce travail méthodique aurait sans aucun doute permis de satisfaire réellement les véritables

besoins de la population tout en rassurant et en sauvegardant les exploitations agricoles que le parti de la liberté populaire n'a jamais voulu détruire, sauf en cas d'extrême nécessité » (143).

En octobre 1908, M. Bérézovski admet donc *tout* ce que les bolcheviks ont dit du projet agraire des cadets au cours de l'été 1906 ! A la Ire Douma, les cadets faisaient ressortir les dehors démocratiques de leur réforme, tandis que dans leurs conversations privées avec Trépov et ses valets, ils s'efforçaient de prouver que cette réforme était favorable aux gros propriétaires fonciers. A la IIIe Douma, ils proclament publiquement que leur projet est favorable aux gros propriétaires fonciers tandis que dans les conversations privées qu'ils tiennent en cachette de la police avec les quelques nigauds qui peuvent encore écouter leurs contes de nourrice, ils tentent d'en démontrer le caractère démocratique. Ces Janus bifrons se tournent tantôt d'un côté tantôt de l'autre selon la direction du vent. Les « démocrates » sont tombés si bas qu'ils s'efforcent de prouver aux Cent-Noirs les plus coriaces qu'en période de révolution, leurs programmes et leurs actions sont inoffensifs.

Comparez à cela les discours des paysans. Voici par exemple Stortchak, qui est un paysan de droite typique. Il commence par citer in extenso ce qu'a dit Nicolas II des « droits sacrés de la propriété » auxquels il est inadmissible de « porter atteinte », etc. Puis il poursuit : « Que Dieu préserve notre souverain, dont les paroles sont bonnes pour le peuple entier... » (295). Et il termine en déclarant : « Le souverain a dit qu'il fallait que règnent la justice et l'ordre. Or, si je dispose de trois déciatines et qu'à côté quelqu'un en possède 30 000, il est évident qu'il n'y a ni ordre ni justice » (296) !! Comparez ce monarchiste au monarchiste Bérézovski. Le premier est un paysan inculte, le deuxième un quasi Européen cultivé. Le premier est naïf comme un enfant et incroyablement arriéré au point de vue politique. La liaison existant entre la monarchie et l'« ordre », c'est-à-dire le désordre et le mensonge qui protègent les gros propriétaires de 30 000 déciatines, cette liaison est peu claire pour lui. Le second est un politicien expérimenté qui a ses petites entrées chez les Witte, les Trépov, les Stolypine et Cie, et qui a étudié toutes les finesses des constitutions euro-

péennes. Le premier est l'un des millions de paysans qui passent toute leur vie à trimer sur trois déciatines et que la réalité économique *pousse* à la lutte de masse révolutionnaire contre ceux qui en possèdent 30 000. Le second est l'un de ces gros propriétaires (ils sont quelques dizaines de milliers, 100 000 au plus) et veut garder son « exploitation bien tenue » « pacifiquement » en amadouant le moujik. N'est-il pas clair que le premier *peut* faire la révolution bourgeoise en Russie, *abolir* la grosse propriété foncière et fonder une république paysanne (si effrayé qu'il soit actuellement par ce mot) ? N'est-il pas clair que le second *ne peut que* freiner la lutte des masses sans laquelle la victoire de la révolution est impossible ?

Voilà à quoi devraient bien réfléchir les gens qui ne peuvent toujours pas comprendre ce que signifie la « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie ».

Le programme agraire de Stortchak, c'est le projet de loi agraire déposé par les 42 députés paysans de la III^e^ Douma, dont nous avons parlé dans le numéro 22 du *Prolétari* *. Sous des dehors très modestes, ce projet est *plus à gauche* que celui des cadets et ceux-ci eux-mêmes le reconnaissent. Le fait même de réclamer que la réforme qui distribuera la terre aux paysans soit discutée par des commissions locales élues au suffrage universel donne à ce projet un caractère révolutionnaire *de fait*, car dans la Russie actuelle, la discussion de la réforme agraire dans les localités par des institutions élues et réellement démocratiques est absolument incompatible avec le maintien du pouvoir du tsar et de la grosse propriété foncière. Or, quand, à une Douma Cent-Noirs élue selon une loi électorale confectionnée sur mesure selon les indications de la noblesse unie pour avantager les gros propriétaires fonciers, alors même que règne la réaction la plus forcenée et que la terreur blanche se déchaîne librement, il s'est trouvé *42 paysans* pour contresigner un tel projet, cela prouve, mieux que n'importe quel raisonnement, l'état d'esprit révolutionnaire des masses paysannes dans la Russie actuelle. Laissons les opportunistes nous démontrer qu'il est nécessaire que nous nous

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, p. 479. (*N.R.*)

allions avec les cadets et que, dans la révolution bourgeoise, le prolétariat se rapproche de la bourgeoisie. Les discussions à la Douma ne feront que renforcer la conviction des ouvriers conscients, qui savent qu'en Russie le triomphe de la révolution est impossible sans une offensive commune des masses ouvrières et paysannes, en dépit des hésitations et des trahisons de la bourgeoisie.

Si Stortchak, ainsi d'ailleurs que le prêtre Titov, Andréïtchouk, Popov IV et Nikitiouk, qui, sur l'essentiel, défendent les mêmes positions que lui, traduit l'état d'esprit révolutionnaire des masses paysannes de façon inconsciente, spontanée, sans oser aller jusqu'au bout, non seulement en parole mais même en pensée, de ce que leurs déclarations et leurs positions impliquent, les troudoviks de la troisième Douma, par contre, expriment ouvertement et franchement l'esprit de la lutte de masse des paysans. Dans leurs discours qui, de ce point de vue, sont les plus précieux, les paysans troudoviks exposent leur opinion sans équivoque et rendent de façon étonnamment vivante et précise les sentiments et les aspirations des masses, en s'embrouillant dans les programmes (certains déclarent sympathiser avec le projet des 42 tandis que d'autres pencheraient plutôt vers celui des cadets), mais en exprimant avec d'autant plus de force des réalités plus fondamentales que n'importe quel programme.

Ecoutez Kropotov qui est député de la province de Viatka : « Mes électeurs m'ont dit que la loi du 9 novembre a été faite dans l'intérêt des gros propriétaires fonciers... Ils m'ont posé les questions suivantes : pourquoi réalise-t-on cela par la violence ? Pourquoi donne-t-on aux *zemskié natchalniki* [136] le droit de disposer de nos terres ?... Dis à la Douma, m'ont-ils enjoint, qu'il n'est plus possible de vivre ainsi... Et dans notre district les nouveaux propriétaires, comme les appellent nos paysans, retrouvent leur maison en feu dès qu'on commence à appliquer la loi du 9 novembre » (71)... « La seule chose dont on se préoccupe, c'est de dédommager les gros propriétaires... Pourquoi considère-t-on que l'intérêt de l'Etat commande de retirer aux pauvres leurs dernières parcelles pour les donner à ceux qui, par hasard, ont eu la chance que la loi édictée leur permette de garder leurs terres ? L'intérêt de l'Etat ne

commande-t-il pas, au contraire, de rendre obligatoire la culture des terres qui appartiennent aux gros propriétaires fonciers, au Domaine, aux apanages et aux monastères, et qui sont laissées en friche ? Le paysan paye 11 roubles 50 kopecks d'impôt par déciatine ! Eh bien, Messieurs, si nous étions équitables et si cet impôt était étendu à tous, la terre serait vraiment entre les mains des paysans et il n'y aurait pas besoin d'expropriation. Pour que la justice règne, il faut imposer également la terre de tout le monde. Alors la terre sera aux mains des masses travailleuses et il n'y aura plus de jaloux : celui qui ne voudra pas travailler ne paiera pas » (73)...

Quelle force non encore mise à l'épreuve de la bataille, quelle aspiration à la lutte contient ce discours naïf ! Tout en désirant éviter les « expropriations », Kropotov propose *en fait* une mesure qui équivaut à la *confiscation* des grands domaines et à la nationalisation de la *totalité* de la terre. Proposer « un impôt unique » comme le fait ce partisan des théories de George [137], cela revient à proposer la nationalisation de toute la terre ; mais cela, Kropotov ne le comprend pas. Son discours n'en exprime pas moins les aspirations réelles de *millions* de paysans : sur ce point, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute.

Ecoutez maintenant le député Rojkov, qui commence par déclarer : « Je suis un simple moujik, Messieurs, et il m'est difficile de parler à cette tribune » (77)... « Ce que la paysannerie attendait de la Douma d'Etat ce n'était pas la loi du 9 novembre, cette loi qui partage entre nous des terres que nous ne possédons pas, mais une loi qui aurait prévu d'augmenter la superficie dont nous disposons, et ensuite, ceci étant fait, de procéder au partage. Le 20 février, un projet contenant les principes fondamentaux d'une telle loi vous a été présenté par 47 paysans. Mais jusqu'à présent aucune suite ne lui a été donnée... Les *zemskié natchalniki* sont les maîtres de la terre... Quant aux véritables maîtres de cette terre, ils sont ligotés par l'état d'urgence... Il n'existe, dans notre Etat, aucune loi... qui interdise d'acheter de la terre pour l'exploiter... Pourtant, la commission de réglementation du régime de la terre de Stavropol a décidé le 16 septembre 1907 que seuls les gens qui possédaient du bétail et du matériel avaient

le droit d'acheter de la terre. Et près de la moitié des députés qui siègent dans cette enceinte sont, Messieurs, de gros propriétaires fonciers qui exploitent ces hommes à qui la commission de réglementation du régime de la terre refuse d'accorder le droit d'acheter de la terre. Ces hommes, Messieurs, nous savons qu'ils travaillent pour 60 à 70 roubles par an... Ces déshérités laborieux sont donc voués à servir éternellement les gros propriétaires fonciers, à courber éternellement l'échine pour d'autres, tandis que leurs maîtres continueront, derrière leur dos, à se considérer comme des hommes cultivés. »

Ecoutez Tomilov : « A notre avis... la seule issue serait de procéder dès aujourd'hui à un nouveau partage de la terre dans toutes les communautés rurales de Russie, sur la base d'un recensement semblable à ceux qui étaient organisés autrefois, et qui nous dirait à combien d'habitants s'élève la population masculine au 3 novembre 1905. »

« Nous autres paysans, notre rêve le plus cher est d'obtenir la terre et la liberté. Mais nous avons entendu dire que tant que le gouvernement actuel restera au pouvoir, la propriété foncière sera inviolable. (Voix au centre : « la propriété privée ».) C'est bien ce que je dis, la propriété privée, celle des nobles. (Voix au centre : « la vôtre aussi ».) En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à céder nos lots » ; (là voilà la *Vendée* paysanne que la nationalisation de la terre risque de provoquer, si l'on en croit les paroles avec lesquelles le sage Plékhanov et ses amis voulaient nous effrayer à Stockholm [138].) « supposons que dans un village, les paysans soient d'accord pour céder des parties de leurs lots de terre communautaires et devenir égaux. De la déclaration du représentant du ministère, il ressort que les paysans ne doivent espérer obtenir ni terre ni liberté, ni droits politiques, tant que le pouvoir ne passera pas entre les mains de la paysannerie, de l'ensemble du peuple. Il faut dire que nous le savions déjà, mais nous vous remercions quand même de votre franchise » (149)...

« En 1905, quand, sous la direction des éléments conscients, les paysans se sont unis (mouvements et rires à droite) et ont élevé puissamment la voix... les nobles ont

commencé à leur dire : « Mais vous n'êtes pas démunis. On vous a attribué des lots de terre communautaire. Partagez-vous donc ce petit os »...

Ecoutez Pétrov III : « Rappelez-vous, Messieurs, le règne d'Alexis Mikhaïlovitch et l'indignation du peuple des campagnes qui, à cette époque, a trouvé son expression dans le mouvement de Razine (exclamations à droite)... En 1905, le peuple a exposé ses revendications avec une force toute particulière. Comme au temps de Razine, la misère l'a contraint à descendre dans la rue pour faire entendre sa voix puissante et faire savoir de quoi il avait besoin » (187)... « Il faut instituer un système de jouissance égalitaire de la totalité des terres pour l'ensemble du peuple... Il va de soi que je suis opposé à la propriété foncière privée » (décidément, la Vendée que nous avait prédite Plékhanov prend de l'extension !) « et j'affirme que la situation du peuple travailleur ne s'améliorera que lorsque la totalité des terres passera entre ses mains (204)... Je suis absolument convaincu que vous verrez de nouveau les profondeurs de la mer humaine déchaînée. Et alors se réalisera la sentence de l'Evangile : celui qui a tiré le glaive périra par le glaive. (Rires à droite.) Le groupe troudovik n'a pas trahi ses idéaux ni ses aspirations... Nous... disons que toute la terre doit revenir à ceux qui la travaillent et que le pouvoir doit passer entre les mains de la population laborieuse » (206).

Merzliakov : « La terre doit appartenir à ceux qui la travaillent... Les marchandages fonciers doivent complètement disparaître de Russie, la terre doit appartenir à ceux qui la cultivent par leur travail » (207). Etc.

Le manque de place nous oblige à interrompre ici ces citations. Notons toutefois le nom des orateurs qui, avec moins de force et de clarté, ont exprimé des opinions analogues : Kondratiev, le prêtre Popov II, Boulat, Volkov II, Dzioubinski, Liakhnitski (l'intervention de ces deux derniers donnait le point de vue officiel du Groupe du Travail).

Quelle conclusion devons-nous tirer de la position des députés paysans pour le programme agraire de la social-démocratie ? Que les paysans expriment la lutte qu'ils

mènent contre les latifundia féodaux et tous les vestiges du servage, à l'aide des utopies du socialisme petit-bourgeois : c'est là un point sur lequel tout le monde est d'accord et qui trouve son expression dans la dernière partie de notre programme agraire, préparé par les bolcheviks et adopté par les mencheviks à Stockholm (« procès-verbaux du congrès de Stockholm »).

Mais ceci n'épuise pas la question. Le partage, la municipalisation, la nationalisation représentent une transformation démocratique bourgeoise ; pour quel système la social-démocratie doit-elle donc se prononcer ? Pour la municipalisation, disent les mencheviks qui, avec Plékhanov à leur tête, ont fait adopter ce programme à Stockholm. Ils ont affirmé sans ambages que la nationalisation des terres paysannes provoquerait une Vendée.

Depuis, des paysans des régions les plus diverses de la Russie sont intervenus à chacune des trois Doumas. Et il n'y a aucun groupe de députés paysans qui ait été séduit par la « municipalisation », spécialement inventée pour « ne pas toucher » aux terres paysannes. A chacune des trois Doumas, *tous* les paysans troudoviks se sont prononcés en faveur de la nationalisation de la totalité des terres. Cette revendication, ils l'ont exprimée soit en répétant purement et simplement le programme troudovik, soit en réclamant que soit instituée une variante originale d'« impôt unique », soit en déclarant à maintes reprises que « la terre appartient à ceux qui la travaillent », que les paysans sont « prêts à céder leurs lots », etc.

La vie réelle a donc ridiculisé la « municipalisation » et ceux qui prophétisaient une « Vendée ».

Qu'est-ce qui pousse, économiquement, tous les paysans conscients à défendre la nationalisation ? Pour répondre à cette question, nous rappellerons les statistiques citées à la Douma par le camarade Béloousov [139] :

« Alors que 30 000 gros propriétaires (en Russie d'Europe) détiennent 76 millions de déciatines, 10 millions de foyers paysans nantis d'un lot variant entre une et quinze déciatines se partagent 73 millions de déciatines... Seule conclusion possible : les 4/5 du nombre total des foyers pourraient donc doubler la superficie de leur exploitation » (209). Même si on conteste certains de ces chiffres (nous

pensons, quant à nous, qu'ils sont indiscutables), cela ne changera rien à l'essentiel. Et l'essentiel, c'est que les paysans qui aspirent à doubler la superficie de la terre qu'ils détiennent ne peuvent que chercher à obtenir la fusion complète des terres non communautaires et communautaires. Au point de vue économique, il est absurde de conserver la propriété privée, la propriété des foyers et celle des communautés sur les lots et d'instaurer sur les terres non communautaires qui auront été expropriées un régime de propriété sociale (« municipale »). C'est du bimétallisme agraire, complètement stupide et tout juste bon à combler les vides qui peuvent se trouver dans les programmes inventés par les intellectuels. L'économie exige la fusion de toutes les terres. Déjà, elle réunit des parcelles de terre communautaire à des parcelles de terre seigneuriale (fermage). On ne pourra détruire le féodalisme sans abolir les distinctions, les barrières qui existent actuellement entre les divers modes de propriété foncière et que la « municipalisation » renforcerait artificiellement. Ce que l'économie exige, c'est un mode de propriété foncière libre, d'un type nouveau, adapté non pas aux anciens « lots concédés » distribués et délimités par les intendants et les agents de l'Etat, mais au capitalisme. Ce que les paysans expriment, quand ils se prononcent en faveur de la nationalisation, c'est cette exigence du développement économique (sans d'ailleurs avoir conscience du caractère capitaliste de ce développement). L'ancienne distinction entre terre communautaire et non communautaire est en contradiction avec les exigences du capitalisme et sera inévitablement abolie, malgré tous les efforts que font les municipalisateurs mencheviks pour la consolider. Et pour que ces barrières soient détruites, pour que se réalise la fusion, la réunion de toutes les catégories de terre, en vue d'une nouvelle économie de fermiers (les paysans sont dans l'erreur quand ils pensent que tous les citoyens pourront exploiter la terre : ceux qui pourront l'exploiter ce seront tous ceux qui en auront les moyens), il faut que soit abolie non seulement la grosse propriété foncière mais toute la propriété foncière privée.

Stolypine veut abattre toutes les anciennes barrières qui séparent les formes existant jusque-là de propriété

foncière. Au point de vue économique, c'est là une aspiration correcte que le capitalisme réalisera inévitablement. Le seul problème est de savoir si cela se fera aux dépens des paysans (le pillage que prévoit la loi du 9 novembre) ou aux dépens des 30 000 gros propriétaires fonciers. Sans la nationalisation de la terre dans une révolution démocratique bourgeoise, cette dernière voie est impossible. C'est la raison pour laquelle tous les paysans conscients se sont prononcés en faveur de la nationalisation à chacune des trois Doumas.

Il nous reste à examiner les discours qui ont été prononcés à la troisième Douma par les social-démocrates. Guéguétchkori et Béloussov sont les deux seuls orateurs de notre groupe qui aient réussi à intervenir avant l'adoption du règlement limitant le temps de parole. Les autres ont renoncé à parler pour protester contre le caractère « arbitraire » de cette limitation. Nos deux camarades ont bien rempli leur tâche. Ils ont attiré l'attention sur l'« esprit bureaucratique et aristocratique » de la politique gouvernementale ; ils ont montré que « le règlement de 1861 était entièrement féodal », que la « haine pour le gouvernement » était profondément ancrée dans la paysannerie qui réclame « la terre et la liberté » et qui, en 1905, a fait preuve de sa « solidarité » et de son aptitude à « l'action révolutionnaire ». La lutte menée par la social-démocratie pour que les « latifundia soient expropriés et remis au peuple » a été correctement interprétée par nos orateurs qui n'ont pas donné dans les utopies petites-bourgeoises sur l'« égalitarisme et la socialisation », etc., mais ont montré qu'il s'agissait d'une mesure destinée à libérer le pays du joug féodal. Guéguétchkori et Béloussov ont posé le problème en social-démocrates révolutionnaires. « La force crée le droit, a proclamé en conclusion le camarade Béloussov, et pour conquérir le droit, il faut accumuler et organiser nos forces. » Les deux discours des social-démocrates à la IIIe Douma doivent constituer la documentation de base de tous les membres du parti qui font un travail de propagande et d'agitation. La seule chose qui ait été omise dans la formule de passage à l'ordre du jour proposée par le groupe parlementaire social-démocrate, c'est la revendication qui demande que les expropriations se fassent sans

compensation. Si cette omission était délibérée, cela serait une violation grave de notre programme. Mais, étant donné que le camarade Guéguétchkori, qui a présenté la motion, avait mentionné à deux reprises dans son discours la nécessité d'une « expropriation sans compensation », il est permis de penser que ce n'est pas de façon préméditée que ce point a été omis.

« Prolétari » n° 40,
1er (14) décembre 1908
Signé : N. L.

Conforme au texte du journal

LA CINQUIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R.[140]

21-27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909)

1

PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT PRÉSENT ET LES TÂCHES DU PARTI

Les caractéristiques de la situation politique actuelle sont les suivantes :

a) La vieille autocratie féodale est en train de se développer et de se transformer en une monarchie bourgeoise dont l'absolutisme se dissimule sous des formes faussement constitutionnelles. L'alliance du tsarisme avec les gros propriétaires fonciers Cent-Noirs et la haute bourgeoisie commerçante et industrielle a été consacrée et reconnue par le coup d'Etat du 3 juin et la mise en place de la troisième Douma. Par nécessité, l'autocratie s'est définitivement engagée dans la voie d'un développement capitaliste de la Russie, mais en même temps elle s'efforce de sauvegarder le pouvoir et les revenus des gros propriétaires féodaux et, de ce fait, elle doit louvoyer entre cette classe et les représentants du capital. Leurs dissensions peu profondes sont utilisées pour le soutien de l'absolutisme qui, allié à ces deux classes, mène une féroce lutte contre-révolutionnaire contre le prolétariat socialiste et la paysannerie démocratique qui ont révélé leur force au cours de la récente lutte de masse.

b) C'est ce même caractère bourgeois bonapartiste qui définit la politique agraire du tsarisme actuel. Celui-ci ne croit absolument plus au dévouement naïf des masses paysannes envers la monarchie et recherche l'alliance des paysans riches au pillage desquels il livre la campagne.

L'autocratie fait des efforts désespérés pour briser le plus rapidement possible le vieux mode de propriété foncière communautaire et renforcer la seule propriété foncière purement privée. Cette politique multiplie par cent toutes les contradictions du capitalisme à la campagne et y accélère le clivage entre une infime minorité de réactionnaires et la masse révolutionnaire prolétarienne et semi-prolétarienne.

c) La bourgeoisie libérale, avec à sa tête le parti cadet, avait opté pour la voie contre-révolutionnaire dès les premières grandes actions des masses dans la révolution ; elle continue à suivre cette voie et à se rapprocher des octobristes. Par sa propagande nationaliste et tsariste qui reflète le développement de la conscience de classe de la bourgeoisie, elle rend en fait service à l'absolutisme et aux propriétaires fonciers ultra-réactionnaires.

d) En dépit de toutes leurs hésitations, et malgré toutes les persécutions dont sont victimes les éléments démocratiques à la campagne, les masses paysannes continuent à se ranger du côté de la révolution agraire démocratique, comme nous l'indique même la représentation de ces masses à la Douma, dont on sait pourtant à quel point elle est défigurée et tronquée. En détruisant complètement la grosse propriété foncière, cette révolution permettrait le développement des forces productives le plus rapide, le plus large et le plus libre en Russie capitaliste. La loi du 9 novembre ne fait qu'accélérer la division de la paysannerie en forces politiquement conscientes et absolument hostiles l'une à l'autre.

e) C'est toujours au prolétariat que l'autocratie et les capitalistes agressifs qui sont en train de s'unir à une cadence rapide, continuent à vouloir porter leurs coups les plus rudes. Malgré cela, le prolétariat est la classe qui garde la plus grande unité et qui est la plus fidèle à son parti de classe avec lequel il a fusionné grâce à la révolution. Il continue sa lutte pour ses intérêts de classe, approfondit sa conscience socialiste et demeure la seule classe capable de diriger de façon conséquente la nouvelle bataille révolutionnaire.

f) Dans l'ensemble, il est indubitable qu'en Russie les tâches objectives de la révolution démocratique bourgeoise

n'ont pas été réalisées. La crise économique persistante, le chômage et les famines montrent que la nouvelle politique de l'autocratie ne peut pas assurer les conditions d'un développement capitaliste de la Russie. Cette politique conduit inévitablement à une aggravation du conflit qui oppose les masses démocratiques aux classes dirigeantes, à une extension du mécontentement à de nouvelles couches de la population, à une aggravation et à un approfondissement de la lutte politique des différentes classes. Dans une telle situation économique et politique, il est inévitable qu'une nouvelle crise soit en train de mûrir.

g) On observe une aggravation générale de la situation sur le marché mondial, qui s'explique principalement par l'instauration progressive d'un état de crise, qui a pris en 1908 la forme d'une dépression, dans l'industrie de l'Europe occidentale, et par les mouvements révolutionnaires d'Orient, qui annoncent la formation d'Etats capitalistes nationaux. Cette aggravation représente un renforcement de la concurrence, tend à augmenter la fréquence des conflits internationaux, accentue par là même la contradiction de classe qui oppose la bourgeoisie au prolétariat et rend la situation internationale générale de plus en plus révolutionnaire.

Considérant cette situation, la Conférence de Russie du P.O.S.D.R. estime qu'à l'heure actuelle, le parti a pour tâches essentielles :

1) d'expliquer aux larges masses du peuple le sens de la nouvelle politique de l'autocratie et le rôle du prolétariat socialiste qui, tout en menant une politique de classe indépendante, doit diriger la paysannerie démocratique, actuellement et dans la bataille révolutionnaire à venir ;

2) d'étudier sous tous ses aspects et de populariser largement l'expérience de la lutte de masse des années 1905-1907, dont les leçons sont irremplaçables pour la tactique social-démocrate révolutionnaire ;

3) de renforcer le P.O.S.D.R. sous la forme qu'il a prise à l'époque révolutionnaire ; d'entretenir ses traditions de lutte implacable aussi bien contre l'autocratie et les classes réactionnaires que contre le libéralisme bourgeois ; de lutter contre les déviations par rapport au marxisme révolutionnaire et contre les tentatives de certains éléments

du parti influencés par la désagrégation actuelle qui voudraient amputer les mots d'ordre et liquider l'organisation illégale du P.O.S.D.R.

Il faut considérer d'autre part, que le parti ne pourra se développer correctement que si nous favorisons le processus déjà nettement engagé de transfert des responsabilités entre les mains des ouvriers social-démocrates eux-mêmes (le processus est d'ailleurs déjà entamé), que si nous renforçons et multiplions les organisations illégales du parti ;

4) d'aider par tous les moyens possibles la lutte économique de la classe ouvrière, conformément aux décisions des congrès de Londres et de Stuttgart ;

5) d'utiliser la Douma et sa tribune pour la propagande et l'agitation social-démocrate révolutionnaire ;

6) à l'heure actuelle, nous avons à effectuer avant toute chose un long travail d'éducation, d'organisation et d'unification des masses conscientes du prolétariat. Ensuite, comme tâche subordonnée à la première, il nous faut étendre notre travail d'organisation à la paysannerie et à l'armée, principalement au moyen de la propagande et de l'agitation écrites, en accordant l'essentiel de notre attention à l'éducation socialiste des éléments prolétariens et semi-prolétariens de la paysannerie et de l'armée.

Proposé le 23 décembre 1908 (5 janvier 1909).
Publié pour la première fois en 1929-1930 dans les 2e et 3e éditions des Œuvres de V. Lénine, tome XIV

Conforme au texte polycopié

2

DIRECTIVES POUR LA COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES D'ORGANISATION

Considérant que les projets de résolutions présentés et les discussions sur les problèmes d'organisation ont clairement révélé qu'il existait à l'intérieur du P.O.S.D.R. deux tendances principales sur la question de savoir quelle doit être à l'heure actuelle l'orientation fondamentale de notre politique d'organisation,

La conférence charge la commission de prendre comme base de ses travaux les principes de la tendance qui reconnaît que pour le travail parmi les masses, qui demeure la tâche fondamentale de la social-démocratie, c'est la formation et le renforcement de l'organisation illégale du parti qui doivent retenir l'essentiel de notre attention, et que c'est uniquement par l'influence sans relâche de cette organisation que le travail parmi les masses, l'influence à exercer sur le groupe parlementaire, l'activité du parti autour de ce groupe, une utilisation des organisations légales et semi-légales qui n'aboutisse à aucune dépréciation des objectifs de classe de la social-démocratie, pourront être effectués correctement et dans leur totalité.

Proposé le 24 décembre 1908 (6 janvier 1909). Paru avant le 28 janvier (10 février) 1909 dans l'«Information du Comité central du P.O.S.D.R. sur la récente conférence du Parti», publiée à Paris par le C.C. du P.O.S.D.R.

Conforme au texte de l'«Information»

3

INDICATIONS PRATIQUES POUR LE VOTE DU GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA SUR LE BUDGET

PREMIÈRE VARIANTE

Par principe, il est inadmissible de voter l'ensemble du budget. La Conférence estime que lorsqu'il s'agit de chapitres particuliers du budget, ce qui doit guider le vote de notre groupe, c'est le principe de notre programme selon lequel les social-démocrates s'opposent résolument aux réformes liées à la tutelle policière et bureaucratique sur les classes laborieuses. Par conséquent, la règle générale doit être de voter contre les chapitres particuliers du budget, car leur réalisation est presque toujours liée non seulement à la tutelle mais également à une action directe des Cent-Noirs. Dans les cas où, en dépit de ces conditions, une amélioration de la situation des travailleurs semble probable, il est recommandé de s'abstenir, mais cette abstention doit s'accompagner obligatoirement d'une déclaration exposant la position socialiste. Enfin, dans les cas exceptionnels où le groupe estime qu'il est nécessaire de voter « pour », il lui est recommandé de ne pas le faire sans consulter les représentants du Comité central et, dans la mesure du possible, les organisations du parti de la capitale.

DEUXIÈME VARIANTE

La Conférence estime que par principe, il est inadmissible de voter l'ensemble du budget.

Elle considère également qu'il est inadmissible d'ap-

prouver les chapitres particuliers du budget de l'Etat de classe qui légitiment le financement des moyens d'oppression des masses (armée, etc.).

Pour ce qui est des réformes ou des chapitres du budget consacrés aux besoins culturels, c'est le principe de notre programme selon lequel les social-démocrates s'opposent aux réformes qui sont liées à la tutelle policière et bureaucratique sur les masses laborieuses, qui doit guider notre groupe.

Par conséquent, la règle générale doit être de voter contre les prétendues réformes de la troisième Douma et contre les chapitres du budget prétendument consacrés aux besoins culturels.

Dans les cas particuliers où, en dépit des conditions générales, une amélioration de la situation des travailleurs semble probable, mais non certaine, il est recommandé de s'abstenir et de publier une déclaration spéciale expliquant les raisons de cette abstention.

Enfin, dans les cas exceptionnels où il est certain que cela sera profitable aux travailleurs, il est permis de voter « pour », mais il est recommandé de consulter au préalable les représentants du Comité central ainsi que les organisations du parti et des syndicats.

Proposé le 26 décembre 1908 (8 janvier 1909).
Paru en 1909 dans le « Rapport de la délégation caucasienne sur la conférence nationale du parti », publié à Paris par le Bureau central des groupes du P.O.S.D.R. à l'étranger

Texte de la première variante conforme au texte de la brochure.
Texte de la deuxième variante conforme au texte du manuscrit collationné avec la brochure

4

ADDITION À LA RÉSOLUTION « SUR LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA »

... constatant en même temps que le groupe parlementaire, qui travaille dans les conditions extrêmement difficiles de la Douma Cent-Noirs, n'est pas seul responsable des erreurs qu'il a commises, mais que, dans une certaine mesure, toutes les organisations du Parti et le Comité central partagent avec lui cette responsabilité étant loin d'avoir fait tout ce qui était nécessaire et possible pour organiser correctement le travail du Parti à la Douma...

Proposé le 26 décembre 1908 (8 janvier 1909).
Paru avant le 28 janvier (10 février) 1909 dans l'« Information du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie sur la récente conférence du Parti », publiée à Paris par le C.C. du P.O.S.D.R.

Conforme au manuscrit

5

DÉCLARATION DES BOLCHEVIKS [141]

MISE AU POINT

A propos de la déclaration de Dan sur les ententes de groupe qui ont été passées entre bolcheviks, nous tenons à dire que c'est entre militants du Parti, qui travaillons à l'intérieur du Parti et écrivons dans ses organes de presse, que nous nous sommes entendus, alors que les mencheviks, dans leur résolution et dans toute leur activité, réalisent des accords entre des militants et des gens étrangers au parti, qui travaillent en secret contre lui, tentent de le liquider et pratiquent une politique opportuniste sans précédente dans aucun parti social-démocrate européen.

Proposé le 26 décembre 1908 (8 janvier 1909).
Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

LA RÉVOLUTION JUGÉE PAR LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES JUGÉS PAR LA RÉVOLUTION

Au cours de l'année qui vient de s'écouler (1908), nous avons eu à plusieurs reprises l'occasion de parler de la situation actuelle et des courants de la démocratie bourgeoise en Russie. Nous avons noté la tentative de reconstitution de l'Union de l'« Osvobojdénié » avec la participation des troudoviks (*Prolétari* n° 32) *, nous avons défini la position démocratique adoptée par la paysannerie et ses représentants sur le problème agraire et sur d'autres questions (*Prolétari* n° 21 et n° 40) **, nous avons montré, par des exemples tirés de la *Révolioutsionnaïa Mysl* les insuffisances frappantes de pensée de la fraction des socialistes-révolutionnaires, qui se considère elle-même comme particulièrement révolutionnaire (*Prolétari* n° 32). Pour compléter ce tableau, il faut maintenant que nous procédions à un examen des publications officielles du parti socialiste-révolutionnaire. En 1908, ont paru quatre numéros du *Znamia Trouda* (du n° 9 au n° 13, le 10-11 étant double) *** et une « Information » spéciale du Comité central du parti socialiste-révolutionnaire sur la première conférence et sur

* Voir le présent tome, pp. 155-166. (*N.R.*)

** Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 459-465 et le présent tome, pp. 326-342. (*N.R.*)

*** La rédaction du *Prolétari* n'a malheureusement pu se procurer le n° 12.

le quatrième Conseil du parti qui se sont tenus à l'étranger au mois d'août dernier. C'est ce matériel que nous allons examiner maintenant.

« Le parti, proclame le Comité central du parti socialiste-révolutionnaire dans son « Information », a eu à faire le bilan de la période, maintenant révolue, de la grande révolution russe, dont le prolétariat des villes a été le principal et souvent presque le seul acteur. » Voilà qui est très bien dit et nous n'avions pas l'habitude d'entendre des paroles aussi justes dans la bouche des socialistes-révolutionnaires. Mais, cinq lignes plus loin, on peut lire : « La victoire de la contre-révolution n'a fait que confirmer de façon spectaculaire une vérité qui dès le début ne faisait aucun doute pour nous, à savoir que le triomphe de la révolution russe sera l'œuvre d'une alliance puissante des forces du prolétariat des villes et de la paysannerie travailleuse, ou ne sera pas. Jusqu'à maintenant, cette alliance est restée dans le domaine des idées, s'incarnant dans le programme, surgi des réalités de la vie russe, socialiste-révolutionnaire. Elle a à peine commencé à s'incarner dans les faits. Sa nouvelle incarnation est pour l'avenir... »

Vous pouvez voir que leur sens des réalités n'a pas fait long feu ! Quiconque a entendu parler du programme socialiste-révolutionnaire et du programme social-démocrate sait en effet que les points sur lesquels ils diffèrent radicalement sont les suivants : 1) Les social-démocrates ont affirmé que la révolution russe était une révolution *bourgeoise* ; les socialistes-révolutionnaires l'ont nié. 2) Les social-démocrates ont affirmé que le prolétariat et la paysannerie sont deux *classes différentes* de la société capitaliste (ou semi-capitaliste, semi-féodale) ; que la paysannerie est une classe de petits *propriétaires* qui peut, dans la révolution bourgeoise, combattre les gros propriétaires fonciers et l'autocratie en se tenant du « même côté de la barricade » que le prolétariat, qui peut, dans *cette* révolution, s'allier au prolétariat en tel ou tel cas, mais qui n'en demeure pas moins une classe de la société capitaliste absolument différente. Les socialistes-révolutionnaires l'ont nié. *L'idée* directrice de leur programme, ce n'était absolument pas qu'il fallait parvenir à une « alliance des forces » de la paysannerie et du prolétariat, mais qu'il n'y avait pas

de fossé de classe les séparant l'un de l'autre, qu'il ne fallait pas effectuer entre eux de distinctions de classe et que la thèse des social-démocrates selon laquelle, à la différence du prolétariat, la paysannerie est de caractère petit-bourgeois, était fondamentalement erronée.

Et voici qu'aujourd'hui, MM. les socialistes-révolutionnaires viennent masquer derrière des phrases coulantes et spécieuses ces deux divergences radicales qui opposent au leur le programme social-démocrate ! A voir la façon dont ils jugent la révolution, on dirait qu'il n'y a eu ni révolution ni programme socialiste-révolutionnaire. Mais si, Messieurs, il y a eu un programme socialiste-révolutionnaire dont la partie théorique essentielle, à l'opposé du programme social-démocrate, niait le caractère petit-bourgeois de la paysannerie, niait qu'il existât une barrière de classe entre la paysannerie et le prolétariat. Mais si, Messieurs, il y a eu une révolution dont le principal enseignement est que la paysannerie, par ses actions de masses ouvertes, a révélé une nature de classe différente de celle du prolétariat et a montré qu'elle était de caractère petit-bourgeois.

Vous faites semblant de ne pas l'avoir remarqué. Vous le savez très bien, mais vous vous efforcez de vous détourner de la réalité déplaisante mise en lumière par la révolution. Vous ne vous êtes pas « alliés » avec les troudoviks, vous avez étroitement fusionné avec eux. Et cela en automne 1905 et en été 1906, c'est-à-dire aux moments cruciaux où la révolution a atteint son apogée. A cette époque, les journaux légaux étaient socialistes-révolutionnaires-troudoviks. Pour les élections à la deuxième Douma, et au sein de cette Douma, c'est-à-dire même après que les troudoviks et les socialistes-populistes eurent formé leurs groupes à part, vous avez conclu avec eux non pas une alliance, mais un bloc, c'est-à-dire que vous avez presque fusionné. Contrairement à celui des troudoviks et des socialistes-populistes, votre programme *a été désavoué* lors de toutes les actions au grand jour et véritablement massives des représentants de la paysannerie. A la I^re^ et à la II^e^ Douma, *ce n'est pas* votre programme agraire, *mais celui des troudoviks* qui a été adopté par l'écrasante majorité des députés paysans. D'ailleurs, les socialistes-révolutionnaires ont eux-mêmes été contraints de reconnaître, à partir de la fin de

1906, dans leurs publications de parti, le *caractère petit-bourgeois* du courant politique troudovik et d'admettre que c'était « l'instinct de propriété » des petits cultivateurs qui constituait la base de ce courant (voir les articles de M. Vikhlaïev et autres socialistes-révolutionnaires contre les socialistes-populistes).

La question qui se pose est la suivante : qui donc les socialistes-révolutionnaires veulent-ils tromper en « jugeant » une révolution dont ils *cèlent* les éléments essentiels ?

Pourquoi, au moment de la révolution, la paysannerie s'est-elle rassemblée en un parti (ou un groupe) politique à part, celui des troudoviks ? Pourquoi sont-ce précisément les troudoviks et non les socialistes-révolutionnaires qui sont devenus pendant la révolution le parti des masses paysannes ? Si MM. les socialistes-révolutionnaires pensent que cela est dû au hasard, il est inutile de parler de bilan ou, en général, de programme, car nous avons alors affaire à un chaos où les bilans et les programmes n'ont pas leur place. Si cela est dû non pas au hasard mais aux rapports économiques fondamentaux de la société contemporaine, cela veut dire que la justesse de la thèse essentielle du programme des social-démocrates russes a été *vérifiée par l'histoire*. La révolution a établi dans la pratique cette différence de classe entre la paysannerie et le prolétariat que nous autres social-démocrates avons toujours établie en théorie. Elle a définitivement prouvé qu'en Russie un parti qui veut être un parti de masse, un parti de classe doit être *ou bien* social-démocrate *ou bien* troudovik, car ces deux directions sont précisément les seules que les masses elles-mêmes ont tracées lors de leurs manifestations au grand jour aux moments cruciaux de la révolution. Les événements de 1905-1907 ont montré que les groupes intermédiaires n'ont pu à aucun moment et à propos de rien s'incorporer aux masses. Et c'est cela qui a fait la preuve du caractère bourgeois de notre révolution. Dorénavant aucun historien, aucun homme politique sérieux ne pourra nier qu'en Russie les deux forces politiques fondamentales sont d'une part le prolétariat socialiste et d'autre part la paysannerie démocratique petite-bourgeoise.

« Pour l'instant, l'alliance des forces du prolétariat des villes et de la paysannerie laborieuse... est restée dans le

domaine des idées. » Cette phrase embrouille et contredit radicalement la réalité. Bien loin d'être restée « du domaine des idées » et d'avoir « à peine commencé à se réaliser », cette alliance a caractérisé toute la première période de la révolution russe, tous les événements importants des années 1905-1907. On a bien pu l'observer d'une part lors de la grève d'octobre et du soulèvement de décembre, de l'autre lors des insurrections paysannes dans les localités et des révoltes de soldats et de marins. Cette alliance était spontanée, inorganisée et souvent inconsciente. Ces forces étaient insuffisamment organisées, dispersées, privées d'une direction centrale réellement capable de la diriger, etc. Mais l'« alliance des forces » de la paysannerie et du prolétariat, dont l'action a été prépondérante pour ouvrir une brèche dans la vieille autocratie, est en elle-même un fait indubitable. Si on ne comprend pas ce fait, il est impossible de rien comprendre au « jugement » à porter sur la révolution russe. La conclusion des socialistes-révolutionnaires est fausse parce qu'au lieu de parler de paysannerie *troudovik*, ils parlent de paysannerie *travailleuse* *. Cette différence peut paraître infime, elle semble imperceptible, mais pourtant, c'est précisément elle qui révèle quel abîme sépare les rêves prérévolutionnaires des socialistes-révolutionnaires de la réalité définitivement mise au jour par la révolution.

Les socialistes-révolutionnaires ont *toujours* parlé de la paysannerie *travailleuse*. La révolution l'a montré, c'est le courant *troudovik* qui détermine la physionomie politique de la paysannerie russe. Alors, les socialistes-révolutionnaires ont eu raison ? Le paradoxe, c'est que l'histoire a conservé et perpétué le *terme* employé par les socialistes-révolutionnaires, mais qu'elle lui a donné un *contenu* qui est précisément celui qui avait été prédit par les social-démocrates. L'histoire a tranché entre nous et les socialistes-révolutionnaires, qui nous opposions sur la question du caractère petit-bourgeois de la paysannerie travailleuse : elle a retenu le *terme* dont les socialistes-révolutionnaires se

* En russe, *troudovoï*. Le mot *troudovik* vient lui aussi du mot *troud* (travail, labeur) et équivaut à peu près au français « travailliste ». (*N.R.*)

servaient et le *contenu* que nous défendions. Les paysans travailleurs dont les socialistes-révolutionnaires chantaient les louanges *avant* la révolution se sont révélés, *au cours* de cette révolution, être des *troudoviks*, et les socialistes-révolutionnaires ont dû les désavouer ! Quant à nous, social-démocrates, nous pouvons et nous *devons* maintenant prouver le caractère petit-bourgeois de la paysannerie en nous référant non seulement à l'analyse qu'en a faite Marx dans le *Capital* [142] et au *Programme d'Erfurt* [143], non seulement aux statistiques économiques des populistes et des zemstvos, mais également à la conduite en général de la paysannerie au cours de la révolution russe et, en particulier, à la composition et à l'activité des *troudoviks*.

Vraiment, nous aurions mauvaise grâce de nous plaindre de la façon dont le débat qui nous opposait aux socialistes-révolutionnaires a été tranché par l'histoire.

« Si les otzovistes, peut-on lire dans le *Znamia Trouda* numéro 13, page 3, réussissaient à ramener la social-démocratie sur ses positions de combat avancées, nous perdrions un atout précieux pour la polémique, mais nous gagnerions un allié pour une tactique de combat conséquente. » Et quelques lignes plus haut : « Si la tendance de gauche l'emportait chez les cadets et chez les social-démocrates, cela ne pourrait qu'être bénéfique à la lutte pour la liberté et le socialisme. »

Très bien, MM. les socialistes-révolutionnaires ! Vous voulez faire des amabilités à nos « otzovistes » et à nos « gauchistes » ! Permettez-nous de vous renvoyer le compliment et d'utiliser cet « atout précieux pour la polémique ».

« Que toute une série de partis, cadets, troudoviks et social-démocrates compris, entretiennent la fiction d'un régime constitutionnel en participant à la Douma de carton-pâte, à la Douma d'opérette. » (*Znamia Trouda*, *ibid.*)

Ainsi, la troisième Douma est une Douma de carton-pâte. Cette seule phrase suffit à prouver l'ignorance insondable de MM. les socialistes-révolutionnaires. Chers directeurs de l'organe central du parti socialiste-révolutionnaire, la troisième Douma est beaucoup *moins* en carton-pâte que ne l'étaient la première et la seconde ! En ne comprenant

pas ce fait pourtant si simple, vous ne faites qu'apporter une confirmation supplémentaire de ce que nous avons dit de vous dans l'article sur « l'Envers du crétinisme parlementaire », paru dans le *Prolétari*. Vous ne faites que répéter mot pour mot l'erreur habituelle de la démocratie bourgeoise vulgaire qui se persuade et veut persuader les autres que, quand les Doumas sont réactionnaires et mauvaises, ce sont des institutions de carton-pâte, et qu'elles n'en sont plus quand elles sont bonnes et progressistes.

En fait, la I^re^ et la II^e^ Douma étaient des sabres en cartons aux mains des intellectuels libéraux bourgeois qui voulaient faire peur à l'autocratie en agitant l'épouvantail de la révolution. La III^e^ Douma, elle est une arme bien réelle aux mains de l'autocratie et de la contre-révolution. La première et la deuxième Douma étaient des Doumas de carton-pâte parce que leurs décisions ne correspondaient pas au rapport réel des forces matérielles dans la lutte des classes sociales et qu'elles demeuraient des phrases vides. L'importance de ces deux Doumas réside dans le fait que derrière le premier rang occupé par ces bouffons constitutionnalistes de cadets, on pouvait voir clairement les véritables représentants de la paysannerie démocratique et du prolétariat socialiste qui étaient en train de faire réellement la révolution, qui frappaient l'ennemi dans la lutte de masse ouverte mais qui n'étaient pas encore capables de lui porter le coup de grâce. La troisième Douma n'est pas une institution de carton-pâte, parce que ses décisions correspondent au rapport réel des forces matérielles créé par la victoire temporaire de la contre-révolution et qu'elles ne demeurent pas de ce fait des phrases vides mais sont mises en pratique. L'importance de cette Douma réside dans le fait qu'elle montre au grand jour à tous les éléments du peuple peu développés politiquement le rapport existant entre les institutions représentatives et l'exercice réel du pouvoir d'Etat. Les institutions représentatives, si « progressistes » soient-elles, sont condamnées à rester des assemblées de carton-pâte tant que les classes qui y sont représentées ne détiennent pas le pouvoir d'Etat réel. Et, si réactionnaires soient-elles, à partir du moment où ce pouvoir se trouve entre les mains des classes qui y sont représentées, elles ne sont pas des institutions de carton-pâte.

En proclamant que la III^e^ Douma est une Douma de carton-pâte et d'opérette, les socialistes-révolutionnaires donnent un exemple de l'extrême manque de réflexion et du déchaînement de la phrase révolutionnaire creuse qui sont devenus depuis longtemps le trait distinctif et la caractéristique essentielle de leur parti.

Mais poursuivons. Est-il vrai que la troisième Douma soit devenue « une fiction du régime constitutionnel » ? Non, cela n'est pas vrai. Et seuls des gens qui ignorent les principes élémentaires énoncés par Lassalle il y a près d'un demi-siècle peuvent dire de telles choses dans un organe dirigeant. Quelle est donc la signification d'une constitution, chers membres de ce petit cercle de propagande de bas étage qui porte le nom de parti socialiste-révolutionnaire ? Qu'avec une constitution, le « peuple travailleur » vit plus « librement » et moins « mal » que sans ? Non pas. Seuls de vulgaires démocrates pensent ainsi. L'essence d'une constitution, c'est que les lois fondamentales de l'Etat en général et les lois qui régissent le mode de scrutin employé pour désigner les assemblées représentatives, la compétence de ces assemblées, etc., que toutes ces lois expriment le rapport de forces réel existant dans la lutte de classes. Une constitution est fictive quand loi et réalité divergent ; elle est réelle quand elles se recoupent. En Russie, la constitution est *moins* fictive à l'époque de la troisième Douma qu'elle ne l'était au moment de la première et de la deuxième. Si cette conclusion vous indigne, MM. les socialistes-révolutionnaires, c'est que vous ne comprenez pas ce qu'est une constitution, que vous ne comprenez pas la différence entre son caractère fictif et son caractère de classe. Une constitution Cent-Noirs, réactionnaire et promulguée par de gros propriétaires fonciers peut être moins fictive qu'une constitution « libérale ».

Le malheur avec les socialistes-révolutionnaires, c'est qu'ils ne connaissent ni le matérialisme historique ni la méthode dialectique de Marx et qu'ils restent entièrement prisonniers des idées démocratiques bourgeoises vulgaires. Ils considèrent la constitution non pas comme un nouveau terrain, une nouvelle forme de la lutte de classe, mais comme un bien abstrait, semblable à la « légalité », à l'« ordre légal », ou « bien commun » des professeurs libéraux, etc.,

etc. En réalité, l'autocratie, la monarchie constitutionnelle et la république représentent les unes comme les autres des formes diverses de la lutte de classes ; cela dit, la dialectique de l'histoire est telle que, d'une part, le contenu de classe de chacune de ces formes passe par différents stades de développement et que, d'autre part, le passage d'une forme à une autre ne signifie nullement par lui-même l'abolition de la domination des anciennes classes exploiteuses dans la nouvelle phase. C'est ainsi par exemple, que l'autocratie russe du XVII^e^ siècle avec sa Douma de boyards et sa vieille noblesse ne ressemble pas à l'autocratie du XVIII^e^ siècle avec sa bureaucratie, sa noblesse de service et ses brèves périodes d'« absolutisme éclairé ». Toutes les deux sont extrêmement différentes à leur tour de l'autocratie du XIX^e^ siècle, qui a été contrainte de libérer les paysans « par en haut » en les ruinant, en ouvrant la voie au capitalisme et en introduisant le principe d'institutions représentatives locales de la bourgeoisie. Au XX^e^ siècle, cette dernière forme d'autocratie semi-féodale, semi-patriarcale, est à son tour devenue caduque. Par suite de l'essor du capitalisme et du renforcement de la bourgeoisie, il est devenu indispensable de passer à des institutions représentatives sur le plan national. En 1905, c'est la question de savoir qui allait réunir la première assemblée représentative russe et comment se ferait cette convocation, qui a tout particulièrement exacerbé la lutte révolutionnaire. La défaite de décembre a tranché l'alternative en faveur de la vieille monarchie et dans ces conditions seule une institution Cent-Noirs et octobriste était possible.

Sur son nouveau terrain, dans le cadre des institutions de la monarchie bonapartiste et à un niveau supérieur du développement politique, la lutte vise toujours en premier lieu l'élimination du vieil ennemi, l'autocratie Cent-Noirs. Un parti socialiste peut-il renoncer à utiliser pour cette lutte les nouvelles institutions représentatives ? Les socialistes-révolutionnaires n'ont même pas su poser cette question. Tout ce qu'ils savent faire, c'est des phrases. Ecoutez-les :

« A l'heure actuelle, il n'existe pas de voie parlementaire pour notre lutte : n'y a que des voies non parlementaires. C'est là une vérité dont il faut que chacun soit profondément convaincu, et nous

devons mener une lutte implacable contre ceux qui font obstacle à cette conviction. Concentrons tous nos efforts sur les méthodes de lutte non parlementaires. »

Le raisonnement des socialistes-révolutionnaires repose sur la méthode d'autopersuasion bien connue de la sociologie. Enracinons la conviction, et le tour est joué. Il n'importe guère aux partisans de cette méthode de vérifier sur les données objectives si la conviction que telle ou telle forme de lutte existe est fondée. Mais jetons donc un coup d'œil dans l'« Information » et les résolutions de la conférence des socialistes-révolutionnaires, nous y lirons : ... « la morte-saison, la dure période de marasme que nous sommes en train de traverser » (page 4)... « l'union des forces sociales réactionnaires »... « la paralysie de l'énergie des masses populaires »... « les intellectuels, qui constituent la partie la plus impressionnable de la population, manifestent une très grande fatigue, un désarroi idéologique, et se détournent de la lutte révolutionnaire » (p. 6), etc., etc. « C'est pourquoi le parti socialiste-révolutionnaire doit ... b) repousser pour des raisons tactiques, les projets de manifestations de masses partielles qui, étant donné les conditions actuelles, peuvent provoquer un gaspillage inutile de l'énergie populaire » (p. 7).

Ainsi, « il n'y a que des voies non parlementaires pour notre lutte » ? Mais que recouvre ce « *notre* » ? Très évidemment les petits groupes terroristes, car aucune des tirades que nous venons de lire ne mentionne de lutte *de masse* « à nous ». « *Paralysie de l'énergie des masses populaires* », « concentrer tous nos efforts sur les méthodes de lutte non parlementaires », le simple fait de rapprocher ces deux membres de phrase montre une fois de plus à quel point il était juste, au point de vue historique, de qualifier les socialistes-révolutionnaires d'aventuriers révolutionnaires *! Car enfin, n'est-ce pas de l'aventurisme que de prétendre, par recherche de l'effet, qu'il est indispensable de se concentrer sur des méthodes de lutte dont on reconnaît soi-même que les masses sont incapables de les appliquer actuellement ? N'est-ce pas là la vieille psychologie des intellectuels désespérés ?

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 6, pp. 188-209. (*N.R.*)

« Concentrons tous nos efforts sur les méthodes de lutte non parlementaires. » Ce mot d'ordre était juste pendant l'automne 1905, c'est-à-dire pendant l'une des périodes les plus remarquables de la révolution russe. En répétant ce mot d'ordre mécaniquement dans la conjoncture actuelle, les socialistes-révolutionnaires font comme ce héros du conte populaire qui s'égosillait à crier, mais... toujours mal à propos. Vous n'avez pas compris, chers amis, *pourquoi* le mot d'ordre de boycottage était correct à l'automne 1905. Et, en le répétant aujourd'hui mécaniquement, comme une leçon apprise par cœur et vide de sens, vous faites preuve non pas d'esprit révolutionnaire mais de la plus vulgaire stupidité.

Pendant l'automne 1905, personne ne parlait de « la paralysie de l'énergie des masses populaires ». Bien au contraire, tous les partis reconnaissaient que l'énergie des masses était en plein bouillonnement. Et voilà que dans un tel moment, le vieux pouvoir propose un parlement consultatif. Il était clair que cela visait à morceler les forces et à faire retomber, ne fût-ce que pour un moment, leur effervescence. Dans ces conditions, le mot d'ordre « concentrons tous nos efforts sur des méthodes de lutte non parlementaires » n'était pas une phrase vide lancée par une poignée de braillards, mais l'appel de ceux qui étaient réellement à la tête de la foule, à la tête des millions d'ouvriers et de paysans en lutte. En répondant à cet appel, ces millions d'hommes ont fait la preuve qu'il était *objectivement correct* ; il exprimait non seulement la « conviction » d'une poignée de révolutionnaires, mais la situation réelle, l'état d'esprit et l'initiative des masses. Mais, pour répéter ce mot d'ordre au moment même où l'on reconnaît que l'« énergie des masses populaires est paralysée », il faut être une caricature de politicien.

Et puisque nous parlons de caricature, nous ne pouvons laisser passer la perle suivante du *Znamia Trouda* : « Laissons le gouvernement en tête-à-tête à la Douma avec les « noirs » et avec le parti de la dernière ordonnance gouvernementale, et croyez que, si ces araignées sont capables de s'entre-dévorer, c'est là l'occasion rêvée pour qu'elles le fassent. » Ce « croyez » est admirable et vous laisse pantois et désarmé. « Croyez », chers lecteurs, que les éditoriaux

du *Znamia Trouda* sont rédigés par une lycéenne socialiste-révolutionnaire absolument adorable qui croit sincèrement que les « araignées » commenceront à « s'entre-dévorer » quand l'opposition aura quitté la troisième Douma.

Ce que les mencheviks ont le plus violemment attaqué dans la Résolution du congrès de Londres sur l'attitude à l'égard des partis non prolétariens, ce sont les paragraphes qui traitent des cadets. A peine moins violentes ont été les critiques qu'ils ont faites aux passages de cette résolution qui portent sur les partis populistes ou du travail. Les mencheviks s'efforçaient de prouver que nous manifestons de la complaisance envers les s.-r. ou que nous taisons des tares des s.-r. depuis longtemps décelées par les marxistes. Cette véhémence s'explique par deux raisons : il y a d'une part la divergence fondamentale, de principe, sur l'appréciation de la révolution russe. Les mencheviks veulent absolument que le prolétariat ait fait cette révolution avec les cadets et non avec la paysannerie troudovik contre les cadets. D'autre part, ils n'ont pas compris que l'intervention des masses et des classes au grand jour dans la révolution a modifié la situation et souvent le caractère des partis. Avant la révolution les socialistes-révolutionnaires n'étaient *rien d'autre* qu'un groupe d'intellectuels aux idées populistes. En est-il toujours ainsi après la révolution ? En était-il ainsi même après 1906 ? Il est évident que non. Seuls des gens qui n'ont rien appris de la révolution peuvent défendre l'ancienne thèse formulée de cette manière.

La révolution *a prouvé* que ce groupe d'intellectuels aux idées populistes constituaient l'*extrême-gauche* d'un courant populiste ou troudovik fort large dont le caractère de masse est incontestable et qui a exprimé les intérêts et le point de vue de la paysannerie dans la révolution bourgeoise russe. Ce fait a été prouvé par les insurrections paysannes, par l'Union paysanne, par le groupe du Travail à chacune des trois Doumas et par la presse libre des socialistes-révolutionnaires et des troudoviks. Et c'est précisément cela que les mencheviks n'ont pas compris. Ils considèrent les socialistes-révolutionnaires *en doctrinaires*, c'est-

-à-dire qu'ils voient les défauts de leur doctrine mais qu'ils sont incapables de discerner quels intérêts réels des masses réelles qui font la révolution démocratique bourgeoise, s'expriment dans cette doctrine ou se dissimulent derrière elle. La doctrine socialiste-révolutionnaire est nuisible, erronée, réactionnaire, aventuriste, petite-bourgeoise, clament les mencheviks. Un point c'est tout : tout le reste vient du Malin.

Mais c'est justement là que commence *votre* erreur, disons-nous aux mencheviks. Il est exact que la doctrine socialiste-révolutionnaire est erronée, nuisible, réactionnaire, aventuriste, petite-bourgeoise. *Mais* ces défauts n'empêchent pas cette doctrine pseudo-socialiste d'être en Russie le drapeau idéologique de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie vraiment révolutionnaire et hostile au compromis. La doctrine socialiste-révolutionnaire, en effet, n'est qu'un petit ruisseau dans le courant troudovik, c'est-à-dire paysan démocratique. Dès que commence la lutte ouverte des masses et des classes, les événements nous obligent, que nous soyons bolcheviks ou mencheviks, à reconnaître ce fait en admettant la participation des socialistes-révolutionnaires aux Soviets des députés ouvriers, en resserrant les liens avec les Soviets des députés des paysans, des soldats, des postiers et des cheminots, etc., en nous alliant à eux contre les libéraux au moment des élections, en votant avec eux à la Douma contre les libéraux, etc. Bien loin de réfuter l'appréciation que nous portions sur les socialistes-révolutionnaires, la révolution l'a confirmée. Mais tout en la confirmant, elle a changé la situation et l'aspect du problème, qu'elle a placé sur un terrain infiniment plus élevé : alors qu'autrefois il s'agissait uniquement de comparer les doctrines, les idéologies et la politique de petits groupes, il s'agit aujourd'hui de comparer l'activité historique des classes, des masses qui suivent cette idéologie ou une idéologie apparentée. Autrefois, la seule question était de savoir si ce que disaient les socialistes-révolutionnaires était juste et si leur tactique était correcte. Aujourd'hui, le problème qui se pose est le suivant : quelle est réellement la conduite des couches du peuple qui se prétendent solidaires des socialistes-révolutionnaires ou apparentées à leurs idées fondamentales (« le principe

du travail », etc.) ? Les mencheviks n'ont pas compris ce changement provoqué par la révolution, et c'est en cela que réside leur erreur.

Mais si ce changement est extrêmement important, ce n'est pas seulement pour les raisons que nous venons d'indiquer, c'est également parce qu'il a révélé au grand jour les rapports qui existent entre les classes et les partis. Seuls les partis qui s'appuient sur des classes déterminées sont des partis forts qui réussissent à se maintenir quel que soit le tour que prennent les événements : telle est la leçon de notre révolution. La lutte politique au grand jour oblige les partis à renforcer leurs liens avec les masses, car sans ces liens, ils ne sont rien. Formellement, les socialistes-révolutionnaires sont indépendants des troudoviks. *En fait*, la révolution les *a obligés* à se joindre aux troudoviks s'ils ne voulaient pas disparaître complètement de la scène politique. Et l'on peut être sûr que lors du prochain essor révolutionnaire, ils seront à nouveau obligés d'aller avec les troudoviks ou une organisation de masse semblable (et cela en dépit de leur acharnement à proclamer leur totale indépendance). Les conditions objectives de la vie sociale et de la lutte des classes sont plus fortes que tous les vœux pieux et que tous les programmes. De ce point de vue, qui est le seul exact, les divergences opposant actuellement les troudoviks aux socialistes-révolutionnaires ne sont rien d'autre qu'une manifestation de la désintégration du mouvement petit-bourgeois, du manque de fermeté des petits bourgeois qui sont incapables de maintenir leur cohésion et qui « partent à la dérive » quand les circonstances sont difficiles. D'une part, nous avons les troudoviks : ils sont hésitants, inorganisés et dépourvus, à la troisième Douma, de ligne politique ferme. Mais il est indubitable qu'ils sont issus des masses, liés à elles et qu'ils expriment leurs intérêts. D'autre part, nous avons une poignée de socialistes-révolutionnaires « otzovistes » qui n'ont aucune liaison avec les masses, qui sont poussés à bout par le désespoir, qui ont perdu confiance en la lutte de masse (voir la *Révolioutsionnaïa Mysl*) et qui concentrent tous leurs efforts sur le terrorisme. L'extrême opportunisme des troudoviks (du point de vue de la situation de la paysannerie révolutionnaire) et le révolutionnarisme extrême, purement verbal

et absurde des socialistes-révolutionnaires sont deux carences d'un seul et même courant petit-bourgeois, deux symptômes d'une seule et même « maladie », à savoir l'instabilité de la petite bourgeoisie, son incapacité à mener une lutte de masse unie, systématique, opiniâtre et soutenue.

Tout cela éclaire d'un jour nouveau la tactique parlementaire suivie à l'heure actuelle par les partis révolutionnaires et, en particulier, le problème de l'otzovisme. « Il n'existe pas de voie parlementaire pour notre lutte », proclament les intellectuels fanfarons du parti socialiste-révolutionnaire. De la lutte de qui voulez-vous parler, messieurs ? *Sans les masses*, les intellectuels n'ont jamais eu et n'auront jamais de moyens sérieux de mener la lutte, que ce soit au parlement ou à l'extérieur du parlement. Et quelles étaient les masses qui vous suivaient ou qui marchaient à vos côtés au moment de la révolution ? C'était la paysannerie troudovik. Est-il vrai qu'il n'existe pas, *pour cette paysannerie*, de « moyens parlementaires de mener la lutte ? » Non, ce n'est pas vrai. Examinez les débats agraires à la troisième Douma et vous verrez qu'il est indubitable que les troudoviks ont alors exprimé les revendications des masses. Cela veut dire que les phrases à effet des socialistes-révolutionnaires ne sont rien d'autres que des phrases vides. En 1908, c'est à la tribune de la Douma que les masses ont exprimé *leurs* revendications : elles n'ont pas mené de lutte non parlementaire. C'est là un fait qu'aucune criaillerie gauchiste, aucune phraséologie socialiste-révolutionnaire otzoviste ne pourra changer.

A quoi ce fait est-il dû ? A une moins grande « certitude » de la place privilégiée des voies non parlementaires ? Sottises. Non, la cause de ce fait, c'est que pendant la dernière période, les conditions objectives n'ont pas encore provoqué parmi les masses une fermentation suffisante pour donner naissance à une action directe. S'il en était ainsi (et il est indubitable qu'il en a bien été ainsi), tous les partis sérieux se devaient d'utiliser les voies *indirectes*. Les socialistes-révolutionnaires s'en sont montrés incapables. Qu'en a-t-il résulté ? Uniquement ceci : les troudoviks ont fait très mal leur travail ; ils ont commis mille fois plus d'erreurs qu'ils n'en auraient commises s'ils avaient été guidés par un parti ; ils ont trébuché et chuté ex-

trêmement souvent. Quant aux socialistes-révolutionnaires qui s'étaient détachés de leur classe, de leurs masses, ils se sont « concentrés » sur de la phraséologie, car *en pratique*, pendant l'année 1908, ils n'ont *rien* fait en faveur des « moyens non parlementaires de lutte ». En se détachant de leurs racines de classe, ils tombent aussitôt victimes d'une aggravation de leur tare originelle : leur vantardise exhorbitante et effrénée qui dissimule leur impuissance. « Notre parti peut être satisfait de lui-même », liton à la première page de l'« Information » ; les délégués à la conférence ont été élus par des « organisations locales de notre parti dont l'existence est bien réelle » (voyez-vous ça !)... sur « tous les problèmes, nous sommes parvenus à une totale unité de sentiment »... « c'est précisément l'unanimité qui a été obtenue » (*ibid.*), etc.

Vous ne dites pas la vérité, messieurs. Par ce flot de paroles, vous voulez dissimuler les divergences qui se sont manifestées au grand jour dans la *Révolioutsionnaïa Mysl* (printemps 1908) aussi bien que dans le numéro 13 du *Znamia Trouda* (novembre 1908). Et le battage auquel vous avez recours est un signe de faiblesse. L'opportunisme des troudoviks sans-parti et les fanfaronnades, les propos en l'air, la phraséologie des socialistes-révolutionnaires sont les deux faces d'une même médaille, les deux extrêmes de la désintégration d'une *seule et même* couche petite-bourgeoise. Ce n'est pas pour rien qu'au moment de la révolution, quand la lutte étalait au grand jour toutes les nuances, les socialistes-révolutionnaires ont constamment cherché à dissimuler, sans y parvenir, leurs hésitations entre les socialistes-populistes et les maximalistes.

La voiture a versé dans le fossé. Les chevaux se sont détachés. Quant au cocher, juché sur une borne, il affecte des airs de bravache et s'adresse des « félicitations » pour son « unanimité ». Voilà à quoi fait penser le parti s.-r. Tel est le bilan de l'otzovisme socialiste-révolutionnaire qui a amené une poignée d'intellectuels à se détourner pour s'adonner à une phraséologie vide, du travail d'éducation et d'organisation des masses, travail qui, certes, est difficile et demande de la persévérance mais qui, seul, est sérieux et utile.

« Prolétari » n° 41,
7 (20) janvier 1909

Conforme au texte du journal

DANS LA BONNE VOIE

Le parti vient de passer une année de malaise, une année de désarroi politique et idéologique, une année de cheminements incertains. Les effectifs de toutes les organisations ont baissé ; certaines, celles qui comprenaient le moins de prolétaires, se sont désagrégées. Les institutions à demi légales du parti, créées par la révolution, ont servi à la police de cible facile. On en est venu à ce point que certains éléments du parti, sous l'influence du désarroi, se sont demandés s'il fallait garder l'ancien parti social-démocrate, s'il fallait poursuivre *son* œuvre, s'il fallait retourner à la clandestinité et comment le faire ; l'extrême-droite a répondu à cette question en donnant dans la légalisation à tout prix, dût-elle même en coûter au parti son programme, sa tactique et son organisation (c'est ce qu'on appelle le courant liquidateur). Il est certain que la crise a éclaté non seulement sur le plan de l'organisation mais aussi sur le plan politique et idéologique.

La conférence de Russie du P.O.S.D.R., tenue récemment, ramène le parti dans la bonne voie et marque assurément un tournant dans l'évolution du mouvement ouvrier russe après la victoire de la contre-révolution. Les décisions de la conférence, parues dans une « Information » spéciale publiée par le Comité central de notre parti, sont approuvées par le Comité central et deviennent par conséquent les décisions de tout le parti jusqu'au prochain congrès. Elles mettent en évidence les causes et la signification de la crise, ainsi que les moyens d'en sortir. En travaillant dans l'esprit des résolutions de la conférence, en faisant comprendre clairement et pleinement à *tous* les responsables les tâches actuelles du parti, nos organisations sauront

ПАРИЖЪ, Среда 28/10 Февраля 1909 г. № 2.

РОССІЙСКАЯ СОЦ.-ДЕМОКРАТИЧ. РАБОЧАЯ ПАРТІЯ. ПРОЛЕТАРІИ ВСѢХЪ СТРАНЪ, СОЕДИНЯЙТЕСЬ!

ЦЕНТРАЛЬНЫЙ ОРГАНЪ РОССІЙСКОЙ СОЦІАЛЬДЕМОКРАТИЧЕСКОЙ РАБОЧЕЙ ПАРТІИ

СОЦІАЛЬДЕМОКРАТЪ

LE SOCIAL-DÉMOCRATE

Organe Central du Parti Social-Démocrate Ouvrier en Russie

На дорогу.

Première page du n° 2 du 28 janvier (10 février) 1909 du journal *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R., avec l'article de de Lénine « Dans la bonne voie ».

Réduction

renforcer et resserrer leurs rangs pour une activité vivante et concertée de la social-démocratie révolutionnaire.

La cause principale de la crise du parti est indiquée dans les considérants de la résolution sur l'organisation. Elle réside dans le fait que le parti ouvrier s'épure des éléments hésitants, intellectuels et petits-bourgeois, qui s'étaient ralliés au mouvement ouvrier surtout dans l'espoir de voir triompher rapidement la révolution démocratique bourgeoise et qui ne pouvaient tenir ferme pendant la période de réaction. L'instabilité s'est manifestée aussi dans le domaine de la théorie (« les déviations par rapport au marxisme révolutionnaire » : voir la résolution sur le moment présent), dans le domaine de la tactique (« amputer les mots d'ordre »), aussi bien que dans le domaine de la politique d'organisation. Les ouvriers conscients ont riposté à cette instabilité, se sont dressés fermement contre le courant liquidateur, ont pris en main les affaires des organisations du parti et assumé la direction de celles-ci. Si ce noyau solide n'a pu l'emporter d'emblée sur les éléments de désarroi et de crise, cela est dû au fait qu'avec le triomphe de la contre-révolution, la tâche était difficile et immense, et aussi parce qu'une certaine indifférence à l'égard du parti était apparue parmi les ouvriers animés d'un esprit révolutionnaire mais dont la conscience socialiste était insuffisante. Les décisions de la conférence, qui traduisent l'opinion de la social-démocratie sur les moyens de lutter contre le désarroi et les flottements, s'adressent précisément, au premier chef, aux ouvriers conscients de Russie.

Analyse marxiste du rapport actuel entre les classes et de la nouvelle politique du tsarisme ; rappel du but prochain que le parti assigne à sa lutte comme par le passé ; appréciation de la tactique social-démocrate révolutionnaire à la lumière des leçons de la révolution ; mise à nu des causes de la crise et indication du rôle de l'élément prolétarien du parti dans la lutte contre elle ; solution du problème du rapport entre l'organisation illégale et l'organisation légale ; reconnaissance de la nécessité d'utiliser la tribune de la Douma et élaboration de directives précises pour notre groupe à la Douma, dont les erreurs sont critiquées franchement, — tel est le contenu principal des décisions de la conférence, qui répondent pleinement à la

question de savoir quelle est, pour le parti de la classe ouvrière, la voie à choisir en cette dure période que nous traversons. Examinons cette réponse plus attentivement.

Les rapports entre les classes étant donné leur position sur l'échiquier politique demeurent les mêmes ; ils sont caractéristiques de la période de lutte révolutionnaire directe des masses que nous venons de traverser. La majorité écrasante de la paysannerie ne peut manquer d'aspirer à une transformation agraire qui abolirait l'agriculture à demi féodale, et qui est irréalisable sans le renversement du pouvoir tsariste. Le triomphe de la réaction a accablé notamment les éléments démocratiques de la paysannerie, incapable de s'organiser fermement ; mais malgré toute l'oppression, malgré la Douma des Cent-Noirs, malgré la position extrêmement instable des troudoviks, l'esprit révolutionnaire des masses paysannes est nettement visible même dans les débats de la III[e] Douma. La position fondamentale du prolétariat, touchant les tâches de la révolution démocratique bourgeoise en Russie, reste inchangée : diriger la paysannerie démocratique, l'arracher à l'influence des bourgeois libéraux, du parti cadet qui continue à se rapprocher, en dépit de petites brouilles, des octobristes, et qui vise ces tout derniers temps à créer un national-libéralisme, à soutenir le tsarisme et la réaction au moyen d'une agitation chauvine. La lutte se poursuit toujours — est-il dit dans la résolution — pour l'abolition totale de la monarchie et pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat et la paysannerie révolutionnaire.

L'autocratie demeure le principal ennemi du prolétariat et de toute la démocratie. Mais on aurait tort de croire qu'elle reste immuable. La « constitution » et la politique agraire de Stolypine marquent une nouvelle étape dans la désagrégation de l'ancien tsarisme à demi patriarcal, à démi féodal, une nouvelle étape dans sa transformation en monarchie bourgeoise. Les délégués du Caucase qui voulaient soit supprimer cet élément de l'analyse de la situation actuelle, soit substituer « ploutocratique » à « bourgeoise », s'alignaient sur une position erronée. L'autocratie était ploutocratique il y a fort longtemps ; elle ne devient bourgeoise qu'après la première étape de la révolution, sous l'action des coups de celle-ci ; elle le devient par sa politique agraire

et par son alliance directe, organisée à l'échelle nationale, avec certaines couches de la bourgeoisie. L'autocratie encourage la bourgeoisie depuis longtemps ; grâce à son argent, celle-ci s'est depuis longtemps frayé un accès au « sommet », ménagé une influence sur la législation et l'administration, acquis des places aux côtés de la noblesse ; mais ce qui fait l'originalité de l'heure, c'est que l'autocratie a été contrainte de fonder une institution représentative pour certaines couches de la bourgeoisie, de louvoyer entre elles et les féodaux, d'organiser à la Douma l'alliance de ces couches, de renoncer à tout espoir fondé sur l'esprit patriarcal du moujik et de chercher un appui contre les masses paysannes auprès des riches cultivateurs qui ruinent la communauté rurale.

L'autocratie se camoufle derrière des institutions dites constitutionnelles, mais dans le même temps elle trahit comme jamais auparavant sa nature de classe grâce à l'alliance du tsar avec les Pourichkévitch et les Goutchkov, et avec eux seulement. L'autocratie tente de se charger de l'accomplissement des tâches objectivement indispensables de la révolution bourgeoise : création d'une institution représentative populaire qui administre réellement les affaires de la société bourgeoise et remise en ordre des rapports agraires, embrouillés et désuets, hérités du Moyen Age ; mais le résultat pratique des nouvelles mesures de l'autocratie est égal jusqu'à présent à zéro, et cela montre avec plus d'évidence encore la nécessité de nouvelles forces et de nouveaux moyens pour mener à bien la tâche historique. Jusqu'à présent, dans la conscience des masses, peu ferrées en politique, autocratie et représentation populaire s'excluaient mutuellement ; désormais, la lutte rétrécit son objectif, tend à s'identifier concrètement à la lutte pour le pouvoir d'Etat, d'où découlent le caractère et la portée de la représentation elle-même. Voilà pourquoi la III[e] Douma marque une étape particulière dans la désagrégation de l'ancien tsarisme, dans l'accentuation de son aventurisme, dans l'approfondissement des anciennes tâches révolutionnaires, dans l'extension du domaine de la lutte (et du nombre des participants à cette lutte) pour la mise en œuvre de ces tâches.

Cette étape doit être dépassée ; les nouvelles conditions réclament de nouvelles formes de lutte ; l'utilisation de la

tribune de la Douma est une nécessité absolue ; la priorité revient à une activité de longue haleine en vue d'éduquer et d'organiser les masses du prolétariat ; la combinaison de l'organisation illégale et de l'organisation légale assigne au parti des tâches particulières ; la diffusion et l'explication de l'expérience de la révolution, cette révolution que s'emploient à discréditer les libéraux et les intellectuels liquidateurs, sont indispensables en vue des objectifs théoriques aussi bien que pratiques. Mais la ligne tactique du parti qui doit savoir tenir compte des nouvelles conditions dans ses méthodes et moyens de lutte, demeure inchangée. La justesse de la tactique social-démocrate révolutionnaire — proclame une des résolutions de la conférence — est confirmée par l'expérience de la lutte de masse de 1905-1907. La défaite de la révolution à l'issue de cette première campagne a révélé, non pas l'inexactitude des tâches, non pas le « caractère utopique » des objectifs immédiats, non pas la fausseté des moyens et des méthodes, mais l'insuffisance de la préparation des forces, l'insuffisance de la profondeur et de l'extension de la crise révolutionnaire ; or, Stolypine et consorts travaillent avec le zèle le plus louable à approfondir et à étendre la crise ! Qu'après la première bataille vraiment populaire pour la liberté, les libéraux et les intellectuels déroutés perdent courage et répètent peureusement : n'allez pas où vous avez été battus, ne vous engagez pas à nouveau dans cette voie fatale. Le prolétariat conscient leur répondra : si les grandes guerres dans l'histoire, les grandes tâches des révolutions ont été menées à bonne fin, c'est uniquement parce que les classes avancées ont renouvelé leur assaut plus d'une fois et fait servir l'expérience des défaites à l'édification de la victoire. Les armées battues s'instruisent bien. Les classes révolutionnaires de Russie ont été battues dans cette première campagne mais la situation révolutionnaire demeure. Sous des formes nouvelles et par un autre chemin, parfois bien plus lentement que nous ne le voudrions, la crise révolutionnaire effectue une nouvelle approche, connaît un nouveau mûrissement. A nous de préparer patiemment une fraction plus large des masses, avec plus de sérieux, en fonction de tâches plus hautes et plus concrètes, et de la qualité de cette préparation dépendent nos chances de vaincre

dans la nouvelle lutte qui s'engage. Le prolétariat russe peut être fier de ce qu'en 1905, sous sa direction, une nation d'esclaves s'est transformée pour la première fois en une armée révolutionnaire, forte de millions d'hommes, qui est montée à l'assaut du tsarisme. Et maintenant ce même prolétariat saura s'acquitter patiemment, fermement, sans fléchir, de l'œuvre d'éducation et de préparation des nouveaux cadres d'une armée révolutionnaire plus puissante.

La mise à profit de la tribune de la Douma constitue, comme nous l'avons déjà indiqué, un élément nécessaire de ce travail d'éducation et de préparation. La résolution de la conférence sur la fraction de la Douma trace à notre parti un chemin qui se rapproche le plus — s'il faut chercher des exemples historiques — de l'expérience des social-démocrates allemands à l'époque de la loi d'exception. Un parti illégal doit savoir utiliser, doit apprendre à utiliser le groupe légal à la Douma, il doit le transformer en une organisation du parti, à la hauteur de ses tâches. Il n'y aurait pas de tactique plus erronée, d'abandon plus affligeant de l'activité rigoureusement prolétarienne que nous dictent les conditions actuelles, que de rappeler la fraction (il y avait à la conférence deux « otzovistes » qui n'avaient pas posé la question directement) ou de renoncer à critiquer ses erreurs ouvertement et franchement, à les énumérer dans la résolution (quelques délégués à la conférence le voulaient). La résolution reconnaît pleinement que la fraction a commis également des erreurs dont elle n'est pas la seule responsable, et qui relèvent des erreurs inévitables de toutes les organisations de notre parti. Mais il est d'autres erreurs : des écarts par rapport à la *ligne politique* du parti. Dès l'instant où ces écarts ont eu lieu, du moment qu'ils sont le fait d'une organisation qui agit ouvertement au nom de tout le parti, celui-ci était tenu de dire clairement et avec précision que c'étaient des déviations. Dans l'histoire des partis socialistes d'Europe occidentale, il y a eu nombre d'exemples de relations anormales entre les groupes parlementaires et les partis ; dans les pays latins, ces relations le sont encore bien souvent, le comportement des fractions n'étant pas suffisamment conforme à l'esprit du parti. Dès le départ, nous devons organiser autrement l'activité parlementaire social-démocrate en Russie ; dès le départ, il

nous faut travailler avec ensemble dans ce domaine, afin que chaque député social-démocrate se rende réellement compte que le parti est derrière lui, qu'il souffre de ses erreurs et se montre soucieux de le remettre dans le bon chemin, afin que chaque responsable participe à l'activité d'ensemble du parti à la Douma, tire un enseignement de la critique marxiste concrète du travail du groupe, sente qu'il est de son devoir de l'aider, fasse en sorte que l'activité particulière du groupe soit subordonnée à l'ensemble du travail de propagande et d'agitation du parti.

La conférence a été la première assemblée compétente des délégués des plus grandes organisations du parti qui a examiné l'activité de la fraction social-démocrate de la Douma pendant toute une session. La décision de la conférence montre clairement comment notre parti organisera son travail à la Douma, quelles exigences rigoureuses il formule dans ce domaine, envers lui-même et envers la fraction, comment il entend s'occuper, constamment et fermement, de l'élaboration d'un comportement parlementaire vraiment social-démocrate.

La question de l'attitude envers le groupe à la Douma revêt un aspect tactique et organisationnel. A ce dernier point de vue, la résolution sur le groupe à la Douma n'est qu'une nouvelle application, dans un cas d'espèce, des principes généraux établis par la conférence dans sa résolution fixant les directives en matière d'organisation. Deux courants fondamentaux ont été constatés au sein du P.O.S.D.R. sur ce terrain : l'un déplace le centre de gravité vers l'organisation illégale du parti ; l'autre, plus ou moins apparenté au courant liquidateur, vers les organisations légales et semi-légales. Le fait est que la situation actuelle, comme nous l'avons déjà indiqué, a ceci de caractéristique qu'un certain nombre de militants responsables, surtout intellectuels, mais aussi un certain nombre d'ouvriers quittent le parti. Le courant liquidateur pose la question de savoir si ce sont les meilleurs éléments, les plus actifs, qui quittent le parti et choisissent les organisations légales comme champ d'activité, ou bien si le parti est abandonné par « les éléments hésitants des milieux intellectuels et petits-bourgeois » ? Il va sans dire qu'en repoussant et en condamnant énergiquement le courant liquidateur, la

conférence a répondu dans ce dernier sens. Les éléments les plus prolétariens du parti, les plus fermement attachés aux principes et les éléments les plus social-démocrates parmi les intellectuels sont demeurés fidèles au P.O.S.D.R. Les départs équivalent à une épuration : le parti se débarrasse des éléments les moins stables, des amis peu sûrs, des « compagnons de route » (*Mitläufer*) venant des milieux petits-bourgeois ou bien issus des éléments « déclassés », rejetés par telle ou telle classe, qui se rallient toujours au prolétariat temporairement.

Le point de vue adopté sur le principe d'organisation du parti commande la politique que la conférence a choisie en cette matière. Le renforcement de l'organisation illégale du parti, la constitution de cellules dans toutes les sphères d'activité, la création au premier chef de « comités ouvriers, fussent-ils peu nombreux, composés uniquement de membres du parti, dans chaque entreprise industrielle », la concentration des fonctions dirigeantes entre les mains des leaders social-démocrates issus des couches ouvrières elles-mêmes, telle est la tâche de l'heure. Il va de soi que ces cellules et ces comités doivent utiliser toutes les organisations semi-légales, et autant que possible les organisations légales, maintenir un « lien étroit avec les masses », orienter le travail de telle sorte que la social-démocratie réagisse à toutes les revendications des masses. Chaque cellule et chaque comité ouvrier du parti doit devenir « un point d'appui pour le travail d'agitation, de propagande et d'organisation pratique parmi les masses », c'est-à-dire aller sans faute là où va la masse, et s'efforcer à chaque pas d'aiguiller sa conscience dans le sens du socialisme, rattacher chaque question particulière aux tâches générales du prolétariat, mettre à profit chaque initiative concernant l'organisation afin d'assurer la cohésion *de la classe*, gagner par son énergie, par son influence idéologique (et non par ses titres et grades, bien sûr), un rôle dirigeant dans toutes les organisations légales du prolétariat. Même si les cellules et les comités sont parfois très peu nombreux, ils seront liés par les traditions et l'organisation du parti, par un programme de classe déterminé ; et deux ou trois militants social-démocrates sauront, au lieu de se fondre au sein d'une organisation légale invertébrée, appliquer la ligne

de *leur parti*, agir sur le milieu dans l'esprit du parti tout entier et ne pas se laisser engloutir par ce milieu, quelles que soient les conditions, les circonstances, la situation possibles.

On peut dissoudre telles ou telles organisations de masse, on peut traquer les syndicats légaux, on peut ruiner par des chicanes policières toute initiative déclarée des ouvriers sous le régime de la contre-révolution, mais aucune force au monde n'éliminera la concentration massive des ouvriers dans un pays capitaliste ; or, la Russie est déjà devenue un pays de ce type. D'une manière ou d'une autre, légale ou semi-légale, déclarée ou non, la classe ouvrière trouvera un point de rassemblement ; partout et toujours, en tête des masses iront les social-démocrates conscients, vraiment fidèles à l'esprit du parti ; partout et toujours, ils avanceront les rangs serrés afin d'agir sur la masse dans l'esprit du parti. Et la social-démocratie qui a démontré dans une révolution en règle qu'elle est le parti d'une classe, qui a su entraîner des millions d'hommes, qu'il s'agisse des grèves, de l'insurrection de 1905 ou des élections de 1906-1907, saura demeurer aujourd'hui aussi le parti d'une classe, le parti des masses, demeurer l'avant-garde qui dans les temps les plus durs ne se détachera pas de l'armée, saura l'aider à surmonter les difficultés de cette pénible période, à resserrer derechef ses rangs, à former des combattants toujours nouveaux.

Que les suppôts de la réaction Cent-Noirs jubilent et vocifèrent à la Douma et en dehors de celle-ci, dans la capitale et en province, que la réaction se déchaîne, M. Stolypine, malgré sa haute sagesse, ne peut avancer d'un pas sans précipiter la chute d'une autocratie en équilibre instable, sans emmêler un nouvel écheveau de chimères et d'absurdités politiques, sans apporter au prolétariat, aux éléments révolutionnaires des masses paysannes le renfort de forces nouvelles et fraîches. Le parti qui saura se consolider pour travailler sans défaillance en contact avec les masses, le parti de la classe avancée qui saura organiser l'avant-garde de cette classe, qui orientera ses forces de façon à exercer une influence social-démocrate sur chaque manifestation de la vie du prolétariat, ce parti vaincra coûte que coûte.

« Social-Démocrate » n° 2,
28 janvier (10 février) 1909

Conforme au texte du journal

A PROPOS DE L'ARTICLE « SUR LES QUESTIONS ACTUELLES »

L'article remarquable que nous reproduisons ici est paru dans le numéro 7 du *Rabotchéié Znamia*, organe de la région industrielle centrale. Il répond à l'article d'un otzoviste qui avait été publié dans le n° 5 du même journal. La rédaction du *Rabotchéié Znamia* avait présenté le texte otzoviste comme sujet à discussion et elle l'avait accompagné d'une note indiquant qu'elle n'était pas d'accord avec les thèses qu'y défendait l'auteur. Sur l'article paru dans le numéro 7, par contre, la rédaction ne fait aucune réserve, ce qui signifie que cet article expose sa propre opinion.

Nous autres, au *Prolétari*, nous avons depuis longtemps condamné résolument l'otzovisme et indiqué sans équivoque que dans la mesure où il cessait d'être simplement un état d'esprit et où il devenait un *courant*, un système politique, il quittait la voie du marxisme révolutionnaire et rompait complètement avec les principes du bolchevisme. Mais après cet article de l'organe des bolcheviks de Moscou, nous devons reconnaître que jusqu'à présent nous n'avions pas mis encore assez nettement l'accent sur le problème de l'otzovisme et que nous sous-estimions le danger que représentent pour la fidélité aux principes de notre fraction bolchevique les gens qui veulent amalgamer le bolchevisme et un otzovisme de cette sorte. Nous constatons que le camarade de Moscou qui a écrit l'article que nous reproduisons a posé le problème avec la même fermeté, la même précision et le même esprit de principe que nous

l'avons fait dans les discussions privées que nous avons eues avec les otzovistes. Si notre organe de Moscou a posé la question de façon aussi tranchée et intransigeante (et il a eu absolument raison de le faire), c'est parce qu'il rencontre tous les jours des représentants de l'otzovisme, parce qu'il peut voir sur place et en pratique que la propagande otzoviste menace de se détourner chaque jour davantage de la voie social-démocrate révolutionnaire. Selon le camarade de Moscou, l'alternative est entre, *d'une part*, le marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire, en Russie, le bolchevisme et, *d'autre part*, le renoncement au bolchevisme, c'est-à-dire l'otzovisme. On voit donc qu'il présente les choses exactement comme nous les avons présentées dans les discussions que nous avons eues avec les camarades otzovistes avant la conférence nationale du parti.

Nous savons qu'à l'heure actuelle il y a des ouvriers bolcheviks qui sympathisent avec l'otzovisme. Mais chez eux, l'« otzovisme » dans la majorité des cas n'est rien d'autre qu'un *état d'esprit* passager encouragé par les graves erreurs commises par notre groupe parlementaire. Ce n'est donc pas à eux que s'applique tout ce que nous disons et tout ce que dit l'auteur de l'article. Mais à partir du moment où l'otzovisme est érigé en théorie et où on le présente comme un système politique d'ensemble — et c'est ce que fait ce petit groupe qui croit représenter l'esprit révolutionnaire « authentique » —, il faut mener contre lui une *guerre idéologique* implacable ! L'auteur de l'article que nous reproduisons a parfaitement raison de déclarer que les raisonnements de l'otzoviste que nous avons pu lire dans le numéro 5 du *Rabotchéié Znamia* (nous avons reproduit cet article dans le numéro 39 du *Prolétari*), ainsi d'ailleurs que l'otzovisme en général en tant que *courant politique*, ne sont rien d'autre que du *menchevisme à rebours*, avec ses prises de positions en faveur d'un « congrès ouvrier », etc. Et il a encore plus raison de dire que les arguments *de principe* dont se servent certains otzovistes pour soutenir leur tendance risquent objectivement (et quelle que soit leur propre conscience politique) de les rapprocher des anarcho-syndicalistes ou tout simplement des anarchistes.

En posant le problème comme ils l'ont fait, les camarades de Moscou ont montré toute la myopie politique de ces bol-

cheviks qui, en dépit de toutes leurs bonnes intentions, refusent de considérer l'otzovisme comme un danger sur *le plan des principes* et *ne* veulent voir en lui *qu'*une « divergence d'ordre pratique », qui estiment que l'otzovisme renferme un « noyau sain » et non le germe d'un courant idéologique liquidateur de gauche. A ces bolcheviks, l'article du camarade de Moscou doit montrer qu'en apportant à l'otzovisme une couverture idéologique ou même en gardant à son égard une attitude de neutralité bienveillante, ils apportent de l'eau à son moulin, *ils deviennent ses ôtages* et ils portent préjudice au bolchevisme.

L'otzovisme *n'est pas* le bolchevisme, mais la pire des caricatures politiques que son pire adversaire puisse en imaginer. Il faut que cela soit *bien clair*. Et nous pensons qu'il est indispensable que tous les bolcheviks, jusque dans le moindre des cercles, apprécient sans équivoque la signification de l'otzovisme, l'analysent à fond et se posent la question suivante : sous couleur d' « esprit révolutionnaire » et de « gauche », ne veut-on pas nous faire abandonner les glorieuses traditions du vieux bolchevisme, tel qu'il s'est constitué au cours de la période prérévolutionnaire et dans le feu de la révolution ?

C'est dans ce but que nous avons ouvert une discussion sur ces problèmes dans les colonnes du *Prolétari*. Nous avons publié *tous* les textes qui nous ont été envoyés et nous avons reproduit tout ce qui, en Russie, a été écrit sur la question par des bolcheviks. Jusqu'à présent nous n'avons pas refusé *une seule* contribution à la discussion et nous continuerons à agir ainsi. Malheureusement, les camarades otzovistes et ceux qui sympathisent avec leurs idées ne nous ont encore envoyé que peu de matériaux, et, d'une façon générale, il se sont montrés réticents à exposer leur *credo* théorique clairement et complètement dans la presse, préférant les conversations « privées ». Nous invitons tous les camarades, qu'ils soient otzovistes ou bolcheviks orthodoxes à exposer leur opinion dans les colonnes du *Prolétari*. S'il le faut, nous éditerons les textes qui nous parviendront en brochure spéciale. Nous avons plus que tout besoin de clarté et de fermeté idéologique surtout dans le moment difficile que nous traversons actuellement.

Que MM. les socialistes-révolutionnaires masquent leurs

dissensions et se félicitent de leur « unanimité », alors même que dans leurs rangs, comme cela a été dit à juste titre, on peut en trouver pour tous les goûts, depuis le libéralisme des socialistes-populistes jusqu'au libéralisme de la bombe.

Que les mencheviks fassent bon ménage sur le plan idéologique avec Tchérévanine et Cie. Qu'ils pratiquent le système de la double comptabilité (devant les Allemands ils ont désavoué ce même Tchérévanine auquel ils prodiguent des sourires dans la presse russe), qu'ils s'accommodent avec les liquidateurs des bases théoriques du marxisme révolutionnaire, qu'ils masquent leurs divergences avec la virtuosité dont ils ont fait preuve dans le n° 10-11 du *Goloss Sotsial-Démokrata*, où ils ont purement et simplement « caviardé » le text eoù Plékhanov se désolidarisait d'avec eux [144].

Notre fraction, par contre, ne doit pas craindre la lutte idéologique interne, à partir du moment où elle est nécessaire. Dans cette lutte en effet, elle va encore se renforcer. Nous sommes d'autant plus *obligés* de tirer nos divergences au clair que notre courant tend de plus en plus à représenter en fait l'ensemble du parti. Nous appelons tous nos camarades bolcheviks à faire la clarté sur le plan *idéologique* et à se débarrasser de tous les commérages de concierge, d'où qu'ils viennent. Il y a une foule de gens qui voudraient bien que nous abandonnions la lutte idéologique sur les problèmes sérieux et essentiels pour la remplacer par des chamailleries semblables à celles auxquelles se complaisaient les mencheviks après le deuxième congrès. Chez les bolcheviks, il ne doit pas y avoir de place pour des commérages de ce type. Les ouvriers bolcheviks doivent opposer une riposte décisive à ces tentatives et exiger *la clarté idéologique, des opinions bien déterminées, une ligne de principe.* Seule une parfaite clarté idéologique permettra aux bolcheviks de manifester en matière d'organisation l'unité et la solidarité dont notre fraction a toujours fait preuve jusqu'à présent.

« Prolétari » n° 42,
12 (25) février 1909

Conforme au texte du journal

L'OBJECTIF DE LA LUTTE DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION

Dans l'article ci-dessus, le camarade Martov aborde un problème, ou plutôt toute une série de problèmes extrêmement importants qui concernent l'objectif de la lutte menée par le prolétariat et la social-démocratie dans notre révolution. Il touche à l'historique de la discussion de ces problèmes au sein de notre parti, de leur rapport avec les fondements du marxisme et le populisme, il touche aux opinions de toutes nuances qui ont été exprimées à leur sujet. En un mot, il évoque tous les aspects de la question sans faire la lumière sur un seul. Pour pouvoir lui répondre sur le fond, il nous faudra procéder à un examen systématique de tous ces aspects.

I

Commençons par faire l'historique de la discussion du problème au sein de la social-démocratie russe. La question a été posée au début de 1905 par les bolcheviks et les mencheviks. Les premiers l'ont résolu par la « formule » : dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie (cf. *Vpériod* [145], n° 14, 12 avril 1905) *. Les seconds se sont catégoriquement opposés à cette définition

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 294-304. (*N.R.*)

du contenu de classe de la révolution bourgeoise, au cas où elle serait victorieuse. Le troisième congrès (bolchevique) qui s'est tenu à Londres en mai 1905 et la conférence menchevique qui s'est réunie à Genève au même moment ont exprimé officiellement les thèses des deux fractions du parti. Conformément à l'esprit qui régnait à cette époque, ce n'était pas le problème théorique général des objectifs de la lutte et du contenu de classe de la révolution au cas où elle serait victorieuse, que posaient les résolutions de chacune des deux fractions, mais le problème plus étroit du gouvernement révolutionnaire provisoire. Dans la résolution bolchevique on peut lire : ...« La république démocratique en Russie ne peut être instaurée qu'à l'issue d'une insurrection populaire victorieuse, dont l'organe sera le gouvernement révolutionnaire provisoire ; ... en fonction du rapport des forces et d'autres facteurs impossibles à déterminer d'avance avec précision, on pourrait admettre la participation de mandataires de notre parti à un gouvernement révolutionnaire provisoire, en vue de lutter sans merci contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires et de défendre les intérêts propres de la classe ouvrière. » Résolution menchevique : ... « La social-démocratie ne doit pas se donner pour objectif de prendre ou de partager le pouvoir au gouvernement provisoire, elle doit demeurer le parti de l'opposition révolutionnaire extrémiste. »

On voit donc que les bolcheviks eux-mêmes — (à un congrès purement bolchevique) — *n'incluent* dans la résolution officielle *aucune* « formule » du genre de : dictature du prolétariat et de la paysannerie, et qu'ils *se bornent* à déclarer qu'on peut admettre la participation au gouvernement provisoire et que le prolétariat « est appelé » à « jouer le rôle de guide » (résolution sur l'insurrection armée). La « formule » : « dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie », a été utilisée dans la presse bolchevique avant le troisième congrès et, après ce congrès, on la retrouve dans la brochure *Deux tactiques* *. Il n'est venu à l'idée de personne d'accuser les bolcheviks de ne pas mettre leurs commentaires en accord avec leurs résolutions. Il n'est venu à l'idée de personne d'exiger que

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139. (*N.R.*)

les résolutions d'un parti de masse engagé dans la lutte politique coïncident mot pour mot avec les formules donnant une définition marxiste du contenu de classe de la révolution, au cas où elle serait victorieuse.

Autre conclusion importante qui découle de ce rappel historique : au printemps 1905, les deux fractions de notre parti plaçaient la *conquête du pouvoir* par le prolétariat et l'ensemble des classes révolutionnaires *au centre* de la controverse et n'abordaient absolument pas le problème des rapports qui pouvaient ou devaient s'établir entre ces classes à la conquête du pouvoir. Comme nous l'avons vu, les mencheviks niaient qu'il faille s'emparer du pouvoir et qu'il faille le partager. Les bolcheviks, quant à eux, parlent du « rôle de guide du prolétariat dans la révolution » (résolution sur l'insurrection armée) ; ils affirment qu'on peut « admettre » la participation des social-démocrates à un gouvernement provisoire, qu'il faut « défendre inflexiblement l'indépendance de la social-démocratie qui aspire à une complète révolution socialiste » (résolution sur le gouvernement révolutionnaire provisoire), qu'il faut « soutenir » le mouvement révolutionnaire paysan et « débarrasser le contenu révolutionnaire démocratique du mouvement paysan de toutes ses impuretés réactionnaires », qu'il est nécessaire d'« élever la conscience révolutionnaire de paysans et de mener jusqu'à leur terme leurs revendications démocratiques » (résolution sur les rapports avec le mouvement paysan). Ce sont là les seules « formules » que l'on peut trouver dans les résolutions du congrès bolchevique de 1905 sur les rapports du prolétariat et de la paysannerie.

Passons aux projets de résolutions élaborés par les deux fractions avant le congrès de Stockholm, c'est-à-dire une année plus tard. Dans la presse en général et dans la presse de notre parti en particulier, on oublie ou on ignore trop souvent ces projets et cela est tout à fait regrettable, car ils ont une énorme importance dans l'histoire des idées tactiques de la social-démocratie. Ce sont eux, en effet, qui permettent de voir quelles leçons les deux fractions du parti ont tirées de l'expérience de la lutte d'octobre et de décembre 1905.

Dans le projet de résolution sur les objectifs de classe du prolétariat, les bolcheviks écrivent : ...« seul le prolétariat est en mesure de mener jusqu'à son terme la révo-

lution démocratique, car il est la seule classe complètement révolutionnaire de la société contemporaine. Pour cela il doit guider les masses de la paysannerie et donner une conscience politique à la lutte qu'elles mènent contre la grosse propriété foncière et l'Etat féodal » (repris dans le projet de résolution pour le congrès de Londres, voir le *Prolétari* n° 14, 4 mars 1907*).

Le prolétariat *entraîne à sa suite* la paysannerie, telle est donc la « formule » employée par les bolcheviks dans ce projet. Dans les résolutions bolcheviques, on n'emploie aucune autre formule pour exprimer l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. C'est là un fait sur lequel on ne saurait trop insister, car la tentative du camarade Martov qui veut donner à la résolution de la conférence de décembre 1908 une signification qui n'a jamais été la sienne postule que ce fait est oublié ou passé sous silence.

Dans leur projet de résolution (cité dans le « Rapport » de Lénine, pp. 68-70, d'après les *Partiinyïé Izvestia* [146]), les mencheviks estiment que le prolétariat « doit être le moteur de la révolution bourgeoise » — le moteur, notez-le bien, et non le « guide », le « dirigeant », comme dit la résolution bolchevique — et considèrent que l'une de ses tâches est de « soutenir par une pression de masse les démarches d'opposition de la démocratie bourgeoise qui ne sont pas en contradiction avec les revendications de notre programme, qui peuvent contribuer à leur réalisation et devenir le point de départ d'un nouveau progrès de la révolution ».

On voit donc que les fractions bolchevique et menchevique ont ramené elles-mêmes toutes les divergences à l'alternative suivante : le prolétariat doit-il être le « guide », le « dirigeant » de la révolution et « entraîner à sa suite » la paysannerie, *ou bien* doit-il en être le « moteur » qui « soutient » telle ou telle démarche de la démocratie bourgeoise ? Nous ajouterons qu'au congrès de Stockholm où ils étaient majoritaires, ce sont les mencheviks *eux-mêmes qui ont retiré* leur résolution, en dépit des protestations et de l'insistance des bolcheviks. Pourquoi l'ont-ils retirée ?

* Voir V. Lénine, Œuvres, 4e éd. russe, t. 12, p. 117. (*N.R.*)

Le passage suivant du projet de résolution menchevique fournira la réponse à cette question : « le prolétariat ne pourra remplir correctement sa tâche d'élément moteur de la révolution, qu'en s'organisant lui-même, qu'en entraînant par sa lutte des couches toujours nouvelles de la bourgeoisie urbaine et de la paysannerie dans le combat révolutionnaire, qu'en donnant un tour démocratique à leurs revendications, qu'en poussant ces couches à s'organiser, créant par là même les conditions de la victoire de la révolution. »

Il est évident que ce passage est une demi-concession aux bolcheviks, car, dans la mesure où il proclame que le prolétariat « entraîne » et « pousse » la paysannerie et de nouvelles couches de la bourgeoisie urbaine, il le définit non seulement comme le « moteur » mais au moins partiellement comme le dirigeant.

Poursuivons. Sur le problème du gouvernement provisoire, le projet de résolution menchevique proclame : « Quand un essor révolutionnaire général se développe dans le pays, la social-démocratie doit partout œuvrer à la formation de Soviets des députés ouvriers, inciter les autres éléments de la démocratie révolutionnaire à en constituer également, contribuer à la réunion de tous ces organismes dans des organisations sans-parti, générales, de la lutte révolutionnaire du peuple et poser à ces dernières les tâches nationales de la révolution qui, du point de vue du prolétariat, peuvent et doivent être réalisées au moment donné » (page 91, *idem*).

Ce projet menchevique maintenant oublié montre clairement que sous l'influence de l'expérience d'octobre-décembre 1905, les mencheviks se sont complètement embrouillés et ont baissé pavillon devant les bolcheviks. Comment peut-on concilier, en effet, le texte que nous avons cité, avec le passage suivant du même projet : « La prise du pouvoir et la dictature ne doivent pas être les objectifs de la social-démocratie dans la révolution bourgeoise actuelle » (page 92) ? Dans cette dernière thèse, les mencheviks ne font aucun compromis sur les principes et reprennent la totalité (moins les points qui portaient sur le « partage du pouvoir ») de leur résolution de 1905. Mais cette thèse est en contradiction absolue avec l'expérience d'oc-

tobre-décembre 1905 que les mencheviks *eux-mêmes ramènent à la réunion de tous les organes* du prolétariat et « *des autres éléments de la démocratie révolutionnaire* » dans des « organisations générales, sans-parti, de la lutte révolutionnaire du peuple » ! Or, si les Soviets des députés ouvriers « s'unissent » à des organismes *similaires* de la démocratie révolutionnaire au sein de vastes organisations sans-parti de la lutte révolutionnaire du peuple, il est évident que le prolétariat *se donne* pour objectif « la prise du pouvoir et la dictature » et qu'il *participe* à cette prise du pouvoir. D'ailleurs, la résolution elle-même proclame que « l'objectif essentiel » de la révolution est d'« arracher le pouvoir d'Etat des mains du gouvernement réactionnaire ». Les mencheviks ont beau avoir peur des mots, refuser de parler de « prise de pouvoir et de dictature » et condamner ces horreurs de la façon la plus catégorique, ils n'en ont pas moins été *contraints de reconnaître* après 1905 que la « réunion » des Soviets des députés ouvriers avec les autres organismes « similaires » de la démocratie révolutionnaire découlait inévitablement du cours des événements et qu'une telle *réunion* donnait naissance à des « organisations *générales*, sans-parti » (le terme est inexact, il aurait fallu dire : sans-parti ou inter-parti) « de la lutte révolutionnaire du peuple ». Or cette *organisation générale*, ce n'est rien d'autre qu'un gouvernement révolutionnaire provisoire ! Comme ils ont eu peur d'appeler les choses par leur nom, les mencheviks ont préféré les *décrire*. Mais cela ne change rien à l'affaire. « Un organe de la lutte révolutionnaire du peuple » qui « arrache le pouvoir » à l'ancien gouvernement, cela s'appelle un gouvernement révolutionnaire provisoire.

Alors que les mencheviks ont été contraints de tenir compte de l'expérience d'octobre-décembre 1905 dans la plus grande des confusions, les bolcheviks, au contraire, en ont clairement et directement tiré les conclusions. Dans leur projet de résolution sur le gouvernement provisoire, on peut lire en effet: ... « dans cette lutte ouverte » (celle de la fin de l'année 1905) « les éléments de la population qui sont capables de mener une intervention décisive contre le vieux pouvoir (c'est-à-dire presque exclusivement le prolétariat et les couches d'avant-garde de la petite bourgeoi-

sie) ont été amenés par la nécessité à créer des organisations qui, en fait, constituaient l'embryon du nouveau pouvoir révolutionnaire : les Soviets des députés ouvriers de Pétersbourg, de Moscou et des autres villes, les Soviets des députés soldats de Vladivostok, de Krasnoïarsk, etc., les comités des cheminots de Sibérie et du Sud, les comités paysans du gouvernement de Saratov, les comités révolutionnaires de ville qui se sont constitués à Novorossiisk et dans d'autres localités, les organismes ruraux qui ont été élus dans le Caucase et la région balte » (page 92). L'insuccès de ces organismes vient de leur dispersion et de leur état embryonnaire — est-il dit plus loin, — et le gouvernement révolutionnaire provisoire est défini comme « l'organe de l'insurrection victorieuse ». « A l'heure actuelle, poursuit la résolution, le prolétariat a une tâche urgente à réaliser pour mener la révolution jusqu'à son terme. Cette tâche consiste à contribuer en commun avec les démocrates révolutionnaires à l'unification de l'insurrection et à la formation d'un centre qui la coordonnera et qui sera le gouvernement révolutionnaire provisoire. » La suite de la résolution reprend presque mot pour mot les termes de la résolution du III[e] Congrès de 1905.

Ces extraits des projets de résolution rédigés par les deux fractions du parti avant le congrès de Stockholm permettent de poser le problème de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie sur un terrain historique concret. Si on veut apporter à ce problème une réponse claire et sans équivoque, il est indispensable de tenir compte de l'expérience de la fin de l'année 1905. Si on se refuse à étudier cette expérience, en effet, non seulement on ignore un matériel de la plus haute importance pour un marxiste russe, mais en plus on se condamne irrémédiablement à « ergoter » sur les formules et à « caviarder » (pour reprendre une expression heureuse du camarade Martov) la nature même des divergences de principe, à adopter vis-à-vis des problèmes théoriques et pratiques posés par la « dictature » cette attitude boiteuse et sans principes que la phrase « le but n'est rien, le mouvement est tout » résume admirablement.

L'expérience de la fin de l'année 1905 a prouvé de façon irréfutable qu'un « essor révolutionnaire général dans

le pays » entraîne la formation d'« organisations de la lutte révolutionnaire du peuple » (selon la formule menchevique, ou d'« organismes embryonnaires du nouveau pouvoir révolutionnaire » selon la formule bolchevique). Il est également indubitable que dans l'histoire de la révolution bourgeoise russe, ces organismes ont été constitués en premier lieu par le prolétariat et en second lieu par « les autres éléments de la démocratie révolutionnaire » ; il suffit d'examiner un tant soit peu la composition de la population de la Russie en général et de la Grande-Russie en particulier pour s'apercevoir que la paysannerie fournit l'écrasante majorité de ces autres éléments. Enfin, la tendance historique à l'unification de tous ces organismes ou organisations locaux n'est pas moins évidente. La seule conclusion que l'on peut tirer de cet ensemble de facteurs est la suivante : en Russie, à l'heure actuelle, une révolution victorieuse *ne peut être* autre chose qu'une dictature démocratique révolutionnaire de la paysannerie et du prolétariat. Cette conclusion est irréfutable et on ne peut l'éluder qu'« en ergotant » et en « caviardant » les divergences ! A partir du moment où on ne s'attache pas à des aspects isolés du problème, où on ne sépare pas arbitrairement et artificiellement la ville de la campagne et une localité de l'autre, où on ne substitue pas à la question de la dictature de *classes* celle de la composition de tel ou tel *gouvernement*, en un mot, à partir du moment où on considère vraiment le problème *dans sa totalité*, personne n'est en mesure de nous indiquer, sur des exemples concrets tirés de l'expérience de l'année 1905, comment la révolution pourrait être victorieuse sans être une dictature du prolétariat et de la paysannerie.

Avant de poursuivre, finissons-en avec l'histoire au sein du parti de la « formule » que nous sommes en train d'examiner. Nous avons vu de quelle façon précise les deux fractions du parti avaient exposé leurs thèses respectives en 1905 et en 1906. En 1907, à la veille du congrès de Londres, les mencheviks ont rédigé un premier projet de résolution sur les rapports avec les partis bourgeois (*Narodnaïa Douma* [147], n° 12, 24 mars 1907). Au congrès ils en ont présenté un autre. Le premier de ces deux textes parle de « combiner » l'action du prolétariat à celle d'autres classes. Le second, d'« utiliser » le mouvement d'autres classes « pour

les objectifs » du prolétariat, de faire « soutenir », par le prolétariat, certaines « démarches » d'autres classes ayant un « caractère oppositionnel ou révolutionnaire », des « accords » que « dans certains cas bien déterminés » la social-démocratie peut passer avec les classes libérales et démocratiques.

Le projet bolchevique, de même que la résolution adoptée par le congrès de Londres, dit que la social-démocratie doit « les forcer (les partis populistes ou troudoviks qui expriment « plus ou moins les intérêts et le point de vue des larges masses de la paysannerie et de la petite bourgeoisie urbaine ») à se placer aux côtés des social-démocrates contre les Cent-Noirs et les cadets ». Il parle également « des actions communes qui en découlent » et dont « le seul objectif doit être de favoriser une offensive générale ». A la différence du projet bolchevique, la résolution du congrès comporte la phrase suivante : « dans la lutte pour mener la révolution jusqu'à son terme », qui a été ajoutée sur la proposition d'un Polonais. C'est donc l'idée de la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie qui ici encore est réaffirmée en toute clarté. Cette dictature, en effet, c'est bien l'« action commune » de ces classes qui « *ont mené* ou qui sont en train de mener la révolution jusqu'à son terme » !

II

Il suffit de jeter un regard d'ensemble sur l'histoire des opinions développées dans le parti à propos de la dictature du prolétariat et de la paysannerie pour voir à quel point ce que dit Martov sur la manie d'ergoter et sur le mouvement privé de but se retourne contre lui-même. En effet, la première conclusion à tirer de ce rappel historique, c'est que, dans leurs projets de résolution et dans leurs résolutions, les bolcheviks n'ont pas *une seule fois* employé l'expression ou la « formule » de « dictature du prolétariat et de la paysannerie ». Cependant, il n'est encore venu à l'idée de *personne* de nier que *tous* les projets et *toutes* les résolutions bolcheviques entre 1905 et 1907 reposaient *entièrement* sur l'idée de dictature du prolétariat et de la pay-

sannerie. Il serait ridicule de le nier, ce serait précisément ergoter et masquer le *fond* du problème en jouant sur les mots. Dans la brochure *Deux tactiques* (« En douze ans », page 445) *, Lénine parle du prolétariat « qui s'adjoint » la masse de la paysannerie; le projet de résolution bolchevique de 1906 parle du prolétariat « *entraînant à sa suite* » les masses paysannes, la résolution du congrès de Londres parle des « actions communes » du prolétariat et de la paysannerie dans « la lutte pour mener la révolution démocratique jusqu'à son terme ». N'est-il pas évident que c'est une seule et même idée qui est à la base de ces trois formulations ; que cette idée exprime précisément la dictature du prolétariat *et* de la paysannerie ; que la formule « le prolétariat *s'appuyant* sur la paysannerie » *ne contredit en rien* cette dictature du prolétariat et de la paysannerie ?

Le camarade Martov se met en quatre pour réfuter cette dernière proposition. Il engage la discussion à propos du mot « et ». Il n'y a pas de « et », la formule qui comportait ce mot a été rejetée, clame-t-il, n'allez pas maintenant le réintroduire dans des articles non signés de notre Organe central ! Trop tard, cher camarade Martov. Il fallait adresser cette réclamation à *tous* les journaux bolcheviques qui pendant *toute* la période révolutionnaire ont toujours parlé de la dictature du prolétariat et de la paysannerie, sur la base de résolutions qui ne comportaient pas *ce « et »*. Si le camarade Martov a perdu la bataille de principe qu'il voulait mener à propos de ce « et », ce n'est pas seulement parce qu'il s'y est pris trop tard, mais parce que sa Majesté la logique ramène inéluctablement à ce « et » malencontreux : *et* « s'adjoint », *et* « chargé de », *et* « action commune », *et* « s'appuyant sur », *et* « aidé de » (cette dernière expression se trouve dans la résolution du VI^e^ congrès de la social-démocratie polonaise [148]).

Mais les bolcheviks se sont opposés à la formule « s'appuyant sur », continue sa discussion de principe le camarade Martov. Oui, ils se sont opposés à cette formule. Non pas parce qu'elle était en contradiction avec la dictature du prolétariat et de la paysannerie, mais parce qu'en russe elle n'était pas d'une bonne venue. En règle générale, en effet, c'est

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, p. 97. (*N.R.*)

le plus faible qui s'appuie sur le plus fort. Les bolcheviks sont tout à fait disposés à reprendre textuellement l'expression utilisée par les Polonais qui parlent du « prolétariat *aidé* de la paysannerie », quoique la formule : « le prolétariat entraînant à sa suite la paysannerie » soit peut-être encore meilleure. On peut discuter toutes ces expressions, mais il est tout simplement grotesque de vouloir transformer *cette* discussion en débat de principe. Nier, comme tente de le faire le camarade Martov, que l'expression « s'appuyant sur » implique une action *commune*, c'est un modèle d'ergotage. Affirmer, comme le font Dan, Axelrod et Sémionov dans les passages cités par le camarade Martov, que la conquête du pouvoir par le « prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie » est la conquête du pouvoir « par le *seul* prolétariat », c'est amuser le lecteur. Si nous affirmons qu'*en s'appuyant sur* Tchérévanine, Prokopovitch et Cie, Martov et Potressov ont liquidé l'idée de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, ira-t-on croire qu'ils l'ont liquidée *tous seuls*, sans Tchérévanine, Prokopovitch et Cie ?

Non, camarades ! Mener la discussion dans notre Organe central ne doit pas consister à ergoter sur les textes. Ce n'est pas en employant ce genre de méthodes que l'on pourra éluder ce fait indubitable et essentiel que la majorité du P.O.S.D.R. et en particulier les bolcheviks et les Polonais reconnaissent catégoriquement : 1) que le prolétariat doit jouer le rôle dirigeant, le rôle de guide de la révolution ; 2) que l'objectif de la lutte est la conquête du pouvoir par le prolétariat avec l'aide des autres classes révolutionnaires ; 3) que dans ce domaine, la paysannerie est la première et peut-être même la seule « aide ». Si on veut mener la discussion sur le fond, il faut contester au moins une de ces trois propositions. Or, il n'y a pas une seule qui ait été sérieusement analysée par le camarade Martov. Il a oublié de dire au lecteur que sur *chacune d'entre elles*, les mencheviks défendent un point de vue que le parti *a repoussé*. Il a oublié de dire que parmi les *erreurs rejetées par le parti* figure précisément le menchevisme et seulement le menchevisme ! C'est précisément la politique suivie par les mencheviks pendant la révolution qui était un mouvement privé de but et par conséquent *subordonné* aux fluctuations du parti cadet. Et s'il en était ainsi, c'est justement parce que

les mencheviks ne savaient pas si le prolétariat devait aspirer au rôle dirigeant, s'il devait aspirer à la conquête du pouvoir, si pour cet objectif il devait compter sur l'aide d'une classe déterminée. Cette ignorance condamne irrémédiablement la politique des social-démocrates à l'aventure, à l'erreur, à l'absence de principe et à la subordination aux libéraux.

Bien loin d'enterrer la « dictature du prolétariat et de la paysannerie » et de permettre qu'elle soit éliminée du vocabulaire du parti, la conférence l'a au contraire *confirmée* et a fait un *pas de plus* en direction de sa complète reconnaissance. Le congrès de Londres a admis en effet : 1) le rôle du prolétariat en tant que « guide dans la révolution bourgeoise » ; 2) les « actions communes » du prolétariat et de la paysannerie dont le « seul objectif doit être de favoriser une offensive générale », pour aider entre autres choses, à ce que la « révolution soit menée jusqu'à son terme ». Il ne resterait plus qu'à reconnaître que dans cette révolution l'objectif de la lutte est la conquête du pouvoir par le prolétariat et la paysannerie. C'est ce qu'a fait la conférence en adoptant la formule : « conquête du pouvoir par le prolétariat qui s'appuie sur la paysannerie ».

Ceci dit, nous ne songeons nullement à nier ni à escamoter les divergences qui opposent les bolcheviks aux Polonais. Les social-démocrates polonais ont toutes les occasions d'exposer ces divergences dans leurs propres publications en langue russe, dans les colonnes des journaux bolcheviques et dans notre Organe central. Et ils ont déjà commencé à le faire. Si, comme le veut le camarade Martov, les social-démocrates polonais interviennent dans notre polémique, chacun pourra voir que pour l'essentiel, nous sommes solidaires de la social-démocratie polonaise contre les mencheviks et que nous ne divergeons que sur des questions d'ordre mineur.

III

Pour ce qui est de Trotski, que le camarade Martov a obligé à participer à la controverse de tierces personnes qu'il a organisée et où il ne manquait que le principal intéressé, nous ne pouvons absolument pas examiner ici

la totalité de ses thèses. Pour cela, il faudrait lui consacrer tout un article. Par ses allusions aux thèses erronées de Trotski, par les lambeaux qu'il en cite, le camarade Martov aboutit à créer une série de malentendus dans l'esprit du lecteur, car avec des morceaux de citations on n'a jamais réussi qu'à embrouiller les problèmes. L'erreur fondamentale de Trotski est qu'il ne veut pas voir le caractère bourgeois de la révolution et il n'a pas une conception claire du passage de cette révolution à la révolution socialiste. De cette erreur de base découlent les erreurs d'ordre particulier que le camarade Martov *reprend à son compte*, en accordant sa sympathie et son approbation aux citations qu'il en fait. Afin de dissiper la confusion provoquée par l'exposé du camarade Martov, nous allons au moins montrer en quoi les arguments de Trotski auxquels Martov a donné son approbation sont erronés. Pour qu'il se forme une coalition de la paysannerie et du prolétariat, il faut « ou bien que la paysannerie soit sous l'emprise de l'un des partis bourgeois existants ou bien qu'elle ait créé un parti autonome puissant ». Il est évident que cela est erroné, aussi bien au point de vue théorique général qu'au point de vue de l'expérience de la révolution russe. Une « coalition » de classes n'implique *nullement* l'existence d'un parti puissant *ni* d'aucune espèce de parti en général. C'est mélanger le problème des classes et celui des partis. Il n'est *nullement* indispensable que l'un des partis bourgeois existants ait instauré son emprise sur la paysannerie *ou que* cette dernière ait créé un puissant parti autonome pour former une « coalition » entre elle et le prolétariat. Au point de vue théorique, cela est clair, car on sait, d'une part, que la paysannerie est particulièrement difficile à organiser en parti et, d'autre part, que la formation des partis paysans dans une révolution bourgeoise est un processus particulièrement lent et difficile et que par conséquent « le puissant parti autonome » ne pourrait apparaître, par exemple, que vers la fin de la révolution. Si on considère l'expérience de la révolution russe, il est également clair que la « coalition » de la paysannerie et du prolétariat s'est réalisée *des dizaines et des centaines de fois* sous les formes les plus diverses alors qu'il n'existait « aucun parti autonome puissant » de la paysannerie. Cette coalition s'est réalisée quand, par exemple, il

y a eu « action commune » d'un Soviet des députés ouvriers et d'un Soviet des députés soldats, d'un comité de grèves des cheminots ou de députés paysans, etc. Toutes ces organisations étaient essentiellement *sans-parti*. Cependant, il est indubitable qu'une « coalition » de *classes* se réalisait à chaque fois qu'elles menaient une action commune. En même temps, le parti paysan était en train de s'ébaucher, de naître, de s'incarner dans l'« Union paysanne » de 1905 [149] ou dans le « Groupe du Travail » de 1906. *A mesure* que ce parti a grandi, qu'il s'est développé et s'est constitué, la coalition des *classes* a pris des formes différentes, les accords politiques ont été tantôt imprécis, implicites, tantôt bien définis, en bonne et due forme. Par exemple, après la dissolution de la première Douma, *trois* appels à l'insurrection ont été lancés : le premier « A l'armée et à la flotte », le second « A toute la paysannerie de Russie », le troisième « A tout le peuple ». L'appel à l'armée et à la flotte était signé par le groupe parlementaire social-démocrate et par le comité du « Groupe du Travail ». Cette « action commune » était-elle l'indice d'une *coalition des deux classes* ? Il est évident que oui. Le nier c'est ergoter ou transformer le large concept scientifique de « coalition de classes » en un concept étroitement juridique, quasiment notarial. D'autre part peut-on nier que cet *appel* à l'insurrection lancé en commun par les parlementaires de la classe ouvrière et de la paysannerie s'est accompagné *d'actions* communes des représentants des deux classes dans les insurrections locales partielles ? Peut-on nier qu'un appel commun à l'insurrection générale et une participation commune aux insurrections locales partielles impliquent la formation commune d'un gouvernement provisoire révolutionnaire ? Le nier, c'est ergoter, réduire exclusivement le concept de « gouvernement » à un phénomène qui a pris une forme définitive, officielle, en oubliant que le définitif et l'explicite naissent du provisoire et de l'implicite.

Poursuivons. Le second appel à l'insurrection était signé, outre le groupe parlementaire social-démocrate et le comité de Groupe du Travail, par le *Comité central* (menchevique) du P.O.S.D.R., par le Comité central du parti socialiste-révolutionnaire, par l'Union paysanne de Russie, par l'Union des cheminots de Russie, par l'Union des

enseignants de Russie. Quant au troisième appel, il avait rassemblé toutes ces signatures, sauf celles des trois unions, et, en plus, celles du Parti socialiste polonais et celle du Bund [150].

N'est-ce pas là une coalition politique en règle de partis et d'organisations sans-parti ! N'est-ce pas là la « dictature du prolétariat et de la paysannerie », *proclamée* comme un défi au tsarisme, comme un appel au peuple entier, mais point encore traduite dans les faits ! Et on ne trouverait pas beaucoup, à l'heure actuelle, de social-démocrates partageant l'opinion exposée dans le n° 6 du *Social-Démocrate* [151] menchevique de l'année 1906, où on peut lire à propos de ces appels qu'« avec les autres partis et formations révolutionnaires, notre parti n'avait pas constitué un bloc révolutionnaire mais conclu un accord de combat. Et nous avons toujours considéré que ce genre d'accord était avantageux et nécessaire » (voir le *Prolétari* n° 1, 21 août 1906 et n° 8, 23 novembre 1906 *). On ne peut opposer le concept d'accord de combat à celui de bloc politique, car ce dernier concept englobe le premier. Suivant les moments historiques, les blocs politiques se réalisent tantôt sous forme d'« accord de combat » en vue d'une insurrection, tantôt sous forme d'accord parlementaire pour « la lutte commune contre les Cent-Noirs et les cadets », etc. Au cours de la révolution, l'idée de la dictature du prolétariat et de la paysannerie s'est exprimée en pratique sous les formes les plus diverses : par la signature d'un manifeste appelant le peuple à ne pas payer ses impôts et à retirer son argent des établissements de dépôt (décembre 1905), par les appels à l'insurrection (juin 1906), par les votes à la deuxième et à la troisième Douma en 1907 et en 1908.

La seconde déclaration de Trotski citée par le camarade Martov est également erronée. Il n'est pas vrai que « tout le problème est de savoir qui déterminera le contenu de la politique gouvernementale et qui constituera une majorité homogène », etc. Cette thèse est particulièrement erronée quand elle sert d'argument à Martov contre la dictature du prolétariat et de la paysannerie. Dans son

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, pp. 148-164 et 315-328. (*N.R.*)

raisonnement, Trotski lui-même admet que des « représentants de la population démocratique participent » au « gouvernement ouvrier », c'est-à-dire qu'il admet que le gouvernement sera composé de représentants du prolétariat *et* de la paysannerie. Dans quelles conditions peut-on admettre que le prolétariat participe au gouvernement de la révolution ? C'est là un autre problème à propos duquel il y a fort à parier que les bolcheviks seront en désaccord non seulement avec Trotski mais également avec les social-démocrates polonais. Mais il est absolument impossible de ramener la question de la dictature des classes révolutionnaires au problème de la « majorité » au sein de tel ou tel gouvernement révolutionnaire et à la question de savoir dans quelles conditions la social-démocratie peut participer au gouvernement.

Parmi les thèses de Trotski citées par le camarade Martov, la plus erronée est la troisième, que le camarade Martov considère comme « correcte » : « quand bien même la paysannerie, en se ralliant au régime de la démocratie ouvrière, resterait aussi peu consciente qu'elle l'est habituellement lorsqu'elle soutient un régime bourgeois ». Si les maîtres du régime bourgeois comptent sur le manque de conscience et sur les préjugés de la paysannerie, s'ils s'appuient sur eux, le prolétariat ne peut agir de même, pas plus qu'il ne peut estimer que dans une période révolutionnaire, la paysannerie gardera son inconscience et sa passivité habituelles. L'expérience de l'histoire de la révolution russe montre en effet que dès la première vague de l'essor, à la fin de l'année 1905, la paysannerie a commencé à mettre sur pied une organisation politique (l'Union paysanne de Russie), dont il ne fait aucun doute qu'elle constituait l'embryon d'un parti paysan bien distinct. A la première et à la deuxième Douma, malgré l'extermination par la contre-révolution du premier contingent de paysans d'avant-garde, la paysannerie agissant ainsi pour la première fois, à l'échelle nationale, à l'occasion d'élections générales, a immédiatement posé les bases du « Groupe du Travail », germe incontestable d'un parti bien distinct. Il est indubitable que dans tous ces germes et embryons, il y avait beaucoup d'instabilité, d'imprécision, de précarité. Mais si de tels groupements politiques ont pu se constituer dès

le début de la révolution, il est absolument certain qu'une révolution menée jusqu'à ce « terme » ou plutôt jusqu'à ce degré de développement qu'est la dictature révolutionnaire, entraînera la formation d'un parti paysan révolutionnaire plus solidement organisé et plus puissant. Prétendre le contraire, ce serait admettre que chez un adulte, certains organes vitaux peuvent conserver la taille, la forme et le niveau de développement de l'enfance.

De toute façon, quand le camarade Martov en arrive à la conclusion que la conférence a approuvé les thèses défendues par Trotski sur la question des rapports du prolétariat et de la paysannerie dans la lutte pour le pouvoir, il se met en contradiction avec les faits et il tente de donner aux *mots* une signification qui n'a jamais été ni discutée, ni évoquée, ni envisagée à la conférence.

IV

A propos de Kautsky, le camarade Martov accumule encore une fois en si peu de mots un si grand nombre d'inexactitudes que pratiquement, pour lui répondre sur le fond, il faut tout reprendre dès le début si on veut que le lecteur s'y retrouve.

Il est absolument inexact que « dans sa préface à l'article de Kautsky sur les « Perspectives » *, Lénine, partageant en cela l'opinion d'un grand nombre de gens, ait nié catégoriquement le caractère bourgeois de notre révolution ». Il est tout aussi inexact que Kautsky ait « déclaré que la révolution russe n'était pas une révolution bourgeoise ». Les choses sont toutes différentes.

Plékhanov avait posé un certain nombre de questions à plusieurs représentants de la social-démocratie internationale. La première de ces questions portait sur les « *traits généraux* » de la révolution russe et la seconde sur la « conduite que devait adopter le parti social-démocrate à l'égard de la démocratie bourgeoise en lutte à sa façon pour la liberté politique ». En posant les questions

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 1, pp. 429-435. (*N.R.*)

de cette manière, le camarade Plékhanov commettait deux erreurs contre le marxisme : premièrement, il confondait le problème des « traits généraux », c'est-à-dire du *contenu économique et social* de révolution, avec celui des forces motrices de cette révolution. Pour un marxiste, il est impossible de mêler ces deux problèmes. Il est même impossible de faire dériver *directement*, sans une analyse concrète spéciale, sa réponse à la deuxième question de celle qu'il a apportée à la première. Deuxièmement, Plékhanov confondait le problème du rôle de la paysannerie dans notre révolution avec le problème du rôle de la démocratie bourgeoise en général. En réalité, le concept scientifique de « démocratie bourgeoise » recouvre la paysannerie aussi bien que les libéraux. Mais l'attitude du prolétariat doit être absolument différente selon qu'il a affaire à l'une ou à l'autre de ces variétés de la « démocratie bourgeoise ».

Kautsky a tout de suite vu les erreurs du camarade Plékhanov et, dans sa réponse, il *les a corrigées*. Pour ce qui est du contenu économique et social de la révolution, non seulement il n'a jamais songé à nier qu'il fût de caractère bourgeois, mais, bien au contraire, il l'a catégoriquement reconnu comme tel. Voici d'ailleurs ce que Kautsky déclare à ce sujet dans les « Perspectives », et que le camarade Martov a si profondément déformé.

« La révolution actuelle (en Russie) ne peut conduire, à la campagne, qu'à la formation d'une paysannerie bien assise, sur la base de la propriété foncière privée, creusant de ce fait entre le prolétariat et la partie aisée de la population paysanne un fossé semblable à celui qui existe en Europe occidentale. C'est pourquoi on ne peut imaginer que la révolution russe actuelle conduise immédiatement à l'instauration du mode de production socialiste, même si, provisoirement, elle venait à remettre les rênes du gouvernement entre les mains de la social-démocratie » (p. 31 de la traduction supervisée par N. Lénine).

La préface de Lénine fait précisément allusion à ce passage quand elle déclare (*idem*, p. 6) qu'« il va sans dire que Kautsky est *entièrement* d'accord avec les thèses fondamentales défendues par *tous* les social-démocrates russes sur le caractère *non socialiste* (dans toute la préface, italique de Lénine) du mouvement paysan et sur le fait qu'il est impos-

sible que le socialisme soit engendré par la petite production paysanne ».

L'affirmation du camarade Martov selon laquelle Lénine niait catégoriquement le caractère bourgeois de notre révolution est donc absolument contraire à la vérité. Lénine a dit exactement le contraire. Quant à Kautsky, il reconnaissait sans aucune équivoque que par son caractère général, compris comme son contenu économique et social, notre révolution était une révolution bourgeoise.

« Il me semble, poursuivait Kautsky, qu'il est impossible de donner une réponse simple, dans un sens ou dans un autre, à la première question de Plékhanov. Le temps des révolutions bourgeoises, c'est-à-dire des révolutions où la bourgeoisie était la force motrice, est passé, y compris en Russie... La bourgeoisie ne fait pas partie des forces motrices du mouvement révolutionnaire qui se déroule actuellement en Russie, et, de ce fait, ce mouvement ne peut être qualifié de bourgeois » (p. 29). Le lecteur peut voir que dans ce passage, Kautsky définit de la façon la plus claire ce qui est en question, qu'il considère de la façon la plus claire la révolution bourgeoise *non pas* au point de vue de son contenu économique et social *mais* en tant que révolution où « le rôle de force motrice est joué par la bourgeoisie ».

Poursuivons. Kautsky a corrigé la deuxième erreur de Plékhanov en établissant une distinction nette et précise entre la démocratie bourgeoise « libérale » et la démocratie bourgeoise paysanne. Il reconnaît que la « force révolutionnaire de la social-démocratie russe réside dans la communauté d'intérêts existant entre le prolétariat industriel et la paysannerie » et il affirme que « sans les paysans nous ne pouvons, à l'heure actuelle, remporter la victoire en Russie » (p. 31). A propos de la question oiseuse du « *et* » sur laquelle le camarade Martov a fondé toute la discussion de principe, il est intéressant de noter que dans ce même article, c'est-à-dire en 1906, Kautsky emploie *sur une même page* les expressions « *s'appuyer sur* » (« sur quelle classe le prolétariat russe peut-il s'appuyer ? ») et « *l'alliance du prolétariat avec les autres classes* pour la lutte révolutionnaire doit reposer avant tout sur la communauté d'intérêts économiques » (page 30).

Le camarade Martov ne va-t-il pas accuser Kautsky d'avoir cherché, dès 1906 et en prévision de la conférence du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en décembre 1908, à « égarer le lecteur », à « caviarder » les divergences qui opposent les bolcheviks aux social-démocrates polonais et à « ergoter » ?

Notons qu'en prônant l'alliance du prolétariat et de la paysannerie dans la révolution bourgeoise russe, Kautsky n'avance en fait aucune idée « nouvelle » mais ne fait que reprendre intégralement les thèses de Marx et Engels. En 1848, Marx écrivait en effet dans la *Nouvelle Gazette Rhénane* [152] : « Par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique, la grande bourgeoisie (il s'agit de la bourgeoisie allemande après le 18 mars 1848) qui, depuis le début, est antirévolutionnaire, a conclu une alliance offensive et défensive avec la réaction » (voir le tome 3 des œuvres de Marx éditées par Mehring ; pour l'instant, seuls les deux premiers tomes sont parus en russe). « La révolution allemande de 1848, écrivait Marx le 29 juillet 1848, n'est qu'une parodie de la révolution française de 1789... Pas un seul moment la bourgeoisie française de 1789 n'a abandonné ses alliés, les paysans... La bourgeoisie allemande de 1848, par contre, les trahit sans le moindre scrupule. »

On voit donc que dans ce texte qui traite de la révolution *bourgeoise*, Marx oppose clairement la classe ouvrière alliée à la bourgeoisie démocratique, c'est-à-dire essentiellement la paysannerie, à la bourgeoisie contre-révolutionnaire alliée à la réaction. Et cette thèse ne peut être attribuée au fait qu'à cette époque la conception socialiste de Marx n'était pas définitivement élaborée. En 1892, c'est-à-dire 44 ans plus tard, Engels écrit en effet dans son article sur le « Matérialisme historique » (*Neue Zeit*, XI, tome I : en russe voir le recueil *Le Matérialisme historique*) : « Dans les trois grandes révolutions de la bourgeoisie » (Réforme et guerre des paysans en Allemagne, au XVI^e^ siècle, révolution anglaise au XVII^e^ siècle et révolution française au XVIII^e^) « la paysannerie fournisse les armées pour soutenir le combat... Sans cette *paysannerie* (la yeomanry, dans la révolution anglaise) et sans l'élément plébéien des villes, jamais la bourgeoisie livrée à ses propres

forces n'aurait pu continuer la lutte jusqu'à la victoire et n'aurait pu faire monter Charles Ier sur l'échafaud [153] ».

On voit donc que la seule particularité de la révolution bourgeoise russe réside dans le fait qu'au XXe siècle le prolétariat prend la première place, alors qu'au XVIe, au XVIIe et au XVIIIe siècle, l'élément plébéien des villes n'occupait que la seconde place.

V

Il nous faut maintenant conclure. Le camarade Martov a soulevé un problème extrêmement important qui mérite d'être discuté de façon approfondie dans les colonnes de l'Organe central du parti. Ce problème, en effet, il ne faut pas se contenter de le « soulever », il faut l'étudier à fond, en s'appuyant non seulement sur la théorie de Marx et Engels, mais encore sur l'expérience de la révolution russe entre 1905 et 1907.

Prétendre que si les social-démocrates prônent la dictature révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, c'est parce qu'ils sont sous la coupe des populistes est risible. Les quasi-marxistes qui raisonnent ainsi devraient en effet commencer par accuser Kautsky, Marx et Engels de complaisance envers le populisme. Dans toutes les grandes révolutions bourgeoises, seul le prolétariat (plus ou moins développé) allié à la paysannerie a pu remporter une victoire décisive. Telle est bien aussi la condition de la victoire pour la révolution bourgeoise en Russie. L'expérience des années 1905-1907 a donné, à *chaque* tournant important, une démonstration *pratique* de cette vérité ; car en fait, toutes les actions décisives, qu'elles aient eu un caractère « de combat » ou parlementaire ont été précisément « des actions communes » du prolétariat et de la paysannerie.

Notre parti défend fermement l'idée selon laquelle le prolétariat doit jouer *le rôle de guide* dans la révolution démocratique bourgeoise ; il affirme sans équivoque que pour mener cette révolution à son terme, il faut que le prolétariat et la paysannerie *agissent en commun* et que sans *la conquête du pouvoir politique* par les classes révolutionnaires,

la victoire est impossible. Refuser d'admettre ces vérités, c'est pour la social-démocratie se condamner inévitablement à hésiter, à être « un mouvement privé de but », à prôner les accords occassionnels et sans principes ; en fait, cela revient à tomber sous la coupe des cadets, c'est-à-dire à rendre la classe ouvrière dépendant de la bourgeoisie libérale-monarchiste contre-révolutionnaire.

« Social-Démocrate »
n^os 3 et 4,
9 (22) mars et 21 mars (3 avril) 1909.
Signé : N. Lénine

Conforme au texte du journal

A LA DIRECTION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND [154]

L'article sur « Les problèmes d'organisation dans la social-démocratie russe », paru dans le numéro 79 du *Vorwärts* (I Beilage, d. 3. IV. 1909) *, nous met dans l'obligation d'adresser à la Direction du Parti ouvrier social-démocrate allemand une protestation énergique. Au nom du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui nous a chargés des affaires du parti à l'étranger, nous demandons à la Direction du Parti social-démocrate allemand d'accorder une attention toute particulière à la situation absolument anormale qui s'est créée. L'organe central de la social-démocratie allemande ignore systématiquement la déclaration formelle de notre parti sur l'existence d'une représentation spéciale de notre Comité central à l'étranger et persiste à ne pas publier le communiqué par lequel on lui a fait connaître depuis longtemps l'existence et l'adresse de cette représentation. En même temps, il publie le texte d'« un camarade » qui rapporte un événement *officiel* de la vie de notre parti, à savoir la conférence du P.O.S.D.R., *sans donner le texte officiel* des résolutions adoptées par cette conférence sur les problèmes d'organisation. En omettant de citer ces résolutions officielles, la lettre que l'on peut lire dans le *Vorwärts* fausse complètement le sens des discussions et des divergences qui se sont manifestées au sein de la social-démocratie russe ; bien plus, elle mène de façon

* *En Avant* (Appendice I, 3.IV. 1909). (*N.R.*)

détournée une polémique de fraction contre les résolutions de la conférence. Ce genre de polémique risque de détériorer les relations déjà anormales existant entre les fractions du P.O.S.D.R. Elle provoque irritation et ressentiment ; il devient en même temps plus difficile d'expliquer aux camarades allemands la situation réelle et les divergences qui existent dans notre parti.

C'est pourquoi le Bureau du Comité central du P.O.S.D.R. à l'étranger demande à la Direction du parti social-démocrate allemand de poser la question de la présentation par le *Vorwärts* des divergences entre les social-démocrates russes, et celle de la publication de plusieurs articles sur les affaires russes, ainsi que de communiqués officiels du C.C. du P.O.S.D.R. et des textes officiels des résolutions de notre parti.

Le Bureau du C.C. du P.O.S.D.R. à l'étranger demande à la direction de prendre une décision indiquant s'il est possible de publier dans le *Vorwärts* des articles sur la vie de la social-démocratie russe sans donner les informations officielles émanant de notre Comité central ni les textes des résolutions officielles de notre parti.

Sur le fond, le Bureau du C.C. à l'étranger considère comme indispensable de signaler, dans l'extraordinaire quantité d'inexactitudes contenues dans cet article, et dont l'énumération *complète* exigerait une brochure entière, trois contrevérités *essentielles*.

1) La première résolution adoptée par la conférence sur les problèmes d'organisation constate qu'il existe à l'intérieur du P.O.S.D.R. *deux* courants sur ces problèmes de base. Dans cette résolution, le parti condamne le courant qui est défini comme « liquidateur », c'est-à-dire celui qui tend en fait à détruire le P.O.S.D.R. tel qu'il existe actuellement. Cette résolution a été approuvée non seulement par tous les bolcheviks et tous les membres de la social-démocratie polonaise mais aussi par deux des trois délégués du Bund.

2) La Résolution sur le moment présent qui a été proposée par les bolcheviks et adoptée par le parti, constate, dès le début, que la vieille autocratie féodale est en train de se décomposer et de faire un pas de plus vers sa transformation en monarchie bourgeoise. Bien qu'ils n'aient pas

proposé de projet de résolution, les mencheviks ont voté contre celui qui a été adopté. Le seul amendement qu'ils ont proposé demandait que le mot « bourgeoise » soit remplacé par le mot « ploutocratique ».

3) Aucun représentant de la social-démocratie ukrainienne ne se trouvait à la conférence. Ils n'ont donc pas pu se prononcer en faveur des mencheviks. Pour ce qui est de l'unité de vues entre le parti socialiste polonais et les mencheviks, cette organisation, ne faisant pas partie du P.O.S.D.R., n'a pas participé et ne pouvait participer à la conférence. Une proposition menchevique visant à le faire admettre au sein du P.O.S.D.R. a été repoussée par la conférence, qui a adopté une motion demandant qu'on passe au point suivant de l'ordre du jour.

Rédigé le 23 mars (5 avril) 1909 au plus tôt.
Publié pour la première fois

Conforme au manuscrit

UNE CARICATURE DU BOLCHEVISME

Nous avons porté dans le numéro 42 du *Prolétari* une appréciation générale sur l'« otzovisme » et l'« ultimatisme » *. Nous publions aujourd'hui la résolution des otzovistes de Pétersbourg qui leur a servi de plate-forme pour les élections à la conférence de décembre du P.O.S.D.R. (et qui, *malheureusement*, n'est parvenue à la rédaction du *Prolétari* qu'*après* la conférence). Cette résolution nous amène à répéter une bonne partie de ce qui s'est dit à la conférence.

Cette résolution, où les arguments erronés et anti-marxistes fourmillent, met en lumière dans presque tous ses points le manque de maturité de ses auteurs ou leur oubli de l'a b c de la social-démocratie. Premier point: ...« La première étape de la révolution est terminée »... Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'une étape du développement économique et social a été achevée ? Probablement pas. Les auteurs veulent parler d'une étape de la lutte directement révolutionnaire des masses. C'est du moins ce qu'il nous faut présumer si nous ne voulons pas prêter aux otzovistes des idées complètement absurdes. Et si c'est de cela qu'il s'agit, cela veut dire qu'ils reconnaissent qu'aujourd'hui les conditions ne sont pas réunies pour une lutte directement révolutionnaire des masses. Mais, tout en étant contraints d'admettre ce fait à cause de la situation objective, les otzovistes sont incapables de *réfléchir* aux conclusions

* Voir le présent tome, pp. 381-384. (*N.R.*)

qui en découlent, de mettre de l'ordre dans leurs idées... « La Russie... va vers un nouvel essor révolutionnaire ?...» Exact ! Mais si elle *va vers* cet essor, cela signifie que cet essor n'est pas encore constaté. C'est du moins ce que nous disent la logique et la grammaire ! Or, cet essor qui ne s'est pas encore déclaré « se caractérise par un conflit aigu », etc. On en arrive donc à une absurdité : les otzovistes sont incapables de définir le moment présent. S'ils nous donnent les « traits caractéristiques » du futur « vers lequel nous allons » c'est pour dissimuler leur incompréhension du présent. C'est ainsi, par exemple, qu'à un moment, ils font intervenir, Dieu sait pourquoi, la « petite bourgeoisie urbaine paupérisée » ; mais on ne trouve pas le moindre essai d'analyse qui viendrait justifier cette référence ; pourquoi le futur essor sera-t-il « caractérisé » par un conflit aigu des petits bourgeois paupérisés, personne ne le sait ; personne ne sait non plus pourquoi c'est précisément maintenant qu'il faut parler de la petite bourgeoisie paupérisée des villes ; ce qui distingue le lumpen-prolétariat en effet, c'est que *parfois* il est sujet à de violents conflits, tandis que *d'autres fois* il est parfaitement instable et inapte à la lutte. On voit donc que la confusion de pensée des otzovistes est totale, et il n'est pas étonnant qu'à la conférence du P.O.S.D.R. il ne se soit trouvé, en plus des *deux* otzovistes, *que deux membres du Bund* pour voter en faveur de l'amendement sur « la petite bourgeoisie paupérisée des villes ». Notre thèse selon laquelle l'otzovisme est de l'opportunisme à rebours a aussi reçu une confirmation éclatante !

Avec qui y aura-t-il conflit aigu ? « Avec le bloc dirigeant de la grande bourgeoisie et des propriétaires féodaux. » Mais pas avec l'autocratie ? Les otzovistes sont incapables de distinguer l'absolutisme, qui manœuvre entre les deux classes indiquées, de la domination directe de ces deux classes. Et cela les conduit à l'absurdité suivante : dans leur texte, ils ne disent pas un mot de la lutte contre l'autocratie.

...« Un travail d'organisation des forces est en train de se réaliser en secret... » Assimiler une expérience, des enseignements nouveaux, accumuler des forces, tout cela peut se faire et se fait en secret. Mais le travail *d'organisation* des forces ne peut en aucun cas être secret, même

quand nous sommes placés dans les conditions de l'illégalité la plus complète. Dans les années 1901-1903, l'organisation des forces se faisait illégalement mais non secrètement. Les otzovistes ont appris par cœur des bribes de phrases qu'ils répètent en les déformant.

Point 2 : « Etant donné qu'en Russie les contradictions de classes sont très développées, la solution de ce conflit prendra la forme d'une révolution »... En Russie les contradictions de classes sont moins développées qu'en Europe, où on n'a pas à lutter contre l'autocratie. Les otzovistes ne remarquent pas qu'en voulant approfondir leurs thèses ils se rapprochent de leur contraire, les opportunistes.

...« d'une révolution, qui entraînera une insurrection armée »...

Les otzovistes ne nous ont encore rien dit de précis sur *l'objectif* de la lutte, ni sur le développement actuel de l'autocratie ; mais ils s'empressent de parler du *mode* de lutte pour pouvoir se proclamer « révolutionnaires ». C'est de l'enfantillage, chers camarades, car une fois de plus vous faites la preuve que vous avez *appris par cœur* des morceaux de phrases justes, *sans comprendre* ce qu'elles signifiaient. Sur le problème de l'insurrection armée, les social-démocrates révolutionnaires n'ont pas adopté la même position en 1897, en 1901 et en 1905 ; en dépit du fait qu'en 1897 et en 1901, il était indubitable que la Russie « allait vers un essor révolutionnaire », « vers un conflit aigu », « vers la révolution » ; ce n'est qu'après le 9 janvier 1905 que les social-démocrates ont mis cette insurrection à l'ordre du jour. Il ne suffit pas d'apprendre des mots d'ordre par cœur, il faut apprendre également à choisir le moment opportun pour les lancer. Tant que l'« essor » ne s'est pas déclaré et que la « révolution » au sens le plus étroit et le plus direct du mot reste du domaine de l'avenir (or les otzovistes en parlent *au futur* : « *prendra* la forme d'une révolution »), c'est se transformer en caricature des social-démocrates révolutionnaires que de mettre en avant un mot d'ordre portant sur *un* des moyens de lutte. La résolution de la conférence parle de la crise révolutionnaire qui est en train de mûrir et de l'objectif de la lutte (la conquête du pouvoir par les classes révolutionnaires). Pour l'instant on ne peut rien et on ne doit *rien dire de plus.*

Quant aux « réformes municipales » et qui plus est « radicales », Dieu seul sait ce qu'elles viennent faire ici et ce qu'elles signifient. Visiblement, les otzovistes eux-mêmes ne le comprennent pas.

Point 3 : « Etant donné cette situation, la social-démocratie, parti révolutionnaire conséquent, doit mettre au premier plan la lutte à l'extérieur de la Douma »...

Et dire qu'il y a des gens assez myopes politiquement (à savoir les « ultimatistes ») pour estimer que les divergences qui nous opposent aux otzovistes sont d'ordre uniquement pratique et ne portent que sur les méthodes et les moyens à employer pour appliquer la tactique commune ! Pendant l'été 1907, les divergences à propos du boycottage de la troisième Douma pouvaient être d'ordre uniquement pratique, et l'erreur de ceux qui prônaient le boycottage pouvait ne porter que sur le choix des moyens à employer pour appliquer la tactique commune à tous les bolcheviks. Mais il est ridicule d'affirmer une chose semblable en 1909. L'erreur des otzovistes et des ultimatistes est devenue une déviation de principe par rapport au marxisme. Rendez-vous compte un peu : « *Etant donné cette situation* », c'est-à-dire, étant donné que « nous allons vers » un essor et que le conflit « prendra la forme d'une révolution », nous devons mettre au premier plan la lutte qui se déroule à l'extérieur de la Douma ! Mais c'est du galimatias, camarades, derrière lequel se dissimule une épouvantable confusion idéologique ! Car enfin votre résolution n'a absolument rien dit de la Douma et, malgré cela, vous vous permettez de conclure qu'« étant donné que »..., « la lutte à l'extérieur de la Douma ». Etant donné que nous ne comprenons pas la signification de la Douma et les tâches du parti pendant que se prépare l'essor, nous proclamons que la lutte doit se dérouler à l'extérieur de la Douma. Voilà à quelle absurdité se réduit le raisonnement des otzovistes. Ils ont répété sans les comprendre des bribes de l'argumentation développée par les bolcheviks à une époque où la lutte à l'extérieur de la Douma n'était pas seulement prônée, mais *menée par les masses*. Cette argumentation, ils l'ont reprise alors même qu'ils reconnaissent que « la première étape de la révolution est achevée », c'est-à-dire que, pour l'instant, les conditions d'une lutte de masse directe ne sont pas réunies.

Ils *ont appris par cœur* une thèse juste selon laquelle le travail parlementaire doit être subordonné aux intérêts et à l'orientation qui sont ceux du mouvement ouvrier à l'extérieur de la Douma et ils en répètent des *fragments* à contretemps et en les déformant au point qu'ils en deviennent méconnaissables.

Au lieu d'insister sur la nécessité de consacrer, dès maintenant, parallèlement au travail à la Douma, le maximum des forces à un travail de longue haleine, conséquent et minutieux, d'organisation et d'agitation parmi les masses, les otzovistes, tout comme les socialistes-révolutionnaires, poussent des hurlements « révolutionnaires » sur « la lutte à l'extérieur de la Douma », l'offensive, etc.

« Actuellement les actions directes sont impossibles », constatent les otzovistes à la fin de leur résolution (p. 1), alors qu'au début ils *proclament* la lutte à l'extérieur de la Douma. N'est-ce pas là une caricature du bolchevisme ?

... « Travailler à mener la révolution jusqu'à sa victoire complète »... D'abord un lambeau d'idée sur les moyens de la lutte, puis un autre sur l'objectif de cette lutte !... « et dans ce but, organiser le prolétariat et les larges masses de la paysannerie... Chers camarades, c'est là une phrase vide, à un moment où il s'agit « en priorité » de renforcer et de reconstruire les organisations du parti à demi détruites.

Le point 4 est une des perles de l'« otzovisme »: « Pour sa propagande et son organisation, le parti ne peut employer que les formes d'action qui ne masquent pas et n'affaiblissent pas la lutte révolutionnaire »...

Telle est, si l'on en croit les « pratiques » ultimatistes, la façon « pratique » de poser la question ! En 1909, les otzovistes sont *obligés de chercher* des justifications théoriques et cette recherche les conduit inévitablement à s'embourber. « Que les formes d'action qui ne masquent pas... » Il est clair que cette phrase vise le travail des social-démocrates à la Douma et la façon dont ils utilisent les organisations légales et semi-légales. Elle sous-entend qu'il existe des « formes d'actions » qui masquent la lutte et d'autres qui ne la masquent pas. Pour éviter aux gens qui sont incapables de penser la peine d'avoir à se servir de leur esprit, nous allons donc dresser une liste de toutes les « formes d'action » possibles et nous éliminerons celles qui

« masquent » la lutte ! Ce sera là une tactique vraiment révolutionnaire ! !

Prenons par exemple la littérature légale, chers camarades. Est-ce une « forme d'action en matière d'organisation et d'agitation » qui masque ou non ? Il est évident que sous le régime de Stolypine, elle la « masque » ! Par conséquent, il faut l'éliminer, si on suit les otzovistes, qui sont incapables de distinguer les *conditions* permettant à la social-démocratie d'utiliser les *formes les plus diverses* et qui, de ce fait, en arrivent à proférer des absurdités. « Le parti doit accorder une attention toute particulière à l'utilisation et au renforcement des organisations qui existent déjà ainsi qu'à la création d'organisations illégales, semi-légales et dans la mesure du possible légales, qui pourront lui servir de point d'appui », voilà ce que proclame la résolution de la conférence qui a été proposée et défendue par les bolcheviks. Elle est aussi différente de l'otzovisme que le jour de la nuit. « Seulement *les formes* qui ne masquent pas », c'est là une phrase creuse, substitution du « hurlement » à l'esprit révolutionnaire. Créer des « comités ouvriers » du parti illégaux afin *d'utiliser* « les organisations semi-légales et, dans la mesure du possible, les organisations légales », voilà en quoi consiste la tactique des social-démocrates révolutionnaires qui tiennent compte des « formes d'action en matière d'organisation et d'agitation » qui nous sont imposées par le moment présent, qui savent indiquer les *moyens* qui nous permettent de mener un travail vraiment social-démocrate sous les « formes » les plus diverses.

A bas la littérature social-démocrate légale, c'est là une phrase vide, une chose irréalisable *et, de ce fait, qui ne profite qu'aux opportunistes* qui savent très bien qu'elle est irréalisable. Certes, il n'est pas facile d'établir une ligne de démarcation entre les social-démocrates proparti qui sont prêts à répondre de leurs écrits légaux devant le parti et les littérateurs qui *maraudent autour du parti*, mais c'est possible, et en le faisant, on indique à ceux qui veulent travailler avec le parti quelle direction doit prendre leur activité. « A bas le groupe parlementaire légal, à bas les organisations légales », c'est là une phrase vide et *qui ne peut profiter qu'aux opportunistes* qui seraient

trop heureux d'échapper au contrôle du parti. Quant à nous, nous allons nous efforcer, comme tous ceux qui désirent appliquer les décisions de la conférence, de mettre au point ce contrôle, d'« utiliser » les organisations légales et de *corriger* toutes les erreurs et les fautes tactiques que pourront commettre les social-démocrates. C'est là œuvre utile pour le parti.

... Fin du point 4 : « en luttant résolument contre toutes les transactions conclues entre la bourgeoisie contre-révolutionnaire et l'autocratie. »

Ouf ! C'est donc toujours à *contretemps* que les otzovistes répètent des fragments d'idées puisées dans les publications bolcheviques. Il faudrait quand même faire preuve d'un peu de jugement, camarades ! Au temps de la première et de la deuxième Douma, le gouvernement en était encore à tâter le terrain pour d'éventuels *arrangements*, et les cadets recommandaient au peuple les arrangements comme mot d'ordre de « lutte » (les social-démocrates mencheviks eux-mêmes s'y sont laissé prendre). *Dans ces conditions*, la lutte contre les *transactions* était vraiment la tâche de l'heure, une démystification. Aujourd'hui, le tsarisme a précisé et conclu ces accords avec les classes dont les otzovistes eux-mêmes affirment qu'elles constituent un « bloc ». D'ailleurs, personne ne se trompe sur la signification de la transaction réalisée à la troisième Douma. Axer à l'heure actuelle toute notre agitation sur « la lutte résolue contre *toutes les transactions* », c'est donc prendre une position qui est une caricature du bolchevisme.

Point 5 : « Notre Douma d'Etat ne peut pas être considérée comme un parlement qui travaille dans le cadre de la liberté politique et alors qu'il existe une certaine liberté pour la lutte de classe du prolétariat. Elle n'est rien d'autre qu'une transaction passée entre le tsarisme et la grande bourgeoisie. » Il y a là deux erreurs. Il est impossible de dire que la Douma *n'est pas* un parlement *mais* une transaction, car il y a sur terre toute une série de parlements qui ne sont rien d'autre que des transactions passées entre la bourgeoisie (qui a atteint tel ou tel niveau de développement) et les diverses séquelles du Moyen Age. Nous avons dû lutter et nous avons lutté pour empêcher que le premier parlement de Russie soit un parlement Cent-Noirs

octobriste. Mais à partir du moment où, en dépit de nos efforts, ce caractère Cent-Noirs octobriste est devenu un fait, à partir du moment où l'histoire nous oblige à passer par cette étape, c'est de l'enfantillage que de penser qu'il suffira d'une proclamation pour exorciser cette réalité déplaisante. La deuxième erreur est la suivante : à en croire les auteurs de la résolution s'il existe une « certaine liberté », on a un « parlement », sinon il ne s'agit que d'une « contrefaçon ». C'est là une thèse démocratique vulgaire, digne non pas d'un marxiste mais d'un cadet. Sous la troisième Douma, il y a beaucoup moins de liberté que sous la seconde. Pourtant la troisième Douma est un parlement *moins* fictif, car il *reflète mieux* le rapport de forces réel existant entre les classes qui dominent à l'heure actuelle et le pouvoir d'Etat. Dans la Russie bourgeoise, il ne peut y avoir aucune autre espèce de parlement tant que le pouvoir demeure entre les mains du tsar et des gros propriétaires fonciers féodaux. Masquer cette vérité non édulcorée est une tâche qui convient à des cadets mais non pas à des social-démocrates.

Par extraordinaire, le point 6 est correct. Mais c'est précisément l'exception qui confirme la règle, car... car ce que les otzovistes expriment dans ce point, ce ne sont pas leurs propres thèses mais les thèses des antiotzovistes qui ont fait adopter les résolutions par la conférence.

Conclusions. Point (a)... « Etant donné qu'elle est... une transaction... et une arme aux mains de la contre-révolution... » Exact !... « la Douma ne fait que renforcer l'autocratie »... « Ne fait que » est erroné. Certes l'autocratie a différé l'heure de sa chute en réussissant à organiser une telle Douma, mais bien loin de la renforcer, cela accentue *sa décomposition*. La Douma est une façon de dissimuler qui vaut bien des révélations, car pour la première fois elle montre ouvertement, sur des centaines de problèmes, à quel point le tsarisme est dépendant des couches contre-révolutionnaires ; pour la première fois elle donne une démonstration *en grand* * de l'union immanente existant entre Romanov et Pourichkévitch, entre le tsarisme et

* En français dans le texte. (*N.R.*)

l'« Union du peuple russe », entre l'autocratie et les Doubrovine, Héliodore, Polovniev.

Que la Douma sanctionne les crimes du tsarisme, c'est un fait indubitable. Mais cette sanction est apportée par des classes bien déterminées, au nom d'intérêts de classe bien précis. Et la tâche de la social-démocratie consiste précisément à exposer ces vérités instructives de la lutte de classes à la tribune de la Douma.

... « La troisième Douma fonctionne depuis huit mois, et ces huit mois ont montré qu'« elle était inutilisable pour la social-démocratie »...

Voilà le point central de l'otzovisme. Et, en se livrant à des subterfuges ridicules, en proclamant que, puisque nous avons consacré des forces à la création d'un groupe parlementaire, il n'est pas possible de rappeler ce groupe à la légère, nos « ultimatistes » ne font qu'embrouiller les choses, que masquer le caractère erroné de l'otzovisme.

Le problème est clairement posé et aucun subterfuge ne permet d'y échapper. Ces huit mois ont-ils prouvé qu'il était possible, ou au contraire qu'il était impossible d'utiliser la tribune de la Douma ? La réponse des otzovistes est erronée. Malgré toutes les énormes difficultés auxquelles s'est heurté le parti dans son travail de *direction* du groupe parlementaire, la *preuve* a été faite sans aucune équivoque qu'il était *possible* d'utiliser cette tribune. Se laisser décourager par les difficultés et les erreurs, c'est faire preuve de pusillanimité, c'est abandonner le travail prolétarien patient, conséquent, opiniâtre pour les criailleries d'intellectuels. Les partis socialistes européens se sont heurtés à des difficultés beaucoup plus grandes et ont commis beaucoup plus d'erreurs que nous au début de leur activité parlementaire. Mais au lieu de baisser les bras, ils ont su surmonter les difficultés et corriger les erreurs.

(b)... « notre groupe parlementaire... a obstinément suivi une tactique opportuniste ; il ne pouvait et il ne peut représenter de façon conséquente et ferme le prolétariat révolutionnaire »...

On peut transformer les plus grandes vérités en banalités et les buts les plus nobles en *phrases vides* : c'est ce que vous faites, camarades otzovistes. Vous avez réduit la lutte contre l'opportunisme à une phrase vide de con-

tenu et par là même vous jouez le jeu des opportunistes. Notre groupe parlementaire a commis et commet des erreurs, mais c'est précisément l'expérience de son travail qui a prouvé qu'« il pouvait et qu'il peut » représenter le prolétariat de façon conséquente et ferme, *qu'il pouvait et qu'il peut* quand le parti le guide, l'aide, lui envoie ses meilleurs militants pour le diriger, lui fournit des directives et des projets de discours, lui explique la nocivité des conseils que donnent les intellectuels petits-bourgeois qui, non seulement en Russie, mais *en tout lieu et à tout moment* ont toutes facilités d'accès aux institutions para-parlementaires.

Ayez donc le courage de reconnaître, camarades, que nous sommes encore loin d'avoir fait ce qu'il aurait fallu pour guider *réellement* le travail du groupe et pour l'aider *en pratique*. Ayez le courage de reconnaître que dans ce domaine nous *pouvons* faire dix fois plus si nous réussissons à renforcer nos organisations, à consolider le parti, à resserrer ses liens avec les masses, à créer des organismes du parti qui exercent une influence permanente sur de larges couches de prolétaires. C'est dans ce sens que nous dirigeons nos efforts et que doivent être dirigés les efforts de tous ceux qui veulent lutter contre l'opportunisme non pas en paroles mais en actes.

Les otzovistes ont réduit la lutte contre l'opportunisme du groupe parlementaire à une phrase vide, car ils se sont contentés d'apprendre des mots par cœur sans comprendre la différence qui sépare la critique anarchiste de l'opportunisme de sa critique social-démocrate. Prenez les anarchistes : dès qu'un député social-démocrate a commis une erreur, ils s'en emparent et se mettent à clamer en chœur que *même* Bebel a fait un jour un discours presque patriotique et a défendu des positions erronées à propos du programme agraire, etc., etc. Il est vrai que même à Bebel il est arrivé de commettre des erreurs opportunistes au cours de sa carrière parlementaire. Mais quelle conclusion doit-on en tirer ? Selon les anarchistes, on doit en conclure qu'il est nécessaire de rappeler tous les députés ouvriers. Les attaques des anarchistes contre les parlementaires social-démocrates visent à une rupture. Les anarchistes refusent de travailler à la formation du parti prolétarien, de la

politique prolétarienne, des parlementaires prolétariens. Par leurs phrases vides, ils deviennent en fait les complices les plus sûrs de l'opportunisme, son revers.

La conclusion que les social-démocrates tirent des erreurs est toute différente. Ce que prouvent ces erreurs, selon eux, c'est que *même* Bebel n'a pu devenir ce qu'il est devenu sans un travail de longue haleine du parti en vue de la création d'une représentation parlementaire véritablement social-démocrate. Qu'on ne vienne pas nous dire qu'« il n'y a pas de Bebel dans notre groupe parlementaire ». On ne naît pas Bebel, on le devient. Les hommes comme Bebel ne sortent pas comme Minerve tout armée de la tête de Jupiter, ils sont créés par le parti et la classe ouvrière. Ceux qui disent que nous n'avons pas de Bebel ne connaissent pas l'histoire du parti allemand, ne savent pas qu'au moment de la loi d'exception, August Bebel a commis des erreurs opportunistes et que c'est le parti qui a corrigé ces erreurs et dirigé Bebel *.

(c) « prolonger la participation de la social-démocratie à la Douma d'Etat... ne peut que porter préjudice au prolétariat... et faire perdre à la social-démocratie sa dignité et son influence »... Pour comprendre comment dans ces outrances « la quantité devient qualité », comment ces outrances (à l'insu et contre le gré des camarades otzovistes) *se transforment* en phraséologie anarchiste, il suffit de se référer au débat budgétaire de 1909 et à l'intervention de Béloussov. Si les otzovistes considèrent que des interventions *de ce type* « sont préjudiciables » et n'apportent pas la preuve qu'il est possible et nécessaire d'utiliser la tribune de la Douma, cela veut dire que les désaccords ne portent plus seulement sur la façon d'apprécier un discours mais deviennent des divergences de principe sur les problèmes fondamentaux de la tactique social-démocrate.

... (I) « Commencer une large campagne d'agitation... en faveur du mot d'ordre « A bas la troisième Douma d'Etat »...

Dans le numéro 39 du *Prolétari*, nous avons déjà montré que ce mot d'ordre qui, pendant un certain temps, a séduit

* Nous espérons consacrer un article spécial à cette histoire riche en enseignements et à la condamnation qu'*elle* a portée contre les tendances voisines de l'otzovisme qui existaient alors en Allemagne.

certains ouvriers antiotzovistes, était *erroné* *. Ou bien c'est un mot d'ordre cadet qui demande une réforme électorale dans les conditions de l'autocratie ou bien c'est une répétition mécanique de phrases apprises par cœur et reprises de l'époque où les Doumas libérales servaient de couverture au tsarisme contre-révolutionnaire et s'efforçaient d'empêcher le peuple de reconnaître clairement son véritable ennemi.

(II) « rappeler... notre groupe parlementaire, ce qui soulignera... le caractère de la Douma aussi bien que la tactique révolutionnaire de la social-démocratie ».

C'est là une paraphrase de la thèse des otzovistes de Moscou selon laquelle le rappel du groupe parlementaire soulignera que la révolution n'est pas enterrée. Nous nous permettrons de répéter ce que nous avons dit dans le numéro 39 du *Prolétari* : une telle conclusion ne fait que « souligner » les *funérailles* des social-démocrates capables de l'énoncer. Ils organisent leur propre *enterrement* de social-démocrates ; ils perdent le sens du travail véritablement prolétarien et révolutionnaire et c'est ce qui explique qu'ils se donnent tant de mal pour « souligner » leur phraséologie révolutionnaire.

(III) « consacrer toutes nos forces à l'organisation et à la préparation... de la lutte... ouverte » (c'est pourquoi il faut renoncer à faire ouvertement de l'agitation à la tribune de la Douma !) etc., « et à la propagande », etc.

Les otzovistes ont oublié qu'il était incongru que la social-démocratie renonce à faire de la *propagande* à la tribune de la Douma.

Ils reprennent ici un argument répété par certains ultimatistes : « il ne vaut pas la peine de gaspiller des forces pour le travail parlementaire qui est sans espoir ; nous devons utiliser *toutes nos forces* de façon plus productive ». Ce n'est pas là un argument mais un sophisme qui conduit inévitablement (encore une fois, indépendamment de la volonté de ceux qui le développent) à des conclusions anarchistes. Dans *tous* les pays, en effet, quand ils relèvent les erreurs des parlementaires social-démocrates, les anarchistes appellent à laisser tomber « le parlementarisme

* Voir le présent tome, pp. 307-325. (*N.R.*)

bourgeois, source de perte de temps » et qu'il faut consacrer « toutes les forces » à l'« action directe » de l'organisation. Mais cela conduit à la désorganisation et au remplacement du travail mené sur une vaste échelle et dans tous les domaines par des « mots d'ordre » ronflants, impuissants parce qu'isolés. Les otzovistes et les ultimatistes croient que leur argumentation est nouvelle et qu'elle *ne* s'applique *qu'*à la troisième Douma. Ils ont tort. Il s'agit d'une argumentation *non* social-démocrate, commune dans tous les pays d'Europe.

On voit donc que l'otzovisme et l'ultimatisme sont des caricatures du bolchevisme. A quoi cette caricature est-elle due ? Au fait que l'ensemble du bolchevisme est erroné, s'empressent naturellement de répondre les mencheviks, comme c'est dans leur « intérêt ». Le seul ennui, c'est que bien loin d'être confirmée par les faits objectifs, cette conclusion est en contradiction avec eux. Ces faits objectifs nous montrent en effet que ce n'est pas seulement dans le développement du bolchevisme, mais également dans celui de *tout* le marxisme russe *dans son ensemble*, que l'on peut trouver une période où le marxisme a été caricaturé. Ils nous montrent également que le marxisme russe s'est renforcé et développé dans la lutte contre cette maladie de croissance due à l'extension de sa sphère d'influence. Le marxisme russe est né au début des années 1880 grâce aux travaux d'un groupe d'émigrés (le groupe « Libération du Travail »).

Mais ce n'est qu'au milieu des années 90, au moment où la « vague » de la littérature marxiste et du mouvement ouvrier social-démocrate a commencé à déferler en Russie, qu'il est devenu un courant de la pensée sociale et une partie intégrante du mouvement ouvrier russe. Que s'est-il passé alors ? Cette vague a apporté en elle une *caricature du marxisme* qui a pris d'une part la forme du strouvisme et d'autre part celle du courant développé par le *Rabotchéié Diélo* et de l'« économisme ». Si le marxisme a grandi et s'est renforcé, c'est parce qu'il n'a pas dissimulé les divergences ni joué les diplomates (comme le font les mencheviks avec Maslov, Tchérévanine, Kouskova, Prokopo-

vitch, Valentinov, Ermanski et consorts) mais mené une *campagne* victorieuse contre les caricatures engendrées par les conditions déplorables de la vie russe et le fait que le développement du socialisme en Russie se trouvait à un tournant. Le bolchevisme lui aussi grandira et se renforcera non pas en essayant de dissimuler le *début* de caricature auquel l'ont soumis les conditions déplorables de la vie russe et le fait que nous sommes à un tournant de la période contre-révolutionnaire, mais en expliquant sans détours aux masses dans quel bourbier les otzovistes et les ultimatistes conduisent le groupe parlementaire et le parti.

Supplément au n° 44 du « Prolétari », 4 (17) avril 1909

Conforme au texte du supplément

LE « GAUCHISSEMENT » DE LA BOURGEOISIE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT

Il y a déjà longtemps que le problème du « gauchissement » de la bourgeoisie industrielle et commerçante occupe les colonnes de notre presse légale. On sait qu'à intervalles réguliers la presse octobriste se met à bougonner contre la politique « agraire » (lire la politique des gros propriétaires fonciers féodaux) pratiquée par la Douma et la politique du tsarisme qui lui correspond. On sait également qu'au cours de ces dernières années, et particulièrement dans la dernière période, toute une série d'organisations professionnelles nationales et locales de marchands et d'industriels, depuis les comités boursiers de provinces jusqu'au « Conseil des congrès des représentants de l'industrie et du commerce », ont exprimé leur mécontentement à l'égard de cette politique des gros propriétaires fonciers. On a décrit la « fraternisation des millionnaires » de Moscou « avec la science », autrement dit les conférences privées qui ont réuni des magnats de Pétersbourg et de Moscou comme Krestovnikov, Goujon, Volski, etc., et des professeurs et des écrivains cadets comme Manouilov, Strouvé, Kiesevetter et C^ie^. Il va sans dire que la presse libérale, publications mencheviques comprises, se gargarise de ces nouvelles et proclame sur tous les tons qu'on est en train d'assister à une renaissance et à une rénovation du libéralisme.

On trouve un reflet de ce fameux « gauchissement » de la bourgeoisie dans les démarches « politiques » du gouvernement tsariste et dans les interventions prononcées à la Douma. M. Timiriazev, homme de confiance des marchands russes et vieux rond-de-cuir, a été nommé ministre du commerce et de l'industrie. Le 13 mars, il a prononcé à la Douma un grand « discours-programme », un de ceux que dans tous les parlements du monde, qu'ils soient Cent-Noirs et bourgeois ou purement et simplement bourgeois, on qualifie de discours faits « pour en imposer ». En fait, il n'a absolument pas été question de programme : le ministre du tsar s'est contenté, comme à l'accoutumée, d'adresser aux capitalistes des compliments qui ne signifient rien et de menacer la classe ouvrière, tout en l'assurant, avec son hypocrisie de bureaucrate, de sa « sympathie ». Le 19 mars, les embrassades entre le ministre et les maîtres du capital ont recommencé à Moscou, au cours d'une séance de la société boursière où Timiriazev et Krestovnikov ont échangé d'aimables discours. « La Russie est malade, a dit Krestovnikov en accueillant ce ministre si respecté, mais si on lui applique un traitement approprié, cette maladie ne sera pas grave et guérira rapidement. » Dans sa réponse, Timiriazev a remercié le si respectable Krestovnikov et assuré que le gouvernement était tout disposé à « soigner » la malade en employant les méthodes éprouvées de Stolypine pour la « période de transition ».

La question se pose de savoir quelles sont les causes objectives de « gauchissement » et quelle est sa signification de classe ? Dans un article intitulé : « Le « gauchissement » de la bourgeoisie » et publié dans le n° 1-2 de la revue *Vozrojdénié* [155], Martov répond à ces questions avec une clarté et une netteté assez inhabituelles sous sa plume. « Si le développement économique, écrit-il, est mûr pour une transformation bourgeoise, mais que la bourgeoisie n'est pas en mesure d'être la force motrice de cette transformation, le changement social ne pourra être parachevé tant que le développement de cette classe ne l'aura pas mise à même de jouer ce rôle de force motrice ; voilà ce que la vie nous a enseigné. » Et dans un autre passage de son article : « Ceux qui estiment que la constitution actuelle reflète l'union plus ou moins organique de la noblesse

et de la bourgeoisie, en tant que « facteurs identiquement contre-révolutionnaires », ne peuvent voir dans des phénomènes de ce genre » (le « gauchissement de la bourgeoisie ») « que des épisodes isolés sans liaisons nécessaires avec la tendance fondamentale de l'évolution sociale... Ces phénomènes détachés ne peuvent avoir une importance symptomatique que pour ceux qui, a priori, étaient certains que le cours de l'évolution sociale conduit inévitablement la bourgeoisie russe, en tant que classe, à s'opposer violemment au régime... du 3 juin. »

Rapprochez ce texte de l'article paru dans le numéro 12 du *Goloss Sotsial-Démokrata* : ... « nous sommes également solidaires de la proposition des Caucasiens (c'est-à-dire la proposition déposée par Dan, Axelrod et Sémionov à la dernière conférence du P.O.S.D.R.) qui demandait que l'on qualifie la monarchie russe non pas de « bourgeoise » mais de « ploutocratique », car cet amendement nie la thèse fondamentalement erronée de la résolution bolchevique selon laquelle le tsarisme russe commence à exprimer les intérêts de classe de la bourgeoisie ».

Nous trouvons ici toute la théorie politique du menchevisme avec toutes ses conclusions : si notre révolution est bourgeoise, elle ne pourra être parachevée tant que la bourgeoisie n'en sera pas devenue la force motrice. Le « gauchissement » prouve qu'elle est en train de le devenir et il est absolument impossible de la considérer comme contre-révolutionnaire. Le tsarisme russe devient non pas bourgeois mais ploutocratique. Il est clair que ceci implique pour le parti ouvrier, dans notre révolution bourgeoise, la tactique opportuniste selon laquelle le rôle du prolétariat est de soutenir les libéraux, à l'opposé de la tactique selon laquelle le prolétariat, qui rallie à lui la paysannerie, doit jouer le rôle dirigeant dans la révolution bourgeoise en dépit des hésitations et des trahisons du libéralisme.

La tactique menchevique nous apparaît ainsi comme une falsification du marxisme qui dissimule son contenu antimarxiste derrière une terminologie pseudo-marxiste. Elle est basée sur un mode de raisonnement qui n'est pas celui de marxistes, mais celui de libéraux déguisés en marxistes. Pour en être convaincu, il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur l'histoire et l'aboutissement de la révolution

bourgeoise en Allemagne. Dans la *Nouvelle Gazette Rhénane*, Marx écrivait à propos des causes de la défaite de la révolution de 1848 : « Par peur du peuple, c'est-à-dire des ouvriers et de la bourgeoisie démocratique, la grande bourgeoisie qui, depuis le début, est antirévolutionnaire, a conclu une alliance offensive et défensive avec la réaction » [156]. Tel était le point de vue de Marx et tel est toujours le point de vue de tous les marxistes allemands quand ils portent une appréciation sur la révolution de 1848 et sur la tactique suivie ultérieurement par la bourgeoisie de leur pays. Que la grande bourgeoisie soit contre-révolutionnaire ne l'a pas empêché de « gauchir ». Le conflit constitutionnel des années 60, nous en donne un exemple. Mais étant donné qu'il n'y a pas eu d'intervention indépendante et décisive du prolétariat ce « gauchissement » n'a provoqué aucune révolution, il n'a donné lieu qu'à une timide opposition qui a incité la monarchie à devenir de plus en plus bourgeoise sans rompre l'alliance avec les junkers, c'est-à-dire les gros propriétaires fonciers réactionnaires.

Tel est le point de vue des marxistes. Les libéraux estiment au contraire que ce sont les ouvriers qui, par leurs revendications excessives, leur démence révolutionnaire, leurs attaques inopportunes contre le libéralisme ont poussé leurs alliés éventuels dans les bras de la réaction et empêché de ce fait le triomphe de la cause de la liberté en Allemagne.

Il est absolument évident que si nos mencheviks utilisent une terminologie marxiste, c'est pour dissimuler qu'ils falsifient le marxisme, qu'ils sont passés *du* marxisme *au* libéralisme.

Il est indubitable qu'en France après 1789 et en Allemagne après 1848, la monarchie a fait « un pas de plus sur la voie qui mène à sa transformation en monarchie bourgeoise ». Il est également indubitable qu'après ces deux révolutions, la bourgeoisie est devenue contre-révolutionnaire. Est-ce à dire qu'après 1789 en France et après 1848 en Allemagne il n'était plus possible que la bourgeoisie « gauchisse » et qu'éclate une nouvelle révolution bourgeoise ? Bien sûr que non. Malgré son caractère contre-révolutionnaire, la bourgeoisie française s'est « orientée à gauche » en 1830, par exemple, et la bourgeoisie allemande a fait de même en 1863-1864. Mais dans la mesure où

le prolétariat n'a pas agi de façon autonome, où il n'a pas pris, ne fût-ce que pour un court moment, le pouvoir politique avec l'aide des couches révolutionnaires de la bourgeoisie, ce « gauchissement » de la bourgeoisie a abouti non pas à une révolution (voir l'Allemagne) mais à un pas de plus vers la transformation de la monarchie en monarchie bourgeoise. Dans la mesure où le prolétariat est intervenu de façon autonome et a pris le pouvoir politique en alliance avec les couches révolutionnaires de la bourgeoisie, l'ancien pouvoir étant aboli (comme cela s'est passé en France à plusieurs reprises au cours du XIX^e^ siècle), le « gauchissement » a constitué le prologue d'une nouvelle révolution bourgeoise.

C'est là l'a b c de l'histoire, que les mencheviks ont oublié et déformé en adoptant le point de vue des libéraux selon lequel la révolution bourgeoise est impossible en Russie tant que la bourgeoisie ne sera pas devenue force motrice ! Une telle affirmation témoigne d'une incompréhension totale de la dialectique historique et des enseignements du XIX^e^ siècle. Au contraire, la révolution bourgeoise sera impossible en Russie tant que le prolétariat allié aux éléments révolutionnaires de la bourgeoisie (c'est-à-dire, chez nous, à la paysannerie) ne sera pas devenu, en toute indépendance, la force motrice, en dépit des hésitations et des trahisons de la bourgeoisie instable et contre-révolutionnaire.

Ce n'est pas sous le règne de Nicolas II, chers camarades mencheviks, mais sous celui d'Alexandre II que le tsarisme a commencé à se transformer en « monarchie ploutocratique », qu'il « *a commencé* à exprimer les intérêts de classe de la bourgeoisie ». Mais il ne pouvait les exprimer totalement en l'absence d'*organisation* de classe indépendante de la bourgeoisie. La révolution de 1905 nous a placés à un niveau supérieur, et la vieille lutte recommence sur un terrain où les rapports politiques sont plus développés. La troisième Douma met en forme l'alliance conclue sur le plan national par les *organisations* politiques des gros propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie. Le tsarisme tente de résoudre les tâches historiques objectivement nécessaires avec l'aide des *organisations* de ces deux classes. Réussira-t-il dans sa tentative ?

Non, il ne réussira pas. En effet, ces tâches sont telles qu'elles ne peuvent être menées à bien non seulement par un tsarisme ploutocratique où il n'existe pas de représentation nationale pour les « hautes classes », mais même par un tsarisme semi-bourgeois qui bénéficie de l'aide d'une Douma Cent-Noirs et bourgeoise. Effectivement, la Douma aide le tsarisme à réaliser cette tâche. Mais cette aide *est* insuffisante. Malgré le replâtrage du tsarisme par Stolypine, l'évolution bourgeoise *n'avance pas*, c'est là un fait *objectif*, qui rend précisément compte du « gauchissement » de la bourgeoisie. De même qu'avant 1905, à l'époque où le tsarisme ne comportait aucune représentation nationale, le « gauchissement » des gros propriétaires fonciers et des maréchaux de la noblesse a été le symptôme du mûrissement de la crise, on constate qu'en 1909, alors que le tsarisme a donné une représentation nationale aux Krestovnikov, le « gauchissement » de ces magnats est le *symptôme* qu'« en Russie les tâches objectives de la révolution démocratique bourgeoise demeurent sans solution » et que « les *principaux* facteurs qui ont provoqué la révolution de 1905 continuent à jouer » (résolution de la conférence sur le moment présent).

Nous avons affaire à une révolution bourgeoise et notre bourgeoisie est en train de « gauchir » : le raisonnement des mencheviks ne va pas plus loin. Mais limiter son raisonnement à cela, c'est faire du marxisme non plus un « guide pour l'action » mais une lettre morte, c'est falsifier le marxisme, c'est adopter en fait le point de vue des libéraux. La révolution bourgeoise est possible sans qu'il y ait une seule victoire complète du prolétariat : on aboutit alors à une lente transformation de la vieille monarchie en monarchie bourgeoise et bourgeoise impérialiste (voir l'Allemagne). La révolution bourgeoise peut également se faire avec toute une série d'interventions autonomes du prolétariat se terminant par des victoires achevées et par de lourdes défaites : on aboutit alors à une république bourgeoise (voir la France).

On peut se demander si, en Russie, l'histoire a tranché entre ces deux voies ? Les mencheviks ne comprennent pas cette question, ils craignent de la poser, ils l'évitent, sans comprendre qu'en l'éludant ils se placent en fait, dans

leur politique, à la remorque de la bourgeoisie libérale. Nous pensons quant à nous que cette alternative n'a pas encore été tranchée par l'histoire de la Russie, qu'elle le sera par la lutte de classes au cours des années à venir, que la première campagne de notre révolution bourgeoise (1905-1907) a prouvé de façon irréfutable que notre bourgeoisie était complètement instable et contre-révolutionnaire, que le prolétariat était capable d'être le *guide* d'une révolution victorieuse et que les masses démocratiques de la paysannerie étaient en mesure d'aider le prolétariat à faire triompher cette révolution.

A propos de notre paysannerie *troudovik*, les mencheviks ont une fois de plus un point de vue purement libéral. Les troudoviks sont remplis d'utopies petites-bourgeoises, ils mènent leur lutte pour la terre d'après des mots d'ordre absurdes et réactionnaires qui prônent la socialisation ou la jouissance égalitaire de la terre. « Par conséquent », proclament les mencheviks, la lutte des troudoviks pour la terre *affaiblit* la lutte pour la liberté, et leur victoire serait le triomphe réactionnaire de la campagne sur la ville. Telle est la conclusion à laquelle aboutit le raisonnement développé par Martynov dans le numéro 10-11 du *Goloss Sotsial-Démokrata* et celui de Martov dans le recueil sur *Le mouvement social en Russie au début du XX^e siècle.*

Ce jugement porté sur la paysannerie troudovik représente une falsification du marxisme aussi révoltante que les raisonnements sur la révolution bourgeoise que nous avons cités. Etre incapable, quand on se dit marxiste, de comprendre la signification *réelle* de la lutte révolutionnaire menée contre l'ensemble de la grosse propriété foncière sous le pavillon de la *doctrine* populiste qui, effectivement, à partir du moment où on la considère comme socialiste, est absurde, éthérée et réactionnaire, c'est se conduire comme le pire des doctrinaires. En ne voyant pas qu'étant donné les conditions de vie de la paysannerie russe, son esprit révolutionnaire démocratique bourgeois ne pouvait s'exprimer idéologiquement que sous forme d'une « foi » en la vertu souveraine de l'égalitarisme agraire, les mencheviks font preuve d'un aveuglement incroyable et d'une totale incompréhension de la dialectique du marxisme. « Mais ce qui peut être formellement faux au point de vue économi-

que, peut être encore exact au point de vue de l'histoire universelle. » [157] Nos mencheviks n'ont jamais pu comprendre ces paroles d'Engels. Ils s'en prennent à la *fausseté* de la *doctrine* populiste, mais avec pédanterie ils détournent les yeux de la *vérité* de la lutte qui est menée actuellement dans la révolution bourgeoise et qui s'exprime par ces doctrines quasi-socialistes.

Quant à nous, nous disons : il faut lutter résolument contre les doctrines quasi-socialistes des troudoviks, des socialistes-révolutionnaires, des socialistes-populistes et Cie, mais reconnaître sans la moindre équivoque *l'alliance* du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaire dans la révolution *bourgeoise*. Avec la victoire de cette révolution, la doctrine de la vertu souveraine de l'égalitarisme agraire disparaîtra comme fumée au vent, mais dans la bataille actuelle, c'est par elle que les masses de la paysannerie expriment l'étendue, la force, le courage, l'enthousiasme, la sincérité et le caractère invincible de leur action historique qui débarrassera la Russie de toutes les survivances du féodalisme.

La bourgeoisie s'oriente à gauche, à bas l'utopie des troudoviks, vive le soutien à la bourgeoisie, disent les mencheviks. Quant à nous, nous disons : si la bourgeoisie s'oriente à gauche, c'est que de nouveaux explosifs viennent renforcer la poudrière de la révolution russe. Si, aujourd'hui, les Krestovnikov disent que la « Russie est malade », c'est que demain le prolétariat socialiste, à la tête de la paysannerie démocratique, entrera en scène et dira « nous la guérirons ».

« Prolétari » n° 44, 8 (21) avril 1909

Conforme au texte du journal

DE L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER À L'ÉGARD DE LA RELIGION

Le discours que le député Sourkov a prononcé à la Douma d'Etat lors de la discussion du budget du synode, et les débats exposés ci-après, qui se sont institués au sein de notre fraction parlementaire autour du projet de ce discours, ont soulevé une question d'une importance extrême et on ne peut plus actuelle. Il est hors de doute que l'intérêt pour tout ce qui touche à la religion s'est, aujourd'hui, emparé de larges sections de la « société » et a pénétré dans les milieux intellectuels proches du mouvement ouvrier, ainsi que dans certains milieux ouvriers. La social-démocratie se doit absolument d'intervenir pour faire connaître son point de vue en matière de religion.

La social-démocratie fait reposer toute sa conception sur le socialisme scientifique, c'est-à-dire sur le marxisme. La base philosophique du marxisme, ainsi que l'ont proclamé maintes fois Marx et Engels, est le matérialisme dialectique qui a pleinement fait siennes les traditions historiques du matérialisme du XVIII^e^ siècle en France et de Feuerbach (première moitié du XIX^e^ siècle) en Allemagne, matérialisme incontestablement athée, résolument hostile à toute religion. Rappelons que tout l'*Anti-Dühring* d'Engels, dont le manuscrit a été lu par Marx, accuse le matérialiste et athée Dühring de manquer de fermeté idéologique dans son matérialisme, de ménager des biais à la religion et à la philosophie religieuse. Rappelons que dans

son ouvrage sur Ludwig Feuerbach, Engels lui reproche d'avoir combattu la religion non pas dans le but de la détruire, mais dans celui de la replâtrer, d'inventer une religion nouvelle, « élevée », etc. « La religion est l'opium du peuple [158]. » Cette sentence de Marx constitue la pierre angulaire de toute la conception marxiste en matière de religion. Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.

Et, cependant, Engels a condamné maintes fois les tentatives de ceux qui, désireux de se montrer « plus à gauche » ou « plus révolutionnaires » que les social-démocrates, voulaient introduire dans le programme du parti ouvrier la franche reconnaissance de l'athéisme en lui donnant le sens d'une déclaration de guerre à la religion. En 1874, parlant du fameux manifeste des réfugiés de la Commune, des blanquistes émigrés à Londres, Engels traite de sottise leur tapageuse déclaration de guerre à la religion ; il affirme qu'une telle déclaration de guerre est le meilleur moyen d'aviver l'intérêt pour la religion et de rendre plus difficile son dépérissement effectif. Engels impute aux blanquistes de ne pas comprendre que seule la lutte de classe des masses ouvrières, amenant les plus larges couches du prolétariat à *pratiquer* à fond l'action sociale, consciente et révolutionnaire, peut libérer en fait les masses opprimées du joug de la religion, et que proclamer la guerre à la religion, tâche politique du parti ouvrier, n'est qu'une phrase anarchique [159]. En 1877, dans l'*Anti-Dühring*, s'attaquant violemment aux moindres concessions de Dühring-philosophe à l'idéalisme et à la religion, Engels condamne avec non moins de force l'idée pseudo-révolutionnaire de Dühring relative à l'interdiction de la religion dans la société socialiste. Déclarer une telle guerre à la religion, c'est, dit Engels, « être plus Bismarck que Bismarck lui-même », c'est-à-dire reprendre la sottise de la lutte bismarckienne contre les cléricaux (la fameuse « lutte pour la culture », le *Kulturkampf*, c'est-à-dire la lutte que Bismarck mena après 1870 contre le Parti catholique allemand du *Zentrum*, au moyen de persécutions policières

dirigées contre le catholicisme). Par cette lutte, Bismarck n'a fait que *raffermir* le cléricalisme militant des catholiques ; il n'a fait que nuire à la cause de la véritable culture, en mettant au premier plan les divisions religieuses, au lieu des divisions politiques, il a fait dévier l'attention de certaines couches de la classe ouvrière et de la démocratie, des tâches essentielles que comporte la lutte de classes et révolutionnaire, vers l'anticléricalisme le plus superficiel et le plus bourgeoisement mensonger. En accusant Dühring, qui désirait se montrer ultra-révolutionnaire, de vouloir reprendre sous une autre forme cette même bêtise de Bismarck, Engels exigeait que le parti ouvrier travaillât patiemment à l'œuvre d'organisation et d'éducation du prolétariat, qui aboutit au dépérissement de la religion, au lieu de se jeter dans les aventures d'une guerre politique contre la religion [160]. Ce point de vue est entré dans la chair et dans le sang de la social-démocratie allemande, qui s'est prononcé, par exemple, en faveur de la liberté pour les jésuites, pour leur admission en Allemagne, pour l'abolition de toutes mesures de lutte policière contre telle ou telle religion. « Proclamer la religion une affaire privée. » Ce point célèbre du programme d'Erfurt (1891) a consacré cette tactique politique de la social-démocratie.

Cette tactique est devenue désormais routinière ; elle a engendré une nouvelle déformation du marxisme en sens inverse, dans le sens de l'opportunisme. On s'est mis à interpréter les principes du programme d'Erfurt en ce sens que nous, social-démocrates, que notre parti *considère* la religion comme une affaire privée, que pour nous, social-démocrates, pour nous en tant que parti, la religion est une affaire privée. Sans engager une polémique ouverte contre ce point de vue opportuniste, Engels a jugé nécessaire, après 1890, de s'élever résolument contre lui, non sous forme de polémique, mais sous une forme positive. En effet, Engels, l'a fait sous la forme d'une déclaration qu'il a soulignée à dessein, disant que la social-démocratie considère la religion comme une affaire privée *en face de l'Etat*, mais non envers elle-même, non envers le marxisme, non envers le parti ouvrier [161].

Tel est le côté extérieur de l'histoire des déclarations

de Marx et d'Engels en matière de religion. Pour ceux qui traitent le marxisme par-dessous la jambe, pour ceux qui ne savent ou ne veulent pas réfléchir, cette histoire est un nœud d'absurdes contradictions et d'hésitations du marxisme : une sorte de macédoine, si vous voulez savoir, d'athéisme « conséquent » et de « complaisances » pour la religion, une sorte de flottement « sans principes » entre la guerre r-r-révolutionnaire contre Dieu et le désir peureux de « se mettre à la portée » des ouvriers croyants, la crainte de les heurter, etc. Dans la littérature des phraseurs anarchistes, on peut trouver nombre de réquisitoires de ce genre contre le marxisme.

Mais quiconque est tant soit peu capable d'envisager le marxisme de façon sérieuse, de méditer ses principes philosophiques et l'expérience de la social-démocratie internationale, verra aisément que la tactique du marxisme à l'égard de la religion est profondément conséquente et mûrement réfléchie par Marx et Engels ; que ce que les dilettantes ou les ignorants prennent pour des flottements n'est que la résultante directe et inéluctable du matérialisme dialectique. Ce serait une grosse erreur de croire que la « modération » apparente du marxisme à l'égard de la religion s'explique par des considérations dites « tactiques », comme le désir de « ne pas heurter », etc. Au contraire, la ligne politique du marxisme, dans cette question également, est indissolublement liée à ses principes philosophiques.

Le marxisme est un matérialisme. A ce titre il est aussi implacablement hostile à la religion que le matérialisme des encyclopédistes du XVIII[e] siècle ou le matérialisme de Feuerbach. Voilà qui est indéniable. Mais le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels va plus loin que les encyclopédistes et Feuerbach en ce qu'il applique la philosophie matérialiste au domaine de l'histoire, au domaine des sciences sociales. Nous devons combattre la religion ; c'est l'a b c de *tout* le matérialisme et, partant, du marxisme. Mais le marxisme n'est pas un matérialisme qui s'en tient à l'a b c. Le marxisme va plus loin. Il dit : il faut *savoir* lutter contre la religion ; or, pour cela, il faut expliquer d'une façon *matérialiste* la source de la foi et de la religion des masses. On ne doit pas confiner la lutte

contre la religion dans une prédication idéologique abstraite ; on ne doit pas l'y réduire ; il faut lier cette lutte à la pratique concrète du mouvement de classe visant à faire disparaître les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion se maintient-elle dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans les vastes couches du semi-prolétariat, ainsi que dans la masse des paysans ? Par suite de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Et donc, à bas la religion, vive l'athéisme, la diffusion des idées athées est notre tâche principale. Les marxistes disent : c'est faux. Ce point de vue traduit l'idée superficielle, étroitement bourgeoise d'une action de la culture par elle-même. Un tel point de vue n'explique pas assez complètement, n'explique pas dans un sens matérialiste, mais dans un sens idéaliste, les racines de la religion. Dans les pays capitalistes actuels, ces racines sont surtout *sociales*. La situation sociale défavorisée des masses travailleuses, leur apparente impuissance totale devant les forces aveugles du capitalisme, qui causent, chaque jour et à toute heure, mille fois plus de souffrances horribles, de plus sauvages tourments aux humbles travailleurs, que les événements exceptionnels tels que guerres, tremblements de terre, etc., c'est là qu'il faut rechercher aujourd'hui les racines les plus profondes de la religion. « La peur a créé les dieux. » La peur devant la force aveugle du capital, aveugle parce que ne pouvant être prévue des masses populaires, qui, à chaque instant de la vie du prolétaire et du petit patron, menace de lui apporter et lui apporte la ruine « subite », « inattendue », « accidentelle », qui cause sa perte, qui en fait un mendiant, un déclassé, une prostituée, le réduit à mourir de faim, voilà les *racines* de la religion moderne que le matérialiste doit avoir en vue, avant tout et par-dessus tout, s'il ne veut pas demeurer un matérialiste primaire. Aucun livre de vulgarisation n'expurgera la religion des masses abruties par le bagne capitaliste, assujetties aux forces destructrices aveugles du capitalisme, aussi longtemps que ces masses n'auront pas appris à lutter de façon cohérente, organisée, systématique et consciente contre ces *racines* de la religion, contre le *règne du capital* sous toutes ses formes.

Est-ce à dire que le livre de vulgarisation contre la religion soit nuisible ou inutile ? Non. La conclusion qui s'impose est tout autre. C'est que la propagande athée de la social-démocratie doit être *subordonnée* à sa tâche fondamentale, à savoir : au développement de la lutte de classe des *masses* exploitées contre les exploiteurs.

Un homme qui n'a pas médité sur les fondements du matérialisme dialectique, c'est-à-dire de la philosophie de Marx et d'Engels, peut ne pas comprendre (ou du moins peut ne pas comprendre du premier coup) cette thèse. Comment cela ? Subordonner la propagande idéologique, la diffusion de certaines idées, la lutte contre un ennemi de la culture et du progrès qui sévit depuis des millénaires (à savoir la religion), à la lutte de classe, c'est-à-dire à la lutte pour des objectifs pratiques déterminés dans le domaine économique et politique ?

Cette objection est du nombre de celles que l'on fait couramment au marxisme ; elles témoignent d'une incompréhension totale de la dialectique marxiste. La contradiction qui trouble ceux qui font ces objections n'est autre que la vivante contradiction de la réalité vivante, c'est-à-dire une contradiction dialectique non verbale, ni inventée. Séparer par une barrière absolue, infranchissable, la propagande théorique de l'athéisme, c'est-à-dire la destruction des croyances religieuses chez certaines couches du prolétariat d'avec le succès, la marche, les conditions de la lutte de classe de ces couches, c'est raisonner sur un mode qui n'est pas dialectique ; c'est faire une barrière absolue de ce qui est une barrière mobile, relative, c'est rompre violemment ce qui est indissolublement lié dans la réalité vivante. Prenons un exemple. Le prolétariat d'une région ou d'une branche d'industrie est formé, disons, d'une couche de social-démocrates assez conscients qui sont, bien entendu, athées, et d'ouvriers assez arriérés ayant encore des attaches au sein de la paysannerie, croyant en Dieu, fréquentant l'église ou même soumis à l'influence directe du prêtre de l'endroit qui, admettons, a entrepris de fonder une association ouvrière chrétienne. Supposons encore que la lutte économique dans cette localité ait abouti à la grève. Un marxiste est forcément tenu de placer le succès du mouvement de grève au premier plan, de réagir résolu-

ment contre la division des ouvriers, dans cette lutte, entre athées et chrétiens, de combattre résolument cette division. Dans ces circonstances, la propagande athée peut s'avérer superflue et nuisible, non pas du point de vue banal de la crainte d'effaroucher les couches retardataires, de perdre un mandat aux élections, etc., mais du point de vue du progrès réel de la lutte de classe qui, dans les conditions de la société capitaliste moderne, amènera les ouvriers chrétiens à la social-démocratie et à l'athéisme cent fois mieux qu'un sermon athée pur et simple. Dans un tel moment, et dans ces conditions, le prédicateur de l'athéisme *ferait le jeu* du pope, de tous les popes, qui ne désirent rien autant que remplacer la division des ouvriers en grévistes et non-grévistes par la division en croyants et incroyants. L'anarchiste qui prêcherait la guerre contre Dieu à tout prix, aiderait en fait les popes et la bourgeoisie (comme du reste les anarchistes aident toujours, *en fait*, la bourgeoisie). Le marxiste doit être un matérialiste, c'est-à-dire un ennemi de la religion, mais un matérialiste dialectique, c'est-à-dire envisageant la lutte contre la religion, non pas de façon spéculative, non pas sur le terrain abstrait et purement théorique d'une propagande toujours identique à elle-même mais de façon concrète, sur le terrain de la lutte de classe *réellement* en cours, qui éduque les masses plus que tout et mieux que tout. Le marxiste doit savoir tenir compte de l'ensemble de la situation concrète ; il doit savoir toujours trouver le point d'équilibre entre l'anarchisme et l'opportunisme (cet équilibre est relatif, souple, variable, mais il existe), ne tomber ni dans le « révolutionnarisme » abstrait, verbal et pratiquement vide de l'anarchiste, ni dans le philistinisme et l'opportunisme du petit bourgeois ou de l'intellectuel libéral, qui redoute la lutte contre la religion, oublie la mission qui lui incombe dans ce domaine, s'accommode de la foi en Dieu, s'inspire non pas des intérêts de la lutte de classe, mais d'un mesquin et misérable petit calcul : ne pas heurter, ne pas repousser, ne pas effaroucher, d'une maxime sage entre toutes : « Vivre et laisser vivre les autres », etc.

C'est de ce point de vue qu'il faut résoudre toutes les questions particulières touchant l'attitude de la social-dé-

mocratie envers la religion. Par exemple, on pose souvent la question de savoir si un prêtre peut être membre du parti social-démocrate. A cette question, on répond d'ordinaire par l'affirmative, sans réserve aucune, en invoquant l'expérience des partis social-démocrates européens. Mais cette expérience est née non seulement de l'application du marxisme au mouvement ouvrier, mais aussi des conditions historiques particulières de l'Occident, inexistantes en Russie (nous parlons plus bas de ces conditions), de sorte qu'ici une réponse absolument affirmative est fausse. On ne saurait une fois pour toutes, et quelles que soient les conditions, proclamer que les prêtres ne peuvent être membres du parti social-démocrate, mais on ne saurait davantage une fois pour toutes, faire jouer l'inverse. Si un prêtre vient à nous pour militer à nos côtés et qu'il s'acquitte consciencieusement de sa tâche dans le parti sans s'élever contre le programme du parti, nous pouvons l'admettre dans les rangs de la social-démocratie, car la contradiction de l'esprit et des principes de notre programme avec les convictions religieuses du prêtre, pourrait, dans ces conditions, demeurer sa contradiction à lui, le concernant personnellement ; quant à faire subir à ses membres un examen pour savoir s'il y a chez eux absence de contradiction entre leurs opinions et le programme du parti, une organisation politique ne peut s'y livrer. Mais il va de soi qu'un cas analogue ne pourrait être qu'une rare exception même en Europe ; en Russie, à plus forte raison, il est tout à fait improbable. Et si, par exemple, un prêtre entrait au parti social-démocrate et engageait à l'intérieur de ce parti, comme action principale et presque exclusive, la propagande active de conceptions religieuses, le parti devrait nécessairement l'exclure de son sein. Nous devons non seulement admettre, mais travailler à attirer au parti social-démocrate tous les ouvriers qui conservent encore la foi en Dieu ; nous sommes absolument contre la moindre injure à leurs convictions religieuses, mais nous les attirons pour les éduquer dans l'esprit de notre programme, et non pour qu'ils combattent activement ce dernier. Nous autorisons *à l'intérieur* du parti la liberté d'opinion, mais seulement dans certaines limites, déterminées par la liberté de tendances : nous ne sommes pas tenus de marcher

la main dans la main avec les propagateurs actifs de points de vue écartés par la majorité du parti.

Autre exemple : peut-on condamner à titre égal et en tout état de cause, les membres du parti social-démocrate, pour avoir déclaré : « Le socialisme est ma religion » et pour avoir diffusé des points de vue conformes à cette déclaration ? Non. L'écart à l'égard du marxisme (et, partant, du socialisme) est ici incontestable, mais la portée de cet écart, son importance relative peuvent différer suivant les conditions. Si l'agitateur ou l'homme qui intervient devant la masse ouvrière s'exprime ainsi pour être mieux compris, pour amorcer son exposé, pour souligner avec plus de réalité ses opinions dans les termes les plus accessibles pour la masse inculte, c'est une chose. Si un écrivain commence à prêcher la « construction de Dieu » ou le socialisme constructeur de Dieu (dans le sens, par exemple, de nos Lounatcharski et consorts) c'en est une autre. Autant la condamnation, dans le premier cas, pourrait être une chicane ou même une atteinte déplacée à la liberté d'agitation, à la liberté des méthodes « pédagogiques », autant, dans le second cas, la condamnation par le parti est indispensable et obligatoire. La thèse « le socialisme est une religion » est pour les uns une forme de transition de la religion au socialisme, pour les autres, *du* socialisme à la religion.

Passons maintenant aux conditions qui ont donné lieu, en Occident, à l'interprétation opportuniste de la thèse « la religion est une affaire privée ». Evidemment, il y a là l'influence de causes générales qui enfantent l'opportunisme en général, comme de sacrifier les intérêts fondamentaux du mouvement ouvrier à des avantages momentanés. Le parti du prolétariat exige *que l'Etat* proclame la religion affaire privée, sans pour cela le moins du monde considérer comme une « affaire privée » la lutte contre l'opium du peuple, la lutte contre les superstitions religieuses, etc. Les opportunistes déforment les choses de façon à faire croire que le parti *social-démocrate tenait* la religion pour une affaire privée !

Mais outre la déformation opportuniste ordinaire (qui n'a pas du tout été élucidée dans les débats suscités par notre groupe parlementaire autour de l'intervention sur la

religion), il est des conditions historiques particulières qui ont provoqué actuellement l'indifférence, si l'on peut dire, excessive, des social-démocrates européens envers la question de la religion. Ces conditions sont de deux ordres. En premier lieu, la lutte contre la religion est la tâche historique de la bourgeoisie révolutionnaire ; et, en Occident, la démocratie bourgeoise, à l'époque de *ses* révolutions ou de ses attaques contre le féodalisme et les pratiques moyenâgeuses, a pour une bonne part rempli (ou tente de remplir) cette tâche. En France comme en Allemagne il y a une tradition de guerre bourgeoise contre la religion, engagée bien avant le socialisme (encyclopédistes, Feuerbach). En Russie, conformément aux conditions de notre révolution démocratique bourgeoise, cette tâche échoit presque entièrement elle aussi à la classe ouvrière. A cet égard, la démocratie petite-bourgeoise (populiste), chez nous, n'a pas fait beaucoup trop (comme le pensent les néo-cadets Cent-Noirs ou les Cent-Noirs cadets des *Vékhi* [162]), mais *trop peu* comparativement à l'Europe.

D'un autre côté, la tradition de la guerre bourgeoise contre la religion a créé en Europe une *déformation* spécifiquement bourgeoise de cette guerre par l'anarchisme, qui, comme les marxistes l'ont depuis longtemps et maintes fois expliqué, s'en tient à la conception bourgeoise du monde malgré toute la « rage » de ses attaques contre la bourgeoisie. Les anarchistes et les blanquistes des pays latins, Most (qui fut entre autres, l'élève de Dühring) et consorts en Allemagne, les anarchistes de 1880 et des années suivantes en Autriche, ont poussé jusqu'au *nec plus ultra* la phrase révolutionnaire dans la lutte contre la religion. Rien d'étonnant que maintenant les social-démocrates européens *prennent le contrepied* des anarchistes. Cela se comprend et c'est légitime dans une certaine mesure ; mais nous autres, social-démocrates russes, ne devons pas oublier les conditions historiques particulières de l'Occident.

En second lieu, en Occident, *après* la fin des révolutions bourgeoises nationales, *après* l'institution d'une liberté plus ou moins complète de conscience, la question de la lutte démocratique contre la religion a été, historiquement, refoulée au second plan par la lutte menée par la démocratie bourgeoise contre le socialisme, au point que les gouverne-

ments bourgeois ont essayé *à dessein* de détourner du socialisme l'attention des masses en organisant une « croisade » pseudo-libérale contre le cléricalisme. Le *Kulturkampf* en Allemagne et la lutte des républicains bourgeois contre le cléricalisme en France ont revêtu un caractère identique. L'anticléricalisme bourgeois, comme moyen de détourner l'attention des masses ouvrières du socialisme, voilà ce qui, en Occident, a précédé la diffusion, parmi les social-démocrates, de leur actuelle « indifférence » envers la lutte contre la religion. Là encore cela se conçoit et c'est légitime, car à l'anticléricalisme bourgeois et bismarckien, les social-démocrates devaient opposer précisément la *subordination* de la lutte contre la religion à la lutte pour le socialisme.

En Russie, les conditions sont tout autres. Le prolétariat est le chef de notre révolution démocratique bourgeoise. Son parti doit être le chef idéologique de la lutte contre toutes les pratiques moyenâgeuses, y compris la vieille religion officielle et toutes les tentatives de la rénover ou de lui donner une assise nouvelle, différente, etc. C'est pourquoi, si Engels corrigeait, en termes relativement doux, l'opportunisme des social-démocrates allemands — qui substituaient à la revendication du parti ouvrier exigeant que l'*Etat* proclamât que la religion est une affaire privée, la *proclamation* de la religion comme affaire privée pour les social-démocrates eux-mêmes et pour le parti social-démocrate — on conçoit que la reprise de cette déformation allemande par les opportunistes russes aurait mérité une condamnation *cent fois* plus violente de la part d'Engels.

En proclamant du haut de la tribune parlementaire que la religion est l'opium du peuple, notre fraction a agi de façon parfaitement juste ; elle a créé de la sorte un précédent qui doit servir de base à toutes les interventions des social-démocrates russes sur la question de la religion. Fallait-il aller plus loin et développer plus à fond les conclusions athées ? Nous ne le croyons pas. Car cela menacerait de porter le parti politique du prolétariat à exagérer la lutte contre la religion ; cela conduirait à effacer la ligne de démarcation entre la lutte bourgeoise et la lutte socialiste contre la religion. La première tâche, dont la fraction social-démocrate à la Douma Cent-Noirs devait s'acquitter a été remplie avec honneur.

La deuxième, et à peu de chose près la plus importante pour la social-démocratie, était d'expliquer le rôle social joué par l'Eglise et le clergé comme soutiens du gouvernement ultra-réactionnaire et de la bourgeoisie dans sa lutte contre la classe ouvrière ; elle aussi a été accomplie avec honneur. Certes, il y a encore beaucoup à dire sur ce sujet, et les interventions ultérieures des social-démocrates sauront trouver de quoi compléter le discours du camarade Sourkov ; mais il n'en reste pas moins que son discours a été excellent et sa diffusion par toutes les organisations qui le composent est du ressort direct de notre parti.

La troisième tâche consistait à expliquer de la façon la plus précise le sens *exact* de la thèse si souvent dénaturée par les opportunistes allemands : « proclamation de la religion affaire privée ». Cela, le camarade Sourkov ne l'a malheureusement pas fait. C'est d'autant plus regrettable que dans son activité précédente, la fraction avait déjà laissé passer l'erreur commise dans cette question par le camarade Bélooussov [163], erreur qui a été relevée en son temps par le *Prolétari*. Les débats au sein du groupe montrent que la discussion sur l'athéisme a masqué à ses regards la nécessité d'exposer exactement la fameuse revendication qui veut que la religion soit proclamée affaire privée. Nous n'allons pas imputer cette erreur de toute la fraction au seul camarade Sourkov. Au contraire. Nous reconnaissons franchement que la faute est imputable à tout notre parti, qui n'avait pas suffisamment élucidé cette question, qui n'avait pas suffisamment fait pénétrer dans la conscience des social-démocrates la portée de la remarque faite par Engels à l'adresse des opportunistes allemands. Les débats au sein de la fraction prouvent que c'était justement un manque de compréhension et non point l'absence du désir de tenir compte de la doctrine de Marx. Nous sommes sûrs que l'erreur sera redressée au cours des prochaines interventions du groupe.

Dans l'ensemble le discours du camarade Sourkov, nous insistons là-dessus, est excellent et doit être répandu par toutes les organisations. La discussion de ce discours, au sein du groupe, a montré qu'il s'acquittait consciencieusement de son devoir social-démocrate. Il reste à souhaiter

que les comptes rendus des débats à l'intérieur de la fraction paraissent plus souvent dans la presse du parti pour rapprocher la fraction de ce dernier, pour montrer au parti le dur travail fait par la fraction dans son propre sein pour que l'unité idéologique s'établisse dans l'activité du parti et de son groupe parlementaire.

« Prolétari » n° 46,
13 (26) mai 1909

Conforme au texte du journal

L'ATTITUDE DES CLASSES ET DES PARTIS À L'ÉGARD DE LA RELIGION ET DE L'ÉGLISE

Les débats qui ont eu lieu à la Douma d'Etat sur le budget du synode, sur le recouvrement de leurs droits par les personnes qui ont quitté l'état ecclésiastique et sur les communautés de vieux-croyants sont très instructifs pour qui veut connaître l'attitude des partis politiques russes à l'égard de la religion et de l'Eglise. Nous allons procéder à un examen d'ensemble de cette documentation en nous arrêtant particulièrement sur les discussions qui ont eu lieu sur le budget du synode (nous n'avons pas encore reçu le compte rendu sténographique des autres débats).

La première conclusion qui s'impose quand on étudie ces débats, c'est qu'en Russie le cléricalisme militant est non seulement vivant, mais qu'il est manifestement en train de se renforcer et d'améliorer son organisation. Le 16 avril, l'évêque Métrophane a déclaré : « Dès que le peuple nous a eu honoré de ses suffrages, notre activité parlementaire a eu pour but précis de nous placer à la Douma au-dessus des divisions de parti et de parvenir à la formation d'un groupe du clergé dont le point de vue éthique aurait répandu la lumière sur toutes choses... Pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à cette situation idéale ?... La faute en incombe à ceux qui siègent sur ces bancs avec vous » (c'est-à-dire avec les cadets et la « gauche »), « à savoir les députés du clergé qui appartiennent à l'opposition. Ce sont eux qui, les premiers, ont élevé la voix et déclaré que cela reviendrait purement et

simplement à donner naissance à un parti clérical, ce qui serait extrêmement néfaste. Il va de soi qu'on ne peut parler de cléricalisme à propos du clergé orthodoxe russe, au sein duquel ces tendances n'ont jamais existé. Les buts que nous poursuivions en voulant constituer un groupe à part étaient purement moraux et éthiques. Et aujourd'hui, Messieurs » (c'est-à-dire les cadets), « c'est nous que vous venez accuser d'être responsables des divisions et du morcellement dus à la discorde que les députés de la gauche ont apportée dans notre communauté fraternelle. »

L'évêque Métrophane, dans ce discours d'analphabète, a vendu la mèche : la gauche, voyez-vous, est coupable d'avoir dissuadé une partie des popes qui siègent à la Douma de former un groupe « moral » (pour tromper le peuple, il vaut mieux employer ce terme que celui de « clérical ») !

Le 13 mai, c'est-à-dire près d'un mois plus tard, l'évêque Euloge a lu une « résolution du clergé de la Douma » qui proclame : « l'écrasante majorité des membres du clergé orthodoxe qui siègent à la Douma estime »... qu'étant donné la « position dominante et la primauté de l'Église orthodoxe », il est inadmissible que les vieux-croyants aient la liberté de propager leur foi et de constituer des communautés sans autorisation préalable et que leurs pasteurs soient dénommés ministres du culte. Il est donc parfaitement clair que le « point de vue purement moral » des popes russes est tout simplement du cléricalisme. Quant à la « majorité écrasante » au nom de laquelle parlait l'évêque Euloge, il est probable qu'elle était constituée par les 29 prêtres de la droite et de la droite modérée qui siègent à la troisième Douma, auxquels avaient dû se joindre les 8 prêtres octobristes. Les 4 prêtres du groupe des progressistes et des partisans de la rénovation pacifique étaient vraisemblablement passés à l'opposition, ainsi qu'un du groupe polono-lituanien.

Quel est donc le « point de vue purement moral, éthique, de l'écrasante majorité des membres du clergé qui siègent à la Douma » (la Douma du 3 juin faut-il ajouter) ? Voici quelques extraits du discours : « Tout ce que je dis, c'est que ce n'est pas l'Etat ni à plus forte raison la commission budgétaire qui doit prendre l'initiative de ces transformations (les transformations au sein de l'Eglise). Cette

initiative doit venir de l'intérieur de l'Eglise et non de l'extérieur. L'Eglise est une institution divine et éternelle, ses lois sont immuables, alors que les idéaux de la vie de l'Etat, comme on le sait, sont exposés à être constamment modifiés » (l'évêque Euloge, 14 avril). L'orateur évoque un « parallèle historique inquiétant » : la sécularisation des biens du clergé sous le règne de Catherine II. « Qui peut nous garantir, poursuit-il, que la commission budgétaire, qui souhaite cette année que les disponibilités financières de l'Eglise soient soumises au contrôle de l'Etat, ne va pas émettre le vœu, l'année prochaine, qu'elles soient transférées à la trésorerie de l'Etat et que, par la suite, elle ne proposera pas d'en confier la gestion non plus aux autorités ecclésiastiques, mais exclusivement à l'autorité civile ou à l'Etat... Les canons ecclésiastiques spécifient que si on confie les âmes des chrétiens à un évêque, à plus forte raison on doit lui confier les biens de l'Eglise. Aujourd'hui, votre mère spirituelle, la Sainte Eglise orthodoxe, s'adresse à vous (les députés à la Douma), non seulement comme à des représentants du peuple, mais comme à ses enfants spirituels » (*idem*).

Voilà du pur cléricalisme. L'Eglise est au-dessus de l'Etat, car ce qui est divin et éternel est supérieur à ce qui est terrestre et temporel. L'Eglise ne pardonne pas à l'Etat la sécularisation des biens ecclésiastiques. Elle exige la primauté et une situation dominante. Elle considère les députés non seulement — ou plutôt bien moins — comme des représentants du peuple mais comme ses « enfants spirituels ».

Ces prêtres ne sont pas des fonctionnaires en soutanes, comme a dit le social-démocrate Sourkov, mais des *féodaux* en soutane. La politique de la majorité des membres du clergé qui siègent à la troisième Douma consiste à défendre ouvertement les privilèges féodaux de l'Eglise et le Moyen Age. L'évêque Euloge n'est absolument pas une exception. Guépetski pousse lui aussi les hauts cris contre la « sécularisation » qu'il qualifie d'« offense » intolérable (14 avril). Le pope Machkévitch fulmine contre le rapport *octobriste* qui tend à « miner les fondements historiques et canoniques sur lesquels toute notre vie ecclésiastique a toujours reposé et doit continuer à reposer » et qui voudrait « détourner la vie et l'activité de l'Eglise orthodoxe russe de la voie ca-

nonique pour leur faire prendre une voie... où les vrais princes de l'Eglise, les évêques, devraient céder aux princes de ce monde presque tous les droits qu'ils ont hérités des apôtres »... « Ce n'est rien d'autre... qu'une atteinte à la propriété d'autrui, aux droits et aux biens de l'Eglise. » « Le rapporteur veut aboutir à la destruction de la structure canonique de la vie ecclésiastique, il veut subordonner l'Eglise orthodoxe et toutes ses fonctions économiques à la Douma d'Etat, institution composée des éléments les plus divers et dont les croyances religieuses ne sont pas toutes tolérables dans notre Etat » (14 avril).

Pendant longtemps, les populistes et les libéraux russes se sont consolés ou plutôt se sont dupés eux-mêmes en développant une « théorie » selon laquelle il n'existait pas en Russie de base pour un cléricalisme militant, pour la lutte des « princes de l'Eglise » contre le pouvoir civil, etc. C'est là une des illusions populistes et libérales que notre révolution a dissipée. Tant que l'autocratie est demeurée intacte et inviolable, le cléricalisme ne s'est pas manifesté au grand jour. La toute-puissance de la police et de la bureaucratie détournait les regards de la « société » et du peuple de la lutte de classes en général et de la lutte menée par « les féodaux en soutanes » contre la « vile populace » en particulier. Mais la première brèche percée par le prolétariat révolutionnaire et la paysannerie dans l'autocratie féodale a révélé au grand jour ce qui était jusqu'alors resté secret. Dès que le prolétariat et les éléments d'avant-garde de la démocratie bourgeoise ont commencé à utiliser la liberté politique, la liberté d'organiser les masses, qu'ils avaient conquise à la fin de 1905, les classes réactionnaires ont entrepris de mettre sur pied leurs propres organisations agissant au grand jour. Si ces classes restaient inorganisées et n'agissaient pas ouvertement quand l'absolutisme régnait sans partage, c'était non parce qu'elles étaient faibles mais parce qu'elles étaient fortes, non pas parce qu'elles étaient incapables de s'organiser et de mener la lutte politique, mais parce qu'elles n'avaient pas encore sérieusement besoin d'une organisation de classe autonome. Elles ne croyaient pas qu'un mouvement de masse contre l'autocratie et les féodaux fût possible en Russie. Elles estimaient que le knout était suffisant pour faire tenir la populace tranquille.

Les premières blessures infligées à l'autocratie ont obligé les éléments sociaux qui la soutiennent et qui ont besoin d'elle à se montrer la face découverte. Pour mener la lutte contre des masses qui ont été capables de faire la journée du 9 janvier, le mouvement de grève de 1905 et la révolution d'octobre-décembre, il n'est plus possible de *se contenter* du vieux knout. Il faut créer des organisations politiques autonomes ; il devient nécessaire pour le Conseil de la noblesse unifiée de mettre sur pied l'organisation des Cent-Noirs et de se livrer à la démagogie la plus effrénée ; il devient nécessaire pour les « évêques, princes de l'Eglise » de rassembler le clergé réactionnaire en une force autonome.

Ce qui caractérise la troisième Douma et la période de la contre-révolution russe qui lui correspond, c'est justement le fait que cette organisation des forces réactionnaires est devenue évidente, qu'elle a commencé à se développer à l'échelle nationale et qu'elle a exigé un « parlement » Cent-Noirs bourgeois spécial. Le cléricalisme militant a montré son vrai visage et la social-démocratie russe aura maintes fois l'occasion d'observer des conflits entre la bourgeoisie cléricale et la bourgeoisie anticléricale et de prendre part à ces conflits. Nous avons pour tâche générale d'aider le prolétariat à s'unir en une classe à part, capable de se séparer de la démocratie bourgeoise. Cela implique, entre autres choses, qui nous utilisions tous les moyens de propagande et d'agitation et, en particulier, la tribune de la Douma, pour expliquer aux masses la différence existant entre l'anticléricalisme bourgeois et l'anticléricalisme prolétarien.

Les octobristes et les cadets qui sont intervenus à la troisième Douma contre l'extrême-droite, contre les cléricaux et le gouvernement nous ont grandement facilité ce travail, car ils ont montré sans équivoque quelle est l'attitude de la bourgeoisie à l'égard de l'Eglise et de la religion. A l'heure actuelle, la presse légale des cadets et des soi-disant progressistes accorde une attention toute particulière au problème des vieux-croyants, au fait que les octobristes et les cadets sont intervenus contre le gouvernement, au fait qu'ils « ont pris » ne fût-ce que dans une faible mesure, « la voie qui conduit aux réformes » promises le 17 octobre. Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est le problème considéré sous son aspect de principe, c'est l'attitude de la bourgeoi-

sie en général, jusques et y compris des éléments qui prétendent au titre de démocrates cadets, à l'égard de la religion et de l'Eglise. Nous ne devons pas permettre que des problèmes relativement mineurs, comme le conflit qui oppose les vieux-croyants à l'Eglise dominante, la conduite des octobristes qui sont liés aux vieux-croyants et qui même dépendent en partie d'eux sur le plan financier (on dit que *Goloss Moskvy* [164] est financé par les vieux-croyants), en viennent à masquer la question fondamentale, qui est celle des intérêts et de la politique de la bourgeoisie en tant que classe.

Voyez le discours du comte Ouvarov, de même tendance que les octobristes, mais qui a quitté leur groupe. Prenant la parole après le social-démocrate Sourkov, il a immédiatement refusé de poser le problème sur le plan des principes, comme l'avait fait le député ouvrier. Il s'est contenté de lancer des attaques contre la mauvaise volonté dont font preuve le synode et le procureur général quand il s'agit de donner à la Douma des informations sur certains revenus de l'Eglise et sur la façon dont sont dépensés les fonds paroissiaux. Le porte-parole officiel des octobristes Kamenski a abordé (le 16 avril) le problème de la même manière et a demandé que la paroisse soit rétablie « dans l'intérêt du renforcement de l'orthodoxie ». Cette idée a été développée par le soi-disant « octobriste de gauche » Kapoustine qui s'est écrié : « Si nous considérons la vie du peuple, la vie de la population rurale, nous sommes témoins d'un phénomène déplorable : la vie religieuse est ébranlée, le fondement le plus important, le grand, l'unique fondement de l'ordre moral de la population est ébranlé... Par quoi peut-on remplacer le concept de péché, la voix de la conscience ? Sûrement pas par le concept de lutte des classes, du droit de telle ou telle classe ! C'est là une notion déplorable qui est entrée dans notre vie quotidienne. Eh bien, si on veut que la religion, qui est la base de la morale, survive et soit accessible à l'ensemble de la population, il faut que ses promoteurs jouissent de l'autorité voulue... »

Ce représentant de la bourgeoisie contre-révolutionnaire veut renforcer la religion et son influence sur les masses, car il comprend que les « fonctionnaires en soutanes » sont insuffisants, surannés, qu'ils portent même préjudice aux

classes dirigeantes et *compromettent* l'autorité de l'Eglise. Si l'octobriste combat le cléricalisme extrémiste et la tutelle policière, c'est *parce qu'il veut renforcer* l'influence de la religion sur les masses et abolir au moins, parmi les méthodes employées pour abrutir le peuple, celles qui sont trop grossières, trop surannées et qui manquent leur but, pour les remplacer par des méthodes plus subtiles et plus perfectionnées. La religion policière ne suffit plus pour abrutir les masses. Donnez-nous une religion rénovée, moins grossière, plus souple et qui puisse être efficace dans une paroisse autonome. Telles sont les revendications que le capital adresse à l'autocratie.

Ce point de vue est repris *intégralement* par le cadet Karaoulov ; le renégat « libéral » (qui a évolué de la *Narodnaïa Volia* aux cadets de droite) vocifère contre la « dénationalisation de l'Eglise, c'est-à-dire contre le fait que les masses du peuple, les laïcs se voient ôter toute possibilité de participer à l'organisation de l'Eglise ». Il trouve « *horrible* » (textuel !) que les masses soient « en train de perdre la foi ». Il se désole, absolument comme Menchikov [165], de ce que « l'immense valeur intrinsèque de l'Eglise se déprécie... ce qui porte un énorme préjudice non seulement à sa propre cause mais également à l'Etat ». Il proclame que ce fanatique d'Euloge « parle d'or » quand il prétend, avec une monstrueuse hypocrisie, que « la tâche de l'Eglise est éternelle, immuable et que, par conséquent, on ne peut la lier à la politique ». Et s'il proteste contre l'alliance de l'Eglise avec les Cent-Noirs, c'est poussé *par le désir* de voir l'Eglise « beaucoup plus forte et plus glorieuse, d'accomplir sa grande et sainte mission dans un esprit chrétien d'amour et de liberté ».

Le camarade Béloussov a eu parfaitement raison de se moquer de ces « envolées lyriques » de Karaoulov à la tribune de la Douma. Mais les railleries sont loin d'être suffisantes. Il fallait montrer (et il faudra le faire à la tribune de la Douma dès que l'occasion s'en présentera) que le point de vue des cadets est absolument identique à celui des octobristes et n'exprime rien d'autre que le désir des capitalistes « évolués » d'employer, pour abrutir le peuple par l'opium de la religion, des méthodes plus subtiles de duperie cléricale que celles des bons popes russes d'antan.

Pour maintenir le peuple dans l'esclavage spirituel, il faut que l'Eglise s'unisse étroitement aux Cent-Noirs ; telle est l'opinion des « hobereaux sauvages » et des vieux Derjimorda [166] qui a été proclamée par Pourichkévitch. Vous vous trompez, Messieurs, répliquent les bourgeois contre-révolutionnaires par la bouche de Karaoulov : avec de telles méthodes, vous ne réussirez qu'à éloigner définitivement le peuple de la religion. Il faut agir plus intelligemment, avec plus de ruse et d'habileté : faisons disparaître les Cent-Noirs trop grossiers et trop stupides, déclarons la guerre à la « dénationalisation de l'Eglise » et inscrivons sur nos étendards les « paroles d'or » de l'évêque Euloge qui affirme que l'Eglise est au-dessus de la politique. C'est seulement en agissant ainsi que nous réussirons à mystifier ne fût-ce qu'une partie des ouvriers retardataires et surtout les petits bourgeois et les paysans, que nous pourrons aider une Eglise renouvelée à accomplir sa « grande et sainte mission » qui consiste à perpétuer l'esclavage spirituel des masses populaires.

Au cours de la dernière période, notre presse libérale, la *Retch* comprise, a beaucoup reproché à Strouvé et consorts leur collaboration au recueil *Vékhi*. Mais Karaoulov, orateur officiel du parti cadet à la Douma d'Etat, a magnifiquement démontré toute l'hypocrisie de ces reproches et de ces mises au ban. Strouvé ne fait que dire tout haut ce que Karaoulov et Milioukov pensent tout bas. Si les libéraux s'en prennent à Strouvé, c'est *uniquement* parce qu'il a imprudemment vendu la mèche et montré son jeu trop ouvertement. En s'en prenant aux *Vékhi*, tout en continuant à soutenir le parti cadet, les libéraux trompent le peuple de la façon la plus éhontée ; ils condamnent un *texte* parce qu'il est trop révélateur et imprudent, mais ils continuent à *faire* exactement ce qui est dit dans ce texte.

Il y a peu à dire de l'attitude des troudoviks dans ces débats. Comme toujours, on a pu observer une nette différence entre les troudoviks paysans et les troudoviks intellectuels, et cette différence n'est pas à l'avantage de ces derniers, toujours prêts à suivre les cadets. Il est vrai que le discours du paysan Rojkov a révélé à quel point il manquait de conscience politique : il s'est contenté en effet de reprendre les platitudes des cadets selon lesquelles l'Union du peuple

russe contribuait non pas à renforcer mais à affaiblir la foi, et il s'est montré incapable d'exposer un programme. Mais en revanche, dès qu'il a commencé à dire naïvement toute la vérité, sans l'enjoliver, sur les exactions du clergé, sur les chantages des popes qui, pour célébrer un mariage, exigent, en plus de l'argent, « une bouteille de vodka, de la nourriture et une livre de thé, et qui *parfois demandent des choses dont je n'ose parler à cette tribune* » (16 avril, p. 2259 du compte rendu sténographique), la Douma Cent-Noirs n'a pas pu le supporter et le tumulte s'est déchaîné sur les bancs de la droite. « C'est un scandale, une honte », se sont écriés les Cent-Noirs qui ont compris que ce simple discours d'un paysan sur les exactions du clergé et sur les « taxes » que font payer les popes pour célébrer un service religieux avait sur les masses une influence plus révolutionnaire que n'importe quelle déclaration théorique ou tactique contre l'Eglise ou la religion. La bande de suppôts de la réaction qui défend l'autocratie à la troisième Douma, a donc fait pression sur son valet, le président Mayendorff, et l'a obligé à retirer la parole à Rojkov (les social-démocrates appuyés par plusieurs troudoviks, cadets et autres ont élevé une protestation contre cette mesure).

Malgré son caractère extrêmement élémentaire, le discours du paysan troudovik Rojkov prouve magnifiquement à quel point la défense de la religion hypocrite et délibérément réactionnaire des cadets est différente de la religiosité primitive, inconsciente et routinière du moujik, chez qui, du fait même de ses conditions de vie, les exactions provoquent, sans qu'il le veuille et qu'il s'en rende compte, une rancœur véritablement révolutionnaire, et qui est prêt à mener une lutte décisive contre le Moyen Age. Les cadets sont les représentants de la bourgeoisie contre-révolutionnaire qui veut rénover et renforcer la religion contre le peuple. Les Rojkov sont les représentants de la démocratie bourgeoise révolutionnaire, qui est peu développée, opprimée, sans conscience ni initiative politiques, dispersée, mais qui recèle des réserves d'énergie révolutionnaire qui sont encore bien loin d'être épuisées, pour la lutte contre les gros propriétaires fonciers, les popes et l'autocratie.

L'intellectuel troudovik Rozanov s'est rapproché des cadets de façon beaucoup plus consciente que Rojkov. S'il

a su parler de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui est une revendication de la « gauche », il n'a pas pu s'empêcher de faire des phrases réactionnaires et petites-bourgeoises sur « une modification de la loi électorale qui tendrait à écarter le clergé de la lutte politique ». L'esprit révolutionnaire qui se manifeste spontanément chez un moujik moyen et typique dès qu'il commence à dire la vérité sur sa vie quotidienne, disparaît chez l'intellectuel troudovik pour être remplacé par des phrases imprécises et parfois franchement odieuses. C'est là une preuve supplémentaire, la centième ou la millième peut-être à l'appui de cette vérité : ce n'est qu'en suivant le prolétariat que les masses paysannes de Russie seront capables d'abolir le joug combien pesant et ruineux des propriétaires fonciers féodaux, des féodaux en soutanes et des partisans de l'autocratie féodale.

Le social-démocrate Sourkov, représentant du parti ouvrier et de la classe ouvrière, est le seul député de la Douma qui ait su véritablement placer les débats sur le plan des principes et exposer sans ambages quelle est l'attitude du prolétariat et quelle doit être l'attitude de toute démocratie conséquente et vigoureuse à l'égard de l'Eglise et de la religion. « La religion est l'opium du peuple »... « Pas un sou de l'argent du peuple ne doit être accordé à ces ennemis jurés du peuple qui obscurcissent la conscience populaire. » Ce cri de guerre, sans équivoque et courageux, lancé par un socialiste, a retenti comme un défi à la Douma Cent-Noirs. Il a trouvé un écho chez des millions de prolétaires qui vont le diffuser parmi les masses et sauront, au moment propice, le transformer en action révolutionnaire.

« Social-Démocrate » n° 6,
4 (17) juin 1909

Conforme au texte du journal

CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU «PROLÉTARI[67]»

8-17 (21-30) juin 1909

INFORMATION SUR LA CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU « PROLÉTARI »

Nos lecteurs pourront trouver ci-dessous le texte des résolutions adoptées par la dernière conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*. A cette conférence participaient quatre membres de la rédaction du *Prolétari*, trois représentants des bolcheviks qui travaillent dans les organisations locales — Pétersbourg, région de Moscou (Russie centrale) et Oural — et cinq membres bolcheviks du Comité central.

Il est indubitable que les débats de la Conférence sont d'une grande importance pour l'ensemble du parti. Ils ont permis de mieux définir et, dans une certaine mesure, de présenter sous une forme achevée la ligne politique que l'organe dirigeant de la fraction bolchevique a suivie de façon systématique au cours de la dernière période et qui a été l'objet de nombreuses critiques de la part d'un certain nombre de camarades qui se considèrent comme bolcheviks. La conférence, à laquelle l'opposition était représentée par deux camarades, a donné lieu aux explications nécessaires.

Tenant compte de tous ces facteurs, le *Prolétari* fera le maximum pour préparer et publier des procès-verbaux de la conférence qui soient les plus complets possible. Dans la présente information, nous ne nous occuperons que des points qui, s'ils sont interprétés d'une certaine manière, peuvent provoquer — et provoquent déjà parmi les camarades qui se trouvent à l'étranger — des malentendus. Les résolutions de la conférence sont suffisamment explicites et détaillées pour se passer de commentaires et les procès-

verbaux fourniront une documentation qui permettra d'en comprendre tous les tenants et les aboutissants. La présente information a pour objectif essentiel d'attirer l'attention sur les implications qui découlent de ces décisions et de ces résolutions pour *la vie interne de notre fraction.*

Commençons par la résolution « Sur l'otzovisme et l'ultimatisme ».

La partie de cette résolution qui est directement dirigée contre l'otzovisme n'a pas suscité d'objections sérieuses parmi les membres de l'opposition présents à la conférence. Ils ont reconnu tous les deux qu'à partir du moment où l'otzovisme devient un courant bien déterminé, il s'éloigne de plus en plus de la social-démocratie, et que certains représentants de l'otzovisme, en particulier le camarade St. [168], qui en est le chef indiscuté, ont déjà acquis une « certaine coloration anarchiste ». La conférence a donc été *unanime* à reconnaître qu'une lutte opiniâtre et systématique contre l'otzovisme, en tant que courant, était indispensable. Mais il n'en a pas été de même pour l'ultimatisme.

Les deux représentants de l'opposition se sont proclamés ultimatistes. Au moment où la résolution a été mise aux voix, ils ont remis une déclaration écrite proclamant qu'ils étaient ultimatistes, que la résolution proposait de se désolidariser de l'ultimatisme, ce qui pour eux, revenait à se désolidariser d'eux-mêmes, chose qu'ils ne peuvent entériner par leur signature. Par la suite, après l'adoption de plusieurs autres résolutions, contre les voix de l'opposition, ses deux représentants ont déclaré par écrit qu'ils considéraient que ces résolutions étaient illégales, qu'en les adoptant, la conférence proclamait une scission à l'intérieur de la fraction et que, pour leur part, ils ne s'y soumettraient pas et ne les appliqueraient pas. Par la suite, nous nous arrêterons de façon plus détaillée sur cet incident, car il a entraîné le départ formel d'un *des* représentants de l'opposition, le camarade Maximov, de la rédaction élargie du *Prolétari.* Pour l'instant, nous voulons le considérer sous un autre angle.

Quand on veut porter une appréciation sur l'ultimatisme, ainsi d'ailleurs que sur l'otzovisme, qui est de l'ultimatisme conséquent avec lui-même, on doit malheureusement se référer moins à une écriture qu'à une tradition. Jusqu'à

présent, en effet, ni l'ultimatisme ni l'otzovisme ne se sont traduits par une « plate-forme » tant soit peu complète. Il nous faut donc considérer l'ultimatisme à travers la seule traduction concrète qui en existe, à savoir l'exigence d'adresser au groupe parlementaire social-démocrate un *ultimatum* lui enjoignant de se placer strictement sur les positions du parti et de se soumettre à toutes les directives des centres du parti, ou de renoncer à son mandat. Mais en fait, on ne saurait affirmer qu'une telle définition rend *parfaitement* compte de l'ultimatisme. C'est ainsi qu'un des deux ultimatistes qui participaient à la conférence, le camarade Marat, a déclaré qu'elle ne s'appliquait pas à lui. Il reconnaît en effet qu'au cours de la dernière période, l'activité du groupe parlementaire social-démocrate s'est considérablement améliorée et il ne songe pas à adresser un ultimatum au groupe dans l'immédiat. Il pense simplement que le parti doit faire pression sur son groupe parlementaire par tous les moyens et que l'ultimatum constitue un de ces moyens.

Il va de soi qu'avec des ultimatistes *de ce type*, il est possible de coexister au sein d'un seul et même groupe. Un ultimatiste *de ce type* doit en effet abandonner son ultimatisme à mesure que l'activité du groupe parlementaire s'améliore. Un ultimatisme *de ce type* n'exclut pas mais au contraire implique que le parti mène avec le groupe un travail opiniâtre et de longue haleine de perfectionnement de ce groupe, afin de parvenir à ce que l'activité à la Douma soit utilisée de façon adéquate pour les besoins de la propagande et de l'agitation. S'il est vrai qu'on a pu observer dans l'action du groupe une nette tendance à l'amélioration, il s'ensuit qu'il faut continuer à travailler avec persévérance dans la même direction. Par *là même*, l'ultimatisme perdra peu à peu sa signification objective. Avec les bolcheviks ultimatistes *de ce type*, il ne peut donc être question de scission. On peut même se demander s'ils sont concernés par la démarcation vis-à-vis de l'ultimatisme dont parlent la résolution sur « otzovisme et ultimatisme » et la résolution sur « Les tâches des bolcheviks dans le parti ». Un ultimatisme *de ce type* n'est qu'une nuance dans la façon de poser et de résoudre un problème pratique ; il n'entraîne aucune divergence de principe marquante.

L'ultimatisme dont, selon la résolution, le bolchevisme en tant que courant de pensée au sein du Parti, doit se démarquer, est un phénomène d'une autre sorte.Selon cet ultimatisme, dont l'existence est indubitable, il ne peut être question que le parti et ses centres consacrent un travail de longue haleine au groupe parlementaire ; il ne peut être question d'effectuer parmi les ouvriers un travail patient, de longue haleine, pour utiliser de façon adéquate le riche matériel de propagande que nous fournit la troisième Douma. Cet ultimatisme exclut toute action *positive et créatrice* du parti vis-à-vis du groupe parlementaire. Il n'envisage rien au-delà de l'*ultimatum* que le parti doit suspendre au-dessus du groupe parlementaire comme une épée de Damoclès et qui doit remplacer, pour le P.O.S.D.R., toute l'expérience d'utilisation vraiment révolutionnaire du parlementarisme accumulée au prix d'un travail acharné et d'un long *apprentissage* par la social-démocratie d'Europe occidentale. Un ultimatisme *de ce type* est impossible à distinguer de l'otzovisme. Ils sont indissolublement liés par l'esprit *aventuriste* dont ils relèvent tous deux. Le bolchevisme, qui représente le courant révolutionnaire dans la social-démocratie russe, doit se démarquer de l'un comme de l'autre.

Mais que voulons-nous dire, que voulait dire la conférence en parlant de « démarcation » ? Peut-on affirmer que la conférence a proclamé la *scission de la fraction bolchevique*, comme veulent le faire accroire certains représentants de l'opposition ? Non, rien ne le permet. Ce que les résolutions de la conférence proclament, c'est qu'à l'intérieur de la fraction bolchevique sont apparus des courants qui sont en contradiction avec le bolchevisme et avec ses principes tactiques spécifiques. Chez nous, le bolchevisme est représenté par la *fraction* bolchevique du parti. Mais une fraction n'est pas un parti. A l'intérieur du parti, on peut trouver toute une gamme d'opinions diverses dont les extrêmes peuvent être tout à fait contradictoires. C'est ainsi, par exemple, que dans le parti allemand nous voyons côte à côte l'aile nettement révolutionnaire de Kautsky et l'aile archirévisionniste de Bernstein. Mais dans une fraction, les choses sont différentes. Une fraction est un groupe fondé sur l'*unité de pensée*, dont l'objectif premier est d'influencer

le parti dans une direction bien déterminée et de faire adopter ses principes, sous leur forme la plus pure, par le parti. Pour cela, une *unité de pensée* véritable est indispensable. Quiconque veut comprendre comment se pose réellement le problème des divergences internes au sein de la fraction bolchevique, doit bien se rendre compte que l'unité de la *fraction* et celle du *parti* ne relèvent pas pour nous des mêmes exigences. *La conférence n'a pas proclamé la scission de la fraction.* Les militants locaux qui verraient dans les résolutions de la conférence un appel à l'exclusion des ouvriers *influencés par l'otzovisme* ou plus encore un appel à la dissolution immédiate des organisations où l'on trouve des éléments otzovistes, commettraient une grave erreur. Nous adressons à nos militants locaux la plus catégorique des mises en garde contre de telles démarches. L'otzovisme, *en tant que courant autonome* et organisé, n'existe pas parmi *les masses* ouvrières. Les tentatives des otzovistes pour codifier leur tendance et parvenir à un exposé exhaustif de leurs thèses aboutissent fatalement au syndicalisme, à l'anarchisme. Et, à partir du moment où l'on est un partisan tant soit peu conséquent de ces courants, on s'exclue soi-même et de la fraction et du parti. Placer dans cette catégorie les *groupes d'ouvriers influencés par l'otzovisme*, aussi étendus soient-ils, serait absurde. Leur otzovisme est dû pour une bonne part au fait qu'ils ne sont pas au courant de l'activité de notre groupe parlementaire. La meilleure façon de lutter contre un otzovisme *de ce type* est, premièrement, de fournir aux ouvriers des informations complètes et abondantes sur le travail de notre groupe et deuxièmement de leur donner le moyen d'avoir des rapports avec le groupe et d'exercer une influence sur lui. C'est ainsi, par exemple, que pour réduire considérablement l'influence de l'otzovisme à Pétersbourg, il a suffi d'organiser plusieurs rencontres entre nos députés et les ouvriers. On voit donc que tous nos efforts doivent tendre à éviter une *scission sur le plan de l'organisation* avec les otzovistes. Si on mène contre l'otzovisme et le syndicalisme qui lui est apparenté une lutte *idéologique* tant soit peu régulière et conséquente, on s'apercevra rapidement qu'il est absolument vain de parler de schisme sur le plan de l'organisation. Tout ce qui pourra arriver, dans le pire des cas, c'est que quelques

individus ou quelques groupes otzovistes *se séparent* de la fraction bolchevique et du parti.

D'ailleurs, c'est précisément de cette manière que les choses se sont présentées à la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*. Il est apparu que l'ultimatisme du camarade Maximov était absolument inconciliable avec la ligne du bolchevisme telle qu'elle a été définie une fois de plus par la conférence. Le camarade Maximov a déclaré qu'il considérait comme illégales les résolutions de principe fondamentales adoptées par la conférence (ces résolutions avaient pourtant recueilli une majorité de dix voix contre deux, et certaines, comme par exemple la résolution sur « otzovisme et ultimatisme » dans son ensemble, avaient même été adoptées par dix voix contre une (celle de Maximov) et une abstention. La conférence a alors adopté une nouvelle résolution indiquant qu'elle n'était plus responsable d'aucune des démarches politiques du camarade Maximov. Les choses sont claires : à partir du moment où le camarade Maximov rejette catégoriquement toutes les résolutions de principe adoptées à une majorité aussi écrasante, il doit comprendre qu'entre lui et la conférence, cette *unité de pensée* qui est la condition élémentaire de l'existence d'une *fraction* à l'intérieur *du parti* n'existe plus. Mais le camarade Maximov est allé encore plus loin : il a déclaré de façon péremptoire que non seulement il n'avait pas l'intention d'appliquer ces résolutions, mais *qu'il ne s'y soumettrait pas.* La conférence s'est donc trouvée dans l'obligation de proclamer qu'elle n'était plus responsable d'aucune démarche politique du camarade Maximov. Mais en même temps, elle a déclaré que cela « n'impliquait nullement une scission de la fraction mais simplement le départ du camarade Maximov de la rédaction élargie du *Prolétari* (voir les déclarations du délégué de Pétersbourg, le camarade M.T. [169] et d'autres délégués) *.

* Le camarade Marat a, lui aussi, fait une déclaration dans laquelle il proclame qu'il *n'appliquera pas* les résolutions de la conférence, mais que néanmoins il *s'y soumettra.* Dans une autre déclaration, il indique que tout en admettant la nécessité d'une lutte idéologique contre l'otzovisme menée dans un esprit de camaraderie, il n'admet pas que cette lutte puisse concerner l'organisation ni qu'elle doive entraîner une scission de la fraction bolchevique. Pour

Nous pensons également qu'il faut attirer l'attention de tous les camarades sur les résolutions qui portent sur « Les tâches des bolcheviks dans le parti » et sur « Notre attitude vis-à-vis de l'activité parlementaire par rapport aux autres secteurs de l'activité du parti ». Il importe en effet de bien comprendre comment se pose le problème de la « ligne de parti » des bolcheviks et de l'attitude à prendre vis-à-vis des possibilités d'actions légales en général, et de la tribune de la Douma en particulier.

Dans l'immédiat, notre tâche est de sauvegarder et de renforcer le P.O.S.D.R. La réalisation de cette tâche comporte un élément extrêmement important, à savoir la lutte contre les deux sortes de *courant liquidateur* existant actuellement : celui de droite et celui de gauche. Les liquidateurs de droite affirment qu'il ne doit pas y avoir de P.O.S.D.R. illégal et que la social-démocratie doit centrer son activité exclusivement ou presque exclusivement sur les possibilités légales. Les liquidateurs de gauche défendent la thèse inverse, selon laquelle il n'existe aucune possibilité légale pour l'activité du parti, et ils prônent l'illégalité à tout prix. Ces deux courants aboutissent à peu près identiquement à la liquidation du P.O.S.D.R. Dans la situation actuelle, que l'histoire nous a imposée, il ne peut être question, en effet, de « sauvegarder et de renforcer » le P.O.S.D.R. si on ne *combine* pas de façon méthodique et rationnelle le travail légal au travail illégal. On sait que c'est dans la fraction menchevique et en partie dans le Bund que le courant liquidateur de droite est le plus déchaîné. Mais, au cours de la dernière période on a pu observer parmi les mencheviks des signes d'un retour à l'esprit de parti, dont on ne peut que se féliciter : comme le proclame la résolution, « une minorité de la fraction (la fraction menchevique) [172], ayant fait jusqu'au bout l'expérience de la voie de la liqui-

---

ce qui est du problème de la scission sur le plan de l'*organisation, en général*, nous notons comme le fait la résolution sur « L'école du parti organisée à l'étranger à X. » [170], que dans le cas présent, ce sont les otzovistes et les constructeurs de Dieu [171] qui ont fait un pas en direction de la scission, car il est indubitable que cette école représente une tentative de création d'un nouveau *centre idéologique et d'organisation* pour une nouvelle fraction.

dation, commence à protester contre cette voie et cherche à replacer son activité sur un terrain de parti »*.

Quelle attitude les bolcheviks doivent-ils adopter vis-à-vis des mencheviks encore peu nombreux qui mènent la lutte contre les liquidateurs de droite ? Il est indubitable qu'ils doivent s'efforcer de se rapprocher de ce groupe de militants marxistes et fidèles au parti. Il ne s'agit nullement d'abolir les divergences tactiques qui nous opposent aux mencheviks. Nous menons et nous continuerons à mener une lutte sans compromis contre les déviations des mencheviks par rapport à la ligne de la social-démocratie révolutionnaire. Il va également de soi qu'il n'est nullement question de dissoudre la fraction bolchevique dans le parti. Les bolcheviks ont accompli un grand travail qui leur a permis de conquérir de nombreuses positions dans le parti, mais il leur reste beaucoup à faire. La fraction bolchevique, en tant que courant idéologique bien déterminé existant à l'intérieur du parti, doit continuer à exister comme par le passé. Mais il y a une chose que nous ne devons pas oublier : à l'heure actuelle, c'est essentiellement, sinon uniquement, sur la fraction bolchevique que repose la responsabilité de la « sauvegarde et du renforcement » du P.O.S.D.R. dont parle la résolution de la conférence. Aujourd'hui, ce sont les bolcheviks qui assument la totalité ou la presque totalité du travail *du parti* (surtout à la base). Et, en tant que défenseurs conséquents et fermes des principes du parti, les bolcheviks ont maintenant une tâche extrêmement importante à remplir : faire participer à *l'édification du parti* tous les éléments qui en sont capables. Dans le moment difficile que nous sommes en train de traverser, il serait véritablement criminel de ne pas tendre la main aux militants des autres fractions qui prennent la défense du marxisme et de l'esprit de parti contre le courant liquidateur.

Cette position est celle qui a été adoptée par l'écrasante majorité de la conférence et en particulier par tous les représentants des bolcheviks militant dans les organisations loca-

* Par « scission qui s'est produite au sein de la rédaction » du *Goloss Sotsial-Démokrata*, la résolution sous-entend le départ de Plékhanov. Ce départ, comme Plékhanov lui-même l'a indiqué, est dû précisément aux tendances liquidatrices de la rédaction du *Goloss*.

les. L'opposition, quant à elle, est restée hésitante et ne s'est pas décidée à prendre une position bien déterminée ni pour nous, ni contre nous. Pourtant, c'est précisément à cause de cette ligne que le camarade Maximov a reproché à la conférence de « trahir le bolchevisme », d'adopter le point de vue menchevique, etc. A ces accusations, on ne pouvait répondre que d'une seule manière : répétez-les publiquement et le plus rapidement possible dans la presse devant l'ensemble du parti et de la fraction bolchevique, afin que nous puissions une fois de plus dénoncer le sens véritable de votre « esprit révolutionnaire », le véritable caractère de votre « défense » du bolchevisme.

Nous demandons maintenant aux camarades de considérer attentivement la résolution sur « Notre attitude vis-à-vis de l'activité parlementaire, etc. » Nous avons déjà montré la liaison étroite qui existait entre le problème des « possibilités légales » et les différents courants liquidateurs. A l'heure actuelle, la lutte contre les liquidateurs de gauche est aussi indispensable que la lutte contre les liquidateurs de droite. Le crétinisme parlementaire, selon lequel toute l'organisation du parti doit se réduire à un groupement d'ouvriers ne se préoccupant que des « possibilités légales » et, en particulier, de l'activité de la Douma, est aussi profondément contraire aux principes de la social-démocratie révolutionnaire que l'otzovisme, qui ne comprend pas à quel point les possibilités légales sont importantes *pour le parti*, *tout le profit que le parti peut en tirer*. Les résolutions de la conférence estiment qu'il est extrêmement important d'utiliser les possibilités légales *pour le parti*. Mais elles ne considèrent jamais ces possibilités et leur utilisation comme une fin en soi. Elles prennent toujours soin de les *relier* étroitement aux tâches et aux méthodes de l'activité illégale. Et cette *liaison* mérite à l'heure actuelle une attention toute particulière. Sur ce problème, la résolution donne un certain nombre d'indications *pratiques*. Mais ce ne sont là que des *indications*. En gros, on peut dire que le problème posé n'est pas tant de déterminer exactement quelle place doit revenir aux « possibilités légales » par rapport aux autres activités *du parti*, que de savoir *comment* utiliser pour le plus grand profit du parti ces « possibilités » quand elles se présentent. Notre travail

clandestin dure depuis de longues années et, dans ce domaine, nous avons accumulé une grande expérience. On ne peut en dire autant de l'utilisation des possibilités légales. Ce que le parti, *et en particulier les bolcheviks*, ont fait dans ce domaine est insuffisant, et il nous faut accorder à cette branche de notre activité plus d'attention, plus d'initiative, plus d'efforts que jusqu'à maintenant. Il nous faut *apprendre* à utiliser les possibilités légales avec la *même* persévérance que nous avons mise à apprendre les méthodes de l'activité clandestine. C'est à ce *travail acharné* en vue d'utiliser les possibilités légales pour le plus grand profit du parti, que la conférence appelle tous ceux qui ont à cœur les intérêts du P.O.S.D.R.

Il va de soi que notre attitude à l'égard du travail illégal reste et doit rester inchangée. La sauvegarde et le renforcement du P.O.S.D.R., telle est la tâche fondamentale à laquelle tout doit être subordonné. C'est seulement quand nous serons parvenus à ce renforcement que nous serons en mesure d'utiliser les possibilités légales dans l'intérêt du parti. Il faut accorder la plus grande attention aux groupes ouvriers qui sont en train de se former dans les centres industriels et qui doivent assumer graduellement (ils sont d'ailleurs en train de le faire) la direction générale du travail du parti. Il faut que de ces groupes sortent des cadres du parti vraiment social-démocrates : tel doit être l'objectif de tous les efforts que nous déployons dans tous les secteurs de notre activité. C'est uniquement sur cette base qu'il sera réellement possible de sauvegarder et de renforcer le P.O.S.D.R.

Supplément au n° 46 du « Prolétari », 3 (16) juillet 1909

Conforme au texte du supplément

DISCOURS PRONONCÉ AU COURS DES DÉBATS SUR LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE PARTI 11 (24) JUIN

Je pense qu'il est superflu de répondre une fois de plus sur le fond au camarade Maximov — ce serait peut-être la centième ou la millième —, de lui répéter qu'en se séparant de nous il va créer une fraction qui rassemblera des caricatures de bolcheviks ou des « otzovistes de Dieu ». Tout cela a déjà été dit, ressassé et souligné dans les colonnes du *Prolétari*. Je me contenterai donc de dire à Maximov : publiez *dans la presse* ce que vous avez dit ici, entre quatre murs, car c'est la seule façon d'en finir avec les querelles indignes dont nous avons été témoins depuis plus de trois jours et de les remplacer par une véritable lutte idéologique. Publiez dans la presse que nous sommes des « néo-bolcheviks », que nous voulons un « néo-*Prolétari* », comme il y a déjà eu une « nouvelle *Iskra* », c'est-à-dire en fait que nous sommes des mencheviks, que « nous avons fait deux pas en arrière » et que « nous sommes en train de détruire le bolchevisme qui est l'héritage le plus précieux de la révolution russe ». Publiez *dans la presse*, toutes ces phrases que j'ai recopiées dans votre discours, et nous montrerons encore et encore au lecteur que vous correspondez parfaitement au type de la caricature du bolchevik. Publiez *dans la presse* qu'« en nous mettant sous la coupe de Plékhanov (je continue à vous citer), nous nous vouons à la mort politique en cas de nouvel essor », et que nous « vaincrons s'il y a une longue période de réaction ». Publiez tout cela *dans la presse* et nous expliquerons une

fois de plus, pour le plus grand profit du parti, la différence qui sépare le bolchevisme de l'« otzovisme de Dieu ». Mais puisque vous refusez (bien que nous vous ayons mis au défi de le faire *dès le mois d ' a o û t 1908*, au cours d'une réunion du comité de rédaction où nous vous avons proposé formellement de faire paraître une brochure pour exposer vos thèses), puisque vous refusez la lutte *au grand jour* et que vous continuez vos intrigues à huis clos, *nous sommes dans l'obligation* de vous forcer à intervenir publiquement *en vous mettant en dehors* de notre fraction (non pas du parti, mais de la fraction), de façon à ce qu'ait lieu une lutte idéologique qui sera pleine d'enseignements pour le parti.

Publié pour la première fois en 1934 dans les « Procès-verbaux de la conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »

Conforme au manuscrit

Première page du manuscrit de Lénine « Discours prononcé au cours des débats sur les tâches des bolcheviks dans le parti », 11(24)juin 1909.

Réduction

Ленин:

Я считаю излишним в 100-ый и в 1000-ый раз отвечать т. Мак-ву по существу, т.е. говорить, что он создает, откалываясь от нас, фракцию карикатурных беков или обезличенных отзовистов. Все это в *Прол.* сказано, пересказано, разжевано, подчеркнуто. И я говорю только: скажите *конкретно* то, что вы говорите здесь, в четырех стенах, — тогда и только тогда выйдете из недостойной перебранки, которая царит здесь 4-ый день, получим мы идейную борьбу. Скажите конкретно, что мы „небольшевики", „неопролетарцы", „в стиле новой Искры", т.е. в сущности меки, что мы „сделали два шага назад", что мы „разрушили драгоценнейшее наследие русской революции — большевизм", скажите *конкретно* эти ваши, записанные мной слово в слово, речи, и мы покажем публично сто и еще раз, что вы именно подходите под этот карикатурный бека. Скажите *конкретно*, что мы — опять цитирую ваши слова — „помешали пролетарско-социалистическому будущему" в шкуре у Плеханова, в случае новых нападений", что мы „подобны в случае глубочайшей реакции", скажите это *конкретно*, и мы дадим сто раз достойное для партии разрешение разницы между боль-

DISCOURS ET PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE DOMAINE DE L'ACTIVITÉ À LA DOUMA

Nous arrivons au terme de nos débats et je ne pense pas qu'il soit nécessaire de codifier ces débats dans une résolution, car il faut ici faire preuve de prudence et, après tout, nos discussions avaient pour objet d'éclaircir en commun les problèmes qui se posaient. En réponse à Vlassov [173], je vais lire un projet de résolution sur l'utilisation des possibilités légales :

« Le Centre bolchevique déclare : en vue de réaliser *effectivement* — et dans un esprit et une orientation social-démocrates nettement *révolutionnaires* — cet objectif reconnu par tous les bolcheviks, qui est d'utiliser toutes les « possibilités légales », toutes les organisations légales et semi-légales de la classe ouvrière en général, et la tribune de la Douma en particulier, la fraction bolchevique doit absolument se fixer pour tâche de former coûte que coûte des cadres de bolcheviks expérimentés, spécialisés dans les domaines dont ils s'occupent et fermement établis à leur poste *légal* (syndicats, clubs, commissions parlementaires, etc.). »

Vlassov a prétendu que cela concernait les dirigeants. Cela n'est pas vrai. Il faut dire que, dans la fraction bolchevique, de nombreux camarades pensent que nous n'avons pas besoin de spécialistes de ce genre. Nos forces sont peu nombreuses : il nous faut les utiliser, les répartir aux différentes fonctions légales et les charger de remplir ces fonctions au nom de la fraction bolchevique. Si nous parlons

de créer des cellules du parti, il faut savoir comment s'y prendre. J'ai esquissé un projet de résolution sur l'agitation par tracts :

« Après avoir discuté des tâches des bolcheviks dans le domaine de l'activité parlementaire, le Centre bolchevique déclare qu'il faut attirer l'attention de toutes nos organisations locales sur l'importance de l'agitation par tracts (parallèlement aux journaux locaux ou régionaux), agitation qui permet à la fois de faire connaître aux masses le travail de la social-démocratie à la Douma et d'orienter ce travail. Ces tracts pourraient indiquer quels sont les problèmes qui doivent être soulevés à la tribune de la Douma, faire le bilan de l'activité parlementaire de la social-démocratie et de l'attitude des divers partis, rédiger de brefs exposés de propagande sur ces problèmes, analyser la signification politique des interventions marquantes des députés social-démocrates, relever les omissions et les inexactitudes contenues dans les discours de nos parlementaires et, enfin, publier des extraits de ces discours quand ils donnent des conclusions pratiques importantes pour la propagande et l'agitation, etc., etc. »

J'ai également résumé sous forme de résolution les problèmes concernant l'activité à la Douma qui ont été soulevés au cours de la réunion privée [174] :

« II. La différence entre l'utilisation de la Douma par la social-démocratie révolutionnaire et les réformistes (ou, plus largement, les opportunistes) peut être caractérisée par les notations suivantes (qui ne prétendent pas être exhaustives).

« Au point de vue du comportement « extérieur », si l'on peut dire, du groupe parlementaire social-démocrate, ce qui sépare les opportunistes des social-démocrates révolutionnaires, c'est la lutte que ces derniers doivent mener contre une tendance naturelle dans toute société bourgeoise (et en Russie en particulier à l'époque de la réaction), la tendance des députés et des intellectuels bourgeois qui, souvent, se trouvent dans leur entourage, à considérer l'activité parlementaire comme l'activité essentielle, fondamentale, comme une fin en soi. Tous nos efforts doivent tendre, en particulier, à ce que le groupe accomplisse son travail comme une fonction subordonnée aux

intérêts de l'ensemble du mouvement ouvrier, à ce qu'il soit en liaison constante avec le parti, à ce qu'il ne s'en isole pas, mais défende ses conceptions et applique les directives de ses congrès et de ses organismes dirigeants.

« Au point de vue du contenu interne de l'activité de notre groupe parlementaire, nous ne devons jamais oublier que le travail du groupe parlementaire social-démocrate poursuit un objectif radicalement différent de celui de *tous* les autres partis politiques. Le parti prolétarien, en effet, ne cherche pas à passer des compromis, à conclure des marchandages avec ceux qui détiennent le pouvoir, ni à parvenir à un vain replâtrage de la dictature contre-révolutionnaire féodalo-bourgeoise. Ce qu'il cherche, c'est à développer par tous les moyens la conscience de classe, la pensée socialiste lucide, la détermination révolutionnaire et l'organisation dans tous les domaines des masses ouvrières. A ce but de principe doivent être subordonnées toutes les démarches du groupe. C'est pourquoi il faut accorder plus d'attention à la défense des objectifs de la révolution socialiste à la tribune de la Douma. Il faut faire en sorte qu'à cette tribune, les discours de propagande en faveur des concepts et des buts du socialisme, et en particulier du socialisme scientifique, soient plus fréquents. D'autre part, comme la révolution démocratique bourgeoise se poursuit, il est extrêmement important que notre groupe parlementaire mène une lutte systématique contre le flot d'attaques contre-révolutionnaires dont le « mouvement de libération » est l'objet, contre le large courant (qui englobe aussi bien les réactionnaires déclarés, que les libéraux, en particulier les cadets) qui condamne la révolution et tend à en discréditer les buts, les méthodes, etc. Le groupe social-démocrate à la Douma doit lever bien haut le drapeau de la révolution, le drapeau de la classe d'avant-garde qui dirige la révolution démocratique bourgeoise en Russie.

« Il faut ensuite rappeler un objectif de la plus haute importance actuellement, qui incombe à notre groupe à la Douma : participer avec énergie à toutes les discussions sur la législation ouvrière. Dans ce domaine il lui faut mettre à profit la riche expérience parlementaire des social-démocrates d'Europe occidentale, en se gardant tout particulièrement des déviations opportunistes. Il ne doit

faire aucune concession sur ses mots d'ordre ni sur les revendications du programme-minimum de notre parti, mais préparer et déposer des projets de loi social-démocrates (ainsi que des amendements aux projets du gouvernement et des autres partis), afin de montrer aux masses toute l'hypocrisie et tous les mensonges du social-réformisme, et de les entraîner à mener une lutte revendicative et politique autonome. Cette lutte est pour les ouvriers le seul moyen d'obtenir des conquêtes réelles ou de transformer les « réformes » hybrides et hypocrites du régime actuel en points d'appui pour le mouvement ouvrier en marche vers l'émancipation complète du prolétariat.

Telle est aussi la position que doivent prendre le groupe parlementaire social-démocrate et l'ensemble du parti à l'égard du réformisme au sein de la social-démocratie et qui est le dernier produit des flottements opportunistes.

« Enfin, dans leur façon d'utiliser la Douma, les social-démocrates révolutionnaires doivent se distinguer des opportunistes par le fait que le groupe et le parti sont tenus d'expliquer aux masses par tous les moyens possibles le caractère de classe de tous les partis politiques bourgeois, qu'ils ne doivent pas se borner à attaquer le gouvernement et les réactionnaires déclarés, mais qu'ils doivent également démasquer la nature contre-révolutionnaire du libéralisme et les hésitations de la démocratie paysanne petite-bourgeoise. »

Rédigé les 12-13 (25-26) juin 1909.
Publié pour la première fois en 1934 dans les « Procès-verbaux de la conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »

Texte du discours conforme au texte du livre.
Texte du projet de résolution conforme au manuscrit

RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU « PROLÉTARI »

1

OTZOVISME ET ULTIMATISME

Le mot d'ordre de boycottage de la Douma de Boulyguine et de la Ire Douma d'Etat mis en avant par l'aile révolutionnaire de notre parti a joué en son temps un grand rôle révolutionnaire et a entraîné derrière lui les couches les plus actives et les plus révolutionnaires de la classe ouvrière.

La lutte révolutionnaire directe de larges masses a été suivie par une pénible période de contre-révolution ; la social-démocratie a été obligée d'appliquer sa tactique révolutionnaire à cette nouvelle situation politique et, en conséquence, l'une des tâches les plus importantes a été d'utiliser la tribune publique de la Douma pour venir en aide à l'agitation et à l'organisation social-démocrate.

Cependant, une partie des ouvriers qui ont participé à la lutte révolutionnaire directe n'a pu lors de ce rapide tournant, passer immédiatement à l'application d'une tactique social-démocratique révolutionnaire dans les conditions contre-révolutionnaires nouvelles et s'est contentée de répéter simplement des mots d'ordre qui *ont été* révolutionnaires à l'époque de la guerre civile déclarée, mais qui, si on ne fait que les reprendre tels quels, sont capables de freiner le processus de regroupement du prolétariat dans les nouvelles conditions de lutte.

D'un autre côté, en raison de ce pénible tournant, dans un contexte de recul de la lutte révolutionnaire, d'apathie

et de désarroi touchant même certains ouvriers, de démantèlement des organisations ouvrières, qui n'ont pas la force nécessaire pour s'opposer aux influences désagrégatrices, est née au sein d'une partie de la classe ouvrière une attitude d'indifférence envers la lutte politique en général et le travail parlementaire de la social-démocratie en particulier.

Dans de pareilles conditions, ce qu'on appelle l'otzovisme et l'ultimatisme peuvent rencontrer un succès temporaire parmi ces couches du prolétariat.

Le travail de la IIIe Douma, qui se moque ouvertement des besoins des ouvriers, renforce l'état d'esprit otzoviste parmi ces mêmes couches d'ouvriers, encore incapables, vu l'insuffisance de leur éducation social-démocrate, de comprendre que cette activité même de la IIIe Douma donne aux social-démocrates la possibilité d'utiliser de manière révolutionnaire cette représentation des classes exploiteuses pour révéler à de larges couches de la population le vrai visage de l'autocratie et de toutes les forces contre-révolutionnaires, pour leur faire sentir la nécessité de la lutte révolutionnaire.

L'état d'esprit otzoviste régnant parmi cette portion des ouvriers a été stimulé en outre par les erreurs extrêmement graves qu'a commises le groupe parlementaire social-démocrate, particulièrement durant la première année de son activité.

Reconnaissant que cet état d'esprit otzoviste contrarie l'éducation socialiste et révolutionnaire de la classe ouvrière, la fraction bolchevique estime qu'il est indispensable :

a) *en ce qui concerne ces couches d'ouvriers*, de mener un travail persévérant d'éducation et d'organisation social-démocrate, d'expliquer systématiquement et avec insistance toute la stérilité politique de l'otzovisme et de l'ultimatisme, la signification réelle du parlementarisme social-démocrate et le rôle de la tribune de la Douma pour la social-démocratie en cette période de contre-révolution ;

b) *en ce qui concerne le groupe parlementaire social-démocrate et le travail parlementaire en général*, d'établir des liens étroits entre le groupe parlementaire et les ouvriers d'avant-garde, de lui apporter l'aide la plus variée

et de le soumettre de la part de tout le parti à une pression et à un contrôle organisé, comportant, entre autres, l'analyse publique de toutes ses erreurs, de le placer en fait sous la direction du parti, en tant qu'organisme de celui-ci ; bref, faire mettre en application par les bolcheviks les décisions de la dernière conférence du parti à ce sujet, car seule une attention soutenue des milieux ouvriers à l'égard de l'activité du groupe parlementaire social-démocrate et leur participation organisée à l'activité parlementaire de la social-démocratie sont capables de redresser véritablement la tactique de notre groupe parlementaire ;

c) *en ce qui concerne l'aile droite de notre parti*, qui entraîne le groupe parlementaire sur une voie anti-parti et la coupe par là même de l'avant-garde ouvrière, mener une lutte systématique et impitoyable et démasquer le caractère néfaste pour notre parti de la tactique appliquée par l'aile droite.

* * *

Au cours de la révolution démocratique bourgeoise, notre parti a vu se joindre à lui une série d'éléments qu'a attirés non pas notre programme purement prolétarien, mais plus précisément sa lutte ferme et énergique pour la démocratie, et qui ont adopté les mots d'ordre démocratiques révolutionnaires du parti prolétarien en dehors de leur lien avec l'ensemble de la lutte du prolétariat socialiste.

La présence de pareils éléments, insuffisamment conquis à une optique prolétarienne, s'est révélée également dans les rangs de notre fraction bolchevique. En cette période de marasme, ces éléments montrent de plus en plus leur manque de maturité social-démocrate et, s'opposant de manière de plus en plus violente aux bases de la tactique révolutionnaire social-démocrate, sont en train de créer depuis un certain temps une tendance qui tente de donner forme à une théorie de l'otzovisme et de l'ultimatisme, mais qui en fait se contente d'ériger en principe et d'aggraver des conceptions fausses du parlementarisme social-démocrate et du travail de la social-démocratie à la Douma.

Ces tentatives de créer à partir d'un état d'esprit otzoviste tout un système politique otzoviste conduisent à une théorie qui constitue en substance une idéologie de l'indifférentisme politique d'une part et des flottements anarchistes d'autre part. Malgré toute sa phraséologie révolutionnaire, la théorie de l'otzovisme et de l'ultimatisme ne représente en fait, dans une grande mesure, que l'envers des illusions constitutionnelles liées à l'espoir que la Douma d'Etat pourrait satisfaire à elle seule telle ou telle revendication vitale du peuple ; elle remplace au fond l'idéologie prolétarienne par des tendances petites-bourgeoises.

Ce qu'on appelle l'ultimatisme ne s'est pas moins que l'otzovisme avéré préjudiciable au travail de la social-démocratie. (Il s'agit d'une tendance qui refuse par principe d'utiliser la tribune de la IIIe Douma ou qui tente, par des considérations d'ordre pratique, de justifier pourquoi elle se soustrait à cette obligation ; qui essaie de faire rappeler le groupe parlementaire social-démocrate et veut remplacer le long travail d'éducation et de correction de ce groupe par un ultimatum qu'on devrait lui adresser sans tarder.) Politiquement, l'ultimatisme ne se distingue en rien à l'heure actuelle de l'otzovisme et, en dissimulant son caractère otzoviste, ne fait qu'ajouter à la confusion et au désordre. Les tentatives de l'ultimatisme pour montrer qu'il est directement lié au boycottisme qu'a pratiqué notre fraction à un moment déterminé de la révolution ne font que déformer le sens et le caractère réel du boycottage de la Douma de Boulyguine et de la Ire Douma d'Etat pratiqué absolument à juste titre par l'énorme majorité de notre parti. Par leur tentative, à partir de cas précis de boycottage d'institutions représentatives à tel ou tel moment de la révolution, de faire du boycottage le caractère distinctif de la tactique bolchevique, même en période contre-révolutionnaire, l'ultimatisme et l'otzovisme démontrent qu'ils ne sont que l'envers du menchevisme, qui prône la participation à tout prix à toutes les institutions représentatives, sans tenir compte du stade de développement de la révolution, sans tenir compte de l'absence ou de la présence d'un essor révolutionnaire.

Toutes les tentatives faites jusqu'à maintenant par l'ot-

zovisme et l'ultimatisme pour donner une base de principe à leur théorie les conduisent inévitablement à nier les fondements du marxisme révolutionnaire. La tactique qu'ils proposent mène inévitablement à une complète rupture avec la tactique de l'aile gauche de la social-démocratie internationale appliquée aux conditions actuelles de la Russie, elle conduit à des déviations anarchistes.

L'agitation otzoviste et ultimatiste a déjà commencé à faire un tort incontestable au mouvement ouvrier et au travail social-démocrate. Si elle continue, elle peut devenir une menace pour l'unité du parti, puisqu'elle a déjà conduit à des monstruosités telles que le fait, de la part d'otzovistes, de s'unir à des socialistes-révolutionnaires (à Saint-Pétersbourg) pour promouvoir le refus de toute aide à la représentation parlementaire de notre parti, ou de prendre la parole publiquement devant des ouvriers aux côtés de « syndicalistes » notoires.

Considérant tout cela, la rédaction élargie du *Prolétari* déclare que le bolchevisme, en tant que courant déterminé au sein du P.O.S.D.R., n'a rien de commun avec l'otzovisme et l'ultimatisme, et que la fraction bolchevique doit mener la lutte la plus impitoyable contre ces déviations par rapport à la voie du marxisme révolutionnaire.

2

LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE PARTI

A l'époque du triomphe décisif de la contre-révolution qui a suivi la dissolution de la II[e] Douma, la tâche suivante s'est imposée par la force des choses à toute l'activité du parti : en dépit des efforts de la réaction et de la grave retombée de la lutte de classe prolétarienne, sauvegarder l'organisation du parti créée durant les années d'apogée de la lutte du prolétariat comme une organisation reposant consciemment sur la base du marxisme orthodoxe et unissant toutes les organisations social-démocrates « nationales », dans le but d'appliquer une seule et même tactique révolutionnaire.

Au cours de cette lutte de deux années pour le parti et l'esprit de parti, on a vu avec une grande clarté, d'une

part, le parti se séparer des éléments qui s'étaient joints à lui par suite des conditions spécifiques de la révolution démocratique bourgeoise et, d'autre part, les social-démocrates révolutionnaires serrer les rangs. D'une part, on a vu se dessiner le visage des anciens compagnons de route de la social-démocratie qui, après avoir quitté le parti, ont transporté toutes leurs activités dans diverses organisations légales (coopératives, syndicats, sociétés éducatives, commissions auprès du groupe parlementaire) et qui, non contents de ne pas mener la politique du parti, ont lutté contre lui, ont tenté d'arracher lesdites organisations à son influence et de les dresser contre lui. En érigeant la légalité en fétiche et les formes étroites d'activité imposées par le recul et le morcellement temporaires du mouvement ouvrier en principe, ces éléments — véritables liquidateurs du parti — se sont placés de toute évidence sur le terrain du révisionnisme théorique et tactique. Le lien fort étroit qui unit la tendance liquidatrice dans le domaine de l'organisation — lutte contre les institutions du parti — et la lutte de principe contre la théorie marxiste et les bases du programme du P.O.S.D.R., a maintenant été clairement montré et démontré par toute l'histoire des manœuvres par lesquelles les intellectuels qui le conseillent ont imposé à notre groupe parlementaire une ligne opportuniste, par toute la lutte entre liquidateurs et pro-parti au sein des organisations légales ouvrières et des groupes ouvriers des quatre congrès suivants : congrès des universités populaires [175], des coopératives [176], des femmes [177] et des médecins d'usines et de fabriques [178].

D'autre part, l'aile gauche du parti, à qui est échue la direction de ce dernier durant la période de triomphe décisif de la contre-révolution, a reconnu en théorie et appliqué en pratique la tactique de combinaison rationnelle du travail légal et illégal. Cela inclut tout le travail du parti avec le groupe parlementaire et tout le travail du parti dans les organisations prolétariennes légales et semi-légales. Ce sont précisément ces formes de travail qui ont été mises en avant par les conditions originales du moment historique présent, comme moyen d'action d'un parti illégal sur des masses plus ou moins importantes, de façon à compléter les formes fondamentales du travail du parti.

C'est précisément dans ces formes d'activité que le parti se heurte en pratique à la tendance liquidatrice et lui porte des coups sérieux. C'est également sur ce terrain que se sont rapprochés et se rapprochent pratiquement les social-démocrates pro-parti des diverses fractions *. Et c'est là enfin, à propos de mêmes questions de tactique et d'organisation du parti à l'époque de la III^e Douma, que la fraction bolchevique se sépare ouvertement des éléments pseudo-révolutionnaires, instables et non marxistes qui se sont dressés contre les nouvelles formes d'activité du parti sous la bannière de ce qu'on a appelé l'« otzovisme ».

A l'heure actuelle, entreprenant de fixer les tâches fondamentales des bolcheviks, la rédaction élargie du *Prolétari* constate :

1) que dans la lutte ultérieure pour le parti et l'esprit de parti, la tâche de la fraction bolchevique — qui doit demeurer le combattant d'avant-garde pour l'esprit de parti et la ligne social-démocrate révolutionnaire — consiste à apporter le soutien le plus total au Comité central et à l'Organe central. Seules les institutions centrales communes à tout le parti peuvent, dans l'actuelle période de regroupement des forces fidèles au parti, apparaître comme un représentant puissant et qualifié d'une ligne de parti autour de laquelle pourraient s'unir tous les éléments réellement pro-parti et réellement social-démocrates ;

2) que dans le camp menchevique du parti — l'organe officiel de la fraction, le *Goloss Sotsial-Démokrata*, étant entièrement aux mains des mencheviks liquidateurs — une minorité de la fraction, ayant fait jusqu'au bout l'expérience de la voie de la liquidation, commence à protester contre cette voie et cherche à replacer son activité sur un terrain de parti (lettre des mencheviks du quartier Vyborgski, à Saint-Pétersbourg, scission des mencheviks à Moscou, scission à la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, division parallèle au Bund, etc.) ;

* Adoption *à l'unanimité* au Comité central des résolutions sur les syndicats et les coopératives, ainsi que d'une série de décisions sur le travail parlementaire. Majorité écrasante en faveur de la ligne du parti à la dernière conférence de Russie. Expérience de la direction de l'Organe central, groupes ouvriers des congrès énumérés ci-dessus, etc...

3) que, dans ces circonstances, la tâche des bolcheviks, qui resteront l'avant-garde unie du parti, n'est pas seulement de poursuivre la lutte contre la tendance liquidatrice et toutes les formes de révisionnisme, mais de se rapprocher des éléments marxistes et pro-parti des autres fractions, comme le commande la communauté d'objectifs dans la lutte pour la sauvegarde et le renforcement du P.O.S.D.R.

3

L'AGITATION EN FAVEUR D'UN CONGRÈS OU D'UNE CONFÉRENCE BOLCHEVIQUE DISTINCT DU PARTI

Considérant : que la fraction bolchevique, depuis le rétablissement de l'unité du parti a toujours effectué la démarcation et le répartement des partisans de sa ligne politique à propos de questions discutées par l'ensemble du parti et en menant au plan de l'ensemble du parti une lutte d'idées pour la solution préconisée par elle de ces questions : plates-formes parallèles et discussion dans les cellules et lors des congrès généraux du parti ;

que c'est là le seul moyen de garantir à la fois le regroupement de militants partageant réellement les mêmes idées et l'adhésion à la fraction de tous les éléments se rapprochant d'elle sur le fond ;

que, pour atteindre notre but fondamental, pour agir sur le parti afin d'y amener le triomphe définitif de la social-démocratie révolutionnaire, le ralliement des bolcheviks ne peut se justifier ni se concevoir que dans le cadre de tout le parti ;

que tout autre procédé, comme la convocation de conférences et de congrès bolcheviques séparés entraînerait inévitablement la scission du parti du haut en bas et porterait un dommage irréparable à la fraction qui aurait pris l'initiative d'une scission définitive du P.O.S.D.R. ;

la rédaction élargie du *Prolétari* décide :

1) De mettre tous ses partisans en garde contre l'agitation en faveur d'un congrès bolchevique séparé, car cette agitation mène objectivement à la scission et risque de porter un coup décisif à la position que la social-démocratie révolutionnaire a déjà conquise dans le parti.

2) De réunir la prochaine conférence des bolcheviks au moment de la conférence régulière du parti, le collège suprême de la fraction étant représenté par l'ensemble de ses partisans au prochain congrès du parti.

3) Etant donné l'importance des problèmes qui sont à l'ordre du jour et qui préoccupent le parti et la fraction, les membres bolcheviques du Comité central sont chargés de hâter au maximum la convocation de la conférence nationale du parti (qui devrait avoir lieu dans un délai de 2 à 3 mois) et d'insister pour que le congrès se tienne le plus rapidement possible.

4

L'ÉCOLE DU PARTI ORGANISÉE À L'ÉTRANGER À X.

La rédaction élargie du *Prolétari*, ayant discuté du problème de l'école de X., proclame que le groupe qui a pris l'initiative d'organiser cette école (dans ce groupe, on trouve un des membres de la rédaction élargie, le camarade Maximov) l'a fait en dehors de la rédaction du *Prolétari* et en menant une campagne d'agitation contre elle. Les démarches qu'a effectuées le groupe initiateur montrent clairement que sous couvert d'une école, ses membres sont en train de créer le centre d'une fraction en rupture avec les bolcheviks. Ils sont entrés en relations avec de nombreux comités de Russie sans passer par les centres communs du parti, ils ont organisé une caisse autonome et une souscription et ils créent leur propre réseau d'agents sans même en informer ni la rédaction du *Prolétari* ni le centre commun du parti.

Tout en reconnaissant qu'étant donné la pénurie actuelle de militants expérimentés, une école correctement organisée et s'inspirant véritablement de l'esprit du parti, pourrait, dans une certaine mesure, même si elle se trouvait à l'étranger, aider nos organisations de base à former des militants de valeur issus de la classe ouvrière ; tout en considérant qu'elle doit faire tout ce que la situation de notre organisation lui permet de faire pour apporter cette aide à nos organisations de base, la rédaction élargie, après avoir examiné le comportement général des organisateurs de l'école de X., constate que les objectifs qu'ils poursuivent ne sont pas ceux de la fraction bolchevique, en tant que cou-

rant existant dans le parti, mais les objectifs d'un groupe idéologique et politique particulier. Etant donné les divergences qui ont éclaté à l'intérieur de notre fraction sur les problèmes de l'otzovisme, de l'ultimatisme, et de l'attitude à adopter à l'égard des constructeurs de Dieu, et d'une façon générale sur les objectifs des bolcheviks à l'intérieur du parti, étant donné que tous les organisateurs et initiateurs de l'école de X. sont des représentants de l'otzovisme, de l'ultimatisme et de l'idéologie des constructeurs de Dieu, la rédaction élargie constate qu'il n'y a aucun doute à avoir sur la physionomie politique et idéologique de ce nouveau centre.

En conséquence, la rédaction élargie du *Prolétari* déclare que la fraction bolchevique ne peut en aucune façon être tenue responsable de cette école.

5

A PROPOS DU DÉPART DU CAMARADE MAXIMOV

Reconnaissant qu'à propos de toutes les questions à l'ordre du jour, une absence d'unité sur le plan des principes et de la tactique est apparue entre les dix membres de la rédaction élargie du *Prolétari*, d'une part, et le camarade Maximov d'autre part ; reconnaissant que le camarade Maximov, ces derniers temps, a pris des initiatives qui tendaient à détruire l'unité d'organisation de la fraction bolchevique ; constatant enfin que le camarade Maximov a répondu négativement à la question de savoir s'il était disposé à se soumettre aux décisions de la rédaction élargie du *Prolétari* et à les appliquer, la rédaction du *Prolétari*, sous sa forme élargie, déclare n'être plus responsable d'aucune des démarches politiques du camarade Maximov.

Supplément au n° 46 du « Prolétari », 8 (16) juillet 1909

Conforme au texte du supplément

LA LIQUIDATION EN VOIE D'ÊTRE LIQUIDÉE

Dans un supplément spécial au présent numéro du *Prolétari*, nos lecteurs trouveront une information sur la conférence des bolcheviks et le texte des résolutions qu'elle a adoptées *. Nous nous proposons d'examiner dans le présent article la signification que revêtent cette conférence et la sécession qui s'y est produite d'un petit groupe de bolcheviks, aussi bien du point de vue de notre fraction que du P.O.S.D.R. dans son ensemble.

Les deux dernières années — du coup d'Etat du 3 juin 1907 environ jusqu'à l'heure actuelle — constituent une époque de brusque changement, de grave crise dans l'histoire de la révolution russe et dans le développement du mouvement ouvrier et du P.O.S.D.R. La conférence du P.O.S.D.R. qui s'est tenue en décembre 1908, a fait le bilan des problèmes posés par la situation politique actuelle, par l'état et les perspectives du mouvement révolutionnaire, par les tâches du parti ouvrier dans le moment présent. Les résolutions de cette conférence sont un acquis intangible du parti ; et les mencheviks opportunistes qui voulaient à tout prix les critiquer n'ont réussi qu'à faire la preuve de l'impuissance de leur « critique » et n'ont pu proposer aucune solution d'ensemble, systématique et intelli-

* Voir le présent tome, pp. 455-482. (*N.R.*)

gente à la place de celles qui étaient données par les résolutions.

Mais l'apport de la conférence ne se limite pas à cela. Elle a en effet joué un rôle primordial dans la vie du parti en indiquant qu'il existait de *nouveaux groupes idéologiques* à l'intérieur des deux fractions, aussi bien chez les bolcheviks que chez les mencheviks. On peut dire sans exagération que la lutte entre ces deux fractions a rempli toute l'histoire du parti, que ce soit avant ou pendant la révolution. C'est pourquoi l'apparition de nouveaux groupes idéologiques constitue un phénomène extrêmement important dans la vie du parti, phénomène que tous les social-démocrates doivent étudier, comprendre et assimiler pour aborder en toute connaissance de cause les problèmes nouveaux posés par cette nouvelle situation.

Ce qu'on peut dire pour caractériser brièvement ces nouveaux groupes, c'est qu'un courant liquidateur est apparu aux deux extrémités du parti et qu'une lutte est en train d'être menée contre lui. Chez les mencheviks, le courant liquidateur s'est manifesté au grand jour vers le mois de décembre 1908, et à l'époque, il n'y a guère que les autres fractions (les bolcheviks, les social-démocrates polonais et lettons et une partie du Bund) qui l'aient combattu. Les mencheviks pro-parti et opposés à ce courant avaient alors à peine commencé à former une tendance, ils agissaient sans cohésion et n'intervenaient pas ouvertement. Chez les bolcheviks, on vit apparaître deux sections bien déterminées et agissant au grand jour, à savoir : une écrasante majorité de bolcheviks orthodoxes qui menèrent une lutte résolue contre l'otzovisme et firent passer leur point de vue dans toutes les résolutions de la conférence, et une minorité d'« otzovistes » qui défendaient leurs propres thèses, comme un groupe à part, et qui bénéficiaient épisodiquement du soutien des ultimatistes hésitant entre eux et les bolcheviks orthodoxes. Le *Prolétari* a maintes fois répété et démontré (voir en particulier les numéros 39, 42, 44 *) que les otzovistes (et les ultimatistes dans la mesure où ils adoptent leur point

* Voir le présent tome, pp. 307-325, 381-384, 410-423. (*N.R.*)

de vue) étaient des mencheviks à rebours, des liquidateurs d'un nouveau genre. A la conférence de Russie du P.O.S.D.R. qui s'est tenue au mois de décembre, la situation à l'intérieur du parti était donc la suivante : chez les mencheviks on trouvait une écrasante majorité de liquidateurs, et les militants pro-parti commençaient à peine à protester et à lutter contre eux ; chez les bolcheviks, les éléments orthodoxes dominaient sans partage, mais on trouvait une minorité d'otzovistes qui agissait ouvertement.

Qu'est-ce que ce courant liquidateur ? A quoi est-il dû ? Pourquoi les otzovistes (et les constructeurs de Dieu dont nous dirons quelques mots par la suite) sont-ils eux aussi des liquidateurs, des mencheviks à rebours ? En un mot, quelle est la signification sociale, la valeur sociale du nouveau groupement idéologique qui se manifeste à l'intérieur du parti ?

Sur le plan idéologique, le courant liquidateur au sens étroit du terme, le courant liquidateur des mencheviks consiste à nier la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat socialiste en général, et, en particulier, à nier l'hégémonie du prolétariat dans notre révolution démocratique bourgeoise. Il va de soi que cette négation prend diverses formes et qu'elle est plus ou moins consciente, plus ou moins catégorique, plus ou moins conséquente. Prenons par exemple Tchérévanine et Potressov. Le premier a porté sur le rôle du prolétariat dans la révolution une appréciation telle que *toute* la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* (c'est-à-dire Plékhanov et Martov, Dan, Axelrod, Martynov) s'est trouvée contrainte, avant même la scission qui s'est produite en son sein, de le désavouer. Il est vrai que ce désaveu a pris une forme parfaitement indécente, puisque la rédaction l'a publié dans le « *Vorwärts* », *pour les Allemands, mais ne l'a pas reproduit dans son propre journal, le « Goloss Sotsial-Démokrata » à l'intention des lecteurs russes* ! Quant à Potressov, il a si bien liquidé, dans son article sur « Le mouvement social en Russie au début du XX^e^ siècle », l'hégémonie du prolétariat dans la révolution russe qu'il a entraîné le départ de Plékhanov d'une rédaction entièrement liquidatrice.

Sur le plan de l'organisation, les liquidateurs nient

qu'un parti social-démocrate illégal soit nécessaire ; par conséquent, ils désavouent le P.O.S.D.R., quittent ses rangs, mènent la lutte contre lui dans les colonnes de la presse légale, dans les organisations ouvrières légales, dans les syndicats, les coopératives et aux congrès auxquels participent des délégués ouvriers, etc. Toutes les organisations du parti ont connu au cours des deux dernières années de multiples exemples d'activité liquidatrice des mencheviks. Particulièrement spectaculaire fut la tentative des mencheviks membres du Comité central de *dissoudre le Comité central du parti* et d'interrompre son fonctionnement (nous avons déjà parlé de cette tentative dans un article paru dans le numéro 42 du *Prolétari* et repris dans la brochure sur « La conférence de Russie du P.O.S.D.R. de décembre 1908 »). Le fait que les membres de la « délégation caucasienne » à la dernière conférence soient tous venus de l'étranger, le fait qu'au début de 1908, le Comité central ait accordé à la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* le statut d'un groupe littéraire n'ayant aucune liaison avec aucune de nos organisations travaillant en Russie, tous ces faits sont l'indice de la désagrégation presque totale des organisations mencheviques illégales.

Les mencheviks se refusent à faire le bilan de ces manifestations du courant liquidateur. Tantôt ils tentent de les dissimuler, tantôt ils s'y embrouillent, car ils ne réussissent pas à comprendre ce que signifie tel ou tel fait isolé, ils se perdent dans les détails, les cas particuliers, les questions de personne, ils sont incapables de faire une synthèse et de dégager la signification des événements.

Ce que cela signifie, c'est qu'à l'époque de la révolution bourgeoise, l'aile opportuniste du parti ouvrier est inévitablement, en cas de crise, de désagrégation, de reflux, condamnée ou bien à être entièrement liquidatrice ou bien à être prisonnière des liquidateurs. A l'époque de la révolution bourgeoise, en effet, il est *inévitable* que viennent se joindre au parti prolétarien des *compagnons de route* (des *Mitläufer* comme disent les Allemands) petits-bourgeois les moins capables d'assimiler la théorie et la tactique prolétarienne, les moins capables de garder leur sang-froid au moment du reflux, mais tout disposés à pousser

l'opportunisme jusqu'à ses conséquences extrêmes. Quand est arrivé le moment de la désagrégation, la masse des intellectuels, des littérateurs mencheviks est en fait passée aux libéraux. Comme les intellectuels ont quitté le parti, ce sont *donc* les organisations menchéviques qui ont été les plus touchées par la désagrégation. Les mencheviks qui sympathisaient pour de bon avec le prolétariat et la lutte de classe prolétarienne, avec la théorie prolétarienne révolutionnaire (il y a toujours eu des mencheviks de ce type ; pour justifier leur opportunisme pendant la révolution, ils proclamaient qu'ils voulaient tenir compte de tous les changements de situation, de toutes les sinuosités du processus historique complexe), se sont une fois de plus « retrouvés minoritaires », minoritaires parmi les mencheviks ; ils n'étaient pas décidés à mener la lutte contre le courant liquidateur et ils n'avaient pas la force d'assurer le succès de cette lutte. Cependant, les compagnons de route opportunistes passent de plus en plus au libéralisme, et il devient impossible pour Plékhanov de rester en compagnie de Potressov, pour le *Goloss Sotsial-Démokrata* de continuer à collaborer avec Tchérévanine, pour les ouvriers mencheviks de Moscou de supporter plus longtemps les intellectuels mencheviks, *et ainsi de suite*. Les mencheviks pro-parti, les marxistes orthodoxes de la fraction menchevique commencent à se séparer des liquidateurs et, dans la mesure où ils se tournent *vers le parti*, ils commencent, par la force des choses, à se tourner vers les bolcheviks. Nous avons donc pour tâche de comprendre cette situation, de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour distinguer les liquidateurs des mencheviks pro-parti et nous rapprocher de ces derniers, non pas que nous fermions les yeux sur les divergences de principe, mais en vue de bâtir un parti réellement uni où les divergences ne doivent pas empêcher le travail commun, l'offensive commune, la lutte commune.

Mais est-ce uniquement dans la fraction menchevique que l'on trouve des compagnons de route petits-bourgeois du prolétariat ? Non. Dans le numéro 39 du *Prolétari* *, nous avons déjà montré qu'on en trouvait également chez les bol-

* Voir le présent tome, pp. 307-325. (*N.R.*)

cheviks, comme en témoigne toute l'argumentation des otzovistes conséquents et le caractère de leurs tentatives pour justifier la « nouvelle » tactique. En fait, aucune fraction tant soit peu importante du parti ouvrier de masse ne pouvait éviter qu'un certain nombre de « compagnons de route » de diverses nuances vienne se joindre à elle au moment de la révolution bourgeoise. C'est là un phénomène inévitable, même dans les pays capitalistes les plus évolués, une fois la révolution bourgeoise pleinement achevée, car le prolétariat est en contact permanent avec les couches les plus diverses de la petite bourgeoisie, qui viennent sans cesse grossir ses rangs. *Si* le parti prolétarien sait assimiler ces éléments étrangers, se les subordonner, et non se subordonner lui-même à eux, s'il sait reconnaître à temps que tels ou tels éléments sont effectivement étrangers, et que dans certaines conditions il est indispensable de se séparer d'eux clairement et ouvertement, ce phénomène n'a rien d'anormal ni d'inquiétant. Ce qui différencie les deux fractions du P.O.S.D.R., c'est que les mencheviks se sont trouvés prisonniers des liquidateurs (c'est-à-dire des « compagnons de route »), comme en témoigne en Russie même l'attitude des militants de la fraction menchevique de Moscou, et, à l'étranger, le départ de Plékhanov de la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata* et sa séparation d'avec Potressov, alors que chez les bolcheviks, les éléments liquidateurs otzovistes et constructeurs de Dieu n'ont toujours représenté qu'une petite minorité qui, dès le début, a été neutralisée et, par la suite, a été écartée.

L'otzovisme est du menchevisme à rebours, qui lui aussi mène infailliblement à la liquidation (une liquidation d'un genre différent, il est vrai, mais une liquidation tout de même), c'est là un point qui ne peut faire aucun doute. Ce n'est pas de personne ou de groupes isolés, que nous voulons parler, mais de la tendance objective de l'otzovisme, à partir du moment où il cesse d'être simplement un état d'esprit pour tenter de former un courant à part. Avant la révolution, les bolcheviks avaient déclaré sans aucune équivoque : 1) qu'ils n'avaient pas l'intention de créer un courant à part à l'intérieur du socialisme, mais qu'ils voulaient appliquer aux conditions nouvelles de notre révolution les principes fondamentaux de toute la social-démocra-

tie révolutionnaire internationale qui défend les positions marxistes orthodoxes ; 2) qu'ils sauraient accomplir leur devoir, même affectés à un travail quotidien difficile, pénible et fastidieux, si après la lutte, après épuisement de toutes les possibilités révolutionnaires, l'histoire nous obligeait à suivre la voie de la « constitution autocratique ». Tous les lecteurs tant soit peu attentifs pourront trouver ces déclarations dans la littérature social-démocrate de l'année 1905. Elles ont une énorme importance, car elles engagent l'ensemble de la fraction et montrent la voie que nous avons délibérément choisie. Pour tenir ces engagements devant le prolétariat, il fallait assimiler et éduquer sans relâche ceux qui avaient rejoint la social-démocratie pendant les « journées de liberté » (le « social-démocrate des jours de liberté » est même devenu un type), qui avaient été attirés surtout par la fermeté, l'esprit révolutionnaire et la « véhémence » des mots d'ordre, mais qui n'étaient pas assez fermes pour mener la lutte non seulement pendant les jours de fêtes révolutionnaires, mais également pendant les jours gris et ternes de la contre-révolution. Une partie de ces éléments s'est progressivement mise à participer au travail prolétarien et a fait sienne la conception marxiste du monde. L'autre partie s'est contentée d'apprendre par cœur, sans les assimiler, un certain nombre de mots d'ordre, de répéter les anciens slogans, sans savoir appliquer aux conditions nouvelles les vieux principes de la tactique social-démocrate révolutionnaire. L'évolution de ceux qui voulaient boycotter la troisième Douma donne une illustration concrète de la destinée de chacune des deux parties.En juin 1907, les partisans du boycottage constituaient la majorité de la fraction bolchevique. Mais le *Prolétari*, lui, a suivi sans défaillance une ligne opposée au boycottage. La vie a prouvé la justesse de cette ligne, et une année plus tard les « otzovistes » se sont retrouvés *minoritaires* (14 voix contre 18 au cours de l'été 1908) parmi les bolcheviks de l'organisation de Moscou, qui avait pourtant été la citadelle du boycottisme. Depuis, une autre année s'est écoulée et aujourd'hui la fraction bolchevique a définitivement liquidé — c'est en cela que réside l'importance de la récente conférence des bolcheviks — l'otzovisme, dont le caractère a été à maintes reprises entièrement mis à jour, et l'ultimatisme qui tendait

à le rejoindre ; elle a définitivement liquidé cette forme particulière du courant liquidateur.

Et qu'on ne vienne pas nous reprocher d'avoir provoqué « une nouvelle scission ». Dans le communiqué paru à l'issue de la conférence, nous expliquons en détail quels sont nos objectifs et notre attitude sur ce problème. Pendant plus d'un an et demi, nous avons fait tout ce qui était possible, nous avons employé tous les moyens pour convaincre les camarades dissidents. Mais une fraction, en tant qu'expression d'une unité de pensée dans le parti, ne peut subsister si ses militants ne se rencontrent pas sur les problèmes fondamentaux. Quitter une fraction, ce n'est pas quitter le parti. Les camarades qui se sont séparés de notre fraction ont toujours la possibilité de travailler dans le parti. De deux choses l'une : ou bien ils militeront « en franc-tireurs », hors de toute fraction, et ils seront pris par l'atmosphère générale du travail du parti, ou bien ils essaieront — et c'est leur droit légitime, s'ils veulent défendre et développer leur variante propre en matière de conceptions et de tactique —, de créer une nouvelle fraction. Dans ce cas, l'*ensemble du parti* verra rapidement se manifester au grand jour les *tendances* dont nous avons essayé d'apprécier la signification idéologique au cours de cet article.

Les bolcheviks ont à diriger le parti. Pour diriger, il faut connaître le chemin, en finir avec les flottements, cesser de perdre du temps à convaincre les hésitants, à lutter à l'intérieur de la fraction contre les dissidents. L'otzovisme et l'ultimatisme, qui tend à le rejoindre, sont incompatibles avec ce travail que les circonstances actuelles assignent aux social-démocrates révolutionnaires. Au cours de la révolution, nous avons appris à « parler français », à introduire dans le mouvement le plus grand nombre possible de mots d'ordre offensifs, à solliciter l'énergie, à développer l'ampleur de la lutte directe des masses. Aujourd'hui, nous traversons une période de stagnation, de réaction, de débâcle, et il nous faut apprendre à « parler allemand », à agir avec lenteur (il n'y a pas d'autre moyen tant que le nouvel essor ne sera pas déclenché), en avançant pas à pas mètre par mètre, de façon systématique et opiniâtre. Ceux qui trouvent ce travail ennuyeux, ceux qui ne comprennent

pas qu'il faut préserver et développer les fondements révolutionnaires de la tactique social-démocrate *sur cette voie, à ce tournant du chemin également*, invoquent en vain le nom de marxiste.

Notre parti ne pourra aller de l'avant s'il ne liquide pas complètement le courant liquidateur. Or ce courant ne comprend pas que le menchevisme ouvertement liquidateur et sa tactique opportuniste. On doit y ranger également le menchevisme à rebours. On doit y rapporter l'otzovisme et l'ultimatisme qui s'opposent à ce que le parti utilise la tribune de la Douma et transforme toutes les organisations légales et semi-légales de la classe ouvrière en point d'appui pour son action, ce qui est pourtant sa tâche de l'heure, la tâche qui constitue le trait spécifique du moment présent. Ce courant comprend aussi la construction de Dieu et la défense des tendances qui s'y apparentent, car il s'agit là d'atteintes aux fondements du marxisme. Ce courant inclut encore ceux qui ne comprennent pas les objectifs poursuivis par les bolcheviks à l'intérieur du parti, qui consistaient en 1906-1907 à *renverser* le Comité central menchevique qui *n'était pas soutenu* par la majorité du parti (contre ce Comité central purement menchevique, il y avait en effet non seulement les Polonais et les Lettons mais le Bund lui-même), et qui consistent aujourd'hui à éduquer patiemment les éléments pro-parti, à les unir, à créer un parti prolétarien réellement uni et puissant. Par la lutte implacable qu'ils ont menée en 1903-1905 et en 1906-1907, contre les éléments antiparti, les bolcheviks ont préparé le terrain pour le triomphe de l'esprit de parti. Ils doivent aujourd'hui *édifier le parti* à partir de leur fraction, l'édifier en utilisant les positions qu'ils ont conquises grâce à la lutte menée par leur fraction.

Telles sont les tâches que la situation politique actuelle et la situation d'ensemble du P.O.S.D.R. assignent à notre fraction. Ces tâches ont été de nouveau exposées et développées de façon très détaillée dans les résolutions de la récente conférence bolchevique. Nos rangs se sont reformés pour la lutte nouvelle. Le changement du contexte a été pris en considération. La voie a été tracée. Il faut maintenant aller de l'avant sur cette voie, et le parti ouvrier social-démocrate révolutionnaire de Russie sera

bientôt une force que nulle réaction ne pourra ébranler et qui prendra la tête de toutes les classes du peuple en lutte au cours de la prochaine campagne de la révolution *.

« Prolétari » n° 46,
11 (24) juillet 1909

Conforme au texte du journal

* Récemment sont parus le numéro 15 du *Goloss Sotsial-Démokrata* et le numéro 2 des *Otkliki Bunda* [179]. On trouve dans ces publications une telle accumulation d'exemples de choix de la tendance liquidatrice qu'il est indispensable que nous les analysions et jugions dans un article à part du prochain numéro du *Prolétari*.

LE VOYAGE DU TSAR EN EUROPE ET CELUI DE PLUSIEURS DÉPUTÉS DE LA DOUMA CENT-NOIRS EN ANGLETERRE

Il y a un demi-siècle, la Russie avait une solide réputation de gendarme international. Au cours du siècle dernier, en effet, notre autocratie n'a pas ménagé ses efforts pour soutenir la réaction quelle qu'elle soit en Europe et n'a pas hésité à intervenir militairement pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans les pays voisins. Il suffit de rappeler la campagne de Hongrie de Nicolas Ier et les multiples répressions exercées contre la Pologne pour comprendre que les dirigeants du prolétariat socialiste international aient si fréquemment répété aux ouvriers et aux démocrates d'Europe, depuis les années 40, que la Russie était le principal rempart de la réaction dans tout le monde civilisé.

Avec la naissance du mouvement révolutionnaire russe au cours du dernier tiers du XIXe siècle, cette situation s'est quelque peu modifiée. Plus le tsarisme chancelait sous les coups de la révolution qui grandissait dans son propre pays, moins il devenait dangereux pour la liberté de l'Europe. Mais au même moment avait fini par se constituer en Europe une autre force réactionnaire internationale : celle des gouvernements bourgeois qui avaient été témoins des insurrections du prolétariat, qui se rendaient compte qu'entre le travail et le capital une lutte à mort était inévitable et qui étaient prêts à accueillir n'importe quel aven-

turier ou n'importe quel brigand couronné dans l'intérêt de la lutte commune contre le prolétariat. C'est ainsi qu'au début du XX^e siècle, lorsque le tsarisme a subi les coups terribles assenés par la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905, on a pu voir la bourgeoisie internationale se précipiter à son secours, lui consentir des emprunts de plusieurs milliards et faire tous ses efforts pour localiser l'orage révolutionnaire et rétablir l'« ordre » en Russie. C'était un prêté pour un rendu. Le tsarisme a maintes fois aidé les gouvernements bourgeois contre-révolutionnaires d'Europe au moment où ils luttaient contre la démocratie. Aujourd'hui que la bourgeoisie d'Europe est devenue contre-révolutionnaire par rapport au prolétariat, elle aide le tsarisme dans sa lutte contre la révolution.

Les alliés fêtent la victoire. Nicolas le Sanglant va en Europe présenter ses respects aux monarques et au président de la République française. Les monarques et le président, au comble de l'émotion, se préparent à rendre les honneurs au chef de la contre-révolution Cent-Noirs de Russie. Mais si ces nobles chevaliers de la réaction bourgeoise et Cent-Noirs ont remporté la victoire, ce n'est pas parce que leur ennemi a été anéanti, mais parce que ses forces étaient dispersées, parce que le prolétariat n'avait pas la même maturité dans tous les pays. Cette victoire des ennemis de la classe ouvrière n'a fait qu'ajourner la bataille décisive ; elle a approfondi et développé le facteur qui entraîne, peut-être plus lentement que nous le souhaiterions mais sûrement, une augmentation du nombre des prolétaires, le renforcement de leur cohésion, qui les aguerrit dans la lutte et les accoutume à mener des campagnes contre leurs ennemis coalisés. Ce facteur, c'est le capitalisme, qui a déjà tiré de son sommeil l'ancien « domaine » patriarcal des Romanov et qui, aujourd'hui, est en train d'éveiller les Etats asiatiques les uns après les autres.

Les alliés fêtent la victoire. Mais la voix des masses ouvrières révolutionnaires fait écho à chacune des festivités de Nicolas le Sanglant et des chefs des gouvernements bourgeois d'Europe. Nous avons écrasé la révolution, proclament Nicolas et Guillaume, Edouard et Fallières, en se congratulant à l'abri de puissants écrans de soldats ou de longues files de navires de guerre. « Nous vous renverserons

tous à la fois », répond en écho la révolution par la voix des chefs du prolétariat conscient de tous les pays.

Nicolas le Sanglant part en voyage. Il est accompagné par les paroles d'un député social-démocrate de la Douma Cent-Noirs qui exprime les convictions républicaines de tous les ouvriers conscients de Russie et qui rappelle que la chute de la monarchie est inévitable. Nicolas va en Suède. Il est fêté au palais, salué par les soldats et les mouchards. Il est également accueilli par un discours du leader des masses ouvrières suédoises, le social-démocrate Branting, qui proteste contre le déshonneur que représente pour son pays la visite du bourreau. Nicolas va en Angleterre, en France, en Italie. Les rois, les courtisans, les ministres et les policiers s'apprêtent à célébrer son arrivée. Les masses ouvrières font de même : il y aura un meeting de protestation en Angleterre, une manifestation d'indignation populaire en France, une grève générale déclenchée le jour funeste de son arrivée en Italie. Dans chacun de ces trois pays, les députés socialistes — Thorne en Angleterre, Jaurès en France, Morgari en Italie — ont déjà répondu à l'appel du Bureau Socialiste International et proclamé à la face du monde la haine et le mépris de la classe ouvrière pour Nicolas le pogromiste, Nicolas le pendeur, ce Nicolas qui est en train d'écraser le peuple persan et d'inonder la France d'espions et d'agents provocateurs.

La presse bourgeoise, la presse « bien pensante » de ces trois pays se déchaîne. Elle ne sait quelle injure plus forte inventer contre l'expression par les socialistes de leurs sentiments, ni comment féliciter les ministres et les présidents qui ont rappelé à l'ordre les députés de ce parti. Mais cette rage est impuissante : on ne peut faire taire ceux qui représentent le prolétariat au parlement ; on ne peut empêcher les meetings dans un pays qui bénéficie réellement d'une constitution ; on ne peut dissimuler ni à soi-même ni aux autres que le tsar russe n'ose apparaître en public ni à Paris, ni à Rome, ni à Londres.

Les chefs de la réaction internationale voulaient célébrer l'écrasement de la révolution en Russie et en Perse, mais leur projet a été *mis en échec* par la protestation unanime et courageuse du prolétariat socialiste de tous les pays d'Europe.

Cette protestation des socialistes, de Pétersbourg à Paris, de Stockholm à Rome, cette protestation contre l'autocratie tsariste au nom de la révolution et de ses mots d'ordre fait encore mieux ressortir toute l'abjecte servilité de nos libéraux à l'égard du tsarisme. Une délégation de la Douma Cent-Noirs qui comprend des députés allant de la droite modérée aux cadets et qui est dirigée par le président de la Douma est en visite en Angleterre. Cette délégation s'enorgueillit de représenter la majorité de la Douma, son véritable centre, de ne compter aucun représentant de l'extrême-droite ni de l'extrême-gauche. Elle veut se faire prendre pour la représentante de la Russie « constitutionnelle », elle exalte le régime « rénové » et le monarque adoré « dont la mansuétude a fait don » au peuple de la Douma. Comme la grenouille de la fable, les députés de cette délégation s'enflent et se gonflent, se présentent comme les vainqueurs de la réaction Cent-Noirs qui, à les entendre, veut abolir la « constitution » en Russie. M. Milioukov, le chef du parti « constitutionnel-*démocrate* » (on ne plaisante pas, avec nous !) a déclaré au cours d'un déjeuner chez le Lord-Maire : « Tant qu'il existera en Russie une assemblée législative qui contrôle le budget, l'opposition russe restera opposition de Sa Majesté et ne sera pas opposition à Sa Majesté » (télégramme de l'agence télégraphique de Saint-Pétersbourg, 19 juin ancien calendrier). Et le 21 juin on a pu voir l'organe du parti octobriste, *Goloss Moskvy*, féliciter chaleureusement dans un éditorial intitulé « La Russie Nouvelle et l'Europe » (c'est là un titre digne de Khlestakov [180]), féliciter le chef du parti cadet pour son intervention et déclarer que ce discours « constitutionnel modéré marquait peut-être un tournant dans la politique des cadets et un renoncement à la tactique stérile qui consiste à faire de l'opposition à tout prix ».

Le journal policier qu'est *Rossia* consacre lui aussi son éditorial (du 23 juin) au discours de Milioukov, dont il cite la phrase « fameuse » sur l'opposition de Sa Majesté. A ce propos, il déclare : « En Angleterre, M. Milioukov a pris certains engagements pour l'opposition russe. S'il remplit ses engagements, il rendra un tel service à la patrie que l'on pourra lui pardonner bien des fautes qu'il a pu commettre par le passé. » Vous avez bien travaillé, messieurs les

cadets : Les *Vékhi* en général et Strouvé en particulier ont l'approbation de l'évêque Antoine de Volhynie, le « chef spirituel » des Cent-Noirs les plus fanatiques ; Milioukov est complimenté par un journal vendu à la police. Vraiment, vous avez bien travaillé !

Il nous reste à rappeler que nous avons dénoncé la nature octobriste des cadets dès 1906, à un moment où les « victoires » éclatantes qu'ils remportaient à la Douma avaient tourné la tête de bien des naïfs, intéressés ou désintéressés.

Il nous reste à rappeler *qu'il y a plus de vingt mois*, dans les numéros 19-20 du *Prolétari* (novembre 1907), où nous faisions le bilan des élections, à la troisième Douma, nous avions dénoncé le jeu du tsarisme, jeu maintenant parfaitement clair. A la troisième Douma, disions-nous et disait la résolution de la conférence du P.O.S.D.R. tenue en novembre 1907, *deux* majorités sont possibles : une majorité Cent-Noirs octobristes ou une majorité cadets-octobristes, *et toutes les deux* sont contre-révolutionnaires. « Une telle situation », proclamait une résolution de l'organisation social-démocrate de Saint-Pétersbourg (numéro 19 du *Prolétari*), ainsi que la résolution de la Troisième conférence du P.O.S.D.R. (numéro 20 du *Prolétari*), « est très propice au double jeu politique, tant de la part du gouvernement que de la part des cadets » *.

Aujourd'hui, la justesse de cette analyse a été *entièrement* confirmée, ce qui révèle le manque de clairvoyance de ceux qui étaient prêts à proclamer sans relâche que les social-démocrates devaient « soutenir » les cadets.

Si les cadets combattent les octobristes, ce n'est pas parce qu'ils sont leurs ennemis sur le plan des principes, mais parce qu'ils sont leurs *concurrents*. Pour « séduire » les électeurs, nous proclamons que nous sommes le parti de la « liberté du peuple ». Pour prouver notre « sérieux », nous mettons en avant des Maklakov à la Troisième Douma, nous déclarons à la face de l'Europe, par l'intermédiaire de Milioukov, que nous sommes « l'opposition de Sa Majesté ». Et c'est tout ce dont Stolypine, ce fidèle serviteur du tsarisme Cent-Noirs, a besoin. Que la bande des Cent-Noirs

* Voir V. Lénine, Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 141 et 150. (*N.R.*)

continue *en pratique* à régir toutes les affaires du pays et, dans tous les problèmes politiques réellement importants, que ce soit elle, et elle seule, qui décide. Mais, pour l'amusement, pour « nous » représenter en Europe, pour faciliter l'octroi des emprunts, pour « corriger » les excès des Cent-Noirs, pour duper les naïfs avec des réformes... qui seront amendées pas le Conseil d'Etat, pour tout cela, « nous » avons besoin d'une majorité octobristes-cadets.

Sa Majesté connaît *son* opposition. L'opposition des cadets connaît *son* Stolypine et *son* Nicolas. Nos libéraux et nos ministres n'ont pas eu de peine à assimiler la technique peu compliquée de l'hypocrisie et de la filouterie des parlementaires européens. Les uns comme les autres ont étudié non sans succès les méthodes employées par la réaction bourgeoise d'Europe.

Aux uns comme aux autres, le prolétariat socialiste de Russie, qui chaque jour renforce son unité avec le prolétariat socialiste du monde entier, déclare une guerre révolutionnaire sans merci.

« Prolétari » n° 46,
11 (24) juillet 1909

Conforme au texte du journal

A PROPOS D'UNE LETTRE DE M. LIADOV À LA RÉDACTION DU « PROLÉTARI » [181]

Nous publions volontiers la lettre ouverte du camarade Liadov et nous nous bornerons à faire à son auteur les remarques suivantes :

C'est évidemment très bien, camarade Liadov, de préserver les traditions du bolchevisme, qui est le courant marxiste orthodoxe à l'intérieur du P.O.S.D.R. Mais cela implique, entre autres choses, qu'on protège le bolchevisme contre les caricatures. Or, les prétentions de l'otzovisme et du courant des constructeurs de Dieu constituent précisément une caricature du bolchevisme, ainsi que nous l'avons abondamment prouvé dans une série d'articles et que la fraction bolchevique vient de le reconnaître officiellement.

Le camarade Liadov en appelle à l'« éthique révolutionnaire », et nous ne faisons aucune objection à ce qu'il règle ce problème avec sa propre conscience. Quant à la « position de principe » que lui et ses amis défendent, ils auraient dû depuis longtemps l'exposer ouvertement devant tout le parti, car jusqu'à présent nous ne pouvons que les croire sur parole quand ils nous affirment qu'ils ont autre chose à nous offrir que l'otzovisme et la construction de Dieu.

En conclusion, nous voulons dire que nous sommes certains que le camarade Liadov, qui a milité de nombreuses

années dans les rangs de la social-démocratie révolutionnaire, ne restera pas longtemps dans la nouvelle fraction des constructeurs de Dieu et des otzovistes (« des otzovistes de Dieu », pour employer l'abréviation courante) et reprendra bientôt sa place dans la fraction bolchevique.

« Prolétari » n° 46,
11 (24) juillet 1909

Conforme au texte du journal

LETTRE AUX ORGANISATEURS DE L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI

18 août 1909

Camarades,

Je viens de recevoir votre invitation, mais le programme de l'école dont vous dites qu'il était joint à cette invitation ne m'est pas parvenu.

Mon attitude à l'égard de l'école de Capri est définie par la résolution de la rédaction élargie du *Prolétari* (supplément au numéro 46 et numéro 46 du *Prolétari* *). Si vous n'avez pas pris connaissance de ce numéro du journal, ni de ce supplément, ni de la lettre consacrée à l'école et distribuée sous forme de tract aux membres bolcheviques du parti, la rédaction se fera un plaisir de vous les envoyer. Sur le fond, je dois vous répondre que mon opinion sur l'école de Capri, que je considère comme l'entreprise d'une *nouvelle* fraction de notre parti, avec laquelle je suis en désaccord, ne signifie en aucune façon que je refuse de faire des cours aux camarades envoyés de Russie par les organisations locales. Quelles que soient les conceptions défendues par ces camarades, je serai toujours disposé à leur faire une série de cours sur les problèmes qui intéressent la social-démocratie. Naturellement, je n'irai pas à Capri, mais ce serait avec plaisir que je ferais ces cours à Paris. Du simple point de vue financier, il serait moins coûteux de faire venir à Paris les 9 (je tiens ces chiffres du camarade Léva que vous

* Voir le présent tome, pp. 481-482 et 483-492. (*N.R.*)

connaissez) camarades envoyés de Russie que de faire venir trois conférenciers (j'ai eu connaissance de l'invitation que vous avez envoyée à Léva et à Innokenti [182]) de Paris à Capri. Mais, indépendamment des questions financières, il y a toute une série d'autres raisons beaucoup plus importantes et que vous comprendrez certainement qui font que c'est à Paris que doit se tenir une véritable école du parti à l'étranger. En tout état de cause, je puis vous assurer que la rédaction du *Prolétari* ferait tout ce qui dépend d'elle pour organiser à Paris les conférences que vous souhaitez.

Avec mes salutations social-démocrates *N. Lénine*

P.-S. Vous avez oublié de me communiquer l'adresse officielle de l'école.

Expédié de Bombon (France), via Paris, à Capri (Italie).
Publié en août 1909 dans le tract « Sur la question de l'école du parti »

Conforme au manuscrit

PROJET DE LETTRE DU CENTRE BOLCHEVIQUE AU CONSEIL DE L'ÉCOLE DE CAPRI [188]

La commission exécutive du Centre bolchevique a été heureuse de recevoir le communiqué du 16 août 1909 dans lequel le « *Conseil* de l'école du parti organisée à Capri » indique qu'il ne s'oppose nullement au « *contrôle idéologique* » du centre bolchevique.

Mais pour décider s'il peut se charger de ce contrôle et le réaliser, s'il peut accorder à l'école le soutien financier et intellectuel que demande le Conseil, le Centre bolchevique a besoin de connaître en détail la situation de l'école sur laquelle il ne possède, pour l'instant, *aucune information détaillée.*

Le Conseil de l'école connaissant les thèses du Centre bolchevique d'après les résolutions publiées et le *Prolétari* et étant informé de sa composition par ses anciens membres, *a pu discuter* (comme il l'écrit) de ses rapports avec ce Centre, le Centre bolchevique, par contre, ne peut *discuter* de la façon dont il doit accueillir la requête du Conseil de l'école car il ne sait rien 1) ni du *Conseil* de l'école, 2) ni de sa *Commission exécutive*, 3) ni de son *programme* (malgré ses promesses, la Commission exécutive ne nous l'a pas envoyé), 4) ni de ses *conférenciers*, 5) ni de ses *élèves*, 6) ni de ses *moyens financiers* ; il ne sait pas non plus 7) quelle est la *durée* prévue pour les cours, 8) dans quelle mesure le fait que l'école est installée à Capri influe sur le lieu de résidence de ses élèves, 9) si ceux-ci pourraient venir à Paris

(sur ce problème, trois membres du Centre leur ont déjà écrit à titre personnel) et pour combien de temps, etc.

Tant qu'il ne dispose pas de ces renseignements, le Centre bolchevique ne peut dire qu'une seule chose : il est prêt à fournir à *tous les membres* des organisations social-démocrates travaillant en Russie et à *tous les camarades délégués* par ces organisations *toute la littérature et tous les conférenciers* susceptibles de les aider à assimiler la pensée social-démocrate. Il ne refusera pas non plus de les aider financièrement dans la mesure de ses possibilités et après avoir examiné ce problème dans le cadre de l'aide à apporter aux organisations locales.

En même temps que cette lettre, le Centre bolchevique fait parvenir officiellement au *Conseil* de l'école 1) la collection du *Prolétari* du numéro 39 au numéro 46, 2) la lettre du Centre bolchevique sur l'école de Capri (imprimée), 3) les résolutions du Centre.

Avec nos salutations social-démocrates *La commission exécutive de la rédaction élargie du « Prolétari ».*

Expédié de Bombon (France), via Paris, à Capri (Italie). Rédigé entre le 18 et le 30 août 1909. Publié pour la première fois en 1933 dans le Recueil Lénine XXV

Conforme au manuscrit

LETTRE AUX CAMARADES YOULI, VANIA, SAVÉLI, IVAN, VLADIMIR, STANISLAV ET FOMA, ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI

30 août (nouveau calendrier) 1909

Chers camarades,

J'ai bien reçu le programme de l'école et les deux lettres que vous m'avez envoyées. Dans la dernière de ces lettres, vous me demandez sur quels motifs je m'appuie pour déclarer que l'école est une nouvelle fraction, et je considère qu'il est de mon devoir de vous expliquer mon opinion une fois de plus. « Il n'y a rien dans l'école qui ressemble à une fraction, écrivez-vous. On ne peut concevoir que quiconque exerce son hégémonie sur l'école, car c'est nous qui avons la majorité au sein du Conseil. »

J'affirme qu'en disant cela, vous vous faites les victimes d'une illusion flagrante. Il n'est pas question de vous accuser de « fractionnisme direct » et le problème n'est absolument pas de savoir qui détient la majorité au sein du Conseil. Le problème c'est que l'école a été organisée : 1) sur l'initiative d'une nouvelle fraction ; 2) avec les seuls moyens financiers de cette nouvelle fraction ; 3) en un lieu où il *n*'y a *que* des conférenciers de la nouvelle fraction et où 4) à de rares exceptions près, il *ne peut* y *en avoir* qui appartiennent à d'autres fractions.

Toutes ces conditions sont indépendantes de votre volonté et vous ne pouvez pas les changer. Mais elles suffisent à

déterminer à l'avance le caractère de l'école à un point tel que toutes vos bonnes intentions et toutes les décisions de votre Conseil ne sont en mesure d'y apporter aucun changement important.

L'essentiel, dans une école, c'est l'orientation politique et idéologique des cours. Par quoi cette tendance est-elle déterminée ? Uniquement et exclusivement par *l'appartenance des conférenciers*. Vous comprenez très bien, camarades, que tous les « contrôles », toutes les « directives », tous les « programmes », tous les « statuts », etc., ne sont que des phrases vides au regard de la façon dont est composé le corps professoral. Aucun contrôle, aucun programme, etc., n'est en mesure de donner aux études une orientation différente de celle qui a été déterminée par les professeurs. Il n'y a pas au monde une seule organisation qui se respecte, pas un seul groupe, pas une seule fraction qui *accepterait* de partager la responsabilité d'une école dont l'orientation, hostile à la sienne, découle de l'appartenance des conférenciers.

Mais voyons maintenant quels sont ces conférenciers qui ont donné à votre école son orientation et son caractère. La lettre que vous m'avez adressée, camarades, porte vos signatures, mais la lettre qui a été adressée au Comité central par les élèves et les *professeurs* (vous m'en avez fait parvenir une copie en même temps que le programme de l'école) n'est pas signée par ces derniers. C'est pourquoi je ne peux pas connaître tout à fait exactement la composition du corps professoral. Mais ce que j'en sais est suffisant pour en juger.

Des organisations locales de la Région industrielle centrale de Russie nous ont écrit que le champion le plus ardent, sinon le seul de l'école de Capri, était le camarade Stanislav, que certains cercles social-démocrates ont déjà désigné ce camarade, sur audition de son exposé, pour être conférencier. Or, le camarade Stanislav est l'un des plus ardents parmi les otzovistes et les « critiques » de la pensée philosophique marxiste. Il suffit de rappeler 1) comment, dans son célèbre opuscule philosophique, il s'en est pris à Kautsky ; 2) qu'à la conférence du Parti de décembre 1908, il a formé avec l'otzoviste de Pétersbourg Vs., une fraction otzoviste séparée ; 3) que l'article de l'« ouvrier » otzoviste revu par lui qui a paru dans le numéro 5 du *Ra-*

botchéié Znamia, était imprégné d'idées *anarchistes*, ainsi que le *Rabotchéié Znamia l'a lui même reconnu.*

Voyez maintenant les professeurs qui sont déjà à Capri avec vous. Parmi eux il n'y a aucun bolchevik. Par contre, presque tous les partisans de la nouvelle fraction (la fraction des promoteurs de l'otzovisme et des constructeurs de Dieu) sont représentés. Je ne pense pas me tromper de beaucoup en disant que parmi les conférenciers de Capri on trouve les camarades Maximov, Lounatcharski, Liadov et Alexinski. Or, c'est précisément ce groupe de camarades qui a constitué dès le printemps 1908 l'opposition au *Prolétari*, qui a mené l'agitation contre lui en Russie et à l'étranger, qui, à la conférence du Parti de décembre 1908, voulait (ou soutenait ceux qui voulaient) mettre sur pied une nouvelle fraction, et qui finalement a constitué définitivement une fraction séparée de la nôtre.

Nier que tout ce groupe de camarades mène l'agitation contre le *Prolétari* en soutenant et en défendant les otzovistes, reviendrait à vouloir ignorer des faits connus de l'ensemble du parti. Nier que l'île de Capri est déjà connue, même dans les milieux littéraires de Russie, comme le centre littéraire des constructeurs de Dieu, c'est se mettre en contradiction avec les faits. Il y a déjà longtemps que l'ensemble de la presse russe a fait savoir que Lounatcharski prêchait l'idéologie des constructeurs de Dieu depuis l'île de Capri. En Russie, il a été aidé par Bazarov. Et Bogdanov a défendu des thèses philosophiques analogues dans une dizaine de livres et d'articles parus également en Russie et dans une dizaine de conférences à l'étranger. En avril 1908, je suis allé à Capri et j'ai manifesté à ces trois camarades mon désaccord total en matière philosophique (en même temps je leur ai proposé de mettre en commun nos forces et nos ressources pour rédiger une *histoire bolchevique de la révolution* qui viendrait faire contrepoids à l'histoire menchevique liquidatrice, mais ils ont repoussé ma proposition et ont préféré se consacrer à la propagande en faveur de leurs propres thèses philosophiques plutôt qu'à un travail intéressant l'ensemble des bolcheviks). Dans leur majorité, vos professeurs de Capri sont des publicistes. Eh bien ! il n'y a pas un *seul* de ces publicistes qui ait attaqué *dans la presse*, ne fut-ce *qu'une seule fois*, la propagande de Louna-

charski et de Bazarov en faveur de la construction de Dieu !

Quand, malgré tout cela, vous m'écrivez, camarades, que je suis victime d'un « malentendu grossier » en considérant que l'école est liée à l'idéologie des constructeurs de Dieu et à l'otzovisme, car « non seulement l'école ne s'est jamais proposé ces objectifs, mais il ne pouvait même en être question », quand vous m'écrivez cela, je n'ai plus qu'à m'étonner de votre extrême naïveté. Je le répète une fois de plus : ce qui détermine le caractère et l'orientation *réels* d'une école ce ne sont pas les vœux pieux des organisations locales, ni les décisions du « Conseil » des élèves, ni les « programmes », mais la *composition du corps professoral*. Et à partir du moment où celle-ci est entièrement déterminée par l'appartenance à la nouvelle fraction, il est tout simplement ridicule de vouloir nier le caractère fractionnel de l'école.

Pour en finir avec ce problème des conférenciers, je vous citerai un fait qui m'a été rapporté par le camarade Innokenti et qui montre bien à quel point le caractère fractionnel de l'école de Capri que vous essayez de nier est absolument évident pour *tous* les militants du parti. Un peu avant la réunion de la rédaction élargie du *Prolétari*, le camarade Maximov, qui se trouvait à Paris, a invité *Trotski* à se rendre à Capri pour y faire des conférences. A propos de cette invitation Trotski a déclaré à Innokenti : « Si cette école est une entreprise du parti, je serai heureux d'y participer, mais si c'est une entreprise des littérateurs de l'île de Capri, Maximov, Lounatcharski et compagnie, je n'y participerai pas. » Innokenti lui a alors répondu : « Attendez les décisions de la rédaction du *Prolétari*, je vous les ferai parvenir. » Vous voyez donc que même Trotski, qui est pourtant en dehors des fractions, a immédiatement compris (comme le comprendront tous les militants du parti tant soit peu expérimentés) que le fait d'organiser une école à Capri revenait à vouloir *cacher cette école au parti*, à la lier à l'avance à une fraction particulière.

Je passe maintenant au problème de Paris. Je vous ai écrit que si vous étiez vraiment intéressés par des cours de moi ainsi que de camarades qui défendent les mêmes idées que moi, il vous fallait venir à Paris. Vous me répondez que

« étant donné les dépenses que cela entraînerait, il n'est absolument pas raisonnable de faire le voyage de Paris ».

Voyons un peu qui de nous fait réellement une proposition déraisonnable.

Pour aller à Capri vous êtes passés par Vienne. Si vous faites de même au retour, il vous suffira, quand vous serez en Italie du Nord, de faire un détour par Paris, d'où vous pourrez gagner Vienne directement. Cela représente une dépense supplémentaire d'environ 60 francs par personne (il m'en coûtait 30 francs pour me rendre de Genève, où j'ai longtemps vécu, à Paris). Votre lettre est signée par 8 camarades, et parmi eux il y en a un qui déclare qu'il « ne poursuivra pas cette correspondance », ce qui visiblement signifie qu'il n'a aucun désir de suivre mes cours. Il reste donc sept camarades, ce qui chiffre la dépense à $60 \times 7 = 420$ francs.

Vous avez invité quatre conférenciers de Paris (Léva, Innokenti, Grigori et moi). Le voyage Paris-Capri et retour coûte environ 140 francs. D'où une dépense totale de $140 \times 4 = 560$ francs.

Il est donc *moins coûteux* de faire venir 8 élèves à Paris que d'envoyer 4 conférenciers à Capri.

Mais comme je vous l'ai écrit dans ma dernière lettre *, la question financière est loin d'être la plus importante. Réfléchissez : pour qui le choix d'un endroit est-il le plus facile ? Est-ce pour des élèves itinérants ou pour des professeurs résidants ? Vous êtes venus à l'étranger spécialement pour fréquenter une école. Il ne peut donc y avoir aucun obstacle à ce que vous veniez là où se trouve le plus grand nombre de professeurs, là où il est possible d'organiser les choses selon la véritable ligne du parti.

Les professeurs, par contre, *ne peuvent pas* quitter le centre du parti pour se rendre à Capri. Je prendrai mon propre cas. Je ne peux pas abandonner la rédaction du *Prolétari*, je ne peux pas quitter mon travail à l'Organe central, je ne peux pas quitter la commission d'aide au groupe parlementaire social-démocrate, qui fonctionne à Paris. Je dois également prendre la parole au club du *Prolétari* dans les

* Voir le présent tome, pp. 501-502. (*N.R.*)

quartiers ouvriers de Paris, où vivent des centaines et des milliers d'ouvriers russes, etc. Il est donc absolument impossible que les publicistes du parti quittent Paris pour se rendre à Capri.

Mais une école, servant vraiment le parti, n'a pas besoin que de professeurs bolcheviques. Paris est le principal centre de l'émigration. *Toutes* les fractions y organisent en permanence des conférences publiques, des discussions y ont lieu, divers cercles y fonctionnent, on y trouve deux ou trois bibliothèques russes assez intéressantes, plusieurs dizaines d'organisateurs chevronnés du parti social-démocrate y résident, trois journaux social-démocrates russes y sont publiés. En un mot, pour quiconque connaît tant soit peu l'étranger, il est clair comme le jour que celui qui vient à Paris étudie authentiquement la pensée social-démocrate, tandis que s'il va à Capri c'est pour étudier la « *science* » *particulière* d'une fraction.

Si on organise une école à Paris, on organise une véritable école du parti. Si on organise une école à Capri, c'est qu'on *veut la cacher au parti.*

L'école de Capri a été *délibérément cachée au parti.*

Il est *absolument* impossible que le Comité central auquel vous vous adressez aujourd'hui ou la rédaction du *Prolétari* à laquelle vous vous êtes adressés hier exercent le moindre contrôle, la moindre « direction idéologique » sur l'école *de Capri.* Parler de contrôle et de direction idéologique dans ce domaine, c'est prononcer des phrases vides. Personne n'aura l'idée absurde d'envoyer des « inspecteurs » du parti à Capri ; à de rares exceptions près, il sera toujours *impossible* d'envoyer à Capri des professeurs qui soient vraiment des hommes du parti, si les organisations locales de Russie ne le savaient pas, les organisateurs de votre école, par contre, le *savaient parfaitement.* Et c'est pour cette raison qu'ils ont installé l'école à Capri, afin de *dissimuler* son caractère fractionnel et de le cacher au parti.

Prenez les social-démocrates russes qui n'appartiennent à aucune fraction et qui sont renommés pour leur connaissance du mouvement de la classe ouvrière à l'étranger : Parvus et Rosa Luxembourg (Allemagne,) Charles Rappoport (France), Rothstein (Angleterre). Prenez les publicistes comme Riazanov qui sont également hors de toute

fraction : il est évident, à condition qu'on ne ferme pas les yeux pour ne pas voir, qu'ils pourront dans la majorité des cas faire des cours à Paris si le parti fait quelques efforts, mais qu'il leur sera absolument impossible de se rendre à Capri. L'argent que les organisateurs de votre école ont gaspillé pour faire venir des élèves et des conférenciers en un lieu aussi éloigné que Capri *aurait suffi* pour qu'au moins certains de ces camarades viennent faire des cours à Paris.

Prenez d'autre part les nouveaux groupes qui se sont formés à l'intérieur de la social-démocratie (lutte entre les éléments pro-parti et les éléments liquidateurs à l'intérieur du Bund, lutte entre les mencheviks et les bolcheviks de Lettonie, de la social-démocratie polonaise avec la « gauche » du Parti socialiste polonais ; scission à l'intérieur du menchevisme ; parution des *Cahiers* de Plékhanov qui dénonce la tendance liquidatrice de Potressov et des mencheviks officiels ; tentative de création d'un « menchevisme révolutionnaire », etc.). Il est primordial que les camarades de Russie prennent connaissance de ces phénomènes importants de la vie du parti, et *ils ne peuvent* le faire dans de bonnes conditions à Capri. A Paris, au contraire, toutes les conditions sont réunies pour qu'ils étudient la situation non plus seulement par ouï-dire, mais sur une documentation de première main.

Prenez enfin le programme de l'école de Capri. Il comporte quatre parties. L'une d'entre elles (la troisième) est consacrée à « la philosophie de la lutte prolétarienne ». Il existe dans la social-démocratie internationale des dizaines et des centaines (si ce n'est des milliers) de programmes d'initiation au marxisme du même genre. Mais dans *aucun* de ces programmes il n'est question de « philosophie de la lutte prolétarienne ». Il y a la philosophie matérialiste de Marx et Engels, mais on ne trouve nulle part la « philosophie de la lutte prolétarienne ». Et aucun social-démocrate européen ne comprendra ce que cela signifie. Seuls peuvent le comprendre ceux qui connaissent les œuvres des philosophes Stanislav (A.Volski), Bogdanov, Lounatcharski, Bazarov. Avant d'enseigner une « philosophie de la lutte prolétarienne », il faut l'inventer. Et seul le groupe des membres de la nouvelle fraction s'est occupé et continue à s'occuper de mettre sur pied *cette* philosophie, qui fait un emploi d'autant

plus fréquent du mot « prolétarien » qu'elle s'écarte davantage de la conception prolétarienne du monde.

J'en arrive à ma conclusion : si vous persistez, camarades, à ne pas vouloir venir à Paris (tout en affirmant que vous voulez suivre mes cours), vous prouverez définitivement que la politique de petite chapelle de la nouvelle fraction des otzovistes et des constructeurs de Dieu a contaminé non seulement les professeurs, mais également plusieurs élèves de l'école de Capri.

Avec mes salutations social-démocrates *N. Lénine*

Expédié de Bombon (France), via Paris, à Capri (Italie). Publié pour la première fois en 1926 dans la revue «Prolétarskaïa Révolioutsia» n°2

Conforme au manuscrit

NOTES

1. L'article « Sur le droit chemin » fut publié comme éditorial dans le numéro 26 du *Prolétari.*

« *Prolétari* » [Le Prolétaire], journal illégal fondé par les bolcheviks après le IVe Congrès (dit d'Unification) du parti. Le journal, dirigé par Lénine, parut du 21 août (3 septembre) 1906 au 28 novembre (11 décembre) 1909. Il était l'organe des comités de ville de Moscou et de Pétersbourg du P.O.S.D.R. ; à ces comités se sont joints pendant un certain temps ceux de la région de Moscou et des villes de Perm, de Kazan et de Koursk. En pratique, le *Prolétari* était l'Organe central des bolcheviks. Il eut 50 numéros : les vingt premiers furent édités en Finlande, les suivants à l'étranger, à Genève et à Paris. Lénine publia dans ce journal plus de cent articles et notes.

Pendant la réaction stolypinienne, le *Prolétari* joua un rôle de premier plan dans la sauvegarde et le renforcement des organisations bolcheviques.

Au plénum du Comité central du P.O.S.D.R. qui se tint en janvier 1910, les mencheviks, aidés par les conciliateurs réussirent, sous couleur de lutter contre le morcellement en fractions, à faire adopter une résolution supprimant le *Prolétari.* — P. 9.

2. *Douma d'Etat,* institution représentative que le gouvernement tsariste fut contraint de créer sous la pression des événements révolutionnaires de 1905. Formellement, la Douma d'Etat était une assemblée législative. En pratique, elle n'avait aucun pouvoir réel. La Douma n'était pas élue au suffrage universel mais selon un mode de scrutin inégal et indirect. Les droits électoraux des classes laborieuses et des minorités nationales étaient très restreints, une partie considérable des ouvriers et des paysans étaient complètement privées du droit de vote. Selon la loi électorale du 11 (24) décembre 1905, 1 voix de gros propriétaire foncier valait 3 voix de représentants de la bourgeoisie urbaine, 15 voix de paysans et 45 voix d'ouvriers. La première Douma d'Etat (avril-juillet 1906) et la seconde (février-juin 1907) furent dissoutes par le gouvernement tsariste. Après le coup d'Etat du 3 juin 1907, le gouvernement promulga une nouvelle loi électorale qui restreignait encore davantage les droits des ouvriers, des paysans et des petits bourgeois des villes et qui permit au bloc réac-

tionnaire des gros propriétaires fonciers et des grands capitalistes de dominer sans partage la troisième (1907-1912) et la quatrième (1912-1917) Doumas. — P. 11.

3. *Organe central du P.O.S.D.R.*, il s'agit du *Social-Démocrate*, journal illégal publié de février 1908 à janvier 1917. Il en sortit 58 numéros. Le premier numéro parut en Russie ; par la suite, le journal fut édité à l'étranger, d'abord à Paris, puis à Genève. La rédaction de l'Organe central, conformément à la décision du Comité central du P.O.S.D.R., était composée de représentants des bolcheviks, des mencheviks et des social-démocrates polonais. Plus de 80 articles et notes de Lénine furent publiés dans le *Social-Démocrate*. Au sein de la rédaction du journal, Lénine mena la lutte pour une ligne bolchevique conséquente. Une partie de la rédaction (Kaménev et Zinoviev) adopta une attitude de conciliation à l'égard des liquidateurs et tenta de compromettre l'application de la ligne léniniste. D'autres membres de la rédaction, les mencheviks Martov et Dan, tout en apportant obstacle au fonctionnement de l'Organe central, défendaient en même temps le point de vue des liquidateurs dans le *Goloss Sotsial-Dêmokrata* [La Voix du Social-Démocrate]. La lutte acharnée de Lénine contre les liquidateurs aboutit, en juin 1911, au départ de Martov et Dan de la rédaction du *Social-Démocrate*. A partir de décembre 1911, ce journal fut dirigé par Lénine. — P. 12.

4. *Zemstvos*, forme d'auto-administration locale placée sous la direction des nobles. Elle avait été introduite dans les provinces centrales de la Russie tsariste en 1864. La compétence des zemstvos se limitait à des questions économiques d'intérêt local (aménagement d'hôpitaux, construction de routes, statistiques, assurances, etc.). Leur activité était supervisée par les gouverneurs et le ministère de l'Intérieur, qui pouvaient opposer leur veto à toute décision des zemstvos n'agréant point au gouvernement. — P. 14.

5. « *Rabotchêté Znamia* » [L'Etendard de l'Ouvrier], journal bolchevique illégal, organe du Bureau régional de la zone industrielle centrale, du comité de Moscou et du comité de la région de Moscou du P.O.S.D.R. ; ce journal était édité à Moscou ; il eut 7 numéros, de mars à décembre 1908. — P. 15.

6. La *loi d'exception contre les socialistes* fut promulguée en Allemagne en 1878. Elle interdisait toutes les organisations du parti social-démocrate, les organisations ouvrières de masse, la presse ouvrière, les publications socialistes et organisait la répression contre les social-démocrates. Sous la pression du mouvement de masse des ouvriers, elle fut abrogée en 1890. — P. 15.

7. « *Retch* » [La Parole], journal quotidien, organe central du parti cadet ; publié à Pétersbourg à partir de février 1906. Interdit le

26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd. — P. 17.

8. « *Rousskoïé Gossoudarstvo* » [L'Etat Russe], journal gouvernemental fondé par S. Witte et publié à Pétersbourg du 1er (14) février au 15 (28) mai 1906. — P. 17.

9. *Congrès de Stockholm*, il s'agit du IVe Congrès (ou Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. qui se tint à Stockholm du 10 au 25 avril (23 avril-8 mai) 1906. A ce congrès participaient 112 délégués avec voix délibérative, qui représentaient 57 organisations locales du parti, et 22 délégués avec voix consultative. En outre, des délégués avaient été envoyés par les partis social-démocrates nationaux de Pologne, de Lituanie et de Lettonie, ainsi que par le Bund. De nombreuses organisations bolcheviques avaient été démantelées par le gouvernement après l'insurrection armée de décembre 1905 et n'avaient pu envoyer de délégués. A ce congrès, c'étaient les mencheviks qui détenaient la majorité, une majorité d'ailleurs peu importante.

Lénine intervint sur le problème agraire, sur la situation actuelle, sur la tactique à suivre lors des élections à la Douma d'Etat, sur l'insurrection armée et sur d'autres problèmes.

La prédominance des mencheviks influa sur le caractère des décisions ; sur une série de questions, le congrès adopta des résolutions menchéviques (programme agraire, attitude envers la Douma d'Etat, etc.).

Le premier paragraphe des statuts, définissant l'appartenance au parti fut adopté sous la forme proposée par Lénine. Le congrès admit au sein du P.O.S.D.R. les organisations social-démocrates nationales suivantes : parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie, parti ouvrier social-démocrate de Lettonie, et décida l'admission du Bund.

Le Comité central élu par le congrès fut composé de 3 bolcheviks et de 7 mencheviks ; la rédaction de l'Organe central reçut uniquement des mencheviks.

Les travaux du congrès furent analysés par Lénine dans la brochure *Rapport sur le Congrès d'Unification du P.O.S.D.R.* (voir Œuvres, Paris-Moscou, tome 10, pages 329-401). — P. 17.

10. *Cadets*, membres du parti constitutionnel-démocrate, porte-parole de la bourgeoisie libérale monarchiste de Russie. Ce parti fut créé en octobre 1905 ; il était composé de représentants de la bourgeoisie, de gros propriétaires fonciers et d'intellectuels bourgeois.

Pendant la première guerre mondiale, les cadets soutinrent activement la politique de conquête du gouvernement tsariste. Lors de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, ils s'efforcèrent de sauver la monarchie. Profitant de leur position dirigeante au sein du Gouvernement provisoire bourgeois, ils menèrent une politique antipopulaire et contre-révolutionnaire. Après la victoire de la Révolution socialiste d'Octobre, le pouvoir

soviétique eut dans les cadets des ennemis acharnés qui participèrent à tous les soulèvements armés de la contre-révolution et à toutes les campagnes des interventionnistes. — P. 18.

11. *Les troudoviks* ou *le groupe du Travail* (en russe : *troudovaïa grouppa*, d'où le nom de *troudoviks* donné à ses membres) créé en avril 1906 par les députés paysans à la première Douma d'Etat, rassembla au sein des diverses Doumas des démocrates petits-bourgeois, paysans et intellectuels de tendance populiste.

Les troudoviks réclamaient l'abolition de toutes les restrictions de caste et de nationalité, la démocratisation de l'auto-administration des villes et des zemstvos, le suffrage universel pour les élections à la Douma d'Etat. Le programme agraire des troudoviks s'inspirait des principes populistes de la jouissance égalitaire du sol et comportait la création d'un fonds national constitué par les terres du Domaine, de la Couronne, des apanages des monastères, ainsi que des terres des particuliers, quand la superficie de l'exploitation excédait la norme de travail établie ; une indemnité était prévue pour les terres des particuliers expropriés.

A la Douma, les troudoviks hésitaient entre les cadets et les social-démocrates. Cette attitude indécise s'expliquait par la nature de classe des paysans petits propriétaires. En raison du rôle de représentants des paysans joué malgré tout par les troudoviks, les bolcheviks suivirent à la Douma une politique d'entente avec eux sur certaines questions, en vue de la lutte commune contre l'autocratie tsariste et les cadets. — P. 18.

12. *Le point de vue de Gourko* : le vice-ministre de l'Intérieur Gourko avait défendu dans un discours à la Ire Douma le caractère rigoureusement intangible de la propriété privée du sol. Dans sa brochure *Pensées éparses sur la question agraire* (St.-Pétershourg, 1906), il s'efforçait de prouver que la remise de la terre des grands propriétaires fonciers, ou du moins d'une importante partie de celle-ci aux paysans, loin d'améliorer la situation de ces derniers, ne ferait que les plonger dans une misère encore plus grande. Il affirmait également que la remise des grands domaines à la disposition des paysans était irréalisable pratiquement et économiquement catastrophique pour le pays. Gourko proposait en revanche d'accorder à chaque membre des communautés rurales la pleine propriété des lots de terre communautaire dont il avait la jouissance. — P. 21.

13. Le *zoubatovisme*, politique du « socialisme policier » qui consistait à créer en 1901-1903, sur l'initiative du chef de l'Okhrana de Moscou S. Zoubatov, colonel de gendarmerie, des organisations ouvrières légales, afin de détourner les ouvriers de la lutte politique contre l'autocratie. — P. 23.

14. *Proudhonisme*, courant socialiste petit-bourgeois profondément étranger à la science et au marxisme, appelé du nom de son pro-

moteur, l'anarchiste Proudhon. Proudhon critiquait la grande propriété capitaliste à partir de positions petites-bourgeoises et rêvait de perpétuer la petite propriété privée ; il proposait la création d'une banque populaire et d'une banque d'échange, appelées, selon lui, à aider les ouvriers à acquérir leurs propres moyens de production, à se transformer en artisans et à pouvoir assurer l'écoulement « équitable » de leurs produits. Proudhon ne comprenait pas la mission historique du prolétariat, s'opposait à la lutte de classes, à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat ; il rejetait, d'un point de vue anarchiste, la nécessité de l'Etat. Marx et Engels menèrent une lutte conséquente contre les tentatives des proudhoniens de faire triompher leurs idées au sein de la Ire Internationale. Marx se livra dans son livre *Misère de la philosophie* à une critique impitoyable du proudhonisme. L'action résolue de Marx, d'Engels et de leurs partisans dans le cadre de la Ire Internationale aboutit à une victoire complète du marxisme sur le proudhonisme. — P. 28.

15. *Bakouninisme*, courant baptisé du nom de Michel Bakounine, idéologue de l'anarchisme et ennemi juré du marxisme et du socialisme scientifique. Ses partisans luttèrent avec acharnement contre la théorie marxiste et la tactique du mouvement ouvrier. A la base du bakouninisme reposent la négation de tout Etat, y compris la dictature du prolétariat, l'incompréhension du rôle historique du prolétariat. Des sociétés révolutionnaires secrètes, formées de personnalités «exceptionnelles», étaient appelées, selon les bakouninistes, à diriger les émeutes populaires à déclenchement instantané. Leur tactique de complot, d'insurrection immédiate et de terrorisme était aventuriste et contredisait la théorie marxiste de l'insurrection. — P. 28.

16. Cf. Karl Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1959, livre premier, t. 1, p. 29. — P. 29.

17. *Böhm-Bawerk, E.*, économiste bourgeois autrichien. — P. 30.

18. *Millerandisme*, courant opportuniste de la social-démocratie, ainsi appelé du nom du socialiste réformiste français Alexandre Millerand, qui en 1899, accepta un portefeuille dans un gouvernement bourgeois réactionnaire et soutint sa politique antipopulaire. — P. 33.

19. *Guesdistes*, courant marxiste révolutionnaire du mouvement socialiste français de la fin du XIXe et du début du XXe siècle, dirigé par Jules Guesde et Paul Lafargue. En 1882, après la scission du Parti ouvrier français au congrès de Saint-Etienne, les guesdistes constituèrent leur propre parti, auquel ils conservèrent l'ancien nom de Parti ouvrier français. Les guesdistes demeurèrent fidèles au programme du parti adopté au congrès du Havre en 1880 et dont la partie théorique était due à Marx, et prônèrent la poursuite par le prolétariat d'une politique révolu-

tionnaire indépendante. Ils jouissaient d'une grande influence dans les centres industriels du pays et regroupaient les éléments avancés de la classe ouvrière.

En 1901, les partisans de la lutte de classe révolutionnaire, groupés autour de Jules Guesde, s'unirent au sein du Parti socialiste de France (dont on appela les membres guesdistes du nom de leur chef). En 1905, ils s'unifièrent avec le Parti socialiste français, réformiste. Durant la guerre impérialiste de 1914-1918, les dirigeants du Parti (Guesde, Sambat et autres), trahissant la cause de la classe ouvrière, passèrent au social-chauvinisme.

Jauressistes, partisans du socialiste français Jean Jaurès, qui constitua dans les années 1890, associé à Millerand, le groupe des socialistes indépendants et prit la tête de l'aile droite réformiste du mouvement socialiste français. Sous prétexte d'instaurer la liberté de critique, les jauressistes procédaient à la révision des principales thèses marxistes, prônaient la collaboration de classe du prolétariat et de la bourgeoisie. En 1902, ils formèrent le Parti socialiste français, aux positions réformistes.

Broussistes (possibilistes) (avec Pierre Brousse, B. Malon, etc.), courant petit-bourgeois et réformiste apparu après 1880 dans le mouvement socialiste français et qui visait à détourner le prolétariat des méthodes révolutionnaires de lutte. Les possibilistes refusaient le programme et la tactique révolutionnaires du prolétariat, mettaient en veilleuse les objectifs socialistes du mouvement ouvrier, proposaient, comme leur nom l'indique, de limiter l'action des ouvriers au domaine du « possible ». L'influence des possibilistes s'étendit principalement aux régions économiquement arriérées du pays et aux couches les moins évoluées de la classe ouvrière.

La majorité des possibilistes devait rejoindre par la suite le Parti socialiste français, de tendance réformiste, fondé en 1902 par Jaurès. — P. 34.

20. La *Fédération social-démocrate d'Angleterre*, fut fondée en 1884. A côté de réformistes (Hyndman et autres) et d'anarchistes, elle comprenait un groupe de social-démocrates révolutionnaires partisans du marxisme (Harry Quelch, Tom Mann, Edward Aveling, Eleonora Marx-Aveling et autres), situé à l'aile gauche du mouvement socialiste d'Angleterre. Engels critiqua la Fédération social-démocrate pour son dogmatisme et son sectarisme, qui la coupaient du mouvement ouvrier de masse et lui faisaient méconnaître ses particularités. En 1907, la Fédération changea son nom pour celui de Parti social-démocrate ; par suite en 1911, en commun avec les éléments de gauche du Parti ouvrier indépendant, elle donna naissance au Parti socialiste britannique, parti qui, en 1920, joua avec le Groupe socialiste d'unité le rôle principal dans la constitution du Parti communiste de Grande-Bretagne.

Parti ouvrier indépendant d'Angleterre (Independent Labour Party), organisation réformiste fondée par les dirigeants des « nouvelles trade-unions » en 1893, à un moment marqué

par l'essor de l'action gréviste et par le développement du mouvement pour une classe ouvrière indépendante des partis bourgeois. Le Parti ouvrier indépendant reçut l'adhésion des membres des « nouvelles trade-unions » et d'une partie de ceux des anciens syndicats, de représentants de l'intelligentsia et de la petite bourgeoisie influencés par les fabiens. A la tête du parti se trouvait Keir Hardie. Le parti inscrivit à son programme la lutte pour la possession collective des moyens de production, de répartition et d'échange, pour la journée de huit heures, pour l'interdiction du travail des enfants, pour la création d'assurances sociales et d'indemnités de chômage.

Dès sa fondation, le Parti ouvrier indépendant se plaça sur des positions réformistes bourgeoises, mettant l'accent sur les formes parlementaires de lutte et les accords parlementaires avec le parti libéral. Lénine dit de l'I.L. P. qu'il était « en fait un parti opportuniste qui a toujours dépendu de la bourgeoisie » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 29, p. 499), « indépendant par rapport au socialisme, mais dépendant par rapport au libéralisme » (t. 18, 4e éd. russe, p. 331). — P. 34.

21. *Intégralistes*, partisans du socialisme « intégral », variété de socialisme petit-bourgeois. Leur leader était Enrico Ferri. Situés au centre du Parti socialiste italien, les intégralistes, dans les premières années du XXe siècle, luttèrent à propos de plusieurs questions contre les réformistes les plus opportunistes qui collaboraient avec la bourgeoisie réactionnaire. — P. 34.

22. *Syndicalisme révolutionnaire*, courant petit-bourgeois et semi-anarchiste apparu à la fin du XIXe siècle dans le mouvement ouvrier de plusieurs pays d'Europe occidentale.

Les « syndicalistes » niaient la nécessité d'une lutte politique de la classe ouvrière, le rôle dirigeant du parti et la dictature du prolétariat. Ils pensaient que les syndicats pouvaient, en organisant une grève générale des ouvriers, renverser le capitalisme sans révolution et prendre en main la gestion de la production. — P. 35.

23. « *Goloss Sotsial-Démokrata* » [La Voix du Social-Démocrate], organe des mencheviks liquidateurs, édité à l'étranger de février 1908 à décembre 1911, d'abord à Genève, puis à Paris. — P. 37.

24. « *Die Neue Zeit* » [Temps Nouveau], revue théorique du Parti social-démocrate allemand ; publié à Stuttgart de 1883 à 1923 ; dirigé jusqu'en octobre 1917 par Kautsky, puis par G. Cunow. C'est dans *Die Neue Zeit* que Marx et Engels publièrent pour la première fois certains de leurs ouvrages. Engels aida constamment de ses conseils les rédacteurs de la revue et critiqua à maintes reprises les déviations du marxisme qu'on trouvait dans les colonnes de leur publication. A partir de la mort d'Engels, la revue commença à publier systématiquement des articles de révisionnistes, entre autres la série d'articles de Bernstein, con-

sacrée aux « Problèmes du socialisme », série qui marqua le début de la campagne des révisionnistes contre le marxisme. Pendant la première guerre mondiale (1914-1918), *Die Neue Zeit* adopta une position centriste et soutint en fait les social-chauvins. — P. 43.

25. *Doumbadzé*, général Cent-Noirs de l'armée tsariste ; commandant militaire de la ville de Yalta, il se fit remarquer par sa cruauté et par ses exactions contre la population civile.

« *Le musée de Riga* », chambre de torture où la police de Riga interrogeait les prévenus. Quand les agissements de la police eurent été révélés par la presse, le gouvernement tsariste tenta de nier les sévices dont elle s'était rendu coupable et déclara que les instruments de torture qui se trouvaient au siège de la police de Riga étaient « destinés à un musée ». D'où le surnom de « musée de Riga » donné à ce triste local. — P. 44.

26. *La loi du 11 (24) décembre 1905*, loi selon laquelle fut élue la première Douma. Elle instituait quatre collèges : le collège agraire (gros propriétaires fonciers), le collège urbain (bourgeoisie), le collège ouvrier et le collège paysan. Une voix de gros propriétaire foncier valait 3 voix de bourgeois des villes, 15 voix de paysans et 45 voix d'ouvriers. Cette loi assurait à une poignée de gros propriétaires fonciers et de capitalistes une énorme majorité à la Douma. — P. 43.

27. Allusion à l'« Introduction » d'Engels à la brochure de Marx *La lutte de classe en France*. (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies, Editions du Progrès, Moscou 1964, pp. 114-136.) — P. 44.

28. *Streltsov R.*, social-démocrate révisionniste. — P. 44.

29. « *Frankfurter Zeitung* », quotidien allemand paraissant à Francfort-sur-le-Main depuis 1856. — P. 46.

30. *Les octobristes*, membres du parti de l'« Union du 17 octobre », créé en Russie après la publication du manifeste du tsar du 17 octobre 1905. C'était un parti contre-révolutionnaire qui représentait et défendait les intérêts de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers de type capitaliste. Il avait à sa tête Alexandre Goutchkov, industriel connu possédant de nombreux immeubles à Moscou, et un riche propriétaire foncier Michel Rodzianko. Les octobristes soutenaient sans réserve la politique intérieure et extérieure du gouvernement tsariste. — P. 46.

31. *Parti de la rénovation pacifique*, organisation monarchiste constitutionnelle de la grosse bourgeoisie et des propriétaires fonciers ; définitivement mise sur pied en 1906 par des octobristes de «gauche» et des cadets de droite. Par son programme, ce parti était proche des octobristes; il défendait les intérêts de

la bourgeoisie industrielle et commerçante et des propriétaires terriens gérant leur domaine de façon capitaliste. — P. 46.

32. Allusion aux pourparlers que les cadets avaient mené avec Trépov (vice-ministre de l'Intérieur) sur l'éventualité de la formation d'un ministère cadet. — P. 47.

33. Cet article était destiné à mettre les social-démocrates polonais au courant des divergences existant à l'intérieur du P.O.S.D.R. Il fut publié dans le numéro 2 de la revue *Przeglad Socjaldemokratyczny* (avril 1908).

« *Przeglad Socjaldemokratyczny* » [Revue social-démocrate], revue éditée par les social-démocrates polonais à Cracovie. Rosa Luxembourg y participait régulièrement. Le *Przeglad* est paru de 1902 à 1904 et de 1908 à 1910. — P. 48.

34. « *Stolitchnaïa Potchta* » [Le Courrier de la Capitale], quotidien publié à Pétersbourg d'octobre 1906 à février 1908 ; il fut d'abord l'organe des cadets de gauche, puis, à partir de février 1907, il devint la tribune du Groupe du Travail. Interdit par le gouvernement tsariste. — P. 48.

35. Voir K. Marx et F. Engels « Coups d'œil sur la situation internationale. III. De mai à octobre ». — P. 50.

36. *Socialistes-révolutionnaires*, parti petit-bourgeois russe ; né fin 1901-début 1902 de l'union de divers groupes et cercles populistes. Les socialistes-révolutionnaires ne voyaient pas de différence de classe entre le prolétariat et les petits propriétaires, masquaient la stratification sociale et les contradictions internes de la paysannerie, niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution. La tactique du terrorisme individuel que les socialistes-révolutionnaires prônaient comme la méthode fondamentale de lutte contre l'autocratie causait un grand préjudice au mouvement révolutionnaire et compliquait la tâche d'organisation des masses en vue de la lutte.

Le programme agraire des socialistes-révolutionnaires prévoyait l'abolition de la propriété privée de la terre, la mise de cette terre à la disposition des communautés rurales, l'application du « principe du travail », la « jouissance égalitaire » de la terre et le développement des coopératives. Dans ce programme, dit de « socialisation des terres », il n'y avait en réalité rien de socialiste. Dans l'analyse qu'il en a donnée, Lénine prouve que la conservation de la production marchande et de l'exploitation privée de la terre commune n'empêche pas le capital de régner en maître, ne sauve pas les paysans de la ruine et de l'exploitation ; en régime capitaliste, la coopération ne peut sauver non plus les petits paysans, car elle favorise l'enrichissement de la bourgeoisie rurale. En même temps, Lénine notait que tout en n'étant pas socialiste, la revendication d'une jouissance égalitaire du sol avait, sur le plan historique, un caractère

révolutionnaire démocratique progressiste, dans la mesure où elle était dirigée contre la grosse propriété foncière réactionnaire.

Le Parti bolchevique dénonça les tentatives des socialistes-révolutionnaires de se faire passer pour socialistes, lutta opiniâtrement pour soustraire la paysannerie à leur influence, montra à quel point leur tactique de terrorisme individuel était néfaste pour le mouvement ouvrier. Sous certaines conditions, cependant, les bolcheviks passaient des accords temporaires avec les socialistes-révolutionnaires pour lutter contre le tsarisme.

L'hétérogénéité de classe de la paysannerie conditionnait l'instabilité politique et idéologique et le flottement de l'organisation des socialistes-révolutionnaires, leurs hésitations perpétuelles entre la bourgeoisie libérale et le prolétariat. Dès la première révolution russe, le parti s'était scindé en une aile droite, qui avait créé le Parti (légal) socialiste populiste du travail, proche des cadets, et une aile gauche, qui avait formé l'alliance semi-anarchiste des « maximalistes ». Pendant la période de la réaction stolypinienne, le parti socialiste-révolutionnaire connut une faillite totale sur le plan de l'organisation et des idées. Pendant la première guerre mondiale, la majorité des socialistes-révolutionnaires adoptèrent des positions social-chauvines.

Après la victoire de la révolution démocratique bourgeoise de février 1917, les socialistes-révolutionnaires furent, avec les mencheviks et les cadets, le principal soutien du Gouvernement provisoire contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers ; les leaders du parti (Kérenski, Avksentiev, Tchernov) firent d'ailleurs partie de ce gouvernement. Le parti socialiste-révolutionnaire refusa de soutenir les paysans qui réclamaient l'abolition de la grosse propriété foncière et se prononça pour le statu quo dans ce domaine ; les ministres socialistes-révolutionnaires ordonnèrent des expéditions punitives contre les paysans qui s'étaient emparés des terres des propriétaires fonciers.

Fin novembre 1917, l'aile gauche créa le parti indépendant des socialistes-révolutionnaires de gauche. Les socialistes-révolutionnaires de gauche, désireux de garder leur influence sur la paysannerie, reconnurent formellement le pouvoir soviétique et passèrent des accords avec les bolcheviks, mais commencèrent bientôt à lutter contre les Soviets.

Au moment de la guerre civile et de l'intervention étrangère, les socialistes-révolutionnaires se livrèrent à des activités subversives, soutinrent activement les interventionnistes et les généraux blancs, participèrent à des complots contre-révolutionnaires, organisèrent des attentats contre des personnalités du gouvernement soviétique et du Parti communiste. Après la guerre civile, ils poursuivirent leurs activités hostiles au gouvernement soviétique à l'intérieur du pays et au sein de l'émigration blanche. — P. 50.

37. *Le III^e Congrès du P.O.S.D.R.* se tint à Londres du 12 au 27 avril (25 avril-10 mai) 1905. Il avait été préparé et convoqué

par les bolcheviks sous la direction de Lénine. Ce fut le premier congrès bolchevique.

L'ordre du jour, mis au point par Lénine, était le suivant : I) *Rapport du Comité d'organisation.* II) *Questions tactiques* : 1) insurrection armée ; 2) attitude vis-à-vis de la politique du gouvernement à la veille et au moment de la révolution (ce point était consacré à deux problèmes : a) attitude à l'égard de la politique du gouvernement à la veille de la révolution ; b) gouvernement révolutionnaire provisoire ; 3) attitude à adopter à l'égard du mouvement paysan. III) *Questions d'organisation* : 4) relations entre ouvriers et intellectuels dans les organisations du parti ; 5) statuts du parti. IV) *Rapports avec les autres partis et courants* : 6) attitude à adopter vis-à-vis de la fraction détachée du P.O.S.D.R. ; 7) attitude à l'égard des organisations social-démocrates nationales ; 8) attitude à l'égard des libéraux ; 9) accords pratiques avec les socialistes-révolutionnaires.

V) *Problèmes internes de la vie du parti* : 10) propagande et agitation. VI) *Les rapports des délégués* : 11) rapport du Comité central ; 12) rapports des délégués des comités locaux. VII) *Elections* : 13) élections ; 14) lecture des résolutions et des procès-verbaux du congrès et mise en place des nouveaux responsables.

Lénine avait rédigé avant le congrès des projets de résolutions sur toutes les questions importantes. Il avait défendu ces projets dans ses articles du journal *Vpériod.* Au congrès même, il intervint sur le problème de l'insurrection armée, sur la participation de la social-démocratie au gouvernement révolutionnaire provisoire, sur l'attitude envers le mouvement paysan, sur les statuts du parti et sur plusieurs autres questions. Les procès-verbaux ont consigné 138 interventions et propositions de Lénine.

Le congrès modifia les statuts du parti de la manière suivante: a) il adopta le premier paragraphe des statuts sous la forme proposée par Lénine, b) il détermina exactement les droits du Comité central et ses rapports avec les comités locaux ; c) il modifia la structure des organes centraux du parti : au lieu de trois centres (le Comité central, l'Organe central et le Conseil du parti), il n'y eut plus qu'un centre unique, le Comité central.

Sur les travaux et la signification du III^e^ Congrès du parti, voir l'article de Lénine « Le troisième congrès » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 8, pp. 445-452) et le livre *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* (Œuvres, Paris-Moscou, t. 9, pp. 9-139). — P. 54.

38. *La Conférence menchevique de Genève* se déroula parallèlement au III^e^ Congrès du P.O.S.D.R. en avril 1905. En raison du petit nombre des participants (9 comités seulement étaient représentés), les mencheviks dénommèrent leur réunion conférence de militants responsables.

Les décisions de la conférence montrèrent que les mencheviks ne se fixaient pas pour but de travailler à l'extension maximum de la révolution. Ils rejetaient l'hégémonie du prolétariat dans la révolution et la politique d'alliance du prolétariat et de la pay-

sannerie. Ils reconnaissaient comme leader de la révolution démocratique bourgeoise la bourgeoisie libérale, à laquelle, d'après eux, devait revenir le pouvoir après la victoire de la révolution. Les mencheviks niaient la nécessité de la formation d'un gouvernement provisoire révolutionnaire avec participation des social-démocrates.

Dans ses motions sur l'insurrection armée, la conférence ne définit pas les tâches précises qu'impliquait le soulèvement pour le prolétariat, car elle considérait que le parti du prolétariat ne devait pas s'occuper de la préparation de l'insurrection, de peur d'effrayer la bourgeoisie. Elle ne préconisa pas la formation de comités paysans révolutionnaires pour la confiscation des domaines des grands propriétaires ; elle confiait la solution de la question agraire à la future assemblée constituante. Les décisions adoptées par la conférence en matière d'organisation et exprimées dans les « statuts d'organisation », marquaient un recul par rapport au IIe Congrès et un retour à l'époque de l'émiettement et des petits cercles isolés. Les décisions de la Conférence de Genève faisaient apparaître les mencheviks comme travaillant à désarmer la classe ouvrière au double plan de l'idéologie et de l'organisation, à lui inculquer un esprit réformiste, la tendance à faire dépendre sa tactique de celle de la bourgeoisie libérale ; les mencheviks se faisaient ainsi les instruments de l'influence bourgeoise sur la classe ouvrière. — P. 54.

39. Le *Ve Congrès du P.O.S.D.R.* se tint à Londres du 30 avril au 19 mai (13 mai-1er juin) 1907. 336 délégués, à voix délibérative et à voix consultative, y participaient. Ils se répartissaient de la façon suivante : 105 bolcheviks, 97 mencheviks, 57 représentants du Bund, 44 social-démocrates polonais, 29 social-démocrates lettons et 4 « hors-fraction ». Les bolcheviks rallièrent à leurs thèses les Polonais et les Lettons, ce qui leur assura une majorité stable.

Le congrès discuta des problèmes suivants : 1) rapport du Comité central, 2) rapport de la fraction parlementaire et organisation de ce groupe, 3) attitude à l'égard des partis bourgeois, 4) Douma d'Etat, 5) « Congrès ouvrier » et organisations ouvrières sans-parti, 6) syndicats et parti, 7) actions de partisans, 8) chômage, crise économique, lock-outs, 9) problèmes d'organisation, 10) congrès international de Stuttgart (1er mai, militarisme), 11) travail dans l'armée, 12) questions diverses. Une des questions les plus importantes du congrès fut celle de l'attitude à adopter à l'égard des partis bourgeois. Sur ce problème, le rapport fut présenté par Lénine. Sur toutes les questions de principe, le congrès adopta les résolutions bolcheviques. Le Comité central élu par le congrès comprenait 5 bolcheviks, 4 mencheviks, 2 social-démocrates polonais et 1 social-démocrate letton. Parmi les membres suppléants du Comité central, furent élus 10 bolcheviks, 7 mencheviks, 3 social-démocrates polonais et 2 social-démocrates lettons.

Le congrès fut une grande victoire du bolchevisme sur l'aile opportuniste du parti, les mencheviks. Sur le V^e Congrès du P.O.S.D.R., voir l'article de Lénine consacré à l'« Attitude à l'égard des partis bourgeois » (Œuvres, 4^e éd. russe, t. 12, pp. 438-456). — P. 54.

40. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 107 et 110. — P. 57.

41. *Parti socialiste polonais*, parti nationaliste petit-bourgeois fondé en 1893. En 1906, sous l'influence de la révolution russe, il se scinda en deux fractions : la « gauche » du P.S.P. et la « droite » du P.S.P. — P. 60.

42. La *campagne des zemstvos* fut menée de l'automne 1904 à janvier 1905 par les bourgeois libéraux, membres des zemstvos. Elle prit la forme de congrès, de réunions et de banquets au cours desquels on adopta des résolutions et on prononça des discours contenant des revendications constitutionnelles modérées. — P. 63.

43. *Doubassov, F.*, général-gouverneur de Moscou qui réprima l'insurrection armée de décembre 1905. — P. 63.

44. *Manifeste de Vyborg* (ou « Proclamation de Vyborg ») : il s'agit d'un « Appel au peuple des représentants du peuple » dont le texte fut adopté les 9-10 (22-23) juillet 1906 lors d'une conférence tenue à Vyborg après la dissolution de la première Douma d'Etat par environ 200 députés, essentiellement cadets. Cet appel invitait le peuple à opposer une « résistance passive » au gouvernement, à faire la grève de l'impôt et de la conscription tant que le tsar n'aurait pas organisé de nouvelles élections à la Douma. En septembre 1906, le congrès du parti cadet reconnut ouvertement que la « résistance passive était irréalisable en pratique ». — P. 64.

45. *Union de l'« Osvobojdénié »*, organisation libérale monarchiste, fondée en 1904. Elle unit les intellectuels libéraux bourgeois qui se groupaient depuis 1902 autour de la revue *Osvobojdénié* [Libération], publiée à l'étranger, ainsi que des éléments de gauche du mouvement des zemstvos.

L'Union de l'*Osvobojdénié* s'efforçait, par un semblant d'opposition, d'extorquer au tsar des réformes et des concessions favorisant la bourgeoisie russe. En réalité, les membres de l'Union étaient partisans d'une monarchie constitutionnelle ; ils recherchaient une entente avec le gouvernement tsariste, faisant passer leur trahison de la révolution et des intérêts du peuple sous le pavillon de la démocratie.

L'Union de l'*Osvobojdénié* exista jusqu'en octobre 1905. Ses membres constituèrent par la suite le noyau du parti cadet. — P. 64.

46. *La mutinerie de la citadelle de Sveaborg* (près d'Helsingfors) commença dans la nuit du 17 (30) au 18 (31) juillet 1906. L'insurrection éclata spontanément et prématurément, en grande partie sur l'insistance des socialistes-révolutionnaires. Le comité de Pétersbourg du parti, ayant reçu des informations sur la situation à Sveaborg et sur l'éventualité d'une insurrection armée, décida d'envoyer d'urgence à la citadelle une délégation pour essayer d'obtenir que l'action soit retardée. Au cas où sa démarche ne serait pas couronnée de succès, la délégation devait participer de la façon la plus active à la direction de l'insurrection. Le texte de la décision fut rédigé par Lénine. Constatant qu'il était impossible d'empêcher le mouvement, les bolcheviks prirent la direction de l'insurrection, dans la personne des sous-lieutenants Emélianov et Kokhanski, membres de l'organisation militaire du P.O.S.D.R. Sept compagnies d'artillerie (sur dix) prirent une part active au soulèvement. Les mots d'ordre de l'insurrection étaient le renversement de l'autocratie, la liberté pour le peuple, la remise de la terre aux paysans. La classe ouvrière de Finlande apporta son soutien aux insurgés : le 18 (31) juillet, la grève générale éclata à Helsingfors puis gagna les autres villes du pays. L'insurrection dura trois jours. Mais bientôt le manque de préparation fit sentir ses effets, et le 20 juillet (2 août), après le bombardement de la forteresse par des navires de guerre, l'insurrection de Sveaborg fut écrasée. Les insurgés furent traînés devant les tribunaux : 43 d'entre eux furent condamnés à mort et exécutés ; plusieurs centaines furent envoyés au bagne ou mis en prison. — P. 65.

47. *Le projet agraire signé par 104 membres de la Douma* fut déposé par les troudoviks le 23 mai (5 juin) 1906, lors de la 13e séance de la Douma. Le projet voulait instaurer une législation agraire telle que «toute la terre et le sous-sol, les eaux et les forêts deviennent propriété de l'ensemble du peuple ; de plus la terre cultivable ne pourra être cédée qu'à ceux qui l'exploiteront par leur travail » (« La Douma d'Etat en Russie ; procès-verbaux et documents », Moscou 1957, p. 172). Pour cela, le projet réclamait la création d'un « fonds agricole national » qui devait comprendre toutes les terres du Domaine, des apanages, de la Couronne, des monastères et de l'Eglise ; d'autre part, les gros domaines et les autres propriétés foncières privées devaient être expropriés et entrer dans le fonds s'ils dépassaient une norme de travail déterminée pour la région donnée. Le projet prévoyait une indemnité pour les propriétaires expropriés. Les terres communautaires et les petites exploitations devaient pour un temps rester à la disposition de leurs propriétaires, le projet prévoyant cependant leur transformation graduelle en propriété nationale. La réforme agraire devait être mise en œuvre par des comités locaux élus au suffrage universel. Ces revendications exprimaient les intérêts des paysans aisés qui craignaient une abolition immédiate et complète de la propriété foncière privée et qui toléraient le rachat des terres expropriées. Lénine a noté que « le projet des

104 est pénétré de *la crainte* qu'a le petit propriétaire d'accomplir un changement trop brusque, et d'entraîner dans le mouvement de trop grandes masses de la population la plus indigente ». (Œuvres, Paris-Moscou, t. 11, p. 495.) Malgré son inconséquence et son caractère utopique, le projet des 104, comme l'a montré Lénine, servit de programme à la lutte pour la transformation de la partie aisée de la paysannerie asservie en une classe de fermiers libres. — P. 65.

48. Allusion au « *projet de loi agraire fondamentale* » déposé par 33 députés (principalement des troudoviks) de la première Douma d'Etat. Les socialistes-révolutionnaires participèrent directement à la rédaction du « projet des 33 », qui reflète leurs opinions sur le problème agraire. La revendication essentielle de ce projet est l'abolition rapide et complète de la propriété foncière privée, avec proclamation du droit égal de tous les citoyens à exploiter la terre et reconnaissance du principe d'une agriculture communautaire (le repartage égalitaire étant effectué selon une norme de travail et de consommation). Le projet des 33 réclamait plus vigoureusement que les autres projets troudoviks l'abolition de la propriété foncière privée et proposait que les grands domaines fussent expropriés sans rachat.

Le 6 (19) juin, le projet fut discuté par la Douma. Il se heurta à une vive opposition des cadets et fut repoussé par 140 voix contre 78. — P. 65.

49. L'ouvrage de Lénine *La Question agraire en Russie à la fin du XIX^e siècle* fut rédigé en 1908 pour le dictionnaire encyclopédique édité par les frères Granat, mais il ne fut pas publié à cause de la censure. Il fut édité pour la première fois à Moscou en 1918 sous forme de brochure par les éditions « Jizn i Znanié » (La Vie et la Science).

Pour cet ouvrage Lénine utilisa les données statistiques et les tableaux dont il s'était déjà servi dans son livre *Le développement du capitalisme en Russie* et dans « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 3 et Paris-Moscou, t. 13, pp. 227-450). — P. 67.

50. Il s'agit de *La statistique de la propriété foncière en 1905. Recueil de données portant sur 50 provinces de la Russie d'Europe.* Saint-Pétersbourg, édition du Bureau central de la statistique du ministère de l'Intérieur, 1907. — P. 69.

51. Allusion à l'article de N. Roubakine « Notre bureaucratie dirigeante en chiffres », publié dans le journal *Syn Otétchestva* [Le Fils de la Patrie], n° 54, 20 avril (3 mai) 1905. — P. 73.

52. *Tchinchéviks* (censitaires), paysans ou citadins, étaient des fermiers à titre héréditaire qui payaient le droit de posséder et d'utiliser la terre en versant au propriétaire en titre un *cens*, c'est-à-dire une redevance en argent ou en nature ; le non-acquit-

tement de ce cens entraînait la remise de la terre à un autre fermier. Cette forme de dépendance féodale était la plus répandue en Europe occidentale; dans l'empire russe, on pouvait principalement trouver ce type de rapports en Pologne, en Lituanie, en Ukraine et en Biélorussie. Le rachat des redevances du cens et des terres qui y étaient astreintes dura en Russie jusqu'au début du XXe siècle.

Rezechs, petits propriétaires paysans de Moldavie et de Bessarabie.

Teptiars, Néo-Bachkirs qui avaient quitté l'Oural et la région de la Volga pour venir s'installer en Bachkirie. — P. 75.

53. Il s'agit du *Recueil de stattstiques pour la province de Saratov.* Tome I, district de Saratov. Edition du zemstvo de la province de Saratov, 1883. — P. 75.

54. *Détenteurs gratuits*, ceux des anciens paysans seigneuriaux auxquels les gros propriétaires cédèrent gratuitement (sans rachat) à la réforme de 1861, une parcelle misérable égale au quart de la superficie du lot « supérieur » ou « réglementaire », c'est-à-dire correspondant à ce que prévoyait la loi pour la région donnée. Les propriétaires reprirent le reste des terres que les paysans détenaient autrefois et, de la sorte, même après l'abolition du servage, maintinrent dans la servitude les « détenteurs gratuits », dépossédés d'office.

Pleins propriétaires, anciens paysans seigneuriaux qui avaient racheté leur lot avant terme et jouissaient du droit de propriété privée de la terre. Ces pleins propriétaires formaient une minorité relativement peu nombreuse, la plus aisée parmi la paysannerie.

Paysans du Domaine avec possession communautaire : ces paysans n'avaient pas droit à la propriété privée de la terre ; ils utilisaient les champs et autres terres dans le cadre de la possession communautaire.

Paysans du Domaine avec possession d'un tchetvert : descendants des militaires subalternes (nobliaux astreints à servir, cosaques, streltsy, dragons, soldats, etc.) qui défendaient les confins sud et sud-est de la Moscovie. En récompense de leurs services, le tsar leur avait accordé des lots de terre d'une superficie d'un *tchetvert* (la moitié d'une déciatine), sur lesquels ils vivaient par feux isolés d'où leur autre nom d'*odnodvortsy* (des mots « dvor » cour, feu, et « odin » seul, isolé). Outre la possession d'un *tchetvert*, la possession communautaire apparut aussi chez cette catégorie de paysans.

Les odnodvortsy, qui étaient personnellement libres, occupèrent longtemps une situation intermédiaire entre nobles et paysans ; ils avaient le droit d'acheter des serfs. Sous le règne de Pierre Ier ils furent transformés en paysans du Domaine, et leurs terres devinrent propriété d'Etat. Mais en fait, ils disposaient de leur *tchetvert* comme s'il était leur propriété privée ; c'est ce qui les distinguait des paysans du Domaine à

possession communautaire qui n'avaient pas le droit d'acheter, de vendre ou de transmettre par héritage les terres qu'ils occupaient.

Paysans du Domaine ex-seigneuriaux : paysans acquis par le Trésor à des particuliers ou remis au Trésor, etc.

Bien que paysans du Domaine, ils bénéficiaient de droits moindres ; en 1859, à la veille de la réforme de 1861, ces droits furent alignés sur ceux des autres paysans, mais certaines différences subsistèrent.

Libres laboureurs : paysans libérés du servage en vertu de la loi du 20 février 1803. Cette loi autorisait les gros propriétaires fonciers à accorder aux paysans la liberté et de la terre aux conditions fixées par les propriétaires eux-mêmes. — P. 75.

55. *La communauté rurale en Russie* était une forme d'exploitation commune de la terre par les paysans ; elle incluait la rotation obligatoire des cultures et la possession indivise des forêts et pâturages. La communauté russe présentait les particularités suivantes : la caution solidaire (les paysans étaient collectivement responsables du versement intégral et dans les délais des paiements en espèces et de l'exécution des diverses corvées dues à l'Etat et aux gros propriétaires fonciers) ; la terre était régulièrement redistribuée, les paysans n'avaient pas le droit de la refuser, il leur était interdit d'en acheter et d'en vendre.

Les gros propriétaires fonciers et le gouvernement utilisaient la communauté rurale pour renforcer le joug féodal et extorquer au peuple indemnités de rachats et redevances. — P. 76.

56. Cette réforme consista dans l'abolition du servage en Russie, en 1861. — P. 76.

57. Il s'agit de l'ouvrage *Beiträge zur Kenntnis des Russischen Reiches und der angränzenden Länder Asiens.* Auf Kosten der Kaisern. Akademie der Wissenschaften herausgegeben von K.E. Baer und Helmersen, St. Petersburg, 1845. (Esquisses d'une étude de l'Etat russe et des pays d'Asie limitrophes. Edité aux frais de l'Académie impériale des sciences sous la direction de K.E. Baer et Helmersen. Saint-Pétersbourg, 1845.) — P. 81.

58. Le titre complet de ce livre est *Le travail salarié libre dans les exploitations agricoles privées et les migrations d'ouvriers, à la lumière des statistiques économiques portant sur l'agriculture et l'industrie de la Russie d'Europe.* L'auteur du livre est S. Korolenko. Le livre a été édité à Saint-Pétersbourg en 1892 (Informations agricoles et statistiques basées sur les matériaux fournis par les exploitants, fascicule V). — P. 84.

59. *Skopchtchina* : nom donné dans les régions du sud de la Russie tsariste à un type de fermage usuraire payé en nature : le fermier donnait au propriétaire une partie de la récolte (la moitié et parfois davantage) et en plus, il était astreint à certaines redevances. — P. 87.

60. « *Le hobereau sauvage* », personnage d'un conte de Saltykov-Chtchédrine. — P. 89.

61. Les livres dont il est question sont les suivants :
1) V. Orlov : *Les formes de l'exploitation paysanne dans la province de Moscou*, Edition du zemstvo de la province de Moscou, 1879 (Recueil de statistiques sur la province de Moscou, tome IV, fasc. 1).
2) V. Trirogov : *La communauté rurale et les impôts* (Recueil de recherches), Saint-Pétersbourg, 1882.
3) Johannes Keussler : *Zur Geschichte und Kritik des bäuerlichen Gemeindebesitzes in Russland*, Teil 1-3, 1876-1877 (Contribution à l'histoire et à la critique de la propriété foncière communautaire en Russie, parties 1-3; 1876-1877).
4) V.V. « La communauté paysanne » (voir *Bilans d'une étude économique de la Russie d'après les données de la statistique des zemstvos*, tome I, Moscou, 1892).
V.V. était le pseudonyme de V. Vorontsov, un des idéologues du populisme libéral des années 80-90 du XIX^e^ siècle. — P. 93.

62. *Ames recensées* : population masculine de la Russie féodale astreinte à payer la taille (principalement les paysans et les petits bourgeois). Cette population était de ce fait l'objet de recensements particuliers. Le premier de ces recensements eut lieu en 1718, le dixième et dernier en 1857-1859 ; dans certains districts, c'est sur la base de ces recensements que se faisait la redistribution de la terre communautaire. — P. 94.

63. « *Séverny Vestnik* » [Le Courrier du Nord], revue littéraire, théorique et politique de tendance libérale ; parut à Pétersbourg de 1885 à 1898. Pendant les premières années, la revue publia des articles des populistes N. Mikhaïlovski, S. Ioujakov, V. Vorontsov, S. Krivenko, etc. A partir de 1891, elle devint en fait l'organe des symbolistes et des décadents russes et prêcha l'idéalisme et le mysticisme. — P. 94.

64. Il s'agit de l'ouvrage de N. Karychev : « Les affermages paysans sur des terres non concédées » (voir *Bilans d'une étude économique de la Russie d'après les données de la statistique des zemstvos* », tome 2, Derpt 1892). — P. 98.

65. *Nik.-on*, pseudonyme de N.F. Danielson, un des idéologues du populisme libéral des années 80-90 du XIX^e^ siècle. — P. 99.

66. *Louée d'hiver*, c'est en hiver que les gros propriétaires fonciers et les koulaks embauchaient les paysans en vue des travaux d'été. En hiver, en effet, les paysans étaient particulièrement à court d'argent, ce qui permettait aux koulaks de les embaucher à un taux extrêmement bas. — P. 100.

67. Il s'agit de l'ouvrage *Evaluations sur la propriété foncière paysanne dans les districts de Zemliansk, Zadonsk, Korotoïak et*

Nijnédévitsk. Supplément aux tomes III, IV, V, VI du *Recueil de statistiques sur le gouvernement de Voronèje*, Edition du zemstvo du gouvernement de Voronèje, 1889. — P. 111.

68. L'essai de D. Jbankov « Le pays des femmes » fut publié dans le livre *Statistiques pour la province de Kostroma*, fascicule 8, Edition du Bureau de la statistique de la province de Kostroma, 1891. — P. 113.

69. Lénine veut parler de l'ouvrage de Drechsler H. *Die Bäuerlichen Zustände in einigen Theilen der Provinz Hannover* (Situation des paysans dans certaines régions de la province du Hanovre). Voir « Schriften des « Vereins für Sozialpolitik ». XXIV. 1883. « Bäuerliche Zustände in Deutschland » Berichte veröffentlicht vom Verein für Sozialpolitik. Dritter Band (Actes de la Société de politique sociale. XXIV. 1883. Situation des paysans en Allemagne. Compte rendu publié par la Société de politique sociale. Tome troisième). — P. 116.

70. « *Vestnik Evropy* » [Le Courrier de l'Europe], revue mensuelle historique et politique de tendance libérale bourgeoise publiée à Pétersbourg de 1866 à 1918. Y parurent des articles dirigés contre les marxistes révolutionnaires. Elle eut pour rédacteur-éditeur jusqu'en 1908 M. Stassioulévitch. — P. 118.

71. Ces données se trouvent dans le *Recueil de statistiques pour la province de Samara*, tome 8, fascicule I, Samara, édition du zemstvo de la province de Samara, 1892. — P. 124.

72. Référence à l'article de M. Ouvarov « Influence des industries employant des ouvriers saisonniers émigrés sur la situation sanitaire de la Russie ». Cet article a été publié dans la *Revue d'hygiène sociale et de médecine légale et pratique*, juillet 1896. — P. 125.

73. Les chiffres cités ici par Lénine se trouvent dans l'article de N. Roudnev sur les *Petites industries paysannes en Russie d'Europe*, paru dans le *Recueil du zemstvo de Saratov*, nos 6 et 11, 1894. — P. 126.

74. Référence au livre de N. Téziakov sur les *Ouvriers agricoles et l'organisation d'un contrôle médical de ces ouvriers dans la province de Kherson*, Kherson, édition du département agricole de la province de Kherson, 1896. — P. 129.

75. Ces chiffres sont cités dans le livre de N. Blagovechtchenski : *Les informations de statistique économique d'après les recensements des zemstvos par feu.* Tome I, Moscou 1893. — P. 139.

76. K. Marx, *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, Paris, 1962, pp. 160-170 et *Théorie de la plus-value*, partie II. — P. 145.

77. *Gesindeordnung* (Décret sur la domesticité), une des nombreuses lois qui furent promulguées en Prusse pour priver de tous

leurs droits les ouvriers agricoles. La *Gesindeordnung*, qui date de 1854, stipule que si les ouvriers agricoles tentent d'organiser une grève, ils sont passibles de prison. — P. 146.

78. K. Marx, *Théorie de la plus-value*, partie II. — P. 148.

79. Il s'agit des mutineries de Sveaborg (voir la note 46) et de Cronstadt. L'insurrection des soldats et matelots de Cronstadt commença le 19 juillet (1er août) 1906, lorsque fut connue la révolte de Sveaborg. Au cours du printemps et de l'été 1906, les bolcheviks avaient préparé à l'insurrection armée les ouvriers, les matelots et les soldats de Cronstadt. Mais le 9 (22) juillet, la majeure partie de l'organisation ouvrière et militaire du P.O.S.D.R. fut arrêtée, ce qui gêna considérablement les préparatifs de l'insurrection. Cependant, les bolcheviks qui avaient réussi à échapper à la police continuèrent, avec l'aide du comité de Pétersbourg et de son représentant Manouilski, à se préparer au soulèvement tout en s'opposant aux socialistes-révolutionnaires qui voulaient déclencher une action prématurée. Au moment où éclata le mouvement spontané de Sveaborg, les préparatifs n'étaient pas terminés à Cronstadt. Par suite des événements de Sveaborg, l'insurrection de Cronstadt dut pourtant commencer avant le moment prévu. Les bolcheviks dirigèrent l'insurrection en s'efforçant de lui donner au maximum le caractère d'une action organisée. A un signal convenu, les mineurs, les sapeurs, les soldats de la compagnie des mines électriques et les matelots de la première et de la seconde division de la flotte se soulevèrent presque simultanément ; une partie des ouvriers armés se joignit à eux. Mais le gouvernement, qui avait été renseigné par des provocateurs sur le moment où devait éclater l'insurrection, avait pu se préparer au combat. L'action désorganisatrice des socialistes-révolutionnaires contribua également à empêcher le succès du soulèvement qui fut écrasé le 20 juillet (2 août) au matin.

Le 20 juillet (2 août), le comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. lança un ordre de grève générale politique pour soutenir les insurrections de Sveaborg et de Cronstadt. Mais quand il eut appris le lendemain l'écrasement de ces insurrections, le Comité de Pétersbourg annula son mot d'ordre.

Le gouvernement tsariste déclencha une répression féroce. Plus de 2 500 participants à la révolte de Cronstadt furent arrêtés. Trente-six personnes furent condamnées à mort par le tribunal militaire et exécutées, cent trente furent envoyées au bagne, trois cent seize furent emprisonnées et neuf cent trente-cinq envoyées dans des bataillons disciplinaires. — P. 156.

80. « *Révolioutsionnaïa Mysl* » [La Pensée Révolutionnaire], organe d'un groupe de socialistes-révolutionnaires, parut à l'étranger d'avril 1908 à décembre 1909. Eut six numéros. — P. 157.

81. « *Znamia Trouda* » [L'Etendard du Travail], organe central du parti socialiste-révolutionnaire ; parut de juillet 1907 à avril 1914 à Paris.. — P. 157.

82. « *Iskra* » [L'Etincelle], premier journal marxiste illégal s'adressant à l'ensemble de la Russie, fondé par Lénine en 1900, et qui joua un rôle décisif dans la constitution d'un parti marxiste révolutionnaire de la classe ouvrière de Russie. Après le IIe Congrès du P.O.S.D.R., les mencheviks mirent la main sur l'*Iskra*, qui, à partir de novembre 1903 (numéro 52) devint leur organe. Dès lors, on distingua dans le parti la *vieille* « *Iskra* » léniniste et bolchevique de la *nouvelle* « *Iskra* » menchevique et opportuniste. — P. 161.

83. *9 janvier 1905*, ce jour-là, le tsar fit tirer sur une manifestation pacifique d'ouvriers de Pétersbourg, conduite par le pope Gapone, qui se rendait au Palais d'Hiver pour remettre une pétition au tsar. Pour riposter au massacre des ouvriers désarmés, des grèves politiques de masse et des manifestations éclatèrent dans toute la Russie avec comme mot d'ordre « A bas l'autocratie ». Les événements du 9 janvier marquèrent le début de la révolution de 1905-1907. — P. 161.

84. Allusion au féroce régime policier instauré en Russie en 1902 par le ministre de l'Intérieur Plehve pour lutter contre le mouvement révolutionnaire. Plehve s'efforçait de désagréger le mouvement ouvrier au moyen de provocations et en corrompant politiquement les plus instables des ouvriers arriérés. — P. 162.

85. L'exposé sur *Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe*, constitue un bref résumé de l'ouvrage *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe* de 1905-1907 (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 227-450). Il fut rédigé par Lénine pour mettre les social-démocrates polonais au courant des divergences existant au sein du P.O.S.D.R. sur la question agraire et publié dans le numéro 6 de la revue *Przeglad Socjaldemokratyczny* (août 1908). — P. 167.

86. *John*, il s'agit du menchevik P. Maslov. — P. 172.

87. *Kostrov*, pseudonyme de N. Jordania, leader des mencheviks caucasiens. — P. 172.

88. « *Obrazovanié* » [L'Enseignement], revue mensuelle de littérature, de vulgarisation scientifique et d'information sociale et politique ; publiée à Pétersbourg de 1892 à 1909. Entre 1902 et 1908, cette revue publia des articles de social-démocrates. — P. 172.

89. Voir Karl Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre 3, t. 3, pp. 9-10. — P. 174.

90. K. Marx, *Théorie de la plus-value*, partie II. — P. 175.

91. « *Zaria* » [L'Aurore], revue théorique et politique marxiste, publiée légalement en 1901-1902 à Stuttgart par la rédaction de l'*Iskra*. La *Zaria* eut 4 numéros en 3 fascicules. — P. 179.

92. « *Jizn* » [La Vie], revue mensuelle éditée à Pétersbourg de 1897 à 1901 ; à partir de 1902, la revue fut éditée à l'étranger. Depuis 1899, elle était l'organe des « marxistes légaux ». — P. 179.

93. Voir *le Capital* de Marx, Editions Sociales, Paris 1960, livre 3, t. 3, pp. 189-192, 187-189, 186-187. — P. 181.

94. Voir *le Capital* de Marx, Editions Sociales, Paris 1960, livre 3, t. 3, pp. 178-186. — P. 182.

95. Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Editions Sociales, Paris, 1962, pp. 160-170. — P. 182.

96. Karl Marx, *Théorie de la plus-value*, partie II. — P. 182.

97. Lénine cite une lettre de Marx à Kugelman datée du 12 avril 1871. — P. 190.

98. *Liakhov V.*, colonel de l'armée tsariste qui commandait les troupes russes qui écrasèrent le mouvement national révolutionnaire persan en 1908. — P. 195.

99. « *Justice* », hebdomadaire paraissant à Londres de janvier 1884 au début de 1925 ; organe de la Fédération social-démocrate, puis, à partir de 1911, du Parti socialiste britannique. De février 1925 à décembre 1933, le journal parut sous le titre de *Social-Démocrate*. — P. 196.

100. Cette note fut publiée dans le *Prolétari* comme post-face à l'essai « Piotr Maslov corrige les ébauches de Karl Marx » (voir *Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907* » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 313-321). — P. 202.

101. *Famoussov*, personnage de la comédie de Griboédov *Le malheur d'avoir trop d'esprit*. — P. 203.

102. *Le Congrès international socialiste de Stuttgart* (VII[e] Congrès de la II[e] Internationale) s'est tenu du 18 au 24 août 1907.

Y assistaient 886 délégués mandatés par les partis socialistes et les syndicats.

Le Congrès s'occupa des questions suivantes : 1) militarisme et conflits internationaux ; 2) rapports entre partis politiques et syndicats ; 3) question coloniale ; 4) immigration et émigration des ouvriers et 5) droit de vote des femmes.

Le plus gros du travail fut effectué dans les commissions, où s'élaboraient les projets de résolution pour les séances pléniè-

res. Lénine faisait partie de la commission qui étudiait la question du militarisme et des conflits internationaux. Lors de la discussion du projet de résolution présenté par A. Bebel, Lénine réussit, par ses amendements, qui bénéficièrent du soutien des représentants de la social-démocratie polonaise, à infléchir nettement ce projet dans un sens marxiste révolutionnaire.

L'adoption de la résolution sur « Le militarisme et les conflits internationaux » représenta une victoire considérable de l'aile révolutionnaire du mouvement ouvrier international sur les opportunistes.

Pour plus de détails, voir les articles de Lénine « Le Congrès international socialiste de Stuttgart » (Œuvres, Paris-Moscou, t. 13, pp. 74-81 et 82-94). — P. 205.

103. La question du militarisme fut débattue à tous les congrès internationaux mentionnés par Lénine.

Le Congrès de Paris adopta une motion exigeant la substitution de l'armement du peuple aux armées permanentes et la consolidation de la paix entre les peuples, et faisant un devoir aux socialistes de voter contre les crédits militaires. Elle mettait en rapport direct la lutte pour la paix et la lutte pour le socialisme.

Au Congrès de Bruxelles, ce furent Wilhelm Liebknecht et Edouard Vaillant qui furent chargés de présenter les rapports sur l'attitude de la classe ouvrière envers le militarisme. A la suite du rapport de Liebknecht fut adoptée une résolution qui appelait à protester contre toutes les tentatives de préparation d'une guerre et soulignait que seule l'instauration de la société socialiste, dans laquelle sera mis un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, apporterait la paix aux hommes et les délivrerait du militarisme. Mais ni le rapport, ni la résolution proposée par Liebknecht ne contenaient de mesures concrètes pour la lutte contre le militarisme et la guerre.

Au Congrès de Zürich, à l'issue du débat sur la question de la guerre qui avait été ouvert par un rapport de Georges Plékhanov, fut adoptée une résolution reprenant pour l'essentiel le contenu de celle de Bruxelles. Le point le plus important et le plus juste politiquement était celui qui faisait aux partis socialistes un devoir de voter contre les crédits militaires.

Mais c'est le Congrès de Stuttgart qui devait examiner de la façon la plus circonstanciée la question du militarisme et de la tactique antimilitariste. — P. 205.

104. « *Le Peuple* », quotidien, organe central du Parti ouvrier belge (réformiste) ; fondé en 1884, paraît à Bruxelles. — P. 211.

105. L'article « Une manifestation pacifiste des ouvriers anglais et allemands » fut écrit par Lénine à l'occasion d'un meeting qui eut lieu à Berlin le 7 (20) septembre 1908 pour protester contre le danger de guerre, qui ne cessait de s'accroître. Cet article, destiné au numéro 36 du *Prolétari*, ne fut pas publié. — P. 216.

106. « Le message des ouvriers de Grande-Bretagne aux ouvriers d'Allemagne » fut publié dans le n° 222 du *Vorwärts* du 22 septembre 1908 sous le titre « Die Arbeiter Britanniens an die Arbeiter Deutschlands ».

Vorwärts [En avant], quotidien, organe central du Parti social-démocrate allemand ; parut à Berlin à partir de 1891. Dans ses colonnes, Engels mena la lutte contre toutes les manifestations d'opportunisme. A partir de la deuxième moitié des années 90, c'est-à-dire après la mort d'Engels, le *Vorwärts* passa sous le contrôle de l'aile droite du parti et publia systématiquement les articles des opportunistes. Après la Révolution d'Octobre, se livra à de la propagande antisoviétique. Parut à Berlin jusqu'en 1933. — P. 219.

107. *Balalaïkine*, personnage d'un roman de Saltykov-Chtchédrine intitulé *Une idylle de notre temps* ; il s'agit d'un libéral, beau parleur et menteur. — P. 223.

108. Citation du poème de Nékrassov *Pour qui fait-il bon vivre en Russie ?* — P. 224.

109. *Narodnaïa Volia* [Volonté du Peuple], organisation illégale des populistes, intellectuels de tendance révolutionnaire, créée en 1879 pour lutter contre l'autocratie tsariste et qui subsista jusqu'au milieu des années 80. — P. 226.

110. Il est question d'un mouvement étudiant qui partit de Pétersbourg à l'automne de 1908. Il avait pour prétexte la politique réactionnaire suivie par le ministre de l'Instruction publique A. Schwartz, qui avait lancé une campagne contre les vestiges de l'autonomie universitaire et se fixait pour but d'anéantir toutes les libertés étudiantes conquises en 1905. — P. 228.

111. Allusion à la décision du comité de Pétersbourg du P.O.S.D.R. publiée dans la rubrique « La vie du parti » du *Prolétari* numéro 36, en date du 3 (16) octobre 1908. Le comité de Pétersbourg appelait les groupes d'étudiants social-démocrates à se désolidariser publiquement de l'appel du conseil coalisé des étudiants et à subordonner le mouvement estudiantin aux objectifs de la social-démocratie dans la lutte de l'ensemble du peuple contre le tsarisme. — P. 233.

112. « *Leipziger Volkszeitung* » [Journal populaire de Leipzig], organe de l'aile gauche de la social-démocratie allemande. Le journal parut quotidiennement de 1894 à 1933 ; il eut un certain temps pour rédacteurs Franz Mehring et Rosa Luxembourg. De 1917 à 1922, il fut l'organe des « Indépendants », puis, après 1922, des social-démocrates de droite. — P. 237.

113. *Traité de Berlin*, pacte ratifié le 13 juillet 1878 à l'issue d'un congrès réuni après la guerre russo-turque de 1877-1878 et qui groupait des représentants de la Russie, de l'Angleterre, de

l'Autriche-Hongrie, de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Turquie. — P. 239.

114. « *Sozialistische Monatshefte* » [Mensuel socialiste], revue, principal organe des opportunistes allemands et l'un des porte-parole du révisionnisme international. Parut à Berlin de 1897 à 1933. Durant la guerre de 1914-1918, la revue adopta des positions social-chauvines. — P. 241.

115. « *Novoïé Vrémia* » [Temps Nouveau], quotidien qui parut à Pétersbourg de 1868 à octobre 1917. Eut plusieurs éditeurs et modifia à maintes reprises son orientation politique. Journal modéré au début, il devint à partir de 1876, avec A. Souvorine comme éditeur, l'organe des nobles réactionnaires et des cercles bureaucratiques. A partir de 1905, le *Novoïe Vrémia* fut l'un des organes des Cent-Noirs. Après la révolution de Février 1917, le journal apporta son soutien total à la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire et mena une campagne effrénée contre les bolcheviks. Il fut interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire près le Soviet de Petrograd. Lénine disait de ce journal qu'il était le type même du journal vendu. — P. 241.

116. *Pougatchev, Emélian* (1742-1775) ; chef de la jacquerie qui eut lieu en Russie de 1773 à 1775. — P. 241.

117. *Bureau Socialiste International*, organe permanent d'information et d'exécution de la Deuxième Internationale. La décision de créer un Bureau Socialiste International groupant les représentants des partis socialistes de tous les pays fut prise au congrès de Paris de la Deuxième Internationale (septembre 1900). Les représentants des social-démocrates russes au Bureau Socialiste International étaient Plékhanov et Kritchevski. A partir de 1905, Lénine fut membre du bureau en qualité de représentant du P.O.S.D.R. Il mena une lutte impitoyable contre l'opportunisme des dirigeants de la Deuxième Internationale. Le bureau cessa son activité en 1914. — P. 247.

118. Référence aux bulletins suivants édités à l'étranger :

La Tribune Russe, bulletin du parti socialiste-révolutionnaire édité à Paris en français de janvier 1904 à décembre 1909 et d'octobre 1912 à juillet 1913.

Russischen Bulletin [Le Bulletin russe], édité à Berlin par un groupe de mencheviks de 1907 à 1916. — P. 248.

119. *Bureau du Comité central à l'étranger*, créé à la session du Comité central du P.O.S.D.R. d'août 1908 ; il s'agissait d'un organisme chargé de représenter l'ensemble du parti à l'étranger et qui était subordonné au Bureau russe du Comité central.

Après le plénum du Comité central de janvier 1910, une majorité liquidatrice se constitua au sein du Bureau à l'étran-

ger, qui devint ainsi le point de rassemblement des forces anti-parti. La tactique liquidatrice du Bureau contraignit les bolcheviks à rappeler leur représentant en mai 1911 (il s'agissait d'Alexandrov, de son vrai nom N. Sémachko). Par la suite furent également rappelés les représentants de la social-démocratie polonaise et de la social-démocratie lettonne.

En janvier 1912, le Bureau vota sa propre dissolution. — P. 248.

120. *Labour party* (Parti ouvrier), fondé en 1900 pour réunir les trade-unions, des organisations et des groupes socialistes en vue de faire élire au Parlement des représentants ouvriers (« Comité de la représentation ouvrière »). En 1906, le Comité prit le nom de Parti ouvrier (travailliste). Le Parti travailliste, ouvrier initialement de par sa composition (par la suite y entrèrent une assez grande quantité d'éléments petits-bourgeois), est, par son idéologie et sa tactique, une organisation opportuniste. Depuis la fondation du parti, ses leaders pratiquent une politique de collaboration de classe avec la bourgeoisie. Durant la première guerre mondiale, la direction du Parti tomba dans le social-chauvinisme.

Les travaillistes ont été appelés à maintes reprises à diriger le gouvernement britannique. — P. 249.

121. Voir les lettres de F. Engels à F.-A. Sorge en date du 29 novembre 1886 et du 7 décembre 1889. — P. 253.

122. « *Labour Leader* » [Le chef ouvrier], hebdomadaire paraissant depuis 1891, à partir de 1893 comme organe du Parti ouvrier indépendant d'Angleterre, après 1922 sous le titre de *New Leader*, après 1946, sous celui de *Socialiste Leader*. — P. 254.

123. *Sionistes-socialistes*, membres du Parti ouvrier sioniste-socialiste, organisation nationaliste juive petite-bourgeoise fondée en 1904. Les sionistes-socialistes assignaient comme objectif principal au prolétariat juif la lutte pour l'acquisition d'un territoire propre et la fondation d'un Etat national. Ils prônaient la collaboration de classe avec la bourgeoisie juive, s'efforçaient d'isoler les ouvriers juifs du mouvement révolutionnaire du prolétariat russe et international, travaillaient à éveiller des sentiments de méfiance chez les ouvriers des diverses nationalités. L'activité nationaliste des sionistes-socialistes obscurcissait la conscience de classe des ouvriers juifs, causant ainsi un grand tort au mouvement ouvrier. — P. 259.

124. *Parti ouvrier socialiste juif*, organisation nationaliste petite-bourgeoise créée en 1906. La revendication de base du programme de ce parti était l'autonomie nationale des Juifs, la création de parlements juifs extra-territoriaux habilités à résoudre les problèmes posés par l'organisation politique des Juifs en Rus-

sie. Le parti ouvrier socialiste juif était proche des socialistes-révolutionnaires au côté desquels il menait la lutte contre le P.O.S.D.R. — P. 259.

125. *Skvortsov, A.*, économiste bourgeois, auteur de toute une série d'ouvrages sur l'agriculture. — P. 264.

126. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris, 1960, livre 3, t. 3, p. 148. — P. 266.

127. Cet article est une réponse à l'article de P. Maslov « A propos du programme agraire (Réponse à Lénine) » paru en septembre 1908 dans le numéro 7 du *Przeglad Socjaldemokratyczny*, revue des social-démocrates polonais. Dans cet article, Maslov attaquait le programme bolchevique exposé par Lénine dans son texte « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe » (voir le présent tome, pp. 167-193) et défendait le programme agraire des mencheviks. — P. 273.

128. Voir K. Marx, « Der Gesetzenwurf über die Aufhebung der Feudallasten » [Projet de loi sur la suppression des impôts féodaux] et K. Marx et F. Engels le « Manifeste contre Kriege ». — P. 280.

129. En 1876, le sultan de Turquie Abdul-Hamid II, sous la pression du groupe « Jeune Turquie », réunit un Parlement et publia une constitution. Mais il ne tarda pas à « reporter » la convocation du Parlement, dont il prononça la dissolution de 1878. Il fallut attendre trente ans pour qu'en Turquie, en 1908, après la révolution bourgeoise, soit rétablie la constitution et convoqué le Parlement. — P. 293.

130. *Zemski Sobor*, Assemblée de représentants de toute la Russie. — P. 293.

131. On appelait *otzovistes* un groupe opportuniste apparu parmi les bolcheviks et dirigé par A. Bogdanov. Peu économes de phrases révolutionnaires, les otzovistes réclamaient le rappel (en russe « otzyv », d'où leur nom) des députés social-démocrates de la troisième Douma d'Etat et proclamaient qu'il fallait cesser de travailler dans les organisations légales. Prétendant qu'en période de réaction, le parti doit se cantonner dans l'action clandestine, ils refusaient catégoriquement de participer à la Douma, de travailler dans les syndicats ouvriers, les coopératives et les autres organisations de masse légales et semi-légales et voulaient restreindre le travail du parti au cadre d'une organisation illégale. L'ultimatisme était une variété de l'otzovisme. Les ultimatistes ne se séparaient des otzovistes que sur des questions de forme. Ils proposaient d'exiger sous forme ultimative du groupe parlementaire social-démocrate qu'il se soumette sans hésiter aux décisions du Comité central et, au cas où cet ultimatum ne serait pas accepté par eux, de rappeler les députés

social-démocrates. En fait, l'ultimatisme n'était pas autre chose que de l'otzovisme camouflé. Selon l'expression de Lénine, les ultimatistes étaient des « otzovistes honteux ».

Les otzovistes causèrent un grand tort au parti. Leur politique tendait à couper celui-ci des masses, à le transformer en une organisation sectaire, incapable d'accumuler des forces en vue d'un nouvel essor de la révolution. Lénine dénonça dans les otzovistes des « liquidateurs à rebours » et leur déclara une guerre implacable.

Au printemps 1909, les otzovistes, les ultimatistes et les « constructeurs de Dieu » formèrent un groupe « d'initiative » chargé d'organiser une école antiparti à Capri (ce groupe comprenait Bogdanov, Alexinski, Lounatcharski, etc.). Cette école devint pratiquement le centre d'une fraction antiparti. La conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*, qui se tint en juin 1909, décida que « le bolchevisme, en tant que courant déterminé au sein du P.O.S.D.R., n'a rien de commun avec l'otzovisme et l'ultimatisme » et appela les bolcheviks à mener une lutte sans merci contre ces déviations du marxisme révolutionnaire. Bogdanov, qui était l'inspirateur des otzovistes, fut exclu des rangs bolcheviques. — P. 307.

132. *Les « gens informés »* étaient un groupe d'intellectuels qui jouaient le rôle de conseilleurs du groupe social-démocrate à la troisième Douma d'Etat. Ces gens étaient dans leur majorité des liquidateurs et des révisionnistes comme A. Potressov, S. Prokopovitch, etc. Profitant du fait que les dirigeants du Parti bolchevique se trouvaient dans la clandestinité et ne pouvaient participer légalement au travail du groupe parlementaire, les « gens informés » tentèrent d'orienter le travail de ce groupe dans une voie antiparti. Il fallut de ce fait renoncer à leurs services. — P. 320.

133. « *Rossia* » [La Russie], quotidien Cent-Noirs et policier qui parut à Pétersbourg de 1905 à 1914 ; à partir de 1906, il fut l'organe officiel du ministère de l'Intérieur. — P. 322.

134. *Ougrioum-Bourtchéev*, personnage du roman de Saltykov-Chtchédrine *Histoire d'une ville* ; type du haut fonctionnaire borné et stupide. — P. 328.

135. *Conseil de la noblesse unifiée*, organisation contre-révolutionnaire de propriétaires nostalgiques du servage, créée en mai 1906, et qui subsista jusqu'en octobre 1917. L'objectif essentiel de cette organisation était la défense du régime autocratique, de la grosse propriété foncière et des privilèges de la noblesse. Lénine surnomma le Conseil de la noblesse unifiée « conseil des féodaux unifiés ». Cette organisation se transforma en pratique en un organe semi-gouvernemental qui dictait au gouvernement des mesures législatives destinées à défendre les intérêts des féodaux. Un grand nombre de membres du Conseil firent partie

du Conseil d'Etat et des centres directeurs des organisations Cent-Noirs. — P. 330.

136. *Zemskié natchalniki*, fonction administrative instituée par le gouvernement du tsar en 1889 en vue de renforcer l'autorité des propriétaires sur les paysans. Les *zemskié natchalniki*, pris parmi les propriétaires nobles de l'endroit, étaient investis de pouvoirs considérables d'ordre administratif et même judiciaire, allant jusqu'à celui de mettre les paysans en état d'arrestation et de leur infliger des châtiments corporels. — P. 335.

137. *Henry George*, économiste bourgeois américain dont Marx a critiqué les thèses dans une lettre à Sorge datée du 20 juin 1881. On trouve également une critique des idées de Henry George dans la préface rédigée par Engels pour l'édition américaine de son livre *La situation des classes laborieuses en Angleterre*. — P. 336.

138. Il s'agit de l'intervention de Plékhanov au IV^e^ Congrès (Congrès d'Unification) du P.O.S.D.R. A ce congrès, Plékhanov était corapporteur sur le problème de la modification du programme agraire. Intervenant contre la nationalisation des terres, il déclara : « Pour que la nationalisation ne soit pas dangereuse, il faut trouver des garanties contre la restauration ; or, de telles garanties n'existent pas et ne peuvent exister. Rappelez-vous l'histoire de la France et de l'Angleterre ; dans chacun de ces pays la restauration succéda à la révolution, qui pourtant avait été d'une très grande envergure. La même chose peut se produire chez nous ; nous devons donc avoir un programme dont la réalisation réduirait au minimum les effets pernicieux d'une restauration » (Procès-verbaux du IV^e^ Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R., Moscou 1959, pp. 59-60). — P. 337.

139. C'est Lénine qui avait rédigé le projet du discours de Béloussov prononcé le 31 octobre (13 novembre) 1908 sur la question agraire. Les statistiques et les chiffres cités par Béloussov avaient été pris dans l'ouvrage de Lénine « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905-1907 », et dans « La question agraire en Russie à la fin du XIX^e^ siècle ». — Ces deux ouvrages étaient alors inédits. — P. 339.

140. *La cinquième conférence de Russie du P.O.S.D.R.* eut lieu à Paris du 21 au 27 décembre 1908 (3-9 janvier 1909). A cette conférence étaient représentées les principales organisations du parti: Pétersbourg, Oural, Caucase, Moscou et région industrielle centrale, ainsi que le Parti social-démocrate polonais et le Bund. Seize délégués à voix délibérative participaient à la conférence ; ils se répartissaient de la façon suivante : 5 bolcheviks, 3 mencheviks, 5 social-démocrates polonais et 3 membres du Bund. Lénine représentait le Comité central du P.O.S.D.R.

La conférence discuta des problèmes suivants : 1) rapports du Comité central du P.O.S.D.R., du Comité central du Parti social-démocrate polonais, du Comité central du Bund, des organisations de Pétersbourg, de Moscou et de la région industrielle centrale, de l'Oural, du Caucase ; 2) la situation politique actuelle et les tâches du parti ; 3) la question du groupe parlementaire social-démocrate ; 4) les problèmes d'organisation en liaison avec la modification des conditions politiques ; 5) l'unification à la base avec les organisations non russes ; 6) les affaires étrangères ; divers.

Lénine présenta un rapport « Sur le moment présent et les tâches du parti » et prit la parole à propos du groupe parlementaire, des problèmes d'organisation, etc. Les bolcheviks menèrent la lutte contre les deux sortes d'opportunisme qui se manifestaient au sein du parti : « contre les *liquidateurs*, ennemis déclarés du parti, et contre les *otzovistes*, ennemis déguisés du parti ». Sur la proposition de Lénine, la conférence condamna le courant liquidateur et appela toutes les organisations du parti à lutter sans merci contre les tentatives visant à liquider le parti. Sur les travaux de la conférence, voir l'article de Lénine « Dans la bonne voie » (présent tome, pp. 370-380). — P. 343.

141. Ce titre est dû à l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. — P. 353.

142. Voir K. Marx, *le Capital*, Editions Sociales, Paris 1960, livre 3, t. 3, pp. 164-192. — P. 359.

143. *Le Programme d'Erfurt du Parti social-démocrate allemand* fut adopté en octobre 1891 au Congrès d'Erfurt. Il avait pour fondement la thèse de Marx sur la faillite inévitable du mode capitaliste de production, sur son remplacement nécessaire par le mode de production socialiste ; il soulignait la nécessité, pour la classe ouvrière, de mener une lutte politique, présentait dans le parti le dirigeant de cette lutte, etc. ; en même temps, le programme d'Erfurt faisait de graves concessions à l'opportunisme. F. Engels a donné une critique détaillée du projet de programme d'Erfurt dans son ouvrage *Critique du projet de programme social-démocrate de 1891*. Cependant, la direction de la social-démocratie allemande dissimula aux militants du parti la critique d'Engels, et les remarques formulées par celui-ci ne furent pas intégralement prises en considération lors de la mise au point du texte définitif. Lénine considérait que la principale lacune du programme d'Erfurt, sa concession la plus lâche à l'opportunisme, était le silence qu'il garde sur la dictature du prolétariat. — P. 359.

144. Il s'agit de la déclaration rédigée par Plékhanov au moment où il quitta la rédaction de l'organe liquidateur *Goloss Sotsial-Démokrata*. Cette déclaration était déjà imprimée dans le numéro 10-11 du *Goloss* prêt à paraître. Mais après de nouveaux

pourparlers avec Plékhanov, sa déclaration fut retirée des colonnes du journal ; l'endroit du sommaire du journal qui annonçait cette déclaration, fut caviardé. Cependant, le conflit n'était pas définitivement clos. En mai 1909, le *Goloss Sotsial-Démokrata* publia dans le n° 14 une lettre de Plékhanov où ce dernier informait les lecteurs du journal de son départ formel de la rédaction. — P. 384.

145. « *Vpériod* » [En avant], hebdomadaire bolchevique illégal publié à Genève du 22 décembre 1904 (4 janvier 1905) au 5 (18) mai 1905 ; il eut 18 numéros. L'organisateur, l'inspirateur idéologique et le directeur de ce journal était Lénine. Au comité de rédaction figuraient V. Vorovski, M. Olminski et A. Lounatcharski.

Dans une résolution spéciale, le IIIe Congrès du P.O.S.D.R. nota le rôle très important que le journal avait joué dans la lutte contre le menchevisme, pour le triomphe de l'esprit de parti, pour poser et résoudre les questions soulevées par le déclenchement de la révolution et exprima sa reconnaissance à la rédaction. — P. 385.

146. « *Partiinyé Izvestia* » [Nouvelles du Parti], organe du Comité central unifié du P.O.S.D.R. Parut illégalement à Pétersbourg à la veille du IVe Congrès (d'Unification) du P.O.S.D.R. Il eut deux numéros : celui du 7 (20) février et celui du 20 mars (2 avril) 1906. La rédaction des *Partiinyé Izvestia* était composée pour moitié de rédacteurs bolcheviques du *Prolétari* et pour l'autre de rédacteurs mencheviques de la nouvelle *Iskra*. On notait parmi les bolcheviks Lénine et Lounatcharski. Après le IVe Congrès du parti, *Partiinyé Izvestia* cessèrent leur parution. — P. 388.

147. « *Narodnaïa Douma* » [La Pensée Populaire], quotidien menchevique qui parut à Pétersbourg en mars-avril 1907. — P. 392.

148. Il s'agit de la résolution sur la situation politique dans le pays et sur les tâches du parti, adoptée par le sixième congrès de la social-démocratie de Pologne et de Lituanie. Ce congrès eut lieu à Prague en décembre 1908.

Il s'opposa aux tendances liquidatrices et réaffirma que l'objectif fondamental de la social-démocratie était la lutte pour la conquête du pouvoir politique par le prolétariat aidé par la paysannerie révolutionnaire. — P. 394.

149. *Union paysanne de Russie*, organisation démocratique révolutionnaire fondée en 1905. C'est au cours de son premier et de son deuxième congrès, qui eurent lieu à Moscou, en août et novembre 1905, que furent élaborés le programme et la tactique de l'Union. Celle-ci réclamait la liberté politique et la convocation immédiate d'une Assemblée constituante ; elle préconisait le boycottage de la première Douma d'Etat. Son programme

agraire comportait l'abolition de la propriété privée du sol, la remise aux paysans, sans rachat, des terres des monastères, de l'Eglise, des apanages, de la Couronne et du Domaine. L'Union manquait de fermeté dans sa politique. Tout en demandant la liquidation de la grosse propriété foncière, elle acceptait que les gros propriétaires fussent partiellement indemnisés. Dès ses premières manifestations, l'Union paysanne fut l'objet des répressions policières. Elle se désagrégea au début de 1907. — P. 398.

150. *Bund* (« Union générale ouvrière des Juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie »), organisé en 1897 lors d'un congrès constitutif des groupes juifs social-démocrates réuni à Wilna ; rassemblait principalement des éléments semi-prolétariens, des artisans juifs des régions occidentales de la Russie. Lors du Ier Congrès du P.O.S.D.R., le Bund rejoignit le parti « en tant qu'organisation autonome, indépendante uniquement pour les problèmes concernant spécialement le prolétariat juif » (voir « Le P.C.U.S. dans les résolutions et les décisions de ses congrès, de ses conférences et des sessions plénières du Comité central », tome 1, 1954, p. 14).

Le Bund joua le rôle d'un élément de nationalisme et de séparatisme dans le mouvement ouvrier de Russie.

Au IIe Congrès du P.O.S.D.R., le Bund exigea d'être considéré comme le seul représentant du prolétariat juif et, ses prétentions ayant été repoussées, quitta le parti. Il revint au P.O.S.D.R. en 1906 sur la base de la résolution du IVe Congrès de ce dernier (Congrès d'Unification).

A l'intérieur du P.O.S.D.R., les membres du Bund ne cessèrent de soutenir l'aile opportuniste du parti (« économistes », mencheviks, liquidateurs) ; ils menèrent la lutte contre les bolcheviks et le bolchevisme. Alors que, dans leur programme, les bolcheviks réclamaient que soit reconnu le droit des peuples à l'autodétermination, le Bund demandait l'autonomie nationale et culturelle.

Lors de la réaction stolypinienne (1907-1910), le Bund adopta une position liquidatrice. Pendant la première guerre mondiale, il défendit des thèses social-chauvines. En 1917, il soutint le Gouvernement provisoire et lutta aux côtés des ennemis de la Révolution socialiste d'Octobre. Au moment de l'intervention étrangère et de la guerre civile, les dirigeants du Bund s'unirent aux forces de la contre-révolution. On observa en même temps parmi les militants de base du Bund une évolution en faveur de la collaboration avec le pouvoir soviétique. En mars 1921, le Bund se saborde. — P. 399.

151. Le « *Social-Démocrate* », organe illégal du Comité central du P.O.S.D.R. ; parut à Pétersbourg du 17 (30) septembre au 18 novembre (1er décembre) 1906. Eut 7 numéros. Son comité de rédaction était aux mains des mencheviks. — P. 399.

152. « *Nouvelle Gazette Rhénane* » [Neue Rheinische Zeitung], quotidien qui parut à Cologne du 1er juin 1848 au 19 mai 1849 ; le rédacteur en chef en était Marx.

Organe de combat de l'aile prolétarienne des démocrates, le journal joua le rôle d'éducateur des masses populaires, les appelant à combattre la contre-révolution. Les éditoriaux, qui définissaient la position du journal face aux principaux problèmes de la révolution allemande et européenne, étaient en règle générale de la plume de Marx ou d'Engels.

En dépit de toutes les poursuites et tracasseries policières, La *Nouvelle Gazette Rhénane* se battit courageusement pour les intérêts de la démocratie révolutionnaire, pour les intérêts du prolétariat. L'expulsion de Marx du territoire prussien en mai 1849 et les poursuites engagées contre ses autres rédacteurs entraînèrent la fermeture du journal.

Lénine cite ici deux articles de Marx et Engels : « Die Berliner Debatte über die Revolution » [Les débats de Berlin sur la révolution] et « Der Gesetzenwurf über die Aufhebung der Feudallasten » [Projet de loi sur la suppression des impôts féodaux]. — P. 404.

153. Voir K. Marx et F. Engels, Œuvres choisies en deux volumes, Editions du Progrès, Moscou 1965, t. II, pp. 107-108. — P.405.

154. Le manuscrit ne porte pas de titre. Le titre donné ici est dû à l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. — P. 407.

155. « *Vozrojdénié* » [La Renaissance], revue des mencheviks liquidateurs ; parut de décembre 1908 à juillet 1910 à Moscou. — P. 425.

156. Voir F. Engels, « Die Berliner Debatte über die Revolution ». — P. 427.

157. Lénine cite une phrase de la préface d'Engels à la première édition allemande de l'ouvrage de Marx *Misère de la philosophie*. (Editions Sociales, Paris 1947, p. 18.) — P. 431.

158. Voir K. Marx, « Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel. Introduction ». — P. 433.

159. Voir F. Engels, « Flüchtlings-Literatur. II. Das Programme der Blanquisten » [La Littérature des émigrés. II. Le programme des émigrés blanquistes de la Commune]. — P. 433.

160. Voir F. Engels, l'*Anti-Dühring*, Editions Sociales, Paris 1956, pp. 355-357. — P. 434.

161. Allusion à l'« Introduction » d'Engels à *La guerre civile en France* de Karl Marx. (K. Marx, F. Engels, Œuvres choisies en deux

volumes, Editions du Progrès, Moscou 1964, t. I, p. 508.) — P. 434.

162. « *Vékhi* » [Jalons], recueil édité par les cadets à Moscou à partir du printemps de 1909 ; il comprenait des articles de Berdiaev, Boulgakov, Strouvé, Herschensohn et autres représentants de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire. Dans ces articles consacrés aux intellectuels russes, les auteurs tentaient de discréditer les traditions démocratiques révolutionnaires du mouvement de libération du peuple russe telles que les avaient fondées Biélinski, Tchernychevski, Dobrolioubov, Pissarev ; ils insultaient le mouvement révolutionnaire de 1905 et remerciaient le gouvernement tsariste d'avoir sauvé la bourgeoisie « de la fureur du peuple grâce à ses baïonnettes et à ses prisons ». Lénine a donné une analyse critique, assortie d'un jugement politique, de ce recueil des cadets Cent-Noirs, dans son article « A propos des *Vékhi* » (Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, pp. 106-114). — P. 441.

163. L'erreur du député Béloussov consistait en ce que, lors de la discussion du budget du Synode à la séance de la IIIe Douma du 22 mars (4 avril) 1908 il avait déposé une proposition de passage au point suivant de l'ordre du jour, reconnaissant dans la religion « l'affaire privée de chaque personne privée ». L'insuffisance de cette formule avait été relevée dans l'éditorial du n° 28 du *Prolétari* du 2 (15) avril 1908. — P. 443.

164. « *Goloss Moskvy* » [La Voix de Moscou], quotidien ; organe des octobristes, parti contre-révolutionnaire de la grande bourgeoisie industrielle et des gros propriétaires fonciers ; parut à Moscou de 1905 à 1915. — P. 450.

165. *Menchikov*, publiciste réactionnaire qui collaborait au journal des Cent-Noirs *Novoïé Vremia*. — P. 451.

166. *Derjimorda*, nom d'un policier mis en scène par Gogol dans son *Révizor*. Le nom de Derjimorda est devenu synonyme de brute stupide et impudente. — P. 452.

167. *La conférence de la rédaction élargie du « Prolétari »* eut lieu à Paris, sur l'initiative de Lénine, du 8 au 17 (21-30) juin 1909. Y participaient les neuf membres du centre bolchevique (centre qui avait été élu par la fraction bolchevique au Ve Congrès (congrès de Londres) du P.O.S.D.R.), ainsi que des représentants des organisations de Pétersbourg, de la région de Moscou et de l'Oural.

Ce fut Lénine qui dirigea la conférence. Les otzovistes, les ultimatistes et les constructeurs de Dieu étaient représentés par A. Bogdanov (Maximov) et V. Chantser (Marat). Kaménev, Zinoviev, Rykov et Tomski adoptèrent sur un certain nombre de questions une position conciliatrice.

Elle examina les problèmes suivants : l'otzovisme et l'ultimatisme ; l'idéologie des constructeurs de Dieu dans la social-démocratie ; la place à réserver à l'activité parlementaire au sein de l'activité d'ensemble du parti ; les tâches des bolcheviks dans le parti ; l'école du parti organisée à Capri ; l'unité de la fraction ; l'agitation en faveur d'un congrès ou d'une conférence bolchevique en dehors du parti ; le départ du camarade Bogdanov ; autres questions.

La conférence condamna de façon résolue l'otzovisme-ultimatisme, comme courant nuisible et dangereux à l'intérieur du mouvement ouvrier. Dans la résolution qu'elle adopta sur cette question, la conférence souligna que la théorie de l'otzovisme et de l'ultimatisme substitue à l'idéologie prolétarienne des tendances anarcho-syndicalistes petites-bourgeoises, et déclara que « le bolchevisme, en tant que courant déterminé au sein du P.O.S.D.R., n'a rien de commun avec l'otzovisme et l'ultimatisme », et invita tous les bolcheviks à « mener la lutte la plus impitoyable contre ces déviations par rapport à la voie du marxisme révolutionnaire ».

La conférence condamna sévèrement les conceptions philosophiques des otzovistes et des ultimatistes, qui se manifestaient avec particulièrement d'éclat dans la prédication de la construction de Dieu. La résolution adoptée sur la question de la construction de Dieu soulignait que les bolcheviks n'ont rien de commun avec cette doctrine, qui met en question les fondements du marxisme.

Bogdanov ayant déclaré qu'il ne se soumettrait pas aux décisions de la conférence et qu'il ne les appliquerait pas, il fut exclu de la fraction bolchevique en tant que chef de file et maître à penser des otzovistes, des ultimatistes et des constructeurs de Dieu. — P. 455.

168. *St.* ou *Stanislav Volski*, pseudonyme d'A. Sokolov, leader des otzovistes de Moscou. — P. 458.

169. *M.T.*, pseudonyme de M. Tomski. — P. 462.

170. *L'école du parti organisée à l'étranger à X.* : il s'agit de l'école antiparti organisée par Bogdanov (Maximov), Alexinski et Lounatcharski en 1909 à Capri avec la participation de Gorki. L'école était le centre fractionniste des otzovistes, des ultimatistes et des constructeurs de Dieu unis dans la lutte contre le bolchevisme.

Les partisans de Bogdanov, qui prétendaient défendre l'esprit de parti, avaient réussi à obtenir que certaines organisations locales social-démocrates envoient treize élèves à l'école.

L'école exista durant environ quatre mois (août-décembre). En novembre 1909, ayant pris conscience du caractère fractionnel de l'école, une partie des élèves, dirigée par l'ouvrier N. Vilonov, se sépara sans équivoque des partisans de Bogdanov. Ces élèves envoyèrent à la rédaction du *Prolétari* une protesta-

tion contre l'attitude antiparti des conférenciers de l'école, ce qui leur valut d'en être exclus. Sur l'invitation de Lénine, ils se rendirent à Paris où ils suivirent un cycle de cours incluant deux conférences de Lénine : une sur « Le moment présent et nos tâches » et l'autre sur « La politique agraire de Stolypine ». Les élèves qui étaient restés à Capri formèrent avec les professeurs de l'école le groupe antiparti « Vpériod ».

La conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* condamna l'école de Capri en tant que « centre d'une nouvelle fraction en rupture avec les bolcheviks ». — P. 463.

171. *Les constructeurs de Dieu*, courant religieux et philosophique hostile au marxisme, qui fit son apparition au moment de la réaction stolypinienne parmi certains intellectuels du parti qui s'étaient éloignés du marxisme après la défaite de la révolution de 1905-1907. Les constructeurs de Dieu (Lounatcharski, Bazarov, etc., et, pendant un certain temps, Gorki) voulaient créer une religion nouvelle « socialiste » et tentaient de concilier le marxisme et la religion.

La rédaction élargie du *Prolétari* condamna l'idéologie des constructeurs de Dieu, et déclara, dans une résolution spéciale, que la fraction bolchevique n'avait rien de commun avec une telle déformation du socialisme scientifique. Dans son livre *Matérialisme et empiriocriticisme* (voir Œuvres, Paris-Moscou, t. 14), et dans les lettres qu'il adressa à Gorki de février à avril 1908 et de novembre à décembre 1913, Lénine démasqua la nature réactionnaire de l'idéologie des constructeurs de Dieu. — P. 463.

172. Il s'agit des *mencheviks pro-parti*, dirigés par Plékhanov, qui, pendant les années de la réaction, se dressèrent contre les liquidateurs. En décembre 1908, Plékhanov quitta la rédaction du *Goloss Sotsial-Démokrata*, organe des liquidateurs, et, en 1909, reprit la publication des *Cahiers du Social-Démocrate* pour lutter contre le courant liquidateur. Tout en demeurant sur les positions du menchevisme, les amis de Plékhanov étaient partisans de maintenir et de renforcer l'organisation illégale du P.O.S.D.R. et ils formèrent, dans ce but, un bloc avec les bolcheviks. En 1909, des groupes de mencheviks pro-parti se formèrent à Paris, à Genève, à San Remo, à Nice et dans d'autres villes. A Pétersbourg, Moscou, Ekatérinoslav, Kharkov, Kiev et Bakou, de nombreux ouvriers menchéviques prirent position contre les liquidateurs et pour la renaissance du P.O.S.D.R. illégal.

Lénine appela les bolcheviks à se rapprocher des mencheviks pro-parti ; il montra qu'un accord était possible pour la lutte en faveur du parti, et contre les liquidateurs, « sans compromis idéologique, sans que soient dissimulées les divergences tactiques et autres *existant à l'intérieur* de la ligne du parti » (voir Œuvres, 4e éd. russe, t. 16, p. 85). Les mencheviks pro-parti participèrent avec les bolcheviks à l'activité des comités locaux du parti et collaborèrent aux publications bolcheviques : *Rabotchaïa Gazéta*

[La Gazette ouvrière], *Zvezda* [L'Etoile] et au *Social-Démocrate*, Organe central du parti. La tactique de rapprochement avec les partisans de Plékhanov, suivi par la majorité des ouvriers mencheviques de Russie, contribua à étendre l'influence des bolcheviks dans les organisations ouvrières légales et à évincer les liquidateurs de ces organisations.

A la fin de 1911, Plékhanov rompit l'alliance avec les bolcheviks. Sous prétexte de lutter contre l'« esprit de fraction » et la scission au sein du P.O.S.D.R., il tenta de réconcilier les bolcheviks et les opportunistes. En 1912, les partisans de Plékhanov, unis aux trotskistes, aux membres du Bund et aux liquidateurs, se dressèrent contre les décisions de la conférence de Prague du P.O.S.D.R. — P. 463.

173. *Vlassov*, pseudonyme d'A. Rykov. — P. 469.

174. *La réunion privée* des bolcheviks léninistes eut lieu à l'initiative de Lénine à la veille de la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*. Au cours de cette réunion, Lénine donna des informations détaillées sur la situation au sein de la fraction bolchevique, sur la lutte contre l'otzovisme, l'ultimatisme et les constructeurs de Dieu. Les thèses défendues par Lénine au cours de cette réunion servirent de base aux résolutions de la rédaction élargie du *Prolétari*. — P. 470.

175. *Le Ier Congrès national des animateurs des universités populaires* eut lieu à Pétersbourg du 3 au 6 (16-19) janvier 1908. Lors de la discussion du problème de l'activité et de l'organisation des universités populaires, le groupe ouvrier, dirigé par les bolcheviks, déposa une résolution demandant que soient introduits à la direction des universités populaires des représentants particuliers des organisations ouvrières, que ces représentants aient le droit de déterminer les programmes des cours, de nommer les professeurs qu'ils désiraient pour les sciences sociales, et que les cours puissent être faits dans la langue maternelle des diverses nationalités. Le congrès repoussa ces revendications après avoir déclaré qu'elles n'étaient pas de sa compétence. Devant ce refus, les représentants des ouvriers quittèrent le congrès. — P. 478.

176. *Le premier congrès national des représentants des coopératives* eut lieu du 16 au 21 avril (29 avril-4 mai) 1908 à Moscou. 824 délégués y participaient, dont environ 50 social-démocrates (bolcheviks et mencheviks). Le congrès entendit des rapports sur le mouvement coopératif international, sur le rôle et les objectifs du mouvement coopératif, sur le statut légal des sociétés de consommateurs en Russie, etc.

Malgré l'opposition des mencheviks, les bolcheviks délégués formèrent une fraction social-démocrate et dirigèrent la lutte des représentants des syndicats et des coopératives ouvrières contre les coopérateurs bourgeois qui constituaient la majo-

rité du congrès. Après plusieurs interventions d'orateurs ouvriers, la police interdit de soulever les problèmes de la lutte de classes, des syndicats, de l'aide aux ouvriers en grève ou lock-out de la presse et de la propagande coopératives. Elle alla jusqu'à interdire de parler de l'élection du bureau des congrès et de la périodicité de ceux-ci. L'officier de police qui assistait au congrès reçut l'ordre d'arrêter immédiatement tous les orateurs qui « présentaient des propositions et qui prononçaient des discours socialistes ». Pour protester contre ces mesures, le congrès décida d'interrompre ses travaux. — P. 478.

177. *Le Ier Congrès des femmes de Russie* eut lieu du 10 au 16 (23-29) décembre 1908 à Pétersbourg. De nombreuses ouvrières et représentantes de professions intellectuelles modestes se trouvaient parmi les déléguées.

Les déléguées qui représentaient le parti cadet, détenant la majorité au congrès, avaient l'intention de le placer sous la devise : « Le mouvement féminin ne doit être ni bourgeois ni prolétarien : il a le même contenu pour toutes les femmes ». Certaines déléguées de tendance liquidatrice ou légaliste faisant partie du groupe ouvrier soutinrent cette idée, qui rencontra l'opposition de la majorité des ouvrières groupées autour des bolcheviks. En dépit des obstacles accumulés par la police et le bureau d'organisation du congrès, les ouvrières dénoncèrent la contradiction de classe opposant le mouvement des femmes prolétariennes au mouvement des femmes bourgeoises, exhortèrent les femmes travailleuses à rejoindre la lutte de leurs camarades de travail masculins, affirmèrent que la libération matérielle et juridique de la femme ne pouvait intervenir que sous le socialisme. Sous la pression des ouvrières, le congrès adopta des résolutions sur la situation des paysannes, sur la protection du travail des femmes et des enfants, sur la coopération artisanale, sur l'égalité en droits des Juifs, sur la lutte contre l'alcoolisme. Sur le problème fondamental des droits civils et politiques des femmes dans la société, les ouvrières proposèrent une résolution demandant le suffrage universel, égal, direct et au scrutin secret. Le bureau du congrès refusa de donner lecture de ce projet et le remplaça par un autre qui était rédigé dans un esprit libéral bourgeois. En signe de protestation, les ouvrières quittèrent le congrès. — P. 478.

178. *Le premier Congrès national des médecins de fabrique et d'usine et des représentants de l'industrie* eut lieu à Moscou du 1er au 6 (14-19) avril 1909. Il avait été convoqué sur l'initiative de la Société moscovite des médecins de fabrique et d'usine. Parmi les délégués, il y avait 52 ouvriers élus par les syndicats et qui venaient essentiellement des grands centres industriels (Pétersbourg, Moscou, Kiev, Ekatérinoslav, Bakou, Ivanovo-Voznessensk, etc.).

Dans l'esprit des organisateurs, le congrès devait marquer le « triomphe de la réconciliation entre capitalistes et ouvriers ».

Mais les bolcheviks, qui constituaient la majorité des délégués ouvriers, réussirent en dépit des éléments liquidateurs, à faire défendre par les ouvriers une ligne de classe, une ligne prolétarienne. Intervenant sur les problèmes concrets de la médecine et de la protection sanitaire dans les fabriques et les usines, les délégués ouvriers dénoncèrent l'idée de la « paix des classes » et le social-réformisme ; ils développèrent les revendications fondamentales du programme du parti marxiste. Ces interventions eurent une grande importance politique et se répercutèrent dans tout le pays. Les discussions furent particulièrement animées sur le problème de la surveillance sanitaire (sur ce problème, ce fut la résolution proposée par les bolcheviks que l'on adopta), ainsi que de l'élection par les ouvriers des inspecteurs de fabriques.

Le congrès ne réussit pas à terminer ses travaux. La police interdit de soulever les problèmes qui « excitaient à la lutte de classe » et de voter la résolution sur la question du logement ; elle retira la parole à certains délégués ouvriers et en particulier à I. Pokrovski, député à la Douma d'Etat. Devant ces agissements, tous les ouvriers et une partie des médecins quittèrent la salle, et le congrès fut alors déclaré clos par le bureau. — P. 478.

179. « *Otkliki Bunda* » [Les Echos du Bund], organe non périodique du Comité étranger du Bund ; parut à Genève de mars 1909 à février 1911 ; eut 5 numéros. — P. 492.

180. *Khlestakov*, héros du *Révizor* de Gogol ; type de vantard et de menteur. — P. 496.

181. Cette note de la rédaction du *Prolétari* accompagnait la lettre dans laquelle Liadov exprimait son désaccord avec les décisions de la Conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*. — P. 499.

182. *Lêva*, M. Vladimirov ; *Innokenti*, I. Doubrovinski. — P. 502.

183. Ce projet de lettre fut rédigé par Lénine pour répondre au Conseil de l'école otzoviste-ultimatiste de Capri qui avait demandé au Centre bolchevique (la rédaction élargie du *Prolétari*) de lui fournir une aide financière et de lui envoyer des conférenciers.

Le manuscrit ne porte pas de titre. Celui-ci est dû à l'Institut du marxisme-léninisme près le Comité central du P.C.U.S. — P. 503.

LA VIE ET L'ŒUVRE
DE V. LÉNINE
(CHRONOLOGIE)

(Mars 1908-août 1909)

1908

19 mars [1er avril] — L'article « Sur le droit chemin » est publié comme éditorial du numéro 26 du *Prolétari*.

26 mars [8 avril] — L'article de Lénine « A propos de la « nature » de la révolution russe » est publié comme éditorial du numéro 27 du *Prolétari*.

3 [16] avril [au plus tard] — Lénine termine son article « Marxisme et révisionnisme » pour le recueil *Karl Marx (1818-1883)*.

Entre le 10 et le 17 avril [23-30 avril] — A la demande de Gorki, Lénine se rend chez lui à Capri où il rencontre Bogdanov, Bazarov et Lounatcharski. Il leur fait savoir qu'il est en désaccord avec leurs prises de position philosophiques.

16 [29] avril — Le numéro 29 du *Prolétari* publie deux articles de Lénine : « En suivant les sentiers battus » et « Vers un bloc des cadets et des octobristes ? »

24 avril [7 mai] — Lénine fait un exposé à Genève sur le thème « Analyse de la révolution russe ; son avenir probable ».

Avril — L'article de Lénine « Pour bien juger de la révolution russe » est publié dans la revue polonaise *Przeglad Socjaldemokratyczny* n° 2.

1er [14] mai — Lénine fait un exposé à Paris sur le caractère de la révolution russe au cours d'une assemblée organisée par le bureau du 2e groupe social-démocrate parisien.

10 [23] mai — Le numéro 30 du *Prolétari* publie deux articles de Lénine : « Les cadets seconde mouture » (en éditorial) et « Pour bien juger de la révolution russe » (déjà publié dans le numéro 2 du *Przeglad Socjaldemokratyczny*).

Mai — Lénine travaille au British Museum de Londres à son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme*. Lénine écrit « Dix questions au conférencier ». Ce

texte fournira à I. Doubrovinski (Innokenti) les thèses de son intervention lors de la conférence donnée à Genève par Bogdanov.

18 juin [1er juillet] — Lénine termine son ouvrage « La question agraire en Russie à la fin du XIXe siècle » pour le dictionnaire encyclopédique publié par les frères Granat. A cause de la censure, cet ouvrage sortira seulement en 1918 en brochure. Lénine écrit à V. Vorovski, qui réside à Odessa, une lettre sur l'aggravation des divergences philosophiques et lui signale que la situation est mûre pour une scission avec le groupe de Bogdanov.

Juin — Sur proposition de Lénine, le *Prolétari* ouvre une discussion sur le problème de l'otzovisme.

2 [15] juillet — L'article de Lénine « De certains traits de la désagrégation actuelle » est publié en éditorial du numéro 32 du *Prolétari*.

5 [18] juillet — Lénine termine son exposé sur « Le programme agraire de la social-démocratie dans la révolution russe », publié dans le numéro 6 (août 1908) de la revue polonaise *Przeglad Socjaldemokratyczny*.

23 juillet [5 août] — Dans le numéro 33 du *Prolétari* sont publiés plusieurs articles de Lénine : « Les matériaux inflammables de la politique mondiale » (éditorial), « Le militarisme militant et la tactique antimilitariste de la social-démocratie », « Comment P. Maslov corrige les brouillons de Marx » (extrait de l'ouvrage « Le programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe (1905-1907) »).

11-13 [24-26] août — Lénine est à Genève où il assiste à la session du Comité central du P.O.S.D.R. Il intervient pour dénoncer les tentatives des mencheviks visant à liquider le Comité central en le remplaçant par un « Bureau d'information ». Lénine est choisi pour représenter les bolcheviks à la rédaction de l'Organe central du parti.

Août — Au nom du comité de rédaction du *Prolétari*, Lénine propose à Bogdanov d'exposer ses thèses publiquement dans la presse.

11 [24] septembre — L'article de Lénine « Léon Tolstoï, miroir de la révolution russe » est publié en éditorial du numéro 35 du *Prolétari*.

Entre le 25 septembre et le 2 octobre [8-15 octobre] — L'article de Lénine « Marxisme et révisionnisme » est publié dans le recueil *Karl Marx (1818-1883)* qui paraît à Pétersbourg.

27 septembre [10 octobre] — Lénine participe aux travaux de la conférence des journalistes socialistes à Bruxelles. Il assiste à Bruxelles au meeting international organisé à la Maison du Peuple et consacré à la lutte du prolétariat pour la défense de la paix.

28 septembre [11 octobre] — Lénine participe à la session du Bureau socialiste international à Bruxelles où il intervient pour critiquer la résolution de Kautsky sur l'admission du Parti ouvrier anglais (Labour Party) à l'Internationale et s'oppose à l'entrée des sionistes-socialistes à la sous-section russe de l'Internationale.

29 septembre [12 octobre] — Toujours à Bruxelles, Lénine assiste à la conférence internationale des parlementaires socialistes.

Septembre — Lénine rédige la préface à son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme.*

3 [16] octobre [au plus tard] — Lénine rédige l'article « Une manifestation pacifiste des ouvriers anglais et allemands » pour le numéro 36 du *Prolétari.*

3 [16] octobre — L'article de Lénine « Le mouvement étudiant et la situation politique actuelle » est publié comme éditorial du numéro 36 du *Prolétari.*

14 [27] octobre — Lénine adresse une lettre à A. Elizarova pour lui faire savoir qu'il a terminé *Matérialisme et empiriocriticisme* et pour lui demander une adresse sûre où il puisse envoyer le manuscrit.

16 [29] octobre — Le numéro 37 du *Prolétari* publie plusieurs articles de Lénine : « Les événements des Balkans et de Perse », « La session du Bureau socialiste international » et « La crise d'hystérie de P. Maslov ».

28 octobre [10 novembre] — Dans une lettre adressée à P.S. Iouchkévitch, menchevik partisan de Mach, Lénine refuse une proposition des mencheviks qui lui demandaient de collaborer à des recueils qu'ils envisageaient de faire paraître sur des sujets littéraires et philosophiques.

Octobre-novembre — L'article de Lénine « Quelques remarques à propos de la « Réponse » de P. Maslov » est publié dans le numéro 8-9 de la revue polonaise *Przeglad Socjaldemokratyczny.*

1er [14] novembre — L'article de Lénine « Réflexions sur la période actuelle » est publié dans le numéro 38 du *Prolétari.*

4 [17] novembre — Dans une lettre à Marie Oulianova, Lénine annonce sa décision de s'installer à Paris ; il lui demande

aussi de faire savoir à leur sœur Anne qu'il a expédié à Podolsk (à V. A. Lévitski) le manuscrit de son livre *Matérialisme et empiriocritiicisme.*

13 [26] novembre — Les articles de Lénine « Comment Plékhanov et compagnie défendent le révisionnisme » et « A propos de deux lettres » sont publiés dans le numéro 39 du *Prolétari.*

Entre le 29 novembre et le 1er décembre [12 et 14 décembre] — Lénine et Kroupskaïa quittent Genève pour Paris où est désormais publié le *Prolétari.*

1er [14] décembre — L'article de Lénine « Les débats agraires à la IIIe Douma » est publié dans le numéro 40 du *Prolétari.*

21 décembre [3 janvier 1909] — Lénine participe à Paris à la session du Comité central du P.O.S.D.R.

21-27 décembre [3-9 janvier 1909] — Lénine participe aux travaux de la Cinquième conférence de Russie du P.O.S.D.R. à Paris, où il présente un rapport « Sur le moment présent et les tâches du parti » ; il présente également un projet de résolution sur ce point et des amendements à des projets de résolutions portant sur d'autres questions.

27-29 décembre [8-11 janvier 1909] — Lénine participe à la session du Comité central du P.O.S.D.R. qui ratifie les décisions de la Cinquième conférence de Russie du P.O.S.D.R.

Décembre — Lénine fait à Paris un exposé « Sur la situation actuelle en Russie ».

1909

Début de l'année — Lénine fait un cours de philosophie à un cercle bolchevique de Paris.

7 [20] janvier — L'article de Lénine « La révolution jugée par les socialistes-révolutionnaires et les socialistes-révolutionnaires jugés par la révolution » est publié dans le numéro 41 du *Prolétari.*

22 janvier [4 février] — Lénine présente à Paris un rapport « Sur la situation politique en Russie et les deux voies d'évolution capitaliste des rapports agraires ».

28 janvier [10 février] — L'article de Lénine « Dans la bonne voie » est publié comme éditorial au numéro 2 du *Social-Démocrate.*

1er [14] février	Lors d'une réunion du comité de rédaction du *Prolétari*, Lénine demande que la rédaction intervienne publiquement contre l'idéologie des constructeurs de Dieu prônée par Lounatcharski.
12 [25] février	Le numéro 42 du *Prolétari* publie une note de Lénine accompagnant l'article « Sur les questions actuelles » et dirigée contre l'otzovisme.
17-23 février [2-8 mars]	Lénine se repose à Nice.
5 [18] mars	Lénine prononce à Paris, devant une assemblée d'émigrés, un discours sur la Commune de Paris de 1871.
10 ou 11 mars [23 ou 24]	Lénine envoie à Moscou, pour son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme*, un « Supplément au § 1 du chapitre IV. De quel côté N. Tchernychevski abordait-il la critique du kantisme ? »
23 mars [5 avril] au plus tard	Au nom du Comité central du P.O.S.D.R., Lénine rédige une protestation adressée à la direction du Parti social-démocrate allemand contre la déformation par le journal *Vorwärts* de la nature des divergences existant entre les social-démocrates russes.
4 [17] avril	L'article de Lénine « Une caricature du bolchevisme » est publié dans le supplément au numéro 44 du *Prolétari*.
8 [21] avril	L'article de Lénine « Le gauchissement » de la bourgeoisie et les tâches du prolétariat » est publié dans le numéro 44 du *Prolétari*.
Entre le 29 avril et le 4 mai [12 et 17] mai	Parution à Moscou de l'ouvrage de Lénine *Matérialisme et empiriocriticisme. Notes critiques sur une philosophie réactionnaire.*
Fin avril -première quinzaine de juin	Lénine prépare la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari*.
8 [21] mai	Lénine présente au club de la rédaction du *Prolétari* à Paris un rapport sur « La religion et le parti ouvrier ».
13 [26] mai	L'article de Lénine « De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion » est publié comme éditorial du numéro 45 du *Prolétari*.
4 [17] juin	L'article de Lénine « L'attitude des classes et des partis à l'égard de la religion et de l'Eglise » est publié dans le n° 6 du *Social-Démocrate*.

7 [20] juin [au plus tard] — Lénine organise une réunion privée des membres de la rédaction du *Prolétari* avec les représentants des organisations social-démocrates locales. Il y intervient sur la situation à l'intérieur du parti.

8-17 [21-30] juin — Lénine dirige la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* ; il intervient dans les débats, apporte des amendements aux résolutions et dépose des projets de résolution sur certaines questions.

Sur les problèmes fondamentaux la conférence adopta les textes proposés par Lénine.

8 [16] juillet — L'« Information sur la conférence de la rédaction élargie du *Prolétari* », que Lénine avait rédigée, est publiée dans le supplément au numéro 46 du journal.

11 [24] juillet — Le numéro 46 du *Prolétari* publie deux articles de Lénine : « Le voyage du tsar en Europe et celui de plusieurs députés de la Douma Cent-Noirs en Angleterre » (éditorial) et « La liquidation en voie d'être liquidée ».

Juillet — Dans une conversation avec le secrétaire de la section du Comité central en Russie A. Goloubev, Lénine donne des indications pour la lutte contre les provocateurs qui noyautent les organisations du parti.

Fin juillet-août — Lénine se repose en famille (N. Kroupskaïa, la mère de celle-ci et Marie Oulianova) au village de Bombon (Seine-et-Marne).

5 [18] août — Dans une lettre aux organisateurs de l'école de Capri, Lénine refuse de donner des cours à l'école et invite les élèves à se rendre à Paris pour suivre les cours des professeurs bolcheviques.

Dans une lettre adressée à A. Lioubimov, Lénine s'oppose à ce qu'une aide soit fournie à Trotski pour l'édition de sa *Pravda* de Vienne.

Mi-août — Lénine transmet au Bureau du Comité central à l'étranger une circulaire secrète du Bureau socialiste international sur l'organisation de meetings et d'assemblées de protestation contre la politique de conquête impérialiste du gouvernement espagnol au Maroc.

17 [30] août — Dans sa réponse aux élèves de l'école de Capri, Lénine explique le caractère antiparti de cette école, confirme son refus d'y donner des cours et invite les élèves à venir à Paris.

Et[illegible] — Lénine rend visite à Draveil à Paul Lafargue avec qui il discute de son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme.*

TABLE DES MATIÈRES

Préface 7

1908

SUR LE DROIT CHEMIN 9

A PROPOS DE LA « NATURE » DE LA RÉVOLUTION RUSSE . . . 17
MARXISME ET RÉVISIONNISME 25
EN SUIVANT LES SENTIERS BATTUS 37
VERS UN BLOC DES CADETS ET DES OCTOBRISTES ? 46
POUR BIEN JUGER DE LA RÉVOLUTION RUSSE 48
LES CADETS SECONDE MOUTURE 62
LA QUESTION AGRAIRE EN RUSSIE À LA FIN DU XIX^{e} SIÈCLE 67
I 69
II 82
III 92
IV 107
V 120
VI 131
VII 140
DE CERTAINS TRAITS DE LA DÉSAGRÉGATION ACTUELLE . . . 155
LE PROGRAMME AGRAIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS LA RÉVOLUTION RUSSE. *Exposé* 167
LES MATIÈRES INFLAMMABLES DE LA POLITIQUE MONDIALE 194
NOTE DE LA RÉDACTION 202
LE MILITARISME MILITANT ET LA TACTIQUE ANTIMILITARISTE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE 204

I 204
II 206
III 210

UNE MANIFESTATION PACIFISTE DES OUVRIERS ANGLAIS ET ALLEMANDS 216

LÉON TOLSTOÏ, MIROIR DE LA RÉVOLUTION RUSSE 220

LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE 228

LES ÉVÉNEMENTS DES BALKANS ET DE PERSE 235

LA SESSION DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL . . . 247

LA CRISE D'HYSTÉRIE DE P. MASLOV 264

QUELQUES REMARQUES À PROPOS DE LA « RÉPONSE » DE P. MASLOV 273

RÉFLEXIONS SUR LA PÉRIODE ACTUELLE 286

COMMENT PLÉKHANOV ET COMPAGNIE DÉFENDENT LE RÉVISIONNISME 301

A PROPOS DE DEUX LETTRES 307

LES DÉBATS AGRAIRES À LA III^e DOUMA 326

LA CINQUIÈME CONFÉRENCE GÉNÉRALE DU P.O.S.D.R. 21-27 DÉCEMBRE 1908 (3-9 JANVIER 1909) 343

1. PROJET DE RÉSOLUTION SUR LE MOMENT PRÉSENT ET LES TÂCHES DU PARTI 345

2. DIRECTIVES POUR LA COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES D'ORGANISATION 349

3. INDICATIONS PRATIQUES POUR LE VOTE DU GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA SUR LE BUDJET . . 350

Première variante 350

Deuxième variante 350

4. ADDITION À LA RÉSOLUTION « SUR LE GROUPE SOCIAL-DÉMOCRATE À LA DOUMA » 352

5. DÉCLARATION DES BOLCHEVIKS. *Mise au point* 353

1909

LA RÉVOLUTION JUGÉE PAR LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES ET LES SOCIALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES JUGÉS PAR LA RÉVOLUTION 354

DANS LA BONNE VOIE 370

A PROPOS DE L'ARTICLE « SUR LES QUESTIONS ACTUELLES » 381

L'OBJECTIF DE LA LUTTE DU PROLÉTARIAT DANS NOTRE RÉVOLUTION 385

I 385
II 393
III 396
IV 401
V 405

A LA DIRECTION DU PARTI OUVRIER SOCIAL-DÉMOCRATE ALLEMAND 407

UNE CARICATURE DU BOLCHEVISME 410

LE « GAUCHISSEMENT » DE LA BOURGEOISIE ET LES TÂCHES DU PROLÉTARIAT 424

DE L'ATTITUDE DU PARTI OUVRIER À L'ÉGARD DE LA RELIGION 432

L'ATTITUDE DES CLASSES ET DES PARTIS À L'ÉGARD DE LA RELIGION ET DE L'ÉGLISE 445

CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU « PROLÉTARI » 8-17 (21-30) JUIN 1909 455

INFORMATION SUR LA CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU « PROLÉTARI » 457

DISCOURS PRONONCÉ AU COURS DES DÉBATS SUR LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE PARTI 11 (24) JUIN . 467

DISCOURS ET PROJET DE RÉSOLUTION SUR LES TÂCHES DES BOLCHEVIKS DANS LE DOMAINE DE L'ACTIVITÉ À LA DOUMA 469

RÉSOLUTION DE LA CONFÉRENCE DE LA RÉDACTION ÉLARGIE DU «PROLÉTARI » 473

1. Otzovisme et ultimatisme 473
2. Les tâches des bolcheviks dans le parti 477
3. L'agitation en faveur d'un congrès ou d'une conférence bolchevique distinct du parti 480
4. L'école du parti organisée à l'étranger à X. 481
5. A propos du départ du camarade Maximov 482

LA LIQUIDATION EN VOIE D'ÊTRE LIQUIDÉE 483

LE VOYAGE DU TSAR EN EUROPE ET CELUI DE PLUSIEURS DÉPUTÉS DE LA DOUMA CENT-NOIRS EN ANGLETERRE . . . 493

A PROPOS D'UNE LETTRE DE M. LIADOV À LA RÉDACTION DU « PROLÉTARI » 499

LETTRE AUX ORGANISATEURS DE L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI 501

PROJET DE LETTRE DU CENTRE BOLCHEVIQUE AU CONSEIL DE L'ÉCOLE DE CAPRI 503

LETTRE AUX CAMARADES YOULI, VANIA, SAVÉLI, IVAN, VLADIMIR, STANISLAV ET FOMA, ÉLÈVES DE L'ÉCOLE DU PARTI DE CAPRI 505

Notes 513

La vie et l'œuvre de V. Lénine 555

ILLUSTRATIONS

Première page du journal *Prolétari* n° 27 (8 avril) 26 mars 1908, avec les articles de Lénine « A propos de la « nature » de la révolution russe » et « A propos des débats sur l'octroi à la Douma des droits plus larges en matière budgétaire ». 19

Première page du manuscrit de Lénine « Léon Tolstoï, miroir de la révolution russe », 1908 221

Première page du n° 2 du 28 janvier (10 février) 1909 du journal *Social-Démocrate*, organe central du P.O.S.D.R., avec l'article de Lénine « Dans la bonne voie » 371

Première page du manuscrit de Lénine « Discours prononcé au cours des débats sur les tâches des bolcheviks dans le parti » 11 (24) juin 1909 468-469

CE VOLUME A ÉTÉ TRADUIT, SOUS LA RESPONSABILITÉ DE ROGER GARAUDY, PAR GEORGES VOGUET, NIKITA SIBÉROFF, ROBERT GIRAUD.

Achevé d'imprimer en décembre 1967
par les Editions du Progrès, Moscou

В. И. ЛЕНИН

СОБРАНИЕ СОЧИНЕНИЙ

ТОМ 15

На французском языке

éditions
sociales paris
*
éditions
du progrès
moscou

LIVRE
CLUB
DIDEROT